



GLOTTOPOL

Revue de sociolinguistique en ligne
n°32 – juillet 2019

**Glotopolítica - Langage et luttes sociales
dans l'espace hispano-lusophone** [édition
bilingue : *Lenguaje y luchas sociales en el
espacio hispano-lusófono*]

Numéro dirigé par Elvira Arnoux, José del
Valle, Alexandre Duchêne

SOMMAIRE - ÍNDICE

- Elvira Arnoux, José del Valle, Alexandre Duchêne : *Glottopolitique – glotopolítica : circulation, appropriation et expansion d'une lecture sociale du langage.*
- Elvira Arnoux : *La Glottopolitique : les transformations d'un champ disciplinaire* (1^{re} édition 2000), traduit de l'espagnol par Isabelle Laroche.
- José del Valle : *La perspective glottopolitique et la normativité* (1^{re} édition, 2017), traduit de l'espagnol par Caroline Dubois.
- Louis Guespin & Jean-Baptiste Marcellesi : *Hacia la glotopolítica* (1^{ra} edición : 1986), traducido del francés por José del Valle.
- Pablo Albertoni : *Reivindicaciones glotopolíticas en espacios de tensión: la frontera uruguayo-brasileña.* Traduction en français par Iván Jiménez : *Revendications glottopolitiques dans des espaces de tension : la frontière uruguayo-brésilienne.*
- Diego Bentivegna : *Poliglofías americanas. Fantasmagorías glotopolíticas en Ricardo Rojas y Roberto Lehmann-Nitsche.* Traduction en français par Clara Mortamet : *Polyglophies américaines. Fantasmagories glottopolitiques chez Ricardo Rojas et Roberto Lehmann-Nitsche.*
- Carolina Chaves O'Flynn : *Lengua, política y moral: Intervenciones glotopolíticas de Félix Restrepo, S. J. durante el siglo XX en Colombia.* Traduction en français par Céline Alcade : *Langue, politique et morale : interventions glottopolitiques de Félix Restrepo, S. J. durant le XX^e siècle.*
- Xoan Carlos Lagares : *Linguistas na berlinda: a polémica normativa no Brasil.* Traduction en français par Patricia Lambert : *Des linguistes sur la sellette : la querelle normative au Brésil.*
- Daniela Lauria : *La institucionalización de la política lingüística panhispanica hoy. Tensiones por la "Marca España.* Traduction en français par Francesco Screti avec la collaboration d'Isabelle Affolter : *L'institutionnalisation de la politique linguistique panhispanique aujourd'hui. Tensions pour la « Marca España [marque Espagne] »*
- Mariela Oroño : *La RAE y los intelectuales americanos de fines del siglo XIX: el caso del uruguayo Juan Zorrilla de San Martín.* Traduction en français par Jean Le Dû : *La Real Academia Española [RAE] et les intellectuels latino-américains de la fin du XIX^e siècle : le cas de l'Uruguayen Juan Zorrilla de San Martín.*

Compte-rendu

- Marisa Cavalli : *La langue et le clocher – Les enseignants de français en Italie et d'italien en France*, de **Merlo, J.-O.**, 2018, Paris, L'Harmattan, 234 p. ISBN : 978-2-343-15815-0

GLOTTOLOGIQUE – GLOTOLOGÍA : CIRCULATION, APPROPRIATION ET EXPANSION D'UNE LECTURE SOCIALE DU LANGAGE

Elvira Arnoux, José del Valle, Alexandre Duchêne

En 2000, Elvira Arnoux, professeure d'analyse du discours à l'Université de Buenos Aires publiait un article fondateur intitulé « *La Glotopolítica : transformaciones de un campo disciplinario* ». Dans cet article, l'auteure pose les bases de la *Glotopolítica*, s'appuyant pour cela sur l'article tout aussi fondateur de Guespin et Marcellesi, publié dans *Langages* en 1986. Arnoux souligne d'emblée l'importance de leurs travaux, revendiquant une filiation qui dépasse l'usage usuel du terme *glottologique* pour endosser le programme proposé par ces deux auteurs. Cependant, Arnoux propose déjà une extension de leur approche en invitant à repenser radicalement les sciences du langage, en mettant au cœur de cette entreprise une focale sur l'histoire des idées linguistiques comme foncièrement ancrée dans une analyse des conditions politiques et des effets de domination que ces idées produisent, en questionnant les conditions matérielles de production des discours sur la langue, de même qu'en considérant que l'étude du langage s'accompagne d'un engagement politique assumé. Cet article, de même que les activités de recherche du groupe de Buenos Aires, ont rapidement trouvé un écho dans d'autres parties de l'Amérique latine, intéressées à étudier les interventions linguistique liées à la formation des États-nations après l'indépendance, à analyser le rôle des langues — espagnol, portugais et langues amérindiennes — dans les processus d'intégration sud-américains, et au sein de la lusophonie et du panhispanisme, tout en questionnant la place attribuée à l'anglais comme langue de la science. Au-delà de l'Amérique latine, un rapprochement s'est alors produit avec le professeur Jose del Valle de la City University of New York, sociolinguiste travaillant avec son équipe sur l'histoire politique et sociale de la langue espagnole.

Ces rapprochements intellectuels ont alors donné lieu à des *Congreso Latinoamericano de Glotopolítica* au Chili, en Colombie et plus récemment en Allemagne et au Brésil, de même qu'à la création récente d'un *Anuario de Glotopolítica*¹.

Loin d'être un champ homogène, la *Glotopolítica*, au contraire, propose différentes lignes de force, informées par les ancrages socio-politiques dans lesquels ce savoir est produit, suscitant ainsi un dynamisme de recherche et d'engagement qui permet d'éviter l'orthodoxie intellectuelle. Le groupe latino-américain *Glotopolítica* est donc forcément un groupe

¹ La revue est accessible en ligne en accès ouvert : <https://glotopolitica.com>. Le site donne également accès à d'autres ressources produites avec le groupe latino-américain de *Glotopolítica*.

multipolaire, articulé, de manière fragile et dans une structure rhizomique, autour de différentes positions géoacadémiques et mobilisant des outils et des approches variables.

Le groupe uruguayen revendique, dans son approche linguistique, l'influence exercée par Eugenio Coseriu lorsque ce dernier séjournait en Uruguay. Un intérêt soutenu pour les enjeux de littératie de même que pour l'étude de l'effacement politique des variétés frontalières structurellement apparentées au portugais dans la construction du projet national constituent les lignes de force de leurs recherches. Au Chili, le groupe d'études glottopolitiques, plus récemment constitué, s'intéresse aux expériences glottopolitiques contemporaines associées, par exemple, à la revendication du mapuche, à l'immigration récente haïtienne et à la dégradation des écoles publiques et de l'éducation linguistique comme conséquence des politiques néolibérales.

Au Brésil, en relation avec le Mercosur, le groupe glottopolitique aborde le problème de l'enseignement de l'espagnol dans ce pays, en analysant divers discours journalistiques, politiques et académiques, législatifs et didactiques. Les idéologies linguistiques autour de la diffusion du portugais dans le monde et les interventions glottopolitiques de la Communauté des pays de langue portugaise font également partie des orientations thématiques du groupe.

Le groupe argentin, quant à lui, fait fréquemment référence à des écoles d'analyse du discours développées en France. Ils ancrent et orientent leur réflexion vers des problèmes liés principalement à deux thèmes : l'enseignement de la lecture et de l'écriture dans le système éducatif argentin et les processus d'intégration régionale en Amérique latine.

Le groupe de CUNY se revendique de l'étude de l'histoire des idées et des idéologies sur la langue, et s'appuie théoriquement sur l'interactionnisme et la sociolinguistique critique. La localisation institutionnelle du groupe, situé dans un département de langue et littérature espagnole à New York, a profondément marqué le façonnement de ses projets et des perspectives développées. Ses travaux viennent fondamentalement interroger le traitement philologique d'un canon littéraire essentiellement espagnol pour, au contraire, penser le langage, les langues et variétés espagnoles et lusophones comme des constructions fondamentalement politiques. Ce groupe étudie, entre autre, l'impact du colonialisme et du capitalisme sur la définition des normes linguistiques et des locuteurs·trices, le rôle de la langue espagnole en lien avec les processus migratoires, en particulier aux États-Unis, ou encore l'appropriation du langage à des fins de manipulations politiques.

Malgré cette dimension protéiforme, le groupe latino-américain de *GlotoPolítica* s'unit autour de l'idée de la langue comme celle d'une pratique sociale et autour de la reconnaissance du terme *GlotoPolítica* en tant que position intellectuelle, à savoir en tant qu'affirmation de l'existence d'expériences sociales où l'interaction langagière et la construction de subjectivités politiques sont indissociables. Ces chercheur·e·s sont également uni·e·s par un engagement dans l'étude des mécanismes par lesquels la communication participe à la production et la reproduction des inégalités, et à l'émergence de subjectivités réactives ou dissidentes. Un autre pilier du projet académico-intellectuel glotopolitique consiste à interroger la prédominance de la linguistique formelle, de la linguistique des systèmes et des arrangements institutionnels qui les reproduisent dans le domaine universitaire. Il s'interroge ainsi sur la manière dont les théories linguistiques amplifient certaines voix et en réduisent d'autres au silence, favorisant la constitution de certains types d'objets et rendant impossible l'identification d'autres. Il s'attache dès lors à affirmer l'inséparabilité du langage de ses conditions politiques et économiques de fonctionnement.

Notons également l'émergence, en Allemagne, d'un intérêt marqué pour la *GlotoPolítica* auprès de certains romanistes et spécialistes de l'Amérique latine. Leurs travaux portent sur les enjeux idéologiques de la diffusion de l'espagnol, sur la linguistique populaire, ou encore sur le contact des langues en lien avec les processus migratoires.

Ce numéro thématique cherche donc à rendre compte de ces travaux, qui renvoient en partie à une certaine histoire des idées sociolinguistiques francophones, mais qui cherchent également à proposer des pistes nouvelles dans notre compréhension des liens entre langage, politique et société. Il s'agit de s'engager dans une réflexion générale sur ce que ces travaux nous permettent de comprendre de nos réalités glottopolitiques et sur l'apport de ces approches pour l'avancée de notre champ. En ce sens, cette entreprise s'inscrit dans un déplacement de la circulation du savoir, héritée de notre histoire coloniale allant généralement du nord vers le sud, pour envisager une circulation complémentaire du sud vers le nord.

La première série de contributions offre un regard sur la circulation du concept de glottopolitique dans le champ hispano-lusophone. Les traductions en français de deux textes fondateurs de deux figures du mouvement permettent au lecteur de comprendre comment le terme de glottopolitique a circulé, comment il a été réceptionné et transformé, et ce qui constitue à l'heure actuelle les grandes lignes conceptuelles de la *Gltopolítica*. Cette approche généalogique de la question s'inscrit intimement dans la démarche de *Gltopolítica*, proposant ainsi une histoire politiquement située de ce concept. Elle permet également de mieux comprendre le rôle des espaces de production du savoir dans le monde hispano-lusophone et leurs liens avec d'autres courants de recherche occidentaux, en particulier francophone et anglophone. Ces deux textes, associés à la traduction en espagnol du texte de Guespin et Marcellesi, constituent une illustration de cette circulation des idées. Ils permettent de souligner que cette dernière n'a pas donné lieu à un simple transfert, de type hégémonique et colonial, mais qu'elle a permis des élaborations intellectuelles originales et diversifiées, venant vivifier les idées des collègues français de l'époque.

Les textes originaux proposés dans le numéro offrent, quant à eux, un panel certes non exhaustif mais tout de même emblématique des travaux conduits en *Gltopolítica*. Ils ont été rédigés par des auteur·e·s situé·e·s institutionnellement en Argentine, au Brésil, en Uruguay et aux États-Unis, et portent sur des situations glottopolitiques d'Amérique latine (Argentine, Brésil, Colombie, Uruguay).

Ces contributions révèlent un intérêt central de la *Gltopolítica* pour l'historicisation des processus glottopolitiques, requérant ainsi un savoir historiographique et une analyse du discours permettant d'illustrer comment différentes décisions sur la langue, en termes de standardisation, de codification, de commodification, de législation, s'articulent à des enjeux politiques historiquement situés. L'examen de ces processus permet alors de souligner les instances au sein desquelles ces décisions sont prises (étatiques, académiques, économiques), tout en dévoilant les luttes idéologiques qui président à leur réalisation.

L'analyse de l'expertise est ainsi un point de convergence de l'ensemble de ces travaux, venant interroger le rôle des linguistes et des intellectuels en général — donc le nôtre — dans la production, la reproduction et parfois l'émancipation des normes linguistiques qui impactent la vie de bon nombre de nos concitoyens·nes.

L'analyse *gltopolítica* n'est cependant pas que rétrospective, dans le sens où elle ne donnerait lieu qu'à une description de l'histoire des idées linguistiques à un moment donné. Elle s'attache à mener une réflexion critique sur la place qu'occupe le langage hier et aujourd'hui, tout en nous invitant, en tant que producteurs·trices de savoir, à garder une vigilance de tous les instants sur la prise en compte de nos normativités, qui sont à l'œuvre dans tout processus à la fois analytique et régulateur. Ceci permet également de resituer les mécanismes et procédures glottopolitiques en lien avec l'histoire et du colonialisme et du capitalisme, l'un et l'autre de ces phénomènes s'avérant toujours et encore opérer dans nos sociétés contemporaines.

En prenant la langue comme terrain d'investigation, ces recherches soulignent à quel point elle permet de comprendre des processus qui la dépassent largement (standardiser une langue, par exemple, n'est pas qu'une simple question de langue, mais bien un processus qui s'appuie

sur des présupposés raciaux, de classe, de prestige, etc.) tout en démontrant qu'il est impossible de saisir les phénomènes langagiers sans prendre sérieusement en considération les conditions de production, de circulation et de diffusion des idées sur les langues, sur les corps, sur le savoir et sur la société.

Ces conditions de production, de circulation, de diffusion, requièrent également une réflexion à l'aune de la production de ce numéro. En effet, pouvoir publier un tel numéro nécessite un certain nombre de préalables qu'il convient ici de poser.

Premièrement, ce numéro n'aurait lui-même pas vu le jour sans un certain processus de circulation et de rencontres. Les trois éditeurs·trices ont pu s'engager dans l'élaboration de ce manuscrit parce qu'elle·ils ont eu le privilège de se rencontrer et qu'elle·ils ont bénéficié des conditions matérielles pour circuler sur divers continents (Europe, Amérique latine, Amérique du Nord). Ces rencontres ont permis des discussions, des débats, des questionnements et des remises en cause. Le numéro, en ce sens, montre à la fois l'importance de la circulation des idées au-delà des frontières nationales, linguistiques et parfois même disciplinaires, pour « penser ». Il révèle aussi combien ces rencontres sont tributaires de conditions inégales de circulation, d'accès (en termes également linguistiques) et de participation. Mais ce sont ces conditions inégales qui nous ont motivé·e·s à proposer ce numéro et nous engager dans cette tentative de créer la condition de possibilité d'un dialogue transatlantique, à un moment où les récents accords du Mercosur et de l'Union européenne nous obligent à réfléchir à des politiques linguistiques qui, au-delà du plurilinguisme déclaré et exigé par le développement des entreprises néolibérales, permettraient la participation des pays et des communautés périphériques.

Deuxièmement, le projet en lui-même n'est pas exempt d'écueils intellectuels et politiques. L'idée de trouver un espace pour rendre visibles les travaux de *Glottopolítica* dans le monde francophone pourrait prendre la forme d'un numéro de cirque auquel les « lisants » francophones prendraient part en tant que consommateurs·trices de l'exotisme, comme s'ils·elles allaient à une exposition ou au théâtre. Ou encore, ce numéro pourrait être vu comme un espace purement célébrationnel, voire promotionnel de la « richesse » de l'espace hispano-lusophone en matière de glottopolitique et nous situer ainsi dans une logique « étendard », revendicatrice et essentialiste du savoir *glottopolíticain*. Ou finalement, ce numéro pourrait être perçu par les lecteurs·trices et contributeurs·trices comme une simple illustration de situations sociolinguistiques caractéristiques de l'Amérique latine, une sorte de leçon de choses, destinée à informer et s'informer sur ce continent, alors même que nous cherchons à privilégier des lectures situées sur le langage en société et donc potentiellement pertinentes pour tout·e chercheur·e intéressé·e aux processus décrits dans ces articles. Si nous avons tenté de les éviter le mieux que nous pouvions, par le choix de thématiques et des textes, et par les réflexions sur la circulation du savoir que la plupart des textes proposent, ces écueils ne peuvent pas être complètement évacués et probablement existent-ils bel et bien. Il nous semblait cependant que ne rien risquer était encore plus risqué.

Troisièmement, un tel numéro présuppose également que nous ayons des auteurs et des auteurs intéressé·e·s à et volontaires pour participer à cette aventure. Il n'est pas évident pour des collègues habitué·e·s à s'exprimer dans des sphères intellectuelles et politiques spécifiques de s'aventurer à produire des textes pour un lectorat qu'ils·elles ne connaissent pas nécessairement ni ne peuvent pleinement anticiper en termes interprétatifs et de réception. Leur engagement dans ce numéro thématique constitue par conséquent une tentative encore incertaine de participer à ce dialogue que nous souhaitons initier.

Quatrièmement, nous tenons ici à mentionner que sans le labeur des traductrices et traducteurs, nous n'aurions pas pu mener à terme ce numéro. Notre parti pris éditorial a nécessité que nous nous appuyions sur des collègues pour traduire les textes en français ou en espagnol. Ne disposant que d'un budget très limité, généreusement accordé par l'Institut de

plurilinguisme de l'Université de Fribourg, nous n'avons pu rétribuer financièrement que quelques traducteurs·trices et ceci de manière insuffisante compte tenu de la somme de travail accomplie. Les autres traductions ont été bénévoles, ce qui n'est pas sans poser de problèmes dans un monde universitaire de plus en plus organisé autour de l'exploitation des membres qui le composent. Nous tenions à saluer cette participation des traducteurs·traductrices, car nous le savons, traduire n'est pas une mince affaire. L'acte de *traduire* n'est pas qu'un geste technique, il implique un processus interprétatif où se déploient des enjeux politiques, économiques et certainement épistémologiques. Mais c'est aussi cet acte qui est nécessaire et crucial afin de garantir une compréhension et une interprétation permettant la circulation du savoir et l'engagement avec des savoirs et des idées qui nous seraient plus difficilement accessibles sans cette intermédiaire herméneutique qu'est la traduction.

Enfin, un tel numéro n'aurait pas été possible sans un support de publication. Il fallait une revue qui consente à s'engager dans une démarche inhabituelle, impliquant la publication de textes originaux en espagnol, la publication de textes déjà parus, de même que la publication de traductions. Il était fondamental pour nous que les deux versions (en français ET en espagnol) puissent être publiées de manière concomitante. Non pas dans un souci de pureté éditoriale, fondée sur l'idée que la version originale ferait foi, mais parce que l'idée que nous avions de susciter un dialogue présupposait que les textes soient accessibles dans les deux langues. D'une part, pour que les collègues francophones sans ou avec peu de connaissances en espagnol ou en portugais puissent prendre connaissance de ces travaux. D'autre part, pour que ceux et celles qui sont hispano-lusophones puissent les lire dans la langue de l'auteur·e. Il était aussi important d'avoir les textes en langue originale, ceci afin de permettre aux auteur·e·s et lecteur·trice·s hispano-lusophones d'utiliser ces écrits dans leurs sphères d'influence linguistique. La revue *Glottopol* — qui s'imposait à nous pour des raisons évidentes — a pris ce risque et nous lui en sommes grandement reconnaissants. Cependant, cela présupposait un surplus de travail pour la revue : l'identification de relecteurs·trices francophones capables de lire en espagnol et en portugais et suffisamment compétent·e·s pour fournir une évaluation circonstanciée des textes soumis (nous souhaitons en effet que chaque article soit relu par au moins un·e lecteur·trice issu·e des sphères francophones), d'accepter des évaluations en langues espagnole ou portugaise, de mettre en page le double d'articles prévus initialement pour un numéro thématique, impliquant également un double travail éditorial (révision des bibliographies et des citations, mise en forme, etc.). Sans la prise de risque de la revue, sans le travail exceptionnel et remarquable de sa rédactrice en chef, Clara Mortamet, ce numéro n'aurait pas pu voir le jour.

Ainsi, les conditions de possibilité de ce numéro soulignent combien la circulation du savoir est dépendante de nombreux facteurs et qu'elle n'est, en ce sens, jamais linéaire, simple et évidente. Il reviendra alors finalement au·à la lecteur·lectrice de participer à cette circulation par sa lecture engagée, située et forcément dialogique des textes mis à disposition.

LA GLOTTOPOLITIQUE : LES TRANSFORMATIONS D'UN CHAMP DISCIPLINAIRE¹

« La Glotopolítica : transformaciones de un campo disciplinario », in Alfredo Rubione (ed.), 2000, *Lenguajes : teorías y prácticas*, Buenos Aires : Instituto Superior del Profesorado « Joaquín V. González », reproduit avec la permission de l'auteur et de l'éditeur.

**Elvira Narvaja de Arnoux
Université de Buenos Aires, Argentine**

Traduit de l'espagnol par Isabelle Laroche

1. Introduction

Parler des *transformations* en rapport avec ce champ disciplinaire nous amène à nous situer dans une histoire qui n'est pas seulement l'histoire académique, puisque les réflexions théoriques tout comme les propositions d'intervention sont étroitement liées aux requêtes

¹ L'article suivant a été publié en 2000 suite à une conférence que j'avais donnée lors de la célébration des dix ans du master en Sciences du langage, mis en place en 1988 dans l'*Instituto Superior del Profesorado* « Joaquín V. González ». Le programme de cette filière avait été élaboré dans le cadre de l'effervescence politique qui a dominé au cours de l'ouverture démocratique de l'Argentine (suite à la fin de la dictature militaire). Ces années ont été non seulement marquées par des discussions autour de la formation des enseignants, mais également par des réflexions concernant le rôle social des jeunes diplômés (ceux des filières de Lettres dans le cas présent) et leur participation aux chantiers que le pays se devait de réaliser. Tout ceci a donné lieu à de ferventes discussions concernant l'enseignement des langues étrangères et la commission qui en a conceptualisé le programme a décidé d'introduire, en tant que matières obligatoires, deux cours de langue portugaise et de culture brésilienne, de manière à s'impliquer dans le processus d'intégration régionale sud-américain, qui avait été entamé avec la signature de la Déclaration de Foz de Iguazú (1985) entre l'Argentine et le Brésil. Par le biais de ce document s'activait une volonté d'affirmer les liens fraternels existant entre les deux pays (raison pour laquelle la connaissance de la langue de l'autre devenait incontournable), dans le but de donner un sens solidaire à ce qui ne semblait être au départ qu'un simple accord économique. La conférence qui s'est tenue au cours de cette commémoration cherchait à stimuler le développement de la Glottopolitique et à faire en sorte que soient compris les choix politico-idéologiques sur lesquels reposaient les interventions pédagogiques, en les rapprochant des problématiques centrales qui avaient été abordées tout au long de la formation de ce champ. Le texte qui suit a beaucoup circulé et on le lisait comme un manifeste, peut-être en raison de son ton passionné, de ses affirmations catégoriques, de l'appropriation « sauvage » qu'il faisait des propositions théoriques émanant de collègues appartenant à d'autres horizons, ainsi que d'une prise de position formulée depuis la périphérie.

sociales. Au cours de ces dernières décennies, celles-ci ont évolué principalement à partir des changements qui ont donné naissance aux nouvelles intégrations régionales. Les chercheurs y sont généralement sensibles, dans la mesure où l'on attend d'eux, d'une façon plus ou moins explicite selon les cas, qu'ils soient capables d'orienter les actions sur la/les langue(s) des organismes nationaux ou internationaux ou sur d'autres institutions à vocations diverses. Cela revient à dire que la participation des spécialistes dans les prises de décision politiques concernant les langues — même lorsqu'ils n'interviennent qu'à titre volontaire dans des circonstances bien précises —, leur impose de réguler leur pratique scientifique au-delà du cadre disciplinaire, dans la mesure où celle-ci est inscrite dans cette autre histoire bien plus large. De la même manière, au moment d'évaluer et de proposer des politiques linguistiques, c'est un regard politique sur les langues qui est en jeu, dans lequel l'idéologie intervient de façon plus ou moins contrôlée selon les circonstances : en effet, ce n'est pas pareil de décider des langues de travail au sein d'un organisme transnational que d'aménager l'espace linguistique d'un pays « émergent ». Cette approche est également conditionnée par les avatars du champ académique ainsi que par le rapport existant entre les chercheurs et les centres de pouvoir : dans la plupart des cas et surtout dans les pays périphériques, leur place est marginale et on ne les sollicite expressément que lorsqu'il s'agit de situations de conflits ou d'étapes fondatrices qui requièrent un savoir spécialisé.

En ce qui concerne le terme de *Glottopolitique*, il a été introduit par Marcellesi et Guespin (1986) au milieu des années quatre-vingt pour « englober tous les faits de langage où l'action de la société revêt la forme du politique ». La raison qu'ils évoquent pour justifier ce choix repose sur le fait qu'il offre « l'avantage de neutraliser, sans se prononcer sur ce sujet, l'opposition entre langue et parole » qui était dans une certaine mesure présumée dans le syntagme « politique linguistique », quant à lui centré sur la « langue ». Pour ces auteurs, le terme « glottopolitique » permet de désigner « les diverses manières par lesquelles une société agit sur le langage, consciemment ou non : que ce soit sur la langue, lorsque par exemple une société légifère sur les statuts réciproques de la langue officielle et des langues minoritaires ; ou que ce soit sur la parole lorsqu'elle réprime tel ou tel emploi chez l'un ou chez l'autre ; ou sur le discours, lorsque l'école décide de transformer en objet d'évaluation la production d'un certain type de textes ».

Il convient de signaler qu'au delà de reconnaître ces avantages il y a une autre raison qui nous a conduit à accepter ce terme : le besoin de trouver une désignation académique capable de légitimer ce champ et de lui permettre de se présenter avec tous les attributs d'une discipline universitaire. La gêne provoquée par la question : « Quelle est votre spécialité ? » est bien connue, puisqu'au moment de répondre : « Je me consacre à la /aux politique(s) linguistique(s) », outre la difficulté à choisir entre le singulier et le pluriel, cette réponse renvoie dans l'esprit des gens à la maîtrise d'une connaissance appliquée plutôt qu'à un domaine de réflexion théorique. Il est possible que dans un pays tel que la France, qui a développé très tôt des études autonomes concernant la francophonie ou la Communauté européenne, la découverte du néologisme n'ait pas eu de grandes répercussions, mais dans le cas de l'Argentine, le terme a été promptement adopté par plusieurs spécialistes. Il est vrai, toutefois, qu'il pose certains problèmes. D'une part, le préfixe « Glotto » semble trop érudit pour les milieux techniques déjà habitués au terme de « politique linguistique ». De l'autre, le radical « politique » repousse les chercheurs qui souhaitent échapper au discrédit généralisé portant sur cette pratique, et préfèrent présenter leurs travaux comme étant validés par l'éthique, l'écologie ou même par l'économie. À ce sujet, il est intéressant de rappeler ce que Daniel Biaggioni (1997) soulignait dans un livre récent sur les langues et les nations en Europe, à propos d'« une nouvelle organisation 'écolinguistique' de l'espace européen », puisque cela représente un net aperçu du poids des idéologies scientifiques. Biaggioni a déclaré dans une note de bas de page : « Nous jouons ici avec le double sens du préfixe *éco* —

qui renvoie aussi bien à l'*écologie* qu'à l'*économie* des échanges linguistiques ». Et d'ajouter : « C'est un peu par opportunisme que nous laissons pour l'instant dans l'ombre cette ambiguïté, même si nous privilégions une approche 'économique' dans la modélisation des contacts entre les langues. Pourtant, une idéologie organiciste commune aurait tendance à voir dans les « langues » des individus qui luttent pour leur survie, d'où la tentation d'assimiler l'*écolinguistique* à l'écologie des espèces animales au sens où il existerait un parallèle entre l'écolinguistique et l'écosystème biologique ». De son côté, Louis-Jean Calvet (1999), une des références incontournables dans cette discipline, prend clairement parti pour l'*écologie linguistique* en la définissant comme la science qui étudie les relations entre les langues et leur milieu, c'est-à-dire qu'elle étudie tout d'abord les relations entre les langues et ensuite celles qui s'établissent entre les langues et la société. Ces choix terminologiques reflètent moins une problématique disciplinaire que la crainte d'être associé à un discours déjà vieux, dans un contexte où l'unique enjeu semble être la possibilité d'un ajustement harmonieux et équilibré de la globalisation. Ces craintes sont atténuées dans le cas latino-américain, non seulement parce que la globalisation se montre sous un visage différent, mais surtout parce qu'on y ressent le poids des processus politiques non achevés. D'où la pertinence d'utiliser le terme « Glottopolitique », surtout lorsqu'il s'agit d'évoquer comment les actions entreprises sur le langage participent à la reproduction ou à la transformation des relations de pouvoir.

D'autre part, il est important de rappeler que certains régionalistes — notamment les catalanistes ou les occitanistes — préfèrent utiliser le syntagme « sociolinguistique périphérique² » (Boyer, 1997) pour faire référence à ce type de problématiques, tout en limitant la portée à l'étude des situations de contact linguistique. Ils considèrent que le conflit y est inhérent, du moins virtuellement, puisque pour reprendre les termes d'Henri Boyer : « la coexistence de deux ou plusieurs langues dans un même espace n'est jamais égalitaire et il existe toujours une certaine 'concurrence' entre ces langues, 'concurrence' dont les modalités peuvent être plus ou moins violentes ». Quant au terme « glottopolitique », cet auteur l'utilise pour caractériser les interventions sur la/les langue(s). À son avis, celles-ci constituent l'un des symptômes qui permettent à un sociolinguiste attentif de saisir des traces des imaginaires collectifs et de repérer les rapports entretenus par ceux-ci avec des répertoires et des usages (les autres manifestations étant les comportements spontanés — involontaires et bien souvent inconscients — directement liés aux imaginaires normativo-puristes, à l'activité épilinguistique nourrie par des évaluations et des opinions de nature prescriptivo-proscriptive, et aux pratiques métalinguistiques telles qu'elles sont exprimées, entre autres, dans les dictionnaires, les grammaires, les traités de langue et les réformes orthographiques). Il affirme ainsi que les interventions glottopolitiques s'inscrivent dans un interdiscours sur la/les langue(s) de la communauté et sur son/ses usage(s) et ajoute qu'elles ont souvent un fort caractère revendicatif et polémique soutenu par une idéologie identitaire et par une orientation politique de type régionaliste ou nationalitaire.

En ce qui nous concerne, nous considérons d'un côté que la Glottopolitique n'aborde pas seulement le conflit entre les langues mais aussi entre les variétés et les pratiques discursives et que, d'un autre côté, sa portée va bien au-delà des communautés réduites : elle s'intéresse en effet à celles-ci mais aussi aux états, aux intégrations régionales ou à la planète toute entière, selon le point de vue adopté et le problème envisagé ; et qu'elle peut finalement aborder non seulement les interventions revendicatrices, mais aussi celles qui sont produites par les centres de pouvoir comme l'un des aspects de leur politique. Nous estimons, de même, que l'analyse devrait considérer aussi bien les interventions explicites que les comportements

² Les citations correspondent aux articles cités.

spontanés, l'activité épilinguistique et les pratiques métalinguistiques, en accordant une place aux représentations sociolinguistiques sur lesquelles celles-ci reposent.

2. Parcours historique

Comme nous l'avons annoncé ci-dessus, cet exposé suivra un ordre chronologique nous permettant de mettre l'accent sur certains thèmes et certaines approches en rapport avec les processus politiques et la formation du champ disciplinaire.

2.1 Première étape

Dans le domaine de la Linguistique, l'intérêt porté sur les politiques linguistiques et la première ébauche d'un espace relativement autonome de recherche, sont principalement liés à deux processus politiques importants : d'une part, la répartition du monde effectuée lors de la conférence de Yalta par les puissances victorieuses de la Seconde Guerre Mondiale et, d'autre part, les processus de décolonisation au sein des empires de vieux type. Ces phénomènes ont soulevé deux types de questions : la régulation et le contrôle des zones d'influence des grandes puissances ainsi que l'émergence de nouvelles nations.

Sur le plan national, il a fallu se confronter à des problèmes linguistiques d'une grande complexité. Dans certains cas, comme celui de l'Afrique noire, il s'agissait de pays composés par différentes ethnies qui ne possédaient pas de langue vernaculaire majoritaire ou qui pouvaient difficilement en imposer une — dans la plupart des cas, des langues sans tradition écrite — ou qui devaient impérativement recourir à la langue coloniale. Dans d'autres cas, il s'agissait de pays dont la tradition écrite de la langue était associée à la religion et il était donc nécessaire de l'adapter aux besoins des sociétés modernes, comme c'était le cas pour l'Israël ou les pays arabes. On trouvait aussi des pays possédant plusieurs langues de culture, dont chacune d'elles comportait un grand nombre de locuteurs, comme c'est par exemple le cas de l'Inde.

En prenant comme modèle la représentation, plus ou moins imaginaire, des États Nationaux les plus consolidés qui affiche comme évidence « **Un État, une nation, une langue** », les linguistes ont cherché à résoudre « techniquement » le problème qui se présentait à eux : les profondes divergences entre cet idéal et les situations variées avec lesquelles ils avaient affaire. C'est ainsi qu'est née la *Planification linguistique*³ en tant que domaine d'application interdisciplinaire, dans lequel cohabitaient l'artillerie sociologique et statistique ainsi que les savoirs linguistiques et pédagogiques. Planifier revenait alors à organiser l'espace linguistique en assignant ou en reconnaissant des fonctions aux langues en contact : langue officielle, langue nationale, langue régionale, langue vernaculaire, langue véhiculaire, créole, pidgins, etc. Dans plusieurs cas, il s'agissait également de commencer ou d'étendre le processus de standardisation des langues appartenant aux cultures sans écriture, qui vivaient, comme le dirait Bourdieu (1982), à l'état pratique, n'ayant pas de modèle d'écriture. Il fallait donc faire face aux difficultés relatives à la sélection d'une variété dans un continuum, à l'établissement d'une norme, à la constitution de glossaires, à la préparation de matériel didactique et de matériel de lecture. Même si l'approche interventionniste était alors dominante, c'est au cours de cette étape que se sont constitués l'ensemble des objets de ce qu'il est permis d'appeler le champ discursif de la glottopolitique, à savoir les différentes catégories de « langues » (Stewart, 1970) ci-dessus mentionnées, les différentes combinaisons entre bilinguisme et diglossie (Fishman, 1967), les deux types de planification, du corpus ou du statut (Kloss, 1969). Des grilles et des stratégies de recueil de données en contextes

³ Certains de ces travaux programmatiques sont ceux de Haugen (1966), de Das Gupta (1970) et de Tauli (1974).

plurilingues ont été établies — quelques-unes éphémères bien que stimulantes, comme celles qui se proposaient de mesurer la puissance relative des langues (Mackey, 1975) — ainsi que les modalités d'exposition des résultats. Les organismes internationaux, de leur côté, ont fait appel à des spécialistes pour divers projets de « développement » dans lesquels la problématique linguistique avait des répercussions sur leur conception et leur mise en œuvre.

Si l'on observe l'autre pôle, celui qui concerne les zones d'influence post-Yalta, l'enjeu de ces années-là était la diffusion du russe et de l'anglais, ce qui conduisait à les renforcer à l'intérieur de leurs propres frontières et de les positionner favorablement en tant que futures langues mondiales. Pourtant, ces deux cas de figure étaient très différents. D'un côté il était question d'un État multinational, héritier d'un empire qui, en dépit des transformations résultant de la période révolutionnaire, continuait d'appliquer des stratégies de domination⁴. Celles-ci incluaient l'expansion du russe en tant que deuxième langue et en tant que langue de prestige associée aux innovations technologiques et scientifiques (Sériot, 1986), ainsi que la fragmentation d'autres zones linguistiques. Dans ce dernier cas, on avait recours à l'accentuation des différences entre des variétés proches, à l'établissement de brèches linguistiques, grâce à l'appui donné à des minorités sur une zone plus large, ou à l'intervention sur les systèmes d'écriture qui brisaient l'identité culturelle dans l'imaginaire issu de ces langues. Cela a mis en valeur le pouvoir des langues en créant l'illusion qu'en les contrôlant on était en mesure de gérer les conflits. Dans l'autre cas, la large diffusion du « *basic english* » accompagnait la *pax americana*. Cette variété minorisée, coupée de l'histoire des peuples qui la parlaient, limitée à la circulation des échanges économiques ou scientifiques constituait néanmoins un signe d'appartenance à un monde culturel portant toutes les marques du progrès et du développement. La linguistique appliquée à l'enseignement des langues a été dès lors perçue comme un outil incontournable et a donc reçu un soutien considérable. Si dans l'autre pôle l'idéologème⁵ qui soutenait la planification linguistique était « un État, une nation, une langue », dans celui-ci on mettait en avant le principe des Lumières qui voulait que « **la langue supérieure est celle qui correspond à la société la plus avancée** ». Sa diffusion était alors présentée comme un moyen de permettre l'accès à des biens culturels plus sophistiqués à un nombre toujours plus grand d'individus.

En ce qui concerne l'Amérique latine, le scénario était différent : elle comprenait deux langues majoritaires proches, l'espagnol et le portugais — disposant toutes deux d'une importante tradition écrite — ainsi que diverses langues vernaculaires — dans certains cas, communes à plusieurs États — avec un nombre irrégulier de locuteurs, généralement bilingues. Ce qui à l'époque apparaissait comme un problème politico-linguistique central était la question indigène : fallait-il accentuer l'hispanisation pour achever l'intégration de ces peuples ou au contraire renforcer leurs langues ? Fallait-il arbitrer les moyens de fournir une écriture aux cultures qui n'en possédaient pas ou les maintenir en tant que cultures orales ? L'enseignement devait-il être dispensé dans la langue maternelle ou dans la deuxième langue sur la base de méthodes et de matériels appropriés ? Quelle place les langues indigènes devaient-elles occuper dans la société « blanche » ? Les réponses données à ces questions ne dépendaient pas seulement des caractéristiques de chaque situation ponctuelle mais trouvaient leur origine dans des prises de position politiques qui s'opposaient historiquement : la défense de l'intégration latino-américaine ou la prise en considération du cadre des États comme seul espace légitime de l'action politique. Elles étaient également influencées par les institutions d'Amérique du Nord — telles que l'Institut Linguistique d'Été, par exemple — ainsi que par les partis communistes, tous deux proposant la défense et le développement des langues autochtones sans tenir compte de la diversité des cas de figure ni de la spécificité des langues de culture sans écriture. L'UNESCO est intervenu de son côté dans le domaine pédagogique,

⁴ Une des premières analyses des politiques linguistiques en Union soviétique est celle de Lewis (1972).

⁵ Angenot (1982).

en signalant que l’alphabétisation devait nécessairement se faire dans la langue maternelle⁶. Ces discussions, qui se tenaient principalement dans les milieux universitaires sans atteindre pour la plupart le reste de la société, ont mis en évidence que les décisions en matière de langue, tout en étant soutenues par des discours éthiques ou pédagogiques, étaient traversées par la politique. Elles montraient également que la visée politique et la fonctionnalité sociale de ces mesures qui agissaient dans l’espace des langues dépendaient du cas par cas, condamnant ainsi à l’échec toute généralisation.

À cette époque, le seul centre de Glottopolitique d’envergure en Amérique de Sud était le centre péruvien, notamment au cours du gouvernement de Velasco Alvarado⁷. Les universitaires ont intensément participé à la planification linguistique de leur pays, en veillant aux aspects juridiques et sociaux, communicationnels et éducatifs ; ils ont également établi un rapport clair entre leur activité scientifique et les problématiques politiques et ont produit un matériel théorique d’envergure. Selon eux, l’hispanisation du Pérou devait se faire en valorisant les langues aborigènes, d’où le fait d’avoir déclaré le quechua comme langue officielle et d’avoir déterminé, de leur propre initiative, une série de mesures pour qu’il soit enseigné dans le reste de la société. Tous les projets en lien avec les langues autochtones ont inclus la participation active de ces communautés. Sur le plan théorique, les principaux apports se rattachent à la différenciation entre les langues ethnoculturelles et les langues socio-historiques⁸ ; et en ce qui concerne les premières, à la description du continuum des variétés qui les constituent et aux difficultés linguistiques et sociales que pose leur standardisation⁹.

Cette première étape délimite par conséquent un faisceau de problèmes, d’objets et de méthodologies à partir d’expériences concrètes d’aménagement linguistique, et montre l’espace de la langue comme un lieu de conflit dans lequel s’expriment les prises de position politiques. C’est ce dernier aspect qui sera plus particulièrement abordé dans la deuxième étape.

2.2 Deuxième étape

Nous pouvons situer cette deuxième étape de notre développement dans la période comprise entre le début des années 70 et le milieu des années 80.

Le numéro de la revue *Les temps modernes* (Sartre, 1973), datant du début des années 70, annonce les axes qui vont marquer cette période : la « découverte » des langues régionales dans les États nationaux ancrés dans une longue tradition centraliste, la reconnaissance des problèmes linguistiques dans les États multinationaux placés sous le signe du socialisme et un regard non planificateur mais critique sur la situation linguistique des pays ayant récemment obtenu leur indépendance, dont l’expression la plus achevée sera le livre de Calvet : *Linguistique et colonialisme, petit traité de glottophagie*, de 1974. Même si les descriptions de chaque situation tendaient à singulariser les problèmes, le fondement idéologique qui les sous-tendait était le même : « **la défense des langues minoritaires, quels que soient leur statut et leur développement, est toujours progressiste** ». Paradoxalement, cette maxime qui semblait mettre en avant la dimension politique annulait au contraire toute possibilité de débat, puisqu’elle plaçait l’adversaire dans l’inconfortable position de défendre l’arbitraire du pouvoir et la violence de l’État.

Effectuer une étude historique des politiques linguistiques a été l’un des moyens employés pour sortir de cette situation, ceci impliquant la reconnaissance de la dimension linguistique de la politique et l’importance que celle-ci revêtait à certains moments fondateurs. On a ainsi

⁶ Ce point de vue a été initialement formulé par UNESCO (1953).

⁷ Pour une évaluation de l’expérience, voir : Inés Pozzi-Escot (1995).

⁸ La formulation est de Wolfgang Wolek (1977).

⁹ Voir les ouvrages collectifs du Ministerio de Educación (1972) et d’Alberto Escobar (1972).

privilegié, d'une part, les études sur la Révolution française — en particulier sur les considérations des jacobins dont la vocation centraliste était bien connue — et sur l'ultérieure mise en œuvre et expansion du système éducatif républicain ; et, d'autre part, l'analyse de la Révolution russe, depuis les premières propositions politico-linguistiques des bolcheviks — dont l'ouverture sur différentes langues a donné lieu à une production théorique remarquable — jusqu'à la fin de l'époque stalinienne. La volonté de comprendre le rôle joué par la langue lors de ces processus a exigé d'approfondir la réflexion concernant le rapport entre langue et nation. Trois postures centrales ont ainsi été relevées, qui servent encore aujourd'hui de repères incontournables. La première, considérée comme étant la conception allemande, soutient que la langue constitue un des aspects fondamentaux de la définition ethnique d'une nation, et ce qui permet d'ailleurs de la reconnaître. La seconde, basée sur l'expérience française, affirme qu'une langue commune est le résultat d'un processus historique, lié au développement du Capitalisme, dans lequel l'action de l'État est essentielle, non seulement pour effectuer une uniformisation juridique, administrative et marchande, mais aussi pour la construction fictionnelle du concept de communauté de langue servant de socle à la nation. Et la troisième, initialement formulée par Otto Bauer (1979) au début du siècle à partir de l'expérience des États multinationaux, met en avant le fait que la nation est définie par une communauté de destin, ancrée dans l'expérience historique de ses membres et généralement, mais pas systématiquement, manifestée par une communauté de langue. Les politiques linguistiques qui verront le jour au cours de cette période vont s'appuyer, selon leurs besoins, sur l'une ou l'autre de ces approches. Ainsi, à partir de l'étude historique et de la parution de travaux remarquables, tels que par exemple, ceux de Renée Balibar (1985), Michel de Certeau (1975) et, un peu plus tôt, celui de Tullio De Mauro (1976), ainsi que les publications de textes d'archives peu connues traitant de la dimension politique du langage (Gadet, 1979), il s'est produit une fissure par rapport à l'acceptation paisible qui faisait de la différence linguistique une valeur en soi, au delà de l'époque et du lieu.

Quoi qu'il en soit, le processus de mondialisation, qui encourageait les intégrations régionales, avait démarré, et afin de dissoudre les frontières entre les États, la valorisation des langues minoritaires — souvent partagées par plusieurs pays — devenait un instrument idéologique important, même si, dans la plupart des cas, elle n'a pas donné lieu à des mesures glottopolitiques de grande envergure. Il est arrivé également que dans certaines zones qui présentaient un développement urbain et industriel considérables, ce processus ait rencontré une défense de la langue propre, qui avait constitué une revendication historique constante. Je me réfère notamment aux cas de la Catalogne et du Québec. Il n'est donc pas étrange que les écoles glottopolitiques les plus importantes de cette époque se soient consolidées dans ces endroits-là. Dans les deux cas, on approfondit et on discute les concepts élaborés au cours de la période précédente à partir d'une analyse de la situation des langues minoritaires, on historise le conflit des langues (Bouthillier et Meynaud, 1972) et, surtout, on pose les bases d'une vaste planification linguistique qui, dans le cas de la Catalogne, sera mise en œuvre après la mort de Franco. Les Catalans, qui entretenaient un dialogue étroit avec les occitanistes, se penchent sur l'analyse des modalités du conflit et sur les relations complexes existant entre les sujets parlants et les langues minoritaires, qui en arrivent jusqu'à la haine de soi (« el auto-odio », Ninyoles, 1972) — cette haine constituant un des moteurs internes des changements linguistiques. Ils montrent, de même, comment le concept de diglossie cache la réalité d'un processus de substitution linguistique et comment la normalisation devient leur unique chance de survie, lorsqu'on la considère non seulement en tant que standardisation, mais aussi en tant que normalisation de ses usages, c'est-à-dire, l'emploi de cette langue dans toutes les situations sociales¹⁰. Les Québécois, pour leur part, vont parler d'« aménagement

¹⁰ L'un des premiers travaux en ce sens est celui de Vallverdú (1973).

linguistique » (Corbeil, 1980) pour désigner les étapes et les domaines de la régulation des rapports entre les langues, tout comme la généralisation des emplois de leur propre langue. Dans les deux cas, des programmes éducatifs cherchant à promouvoir l'immersion linguistique des « immigrés » sont mis en place.

Cette deuxième étape se caractérise donc par le fait d'avoir posé la problématique des langues régionales, par l'historisation des politiques linguistiques, par la discussion et l'élaboration de concepts centraux de la glottopolitique et par la mise en œuvre de processus de planification linguistique efficaces dans des zones économiquement développées.

2.3. La situation actuelle

Du point de vue politique, la situation actuelle se définit par la constitution et le renforcement d'entités supranationales telles que l'Union européenne, le Mercosur et l'ALENA et, en même temps, par l'exacerbation du problème national dans les espaces multinationaux, longtemps bridé par les États socialistes.

La construction d'entités supra-étatiques pousse la Glottopolitique à retrouver son euphorie planificatrice (Born, 1999). En effet, ces entités imposent une régulation juridique de l'espace linguistique, l'existence de programmes éducatifs répondant au besoin d'apprentissage des langues étrangères : une qui soit parfaitement maîtrisée et une deuxième instrumentalement suffisante. Les échanges scientifiques, technologiques et économiques impliquent un développement de projets dans le domaine de la Terminologie. Et les nouvelles organisations ont besoin, presque quotidiennement, d'interprètes et de diverses formes de traduction. Les industries de la langue exigent des simplifications orthographiques. Les différences linguistiques sont actuellement perçues comme étant des problèmes d'ordre pratique auxquels il est nécessaire de trouver des solutions techniques. Les langues semblent détachées de leur dimension idéologique et deviennent de simples codes respectables servant à la circulation d'une culture mondialisée. Un idéologème nouveau fait son apparition : « **Les langues naissent et demeurent libres et égales en droits**¹¹ ». La rhétorique juridique établit et désincarne l'angoisse identitaire.

Il est cependant nécessaire que les experts effectuent quelques mises au point car le rythme des sujets est plus lent que celui de l'économie et la subjectivité évolue doucement. La Glottopolitique se focalise donc sur l'étude des attitudes et des représentations expliquant les réticences et les appréciations des locuteurs. Les recherches concernant la façon dont les individus perçoivent et jugent les langues et les variétés se multiplient. Sondages, questionnaires, entretiens et histoires de vie fournissent des renseignements non négligeables permettant d'affiner les pratiques d'intervention. Pour ce qui est de la ville, elle se présente comme le laboratoire glottopolitique par excellence (Bulot, 1995 et Calvet, 1999) : dans un espace plus ou moins restreint cohabitent les anciens et les nouveaux immigrants, rassemblés et séparés par des quartiers, affichant ainsi un manque de précision dans les limites et les mouvements. Le plurilinguisme lointain des vastes territoires intégrés devient alors, pour les chercheurs, une réalité concrète, manipulable, accessible. L'hypothèse selon laquelle le conflit linguistique est inévitable lorsqu'il y a contact entre les langues s'atténue avec l'observation des différentes formes de gestion et d'harmonisation du plurilinguisme opéré par les sujets parlants dans leurs interactions quotidiennes, telles que l'alternance des codes, les dialogues bilingues (lorsque chacun s'exprime dans sa langue maternelle) ou la création lexicale résultant de l'interaction entre les langues¹². Ce consensus *in vivo* apparaît, à son tour, comme étant la matrice de futures régulations des différences linguistiques dans les nouvelles entités

¹¹ Je reprends cette formulation de Michel Rocard « Ne devrions-nous pas appliquer aux langues l'article 1^{er} de la Déclaration de 1789 : « les langues naissent et demeurent libres et égales en droits – y compris en droit d'exprimer les droits de l'homme » (1998).

¹² Voir le modèle suisse de Marinette Matthey et Jean-François De Pietro, *Op. Cit.*

économico-politiques et déterritorialise le problème en l'abordant sur l'angle du dialogue entre les individus.

Mais au-delà des intégrations régionales, des organisations internationales et du plurilinguisme urbain, il y a les États et les régions intérieures avec leurs langues minoritaires. En ce qui concerne les premiers, surtout lorsqu'ils ont derrière eux une tradition de domination, ils développent, d'une part, des stratégies visant à défendre leur langue officielle sur laquelle ils projettent tous les vieux réflexes qui ont accompagné la formation de l'État. D'autre part, ils prennent des mesures visant à atteindre un meilleur positionnement de leur langue à l'intérieur de l'espace globalisé : il peut s'agir de mesures traditionnelles consistant à diffuser culturellement et à enseigner la langue à l'étranger ou à accueillir des étudiants étrangers dans leurs universités, ou alors de projets de traduction automatique, d'expansion terminologique, de « stockage » et de classification de l'information. Afin d'y parvenir, ils doivent renforcer les zones idiomatiques — la francophonie, par exemple — ou les zones linguistico-culturelles, telle que l'Ibéro-Amérique, en établissant des alliances entre États, souvent accompagnées d'accords économiques. Dans ces circonstances, la planification révèle dans chacun des pays son visage politique, non seulement parce qu'elle fait appel au budget national, exigeant ainsi un consensus, mais aussi parce qu'elle déclenche des positions opposées qui trouvent dans le domaine linguistique un terrain favorable à leur développement, en mettant en lumière les conflits non résolus entre une fermeture défensive et une ouverture expansive. Les violentes discussions qui ont eu lieu dans de nombreux pays concernant l'officialité de la langue ou la simplification de l'orthographe en sont le plus clair reflet. Le glottopoliticien est souvent contraint d'abandonner son rôle technique pour justifier les mesures qu'il préconise, ce qui entraîne l'apparition dans son discours de fragments de fantasmes refoulés.

Pour ce qui est des langues régionales dont la « renaissance » était liée à la remise en cause des frontières et au contrôle étatique centralisé du territoire, engendré par les processus d'intégration, elles se trouvent dans une position inconfortable. Si elles surmontent la défense émotionnelle de leur identité et passent à la normalisation de leurs usages sociaux, au sens donné par les catalanistes, elles doivent faire souvent appel aux ressources du pouvoir central, si bien qu'elles limitent leur autonomie. En revanche, lorsqu'elles disposent de ressources économiques suffisantes — ce qui peut arriver dans des zones à fort développement industriel, mais pas dans les régions essentiellement rurales —, elles se voient obligées à militer en faveur d'une Europe des régions qui tourne le dos aux fermetures nationales, et à laquelle elles s'intègrent de plein droit mais avec tous les risques qui en découlent. Elles vivent en réalité une situation d'équilibre instable, obtenu sur la base de nombreuses négociations. Pour ce faire, elles ont besoin du savoir spécialisé de glottopoliticiens qui, après plusieurs décennies, ont appris à agir, avec plus ou moins d'aisance, dans un continuum allant de la planification à la politique. Mais le malaise vient également d'un autre problème : où arrêter l'affluence incontrôlable des langues minoritaires ? Pour les rendre légitimes, doivent-elles avoir un territoire qui leur est propre ? Comment établir un ordre dans la multiplicité des cas de figure ? Comment agir face à la nouvelle maxime : « **chaque langue tout comme chaque espèce a droit à la vie** » et son éventuel corollaire : faut-il donc les défendre toutes ? La glottopolitique intervient alors pour relever et définir des différents cas de figure et pour trouver des moyens de cohabitation. Mais son intervention peut également tout embrouiller et contribuer à la paralysie générale, ce qui constitue également toute une politique linguistique en elle-même. Si l'on accepte le discours éthique et écologique et qu'on le pousse dans ses derniers retranchements, en laissant de côté les difficiles catégorisations élaborées par la discipline à partir de critères territoriaux, culturels, historiques, politiques et linguistiques, si l'on n'adopte pas de positions politiques claires, la multiplication des langues devient ingérable et le discours scientifique se laisse gouverner de manière incontrôlée par

l'idéologie. C'est, à mon avis, ce qu'a réussi à démontrer Bernard Cerquiglini (1999) dans son rapport perspicace sur *Les langues de la France*, qui commençait par dire : « La mission confiée au responsable de ce rapport, telle qu'il l'a comprise, est scientifique et non militante ». Il dresse alors un rapport minutieux des 75 langues qu'il a relevées, en reliant ce que la linguistique connaît des langues réellement parlées sur le territoire de la République Française et les principes, notions et critères énoncés par la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires. Il est clair que la gestion d'un patrimoine linguistique aussi vaste présente des difficultés généralement insurmontables. Il sera donc nécessaire d'établir de nouvelles classifications et de distinguer les langues susceptibles d'être l'objet d'interventions glottopolitiques de celles dont le fonctionnement social rend ce type d'interventions inefficaces ou limitées, comme c'est le cas, par exemple, des langues qui n'ont pas de code écrit et dont le champ d'utilisation est principalement domestique.

Et entre-temps en Amérique du Sud, que se passe-t-il?

Elle participe également à une intégration supranationale, le Mercosur, regroupant l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay, à laquelle viendront s'ajouter, éventuellement, d'autres pays hispano-américains. Si l'on compare la situation linguistique du Mercosur avec celle de l'Union européenne, sa remarquable simplicité saute aux yeux : il n'y a que deux langues majoritaires : l'espagnol et le portugais, qui disposent d'une importante tradition écrite et d'un nombre considérable de locuteurs — l'une et l'autre occupant les premières places dans la liste des langues les plus parlées dans le monde — et l'une d'entre elles, l'espagnol, relie la plupart des autres pays d'Amérique du Sud. Une des langues autochtones, le guaraní, est parlée dans trois pays : le Paraguay où une grande partie de la population est bilingue espagno-guaraní, le Brésil et l'Argentine. À cela s'ajoutent des communautés amérindiennes dont les membres sont pour la plupart bilingues (Arnoux et Bein, 1997). Dans la mesure où je fais référence à des problèmes plus globaux, je laisse de côté la langue des anciens et des nouveaux immigrants.

Il est évident qu'une planification linguistique qui tend à renforcer les liens du Mercosur doit, dans un premier temps, élaborer des programmes destinés à développer différentes formes de bilinguisme hispano-portugais, en faisant appel au système éducatif ainsi qu'aux médias et à l'activité éditoriale ; et doit également stimuler des projets communs dans le domaine de la Terminologie, de la traduction et des industries de la langue. En ce qui concerne les langues autochtones, elle doit mettre en place une éducation bilingue et biculturelle en fonction des caractéristiques propres à chaque situation¹³, sans oublier que le passage à l'écrit n'est pas nécessaire pour le registre des cultures orales, en raison du développement actuel des technologies langagières. En ce qui concerne le guarani, dont la valeur symbolique en tant que lien entre les États est indéniable, il faudrait encourager sa connaissance dans des zones où il n'est pas parlé.

Cependant, en se limitant au problème central qu'est le bilinguisme hispano-portugais, nous constatons, d'une part, l'absence de programmes communs d'envergure qui vont en ce sens ; et d'autre part, qu'il existe une différence entre les retombées des mesures adoptées par le Brésil et de celles adoptées par l'Argentine. En effet, dans les États du sud du Brésil et dans des grandes villes comme São Paulo et Rio de Janeiro, l'enseignement de l'espagnol s'est multiplié dans les écoles, tandis qu'en Argentine, les mesures gouvernementales sur l'enseignement du portugais restent timides et ne dépassent pas souvent le stade de simples déclarations. Même lorsque des projets innovants en ce sens ont été mis en place, comme le

¹³ Dans : « Conflictos entre lenguas y derechos lingüísticos » (Alteridades, 5, 10), Rainer E. Hamel attire l'attention sur la complexité des relations interethniques d'aujourd'hui, qui impliquent diverses formes d'appropriation, d'érosion, de résistance et de déplacements linguistiques. Il est nécessaire de prendre en compte ces situations dans les propositions d'intervention glottopolitique qui étaient traditionnellement fondées sur la confrontation idéalisée de systèmes homogènes.

Master en Sciences du langage de l'Institut de formation des professeurs qui exige deux ans d'apprentissage de la langue portugaise et de la culture brésilienne et dont l'une des orientations est l'enseignement de l'espagnol en tant que deuxième langue et langue étrangère, ces projets ne reçoivent pas le soutien nécessaire à leur croissance et à leur développement. Par ailleurs, on attend des spécialistes en Glottopolitique qu'ils décrivent, de manière plus ou moins sophistiquée, les situations qui se présentent et qu'ils élaborent des projets, mais on leur demande rarement de les mettre en application. Cependant, les besoins liés au nouvel espace économique encouragent l'apprentissage instrumental du portugais et agissent sur les représentations qui lui sont associées : de la même manière qu'il était autrefois considéré comme une langue facile et peu prestigieuse, il apparaît maintenant comme un atout dans la quête d'un emploi dans un contexte où le chômage est prononcé.

L'explication selon laquelle il n'existe pas de réelle volonté glottopolitique — en particulier de la part de l'Argentine — d'orienter la construction du Mercosur vers un espace culturellement intégré allant au delà des seuls objectifs économiques, ne réside pas, à mon avis, dans le manque de ressources ni dans l'ignorance des fonctionnaires, mais dans l'instabilité politique du projet. En effet, même si ce stade du développement capitaliste a besoin des intégrations économiques supra-étatiques, dans le cas de l'Amérique du Sud, la construction d'une identité collective — à laquelle l'Union européenne consacre de son côté des efforts considérables — pourrait éveiller une des matrices qui ont traversé notre imaginaire le long de l'histoire : le sentiment d'être de fait une nation fragmentée. Cette représentation s'avère indésirable voire dangereuse pour l'avancée de cet autre projet, également ancré dans l'histoire, qu'est le panaméricanisme encouragé par les États-Unis. Face à cette situation, les volontés sont paralysées, essentiellement parce que la décision se trouve ailleurs.

Quant aux anciens pays socialistes, ils montrent sous un autre angle que la question nationale n'est pas résolue. On remarque actuellement la publication de textes de différentes époques traitant de ce sujet à partir d'une approche linguistique¹⁴. La langue apparaît une fois de plus dotée des mythiques attributs identitaires et comme étant une construction trouvant ses origines dans la politique qui découpe, annule ou déplace les frontières linguistiques. La glottopolitique s'interroge alors sur les critères qui ont historiquement influencé la standardisation et créé les langues à partir d'un continuum dialectal. De leur côté, les spécialistes participent aux nouveaux ajustements entre la langue et l'État, effectués après la crise des états socialistes. C'est le cas, par exemple, du serbo-croate où, comme le dit Paul-Louis Thomas, on voit à l'œuvre « les dirigeants politiques et les adeptes d'une linguistique "de circonstance" qui se placent à leur service (avec — pour certains d'entre eux — autant d'ardeur qu'ils mettaient il y a peu à se faire les zélés de l'unité de la langue dans le cadre de la Yougoslavie communiste) mettre en œuvre des politiques linguistiques visant à réaliser la "partition" de la langue à l'image de l'éclatement du pays » (Thomas, 1999 : 75).

C'est ainsi qu'apparaissent dans notre espace disciplinaire d'anciennes et de nouvelles problématiques en rapport avec différentes oppositions : la nation et la langue ; le spécialiste et le pouvoir politique ; la délimitation scientifique de la langue et le découpage qu'en fait la politique ; le discours glottopolitique et les pratiques concrètes ; les systèmes et représentations du passé associés aux langues et aux nouveaux besoins sociaux ; la réflexion plus ou moins systématique sur la langue et l'image que ces discours projettent en même temps de l'univers social ; la temporalité de la langue et celle des processus économiques ; les positions sociales et les positions glottopolitiques ; les politiques linguistiques gouvernementales et la dimension linguistique des pratiques politiques des différents secteurs sociaux. Afin de mieux comprendre ces processus, certains chercheurs se tournent de nouveau

¹⁴ Voir par exemple Pierre Caussat, Darius Adamski et Marc Crépon (1996) ainsi que Patrick Sériot et Troubetskoy (1996).

vers l'approche historique et se penchent sur l'espace privilégié de l'archive, proche et différent du nôtre, que constitue le long processus de formation des États nationaux. Il faut dire que dans cette troisième étape, les textes ne sont pas uniquement abordés en tant que documents, selon le parcours habituel de l'étude historique des politiques linguistiques — ce qui permet par exemple, la reconnaissance de pratiques non officiellement répertoriées —, mais également en tant que discours, ce qui conduit à une activité interprétative qui cherche à articuler langue et histoire, à partir d'un autre point de vue. Les textes choisis peuvent être des exemplaires de ces discours stabilisés que sont les grammaires, les dictionnaires et les manuels d'enseignement de la langue, ou des corpus discursifs hétérogènes qui s'inscrivent dans une même polémique¹⁵. L'analyse des discours devient plus minutieuse et on les considère par rapport à la conjoncture ou à la longue durée, en essayant d'observer comment ils représentent la société en même temps qu'ils offrent des représentations sur la langue.

3. Observations finales

Quelles conclusions peut-on tirer de cette histoire ?

Dans un premier temps, nous pouvons reconnaître le poids de ces condensés idéologiques, que nous avons appelé idéologèmes, maximes ou principes, qui orientent à chaque époque, de manière assez restrictive, l'évaluation des situations sociolinguistiques et la formulation de propositions glottopolitiques.

Dans un deuxième temps, il est évident que révéler ces mécanismes de sujétion — un geste nécessaire au développement de la discipline — exige du chercheur de faire un déplacement. Celui-ci peut être spatial, lorsqu'il s'agit d'analyser des situations avec lesquelles le chercheur n'est pas très engagé, ou temporel, lorsqu'il se tourne vers le passé.

Nous pouvons finalement signaler que certains objets d'étude reviennent en permanence, dans la mesure où la relation entretenue par les États nationaux avec leur passé — les langues régionales — et avec leur avenir — les intégrations régionales — n'est pas résolue. Ce n'est pas un hasard si le mot « régional » apparaît avec cette double valeur (tourné vers l'intérieur et l'extérieur en même temps), puisque c'est certainement le territoire qui reste l'enjeu central dans bien des cas.

Bibliographie

- ANGENOT, Marc, 1982, *La parole pamphlétaire*, Paris : Payot.
- ARNOUX, Elvira et BEIN, Roberto, 1997, « Problemas político-lingüísticos en la Argentina contemporánea », in : *Quo vadis Romania ?* Université de Vienne, 10.
- ARNOUX, Elvira et BEIN, Roberto (dir.), 1999, *Prácticas y representaciones del lenguaje*, Buenos Aires : Eudeba.
- BAGGIONI, Daniel, 1997, *Langues et nations en Europe*, Paris : Payot.
- BALIBAR, Renée et LAPORTE, Dominique, 1974, *Le français national*, Paris : Hachette
- BALIBAR, Renée, 1985, *L'institution du français*, Paris : Puf.
- BAUER, Otto, 1979, *La cuestión de las nacionalidades y la socialdemocracia*, Mexico : Siglo XXI (première édition en allemand, 1907).
- BORN, Joachim, 1999, « La política lingüística de la Unión Europea, un modelo para el Mercosur ? », in : *Políticas lingüísticas para América Latina*, Université de Buenos Aires.

¹⁵ Voir le numéro 59 de *Litterature d'America* coordonné par Sofia Fisher (1997) et *Prácticas y representaciones del lenguaje* coordonné par Elvira Arnoux et Roberto Bein (1999).

- BOURDIEU, Pierre, 1982, *Ce que parler veut dire*, Paris : Fayard.
- BOUTHILLIER, Guy et MEYNAUD, Jean, 1972, *Le choc des langues au Québec*, Montréal : Les presses de l'université du Québec.
- BOYER, Henri, 1997, « Conflit d'usages, conflit d'images », In : *Plurilinguisme : « contact » ou « conflit » de langues ?* H. Boyer (ed.), Paris : L'Harmattan.
- BULOT, Thierry et DELAMOTTE-LEGRAND, Régine, 1995, « La verbalización de fracturas urbanas : hacia una glotopolítica de las ciudades », In : *Signo & Seña*. N°4, « Políticas lingüísticas ».
- CALVET, Louis-Jean, 1974, *Linguistique et colonialisme, petit traité de glottophagie*, Paris : Payot.
- CALVET, Louis-Jean, 1999, *Pour une écologie des langues du monde*. Paris : Plon.
- CALVET, Louis-Jean, 1999, « La ciudad y las lenguas », In : *Políticas lingüísticas para América Latina*, Université de Buenos Aires.
- CAUSSAT, Pierre, ADAMSKI, Darius et CRÉPON, Marc, 1996, *La langue, source de la nation. Messianismes séculiers en Europe centrale et orientale du XVIII^e au XX^e siècle*, La Haye : Mardaga.
- CERQUIGLINI, Bernard, 1999, *Les langues de la France*, Rapport au Ministre de l'Éducation Nationale, de la Recherche et de la Technologie, et à la Ministre de la Culture et de la Communication, avril.
- CORBEIL, Jean-Claude, 1980, *L'aménagement linguistique du Québec*, Montréal : Guérin.
- DAS GUPTA, J., 1970, *Language conflict and national development*, University of California Press.
- DE CERTEAU, Michel, JULIA, Dominique Julia et REVEL Jacques, 1975, *Une politique de la langue*, Paris : Gallimard.
- DE MAURO, Tullio, 1976 (première édition, 1963 ; édition révisée et augmentée, 1970), *Storia linguistica dell'Italia unita*, Rome : Editori Laterza.
- ESCOBAR, Alberto (dir.), 1972, *El reto del multilingüismo en el Perú*, Lima : Instituto de Estudios Peruanos.
- FISHER, Sofia (dir.), 1997, *Letterature d'America*, Rome : Université « La Sapienza ».
- FISHMAN, Joshua, 1967, « Bilingualism with and without Diglossia ; Diglossia with and without Bilingualism », In : *Journal of Social Issues*, t.23.
- GADET, Françoise, GAYMAN, Jean-Marc, MIGNOT, Yvan et ROUDINESCO Elisabeth, 1979, *Les maitres de la langue* (avec les textes de Marr, Staline, Polivanov), Paris : Maspero.
- HAMEL, Rainer E., 1995, « Conflictos entre lenguas y derechos lingüísticos », In : *Alteridades*, 5, 10.
- HAUGEN, Einar, 1966, *Language conflict and language planning, The case of modern norwegian*, Cambridge : Harvard University Press.
- KLOSS, Heinz, 1969, « Research possibilities on group bilingualism : a report », In : *IJAL*, 33, 4.
- LEWIS, Glyn, 1972, *Multilingualism in the Soviet Union*, La Haye : Mouton.
- MACKAY, William, 1975, « Puissance, attraction et pression des langues en contact : modèles et indices », In : *Les États multilingues, problèmes et solutions*, Les Presses de l'Université de Laval.
- MARCELLESI, Jean-Baptiste et GUESPIN, Louis, 1986, *Langages*, n° 83.
- MATTHEY, Marinette et DE PIETRO, Jean-François, 1997, « La société plurilingue : utopie souhaitable ou domination acceptée », In : Henri Boyer (ed.).
- MINISTERIO DE EDUCACIÓN, 1972, *Primer seminario nacional de educación bilingüe*, Lima.
- NINYOLES, Rafael Lluís, 1972, *Idioma y poder social*. Barcelone.

- POZZI-ESCOT, Inés, 1995, « Reflexiones sobre la política lingüística peruana », *In : Signo & Seña*, 4.
- ROCARD, Michel, 1998, *Le français, langue des droits de l'homme*, Grigny, Echos du soir, N° 4, Éditions Paroles D'Aube, p.18.
- SARTRE, Jean Paul (dir.), 1973, « Minorités nationales en France », *In : Les temps modernes*. N°324-325-326, août-septembre 1973.
- SÉRIOT, Patrick, 1986, « L'un et le multiple : l'objet langue dans la politique linguistique soviétique », *In : États de langue*. Max-Peter Gruenais (cord.), Paris : Fayard/Fondation Diderot.
- SÉRIOT, Patrick et TROUBETSKOY, N.S., 1996, *L'Europe et l'humanité*. La Haye : Mardaga.
- STEWART, William, 1970, « A sociolinguistic typology for describing national multilingualism », *In : The Sociology of Language*, Fishman (ed.), La Haye : Mouton.
- TAULI, Valter, 1974, « El planeamiento del lenguaje », *In : La Sociolingüística actual*, Oscar Uribe Villegas (ed.), Universidad Nacional Autónoma de México.
- THOMAS, Paul-Louis, 1999, « Frontières linguistiques, frontières politiques, Histoire Épistémologie », *In : Langage*, 21/1.
- UNESCO, 1953, *L'Emploi des langues vernaculaires dans l'enseignement*, Paris.
- VALLVERDÚ, Francesc, 1973, « El fet lingüístic com a fet social », *In : Assaig de lingüística institucional*. Barcelone : Edicions 62.
- WOLCK, Wolfgang, 1977, « Un problema ficticio, lengua o dialecto quechua ? », *In : Lexis*. I, 1.

LA PERSPECTIVE GLOTTOPOLITIQUE ET LA NORMATIVITÉ

« *Glotopolítica y teoría del lenguaje. La perspectiva glotopolítica y la normatividad* », 2017, *AGlo Anuario de Glotopolítica #1*, ISSN 2591-3425, reproduit avec la permission de l'éditeur.

José del Valle

City University of New York, USA

Traduit de l'espagnol par Caroline Dubois

1. Délimitation et limitation disciplinaire

Le terme « glottopolitique » est utilisé ici pour désigner un ensemble de projets de recherche et de stratégies de réflexion critique regroupés autour du désir d'examiner les zones de la vie sociale où se manifeste l'imbrication du langage et de la politique. Je veux indiquer d'emblée — dès le titre de l'article lui-même — mon choix d'aborder la glottopolitique comme une **perspective**. En premier lieu, ni son niveau de développement théorique ni le volume des projets qui convergent sur ce terme, ni son degré d'installation professionnelle n'atteignent — du moins pour le moment — les proportions qui justifieraient de parler d'une discipline au sens strict. D'un autre côté, le fait que l'initiative ait été prise jusqu'à maintenant par les sociolinguistes ne signifie pas que les phénomènes auxquels le terme renvoie — les objets et les processus glottopolitiques — n'aient pas été traités à partir d'autres zones disciplinaires. Si la perspective glottopolitique est définie comme un regard porté sur les lieux où le langage et la politique sont inséparables, nous devons ensuite reconnaître sa présence dans, par exemple, les théories de l'émergence de la nation, formulées par Benedict Anderson, Ernest Gellner ou Eric Hobsbawm ; ou dans la théorie de la sphère publique comme condition de la modernité de Jürgen Habermas ; ou dans l'étude des effets sociaux de la parole réalisée par Pierre Bourdieu ; ou dans la formulation de la théorie de l'hégémonie de Ernesto Laclau et Chantal Mouffe. Ne pourrait-on pas penser à *La ciudad letrada*, l'essai classique d'Ángel Rama, comme une étude glottopolitique sur la relation entre l'homme de lettres et le pouvoir en Amérique Latine ?

L'adoption d'une perspective glottopolitique est, par définition, un acte inter- ou transdisciplinaire. Dans la mesure où elle convoque le langage et la politique, elle renvoie à deux objets qui ont été constitués séparément et autour desquels se sont développées des disciplines autonomes — la linguistique et les sciences politiques —, c'est-à-dire caractérisées par leurs propres caractères institutionnel, protocoles, règles et tensions internes.

La sociolinguistique ou l'anthropologie linguistique — incluses respectivement dans la linguistique et l'anthropologie et dont procède une bonne part des études qui contribuent au présent projet — se présentent à nous comme des zones disciplinaires relativement bien constituées, qui se sont articulées autour de l'étude du langage comme pratique sociale. Cependant, les tensions au sein de chacune d'entre elles à propos de la théorisation du langage et de l'adéquation de différentes méthodes aux objectifs épistémologiques de la discipline ne sont pas négligeables. Elles ne sont pas non plus étrangères aux effets des fluctuations théoriques — intra-, inter- et transdisciplinaires — concernant les concepts centraux tels que « culture » et « société » ou « hégémonie » et « pouvoir ». De plus, le croisement des deux catégories est manifeste et donne lieu à des études dont l'appartenance à l'une ou à l'autre de ces disciplines est arbitraire.

Bien entendu, toutes les études sociolinguistiques n'adoptent pas une perspective glottopolitique. Par exemple, la méticuleuse analyse d'une variable sociolinguistique est étrangère aux préoccupations que suscite l'imbrication du langage et de la politique ; l'analyse d'une conversation qui produit une description détaillée de la distribution des tours de parole procède également d'une position qui n'exige pas une conceptualisation ou une théorisation de la politique. Or, renseignés par ce qui a été observé depuis une perspective glottopolitique, la variation et les tours de parole peuvent se révéler être des zones où non seulement des identités et des relations sociales se constituent, mais aussi où se dessinent des subjectivités et où se négocient des relations de pouvoir. L'incorporation d'une perspective glottopolitique passera nécessairement par l'exercice d'une analyse qui devra révéler la façon dont la variation, les structures discursives ou les idées sur le langage prennent un sens dans un contexte défini par diverses temporalités — depuis la situation immédiate jusqu'à son prolongement avec des processus d'une durée plus longue — et par les conditions de production et de reproduction des inégalités.

2. Glottopolitique : la parole et le projet

L'utilisation la plus ancienne du terme que je connaisse jusqu'à présent — grâce à l'érudition bibliographique de Roberto Bein — provient de la tradition linguistique nord-américaine et se trouve, plus précisément, dans un article de Robert Hall publié en deux volets en 1951. Dans cette étude intitulée « American Linguistics, 1925-1950 », Hall définit les *glottopolitics* comme « les connaissances accumulées par les linguistiques [...] appliquées à des sujets de politique gouvernementale tels que la détermination de la pertinence et des meilleurs moyens pour établir le bilinguisme dans des aires coloniales et des aires d'un autre type, où deux cultures ou plus entrent en contact » (Hall 1951b : 15 ; toutes les traductions sont nôtres). Ainsi, Hall utilisait *glottopolitics* pour renvoyer à une branche de la linguistique appliquée orientée vers la gestion gouvernementale du langage dans des contextes culturellement et linguistiquement pluriels. On remarquera que le linguiste nord-américain relève la scène coloniale comme zone privilégiée pour le développement de ce champ d'étude — pour la promotion d'un bilinguisme stable —, et montre ainsi les conditions historiques dans lesquelles l'étude systématique du langage dans une société devient un impératif politique.

Ce sens persistait encore en 1971, lorsque Einer Haugen, dans son article, devenu un classique, « The ecology of language », utilisait également *glottopolitics* pour se référer à une aire des sciences du langage qui s'articule autour de la question suivante : « Quel type de **soutien institutionnel** a obtenu [une langue donnée] — au sein du gouvernement, de l'éducation ou des organisations privées — que ce soit pour réguler sa forme ou pour la diffuser ? » (337, souligné dans l'original). Dans cette formulation, si la linguistique s'occupe

de l'étude des langues, comprises comme entités clairement délimitées et différenciées les unes des autres, l'activité politique, comme le révèle le contenu souligné, est associée aux institutions qui planifient et régulent la vie sociale. Par conséquent, *Glottopolitics* conserve le sens que lui avait donné Hall en identifiant le lien entre la politique et le langage dans les actions institutionnelles qui régulent la forme et l'usage des langues pour organiser et assurer la coexistence ordonnée de la diversité.

Dans le monde anglo-saxon, le terme n'a pas eu suffisamment de succès pour en venir à désigner un champ d'études ; ce sont en réalité des variations du syntagme *language policy and planning* qui ont triomphé et *glottopolitics* s'est réduit à des apparitions sporadiques (voir l'examen de l'histoire de ce champ chez, par exemple, Amarós Negre, 2008).

Dans la tradition française, le développement de *glottopolitique* a emprunté une voie un peu différente, surtout, à partir de 1986 avec la publication dans la revue *Langages* d'un article intitulé « Pour la glottopolitique ». Dans celui-ci, Louis Guespin et Jean-Baptiste Marcellesi, de l'Université de Rouen, ont recouru à ce terme, mais ils l'ont fait afin de construire un objet, d'une part, de plus grande envergure que celui que suggérait le *glottopolitics* de la tradition anglo-saxonne, et d'autre part, plus nuancé quant à la complexité de la relation qu'il suggérait entre politique et langage :

Essentiellement, [« glottopolitique »] offre à nos yeux l'avantage de neutraliser, sans s'exprimer à son égard, l'opposition entre langue et parole. Il désigne les diverses approches qu'une société a de l'action sur le langage, qu'elle en soit ou non consciente : aussi bien la langue, quand la société légifère sur les statuts réciproques du français et des langues minoritaires par exemple ; la parole, quand elle réprime tel emploi chez tel ou tel ; le discours, quand l'école fait de la production de tel type de texte matière à examen : « Glottopolitique » est nécessaire pour englober tous les faits de langage où l'action de la société revêt la forme du politique (Guespin et Marcellesi, 1986 : 5).

L'adoption de *glottopolitique*, et les raisons avancées pour cela, ne signifiait pas que les linguistes de Rouen manquaient d'intérêt pour l'étude de l'action institutionnelle sur le langage. Au contraire. L'analyse et l'interprétation de la gestion linguistique depuis le sommet — c'est-à-dire, la *politique linguistique* ou *planification linguistique* — continuait d'être un objet d'intérêt, bien que d'un intérêt inscrit dans un projet plus grand qui aspirait à étudier la gestion non plus seulement de la langue mais aussi de la distribution sociale des différents genres discursifs, et à élargir le spectre des phénomènes sociaux où se manifeste la condition politique du langage. Un tel projet était précisément celui qui correspondait exactement au terme *glottopolitique*.

La proposition de Guespin et Marcellesi montrait sa vocation novatrice dans une autre mesure : elle problématisait le binôme saussurien qui répartit les faits linguistiques entre *langue* et *parole* en reléguant ceux qui s'inscrivent dans la deuxième catégorie en dehors de l'objet légitime de la linguistique. Par cette critique, les sociolinguistes français révélaient une volonté de re-théorisation du langage qui défiait les fondements de la linguistique moderne et qui prétendait pallier les effets que l'opération chirurgicale saussurienne avait eus sur l'étude de la dimension politique du langage, à savoir sa marginalisation ou son exclusion des espaces institutionnels et l'accès limité, pour son étude, à des ressources nécessaires qui, tout au long de l'histoire de la discipline, avaient gravité en priorité autour de la linguistique saussurienne — ou de ses dérivés — et de son développement dans des départements universitaires, des associations professionnelles ou des revues spécialisées.

De la proposition de l'école de Rouen découle l'adoption de « *glotopolítica* » par Elvira Narvaja de Arnoux à l'Université de Buenos Aires. Le projet de cette autrice — ancré dans la théorie marxiste, la sociologie du langage et l'enseignement de la lecture et de l'écriture — et de l'école qui s'est constituée autour d'elle poursuit une ligne de travail analogue à celle des sociolinguistes français, mais propose, d'un côté, une perspective née de l'expérience

linguistique et politique latino-américaine et, de l'autre, le pari déterminé de légitimer le projet dans l'espace institutionnel universitaire et, de là, d'avoir une incidence sur la vie linguistique de la communauté. L'adoption même du terme était un geste qui révélait une volonté d'intervention subversive dans l'ordre disciplinaire de la linguistique et, en ce sens, le titre donné par Arnoux à l'article qui devait en faire un travail de référence, était révélateur : « La Glottopolitique : transformations d'un champ disciplinaire » (2000 [Traduit en français dans ce même numéro]).

Le projet glottopolitique d'Arnoux est sans doute celui de la plus grande envergure en Amérique latine, par le volume de sa production comme par la cohérence du programme qu'elle présente (voir par exemple Arnoux et Nothstein, 2013 ; Arnoux et Bein, 2015 ; Glozman et Lauría, 2012). C'est pourquoi il vaut la peine de reproduire complètement la définition claire et détaillée de cette aire — telle qu'elle s'est développée depuis l'Université de Buenos Aires — que donnent Arnoux elle-même et Susana Nothstein dans un récent volume :

Nous considérons la glottopolitique comme l'étude des interventions dans l'espace public du langage et des idéologies linguistiques qu'elles activent, et sur lesquelles elles ont une incidence, en les associant à des prises de position dans la société nationale, dans des espaces plus réduits comme l'espace local, ou plus vastes comme l'espace régional ou mondial. Cette discipline répond à différents types d'interventions : entre autres, la réglementation des langues officielles par un organisme multinational, la création d'un musée de la langue, l'élaboration et la circulation tant des instruments linguistiques (grammaires, rhétoriques, orthographe, dictionnaires,...) que des dispositifs normatifs destinés aux moyens de communication, des anthologies ou des recueils de textes considérés comme significatifs pour la circulation dans différents environnements, des articles de presse ou des essais ayant pour thème les langues, des enquêtes sociolinguistiques ou des programmes d'enseignement des langues. Les textes sont analysés en tant que discours, en interrogeant les zones sensibles au contexte et en étudiant le jeu sémiotique lorsque différentes modalités se conjuguent. L'analyse contrastive des matériaux permet, d'autre part, de reconnaître des positions à l'intérieur du champ dans lequel ils ont été produits (Arnoux et Nothstein, 2013 : 9).

Il y a au moins deux éléments de cette définition qu'il m'importe de souligner. Premièrement, le spectre de situations où se manifestent « les interventions dans l'espace public du langage » est large et va donc au-delà des procédés traditionnellement traités par les études de politique et de planification linguistique. Les décisions institutionnelles sur le profil linguistique idéal d'une communauté méritent une analyse glottopolitique (la décision d'officialiser une langue, par exemple), mais également, les différents environnements sociaux au sein desquels le langage est central dans la construction et la négociation d'un ordre social où la distribution du pouvoir (un article de presse qui critique la pauvreté lexicale d'un homme politique de l'idéologie adverse) est en jeu. C'est également le cas, bien entendu, des différentes situations dans lesquelles l'interaction — verbale ou écrite — entre les individus revêt la forme du politique, révélant la négociation des identités sociales et leur participation aux jeux de pouvoir (la réunion d'un département universitaire, par exemple, dans laquelle les hommes violeraient de façon systématique le tour de parole des femmes).

Deuxièmement, les textes dans lesquels se matérialise l'objet d'étude — qu'ils soient des textes originaux ou des transcriptions, par exemple, de conversations — « sont analysés en tant que discours », c'est-à-dire, comme étant produits dans des conditions historiques concrètes qui auraient laissé des traces dans le matériau textuel (par exemple, le décret royal qui a officialisé l'orthographe de la RAE en 1844, présenté par Laura Villa dans ce numéro de AGlo), et comme étant impliqués dans des luttes pour l'hégémonie de certains systèmes

sémiotiques sur d'autres (comme les disputes concernant les règles normatives pour un usage non sexiste du langage).

À New York, à l'université publique de cette ville — la *City University of New York* (CUNY) — s'est également formé un groupe d'études glottopolitiques. Le développement de ce groupe — professionnellement lié à la sociolinguistique de l'espagnol aux États-Unis et proche de la vision du sujet qu'en a Ana Celia Zentella (1997) — s'est vu influencé théoriquement par le concept des idéologies linguistiques de l'anthropologie nord-américaine (Kroskrity, 1999 ; Schieffelin, Kroskrity et Woolard, 1998), par des projets d'historiographie linguistique critique qui ont principalement été publiés par la maison d'édition Routledge (Joseph et Taylor, 1990 ; Crowley, 1989 ; Hutton, 1999) et par l'étude de la mobilisation des langues dans différentes phases de développement du capitalisme, réalisée depuis la sociolinguistique critique par Monica Heller et Alexandre Duchêne (Heller, 1999 ; Duchêne et Heller, 2012). De plus, le groupe newyorquais doit aussi à l'œuvre d'Arnoux, et la collaboration entre les deux équipes a été productive progressivement et de façon continue depuis plus qu'une décennie (parmi les résultats de cette collaboration, l'on compte les congrès latino-américains de glottopolitique — Chili, 2015 ; Bogota, 2016 et Hanovre, 2017 —, le numéro spécial de *Spanish in Context* édité par Arnoux et Del Valle en 2010 et l'annuaire *AGlo* qui accueille cet article).

Si le travail réalisé par le groupe de New York depuis 2002 (lors de la publication de *The battle over Spanish between 1800 and 2000 : Langage Ideologies and Hispanic Intellectuals* ; l'édition augmentée en espagnol est de 2004) répondait à des préoccupations et à des rapprochements théoriques similaires à ceux qui motivaient le groupe de Buenos Aires, c'est sans doute après être entré en contact avec Arnoux en 2006 que nous avons misé à notre tour sur l'identification entre la perspective que nous adoptions et le terme « glottopolitique » (Del Valle, 2007). L'étude du rôle du langage dans l'émergence des nationalismes en Espagne et dans la gestion des relations post-coloniales avec l'Amérique hispanophone, nous l'avons entreprise en nous situant dans une zone interdisciplinaire où s'entrecroisent la sociolinguistique critique, l'historiographie linguistique et l'histoire intellectuelle (Del Valle et Gabriel-Shteeman, 2002 et 2004 ; Valdez, 2011 et 2013 ; Villa 2010). Inspirés en partie de l'œuvre de Ralph Grillo (1989), l'objectif que nous nous proposons était d'analyser les représentations du langage en tant qu'outil discursif au service des acteurs et des procédés politiques associés au nationalisme — espagnol dans le travail de Del Valle et Villa ou dominicain dans celui de Valdés — et à la construction d'une relation transatlantique entre l'Espagne et les anciennes colonies à travers le mouvement et l'idéologie pan-hispaniste.

La spécificité historique du projet soulevait, entre autres, les questions suivantes. Comment se pense la relation entre langue, culture et nation ? Comment se pense l'ordre linguistique post-colonial ? Quelles sont les raisons qui justifient l'adoption d'une langue — ou d'un modèle de langue — et non d'un autre dans le processus de développement et de modernisation national ? Comment s'organise la langue dans le système éducatif ? Comment la société paysanne d'une part, et la société industrielle d'autre part sont-elles inscrites dans les représentations du langage ? Comment est représentée la diversité des voix sociales dans différentes zones discursives telles que la presse ou la communication littéraire ? À quels genres de textes a-t-on recours dans la bataille pour la domination ou l'hégémonie d'un régime linguistique sur un autre ? Comment s'organise progressivement l'étude scientifique du langage, et ce en privilégiant à la fois certaines perspectives sur d'autres ? Comment d'autres intérêts disciplinaires répondent-ils au développement du politique ?

L'ancrage théorique de ce projet était le concept des idéologies linguistiques. Informées par lui, ces questions misaient sur l'examen de l'implication du langage, de ses représentations et de sa gestion institutionnelle dans les processus sociaux de négociation et de conflit générés autour de l'accès au pouvoir et de son exercice. Les outils de la linguistique

moderne et même ceux développés par la sociolinguistique — le variationnisme ou l’analyse de la conversation, par exemple — sont de toute évidence insuffisants, inscrits dans un ordre disciplinaire qui privilégie un modèle acritique d’étude du langage. Il était fondamental d’adopter une perspective historique qui nous permette de voir la relation dynamique et indissoluble entre le langage et les conditions de sa production ; et par conséquent, nous questionnions l’opposition binaire entre diachronie et synchronie. Il était fondamental aussi de comprendre la connexion indissoluble entre les formes du langage et les identités sociales qu’elles désignent dans chaque contexte ; et pour cette raison, nous questionnions l’opposition binaire entre linguistique interne et externe. Il était fondamental de comprendre que les systèmes grammaticaux que l’on attribuait aux langues se constituaient socialement, c’est-à-dire parmi les locuteurs, qu’ils parlent ou qu’ils écrivent ; c’est pourquoi nous problématisions l’opposition binaire entre langue et parole¹. En accord avec Kroskrity (1999), la valorisation sociale des formes du langage — ou, autrement dit, la conscience linguistique des locuteurs — et les fonctions performatives tant du langage en usage que de ses représentations, apparaissaient comme des objets principaux d’observation et de théorisation. Cette perspective était pleinement cohérente avec le projet que les écoles de Rouen et de Buenos Aires avaient nommé respectivement glottopolitique et « glotopolítica » (dans la tradition anglo-saxonne, John Joseph était arrivé à une approximation analogue, à laquelle il se réfèrera en 2006 comme *language and politics* dans un livre dont le premier chapitre est publié dans sa traduction en castillan dans ce même numéro de *AGlo*).

Avant de conclure cette section, je souhaiterais mentionner un projet développé indépendamment des projets antérieurs — même si l’auteur démontre une connaissance approfondie de la littérature produite par l’école française — mais tout à fait pertinent pour la présente réflexion. Depuis l’étude du galicien moderne, Mario Herrero Valeiro (2015) aboutit également au terme « glotopolítica » pour identifier un type d’analyse qui examine les matérialisations sociales, politiques et linguistiques du pouvoir. Le très fécond effort de théorisation que réalise Herrero Valeiro aborde avec la même ambition que Guespin et Marcellesi, le concept du politique au sens large : bien informé par la théorie critique, l’auteur galicien présente le langage impliqué dans des opérations relatives à un pouvoir qui, loin de se limiter à la sphère d’action de l’appareil d’État, se conçoit « *enquato força que atua em todos os âmbitos da vida humana, atravessa fronteiras institucionais e grupais e até constitui relações (relações de poder) que “penetram no interior dos corpos” por palavras de Foucault* » (Herrero Valeiro, 2015 : 31).

Ce travail rejoint une théorie ambitieuse du pouvoir ; un exercice de conceptualisation qui, comme dans le projet glottopolitique ébauché dans cet article, penserait le pouvoir en tant que structure plus réticulaire que verticale, et le rechercherait non seulement dans les salons et les couloirs de la politique institutionnelle, mais aussi dans les pratiques quotidiennes. Un pouvoir inscrit jusque dans le corps — comme l’affirme Herrero Valeiro en convoquant Foucault —, dont l’identification ouvre la possibilité d’un compromis intellectuel à la fois glottopolitique et bio-politique. L’examen de la fricativité et de l’occlusivité, de l’apicalité ou de la glottalité, est en définitive l’examen de gestes corporels transformés en substance sonore qui, à travers la pratique sociale uniquement, se transforment en forme — et donc, en norme — linguistique (il s’agit d’un effort de théorisation du politique qui n’est pas complètement étranger aux propositions faites, par exemple, par Rancière, 2007 ou Chantal Mouffe, 2007).

¹ En français dans le texte (NdT).

3. La normativité (Talbot J. Taylor) et l'hygiène verbale (Deborah Cameron) comme éléments fondamentaux du langage

Comme il a déjà été dit, bien que je ne préfère pas attribuer à la glottopolitique le rang de discipline, le projet commence à dessiner les contours d'un objet propre et à adopter des stratégies herméneutiques adaptées à ses fins. Nous devons être conscients que, si ce processus de cristallisation nous offre des possibilités de collaboration coordonnée et à l'impact institutionnel, il suppose également certains dangers : par exemple, que la définition de l'objet ne se transforme en orthodoxie et que l'organisation du champ ne devienne hiérarchique ; deux dérives auxquelles nous devons être attentifs pour ne pas causer l'appauvrissement intellectuel du projet. Dans tous les cas, la glottopolitique — qu'elle conduise ou non à un arrangement de type disciplinaire — doit incorporer des efforts de théorisation qui tendent vers une conceptualisation cohérente de l'objet et des pratiques glottopolitiques. Pour ce faire, je propose ici d'ouvrir une réflexion sur un concept central pour comprendre la façon dont langage et politique se rencontrent : la normativité. Et je le ferai par l'intermédiaire de deux linguistes — Deborah Cameron et Talbot J. Taylor — qui ont été formés à l'Université d'Oxford sous le magistère de Roy Harris.

Roy Harris (1931-2015) a fait sa carrière professionnelle à Oxford où, après une brève période pendant laquelle il a occupé la chaire de Langues Romanes, il est devenu en 1978 le premier Professeur de linguistique générale de l'université. Sa conférence inaugurale s'intitulait « *Communication et langage* », et durant celle-ci, à la surprise de ses confrères, il a avancé la thèse selon laquelle la linguistique moderne — celle de l'obédience saussurienne au sens large — était un obstacle à l'élaboration d'une théorie de la communication humaine. L'assaut — principalement chez Harris (1980), (1981) et (1987) — est lancé sur différents fronts, parmi lesquels deux sont d'un intérêt particulier pour le présent article. En premier lieu, il proposait une conception de la communication humaine différente de celle d'une transmission intersubjective d'information au moyen d'un code partagé, c'est-à-dire, d'un système abstrait de signes qui rattache des signifiés à un ensemble d'unités formelles agrégées de façon cohérente par l'intermédiaire de relations formelles. Pour Harris, la communication est un processus interactif et créatif au sein duquel ceux qui y participent négocient le sens des échanges en fonction des conditions contextuelles dans lesquelles elles apparaissent (Harris, 1981). Ce qui l'a amené à proposer, dans un second temps, que le processus communicatif consiste en une incessante intégration des phénomènes linguistiques — oraux ou écrits — et des valeurs sémiotiques, pour donner un sens cohérent au flux constant des activités qui constituent la vie humaine en société. Le langage est toujours une pratique et le sens est, par conséquent, toujours incertain, inexorablement dépendant des négociations qui ont lieu dans un contexte social et situationnel précis (Love, 2015).

3.1. Talbot J. Taylor et la condition normative du langage

La radicalité de la critique que Harris adressait aux bases de la linguistique moderne était cohérente avec le tempérament iconoclaste qu'au moins une partie de sa descendance intellectuelle lui attribue (Love, 2015 : iii) et avec le climat politique que l'on respirait dans l'Oxford des années soixante et que, non sans une certaine ironie, l'un de ses héritiers a qualifié de « révolutionnaire » :

Au commencement était le langage, dont l'étude commença quand j'étais étudiant de troisième cycle à Oxford. En ce temps-là, la théorisation linguistique à Oxford traversait une période pas si différente de ce qu'a connu la population parisienne sous la Commune. Une révolution intellectuelle était en marche. Son brillant et iconoclaste leader était mon directeur de thèse Roy Harris, professeur stimulant et écrivain

polémique extrêmement compétent [...]. Il dirigeait la révolution contre la théorie du langage « orthodoxe », mettant la main sur les idées des innovateurs antérieurs et des iconoclastes, dont les plus importants étaient Wittgenstein, Austin, Moore, Garfinkel, Bazell et Firth (Taylor, 1997 : 1-2).

Talbot Taylor s'appropriera incontestablement l'esprit rebelle de son maître et au long de son œuvre abondante, il s'attacha, inspiré par la lecture de Wittgenstein, à ouvrir des pistes de réflexion alternatives à celles tracées par le type de linguistique qui était devenu hégémonique.

L'une de ces pistes — bien délimitée dans son livre de 1997 — explorait la façon dont la linguistique empiriste, dans son effort pour expliquer le langage comme mécanisme de création de sens, hésitait entre les perspectives normative et descriptive. Derrière cette différence se cachait l'incompatibilité des théories du langage sur lesquelles s'appuie chaque perspective. La théorie volontariste, sur laquelle se fonderait la perspective normative, voit le langage comme un « acte volontaire réalisé par des acteurs individuels, à qui incombe la responsabilité de ce que leurs actes linguistiques se réalisent avec succès » (Taylor, 1997 : 121). De la liberté individuelle dans l'exercice du langage naît la possibilité pour chaque sujet d'être libre d'associer les signifiés à la substance phonique ou graphique dont il lui prend l'envie. Cela met donc en danger la transparence communicative, et par conséquent, l'individu doit être disposé à soumettre sa liberté linguistique à un cadre normatif construit par une autorité légitime. L'établissement de cette légitimité — la capacité d'une autorité à imposer la norme construite — nous renvoie inévitablement à la sphère de la politique et du pouvoir (Taylor développait cet argument au fil de son examen de la conception du langage, avancée par John Locke dans son *Essay Concerning Human Understanding* de 1690).

Face à celle-ci, la théorie institutionnaliste voit le langage (ou une langue) « comme une institution qui existe **indépendamment** des individus qui participent aux actes linguistiques. Aucun acteur individuel, qu'il ait ou non un pouvoir politique, n'intervient dans l'établissement des caractéristiques de cette institution (c'est-à-dire, dans la détermination de ce que signifie, par exemple, un mot) » (Taylor, 1997 : 122, souligné dans l'original). Dans ce cadre théorique, l'identification des caractéristiques de l'institution (les mécanismes de production du sens du langage ou d'une langue) revient à des spécialistes en possession de moyens qui leur permettent de réaliser une description correcte. L'autorité ici est l'experte ou l'expert, et sa légitimité dépend de sa ou son habileté dans la production de la représentation et de l'explication véritable.

Taylor dans son effort de redéfinition de la linguistique (voir Davis et Taylor, 1990), part de ce que lui-même appelle le principe sémiotique de Saussure :

*Pour comprendre ou expliquer le langage, on ne doit pas seulement l'étudier comme substance matérielle (phonique ou graphique), pas seulement comme une conduite, pas seulement comme produit de la biologie humaine. La force de ce que nous pourrions appeler le principe sémiotique de Saussure est que pour comprendre ou expliquer le langage, on doit l'étudier comme un moyen de création de sens... Le fait que le langage crée du sens, qu'il ait de l'importance pour les locuteurs, est une caractéristique essentielle de sa condition de phénomène humain. Et c'est seulement en tant qu'il est créateur de sens que l'on peut affirmer que le langage possède une **forme** (Taylor, 1997 : 139, souligné dans l'original).*

Après avoir situé la semiosis et la forme au centre de sa théorie du langage, Saussure met de côté, dans la relecture de Taylor, l'implication de l'être humain dans la création de sens à travers la constitution de la forme. On peut considérer, de fait, que le *Cours* est la culmination d'un processus qui, selon John Joseph (1995), avait caractérisé le développement de la linguistique moderne, en isolant le langage de la volonté humaine, dans le but de le définir de façon à ce qu'il soit susceptible d'être observé conformément à des protocoles comparables à

ceux des sciences naturelles. En reléguant la volonté individuelle au terrain de la *parole*, Saussure fait de la *langue* une institution réglée — une structure — qui existe dans l'espace abstrait du social et est héritée de façon passive par chaque sujet. Comme l'affirme Taylor, « pour Saussure, ni le locuteur ni l'allocutaire n'interviennent pour décider de quel *signifiant* correspond à quel *signifié* » (144) et la *langue*² est ainsi conçue comme un objet autonome — indépendant de la volonté individuelle et de la normativité —, observable et analysable à partir d'une « science » du langage.

Comme cela avait déjà été avancé, à la base de la linguistique moderne, l'on trouve le principe de communication intersubjectif (traité par Taylor en 1981), selon lequel les idées privées d'une personne A sont transférables linguistiquement à une personne B. Expliquer le mécanisme qui permet cette convergence mentale — identité des événements ou des configurations neurochimiques — est le but de la linguistique, et se poursuit au moyen de l'analyse des régularités retrouvées dans les pratiques. Nous observons, par exemple, que les locuteurs s'accordent à appeler ceci « article » et cela « livre » ; nous observons que l'on dit « José est en train d'écrire un article » et non « José est un article en train d'écrire », ni « José en train d'écrire est article un ». L'examen de ces régularités aboutira à la formulation d'une grammaire, entité abstraite indépendante de la volonté de chaque individu, qui rend possible la création de sens et que Saussure situe dans la société (et Chomsky dans le cerveau).

Taylor, cependant, adopte une perspective volontariste et normative. La création de sens provient de l'intégration ou du couplage des signifiés et des substances linguistiques, et ce processus se produit toujours dans des contextes sociaux et des conditions situationnelles précises dans lesquelles la volonté individuelle opère inévitablement. Qu'est-ce qui m'empêche de dire « Ce texte que vous êtes en train de lire est un livre » ? Qu'est-ce qui m'empêche de dire « Je suis un article en train d'écrire » ? Ou « Je suis en train d'écrire livre un » ? Je pourrais ; mais je ne le fais pas. Parce que dans chacun de ces actes d'intégration de substance linguistique et de signifiés, je m'impliquerais socialement et institutionnellement, et je sais — avec différents degrés de conscience — que mes décisions linguistiques seront l'objet de jugements normatifs et que ma façon de parler ou d'écrire sera assignée par mes interlocuteurs à des identités sociales — certaines désirables et d'autres non —. La régularité de formes est donc un produit de la confluence entre la condition socio-situationnelle du langage et le caractère normatif de tout acte de communication, c'est-à-dire, du fait que les formes du langage sont inséparables de leur poids social car la communication en tant qu'exercice public implique des responsabilités morales et politiques et est soumise à la surveillance normative de la communauté (Taylor, 1997 : 140-166).

En somme, Taylor se situe en opposition avec l'institutionnalisme de la théorie linguistique saussurienne et adopte au contraire une perspective volontariste qui récupère la normativité comme élément central d'un projet qui a pour ambition d'expliquer le langage comme un mécanisme de création de sens auquel l'être humain participe inévitablement. Cette implication de celui qui parle ou écrit dans la création du sens au moyen de l'intégration de la substance phonique ou graphique, et du signifié — c'est-à-dire, au moyen de la production d'une forme — fait du langage une activité normative (139-140).

3.2 Deborah Cameron et l'hygiène verbale

Cette conception de la normativité, comme condition fondamentale du langage, est à la base du travail d'une autre élève de Roy Harris : Deborah Cameron. Dans son œuvre très abondante — consacrée majoritairement au langage, au genre et au sexisme —, je mets ici en avant un livre publié en 1995 chez Routledge sous le titre *Verbal Hygiene*, car il s'agit du texte qui aborde la question normative de la façon la plus explicite. Tout comme Taylor et

² En français dans le texte (NdT).

Harris, elle adopte une théorie contextuelle du langage qui part de son caractère social et public, et qui, par conséquent, soutient que toute pratique linguistique se déploie dans un environnement normatif. Ce qui singularise l'apport de Cameron, c'est qu'elle se focalise sur les circonstances où la normativité se transforme en objet explicite du discours. Pour cet auteur, la normativité — telle que conçue par Taylor — n'est pas la seule à être fondamentale dans le langage ; mais l'effort ou le désir de s'introduire dans les pratiques linguistiques — propres ou étrangères —, d'émettre des commentaires d'évaluation sur le langage, l'est aussi. Les fréquentes libérations de cet effort ou de ce désir prophylactique par l'intermédiaire de jugements de valeurs sur l'une ou l'autre des formes linguistiques, Cameron s'y réfère en tant qu'« hygiène verbale ».

Ce type d'acte métalinguistique peut se manifester selon un degré d'institutionnalisation plus ou moins grand. Les cas suivants — pour la plupart inspirés par ce que propose Cameron — constituent des exemples d'hygiène verbale : des enfants qui se moquent de l'accent d'un de leurs camarades car il indique ce qui pour eux est une identité sociale indésirable ; un collectif féministe qui propose à son entreprise ou exige d'elle l'adoption d'une utilisation non sexiste du langage dans les communications internes ; l'éditrice d'une revue professionnelle qui insiste pour éliminer l'accent de l'adverbe « sólo » de l'article d'une autrice qui préfère l'utiliser ; la décision de la direction d'un bureau d'avocats d'adopter un « langage clair » dans les communications avec les clients ; une lettre au directeur d'un journal se plaignant de l'usage d'anglicismes ; les fréquentes critiques qu'on a adressées à l'actuel président des États-Unis, Donald Trump, considérant son utilisation du langage limitée et vulgaire ; les critiques que Donald Trump a adressées à son opposant républicain Jeb Bush, pour avoir fait usage de l'espagnol en public ; les critiques que l'on adressait au candidat démocrate à la présidence, John Kerry, en 2004, à propos de l'utilisation d'un langage excessivement soutenu ; l'initiative de l'Institut Caro et Cuervo de Colombie pour promouvoir la correction orthographique des tatouages ; ou finalement, l'activité de la Real Academia Española.

Avec l'examen de l'hygiène verbale, l'on prétend comprendre la façon dont le langage comme pratique sociale s'implique réellement dans l'organisation — ou la désorganisation — de la société dont il fait partie. En d'autres termes, le langage est un élément central dans l'établissement de relations de pouvoir :

De même que d'autres « coutumes », « conventions » et « traditions » (incluant les codes vestimentaires admis) qui sont en apparence anodines, les règles de l'usage linguistique contribuent régulièrement à former un cercle d'exclusion et d'intimidation, dans la mesure où ceux qui sont parvenus à dominer une pratique en particulier en usent pour intimider d'autres, à leur tour. » (Cameron, 1995 : 12).

Il y a des situations dans lesquelles l'imposition d'une norme par la voie coercitive et l'exclusion consécutive de ceux qui ou bien l'ignorent ou bien ne la respectent pas, est évidente et explicite. La scène pédagogique où l'on punit l'élève jusqu'à ce qu'il adapte ses usages à ceux qui sont imposés par le professeur (ou plutôt par le dispositif-professeur) en est un bon exemple.

Mais il y en a d'autres où les normes sont presque invisibles parce que la source sociale de son autorité, derrière son apparente naturalité, reste cachée. Si la dialectologie sociale et la sociolinguistique variationniste proposaient une relation spéculaire entre pratiques linguistiques et catégories sociales, Cameron propose de complexifier cette relation à partir d'une conception performative de l'identité. En ce sens, Cameron rejoint Judith Butler — notamment, son livre de 1990, *Genre Trouble* — afin de situer les processus de naturalisation des normes linguistiques en lien avec les identités sociales et ce, dans un cadre constructiviste : « Le genre est la stylisation réitérée du corps ; un ensemble d'actes répétés

dans un cadre rigide régulateur qui, avec le temps, coagulent et produisent une substance apparente, un type d'entité naturelle » (Butler, citée dans Cameron, 1995 : 16). Comme le langage est toujours une action corporelle — dans laquelle sont impliqués le cerveau, le diaphragme, les poumons, la langue, les lèvres ou les mains —, les normes d'utilisation se cristallisent par l'intermédiaire de la répétition d'actes où les formes linguistiques concrètes se constituent progressivement à travers des indices de types de personne, de situations et de concepts — un processus connu sous le nom d'« indicialité » ou « indexicalité »—. La naturalisation d'une action verbale déterminée dans des contextes prévisibles va donner lieu peu à peu au cadre rigide régulateur dont parle Butler, et rendra invisibles les négociations — ou même les obligations — sociales qui donnèrent lieu à l'association entre forme linguistique et identité.

Il faut garder à l'esprit que les cas d'hygiène verbale, loin de suggérer que la soumission aux normes est une loi universelle, montrent que toute norme est vulnérable, et que, en tant que norme, elle existe précisément en fonction de la possibilité de son non-respect : « Ce cadre régulateur définit quels actes doivent produire une identité intelligible, acceptable ou normale ; leurs définitions ne peuvent être ignorées sans autre forme de procès, et peuvent être négociées, peuvent résister et dans certaines circonstances être modifiées délibérément » (Cameron, 1995 : 17). Naturellement, c'est commettre une transgression, et même celui qui ne respecte pas la norme par ignorance est confronté à la possibilité de subir des mesures punitives de différentes natures.

Cameron invoque également la contestation qu'avait faite Roy Harris du principe de communication intersubjective en remarquant que la fonction communicative du langage et, par conséquent, la nécessité de la fixation des codes linguistiques est un des thèmes favoris des hygiénistes verbaux étudiés par elle. Les pratiques qui transgressent les normes linguistiques d'un groupe social seraient condamnées non seulement parce qu'elles entravent la transparence communicative, mais aussi par un processus auquel Cameron se réfère en tant que fétichisation du code, parce qu'elles représentent un signe de décadence politique, sociale et morale :

Le processus social analogue à l'« effondrement communicatif » est l'effondrement du consensus politique et culturel, l'irruption dans le discours public de différences irréconciliables et de valeurs incommensurables. Dès lors, l'anxiété qui trouve son expression dans « si nous n'obéissons pas aux règles, nous ne pourrions pas communiquer » peut aussi être définie comme une inquiétude face au relativisme moral et à la fragmentation sociale. (Cameron, 1995 : 25)

4. Normativité n'est pas prescriptivisme

Ni le concept de normativité de Taylor ni l'hygiène verbale de Cameron ne doivent être confondus avec le prescriptivisme. Celui-ci est une activité normative concrète associée à des communautés où, tout d'abord, le langage a été modelé socio-historiquement sous la forme de cet artéfact culturel que nous appelons « langue » et où, par ailleurs, cette langue a été soumise à un processus de standardisation qui à son tour a donné lieu à la création d'un idéal de correction linguistique. Le prescriptivisme est l'ensemble des activités orientées vers la fixation de cette norme idéale et vers la surveillance des pratiques linguistiques des locuteurs condamnant les usages qui s'éloignent du modèle.

La normativité, comme on l'a déjà dit, est une caractéristique du langage provenant du fait que tout acte linguistique compris comme pratique sociale est directionnel et performatif, c'est-à-dire, qu'il se réalise avec une certaine incidence attendue sur la situation et le contexte d'utilisation. De telles attentes s'appuient, dans une bonne mesure, sur les expériences

antérieures à partir desquelles nous inférons les normes du langage, c'est-à-dire que nous générons des attentes sur les effets de l'acte consistant à s'adresser à un interlocuteur d'une façon déterminée et pas d'une autre façon. Si je dis à un interlocuteur — mon frère, par exemple — « Prête-moi ton téléphone un instant », je m'attends à ce qu'il me tende la main et me remette le gadget. Et il le fera très probablement. Mais si, en ayant les mêmes attentes, je lui dis : « *Could I borrow your phone for a moment ?* », non seulement cela ne produira pas la rédaction attendue, mais en plus, il est probable que la réponse contienne quelque insulte. Et si au lieu de cela, je lui dis « Un moment prêter, s'il te plait, ton téléphone tu pourrais me ? », il faut s'attendre à ce qu'il s'empare du téléphone et qu'il appelle le service de neurologie de l'hôpital le plus proche. Aucune des réactions de mon frère dans le deuxième et le troisième exemple ne serait prescriptive, mais elle démontrerait pour sûr que mon acte linguistique a constitué un clair détournement des normes.

Les actes de prescriptions et de proscriptions linguistiques se présentent sans laisser de place au doute dans le champ de vision de la perspective glottopolitique et sont en cela objet d'intérêt. Cependant, il est plus productif de les interpréter comme une manifestation parmi d'autres possibles du phénomène de la normativité, trait inhérent au langage et principal lieu d'articulation de son caractère politique.

5. Glottopolitique et normativité

Tant le concept de normativité qu'avance Taylor que les pratiques d'hygiène verbale étudiées par Cameron doit être prises en compte à l'heure de théoriser l'articulation du langage et de la politique. Informée par ces notions — entre autres —, la perspective glottopolitique se projette au delà des efforts de régulation institutionnelle des langues et des pratiques linguistiques de la part de l'État ou des organisations para-étatiques pour éclairer des zones où le caractère idéologique des représentations du langage (des formes d'hygiène verbale) réside dans le fait qu'elles prétendent supprimer leur origine sociale et particulièrement leur origine conflictuelle. L'idéologie linguistique naturalise l'ordre social représenté par le code qui garantit prétendument la transparence communicative — et par conséquent le consensus — entre les membres de la communauté ; et, en même temps, il fait disparaître les exclusions opérées au nom d'une norme. Ce jeu d'inclusions et d'exclusions sociales a pour principe organisateur la condition fondamentalement normative du langage et constitue en même temps un des piliers théoriques de la glottopolitique.

Œuvres citées

- Amorós Negre, Carla, 2008, *Norma y estandarización*, Salamanque : Luso-Española de Ediciones.
- Anderson, Benedict, 1983, *Imagined Communities : Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Londres et New York : Verso.
- Arnoux, Elvira Narvaja, 2000, « La Glotopolítica : transformaciones de un campo disciplinario », In : AA.VV. (éds), *Lenguajes, teorías y prácticas*, Buenos Aires : Instituto Superior del Profesorado "Dr. Joaquín V. González", pp. 95-109.
- Arnoux, Elvira Narvaja, 2014, « Glotopolítica : delimitación del campo y discusiones actuales con particular referencia a Sudamérica », In : Lenka Zajícová et Rdim Zámeč (éds.), *Lengua y política en América Latina : Perspectivas actuales*, République Tchèque : Univerzita Palackého v Olomouci, pp. 19-43.
- Arnoux, Elvira Narvaja et José del Valle, 2010, *Ideologías lingüísticas y el español en contexto histórico*, Numéro spécial de *Spanish in Context* 7(1).

- Arnoux, Elvira Narvaja et Susana Nothstein (éds.), 2013, *Temas de glotopolítica: Integración regional sudamericana y panhispanismo*, Buenos Aires : Biblos.
- Arnoux, Elvira Narvaja et Roberto Bein (éds.), 2015, *Política lingüística y enseñanza de lenguas*, Buenos Aires : Biblos.
- Bourdieu, Pierre, 1982, *Ce que parler veut dire ; L'économie des échanges linguistiques*. Paris : Fayard.
- Cameron, Deborah, 1995, *Verbal Hygiene*. Londres : Routledge.
- Crowley, Tony, 1989, *The Politics of Discourse : The Standard Language in Question in British Cultural Debates*. Basingstoke : Macmillan Education.
- Davis, H.G. et Talbot Taylor, 1990, *Redefining Linguistics*. Londres et New York : Routledge.
- Del Valle, José, 2007, *Glotopolítica, ideología y discurso : categorías para el estudio del estatus simbólico del español*, In : José del Valle (éd.), *La lengua, ¿ patria común ? Ideas e ideologías del español*, Francfort et Madrid : Vervuert et Iberoamericana, pp. 13-29.
- Del Valle, José et Luis Gabriel–Stheeman (éds.), 2002, *The Battle Over Spanish Between 1800 and 2000 : Language Ideologies and Hispanic Intellectuals*, Londres : Routledge.
- Del Valle, José et Luis Gabriel–Stheeman (éds.), 2004, *La batalla del idioma : La intelectualidad hispánica ante la lengua*, Francfort et Madrid : Vervuert et Iberoamericana.
- Duchêne, Alexandre et Monica Heller, 2012, *Language in Late Capitalism : Pride and Profit*, Londres et Nueva York : Routledge.
- Gellner, Ernest, 1983, *Nations and Nationalism*, Oxford : Blackwell.
- Glozman, Mara et Daniela Lauría (éds.), 2012, *Voces y ecos. Una antología de los debates sobre la lengua nacional (Argentina, 1900-2000)*, Buenos Aires : Cabiria.
- Grillo, Ralph D., 1989, *Dominant Languages : Language and Hierarchy in Britain and France*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Guespin, Louis y Jean–Baptiste Marcellesi, 1986, « Pour la glottopolitique », *Langages*, 83, pp. 5-34.
- Habermas, Jürgen, 1991, *The Structural Transformation of the Public Sphere*. Cambridge, MA : The MIT Press.
- Hall, Robert, 1951°, « American Linguistics, 1925-1950 », *Archivum Linguisticum*, 3, pp. 101-125.
- Hall, Robert, 1951b, « American Linguistics, 1925-1950 (continued) », *Archivum Linguisticum*, 4, 1-16.
- Harris, Roy, 1980, *The Language-Makers*, Ithaca : Cornell University Press.
- Harris, Roy, 1981, *The Language Myth*, Ithaca : Cornell University Press.
- Harris, Roy, 1987, *The Language Machine*, Ithaca : Cornell University Press.
- Haugen, Einar, 1971, « The ecology of language », In : *The Ecology of Language*, Stanford (CA) : Stanford University Press, pp. 325-339.
- Heller, Monica, 1999, *Linguistic Minorities and Modernity*, Londres et New York : Longman.
- Herrero Valeiro, Mário, 2015, *A normalização linguística. Uma ilusão necessária. A substituição do galego e a normalização do espanhol na Galiza contemporânea*, Saint-Jacques-de-Compostelle : Através Editora.
- Hobsbawm, Eric J., 1992, *Nations and Nationalism Since 1780*, 2^e éd. Cambridge : Cambridge University Press.
- Hutton, Christopher, 1999, *Linguistics and the Third Reich : Mother-Tongue Fascism, Race and the Science of Language*, Londres et New York : Routledge.

- Joseph, John E., 1995, « Trends in twentieth-century linguistics : an overview », In : E.F.K. Koerner, Konrad et R.E. Asher (éds.), *Concise History of the Language Sciences*. Oxford : Elsevier, pp. 221-233.
- Joseph, John E., 2006, *Language and Politics*, Édimbourg : Edinburgh University Press.
- Joseph, John E. et Talbot J. Taylor (éds.), 1990, *Ideologies of Language*, Londres et New York : Routledge.
- Kroskrity, Paul (éd.), 1999, *Regimes of Language : Ideologies, Politics, and Identities*, Santa Fe : SAR Press.
- Laclau, Ernesto y Chantal Mouffe, 1985, *Hegemony and Socialist Strategy. Verso*.
- Love, Nigel, 2015, « Roy Harris (1931-2015) », *Language & Communication*, 42 : iii-iv.
- Mouffe, Chantal, 2000, *La paradoja democrática : el peligro del consenso en la política contemporánea*, Barcelone : Gedisa.
- Mouffe, Chantal, 2007, *En torno a lo político*. Buenos Aires : Fondo de Cultura Económica.
- Rama, Ángel, 1984, *La ciudad letrada*. Montevideo : Fundación Internacional Ángel Rama.
- Rancière, Jacques, 2007, *En los bordes de lo político*. Buenos Aires : La Cebra.
- Schieffelin, Bambi B. ; Kathryn Woolard et Paul V. Kroskrity (éds.), 1998, *Language Ideologies : Practice and Theory*, Oxford : Oxford University Press.
- Taylor, Talbot J., 1981, *Linguistic Theory and Structural Stylistics*, Oxford : Pergamon.
- Taylor, Talbot, 1997, *Theorizing Language*, Amsterdam : Pergamon.
- Valdez, Juan, 2011, *Tracing Dominican Identity : The Writings of Pedro Henríquez Ureña*, Londres et New York : Palgrave.
- Valdez, Juan, 2013, *En busca de la identidad. La obra de Pedro Henríquez Ureña*, Buenos Aires : Katatay.
- Villa, Laura, 2010, *Estandarización lingüística y construcción nacional : La norma española y la norma americana (1823-1857)*, Thèse de doctorat, The Graduate Center, CUNY.
- Zentella, Ana Celia, 1997, *Growing Up Bilingual*, Malden : Blackwell.

HACIA LA GLOTOPOLÍTICA

“Pour la glottopolitique”, 1986, *Glottopolitique, Langages*, n°83, pp. 5-34, Larousse, reproduit avec l’autorisation de l’éditeur.

Louis Guespin, Jean-Baptiste Marcellesi

Université de Rouen

Traducido del francés por José del Valle

1. Una necesidad

1.1. A propósito del término

A nadie se le ocurriría en Francia negar la utilidad de la acción política sobre el lenguaje en otros países. Es difícil imaginar cómo podríamos ignorar la importancia de esta práctica en países como Quebec o Cataluña dada la cantidad de trabajos que existen al respecto. Baste con hacer mención de algunas publicaciones fácilmente accesibles: Martin (1981), Bedard y Maurais (1983) y Maurais (1985) para Quebec; Kremntz (1980, 1981), Puig Montero (1985) y Vallverdu (1985) para Cataluña.

En nuestro país también ha habido “políticas lingüísticas”, caracterizadas además por una bien conocida eficacia. De acuerdo con los argumentos de R. Balibar (1985), ¿no nació acaso nuestra propia lengua de un acto de reconocimiento-nacimiento como el que define Marcellesi (1984b)? Sin embargo, tendemos a centrar la atención en el primer término del sintagma, y los lingüistas, al estar poco solicitados, se sienten poco comprometidos. La existencia de un servicio ministerial con ese nombre no es necesariamente movilizadora.

Son sin embargo otras consideraciones las que nos han llevado a preferir un neologismo frente a expresiones tales como *política lingüística* o *planificación lingüística*. Sin haberla inventado nosotros, hemos propuesto la palabra “glotopolítica” con motivo de un simposio cuyas actas acaban de aparecer (Winther, 1985). Ya ofrecimos en Guespin (1985b) las razones que nos llevaron a utilizar este término: básicamente, a nuestro entender, ofrece la ventaja de neutralizar, sin necesidad de justificación, la oposición entre lengua y habla. Nos remite a las diversas aproximaciones que una sociedad adopta hacia el lenguaje, ya sea de manera consciente o no. Hacia la lengua cuando, por ejemplo, la sociedad legisla sobre el estatus relativo del francés y las lenguas minoritarias; hacia el habla cuando se reprime un determinado uso en un contexto dado; y hacia el discurso cuando la escuela hace materia de examen la producción de un determinado tipo de texto. *Glottopolítica* es necesaria para incluir

todos los hechos del lenguaje en los que la acción de la sociedad reviste la forma de lo político.

Estas consideraciones no pretenden en absoluto jubilar los términos “planificación lingüística” o “política de la lengua”. Pero hay que tener en cuenta que toda decisión de política de la lengua, si llega a ser puesta en práctica, tendrá necesariamente consecuencias glotopolíticas. Esto es precisamente lo que expresa la distinción anglosajona entre *language corpus planning* y *language status planning* (Pool, 1979).

1.2. Perspectivas generales

Para dar una primera idea de los problemas, utilizaremos a Meisel (1981), que estudió paralelamente la Comisión Federal de Bilingüismo y Biculturalismo (Ottawa, 1963) y la Comisión de Derechos Lingüísticos de Quebec (Quebec, 1968). Se invita al lector a plantearse una serie de preguntas; observar cómo se elaboran las políticas de la lengua es contraer el deseo de que las cosas cambien. ¿Cómo interpelar a las fuerzas reales, a los interesados, sean quienes sean? ¿Cómo conseguir un registro más verdadero de los hechos lingüísticos? ¿Cómo moverse hacia una negociación verdaderamente abierta a todos los hablantes y a todos los intereses lingüísticos?

Las políticas lingüísticas están destinadas al fracaso si no se cumplen dos condiciones: una reflexión de fondo sobre la investigación e información lingüística y un avance importante en la comprensión del cambio lingüístico.

1.2.1. Es necesaria una política de información lingüística

Acabamos de considerar el mejor de los casos, aquel en que la identificación de una necesidad lleva a que un gobierno decida constituir una comisión. Pero incluso esta situación suscita bastantes reservas: el carácter democrático de las decisiones no está plenamente asegurado; todavía hay que mantener un equilibrio entre los grupos de presión, pero la presencia de representantes de los distintos sectores interesados no está garantizada; no se trata en realidad de intentar hacer participar al conjunto de ciudadanos en las decisiones glotopolíticas.

Una política democrática de la lengua requiere información lingüística en dos direcciones.

La de quienes deciden, que deben ser conscientes de que las medidas glotopolíticas sólo son eficaces si los hablantes están convencidos de su validez. Y se trata simplemente de realizar un mejor despliegue retórico sino de que todos los hablantes participen en la investigación, en la discusión y en la decisión. Por eso los problemas que sean sometidos a debate tendrán necesariamente otras dimensiones además de las lingüísticas propiamente dichas. Los responsables deben entender que, lejos de organizar simplemente un debate sobre la lengua, están inevitablemente metidos en una confrontación sobre la interacción entre identidad social y prácticas lingüísticas.

Esta confrontación tiene posibilidades de ser superada sólo si a la masa de hablantes se le da el poder de participar en la reflexión, formular problemas y superar las afirmaciones del pseudosentido común. Es por ello que es necesaria una amplia política de información lingüística para problematizar certezas demasiado cómodas susceptibles de bloquear el debate. Por ejemplo, la negación del derecho de otros a la palabra está en gran medida aceptada; y, sin embargo, en tanto que toda persona es usuaria del lenguaje, todos pueden hablar de sus necesidades lingüísticas; y sería importante que todos pudieran formar sus representaciones lingüísticas desde la libertad que da el conocimiento.

1.2.2. El rol glotopolítico del lingüista

Los lingüistas no siempre son conscientes del rol glotopolítico que les toca jugar. Sabemos que en el siglo diecinueve se retiraron al Aventino: hicieron excelentes investigaciones pero

separadas de cualquier utilidad social. En el veinte, el saussurismo y el chomskismo tuvieron efectos similares. Se podría hablar de la ideología descriptiva de los lingüistas. Pero la coyuntura está cambiando. W. Labov, por ejemplo, es consciente de las implicaciones sociopolíticas de su investigación. Y lo mismo B. Terchtmeier (1985): “El lingüista no debe limitarse a analizar los cambios del comportamiento verbal — en el sentido amplio del término que incluye el cambio de la superficie verbal — y a educar a los hablantes. Al contrario, su tarea (...) es influir en la opinión pública y estar atento a la codificación de estos cambios”. Para P. Gardy (1985), cuando una lengua minorizada llega a un estado verdaderamente patológico pero la reivindicación lingüística e identitaria se mantiene viva, es poco lo que pueden hacer los actores tradicionales. Según estén de acuerdo o no con las “horas de occitano”, con seguridad implementarán políticas de la lengua distintas, pero actuarán sin saber adónde se dirigen.

Por todo esto, el rol del lingüista es necesario. Sólo él podrá aportar “un repertorio de funciones lingüísticas para el occitano capaces de apoyar la implantación, ante el proceso de reducción a patois, de un deseo por el occitano”; sólo el lingüista podrá proponer, para el proceso de resurgimiento, una “norma problemática de equilibrio”.

1.2.3. La lucha contra los prejuicios lingüísticos

Los lingüistas no están libres de prejuicios. Ha habido por ejemplo toda una tradición que atribuía al bilingüismo precoz los más graves inconvenientes. F. Prudent (1981) ha reunido un despiadado repertorio de lugares comunes sobre este tema. Entre los autores por lo demás serios, de Pichon a Jespersen, el “sentido común” ha consistido en representar el bilingüismo como una “enfermedad”. Este prejuicio perdura, por ejemplo, en el caso de J. A. Laponce (1981), que también dramatiza terriblemente la situación del hablante bilingüe y el precio del bilingüismo.

Reclamar un rol mayor para los lingüistas en el debate glotopolítico significa necesariamente exigirles que exporten lo mejor de su disciplina, y que revisen los conceptos y los métodos que ya han tenido su momento. Este nuevo rol exigirá un nuevo rigor deontológico y la integración de numerosos conocimientos.

1.2.4. El avance en el conocimiento del cambio lingüístico

Para entender cómo se puede actuar deliberadamente sobre la lengua, es necesario saber cuáles son las condiciones y procesos de cambio “espontáneo”, es decir, las innovaciones lingüísticas no causadas por una política explícita. ¿Están al corriente los responsables de las fuerzas estructurales que están en juego (dinámica de sistemas)? ¿Y de las fuerzas sociolingüísticas que están presentes (agente de cambio, fuerzas conservadoras, hablas y discursos de referencia simbólicamente valorizados o minorizados, etcétera)?

También es importante estar informado sobre la variación lingüística. Las decisiones de política de la lengua suelen consistir en la prohibición de algún préstamo o lista de préstamos, o en la imposición de una determinada lengua en la escuela, en los negocios o en la administración. Sin embargo, las cosas no son tan simples. Estas decisiones precocinadas no tienen en cuenta el mercado de intercambios simbólicos ni la complejidad del juego de prácticas lingüísticas. La circular Savary sobre lenguas minoritarias, por ejemplo, estaba llena de buenas intenciones y habría podido dar origen a grandes avances hacia un nuevo equilibrio de prácticas lingüísticas en Francia; pero dar el mismo trato a lenguas que gozan de “buena salud” — como el alsaciano, el vasco o el corso — y a lenguas “troceadas” — según la justa expresión de los occitanistas — (A. Winther, 1985: 61) no carece de problemas. J. Landrecies (1984) analiza con preocupación las desastrosas consecuencias de los imprevistos favores concedidos al picardo, entre otras.

Hay mucho trabajo que hacer para informar a la opinión pública y a los responsables de que sólo cometerán más errores si deciden sustituir la violencia y el desprecio de los centralizadores con una generosidad mal informada. En definitiva, los lingüistas deben acompañar la labor de información hacia el exterior de una intensificación de la investigación en el campo de la glotopolítica. Para ayudar a los hablantes a plantear de manera clara su problema lingüístico, habrá que avanzar en varias direcciones.

Abramos el excelente número del *International Journal of the Sociology of Language* dedicado a *Language and Identity Planning*. El artículo introductorio de J. Pool (1979) se remite, de forma totalmente especulativa, a una sociedad de grupos homogéneos en cuanto a identidad y lengua en la que un miembro del grupo A, “Ma”, que habla por tanto “La”, de pronto “adquiere competencia en Lb, pierde competencia en La, comienza a identificarse como miembro de B o deja de identificarse como miembro de A”. Después de tales premisas, el autor afirma que “si lenguas diferentes influyen de manera diferente el modo de pensar de sus hablantes, como ha planteado la hipótesis” de Whorf (1956), “el hecho de convertirse en hablante de una lengua diferente debería cambiar la manera en que se piensa”.

Sin cuestionar el número del IJSL en su conjunto y ni siquiera el artículo de Pool, ambos sumamente interesantes, sacamos a colación este razonamiento para mostrar en plena acción el peligro de la especulación que ignora la realidad. Nadie habla una lengua exclusivamente específica de un grupo, nadie adquiere competencias en una lengua extranjera sin otras transformaciones, etcétera. Al acudir a estas abstracciones, estamos invocando automáticamente a Whorf y a la metafísica.

Es necesario situar al individuo en la sociedad, hacerlo aparecer como un ser social. Podemos apoyarnos por ejemplo en las consideraciones de D. Faïta (1985), quien, en su estudio sobre el diálogo entre médicos y trabajadores en la experiencia mutualista, escribe lo siguiente: “Sin duda, sería interesante profundizar en el potencial expresivo que puede albergar (...) el hablante colectivo formado por el colectivo del trabajo”. Del mismo modo, abordan este aspecto F. François (1982) y C. Bachmann (1977) sobre la *categorización*, así como Guespin (1984). Analizando desde otro ángulo las relaciones entre sociedad y lenguaje, el concepto de *estructuras de sociabilidad*, tomado de los historiadores, es también candidato a favorecer el avance de la investigación glotopolítica (Guespin 1985a).

La sociolingüística bajo sus distintas formas — los trabajos sobre lenguas minorizadas, los avances de la criollística o la praxemática — ofrece los principales conceptos para pensar la realidad del lenguaje cuando las oposiciones especulativas — fructíferas un tiempo pero ya agotadas — se derrumban. Además, y frente a la tradición saussureana, la lengua hoy día sólo puede ser concebida como una creación continua, permanentemente reinventada. El análisis del discurso francés, el interaccionismo americano y la reedición de Voloshinov (1977) revelan de maneras diversas la necesidad de este tipo de visión del lenguaje: la lengua no preexiste sino que se genera incesantemente en el acto de enunciación.

La proliferación de trabajos sobre el discurso es producto de la necesidad de estudiar la lengua allá donde se renueva, donde se crea día a día: en la interacción lingüística. En este sentido, la perspectiva discursiva incorpora naturalmente la aportación de Palo Alto así como los trabajos de sociolingüística de Labov y los trabajos franceses sobre la categorización. La noción de “no altamente estructurado” de Labov se aproxima a la de “débilmente codificado” de F. François. Los trabajos soviéticos de los años veinte (Bajtín, Voloshinov, Vigotsky) [sirven] para plantear los problemas de una glotopolítica interesada en actuar no sólo sobre el *estatus* de las lenguas sino también sobre las *prácticas lingüísticas* y sobre las relaciones entre pensamiento y lenguaje en el individuo social.

2. Lengua y sociedad hoy

2.1. La doble determinación

No tenemos más opción que referirnos a los dos elementos de la interacción entre lenguaje y sociedad de manera sucesiva. Sin embargo, queremos insistir en la imbricación de los dos fenómenos: toda sociedad humana es lingüística y toda práctica lingüística es social. Y esto tiene consecuencias prácticas: no basta con imponerse un único objeto (ya sea el mantenimiento o transformación de una sociedad, concebida como valor en sí misma, sobre la que se actúa a través de la lengua, o la supervivencia de una lengua sobrevalorada sobre la que se actúa a través de la presión sobre la sociedad). Los principios son abstractos e inmovilistas en ambos casos. La justificación de fondo de la glotopolítica no es el alineamiento de prácticas lingüísticas o sociales con un ideal abstracto de lengua o de sociedad sino el desarrollo de la personalidad social.

2.2. El lenguaje como agencia de socialización

La investigación americana se interesa por la relación entre la planificación lingüística y los procesos identitarios. J. Pool (1979) menciona las distintas consecuencias de la interacción entre lenguaje e identidad. El autor concluye que es necesario saber cómo interactúan lenguaje e identidad y, sobre todo, el cambio lingüístico y el cambio identitario. Se apoya en trabajos interesantes que no obstante, al ser presentados desde el ángulo especulativo de Pool, apenas arrojan luz sobre la identidad. ¿Se trata de un sentimiento de comunidad? ¿Del nacimiento o preservación de una identidad colectiva? ¿De la dinámica de constitución del individuo social? Nos quedamos con la duda.

La escuela americana resulta de interés fundamentalmente por su reflexión sobre las posibles prácticas de manipulación. Por ejemplo, la distinción entre *language status planning* y *language corpus planning* es importante. La planificación del estatus se refiere a las decisiones orientadas a que la gente aprenda y aprecie las lenguas; la planificación del corpus se refiere a las medidas tendentes a acercar las lenguas o a subrayar lo común dentro de las lenguas o entre variedades.

El vínculo establecido entre la planificación de las lenguas y la planificación de la identidad podría ser muy interesante si se definiera la identidad. Por ejemplo, Pool incluye en el *language corpus planning* las políticas de diferenciación lingüística, es decir, los intentos de diferenciar una lengua o un dialecto de otro. Cita el nynorsk, el quebequés literario, etcétera. Sería desde luego interesante estudiar diversas lenguas minoritarias con estos criterios.

J. Pool señala con cierta ironía que las políticas de diferenciación lingüística “van frecuentemente acompañadas de una retórica a la que se adhiere la idea de que la diferenciación lingüística es un poderoso refuerzo en la búsqueda de una identidad separada”. De hecho, las cosas no son tan simples, pero las políticas lingüísticas lo son a veces hasta el extremo del simplismo. Podemos tomar el ejemplo de la Suiza germanófona (Schlapfer, 1985). Al privilegiar, según una tendencia reciente, el alemán suizo a costa del alto alemán, ¿qué quieren y qué hacen exactamente los suizos germanófonos? Podríamos pensar, por un lado, que, al separarse del alemán estándar, renuncian a un aspecto de su identidad o al menos lo limitan. Pero también hay que tener en cuenta la distribución de las lenguas en Suiza en su conjunto, y notar que esta tendencia modifica una característica del juego propio de su país, donde las tres lenguas principales están inscritas en lenguas más o menos internacionales: el francés, el alemán y el italiano.

Un artículo de J. A. Lefevre (1979) tiene el interés de plantear el problema de la relación entre lenguaje e identidad *desde el punto de vista del proceso*. De este modo, el autor

distingue entre la *categoría lingüística* (conjunto de individuos descritos como en posesión del mismo sistema de comunicación) y el *grupo lingüístico* (el mismo conjunto, pero siempre y cuando sea consciente del carácter particular de su sistema de comunicación). Se puede estudiar el proceso de *identificación lingüística*, es decir, el paso de una identidad lingüística latente a una identidad lingüística manifiesta: “Si los actores sociales concuerdan en la definición de una comunidad lingüística y localizan cada vez más conscientemente una parte de su identidad personal al participar en esta comunidad, entonces hay identificación lingüística” (Lefevre, 1979).

El autor distingue entre dos procesos de identificación: la identificación histórica y la identificación estructural. Esta última consiste en “identificarse con un grupo que se organiza sobre la base de un pasado cultural”. El concepto de identificación histórica es más reciente y sería obra de intelectuales. La entidad a la que se aspira es una ficción, “un grupo hipotético y potencial”; y “todo ocurre como si una cultura, no reconocida oficialmente por quienes ostentan el poder, pudiera existir antes que un grupo real, como si la esencia de un grupo precediera a su existencia”. En este caso, “los intelectuales forjan el mito de un grupo lingüístico al referirse a la historia de una cultura particular cuya lengua es uno de los más visibles pilares”. Esta investigación es importante para el reconocimiento de las fuerzas glotopolíticas erróneamente identificadas que juegan un papel en el proceso identitario. Si tomamos como ejemplo el occitano, vemos que no hay solamente reivindicación occitana sino también construcción de la occitanidad por parte de los intelectuales según una identificación mítica apoyada en hechos reales. A partir de aquí el proceso puede llegar a la necesidad de construir la lengua literaria (Gardy, 1984).

Dicho esto, aún no hemos considerado todas las dimensiones de la relación entre lenguaje y sociedad. Curiosamente, la polarización de los responsables de políticas de la lengua se reproduce en los trabajos de investigación. El conjunto constituido por Lamy (1979a), que tiene el mérito de acercar el trabajo sobre la lengua al trabajo sobre la identidad, se plantea exclusivamente el problema de la lengua como factor causal de estructuración de las sociedades. Pero no tener en cuenta el rol del lenguaje como factor de estructuración de los individuos es exponerse a graves errores de razonamiento.

La sociolingüística se ha beneficiado enormemente al prestar atención a los niveles intermedios entre la lengua y el habla. El interés de W. Labov por la estructura discursiva del relato, por ejemplo, ha permitido establecer que, entre las cuestiones relevantes para la lengua de un grupo y para el estilo individual, hay lugar para estrategias discursivas propias de comunidades más pequeñas. Ya hemos señalado el aporte de los conceptos de hablante colectivo y categorización. En el marco de nuestras propuestas para una mayor adaptación de la sociolingüística de acuerdo con los requerimientos de una glotopolítica científica, nos parece importante señalar la necesidad de comprometer la investigación con diversos colectivos sociales. El problema de la singularización lingüística de los colectivos políticos ya ha sido planteado (Marcellesi, 1976). Las estructuras de sociabilidad propuestas por los historiadores merecen la atención del sociolingüista (Guespin, 1985a). Las diversas agencias de socialización y formación de la personalidad son *lugares de lenguaje*; y lo mismo ocurre con el trabajo (Guespin, 1980).

Se plantea además un problema nuevo que la sociolingüística también puede ayudar a resolver. Los responsables glotopolíticos se ven confrontados por un macluhanismo difuso, nueva forma de “sentido común lingüístico”, que flota en el aire de nuestro tiempo. A. Bastardas-Boarda (1985) cita a I. Riera, quien nota “un proceso de desverbalización, real a pesar de la caricatura alarmista” que se toma de los “macluhanianos”. “La palabra pierde y la imagen gana”. Y “habría que superar los argumentos macluhanianos en el sentido de que no sea solo la galaxia Gutenberg, la de la letra escrita, la que es superada sino también la galaxia X, la de la palabra como objeto de conversación: la discusión, la consulta, la admonición, la

confidencia y el regateo”. Se hace un flaco servicio a la claridad del debate glotopolítico si se abusa de Macluhan para superarlo. ¿Qué trabajos comparativos permiten concluir una “desverbalización real”? ¿Qué valor tiene una enumeración en la que el regateo, en claro retroceso en *nuestra* economía, se sitúa en el mismo plano que la discusión, que en absoluto parece amenazada (hace falta recordar la “reunionitis”, tan frecuente en muchos entornos)?

Los estudios se centran en epifenómenos (generalización del teléfono, el recurso a las pantallas en la informática, etcétera) sin tener en cuenta la tendencia esencial de nuestra época: el lenguaje tiende a ser un elemento cada vez más necesario de las comunidades sociales y, por lo mismo, de la personalidad. Un número importante de tareas productivas se realizaba tradicionalmente con un mínimo recurso al habla; sin embargo, ya desde hace un tiempo, una parte esencial de la producción social pasa por las prácticas lingüísticas. La disminución del campesinado y del número de obreros especializados va de la mano de una espectacular extensión del trabajo intelectual a todas las capas salariales. No se dispone de medios para cuantificar globalmente el recurso al lenguaje, ya sea hoy día o “en otro tiempo”, pero hay un hecho que resulta evidente (un hecho que desde luego la sociolingüística debería estudiar y medir): la transformación de las condiciones de producción bajo la acción de la revolución científica y técnica refuerza enormemente el papel de las interacciones verbales de manera desconocida en otro tiempo (es el caso de la interacción verbal entre hombre y máquina, que va a ser cada vez más frecuente). Es sin duda esta nueva característica lo que choca con las descripciones demasiado rápidas y la investigación exclusiva de formas lingüísticas ya etiquetadas.

A nuestro parecer, la acción del lenguaje sobre la sociedad debe ser ampliamente considerada en todo estudio con fines glotopolíticos. En este sentido, queda mucho trabajo por hacer en las zonas intermedias entre la lengua y el habla y entre la sociedad y el individuo si queremos que la sociolingüística alcance un valor orientativo para una glotopolítica adecuada.

2.3. La acción de la sociedad sobre la lengua

Esta acción es un hecho. Es sorprendente constatar que nos hayamos dado cuenta tan recientemente. Señala J. Pool (1979) que, hasta estos últimos años, “los intentos gubernamentales de manejar estos fenómenos (lengua e identidad) habrían parecido demasiado asistemáticos, demasiado naturales o demasiado criminales como para merecer la palabra *planificación*”. De hecho, el problema no se había planteado. Se repetía sin reparo, por sentido común y con el respaldo de Saussure, que nada en la lengua se puede cambiar; y, como excepciones que confirmaban la regla, se mencionaban algunos intentos. Además, la violencia totalitaria de las intervenciones fascistas (K. Bochmann, 1985) había creado un auténtico tabú. “Natural” o “criminal”. Estos términos eran lo que de hecho ocultaba los problemas reales que en definitiva hay que plantearse ... ¿Quién hace las gramáticas? ¿Quién decide sobre el buen uso? ¿Qué pasó en Villers-Cotterets? ¿Qué es un “Diccionario de la Academia”? ¿Qué es una gramática escolar? ¿Quién decreta lo que es el “buen francés”?

Nada de esto pertenece ni al orden de la naturaleza ni al del crimen. Casi da vergüenza decirlo pues debería caer por su propio peso que, al igual que la sociedad o la personalidad humana, la lengua pertenece al orden de la cultura, objeto socializado de arriba abajo. Según Pool, podemos situar hace unos veinte años la toma de conciencia de estos problemas. La fatalidad lingüística ya no es un principio único de investigación y el problema de la norma se plantea en términos más científicos. Ya se trate de ortografía, de gramática o de terminología, de cualquier forma de normativización, siempre se reconoce la acción de la sociedad sobre el lenguaje. El concepto de planificación lingüística es característico de esta novedad; y hay que decir que lo mismo ocurre con el concepto de conflicto lingüístico. Toda planificación

lingüística en una sociedad de clases es necesariamente la política lingüística de una clase dominante aun cuando sea resultado de un compromiso.

El conflicto epistemológico entre la lingüística de sistemas (lingüística saussureana de la lengua) y la lingüística de la interacción verbal necesariamente va a reproducirse aquí. Dicho en pocas palabras, se puede decir que los partidarios de una política de la lengua, de la planificación lingüística, tienden a apoyarse en la lingüística de la lengua, pero es la lingüística de la interacción la que nos lleva necesariamente al estudio científico de las prácticas glotopolíticas.

2.4. Algunos problemas de glotopolítica

2.4.1. La noción de francofonía

He aquí un caso en que cualquier política de la lengua es insuficiente. Esta afirmación puede parecer paradójica. La constitución de una noción de francofonía, con sus países miembros, sus instancias y sus modos de concertación, es una construcción plenamente *política* a partir de una solidaridad sostenida en la *lengua*. Por tanto, creemos que es a este nivel donde una política de la lengua tiene más posibilidades de operar. Sin embargo, el objeto mismo de esta unión, la francofonía, desborda por mucho toda definición de la lengua. La condición misma del éxito de la noción (el interés de la unión, el alcance de las decisiones, el avance del bienestar de los hablantes) es la toma en consideración de prácticas lingüísticas producidas bajo condiciones de extrema diversidad.

Es sumamente importante que lo entendamos cada vez mejor: la gestión de una lengua demanda comisiones, instancias, acciones y medios, financieros y editoriales, que pertenecen al orden de lo político. Pero esta política debe estar informada por un conocimiento de la realidad de las prácticas lingüísticas en los países en cuestión, necesario para la definición negociada de los objetivos (de mantenimiento, transformación u optimización). La relación con el francés estándar, como forma preferencial, opcional o impuesta, de ciertas comunicaciones, escritas u orales, no es evidentemente igual en una comunidad monolingüe (como es el caso de parte de Francia, Quebec, etcétera) que en una comunidad donde el francés escrito u oral es usado junto a una lengua “regional” o minoritaria (varias regiones de Francia), junto a lenguas étnicas (el África negra) o junto a lenguas maternas de base léxica francesa (el caso de los criollos).

La sensibilidad de los responsables y de los hablantes ante la necesidad de acción para el mantenimiento de los grandes grupos lingüísticos, siempre necesariamente “artificiales”, es algo nuevo. Pero las interrogantes que surgen de esta toma de conciencia encuentran a los lingüistas sólo parcialmente preparados. La noción de *lengua vehicular* (bien estudiada por L. J. Calvet 1981) requiere mucha reflexión. Y lo mismo ocurre con la noción de “lengua materna”. ¿Hasta qué punto el conocimiento de un francés regional o de una variedad cualquiera del francés es la llave para el francés estándar, para el francés de la escuela o para el francés de los medios de comunicación? ¿Hasta qué punto la noción de lengua materna incluye las prácticas lingüísticas dominantes dentro de las estructuras de sociabilidad frecuentadas por el niño a lo largo del proceso de formación inicial de la personalidad?

2.4.2. Las lenguas minorizadas

Aquí también el progreso de la toma de conciencia es evidente. Progreso de la toma de conciencia por parte de los hablantes así como, ya lo hemos mencionado, de los intelectuales encargados del proceso de identificación histórica. También por parte de los responsables, que empiezan a superar el simplismo de las respuestas tradicionales a la cuestión de la diglosia. Durante mucho tiempo las actitudes políticas han consistido o bien en practicar lo que se ha llamado jacobinismo lingüístico o bien en estimular la folclorización de la lengua minorizada.

Empezamos a entender mejor el carácter voluntarista de los procesos de construcción-mantenimiento de la comunidad lingüística en relación con la construcción-mantenimiento del consenso identitario. La investigación es cada vez más sensible a las importantes diferencias en las formas de negociación y en las dinámicas que de ellas resultan, como en el caso del corso y del alsaciano.

Las comunidades se vuelven así sensibles a solidaridades hasta ahora mal entendidas. Es significativo, ante las tendencias a privilegiar el alemán suizo a expensas del alemán en el dominio germanófono de Suiza, ver a los francófonos y a los italófonos de la Confederación Helvética explicar su éxito por la cohesión identitaria del conjunto suizo. Si lo analizamos bien, este problema que se plantea en Suiza podría esclarecer muchos problemas franceses relativos a la dialéctica de relaciones entre el francés nacional y las lenguas minoritarias.

Sabemos que la situación glotopolítica de Francia se ha ido desbloqueando desde 1981. Ciertamente, el cambio de gobierno ha jugado su papel. Podemos pensar sin embargo que el progreso que suponen, en relación con la ley Deixonne y sus extensiones, el informe Giordan al Ministro de Cultura (1982) y la circular Savary, se debe también al mayor conocimiento del asunto gracias a los avances de la lingüística de la interacción y a la influencia de la sociolingüística y del estudio de la relación entre lenguaje y personalidad.

3. Las prácticas glotopolíticas

3.1. El hecho glotopolítico

En principio, la política de la lengua está formada por actos concretos y bien diferenciados (decisiones, recomendaciones, creación de instancias, etcétera) que tienen como objeto la acción sobre uno o varios sistemas lingüísticos que también son concebidos como concretos y bien diferenciados. La realidad glotopolítica en cambio está siempre en funcionamiento y remite a prácticas lingüísticas que pertenecen al orden de lo continuo. Por ejemplo, según sean las modalidades usadas en la interacción verbal, no siempre es fácil determinar si un antillano “está hablando francés” o “está hablando criollo” (Merida-Prudent, 1984).

Actos normalmente considerados anodinos o apenas dignos de observación (por ejemplo, el señalamiento de un “error” en relación a una norma) no son automáticamente identificados con una política de la lengua; o, para ser más preciso, la investigación sobre la política de la lengua trata con incomodidad hechos de esta naturaleza. Si el contexto del acto lingüístico es oficial, si la corrección la hace un maestro o si el error resulta en una sanción, el observador sí que lo identificará como un hecho político. Pero si la situación es informal, si el contexto es familiar o si la corrección pertenece al orden de los consejos, se pensará que no hay nada que merezca ser registrado. Ahora bien, la corrección en función de una norma es idéntica en ambos casos. J. P. Kaminker y D. Baggioni (1980) se centran en el principio mismo de la corrección normativa, tanto si la intención es o no política y represiva.

El concepto de glotopolítica permite asegurar a la vez la consideración de la identidad entre estos dos casos y de la especificidad de cada uno. Incluye a la vez las políticas concertadas y los efectos, conscientes o inconscientes, activos o pasivos, de estas políticas.

Así pues, el hecho glotopolítico va de los actos minúsculos y familiares a los que nos acabamos de referir hasta las intervenciones más visibles: decisión que afecta al derecho de un determinado grupo social a tomar la palabra de una determinada forma (escrita, por medio de la hoja de reclamaciones; oral, con la participación en un consejo de administración; televisada, con el derecho a aparecer en antena en caso de presentar una candidatura, etcétera). Estas decisiones pueden hacer referencia a la lengua misma. En tal caso, la glotopolítica incluye la política de la lengua: todos los casos de promoción, prohibición, equipamiento o cambio de estatus de una lengua son hechos eminentemente glotopolíticos. La

política de la lengua es por tanto un caso particular de la glotopolítica que debe ser doblemente estudiado: en su relación de igualdad fundamental con otras formas de glotopolítica y a la vez en su especificidad de único nivel en que intervienen las emociones de las masas, de único dominio donde la intervención política es fácilmente perceptible y donde la relación con la identidad étnica es directamente percibida, etcétera.

El concepto de glotopolítica da cuenta de un eje *vertical* que une el hecho normativo o antinormativo aparentemente más insignificante con los hechos de política de la lengua más sobresalientes. Cubre también un terreno *horizontal* mucho más vasto que el que abarca la noción de política de la lengua, pues la innovación glotopolítica no siempre es percibida como tal. Toda decisión que tiende a modificar las relaciones sociales es, desde el punto de vista lingüístico, una decisión glotopolítica. Podemos tomar como ejemplo las leyes Auroux. Es frecuente pensarlas de acuerdo a su contenido social, como un cambio en los derechos de los trabajadores en la empresa. Pero el lingüista notará además que estas leyes constituyen a un determinado individuo, representante o grupo como *interlocutor legítimo* en una instancia concreta en el seno de la empresa. Desde luego, la medida no pertenece al campo de la política de la lengua pero tiene un importante efecto glotopolítico: incide sobre la puesta en discurso de la economía, las relaciones de producción y el mundo del trabajo. Toda medida que afecta el reparto social de la palabra, incluso si su objetivo no es lingüístico, es glotopolíticamente relevante.

El término glotopolítica puede ser usado con dos fines: para invocar las prácticas y a la vez para referirse al análisis. La glotopolítica es por tanto a la vez una práctica social, a la cual nadie se escapa (“hacemos glotopolítica sin saberlo”, ya seamos simples ciudadanos o ministros de economía), y tiene además vocación de convertirse en disciplina de investigación, una rama hoy necesaria de la sociolingüística. En la siguiente sección, nos ocuparemos de las *prácticas glotopolíticas*.

3.2. Hacia una tipología de las prácticas glotopolíticas

3.2.1. Guespin (1985) ha esbozado una tipología de prácticas glotopolíticas. Distingue entre el liberalismo — que, en su forma absoluta, no ha sido estudiado salvo en el caso de Tánger durante los años 30 (A.P. Salas-Martinelli, 1984) — y el dirigismo.

El liberalismo glotopolítico encuentra apoyo entre algunos lingüistas. Para R. Ruiz (1985), según explica al tratar el inglés de los EEUU, hay gente interesada en hablar de una crisis de lenguas; de todos modos, siempre se ha hablado de crisis de lenguas y, en todo caso, no es cuantificable. El punto de vista liberal adoptado en el artículo está basado en definitiva en la aceptación de una sociedad dual: los entornos intelectuales, al tener necesidades glotopolíticas, son hipersensibles a los problemas lingüísticos; pero, si uno se remite al “mundo del trabajo”, se verá que esta sensibilidad — que se podría incluso ridiculizar — ya no es tan evidente.

Los científicos que se vuelven apologistas del liberalismo de estado básicamente necesitan justificar teóricamente las “tendencias” que afirman describir. Es por ejemplo el caso de la *consociational theory*. Quien desconozca esta novedad, encontrará en J. M. Spina (1979) su explicación y a la vez su clara refutación. Esta teoría estudia las sociedades multilingües y multiculturales (Canadá, Suiza o Bélgica, por ejemplo). Según ella,

- 1) estas sociedades sufrirían si la vinculación a la idea nacional fuera demasiado fuerte. En último término, la ausencia de compromiso con la idea nacional de algún subgrupo no entorpece el funcionamiento del conjunto.
- 2) En estas sociedades, las “elites” surgidas de estos subgrupos tienen estrategias de acomodación que evitan la balcanización. El razonamiento es liberal en un doble sentido:

1) la idea nacional, poco útil, puede resultar perjudicial; y 2) hay que confiar en la autorregulación de los sistemas.

J. M. Spina refuta estas afirmaciones a partir de la situación canadiense. Apoyándose sobre todo en la Comisión de investigación de 1965 sobre bilingüismo y biculturalismo, identifica claramente un vínculo estadístico entre sentimiento nacional y compromiso a favor del bilingüismo. Concluye muy legítimamente que la teoría consociacional de las “dos soledades” es “an old theory in a new guise”. El peligro evidentemente es el del fatalismo, tan cómodo para el razonamiento liberal: esta teoría “puede llevar a los planificadores lingüísticos a ceder ante las presiones para convertir en nueva ortodoxia las afirmaciones tradicionales sobre el carácter “inevitable” de las insuficiencias de la solidaridad social”.

Hemos sido duros en ocasiones al valorar los trabajos que promueven o respaldan el liberalismo glotopolítico. Se puede pensar de hecho que esta actitud es reivindicada de buena fe; pues son muchos los prejuicios antiguos y populares que apuntan en este sentido. Al igual que a J. M. Spina, nos parece difícil aceptar que estos prejuicios den lugar a la aparición de una “nueva ortodoxia”. Sin embargo, hay que preguntarse a quién beneficia el liberalismo glotopolítico. Esta actitud de degradación de los conflictos lingüísticos, que favorece la penetración o mantenimiento de la ideología dominante, nos parece la actitud lingüística preferida por una clase dominante *en fase conservadora*.

No olvidemos que nuestra reflexión gira en torno a las situaciones contemporáneas. El liberalismo es sin duda una política, pero es por principio la política del estado amorfo: la ley de la selva no es una ley. Sin embargo, esta posición glotopolítica es hoy día insostenible: las solidaridades internacionales ya de por sí hacen necesaria la acción del estado (recomendaciones de la UNESCO, textos de Helsinki). Por consiguiente, el liberalismo está necesariamente contaminado. El discurso liberal no es más que la cobertura de intervenciones que benefician a los grupos interesados en la perpetuación de una situación lingüística que les es favorable.

3.2.2. *El dirigismo glotopolítico*

Evidentemente, el dirigismo es una actitud glotopolítica mucho más espectacular que la del liberalismo. La no intervención molesta pero no choca. La muerte de lenguas de acuerdo con la ley de la selva se atribuye a la fatalidad, la inadaptación lingüística de las masas de hablantes se resuelve con su autoculpabilización y con el mutismo social. Frente a esto, el intervencionismo glotopolítico crea necesariamente *acontecimientos*: se elaboran ordenanzas, se establecen relaciones y se dan instrucciones.

Al trabajar con el concepto de glotopolítica, entendemos mejor que el intervencionismo reviste formas muy variadas. Este polimorfismo se debe al aspecto continuo del lenguaje, del habla a la lengua, de la intervención familiar en apariencia menos codificada socialmente al uso más monológico y estereotipado que utiliza normas universalizantes (formularios administrativos, la lengua del derecho, discurso pedagógico, el metalenguaje del diccionario, etcétera).

Si tomamos como ejemplo la ordenanza de Villers-Cotterets, constatamos que se refiere a un uso social concreto. Es a la lengua, pero dentro de un tipo concreto de discurso: la redacción de actas judiciales.

Hemos formulado la hipótesis de que el liberalismo glotopolítico, puro o apoyado en el estado, es el recurso de una clase políticamente conservadora. La hipótesis complementaria considerará el dirigismo glotopolítico como la política lingüística de una formación social en ascenso. No es casualidad que los inicios de los tiempos modernos, la Revolución Francesa o la Revolución Rusa, sean periodos de intensa actividad glotopolítica, si bien en sentidos muy distintos.

Dicho esto, la oposición entre liberalismo y dirigismo no resuelve todos los problemas que se le plantean al análisis. Hemos visto la ambigüedad de ciertas decisiones glotopolíticas, en las que el intervencionismo permite un liberalismo impostado. Queda señalar que, a pesar de Helsinki, aun se puede constatar la existencia de políticas de imposición de una lengua. Pensemos en el caso de las relaciones entre los EEUU y Puerto Rico estudiadas por M. Perl (1985).

3.3. Glotopolítica de ayer y de hoy

Una descripción crítica de las prácticas glotopolíticas podría tener un efecto inhibitorio. El dirigismo puede llevar a los excesos señalados, al tiempo que el inmovilismo, real o afectado, sirve siempre a la reconducción de los mismos intereses. Al hacer la denuncia del liberalismo no estamos condenando en absoluto un proyecto de *libertad de prácticas lingüísticas*. De la misma manera, un análisis del dirigismo glotopolítico como política lingüicida no debe implicar la condena de la idea misma de *gestión de las prácticas lingüísticas*.

Se encontrarán mil testimonios de la necesidad de las acciones glotopolíticas. El caso de Finlandia, a lo largo de su historia y en la actualidad, establece claramente el interés de una política de gestión lingüística minuciosa, honesta y evolutiva. Se puede leer la exposición de este caso en Y. Gambier (1985). La necesidad de estos grandes acuerdos se percibe mucho mejor por medio del contraste: los peligros a los que se expone la Suiza actual quizás provengan del no intervencionismo confederal y de las insuficiencias de las estructuras nacionales de negociación.

Como parte de esta reflexión, es importante distinguir entre defensa, promoción o equipamiento de una lengua y promoción de un sistema de dominación lingüística. H. Gluck y W. Sauer (1985), al estudiar las políticas lingüísticas de la RFA y la RDA, establecen lo que tienen en común y lo que las diferencia. En ambos estados alemanes, se registra la existencia de una actitud glotopolítica orientada a la mejora de las prácticas lingüísticas en el sentido del interés social de los individuos. Sin embargo, si esta tendencia no parece encontrar oposición en la RDA, en la República Federal, se enfrenta a una actitud vehementemente conservadora en realidad basada en el mantenimiento de ventajas sociales: “Hacer crítica lingüística se ha convertido en una cosa seria y un asunto político en la RFA (...) Los autores que ejercen esta crítica hablan del lenguaje pero tienen otra cosa en mente”.

En definitiva, en el marco de una glotopolítica dirigista, hay lugar para un debate sobre la elección entre medidas de incentivación y medidas de prescripción. Es un problema importante, por ejemplo, en Canadá y en China. Desde 1955, Luo Chang Pei demanda que la normalización lingüística en China se cumpla por medio de incentivos más que por la vía institucional. La Constitución de 1982 declara al putonghua “lengua común del país” pero esta decisión no viene acompañada de medidas coercitivas. Yan Jian (1985) resume así la situación actual: “El esfuerzo del gobierno por extender esta lengua común ha cambiado la situación lingüística en China del unilingüismo (uso exclusivo del dialecto) al bilingüismo (uso paralelo del dialecto y del putonghua)”.

Sea amor por la francofonía o gusto por la paradoja, debemos reconocer nuestra debilidad por la glotopolítica quebequesa. Y sin embargo, esta no carece de defectos. A. Martin (1981) dibuja así sus grandes rasgos: “se caracteriza por una ampliación progresiva de los campos de aplicación del intervencionismo lingüístico, por un refinamiento de las modalidades de aplicación de esta legislación y por la afirmación de su carácter coercitivo”. Aquí nos situamos nosotros, declaradamente en las antípodas del liberalismo, pero a favor de una glotopolítica disputable. A. Prujner (1981) señala las innovaciones de la glotopolítica quebequesa. La política lingüística se inserta en el *derecho privado*: “aparición de exigencias formales de contenido lingüístico en las relaciones entre la gente”. Y llega al *derecho penal*: la carta de la lengua francesa (ley 101) instituye una comisión de vigilancia encargada de

tomar acciones penales. Para el autor, esta amenaza no es más que un tigre de papel: “el impacto político de las denuncias las paraliza” pero el instrumento penal “trae aparejadas nuevas restricciones tan difíciles de prever y evaluar como las de otros dominios”. Cuando declaramos una cierta simpatía por la glotopolítica quebequesa, no pretendemos en absoluto elevarla como modelo. Lo que queremos expresar, con cierta ingenuidad, es nuestro interés en una negociación *abierta* del problema: abierta a todos, ciertamente con todas las ventajas y defectos del parlamentarismo y del sistema de grupos de presión (comisiones, influencias diversas, argumentos demagógicos resonando en todas partes), pero por lo mismo gestionadas *ante los ojos de todos*, con plena toma de conciencia de los intereses sociales e identitarios y necesariamente situando el problema del lenguaje a la luz de la situación política. En el fondo, es el compromiso glotopolítico del pueblo quebequés lo que nos gusta, no la glotopolítica de sus políticos.

El trabajo de J. M. Spina (1979) es significativo. Este autor trata con cierta ligereza los análisis hechos a partir de un “point of view with marxist overtones”. Según este punto de vista, caricaturizado apresuradamente, “el conflicto lingüístico no es más que el satélite de un problema más fundamental, la desigualdad económica. De modo que la respuesta a las incomodidades lingüísticas dejaría sin resolver el conflicto fundamental”. Lo que es interesante es que este esqueleto de un razonamiento marxista sobre la cuestión lingüística viene seguido, en varias páginas, por datos tomados de las comisiones canadienses de investigación. ¿Es consciente el autor de sus “tonalidades marxistas” cuando muestra que en Montreal en 1961 un francófono bilingüe gana 1000 dólares más que un francófono monolingüe y que un anglófono monolingüe gana 739 dólares más que un francófono bilingüe? Es decir que la situación canadiense y la forma en que los pueblos canadienses, especialmente en Quebec, han aprendido a apoderarse de la cuestión son tales que la metafísica ha sido claramente superada. Se adopte o no un marco marxista, hay que hablar de lo que Marx llamada “el lenguaje de la vida real”. En Quebec, una glotopolítica intervencionista, represiva y punzante recurre a manipulaciones arriesgadas. Pero esta política, necesaria por la sensibilización de todos al problema del lenguaje, se negocia y se gestiona ante los ojos de ciudadanos claramente implicados.

3.4. Hacia la glotopolítica de mañana

Diversos factores se dan cita para permitir pensar en otra glotopolítica más allá de las obligadas alternativas de la debilidad y la fuerza. El primero y esencial es la toma de conciencia internacional del derecho a prácticas lingüísticas negociadas, garantizadas y auténticas. Y en paralelo, y no sin relación causal, la mayor relevancia de la sociolingüística. También disponemos de mejores herramientas que antes para evaluar los instrumentos y las direcciones de una glotopolítica adecuada al mundo tal como es.

No son las comisiones ni las decisiones ministeriales ni los recursos jurídicos lo que movilizará a las fuerzas reales hacia la cuestión de la lengua ni lo que aportará las soluciones de interés general. El estado actual de la reflexión lingüística permite al especialista intentar diseñar las vías de elaboración glotopolítica del futuro. De entrada, el esfuerzo de descripción de prácticas lingüísticas reales ya se ha emprendido y se debe intensificar. No es por casualidad que N. Gueunier, después de haber publicado junto con otros *Les Français devant la norme* (1979), se haya encargado del artículo sobre Francia en *La crise des langues* (Maurais, 1985).

N. Gueunier (1985) observa el aumento de la brecha entre la competencia activa y la competencia pasiva. En lugar de denunciar — como está de moda — “a los medios”, “al teléfono” o “a la informática”, es importante constatar esta característica de la comunicación moderna: el gigantesco aumento de los públicos oyentes y, en menor medida, lectores. La proliferación ha sido espectacular, del teatro al cine y de ahí a la televisión. Lo mismo ocurre

con el debate electoral, de las campañas en la vía pública de hace treinta años a los grandes shows Giscard-Mitterrand. En lugar de una condena que no significaría nada, la actitud glotopolítica realista reside en considerar el equilibrio entre competencia lingüística activa y pasiva: ¿qué lugares de interacción favorecer y para qué funciones sociales de cara a luchar contra la tendencia a la división entre una minoría de especialistas en el uso público de la palabra y una mayoría creciente de simples receptores?

Además, notemos que los lingüistas ya no dudan en comprometerse sinceramente contra el “sentido común”. De hecho saben que están equipados para hacerlo. Así, para J. Maurais (1985), “todo el mundo parece estar de acuerdo en que la democratización, en sí misma y en general, es buena, excepto cuando toca a la lengua. Se querría que esta última fuera inmutable e igualmente respetada por todos los grupos sociales, como si fuera una entidad exenta de variación”. Podemos interpretar estas líneas así: una acción glotopolítica moderna no puede consistir en la generalización del “francés nacional” — una puesta en valor del francés del siglo diecisiete que se hizo en el siglo diecinueve en beneficio de la burguesía — sino un esfuerzo por la comprensión del *nuevo francés*.

Este francés será necesariamente un francés del mundo del trabajo, dicho esto sin ningún populismo (*mundo del trabajo* no significa “bar de la esquina”) sino con el objeto de registrar el hecho ya mencionado de que la producción moderna *pasa aun más intensamente por el lenguaje*, del cheque a la computadora, así como el corolario de que los intelectuales, ya no encajonados en la pequeña franja de las profesiones liberales, pertenecen ahora mayoritariamente a estratos asalariados y en gran medida implicados en el proceso de producción. Estos hechos tienen importantes consecuencias para la nueva realidad de las prácticas lingüísticas en el marco de la revolución científica y técnica y de la emergencia de nuevos modos de producción.

Este nuevo francés capturarán necesariamente el hecho de que la *palabra circulante*, tema de una encuesta recientemente realizada por el CREDIF (Lehmann, 1985), está profundamente atravesada por el plurilingüismo. Por medio de las noticias, del correo postal y de las ondas, las lenguas extranjeras consiguen atravesar las vías más atascadas. Como hace notar N. Gueunier (1985), asistimos a una verdadera *relativización* de la lengua nacional por medio a la vez del viaje y los medios de comunicación. La posición justa no puede ser una actitud de purismo cerrado. Notamos igualmente que las lenguas estudiadas por los niños son mayoritariamente lenguas vivas en detrimento de las clásicas. Son por tanto lenguas habladas en un afuera cada vez más accesible y que penetran más y más nuestro espacio nacional.

Las nuevas condiciones lingüísticas también suponen una toma de conciencia sobre las minorías, tanto en relación con su especificidad lingüística como identitaria. Se asiste además a una verdadera crisis de los sustratos. El estado de muchas hablas regionales está *objetivamente* más deteriorado que nunca, pero *subjetivamente* el deseo, la valoración de las hablas regionales es mucho más fuerte que en los años cincuenta. Además, el fenómeno *árabe* nos obliga a considerar la existencia de francófonos, con frecuencia franceses, de sustrato indeterminado (padres que hablan árabe dialectal o bereber, parcialmente francófonos).

El estudio de este nuevo francés capturarán también el hecho de que la prolongación de la enseñanza, los nuevos derechos de los trabajadores y las distintas mutaciones del mundo contemporáneo hacen ingresar en el mercado de intercambios lingüísticos regionales a grupos que hasta ahora dependían sólo de la oralidad y estaban excluidos de los circuitos de la palabra legítima. De ahí las referencias, las formaciones discursivas y las prácticas lingüísticas nuevas, tal como muestra B. Gardin sobre el discurso sindical (1976) y Gardin-Baggioni-Guespin (1980).

La transformación de las prácticas lingüísticas también está relacionada con el hecho de que la distinción entre lo privado y lo público a veces se pierde y a veces se desplaza. Morir ya no es exclusivamente un asunto familiar sino también una cuestión administrativa y técnica

en la que intervienen la Asistencia Pública y la Seguridad Social. La radical división entre el lenguaje microestructural, de la célula familiar y de la autoestima, y el lenguaje oficial, lenguaje universalizante de lo administrativo y nacional, está menos clara, incluso para las elites: el recurso legítimo o tolerado al argot, al uso familiar, a la grosería en las relaciones que hasta ahora excluían tales formas; el estilo oral del aula, de las presentaciones, de las conferencias en congresos pronunciadas antes en un francés que se sostenía sobre la distinción oralidad-escritura. Se prefiere con diferencia el “resumen ejecutivo” al congreso. La naturaleza de las interacciones verbales que se investigan ha cambiado claramente. El estudio de las emisiones radiofónicas emprendido en el marco de la encuesta del CREDIF (Lehmann, 1985) ya es prometedor en este sentido.

Al estudiar el contexto social contemporáneo para responder a la cuestión de la supuesta crisis del francés en Francia, N. Gueunier (1985) menciona también el rol social de las mujeres. En tanto que las encuestas sociolingüísticas establecieron que las mujeres estaban más ligadas a la norma que los hombres, se puede pensar que este parámetro debería oponerse a mucho de lo que hemos dicho anteriormente. Queda objetar que esto sólo se produciría *en una situación en que la norma fuera clara y única*. De hecho, asistimos igualmente a una *crisis de la instancia normativa*, factor quizás esencial pero gravemente ignorado por las investigaciones y no percibido por el público. El concepto de *estratos culturalmente hegemónicos* (J. B. Marcellesi 1976b y 1979) ha surgido en parte del estudio de esta crisis. En Francia la construcción de instancias normativas hegemónicas ha sido objeto de un proceso voluntarista de larga duración. Se puede decir que el edificio está construido sobre la Tercera República. En la actualidad estas instancias oficiales o más o menos cubiertas por la autoridad ministerial están en crisis.

Y son minadas desde el interior. Están bastante balcanizadas (AFNOR, FRANTERM, CILF, etcétera) y las antiguas formas de gestión han perdido el prestigio: la Academia Francesa, el Littré o la “gramática” pierden su valor de referencia en beneficio de instituciones menos controlables. El interés por conocer las “reglas de la gramática” y la ortografía queda relativizado por la crisis de la enseñanza y las formas de control. La misma diversidad de las instancias que formulan sus normas y la variedad de modalidades de control han modificado la relación con la norma percibida cada vez más como relativa y, por lo mismo, arbitraria y opcional.

Las instancias normativas y glotopolíticas tradicionales se enfrentan también a la competencia, desde el exterior, de medios sobre los cuales no pueden imponerse. Pensemos en el rol del directo como factor importante en la relajación del respeto a la norma. La información en directo, sobre todo en el deporte, impone diversas novedades: evidentemente, abandono de la distinción oralidad-escritura, pero también, bajo la influencia de la emoción o precisamente para transmitir y crear emoción, la adopción de un tipo de interacción verbal que recrea la presencia del interlocutor. R. Couderc, apóstol del rugby en televisión, ha jugado sin duda un papel importante en este dominio, pero los radioreportajes, del Tour de France por ejemplo, han abierto el camino. Esta innovación no se ha limitado a los deportes. Si los grandes cara a cara son todavía ocasión de un relativo dominio del francés académico, los debates entre muchos interlocutores, los análisis en caliente o las mesas redondas son ocasiones que convocan a una gran audiencia a interacciones completamente informales. Una emisión reciente ha dado la ocasión de entregarles las ondas a periodistas ebrios.

Dados los índices de audiencia de la radio y televisión y la media de horas que se les dedican, se puede pensar que el lugar de producción de la norma lingüística se está desplazando. Frente a las *instancias oficiales de normativización* dominantes casi sin competencia hasta los años cincuenta, los *grupos culturalmente hegemónicos* que se desarrollan son esencialmente los que tienen asegurado el acceso a los medios de comunicación. La lucha contra este monopolio pasa por la investigación del acceso de todos

los estratos sociales a la gestión y a la expresión en los medios. Se puede esperar mucho de las nuevas tecnologías (televisión por cable, módem, etcétera) si crean la oportunidad de luchar por la palabra de todos con el fin de reducir la división observada entre competencia activa y competencia pasiva. El sistema académico precedente, con sus instancias prestigiosas, era todo menos democrático, pero su rigor y carácter monolítico hacían difícil su cuestionamiento. La anarquía normativa, la variabilidad y la sensibilidad ante los modos que hoy caracterizan los grupos culturalmente hegemónicos los harían más vulnerables a una reivindicación glotopolítica popular.

Una acción glotopolítica adecuada no puede eludir tener en cuenta estas tendencias y estas correlaciones de fuerza. Falta apreciarlas de manera no subjetiva. Si hemos podido abordar estos problemas, es ciertamente porque el *movimiento de prácticas lingüísticas* es más rápido que nunca, pero lo es también porque la sociolingüística de hoy permite plantearlos. Para luchar contra los prejuicios arraigados, para cuantificar las tendencias observadas, para establecer modelos que sean aproximaciones correctas al juego de fuerzas que están operando, el análisis glotopolítico tiene mucho trabajo que hacer. No obstante, incluso teniendo en cuenta estas lagunas, la sociolingüística es, en materia glotopolítica, la única fuerza propositiva que se apoya en la teoría para escapar del empirismo y de las soluciones cortoplacistas e improvisadas. Es, en tanto que la única ciencia de este dominio, la fuente de explicaciones predictivas.

4. El análisis glotopolítico

Vamos a referirnos primero a los hechos glotopolíticos que hay que analizar y luego pasaremos a los instrumentos de análisis de que disponemos. Después indicaremos cómo se pueden aprovechar los frutos del análisis y cómo los equipos sociolingüísticos comprometidos con el análisis pueden vislumbrar su rol como *consejo de glotopolítica*.

4.1. El análisis de la práctica glotopolítica

Para analizar la práctica glotopolítica en un momento y lugar dado, la sociolingüística debe recoger datos sobre los actores y las instancias.

4.1.1. Los actores

W. Labov se interesa por varios tipos de comunidades lingüísticas, desde los guetos negros hasta la pequeña isla de Martha's Vineyard. Sin embargo, con frecuencia, las lecturas rápidas de su obra reducen las conclusiones al papel esencial de la "middle class", de la cual sólo sabemos que es una etiqueta práctica. La exclusión de los conceptos del análisis social del marxismo es lamentable: en materia de sociolingüística, los conceptos de clase dominante, ideología dominante y clase obrera (incluso teniendo en cuenta los problemas de definición y comprensión que la clase obrera presenta al marxismo en la actualidad) son necesarios. Otros instrumentos descriptivos forjados en Francia para la realidad social francesa: el ya mencionado concepto de *estructuras de sociabilidad*, y también la atención prestada por la sociología contemporánea al *colectivo de trabajo* y al *experto en bruto o experto por experiencia* como interlocutor necesario para el *experto científico*.

Una respuesta prematura en relación con las fuerzas glotopolíticas, a las formas activas *hic et nunc*, no sería sino un postulado. La sociolingüística debe colocarse en posición de saber qué fuerzas, descubiertas a partir de la matriz de análisis, se pueden discernir hoy en día. En Francia por ejemplo, fuerzas de conservación glotopolítica, fuerzas de innovación, fuerzas admitidas a la negociación y fuerzas excluidas de esta negociación. El concepto de grupo

culturalmente hegemónico es sin duda operativo en la actualidad. Aun así, la investigación sociolingüística debe desarrollar el marco aquí planteado.

En ausencia de este estudio, los propósitos serían vagos. ¿Quiénes son exactamente los intelectuales responsables de los procesos de identificación lingüística (J. A. Lefevre, 1979)? ¿Cuáles son los agentes propagadores de antinormas? ¿Cómo intervienen estos agentes en los conflictos normativos, con qué autoridad, qué sustento y qué éxito? Un ministro que propone *bouter* en vez de *bulldozer* cree estar normalizando. Pero ¿se lo entiende? Un periodista que lanza una supuesta “palabra al viento” fabricada al instante para crear un evento, ¿está mejor situado para tener éxito en la operación neológica? ¿Cómo se lanzan y relanzan palabras, afijos o estructuras sintácticas? Recordemos en este momento los trabajos emprendidos antes de su desaparición por L. Guilbert (Guilbert *et al.*, 1974; Guilbert, 1975).

Normas fonológicas y morfológicas. ¿Es necesario distinguir entre dicción política, dicción mediática y dicción tecnocrática? ¿Cuáles son las fuentes: Sciences Po, la ENA, la Casa de la Radio o las escuelas de ingeniería? ¿Existe un *melting pot* mediático que normaliza a la vez a los graduados de la ENA, a los gurús filosóficos y a los políticos televisivos? Creemos que algo se mueve en este sentido, que la fonología y la prosodia del francés están desestabilizadas; y ciertos trabajos (por ejemplo B. Laks, 1980) sacan a la luz nuevos hechos. ¿Cómo son sentidos y transmitidos estos hechos de innovación fonológica (por intelectuales de menos vuelo, por aparatos políticos o por las iglesias)? ¿Cómo y en qué medida se adoptan, constituyendo poco a poco una nueva norma, relativamente engañosa, en materia de acentuación, de la *liaison*, etcétera?

Acabamos de mencionar muy brevemente las fuerzas activas. Pero es importante no olvidar lo que nos gustaría llamar agentes pasivos. Frente a los difusores de nuevas normas, hay individuos, grupos o colectivos a quienes un cierto consenso social les atribuye tácitamente ser portadores de una norma. Hay otras formas de pasividad operativa que deben ser tenidas en cuenta. Ante la actividad desplegada por diversos agentes (como las familias, parientes, entorno, barrio), hay actitudes de rechazo que también tienen consecuencias glotopolíticas: los especialistas en lenguas minorizadas citan con frecuencia el caso de padres que se niegan a transmitirles a sus hijos la lengua regional. Esta actitud de los hablantes de “patois” se halla también hoy día en los entornos inmigrantes con consecuencias frecuentemente graves: los padres, que aprenden en el trabajo y ya a edad avanzada la lengua de acogida, crean una jergonza familiar más peligrosa para la adquisición de las estructuras lingüísticas por parte de los niños que todo lo que puedan predecir los detractores del bilingüismo. Los fenómenos del *auto-odio*, en expresión de los catalanistas, deben ser estudiados no sólo en el marco de las lenguas regionales sino también en el de la inmigración. Esta crisis lingüística puede llegar a producir graves dificultades identitarias.

4.1.2. Las instancias

La referencia a instancias glotopolíticas suele ser apasionada. Pensemos en los litros de tinta que ha hecho correr la Academia Francesa. Desdén y rencor son tan comunes que renunciamos a ofrecer una bibliografía del asunto. Podemos decir que la menor frecuencia de estos ataques en la actualidad es un indicio del declive de la Academia Francesa como instancia glotopolítica. Los ataques contra la gramática escolar son más recientes y más vivos. Véase el libro de Chervel (1977).

Con frecuencia la pasión se expresa “en estado puro”. Es el caso de numerosos trabajos que oscilan entre la vulgarización más o menos controlada de la lingüística y el panfleto o testimonio “anclado en lo vivencial”. Sabemos que la televisión y los editores prefieren estas novelas lingüísticas antes que el rigor de nuestra disciplina. No deja de tener interés la reciente promoción mediática de ciertas obras que pretenden ofrecer un panorama de la lingüística francesa y curiosamente silencian a las más grandes personalidades y equipos de

Francia. Hemos notado la distinción hecha por M. Godelier (1985) entre la *puesta en valor de la investigación en ciencias humanas y sociales* y “la vulgarización de acuerdo con el modelo presentado en ciertos medios”.

Normalmente la actitud desapasionada sólo ha aparecido como resultado de la negación de la utilidad social. Es el caso de los lingüistas del siglo diecinueve. Es también el caso más frecuente de los estructuralistas y los generativistas. Aunque hay excepciones. Cuando Martinet (1969) se plantea la cuestión de las *posibilidades del francés*, se arriesga, armado sólo de los medios de la lingüística estructural, con una tentativa de previsión social: un trabajo glotopolítico *avant la lettre*. Sin embargo, generalmente, el descriptivismo estructuralista y el modelado generativista han dejado en definitiva que se exploten sus resultados en el sentido de una ideología “científica” de la norma por encima de lo social. Por tanto, la propia lingüística, a pesar del carácter imparcial de sus postulados, ha podido ser explotada como instancia glotopolítica o al menos como fuente de legitimación para las acciones glotopolíticas.

Habría que proceder a hacer una historia, a la vez “imparcial” y atenta, de la dimensión social de las instancias glotopolíticas. El estudio sincrónico se ocuparía de decir cómo funciona un sistema de regulación glotopolítica y el estudio diacrónico de cómo nacen, se transforman y mueren las instancias. Esta investigación implicaría la enumeración y estudio de los *modos de difusión* de las políticas normativas: medios de presión, medidas de incentivación o sistemas de precios. La enseñanza sería estudiada a la vez como testigo de instancias normativas y como instancia específica dotada de su propio sistema de prescripción, incentivación y represión. Habría que estudiar el rol de los ministerios y el de los cuerpos intermedios como la Inspección General.

Queda ver cómo todo eso constituye un sistema en diversos puntos del tiempo y del espacio: ¿por medio de qué jerarquía de instancias actúa la sociedad sobre las lenguas, las hablas y el discurso? Pero también cómo se autorregula el mercado lingüístico en las sociedades que confían en un cierto grado de liberalismo glotopolítico: cómo crea sistema la ley del mercado. Haría falta el estudio de políticas editoriales, de la penetración de prácticas dominantes y de compromisos lingüísticos. Sin recurrir abiertamente ni a la incentivación ni a la restricción, ¿qué resortes ideológicos desarrolla el liberalismo para justificar en la razón, legitimada, su dinámica de mortandad lingüística y culturas minoritarias? Se ha señalado a menudo el recurso a la folclorización: el liberalismo ubica en el lugar de lo pintoresco las formas de resistencia.

4.2. Las herramientas de análisis

Toda ciencia en crisis de desarrollo ha de enfrentarse a la proliferación de ramas: variedad de terrenos y variedad de problemáticas. La sociolingüística debe hacer un inventario de sus herramientas de análisis y reunir las en una síntesis de entrada forzosamente aproximativa. La propia demanda social, cuando se cree y se exprese, ayudará a producir una síntesis en la que las distintas ramas de la disciplina estén mejor integradas.

Los terrenos son legítimamente diversos. La existencia misma de la sociolingüística constituye un reclamo: tomamos conciencia de ello en el primer coloquio internacional de sociolingüística celebrado en Francia (Gardin, Marcellesi y le Grecso 1980). Así, la cuestión de las lenguas minorizadas ha dependido desde hace tiempo de aproximaciones que se comunican muy poco entre sí. Se constatará este defecto al retomar los trabajos ya un poco antiguos de la criollística, la dialectología o la lingüística aplicada a las lenguas “regionales” y minoritarias. En la actualidad, se desarrolla una problemática unificada y las aproximaciones se confrontan y se enriquecen. Aún quedan enormes lagunas, a la vez legítimas y peligrosas. Es normal que las “grandes lenguas” sean objeto de estudios específicos y que haya organismos que se preocupen de su equipamiento, difusión y promoción, pero nuestra

intervención mantiene que esta rama de la lingüística aplicada no será verdaderamente científica y operativa sino cuando sepa conectarse con la problemática de las lenguas minoritarias y las diversas prácticas discursivas. El francés no existe afuera de una relación, complementaria y contradictoria, con las lenguas minoritarias registradas en el dominio francófono, ni fuera de una relación entre el estándar y la realidad de las prácticas lingüísticas.

La sociolingüística es para la lingüística el medio de recuperar la dimensión social. De la fonología a la estilística, todo estudio de prácticas lingüísticas debe necesariamente combinar parámetros lingüísticos y parámetros sociales. Le hemos rendido tributo al periodo de edificación del método estructural, pero la coyuntura epistemológica se conecta perfectamente hoy día con la coyuntura política internacional: la sociolingüística constituye cada vez más el centro federador, el lugar de vida del desarrollo disciplinario de la lingüística, al tiempo que el movimiento de las sociedades impone, en todo el mundo, el recurso a acciones glotopolíticas abiertas y científicamente informadas. La lingüística social es la respuesta a este problema de la sociedad.

5. Hacia la acción glotopolítica

5.1. Los medios de la glotopolítica

¿Cómo hacer que los hablantes se impliquen en el debate y en las decisiones glotopolíticas? Podríamos acudir a la demagogia al ser la ignorancia sociolingüística una de las cosas mejor repartidas del mundo. Sin embargo, los planificadores lingüísticos son conscientes de la necesidad de despertar el interés de la gente. Sobre la gestión lingüística, L. Lebel Harou escribe: “Es por lo menos difícil si no imposible llegar a un consenso popular sobre cuestiones lingüísticas si la situación no puede ser descrita de forma suficientemente convincente como para movilizar la conciencia popular”. ¿Pero podemos convencer sin capacitar a la gente para comparar y juzgar? La masa de hablantes debe estar en condiciones de eliminar los factores que falsean la percepción: el auto-odio y la evaluación distorsionada de la diferencia; la confusión entre norma valorada y norma usada; la creencia en el valor de verdad de las herramientas necesarias pero necesariamente reductivas e inmovilistas (gramáticas, diccionarios, etcétera). Creyendo evaluar las prácticas lingüísticas, los hablantes responden bajo los dictados de una ideología que no controlan.

5.2. ¿Glotopolítica iluminada o autogestión lingüística?

Demos por conquistada la aceptación de una acción glotopolítica democrática. Nos queda por plantear la cuestión de los actores de la glotopolítica, y para ello se debe comparar dos concepciones de la democracia: la democracia representativa, con delegación del poder, y la democracia autogestionaria.

Por comparación con la glotopolítica practicada en nuestros días en la mayoría de los estados, política de cenáculos y lobbies, es fácil imaginar el progreso que significaría una acción glotopolítica simplemente científica organizada y basada en la voluntad popular. Nadie se quejaría si la glotopolítica del futuro se basara en campañas de sensibilización e información lingüística y una amplia recolección de datos, opiniones y necesidades; y si otorgara a los sociolingüistas su justo lugar. Sin embargo, todavía se trataría de una delegación de poder, y nuestras democracias modernas, corroídas por la burocracia y la confusión de modos de producción, conocen bien el costo de las disfuncionalidades imputables a este principio. Con el mismo costo social, en términos de investigación a partir de encuestas y de movilización, se puede vislumbrar una mejor respuesta a la necesidad social a través de una glotopolítica de autogestión lingüística.

5.3. Hacia la autogestión lingüística

A veces se prefiere de manera explícita la planificación a la confianza en la responsabilidad de los actores. Se tiene miedo abiertamente a verse sobrepasado por el proceso. *L'état et la planification linguistique* (Martin 1981) hace un retrato valioso de las diversas inquietudes de los políticos: “Generalmente ya no es cuestión de responder a los problemas de la diversidad lingüística por medio de una cierta descomposición del poder del estado, sino al contrario por un nuevo uso de los medios jurídicos disponibles” (A. Prujiner, 1991). Sin embargo, es interesante ver cómo L. Dion (1981) menciona en el artículo anterior de la misma obra el carácter peligroso de la planificación lingüística: “si a pesar de todo, nos decidimos a recurrir a la planificación lingüística, es porque estimamos que los riesgos de subversión nacional son todavía más grandes si nos abstenemos que si actuamos”. La política de la lengua, si la dejamos en manos de los políticos, está necesariamente atrapada entre dos imperativos, de lo cual frecuentemente resulta una reticente política de mínimos.

De hecho, ¿dónde opera, en nuestros días, la reglamentación lingüística sobre el mal menor? Finlandia es un caso interesante de gestión flexible y planificada del bilingüismo (Gambier, 1985). En condiciones muy distintas y con las reservas que hemos formulado, es también el caso de Quebec. ¿Es casualidad? Se puede pensar que el carácter relativamente más directo de la democracia es un factor para alcanzar una reglamentación glotopolítica menos mala que en otros lugares. Por otro lado, si tuviéramos que nombrar un país que, en una situación glotopolítica objetivamente difícil, consigue unir vigilancia y tolerancia, diríamos Yugoslavia (D. Creissels 1980). Sin practicar una autogestión lingüística sistemática, este país ofrece un clima glotopolítico excepcional. Ahora bien, está comprometido desde hace tiempo en la vía de la autogestión económica.

Cualquier país, cualquiera que sea su tamaño, posee microestructuras. B. B. Khleif (1979) escribe del País de Gales que “participa de un sentimiento común en el mundo entero de hostilidad hacia las grandes unidades y a su corolario: la administración impersonal, huidiza o tentacular. Dicho brevemente, hostilidad hacia las presiones banalizantes y deshumanizadoras de la sociedad industrial moderna, a la degradación y a la manipulación de la gente en nombre del beneficio comercial, a la ruina de su dignidad por las estructuras impersonales”. El autor plantea el problema de la comunidad (a la vez *Gemeinschaft* y *Gesellschaft*) como lugar necesario de estructuración, intermediario entre las relaciones de producción y el individuo. Es conocido el trabajo de nuestro grupo sobre microestructuras (hablante colectivo, individuación, estructuras de sociabilidad, comunidad de trabajo). Es decir, nuestra plena adhesión a la afirmación de Khleif.

No podemos dejar de mencionar un vínculo entre glotopolítica y conflicto político. De hecho es difícil no vincular autogestión lingüística y autogestión económica. Los intelectuales juegan su papel, sobre todo en el proceso de identificación histórica, pero ¿cómo no constatar que la innovación glotopolítica verdaderamente asumida, la única que no aliena a nadie, es aquella en la que se empodera a las masas? Se debe notar la relativa naturalidad glotopolítica de las comunidades menos desestructuradas: cuando el tejido comunitario está mejor conservado, por razones históricas o geográficas, las comunidades regionales pueden aprovecharse más fácilmente de la corriente, finalmente reconocida en Francia, de revalorización de las estructuras intermedias. Las comunidades muy desestructuradas por el colonialismo, la urbanización desordenada, el turismo, la industrialización salvaje, etcétera tienen más dificultades. Necesitan valorizar el lenguaje, que también está amenazado, más o menos “en ruinas” como último testigo de la identidad histórica a partir de la cual se puede edificar la identificación moderna.

Es evidente que en una política autogestionaria la dimensión geográfica no es el único factor. La vida social está compuesta de un número considerable de estructuras que se imbrican, se entrecruzan y se interpenetran. La personalidad social es una intersección. El

término de alienación es finalmente inevitable y, como tal, conforme a la investigación final de Marx, más allá de todo economismo: la realización del individuo integral. Es una causalidad múltiple lo que está en el origen del proceso permanente de formación de la individualidad. Al tiempo que es ciudadano de un país, miembro de tal clase social, de tal región o de tal grupo étnico, el individuo se forma en las diferentes estructuras de sociabilidad a las cuales en cierta medida ha escogido adherirse: prácticas religiosas, militancia política o sindical, colectividad de trabajadores, clubs o sociedades diversas. Todas estas estructuras, a su manera, deben ser tenidas en cuenta en el curso del tiempo. Son formadoras del individuo al tiempo que son individuos quienes las forman. Del mismo modo, inducen prácticas lingüísticas que estructuran el lenguaje individual, imponen el discurso de sus formaciones discursivas y, al mismo tiempo, por efecto de ida y vuelta, estas prácticas lingüísticas contribuyen de modo esencial a constituir las estructuras en cuestión.

Si la autogestión económica puede legítimamente privilegiar ciertas instancias, la autogestión lingüística exige que los diversos espacios de una vida inextricablemente social y lingüística sean tenidos en cuenta. Podemos dar algunos ejemplos. El primero es bastante general; el del trabajo. La revista *Société Française* (números 7, 8 y 9) publicó las actas de un coloquio sobre el trabajo (Paris 1983). Una de las líneas de discusión se interesaba por la *ampliación de la comunidad científica*. La cuestión de base es: “¿Bajo qué condiciones es posible el conocimiento del trabajo?” (Schwarz, 1983). ¿Cuáles son las condiciones de participación de los trabajadores en la comunidad científica dedicada a la investigación del trabajo? Cuestión fundamental si es verdad que el trabajador tiene conocimientos específicos no comunicables en el estado actual de las relaciones entre ergonomía y mundo del trabajo. Se verá que la elaboración de la cuestión así como las respuestas no son obvias. Sin embargo sabemos que la misma patronal, por razones que en esencia no tienen que ver con el florecimiento de la personalidad obrera, llega a plantearse tales preguntas: ¿Cómo medir el considerable margen entre trabajo prescrito y trabajo real; cómo informar un sistema de expertos, un robot; cómo asegurar la modernización, incluso desde el ángulo un poco cínico del robo de conocimientos al experto en bruto o por experiencia para aumentar los beneficios?

Desde el ángulo de una ergonomía más desinteresada, la cuestión queda planteada y adquiere un sentido más humano: ¿qué colectivo de trabajadores puede formar, con qué colectivo de investigadores profesionales, una nueva entidad que pueda realizar esta “comunidad científica ampliada” necesaria para una profunda comprensión del proceso de trabajo? Estas preguntas le conciernen evidentemente al sociolingüista. Bien sabemos cómo el sentido común hace de la no comunicación un asunto del lenguaje. Sea cierto o falso, esta respuesta demasiado rápida indica un problema y la necesidad de atención del lingüista.

Esta reflexión sobre la comunicación, la toma de palabra, la interacción entre el experto científico y el experto por experiencia sólo puede hoy día ser asegurada por fuerzas militantes de mundos en contacto. La autogestión lingüística provocaría la generalización de este diálogo, necesario para la expresión de experiencias concretas de los colectivos, para el enriquecimiento y el reajuste mutuos de la ciencia y de lo vivido, para la optimización del funcionamiento social.

Otro ejemplo, más concreto. La revista *Prévenir* acaba de dedicar un número a las relaciones entre lenguaje y medicina (octubre 1985, número 11). El proceso mutualista ha sido la ocasión para verificar hasta qué punto la sociedad necesita progresar en la comprensión de prácticas lingüísticas reales. Hay niveles de comunicación que se escapan a la información, otros que son perturbados por las normas simbólicas de los discursos considerados legítimos. Al reflexionar sobre el estudio de I. Oddone (1981) sobre el tema del ruido como riesgo profesional que afecta desigualmente según el valor simbólico del puesto de trabajo, Y. Schwarz (1985) nota que “en este caso, poner entre paréntesis la experiencia de los trabajadores como fuente potencial de inteligibilidad de las características específicas de la

situación laboral es renunciar a los medios para apreciar el valor y los límites de los conceptos que vamos a utilizar”. Por tanto, es necesario que los propios protagonistas “de algún modo enseñen el contenido de esta experiencia”. El mismo artículo concluye que hay necesidad de una *clínica de las situaciones de trabajo* que “intente definir con los hombres sobre el terreno las unidades pertinentes colectivas/entornos que el responsable clínico solo no habría podido anticipar”. Del conjunto del número de *Prévenir* se desprende la necesidad de comprender mejor las instancias de prácticas lingüísticas: aquí el lugar de la *reflexión médica sobre el trabajo* (ergonomía y medicina del trabajo), el lugar de la *reivindicación obrera* (en materia de seguridad y riesgos) y por la mejora de su eficacia, la dinámica de un *colectivo de trabajo* que confronta a los actores del debate. Se trata, si lo podemos decir de acuerdo con D. Faita (1985), de la constitución de un nuevo *hablante colectivo* legitimado. Y. Schwarz objeta que “esta zona de convergencia parece menos un *lenguaje común* que el lugar de un trabajo en común de formas específicas de cultura y de inclusión de unos y otros”. Cierto, pero esto no debe llevarnos a ignorar *la opacidad del lenguaje* que nota el número en su conjunto. El efecto del sistema es un efecto mayormente lingüístico. Los sistemas (los del discurso médico o los del discurso sindical) ofrecen matrices difícilmente revisables: renunciar a un término es arriesgarse a una revisión desgarradora. Hace falta mucha confianza de negociación y de invención para que se ponga en marcha un nuevo reglamento conceptual. Después aún habrá que encontrar los significantes para decir lo nuevo y asegurarse su resonancia más allá del colectivo.

Necesaria para las reglamentaciones lingüísticas del mundo moderno, la autogestión nos parece también el único modelo de acción glotopolítica que permite luchar contra el razonamiento metafísico. Incluso si es profundamente democrática, una glotopolítica que esté sólo en manos de expertos tiende a simplificar los hechos al *separar* las unidades contradictorias. Por eso creemos poder razonar sobre “el” francés, creemos que las lenguas se excluyen “naturalmente” la una a la otra, que las comunidades tienden “espontáneamente” al monolingüismo. Nada de todo esto es falso; es simplemente unilateral y por tanto incapaz de tener en cuenta el aspecto dinámico de las contradicciones lingüísticas. La atención a las prácticas lingüísticas, que resulta irrenunciable en una práctica de autogestión, sólo podrá respetar en profundidad esta dinámica real del lenguaje porque sólo ella creará las condiciones de diálogo permanente entre diversos colectivos sociales, y por ahí las mejores condiciones para la reglamentación lingüística. Es un camino difícil pero en definitiva necesario.

6. El presente número

Hemos tratado de circunscribir los problemas, con la esperanza de reunir artículos que traten algunas situaciones consideradas típicas. Al mismo tiempo queremos que se consideren problemas de teoría y método. D. Baggioni nos indica que ha habido glotopolíticas *avant la lettre*. También, Z. Muljacic plantea la cuestión de la identificación de las lenguas a partir del sistema de H. Kloss, que, muy utilizado en otros lugares, es ignorado en Francia, lo cual no es evidentemente inocente. En el mismo espíritu, Ghj. Thiers muestra qué aplicación se puede hacer del sistema de Kloss y Muljacic en el caso del corso. A este proceso de individuación sociolingüística, que tanto afecta a algunos lingüistas, nosotros oponemos, con el trabajo de A. Eliman sobre el árabe, el *no reconocimiento como otro* de algo que es lingüísticamente diferente y la teorización que a partir de esto se debe realizar. K. Bochmann presenta la glotopolítica de los países socialistas de Europa a la vez sobre el plano de la *intra lingüística* (cómo gestionar cada lengua) y el de la *interlingüística* (cómo gestionar el plurilingüismo). J. Maurais analiza la experiencia de Quebec, tan instructiva por tratarse de una situación donde

una lengua internacional, dominante en otros lugares, está en posición de inferioridad en un conjunto federal y se vuelve dominante por la voluntad política de uno de los estados federados. También hemos querido abordar, a través del artículo de L. Aubague, la *resistencia cultural* de las comunidades amerindias de México. Este fenómeno puede ser considerado un factor frecuente y subestimado, lo que explicaría evoluciones inesperadas. Finalmente, P. Van de Craen, a partir de las situaciones belga y occitana, nos propone un conjunto teórico y metodológico destinado a apoyar una glotopolítica científica. Otras situaciones deberían estar incluidas: las reservas de algunos especialistas que habían sido invitados indican quizás que hemos entrado en un terreno donde la intervención no está libre de riesgos.

7. En conclusión

Al final de esta exposición, hemos comprendido que la *utilidad social* es nuestro criterio de base. Esta selección no excluye a ninguna otra. Es legítimo que una lingüística especulativa, lingüística de postulados y/o modelos a priori, tenga sus especialistas, incluso si cincuenta años de tal práctica han dado lugar, a causa de un desarrollo no investigado pero previsible, a una crisis epistemológica y a la afirmación de la sociolingüística. Es igualmente inevitable que un normativismo ingenuo y acientífico siga su curso, amenazado no por nosotros sino por fuerzas que lo sobrepasan. Hay una sola eventualidad que nos chocaría: que las fuerzas lingüísticas desinteresadas por la realidad contemporánea se opusieran, por medio de los diversos resortes y sistemas de poder que les son propios, al encuentro entre las considerables necesidades sociolingüísticas de la sociedad moderna y las nuevas disciplinas que pueden ayudar a plantear problemas y buscar soluciones.

Bibliografía

- AVILA R., 1985, “La langue espagnole et son enseignement : oppresseurs et opprimés”, en Maurais, pp. 331-364.
- BACHMANN C., 1977, “Il les a dits devant lui”, *Pratiques*, n° 17.
- BALIBAR R., 1985, *L'institution du français*, PUF.
- BASTARDAS-BOARDA A., 1985, “La ‘crise de la langue standard’ dans la zone catalane”, en Maurais, 1985, pp. 365-370.
- BEDARD E. et MAURAIIS J. éd., 1983, *La norme linguistique*, Conseil de la langue française du Québec, et éd. Le Robert, 850 p.
- BENVENISTE E., 1974, *Problèmes de linguistique générale*, tome II (Gallimard).
- BOCHMANN K., 1985, “Pour une étude comparée de la glotopolitique des fascismes”, en Winther, 1985, pp. 119-130.
- CALVET L. J., 1981, *Les langues véhiculaires*, PUF, Que sais-je ?.
- CHERVEL A., 1977, *Et il fallut apprendre à écrire à tous les petits Français. Histoire de la grammaire scolaire*, Payot, 308 p.
- CREISSELS D., 1981, “Multilinguisme et politique linguistique en Yougoslavie et en particulier dans la région autonome de Voïvodine”, *L'État et la planification linguistique*, Office de la langue française, Gouvernement du Québec.
- DION L., 1981, “L'état, la planification linguistique et le développement national”, en Lamy 1981, t. 1, pp. 13-36.
- FAITA D., 1985, “Langage, idéologie, expériences”, *Prévenir*, Coopérative d'édition de la Vie Mutualiste, 5 rue d'Italie, Marseille.
- FRANCOIS F., 1982, “Ebauche d'une dialogique”, *Connexions* n° 38.

- GAMBIER Y., 1985, "Le district bilingue, pierre angulaire du bilinguisme officiel en Finlande", en Winther, pp. 201-208.
- GARDIN B., 1976, "Discours patronal et discours syndical", *Langages* n° 41, Larousse.
- GARDIN B., BAGGIONI D., GUESPIN L., 1980, *Pratiques linguistiques, pratiques sociales*, PUF.
- GARDIN B., J. B. MARCELLESI et le GRECSO, 1980, *Sociolinguistique : approches, théories, pratiques*, PUF.
- GLUCK H. et SAUER W., 1985, "La crise de l'allemand", en Maurais, pp. 219-280.
- GODELIER M., 1985, "À l'aube de la valorisation", *Courrier du CNRS*, juill.-oct.
- GUESPIN L., 1980, "Langage et travail, de l'anthropologie à la théorie de la personnalité", *La Pensée*, n° 209.
- GUESPIN L., 1984a, "Interaction verbale et catégorisation dans l'entretien", *Langages*, n° 74, juin 1984.
- GUESPIN L., 1984b, "Structures sociales et discours ; le problème de la causalité" communication au Colloque Soziolinguistische Variation (Leipzig), à paraître dans les Actes du Colloque.
- GUESPIN L., 1985a, "Les structures de sociabilité, un niveau d'analyse pour l'approche du langage", *La Pensée*, n° 244.
- GUESPIN L., 1985b, "Matériaux pour une glottopolitique", en Winther, pp. 13-33.
- GUESPIN L., 1985c, "Vers une autogestion du langage", *Prévenir*, Coopérative d'édition de la Vie Mutualiste, 5 rue d'Italie, Marseille.
- GUEUNIER N., GENOUVRIER E., KHOMSI A., 1978, *Les français devant la norme*, Paris, Champion.
- GUEUNIER N., 1985, "La crise du français en France", en Maurais, pp. 3-38.
- GUILBERT L., 1974, *La néologie lexicale*, Langages n° 36, Larousse.
- GUILBERT L., 1975, *La créativité lexicale*, Larousse.
- KAMINKER J. P. et BAGGIONI D., 1980, "La norme, gendarme et boue émissaire", *La Pensée*, n° 209, pp. 50-63.
- KHLEIF B. B., 1979, "Language as an ethnolinguistic boundary in Welsh-English relations", en Lamy, pp. 59-74.
- KREMnitz G., 1980, "Démarches et particularités de la sociolinguistique catalane", en Gardin, Marcellesi et le Greco, pp. 21-34.
- KREMnitz G., 1981, "Du bilinguisme au conflit. Cheminement de termes et de concepts", en Marcellesi 1981a, pp. 63-74.
- LAKS B., 1980, "L'unité linguistique dans le parler d'une famille", en Gardin, Marcellesi et le Greco, 1980, pp. 239-254.
- LAMY (ed.), 1979a, (ed.), "Language planning and identity planning", *International Journal of the sociology of language*, n°20.
- LAMY P., 1979b, "Language and ethnolinguistic identity ; the bilingualism question", en Lamy 1979a.
- LANDRECIES J., 1984, "L'enseignement du picard", *Par les langues de France*, ouvr. coll. sous la direction de H. Giordan, Centre G. Pompidou.
- LAPONCE J. A., 1981, "La distribution géographique des groupes linguistiques et les solutions personnelles et territoriales aux problèmes de l'Etat bilingue", en Martin 1981, t.1, pp. 83-106.
- LEFEVRE J. A., 1979, "Nationalisme linguistique et identification linguistique - le cas de Belgique", en Lamy 1981, pp. 37-58.
- LEHMANN D., 1985, *Recueillir la parole circulante : médiums, environnements*, Cahiers du français des années 80, n° 1, 232 p., CREDIF, ENS St Cloud.

- MARCELLESI J. B. et GARDIN B., 1974, *Introduction à la sociolinguistique. La linguistique sociale*, Larousse.
- MARCELLESI J. B., 1976a, "Analyse de discours à entrée lexicale", *Langages*, n° 41.
- MARCELLESI J. B., 1976b, "Norme et hégémonie linguistique", *Cahiers de linguistique sociale*, n° 1, Univ. de Rouen.
- MARCELLESI J. B., 1979, "Quelques problèmes de l'hégémonie culturelle en France : langue nationale et langues régionales", en *International Journal of the Sociology of language* n°21, pp. 63-80.
- MARCELLESI J. B., 1980, "Discours d'ouverture", en Gardin, Marcellesi et le Grecso, pp. 11-18.
- MARCELLESI J. B., 1981, "Bilinguisme, diglossie, hégémonie; problèmes et tâches", *Langages* n° 61, Larousse.
- MARCELLESI J. B., 1984a, "La définition des langues en domaine roman ; les enseignements à tirer de la situation corse", *Actes du Congrès de linguistique romane d'Aix en Provence*, vol. 5 sociolinguistique, pp. 307-314.
- MARCELLESI J. B., 1984b, "Actualité du processus de naissance de langues en domaine roman", communication au *Colloque Soziolinguistische Variation*, Leipzig, pendiente de publicación en Actes du colloque.
- MARCELLESI J. B., 1985, *Pour une Politique démocratique de la langue*, Editions de Terre corse, Impasse Bertin, AJACCIO.
- MARTIN A., 1981, *L'État et la planification linguistique*, Office de la langue française du Québec, t. 1 et 2, 175 y 236 p.
- MARTINET A., 1969, *Le français sans fard*, PUF, 221 p.
- MAURAI J. (ed.), 1985a, *La crise des langues*, textes colligés par Jacques Maurais, Conseil de la langue française du Québec et éd. du Robert, 490 p.
- MAURAI J., 1985b, "Introduction", en Maurais, 1985.
- MEISEL J., 1981, "L'identification du problème linguistique : données sociolinguistiques et commissions d'enquête", en Martin, 1981, pp. 57-82.
- MERIDA G. et PRUDENT F. L., 1984, "An langaj kréyol dimi panaché... ; interlecte et dynamique conversationnelle", *Langages* n° 74, Larousse.
- MERLE R., 1977, *Culture occitane : per avançar*, Editions sociales, Paris.
- ODDONE et al., 1981, *Redécouvrir l'expérience ouvrière*, Éditions sociales.
- PERL M., 1985, "La politique linguistique des États-Unis à l'égard de Porto Rico", en Winther, 1985, pp. 131-138.
- POOL J., 1979, "Language planning and Identity planning", en Lamy 1979, pp. 5-22.
- PRUDENT L. F., 1981, "Diglossie et interlecte", *Bilinguisme et diglossie*, *Langages* n° 61 Larousse.
- PRUJINER A., 1981, "Contraintes juridico-politiques inhérentes à l'intervention étatique", en Martin 1981, pp. 37-56, t. 1.
- PUIG-MORENO G., 1985, "Notes sur la politique linguistique au Québec, en Occitanie, en Corse, en Catalogne", en Winther 1985, pp. 81-88.
- RUIZ R., 1985, "La crise de l'anglais aux États-Unis", en Maurais 1985, pp. 147-188.
- SALAS-MARTINELLI A. P., 1985, "Glottopolitique et pratiques langagières. Tanger au Maroc et Valence en Espagne, deux expériences de l'évolution du plurilinguisme", en Winther 1985, pp. 189-200.
- SCHLAPFER, 1985a, (éd.), *La Suisse aux quatre langues*, éditions Zoé, Genève.
- SCHLAPFER R., 1985b, "Dialecte et langue standard", en Schlapfer 1985a.
- SCHWARTZ Y., 1983, "Une nouvelle communauté scientifique", *Société française*, n° 7, I.R.M., 64 bd Auguste Blanqui, Paris.

- SCHWARTZ Y., 1985, “Prévenir, soigner : le langage à l’ouvrage”, *Prévenir*, Coopérative d’édition de la Vie Mutualiste, 5 rue d’Italie, Marseille.
- SCHWARTZ Y. et FAITA D., 1985, *L’homme producteur*, Éditions sociales, Paris.
- SPINA J. M., 1979, “Adolescent attachment to Canada and commitment to bilingualism”, en Lamy 1979, pp. 23-36.
- TECHTMEIER B., 1985, “Influencer les comportements langagiers et/ou intervenir dans l’évolution de la langue”, en Winther, 1985, pp. 113-119.
- TORRACINTA C., 1985, “Préface”, en Schlapfer, 1985a.
- VALLERDU F., 1985, “À propos du bilinguisme de masse en Catalogne”, en Winther.
- VOLOCHINOV V. N., BAKHTINE M., 1977, *Le marxisme et la philosophie du langage*, Ed. de Minuit, 1977.
- VYGOTSKI L. S., 1985, *Pensée et langage*, Messidor Ed. Sociales.
- WINTHER A. (éd.), 1985, *Problèmes de glottopolitique*, *Cahiers de linguistique sociale*, n°7, Publications de l’Université de Rouen, 250 p.
- YANG PAN, 1985, “Problèmes du chinois contemporain”, en Maurais, pp. 409-440.

REIVINDICACIONES GLOTOPOLÍTICAS EN ESPACIOS DE TENSION: LA FRONTERA URUGUAYO-BRASILEÑA

Pablo Albertoni

Universidad de la República, Uruguay

Introducción¹

El contacto entre el español y el portugués a lo largo de la frontera uruguayo-brasileña tiene su origen en la disputa entre España y Portugal por el territorio que actualmente ocupa Uruguay. A lo largo de los siglos, la tensión entre colonizadores dio lugar a una tensión entre naciones y el contacto de lenguas es un escenario donde aún hoy se manifiestan tensiones políticas y culturales. En este trabajo propongo una mirada contemporánea sobre esta frontera, a partir de dos eventos recientes: la postulación de la variedad dialectal de portugués fronterizo (portuñol) como patrimonio cultural inmaterial y la instalación de un Polo lingüístico en un centro de enseñanza media fronterizo. Sitúo estos eventos en el contexto de globalización y los analizo de acuerdo a las dinámicas glotopolíticas que este contexto propicia.

Lenguaje y globalización: mercantilización y autenticidad

Los procesos de globalización han tenido consecuencias en la regulación de las prácticas sociales y culturales de los Estados. Para Appadurai (1996), el Estado nación como institución política está en crisis debido fundamentalmente a la magnitud de los movimientos migratorios y a la mediatización de las comunicaciones: el aumento en el movimiento de personas, capitales e información amenaza la soberanía de los Estados que muchas veces se ven imposibilitados de garantizar los derechos de sus ciudadanos.

Fairclough (2008) señala la necesidad de estudiar la globalización a través del impacto de los procesos globales en entornos locales, es decir cómo grupos en lugares específicos se defienden de los efectos homogeneizantes de la globalización empleando las posibilidades que el propio contexto ofrece. Fairclough retoma la distinción que realiza Falk (1999, apud Fairclough, 2008) entre *globalización desde arriba* y *globalización desde abajo*; en referencia

¹ Algunos contenidos de este artículo fueron publicados en: Albertoni, P. (2018) "Autenticidad y patrimonio: el proceso de postulación del portuñol como patrimonio cultural inmaterial". En: Acevedo, F. y Nossar, K. (eds) *Educación y Sociolingüística*, Montevideo: CUR/UDELAR, p. 179-201.

a esta última, señala que las personas no son solamente sujetos pasivos de procesos a gran escala sino que también se comportan como agentes sociales capaces de crear estrategias y apropiarse de los discursos de la globalización para reivindicar valores locales.

Los procesos de globalización desde abajo ponen en juego la dicotomía centro/periferia, una metáfora espacial que designa la distribución desigual de poder en los ámbitos político, económico y social (Pietikäinen y Kelly-Holmes, 2013). Mientras el centro se asocia con el progreso, el poder político y económico, la periferia se entiende como un espacio marginal, situado en los límites o fuera del área central. Si bien los espacios periféricos suelen designarse como receptores de una norma central, en el contexto de globalización estos espacios también pueden constituirse como centros de normatividad.

Con respecto al lenguaje, Pietikäinen y Kelly-Holmes señalan que la dinámica entre el centro y la periferia resulta de interés para entender la relación entre lenguas en entornos multilingües: “[v]iewing multilingualism through the lens of centre-periphery dynamics helps to bring forth the language ideological tensions which are evident in issues of language boundary-making, language ownership, commodification, and authenticity” (2013: 2). En particular, algunos espacios no centrales parecen estar atravesando procesos de *mercantilización* (*commodification*) de su estatus periférico, a la vez que dan cuenta de situaciones complejas en las que conviven ideologías monoglósicas con otras que las rechazan. En referencia al concepto de *borrado* (*erasure*, Irvine y Gal, 2000) las autoras señalan que el multilingüismo periférico parece desplazarse desde su invisibilización a una creciente *exhibición* (*display*). Como se verá más adelante, una creciente exhibición del multilingüismo en la frontera uruguayo-brasileña (reivindicando la mezcla de lenguas o su ausencia) parece desafiar su histórica invisibilización.

En los procesos de *mercantilización del lenguaje* (*commodification of language*) se observa un desplazamiento en la concepción de las lenguas, de un atributo propio de los miembros de un grupo a una habilidad técnica, cuyo dominio puede ser medido y evaluado (Heller, 2003). Estos procesos pueden presentarse en diversas actividades económicas como el turismo, la traducción, la publicidad o la enseñanza de lenguas (Heller, 2010). Si bien estas actividades no han surgido recientemente, la expansión del capital a nuevos mercados y mediante nuevos medios de comunicación (en particular, en el sector terciario de la economía) posicionó al lenguaje y al dominio de habilidades comunicativas como requisitos fundamentales para ingresar al mercado de trabajo. La mercantilización del lenguaje, como señala Heller, “confronts monolingualism with multilingualism, standardization with variability, and prestige with authenticity in a market where linguistic resources have gained salience and value” (2010: 107).

Heller y Duchêne (2012) observan que junto con los discursos tradicionales del Estado nación que conciben a las lenguas como un recurso político o cultural, desde la década de 1990 ha emergido un tipo de discurso que refiere a las lenguas como un recurso económico, como un valor agregado que favorece el desarrollo económico de las comunidades y las personas que lo poseen. Los autores denominan a este último tipo de discurso *lucro* (*profit*) en relación con el primer tipo, que denominan *orgullo* (*pride*): ambos constituyen “the key terms used to justify the importance of linguistic varieties and to convince people to speak them, learn them, support them or pay to hear them spoken” (pp. 3-4). La emergencia de la noción de lucro con respecto a las lenguas se vincula con los cambios económicos propios del capitalismo tardío, que concibe a las lenguas como una habilidad técnica despegada de la noción de autenticidad. Los Estados nación se enfrentan así a una reformulación de los discursos sobre el orgullo para facilitar su inserción en la economía global y permitir el flujo de capitales: ““Pride” no longer works as well as the sole trope of nation-state legitimization; rather, the state’s ability to facilitate the growth of the new economy depends on its ability to legitimize the discourse of “profit”” (Heller y Duchêne, 2012: 10).

Esta situación ha favorecido el desplazamiento de los Estados nación en la generación de discursos (y políticas) sobre los derechos de las minorías en favor de instituciones transnacionales, aunque las políticas reguladoras de estas entidades no han logrado desplazar completamente la autoridad del Estado nación (Duchêne, 2008). El tratamiento de las minorías lingüísticas en ámbitos transnacionales refleja este cambio. Algunos ejemplos de espacios donde se regula este tipo de diversidad son la *Declaración sobre los derechos de personas pertenecientes a minorías nacionales o étnicas, religiosas y lingüísticas* de Naciones Unidas en 1993, la *Declaración universal de derechos lingüísticos*, promovida por varias instituciones en 1996 y la *Convención para la salvaguardia del patrimonio cultural inmaterial* de UNESCO en 2003. Si bien en esta última las lenguas no ocupan un lugar central, algunas minorías lingüísticas se han servido de ese instrumento para reivindicar sus variedades, como se verá en el caso de los hablantes de portugués.

La autenticidad es otro concepto importante para analizar el lugar del lenguaje en los procesos de globalización. En las últimas décadas, la autenticidad ha sido objeto de una interesante revisión, tanto desde el punto de vista de la historiografía lingüística como en relación a su valor en la identidad lingüística de personas y grupos.

Según Coupland (2010) la autenticidad es un sistema de valores que permite fijar identidades personales, sociales y culturales, y que se expresa fundamentalmente a través del discurso:

authentication as a discursive process, rather than authenticity as a claimed or experienced quality of language or culture, can then be taken up analytically as one dimension of a set of intersubjective 'tactics', through which people can make claims about their own or others' statuses as authentic or inauthentic members of social groups.
(p. 105)

En lo que refiere a las lenguas, Coupland (2003) señala que la capacidad de manipular la autenticidad de variedades dialectales permite que significados tradicionalmente vinculados con la variación diatópica se reformulen como variantes estilísticas: “dialect-styles tend to be used more productively and creatively, rather than simply as social indices of ‘who we are’ in terms of social provenance” (p. 426). La reivindicación de una variedad dialectal (como por ejemplo el portugués) incluye la creación de instancias en las que se estimula su uso público con el fin de visibilizar una identidad etnolingüística.

Con respecto a la autenticidad como valor relevante en la construcción identitaria de los grupos, Eckert (2003) llama la atención sobre la contradicción de que si bien las identidades y las lenguas no son estáticas, la autenticidad se asocia con algo estático. La distinción entre la autenticidad como atributo estático y la autenticación como proceso dinámico es planteada también por Bucholtz (2003) que sugiere hablar de *efectos de autenticidad* (*authenticity effects*) para resaltar el hecho de que la autenticidad es el resultado de prácticas sociales constantemente negociadas, aunque frecuentemente estas prácticas sean invisibilizadas.

El vínculo entre autenticidad y autoridad es señalado por Van Leeuwen (2001), quien afirma que la autenticidad puede significar *autorizado*, ya que algo es auténtico en la medida en que se declara como tal por parte de una autoridad. En el mismo sentido, Lacoste, Leimgruber y Breyer (2014) distinguen tres modos de construir autenticidad: el *modo canónico* en el que la autenticidad está determinada por una autoridad, el *modo explicativo* que establece la autenticidad a partir de evidencias y el *modo performativo* orientado a la construcción de efectos de realidad para determinar la autenticidad de objetos o personas.

En lo que respecta a la revisión historiográfica del concepto en lingüística, Eckert (2003) señala que si bien la autenticidad es un constructo ideológico central para hablantes y analistas del lenguaje, no ha recibido suficiente discusión teórica por parte de estos últimos. Bucholtz (2003) observa la forma en que la autenticidad ha sido interpretada en diversas

tradiciones lingüísticas. Los estudios dialectológicos del siglo XIX y principios del XX heredaron una visión romántica de lo auténtico, concebido como aquello que había logrado permanecer intacto frente a la creciente urbanización. La búsqueda de informantes que cumplan las características N.O.R.M. (*non-mobile, old, rural males*) muestra cuáles son los hablantes que la disciplina considera como los más representativos (esto es, los más auténticos) de los territorios que habitan. En el caso de trabajos de corte antropológico del siglo XIX, para Bucholtz el interés por las prácticas comunicativas tradicionales y rituales intentaba evitar la influencia que los cambios culturales podían tener sobre las comunidades. En este sentido, el cambio cultural se percibía como pérdida y los procesos de cambio de lenguas como un alejamiento de un pasado auténtico. Finalmente, la autora señala que en la sociolingüística variacionista el hablante auténtico es aquel que emplea una variedad vernacular en un contexto casual, a pesar de la dificultad del investigador para obtener una muestra que cumpla esas características, como señala el propio Labov (1983) en su discusión sobre la *paradoja del observador*.

Para Bucholtz (2003) el investigador se erige entonces como un árbitro capaz de establecer qué es lingüísticamente auténtico y también como un obstáculo, en la medida en que su presencia impide obtener una muestra de habla auténtica. Existe entonces una construcción ideológica del *hablante auténtico* como aquel sometido a cierto aislamiento lingüístico (*linguistic isolationism*) y cuya habla es auténtica en la medida en que presenta el mayor nivel de cotidianidad posible (*linguistic mundaneness*).

Desde la perspectiva de las ideologías lingüísticas, Woolard (2007) establece que en la globalización la autoridad lingüística se sostiene a través de dos sistemas ideológicos: autenticidad y anonimato. El sistema ideológico de la autenticidad sitúa el valor de una lengua en su carácter local, asociada a una comunidad concreta y arraigada a un territorio. Las lenguas minoritarias y variedades no estándares se vinculan con este sistema ideológico en la medida que promueve su conservación, al presentarlas como un recurso valioso en la comunidad. En el caso del anonimato, el valor de una lengua se vincula con lo socialmente neutral y universalmente disponible por lo que este sistema ideológico se asocia con lenguas hegemónicas. Estos sistemas no son excluyentes y se vinculan de manera compleja entre sí (Gal y Woolard, 2001). La adquisición de las variedades valoradas como auténticas se diferencia de las vinculadas con el anonimato: “anonymous languages supposedly can be learned by anyone, but authentic languages can be learned by no one; speakers are supposed to come by them “naturally” rather than working to acquire them” (Woolard, 2016: 24).

A continuación presento una breve reseña histórica de la frontera uruguayo-brasileña, siguiendo a algunos investigadores que han estudiado la realidad sociolingüística de esta zona. Como se verá luego, los eventos que se analizan en este trabajo se sirven de la descripción académica para sustentar sus reivindicaciones.

La frontera uruguayo-brasileña: de norte a sur

La frontera entre Uruguay y Brasil posee una extensión aproximada de 1000 kilómetros, que comprende accidentes geográficos (ríos, arroyos, lagunas) y varios tramos de frontera seca (Mena Segarra, 1969). Para este trabajo me interesa analizar dos puntos específicos de esta frontera: las ciudades gemelas de Rivera (Uruguay) y Santana do Livramento (Brasil) en la zona norte y las ciudades de Chuy (Uruguay) y Chuí (Brasil) en la región sur. La realidad demográfica de Rivera/Santana do Livramento y Chuy/Chuí es diferente: mientras la ciudad de Rivera es la capital del departamento homónimo (con casi 65.000 habitantes), Chuy (departamento de Rocha) posee casi 10.000 habitantes (la capital rochense se encuentra a 130 km de la frontera).

La situación sociolingüística de la frontera ha despertado el interés de la lingüística local desde hace más de 60 años, en particular la región norte. Uno de los primeros trabajos académicos producidos en Uruguay pertenece al lingüista José Pedro Rona, quien manifiesta allí su sorpresa al hallar un “dialecto portugués en territorio uruguayo” (1959: 1) cuando se proponía estudiar el español hablado en Uruguay.

Desde entonces se ha señalado que durante los siglos XVIII y XIX la población del norte del territorio que actualmente ocupa Uruguay estaba compuesta mayoritariamente por hablantes de portugués (Rona, 1963, 1965, Hensey, 1972). Esta situación se extendió hasta varias décadas después del proceso independentista de Uruguay, que culminó con la *Jura de la Constitución* en 1830.

La emergencia del dialecto se ha explicado principalmente por la extensión del español como lengua de instrucción en todo el territorio nacional a partir de la *Ley de educación común* de 1877. A través del sistema educativo (y también como lengua única en todo el ámbito estatal), el español se superpuso como lengua de prestigio en la población luso hablante asentada en el norte del país. La obligatoriedad del español como única lengua de instrucción contribuyó a la emergencia de una situación diglósica, con el español como lengua A y la variedad fronteriza de portugués como lengua B. Con la consolidación de la situación diglósica, datada en torno a la década de 1920 por Behares (2004), surgieron actitudes de rechazo hacia el dialecto portugués, que fue reprimido en el sistema educativo y considerado como una patología (Elizaincín, 1973, Behares, 1984a, 1984b).

Diversos trabajos muestran que la expansión del español en el norte de Uruguay se sustentó en una política nacionalista que conllevó la representación del portugués como una amenaza para la construcción de la identidad nacional (Behares, 2007, Elizaincín, Behares y Barrios, 1987, Barrios, 1996, 2013, Oroño, 2016). Los discursos nacionalistas contrarios al portugués se han mantenido con mayor o menor vehemencia hasta la actualidad, aunque a partir de la década de 1990 surgen discursos que valoran el dialecto como patrimonio local y la enseñanza de portugués estándar como parte de los procesos de integración regional (Barrios, 2008, Behares, 2000).

Con respecto a la frontera sur, las diferencias más relevantes con respecto al norte son su escaso poblamiento hasta prácticamente fines del siglo XIX y su relativo aislamiento en las comunicaciones terrestres que se prolongó hasta comienzos de la década de 1940 (Varese, 2001). La situación sociolingüística de la frontera sur no ha sido estudiada con la misma profundidad que la frontera norte, debido a que en el sur no se ha desarrollado un dialecto portugués con la misma intensidad que en el norte. Sin embargo, en uno de los primeros trabajos sobre las particularidades lingüísticas de la frontera sur, Berro García (1937: 45) señala que la región se situaba entonces dentro de la “zona de influencia lusitana”, hecho que explica por su aislamiento con respecto a la capital, Montevideo.

Unas décadas después, Rona (1963) plantea un situación diferente al afirmar que en la frontera sur el portugués no había logrado afianzarse. El autor señala que la influencia del portugués en territorio uruguayo era intensa en la zona norte, mientras que en referencia al sur no existía entonces “apreciable influencia lingüística” (p. 9) del portugués sobre el español, al punto que, según el autor, no se había desarrollado allí ningún dialecto fronterizo.

Una realidad similar a la plantada por Rona surge de un informe sobre la situación sociolingüística en la frontera uruguayo-brasileña realizado por Barrios *et al.* (1982). Los autores observan que las interferencias fónicas del portugués sobre el español eran importantes al norte de Uruguay y mucho más débiles en la zona sur de la frontera.

Espiga (1997), por su parte, señala que la presencia del portugués en la frontera sur es menor en relación a la frontera norte al punto que “é preciso distinguir claramente que a região do Chuí seja única a exercer demarcação limítrofe em que não se verifica avanço de domínio lingüístico, por parte do PB [portugués brasileiro], em direção ao Uruguai” (p. 36). Si

bien la presencia de portuñol parece menor en la frontera sur, no puede afirmarse que no exista algún tipo de variedad dialectal. En efecto, Amaral (2008) observa que la alternancia de códigos en el sur actúa como un índice de identidad etnolingüística que “permite eliminar fronteras sociales y, al mismo tiempo, definirse como un colectivo mixto” cuya “modalidad discursiva cotidiana es un compuesto de portugués y español, llamado por los propios hablantes *portuñol*” (pp. 247-248).

En términos de centro y periferia, la frontera uruguayo-brasileña en su conjunto es una zona periférica con respecto a la concepción monoglósica del Estado uruguayo y, como presentaré más adelante, su regulación glotopolítica ha representado tradicionalmente un desafío para el Estado. A su vez, la frontera norte se presenta como una región central en el uso de la variedad dialectal de portugués, mientras que la frontera sur es una región periférica de la propia región fronteriza.

En los últimos años surgieron dos propuestas impulsadas localmente que pueden caracterizarse como iniciativas de reivindicación de dos realidades fronterizas diversas: en la frontera norte, la postulación de la variedad dialectal de portugués (*portuñol*) como patrimonio cultural inmaterial, en la frontera sur, la instalación de un Polo lingüístico para explotar económicamente el bilingüismo español-portugués.

Propongo analizar algunos documentos que han surgido de estas dos propuestas: por un lado, el libro *Jodido bushinshe. Del hablar al ser. Portuñol como patrimonio cultural inmaterial* (Da Rosa, 2017a), que según su coordinador “es en sí mismo el primer argumento formal para la defensa de la postulación de las expresiones artísticas y usos sociales del Portuñol como PCI [patrimonio cultural inmaterial]” (Da Rosa, 2017b: 11). Por otro, analizo una serie de documentos sobre la instalación del Polo lingüístico en la ciudad de Chuy: la propuesta presentada por docentes ante el Ministerio de Educación y Cultura (Martínez, 2017), el acta oficial de instalación del polo (Consejo de Educación Secundaria, 2018a) y el comunicado de prensa oficial sobre el evento (Consejo de Educación Secundaria, 2018b).

Las lenguas como patrimonio cultural inmaterial: el proceso del portuñol

La patrimonialización se presenta como una estrategia para la visibilización de grupos minoritarios y la protección de sus prácticas culturales, en particular las que se consideran en peligro de extinción. Como señala Curbelo (2011), en el contexto de globalización el patrimonio cultural ha adquirido cierto valor de resistencia y reclamo social, ya que las comunidades que promueven la patrimonialización de sus prácticas culturales ven fortalecida su identidad grupal. Si bien desde una visión tradicional el patrimonio cultural comprendía bienes fundamentalmente materiales (artísticos, monumentales, arquitectónicos, etc.), a principios del siglo XXI, con la aprobación en 2003 de la *Convención sobre la salvaguardia del patrimonio cultural inmaterial* (CSPCI) de UNESCO, el concepto se amplía hacia manifestaciones culturales intangibles entre las que se consignan tradiciones orales, música, festividades e indirectamente las lenguas.

La convención de UNESCO define el patrimonio cultural inmaterial (PCI) en el artículo segundo del texto-convenio como

los usos, representaciones, expresiones, conocimientos y técnicas -junto con los instrumentos, objetos, artefactos y espacios culturales que les son inherentes- que las comunidades, los grupos y en algunos casos los individuos reconozcan como parte integrante de su patrimonio cultural. Este patrimonio cultural inmaterial, que se transmite de generación en generación, es recreado constantemente por las comunidades y grupos en función de su entorno, su interacción con la naturaleza y su historia,

infundiéndoles un sentimiento de identidad y continuidad y contribuyendo así a promover el respeto de la diversidad cultural y la creatividad humana (UNESCO, 2016: 5).

Más adelante, la CSPCI establece una lista de los ámbitos en los que el PCI se manifiesta:

- a) tradiciones y expresiones orales, incluido el idioma como vehículo del patrimonio cultural inmaterial;*
- b) artes del espectáculo;*
- c) usos sociales, rituales y actos festivos;*
- d) conocimientos y usos relacionados con la naturaleza y el universo;*
- e) técnicas artesanales tradicionales (UNESCO, 2016: 5-6).*

Como puede verse, la lengua se incluye explícitamente dentro del ámbito de tradiciones y expresiones orales, con la salvedad de que esta puede ser patrimonializada en tanto vehículo del PCI. La CSPCI establece así una distinción entre lengua como sistema lingüístico y como instrumento: en el primer caso la lengua no puede ser declarada como patrimonio inmaterial, en el segundo sí. De acuerdo a Smeets (2004), durante la discusión del texto final de la CSPCI el lugar de las lenguas fue ampliamente discutido y pocos países propusieron incluirlo como parte del PCI. En la medida en que los Estados que suscriben la convención tienen que reglamentarla dentro de sus territorios, es probable que la inclusión de las lenguas hubiera significado un desafío a las lógicas monoglosicas nacionales. La distinción sobre lenguas como sistema o instrumento se retoma en otro documento de UNESCO:

La Convención tampoco incluye el idioma propiamente dicho o como conjunto de reglas (gramática, vocabulario y sintaxis), pero señala que es un vector fundamental de transmisión del patrimonio cultural inmaterial. Las tradiciones y expresiones orales no existirían sin el idioma. Además, casi todas las categorías del patrimonio cultural inmaterial –desde los conocimientos acerca del universo hasta los rituales y las técnicas de artesanía– están vinculadas al idioma o dependen de él para su uso cotidiano y su transmisión de una generación a otra. (UNESCO, 2011b: 7)

Así, la CSPCI excluye la posibilidad de que una comunidad entienda que su lengua *per se* pueda acceder al reconocimiento de PCI y a los recursos que la convención establece para el fomento y protección del patrimonio. Por otra parte, restringe el ámbito de uso de las lenguas a un lugar instrumental e impide que la patrimonialización conlleve una ampliación de su funcionalidad en la comunidad:

Aunque la lengua es el sustrato del patrimonio inmaterial de muchas comunidades, la protección y preservación de los idiomas no están comprendidas en las disposiciones de la Convención de 2003, aunque el Artículo 2 se refiere a ellos como medios de transmisión del patrimonio cultural inmaterial. La diferencia de los idiomas configura la transmisión de las narraciones, los poemas y las canciones, afectando a su contenido. La muerte de un idioma conduce inevitablemente a la pérdida definitiva de tradiciones y expresiones orales. No obstante, esas mismas expresiones orales y su recitación en público son las que más contribuyen a salvaguardar un idioma, más que los diccionarios, las gramáticas o las bases de datos. Las lenguas viven en las canciones, relatos, acertijos y poesías, y por eso la protección de los idiomas y la transmisión de tradiciones y expresiones orales guardan una estrecha relación entre sí. (UNESCO, 2011a: 4-5)

Al definir los bienes que pueden ser declarados PCI se crea un recorte que incluye y excluye las prácticas culturales pasibles de patrimonialización. La UNESCO se erige entonces como la autoridad capaz de definir las prácticas culturales auténticas de una comunidad, siguiendo el *modo canónico* de construcción de la autenticidad (Lacoste, Leimgruber y Breyer, 2014).

En una publicación que desarrolla el contenido de los ámbitos en los que puede manifestarse este patrimonio (UNESCO, 2011a) se señala que “las fronteras entre los ámbitos son muy poco precisas y a menudo varían de una comunidad a otra”, por lo que resulta “difícil, cuando no imposible imponer categorías rígidas desde fuera” (p. 3). Sin embargo, con respecto a las lenguas, la rigidez para imponer categorías parece no presentar dudas para UNESCO.

A pesar de estas restricciones, escritores, artistas y académicos de la ciudad fronteriza de Rivera han tomado la incitativa de postular al portuñol como PCI, propuesta que fue recogida por una oficina local del Ministerio de Educación y Cultura, el Centro MEC Rivera. El primer antecedente de la postulación data de 2012, cuando se establecieron los primeros contactos con UNESCO. La respuesta de UNESCO fue que el portuñol no estaba en riesgo, por lo que no había necesidad de salvaguardarlo (“Proceso de postulación...”, 2017), hecho que merece ser problematizado. En efecto, como se mostró, el Estado uruguayo ha combatido el portuñol de manera más o menos sistemática desde finales del siglo XIX (Behares, 2007, Barrios, 2017). Más recientemente, el creciente reconocimiento oficial del portugués como variedad propia de la frontera ha favorecido a su variedad estándar frente al dialecto, con el propósito muchas veces de erradicar a este último (Barrios, 2008).

Ante la respuesta de UNESCO, los impulsores de la patrimonialización decidieron organizar actividades para dar visibilidad al proyecto de postulación, que constituye un verdadero proceso de autenticación de la variedad local ante UNESCO. En 2013, poetas y músicos que componen en portuñol se presentaron en varias localidades de la frontera con el fin de que “la cultura fronteriza fuera mejor cotizada en el ámbito cultural nacional y sobre todo el Portuñol como gran señal de identidad regional” (“Proceso de postulación...”, 2017: 17).

En julio de 2015 se llevaron a cabo conferencias con especialistas y artistas locales, con una amplia repercusión en la prensa nacional y también internacional (Barrios, 2017). La postulación debió entonces reformularse ya que “la patrimonialización de una lengua o dialecto no es viable dadas las condiciones de la convención de la UNESCO sobre Patrimonio Inmaterial” (“Seminario Jodido Bushinshe...”, 2017: 172). La iniciativa original debió entonces adaptarse a los parámetros que UNESCO establece para los bienes a patrimonializar: “sin dejar de lado el objetivo inicial de patrimonializar esta variedad lingüística debemos sumar ahora, dadas las posibilidades generadas, el debate y registro de otras manifestaciones socio-culturales con identidad fronteriza” (p. 172). La idea inicial de patrimonializar el dialecto se amplía entonces a “los conocimientos, tradiciones y expresiones artísticas transmitidas a través del Portuñol. El Portuñol como medio y no como objetivo” (pp. 172-173).

Además de la ampliación de lo patrimonializable a lo que los organizadores denominan “espacio cultural del portuñol” (“Seminario Jodido Bushinshe...”, 2017: 172), se estableció una serie de objetivos para promover la postulación ante la UNESCO. En primer lugar se busca generar una masa crítica para apuntalar la argumentación que todo bien que se proponga como PCI debe presentar. La producción de conocimiento sobre la realidad sociolingüística de la frontera uruguayo-brasileña es importante, como ya se mostró. Sin embargo los organizadores parecen apuntar a la producción de una masa crítica local. En referencia a la producción existente, se llama la atención sobre el hecho de que esta ha recaído fundamentalmente en especialistas ajenos a la realidad fronteriza ya que “ninguno vivió tiempo suficiente en Artigas, Rivera o Cerro Largo como para reconocer la relación irrompible entre la cultura de frontera y nuestra lengua” (“Proceso de postulación...”, 2017: 17).

En segundo lugar se propone registrar “manifestaciones socio-culturales con identidad fronteriza” (“Seminario Jodido Bushinshe...”, 2017: 172), siguiendo la directiva de

inventariar el PCI que establece la CSPCI. Según se explica, el inventario se construirá a partir de un registro audiovisual y bibliográfico de la producción artística en portuñol en localidades fronterizas de Brasil y Uruguay.

Finalmente, se busca la identificación del grupo de hablantes de portuñol. Según se plantea, a diferencia de las lenguas indígenas, para el portuñol “no existe un colectivo [de referencia] identificado” (“A modo...”, 2017: 15). El portuñol se interpreta como una variedad social y se busca determinar “cuál es el grupo social portador del patrimonio que nos interesa, como se compone ese grupo, que los une e diferencia de los demás”² (p. 15).

En la identificación del grupo de hablantes de portuñol, los propulsores de la patrimonialización plantean una discusión entre los hablantes de portuñol como lengua materna o lengua segunda:

De los profesionales que escriben este libro muchos de ellos tienen al Portuñol como segunda lengua fruto del contacto social, y quizás alguno posiblemente haya tenido en su más temprana infancia al Portuñol como lengua materna. Entonces, ¿este colectivo de autores es parte del grupo social portador del Portuñol como PCI? Y los artistas que se presentaron en cada velada de este ciclo también lo son? Estas preguntas son clave pues solo dicho grupo social de portuñol-hablantes tendrá la autoridad para reclamar su patrimonialización. (“A modo...”, 2017: 15)

Quienes promueven la patrimonialización se identifican entonces como hablantes de portuñol como lengua segunda y, por lo tanto, no autorizados a llevar a cabo el proceso. En referencia al inventariado de producciones en portuñol, se señala nuevamente esta situación:

todo el acervo que podamos registrar no servirá de mucho si este proceso no es tomado por los directamente involucrados que son los portuñol-hablantes. Es por ello que previo a cada llegada a una población se harán instancias de difusión e información del proyecto, donde acordaremos el modo de registrar con los pobladores y serán ellos los que definan la importancia de su lengua materna en la construcción de su identidad. Y si la patrimonialización abona a esa construcción de identidad. (“Un largo proceso...”, 2017: 224)

En tanto práctica cultural, el PCI se presenta como una muestra auténtica de una comunidad, aunque su autenticidad está determinada por los requisitos establecidos por UNESCO. Las comunidades que desean postular sus prácticas culturales como PCI deben demostrar a la autoridad institucional que estas prácticas son auténticas, esto es, institucionalizar su propia autenticidad, por más contradictorio que esto pueda parecer.

Como se ha visto, se entiende que los hablantes de portuñol como lengua materna son los que tienen la autoridad para decidir sobre su patrimonialización. La historia del portuñol muestra que esta variedad ha sido combatida por el Estado por más de un siglo, sus hablantes estigmatizados como antipatriotas y el bilingüismo concebido como patología, por lo que resulta esperable que quienes aprendieron portuñol en su hogar se muestren reticentes a reivindicar públicamente su variedad. La diglosia fronteriza no puede interpretarse como un hecho cultural sino político, por lo que la determinación del grupo *hablantes de portuñol* debería contemplar su conformación histórica. Resulta entonces congruente que aquellos que promueven la patrimonialización no tengan al portuñol como lengua materna sino que hayan *decidido* usarlo por su valor de referente identitario. Si el hablante auténtico de portuñol es aquel que lo aprendió como lengua materna y, como tal es el único que tiene autoridad para decidir su patrimonialización, es probable que el proyecto de postulación encuentre la dificultad de revertir años de estigmatización.

² Se respeta la ortografía original.

Políticas lingüísticas en la frontera uruguayo-brasileña después del Mercosur: el bilingüismo como recurso económico

A partir de la firma del tratado del Mercosur en 1991, Uruguay se comprometió a ofrecer la enseñanza de portugués en la educación pública, hecho que se concretó en 1996 cuando se introdujo de forma optativa en la enseñanza media (ANEP, 2008). En la frontera se implementaron algunas acciones específicas como el *Programa de educación bilingüe español-portugués* en escuelas primarias fronterizas en 2001 (Brian, Brovotto y Geymonat, 2007), que le dio al portugués estándar el estatus de lengua de instrucción. En 2006 se conformó la *Comisión de políticas lingüísticas* (CPL) en la educación pública cuyo informe final propone la enseñanza de dos lenguas extranjeras obligatorias: inglés y portugués, además de una tercera de opción obligatoria, con una propuesta diferencial para la región fronteriza con Brasil (ANEP, 2008).

En línea con las investigaciones académicas, la CPL señala que el portugués del Uruguay “puede considerarse una lengua fronteriza, minoritaria, y de herencia” que ha sido históricamente reprimida por el sistema educativo. La estigmatización “está basada en el desconocimiento de la realidad lingüística local”, “supone una ignorancia acerca de la naturaleza y funcionamiento de las lenguas naturales” y “desconoce los beneficios cognitivos y sociales del bilingüismo” (ANEP, 2008: 67).

El programa diferencial para la zona fronteriza incluye la enseñanza obligatoria de portugués desde los primeros años de educación primaria y la incorporación posterior del inglés, a diferencia del resto del país donde el inglés es la lengua que se enseña en primera instancia en el sistema educativo. El portugués de referencia para la enseñanza, según aclara la CPL, será la variedad estándar brasileña:

El reconocimiento y valoración de las variedades lingüísticas vernaculares no implica que la educación pública intente la enseñanza y expansión del Portugués del Uruguay, ni siquiera su utilización en el salón de clase como lengua de instrucción. [...] La variedad que deberá usarse en la educación como lengua de instrucción es el “Portugués Estándar” de Brasil, probablemente acorde a las normas propias del Português Gaúcho de Fronteira y, tal vez con el tiempo, de acuerdo a la norma generada de un Português Culto del Uruguay. (ANEP, 2008: 69)

Finalmente, sobre fines de 2008 se aprobó la *Ley general de educación* que contiene un pasaje sobre la educación lingüística en donde se reconoce al portugués como una de las lenguas maternas de Uruguay:

La educación lingüística tendrá como propósito el desarrollo de las competencias comunicativas de las personas, el dominio de la lengua escrita, el respeto de las variedades lingüísticas, la reflexión sobre la lengua, la consideración de las diferentes lenguas maternas existentes en el país (español del Uruguay, portugués del Uruguay, lengua de señas uruguaya) y la formación plurilingüe a través de la enseñanza de segundas lenguas y lenguas extranjeras. (Ministerio de Educación y Cultura, 2009: 249A)

En el marco de este creciente reconocimiento del sistema educativo público al portugués (que durante décadas proscribió), en la ciudad de Chuy (frontera sur), surgió la propuesta de incluir la enseñanza de esta lengua en los años finales de enseñanza secundaria. La novedad de esta propuesta es que su justificación no recae solamente en el valor étnico del portugués para la región fronteriza o en su importancia para los procesos de integración regional, sino que también se incluyen argumentos que remiten al valor económico del bilingüismo.

Para contextualizar esta propuesta es necesario presentar una caracterización del español hablado en la frontera sur. La variedad dialectal de español del sureste de Uruguay (en

particular del departamento de Rocha, donde se encuentra la ciudad de Chuy) posee como rasgo característico la conservación del tuteo pronominal y verbal (del tipo *tú tienes*), frente a un uso más extendido del voseo pronominal y sobre todo verbal en el resto de Uruguay (en combinaciones del tipo *tú tenés* o *vos tenés*). Esta característica le ha dado al español de Rocha la valoración como el español más puro de Uruguay, representación extendida en todo el país y reivindicada por los propios rochenses (Albertoni, 2016a).

Por un lado, el valor de pureza se vincula con el origen étnico de los primeros pobladores, colonos españoles que fueron llevados a Rocha a fines del siglo XVIII con el fin de poblar una región prácticamente despoblada, contener el contrabando, el robo de ganado y el avance portugués. Por otro lado, la representación purista se relaciona con el aislamiento del departamento de Rocha hasta el primer tercio del siglo XX, que se interpreta como un hecho que condicionó fuertemente a la sociedad local. El aislamiento, se sostiene, propició el desarrollo de una cultura propia y el mantenimiento del tuteo como rasgo asociado a lo español, frente a la influencia de lenguas migratorias y variedades voseantes de español, en particular el español bonaerense y montevideano (Albertoni, 2016a).

La valoración purista del español rochense también está presente en la zona fronteriza del departamento, que se representa como la única región de la frontera uruguayo-brasileña donde se habla español y portugués, sin mezclarlos (Albertoni, 2016b). La diferenciación del español local en términos de pureza construye recursivamente (Irvine y Gal, 2000) la representación de la frontera rochense como otra frontera: en el norte se mezcla, en el sur no.

En julio de 2018 la *Comisión de políticas lingüísticas* (CPL) de la *Administración nacional de educación pública* (ANEP) realizó el lanzamiento de un *Polo lingüístico* en un instituto público de educación media de Chuy. Según consta en la resolución del organismo, en una primera etapa la actividad del polo consiste en la oferta de dos cursos optativos de portugués para un máximo de 50 estudiantes de los últimos años de enseñanza media de esta ciudad. El objetivo del proyecto es brindar a los estudiantes una certificación de conocimiento de portugués de acuerdo al marco de referencia europeo (Consejo de Educación Secundaria, 2018b).

Si bien el polo está gestionado por un organismo oficial como la ANEP, su creación surge a partir de la propuesta de un grupo de docentes locales. Según consta en la resolución del Consejo de Educación Secundaria (2018b), las gestiones se aceleraron a partir de la reunión del Consejo de Ministros en el departamento de Rocha, en setiembre de 2017. Los Consejos de Ministros son sesiones públicas a las que asiste el presidente de la república, junto con sus ministros, autoridades de gobiernos departamentales y de organismos estatales. La dinámica de las sesiones, que se organizan con una frecuencia mensual en distintos puntos del país, incluye audiencias en las que instituciones locales plantean propuestas directamente a las autoridades. En una de estas sesiones se presentó la propuesta de instalación del polo lingüístico en la ciudad fronteriza de Chuy.

En el documento dirigido al Ministerio de Educación y Cultura, se destaca que la ciudad de Chuy “es naturalmente bilingüe a diferencia de otras ciudades limítrofes de Uruguay” (Martínez, 2017: 1). Mientras en la frontera norte, la postulación del portuñol como PCI reivindica al dialecto portugués como la variedad que representa un valor auténtico en la comunidad, en la frontera sur la instalación del polo lingüístico parece reivindicar el bilingüismo español-portugués como rasgo de autenticidad local:

Ese acervo cultural [el bilingüismo] se encuentra tan infravalorado que la comunidad desempeña constantemente tareas como intérprete en empleos para los que se requiere escasa calificación cuando, aportando oportunidades educativas oportunas y relevantes, la ciudad podría convertirse en una usina de traductores que podrían agregarle valor al área turística, educativa y de la industria cultural (videojuegos, audiovisual, gráfica), atendiendo al enorme mercado brasileño. (Martínez, 2017: 1)

El bilingüismo español-portugués, en este caso, no se representa solamente como un valor cultural de la comunidad, sino que se lo concibe también como un recurso económico, capaz de propiciar el desarrollo de los habitantes de la frontera que naturalmente dominan ambas lenguas. Este argumento se refuerza por la posibilidad de acceder a un diploma internacional que acredite los conocimientos de portugués.

Consideraciones finales

La frontera uruguayo-brasileña ha sido tradicionalmente un espacio de tensión donde las lenguas han reflejado conflictos entre naciones. La integración al Estado uruguayo de este espacio periférico multilingüe ha representado una dificultad para la lógica monoglósica con que se ha construido la identidad nacional. Sin embargo, en las últimas décadas, el contexto de globalización ha propiciado la emergencia de fisuras en la máxima *un estado, una lengua*, que han dado lugar al desarrollo de procesos de globalización desde abajo.

En las dos iniciativas presentadas en este trabajo, es posible observar cómo dos comunidades fronterizas han llevado adelante gestos glotopolíticos para reivindicar su singularidad. Las similitudes y diferencias entre ambos gestos, dan cuenta de las distintas visiones glotopolíticas a lo largo de una misma línea fronteriza.

Ambas propuestas surgen desde localmente y encuentran en espacios institucionalizados una plataforma para legitimarse. La legitimación se construye a partir de procesos de mercantilización, aunque con diferentes características. En el caso de la postulación del portuñol como patrimonio cultural inmaterial, el proceso podría describirse como una mercantilización de la autenticidad en un espacio periférico (Pietikäinen y Kelly-Holmes, 2013), en la medida en que el proceso discursivo de autenticación (Coupland, 2010) que exige UNESCO implica una valorización de la variedad local y el compromiso estatal de destinar recursos para su protección. Por otro lado, la instalación del Polo lingüístico sigue los procesos más canónicos de mercantilización (Heller, 2010), en los que las lenguas son concebidas como un recurso económico, una habilidad técnica que relega el valor de autenticidad a un segundo plano (Heller y Duchêne, 2012). Siguiendo la distinción de Woolard (2007, 2016) entre autenticidad y anonimato, podría afirmarse que mientras en el la frontera norte estamos ante un proceso de mercantilización de la autenticidad, en la frontera sur lo que se mercantiliza es el anonimato.

El valor del portuñol patrimonializado está en su condición de variedad territorializada, y el hablante de portuñol que emerge de este proceso reproduce la construcción ideológica del hablante auténtico (Eckert, 2003) como aquel que adquirió su lengua de forma natural. Por el contrario, en el caso del polo lingüístico, el valor del bilingüismo está en la posibilidad de acreditar el conocimiento mediante un diploma internacional, lo que construye un hablante anónimo cuyo valor reside en la posibilidad de desplegar sus recursos lingüísticos fuera de su lugar de origen.

Ya sea a través de la patrimonialización de una variedad vernacular ante un organismo internacional o mediante la certificación internacional del bilingüismo, los procesos de mercantilización lingüística permiten dar cuenta de algunas estrategias de reivindicación glotopolítica de identidades fronterizas en el contexto actual de globalización.

Referencias bibliográficas

- “A modo de presentación”, 2017, En: Da Rosa, Enrique (comp.) *Jodido bushinshe. Del hablar al ser. Portuñol como patrimonio cultural inmaterial*, Montevideo: Centros MEC, pp. 9-15.

- Albertoni, Pablo, 2016a, *Donde nace el tú de la patria. La construcción de la identidad etnolingüística rochense*, Tesis de Maestría, Montevideo: Universidad de la República.
- Albertoni, Pablo, 2016b, “Ideologías lingüísticas sobre el contacto español-portugués en el departamento de Rocha: la otra frontera”, En: Acevedo, Fernando, Nossar, Karina y Viera, Patricia (comps.) *Miradas sobre educación y cambio*, Montevideo: UDELAR/CFE, pp. 247-257.
- Amaral, Tatiana, 2008, *Una comunidad de habla, dos comunidades de lengua: la alternancia de códigos como signo de identidad en la frontera brasileño-uruguayo*, Tesis de Doctorado, Madrid: Universidad Autónoma de Madrid.
- ANEP, 2008, *Documentos de la Comisión de políticas lingüísticas en la educación pública*, Montevideo: ANEP/CoDiCen.
- Appadurai, Arjun, 1996, *Modernity at large. Cultural dimensions of globalization*, Minneapolis/Londres: University of Minnesota Press.
- Barrios, Graciela, 1996, “Planificación lingüística e integración regional: el Uruguay y la zona de frontera”, En: Trindade, Aldema y Behares, Luis (orgs.) *Fronteiras, educação, integração*, Santa María: Pallotti, pp. 83-110.
- Barrios, Graciela, 2008, “Discursos hegemónicos y representaciones lingüísticas sobre lenguas en contacto y de contacto: español, portugués y portuñol fronterizos”, En: Da Hora, Dermeval y Marques, Rubens (eds.) *Política lingüística na América Latina*, João Pessoa: Idéia/ Editora Universitaria, pp. 79-103.
- Barrios, Graciela, 2013, “Language diversity and national unity in the history of Uruguay”, En: Del Valle, José (ed.), *A political History of Spanish: The making of a language*, Nueva York: Cambridge University Press, pp. 197-211.
- Barrios, Graciela, 2017, “Políticas de desetnización y patrimonialización lingüística en la frontera uruguayo con Brasil”, *Anuario de Glotopolítica*, 1, pp. 151-179.
- Barrios, Graciela ; Behares, Luis ; Elizaincín, Adolfo ; Gabbiani, Beatriz ; Gargiulo, Martín ; Guimaraes, Antonio y Tani, Ruben, 1982, *Diagnóstico lingüístico de la región fronteriza uruguayo-brasileña*, Ministerio de Educación y Cultura/Organización de Estados Americanos, mimeo.
- Behares, Luis, 1984a, *Planificación lingüística y educación en la frontera uruguayo con Brasil*, Montevideo: Instituto Interamericano del Niño.
- Behares, Luis, 1984b, “Diglosia en la sociedad escolar de la frontera uruguayo con Brasil: matriz social del bilingüismo”, *Cadernos de estudos lingüísticos*, 6, pp. 228-234.
- Behares, Luis, 2000, “Los discursos sobre la frontera y el campo de la educación”, *Revista de la educación del pueblo*, 80, pp. 36-40.
- Behares, Luis, 2004, “*Do fundo da panela*. Lengua y cocina en la frontera uruguayo con Brasil”, En: Behares, Luis, Díaz, Ernesto y Holzmans Gerardo (eds.) *Na fronteira nós fizemo assim. Lengua y cocina en el Uruguay fronterizo*, Montevideo: Librería de la Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación/AUGM, pp. 221-252.
- Behares, Luis, 2007, “Portugués del Uruguay y educación fronteriza”, En: Brovetto, Claudia, Geymonat, Javier y Brian, Nicolás (comps.) *Portugués del Uruguay y educación bilingüe*. Montevideo: ANEP-CEP, pp. 99-171.
- Berro García, Adolfo, 1937, “Lexicología rochense”, *Boletín de la Academia Argentina de Letras*, 5, pp. 63-70.
- Brian, Nicolás, Brovetto, Claudia y Geymonat, Javier (comps.), 2007, *Portugués del Uruguay y educación bilingüe*, Montevideo: ANEP-CEP.
- Bucholtz, Mary, 2003, “Sociolinguistic nostalgia and the authentication of identity”, *Journal of sociolinguistics*, 7, 3, pp. 398-416.

- Consejo de educación secundaria, 2018a, *Acta N° 26. Tratado N° 31. Expediente 3/5949/18*, Montevideo.
- Consejo de educación secundaria, 2018b, “Se inauguró en Chuy el primer Polo Lingüístico del país”, Disponible en: <https://www.ces.edu.uy/index.php/liceos/25168-chuy>
- Coupland, Nikolas, 2003, “Sociolinguistics authenticity”, *Journal of sociolinguistics*, 7, 3, pp. 417-431.
- Coupland, Nikolas, 2010, “The authentic speaker and the speech community”, En: Llamas, Carmen y Watt, Dominic (eds.), *Language and identities*. Edinburgo: Edinburgh University Press, pp. 99-112.
- Curbelo, Carmen, 2011, “Reflexiones sobre el patrimonio inmaterial y su significado”, *Trama*, 3, pp. 101-110.
- Da Rosa, Enrique (comp.), 2017a, *Jodido bushinshe. Del hablar al ser. Portuñol como patrimonio cultural inmaterial*, Montevideo: Centros MEC.
- Da Rosa, Enrique, 2017b, “A modo de presentación”, En: Da Rosa, Enrique (comp.) *Jodido bushinshe. Del hablar al ser. Portuñol como patrimonio cultural inmaterial*, Montevideo: Centros MEC, pp. 9-15.
- Duchêne, Alexandre, 2008, *Ideologies across nations: the construction of linguistic minorities at the United Nations*, Berlín/Nueva York: Mouton de Gruyter.
- Eckert, Penelope, 2003, “Elephants in the room”, *Journal of sociolinguistics*, 7, 3, pp. 392-431.
- Elizaincín, Adolfo, 1973, *Algunos aspectos de la sociolingüística del dialecto fronterizo*, Montevideo: Facultad de Humanidades y Ciencias.
- Elizaincín, Adolfo, Behares, Luis y Barrios, Graciela, 1987, *Nos falemo brasileiro. Dialectos portugueses en Uruguay*, Montevideo: Amesur.
- Espiga, Jorge, 1997, *Influência do espanhol na variação da lateral pós-vocálica do português da fronteira*, Tesis de Maestría, Pelotas: Universidad Católica de Pelotas.
- Fairclough, Norman, 2008, *Language and globalization*, Nueva York/Londres: Routledge.
- Gal, Susan y Woolard, Kathryn, 2001, “Constructing languages and publics. Authority and representation”, En: Gal, Susan y Woolard, Kathryn (eds.) *Languages and publics. The making of authority*, Manchester: St. Jerome, pp. 1-12.
- Heller, Monica, 2003, “Globalization, the new economy, and the commodification of language and identity”, *Journal of sociolinguistics*, 7, 3, pp. 473-492.
- Heller, Monica, 2010, “The commodification of languages”, *Annual review of anthropology*, 39, pp. 101-114.
- Heller, Monica y Duchêne, Alexandre, 2012, “Pride and profit: changing discourses of language, capital and nation-state”, En: Duchêne, Alexandre y Heller, Monica (eds.) *Language in late capitalism. Pride and profit*, Nueva York: Routledge, pp. 1-21.
- Hensey, Frederick, 1972, *The sociolinguistics of the brazilian-uruguayan border*, La Haya/París: Mouton.
- Irvine, Judith y Gal, Susan (2000) “Language ideology and linguistic differentiation”. En Kroskrity, Paul (ed.) *Regimes of language: Ideologies, politics, and identities*. Santa Fe: School of American Research Press, pp. 35-84.
- Labov, William, 1983, *Modelos sociolingüísticos*, Madrid: Cátedra.
- Lacoste, Véronique, Leimgruber, Jakob y Breyer, Thiemo, 2014, “Authenticity: a view from inside and outside sociolinguistics”, En: Lacoste, Véronique, Leimgruber, Jakob y Breyer, Thiemo (eds.), *Indexing authenticity: sociolinguistic perspectives*, Berlín: De Gruyter, pp. 1-13.
- Martínez, Gabriela, 2017, *Polo lingüístico en Chuy*, Chuy, mimeo.
- Mena Segarra, Enrique, 1969, *Frontera y límites*, Montevideo: Nuestra tierra.

- Ministerio de Educación y Cultura, 2009, “Ley General de Educación N° 18437”, *Diario Oficial*, Tomo 414, N° 27654. 247A-258A.
- Oroño, Mariela, 2016, *El lenguaje en la construcción de la identidad nacional: los libros escolares de lectura de Vásquez Acevedo, Figueira y Abadie-Zarrilli*, Montevideo: Tradinco.
- Pietikäinen, Sari y Kelly-Holmes, Helen, 2013, “Multilingualism and the periphery”, En: Pietikäinen, Sari y Kelly-Holmes, Helen (eds.) *Multilingualism and the periphery*, Nueva York: Oxford University Press, pp. 1-16.
- “Proceso de postulación del portuñol como patrimonio cultural inmaterial”, 2017, En: Da Rosa, Enrique (comp.) *Jodido bushinshe. Del hablar al ser. Portuñol como patrimonio cultural inmaterial*. Montevideo: Centros MEC, pp. 17-19.
- Rona, José Pedro, 1959, *El dialecto “fronterizo” del Norte de Uruguay*, Montevideo: Facultad de Humanidades y Ciencias.
- Rona, José Pedro, 1963, *La frontera lingüística entre el portugués y el español en el norte de Uruguay*, Porto Alegre: Champagnat.
- Rona, José Pedro, 1965, *El dialecto “fronterizo” del Norte del Uruguay*, Montevideo: Adolfo Linardi.
- “Seminario Jodido Bushinshe. ‘Los poruñoles, os portuhnois’”, 2017, En: Da Rosa, Enrique (comp.) *Jodido bushinshe. Del hablar al ser. Portuñol como patrimonio cultural inmaterial*. Montevideo: Centros MEC, pp. 171-174.
- Smeets, Riëks, 2004, “Language as a vehicle of the intangible cultural heritage”, *Museum international*, 56, 1-2, pp. 156-165.
- “Un largo proceso llega a su etapa de inflexión”, 2017, En: Da Rosa, Enrique (comp.) *Jodido bushinshe. Del hablar al ser. Portuñol como patrimonio cultural inmaterial*. Montevideo: Centros MEC, pp. 223-224.
- UNESCO, 2011a, *Los ámbitos del patrimonio cultural inmaterial*, Disponible en: <https://ich.unesco.org/doc/src/01857-ES.pdf>
- UNESCO, 2011b, *Preguntas y respuestas. Patrimonio cultural inmaterial*, Disponible en: <https://ich.unesco.org/doc/src/01855-ES.pdf>
- UNESCO, 2016, *Textos fundamentales de la Convención para la salvaguardia del patrimonio cultural inmaterial de 2003*, París: UNESCO, Disponible en: https://ich.unesco.org/doc/src/2003_Convention_Basic_Texts-2016_version-SP.pdf
- Van Leeuwen, Theo, 2001, “What is authenticity?”, *Discourse studies*, 3, 4, pp. 392-397.
- Varese, Juan Antonio, 2001, *Rocha, tierra de aventuras*, Montevideo: Banda Oriental.
- Woolard, Kathryn, 2007, “La autoridad lingüística del español y las ideologías de la autenticidad y el anonimato”, En: Del Valle, José (ed.) *La lengua, ¿patria común? Ideas e ideologías del español*, Madrid/Frankfurt: Iberoamericana/Vervuert, pp. 129-142.
- Woolard, Kathryn, 2016, *Singular and plural. Ideologies of linguistic authority in 21st century Catalonia*, Nueva York: Oxford University Press.

REVENDEICATIONS GLOTTOPOLITIQUES DANS DES ESPACES DE TENSION : LA FRONTIÈRE URUGUAYO-BRESILIENNE

Pablo Albertoni

Universidad de la República, Uruguay

Traduit de l'espagnol par Iván Jiménez

Introduction¹

Le contact entre l'espagnol et le portugais au long de la frontière uruguayo-brésilienne a son origine dans la dispute entre l'Espagne et le Portugal pour le territoire actuellement occupé par l'Uruguay. Au long des siècles, la tension entre les colonisateurs a donné lieu à une tension entre nations, de sorte que le contact des langues est devenu le théâtre de tensions politiques et culturelles qui se manifestent encore de nos jours. Mon but dans cet article est de proposer un regard contemporain sur cette frontière, à partir de deux événements récents : la tentative de promouvoir la variante dialectale du portugais de la frontière (portugno) au titre de patrimoine culturel immatériel, et l'ouverture d'un Pôle linguistique dans un établissement d'enseignement secondaire de la frontière. Je situe ces deux événements dans le contexte de la mondialisation, tout en analysant les rapports qu'ils entretiennent avec les dynamiques glottopolitiques suscitées par ce contexte.

Langage et mondialisation : marchandisation et authenticité

Les processus de mondialisation ont eu des effets dans la régulation des pratiques sociales et culturelles par les États. D'après Appadurai (1996), l'État-nation comme institution politique est en crise, en raison notamment de l'étendue des mouvements migratoires et de la médiatisation des communications : l'accroissement des mouvements de personnes, de capitaux et d'informations menace la souveraineté des États, qui sont maintes fois dans l'impossibilité de garantir les droits de leurs citoyens.

Fairclough (2008) pointe le besoin d'étudier la mondialisation à la lumière de l'impact des processus globaux dans les contextes locaux, c'est-à-dire à partir d'une explication du fait que

¹ Certains contenus de cet article ont été publiés dans : Albertoni, P. (2018) "Autenticidad y patrimonio: el proceso de postulación del portuñol como patrimonio cultural inmaterial". Dans Acevedo, F. y Nossar, K. (éds.) *Educación y Sociolingüística*. Montevideo : CUR/UDELAR. 179-201.

dans certains lieux spécifiques les groupes réussissent à se défendre des effets homogénéisateurs de la mondialisation, par l'intermédiaire des possibilités offertes par ce même contexte. Fairclough reprend la distinction entre *mondialisation par le haut* et *mondialisation par le bas* proposée par Falk (1999, apud Fairclough, 2008) ; en ce qui concerne la deuxième, il explique que les personnes ne sont pas seulement des sujets passifs attrapés dans des processus à grande échelle, mais qu'elles peuvent aussi se comporter comme des acteurs sociaux capables de créer des stratégies, et de s'approprier les discours de la mondialisation, pour revendiquer des valeurs locales.

Les processus de mondialisation par le bas mettent en jeu la dichotomie centre/périphérie, métaphore spatiale qui désigne la distribution inégalitaire du pouvoir dans les domaines politique, économique et social (Pietikäinen et Kelly-Holmes, 2013). Alors que le centre est associé au progrès, au pouvoir politique et économique, la périphérie est considérée comme un espace marginal, c'est-à-dire situé dans les marges ou en-dehors de la zone centrale. Bien que les espaces périphériques soient habituellement définis comme des récepteurs d'une norme centrale, dans le contexte de la mondialisation, ils peuvent aussi constituer des centres de normativité.

Pietikäinen et Kelly-Holmes expliquent que, en ce qui concerne le langage, la dynamique entre centre et périphérie s'avère éclairante pour comprendre la relation entretenue par les langues dans des milieux multilingues : « regarder le multilinguisme à travers le filtre de la dynamique centre-périphérie contribue à faire ressortir les tensions de l'idéologie langagière qui deviennent manifestes dans les enjeux de construction de frontières langagières, de propriété langagière, de marchandisation et d'authenticité » [“*[v]iewing multilingualism through the lens of centre-periphery dynamics helps to bring forth the language ideological tensions which are evident in issues of language boundary-making, language ownership, commodification, and authenticity*”] (2013 : 2). Plus particulièrement, on peut estimer que le statut périphérique de certains espaces non centraux est en train de subir un processus de marchandisation (*commodification*), en même temps que ces espaces rendent compte de situations complexes dans lesquelles les idéologies monoglossiques cohabitent avec d'autres idéologies qui les rejettent. En ce qui concerne le concept d'*effacement* (*erasure*, Irvine et Gal, 2000) les auteurs indiquent que le multilinguisme périphérique apparemment se déplace d'une situation d'invisibilisation à une *exhibition* croissante (*display*). Comme nous le verrons plus loin, dans la frontière uruguayo-brésilienne (qui revendique le mélange de langues ou leur absence), une exhibition croissante du multilinguisme paraît défier son invisibilité historique.

Dans les processus de *marchandisation du langage* (*commodification of language*) on observe le passage d'une conception des langues comme attributs caractéristiques des membres d'un groupe, à une autre conception qui les associe à une habileté technique dont la maîtrise peut être mesurée et évaluée (Heller, 2003). Ces processus se manifestent dans des activités économiques diverses, telles le tourisme, la traduction, la publicité ou l'enseignement des langues (Heller, 2010). Bien que l'émergence de ces activités ne soit pas récente, l'expansion du capital à des nouveaux marchés, en raison notamment des nouveaux moyens de communication (en particulier, dans le secteur tertiaire de l'économie), a positionné le langage et la maîtrise des habiletés communicatives comme prérequis fondamentaux pour intégrer le marché du travail. Comme Heller l'explique, la marchandisation du langage « confronte le monolinguisme et le multilinguisme, la standardisation et la variabilité, le prestige et l'authenticité, dans un marché où les ressources linguistiques ont gagné de la prépondérance et de la valeur » [“*confronts monolingualism with multilingualism, standardization with variability, and prestige with authenticity in a market where linguistic resources have gained salience and value*”] (2010 : 107).

Heller et Duchêne (2012) observent qu'en plus des discours traditionnels de l'État-nation, qui conçoivent les langues comme une ressource politique ou culturelle, un nouveau type de discours a émergé à partir des années 1990, qui fait référence aux langues comme si elles étaient une ressource économique, c'est-à-dire une valeur ajoutée favorable au développement économique des communautés et des personnes qui la possèdent. Les auteurs nomment ce dernier type de discours *profit* (*profit*), par rapport au premier, qu'ils nomment *fierté* (*pride*) : ils constituent tous les deux « les termes clé pour justifier l'importance des variétés linguistiques et convaincre les personnes de les parler, les apprendre, les soutenir ou de payer pour les entendre parler » [“*the key terms used to justify the importance of linguistic varieties and to convince people to speak them, learn them, support them or pay to hear them spoken*”] (pp. 3-4). L'apparition de la notion de profit à l'égard des langues est associée aux changements économiques propres au capitalisme tardif, qui conçoit les langues comme une habileté technique détachée de la notion d'authenticité. Ainsi, les États-nations doivent faire face à une reformulation des discours sur la fierté afin de faciliter leur propre insertion dans l'économie globale et pour permettre le flux de capitaux : « la “fierté” ne fonctionne plus comme trope unique de la légitimation de l'État-nation ; en revanche, l'habileté de l'État pour faciliter la croissance de la nouvelle économie dépend de son habileté pour légitimer le discours du “profit” » [“*Pride' no longer works as well as the sole trope of nation-state legitimization; rather, the state's ability to facilitate the growth of the new economy depends on its ability to legitimize the discourse of 'profit'*”] (Heller et Duchêne, 2012 : 10).

Cette situation a favorisé la mise à l'écart des États-nation dans la création de discours (et de politiques) sur les droits des minorités qui bénéficient des institutions transnationales, même si les politiques régulatrices de ces entités n'ont pas complètement réussi à chasser l'autorité de l'État-nation (Duchêne, 2008). Le traitement des minorités dans des domaines transnationaux reflète ce changement. Parmi les exemples d'espaces où ce type de diversité est régulé, on peut citer la *Déclaration sur les droits de personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques* des Nations Unies en 1993, la *Déclaration universelle des droits linguistiques*, qui a été impulsée par plusieurs institutions en 1996, et la *Convention pour la sauvegarde du patrimoine immatériel* de l'UNESCO en 2003. Bien que les langues n'occupent pas une place centrale dans cette dernière, certaines minorités linguistiques ont eu recours à cet instrument dans le but de revendiquer leurs variétés, comme on le verra dans le cas des locuteurs du portugol.

L'authenticité est un autre concept important dans l'analyse du rôle du langage dans les processus de mondialisation. Au cours des dernières décennies, l'authenticité a fait l'objet d'une révision intéressante, tant du point de vue de l'historiographie linguistique que du point de vue de sa valeur dans l'identité linguistique des personnes et des groupes.

D'après Coupland (2010), l'authenticité est un système de valeurs qui permet d'établir des identités personnelles, sociales et culturelles, son mode d'expression fondamental étant le discours :

L'authentification comme processus discursif, bien davantage que l'authenticité comme qualité langagière ou culturelle affirmée ou expérimentée, peut être soulevée dans l'analyse comme une dimension de l'ensemble de 'tactiques' intersubjectives qui permettent aux gens de revendiquer leurs propres statuts ou ceux des autres en tant que membres authentiques ou inauthentiques des groupes sociaux. (p. 105)

[authentication as a discursive process, rather than authenticity as a claimed or experienced quality of language or culture, can then be taken up analytically as one dimension of a set of intersubjective 'tactics', through which people can make claims about their own or others' statuses as authentic or inauthentic members of social groups.] (p. 105)

En ce qui concerne les langues, Coupland (2003) explique que la capacité de manipuler l'authenticité des variétés dialectales permet que les signifiés traditionnellement associés à la variation diatopique soient reformulés comme des variantes stylistiques : « les dialectes-styles ont tendance à être utilisés de façon productive et créative, plutôt que comme des simples indices sociaux de “qui on est” en termes de provenance sociale » [*“dialect-styles tend to be used more productively and creatively, rather than simply as social indices of ‘who we are’ in terms of social provenance”*] (p. 426). La revendication d'une variété dialectale (par exemple le portugno) implique la création d'instances où son utilisation publique est encouragée afin de rendre visible une identité ethnolinguistique.

Par rapport à l'authenticité comme valeur fondamentale dans la construction identitaire des groupes, Eckert (2003) attire l'attention sur le paradoxe suivant : alors que ni les identités ni les langues ne sont statiques, l'authenticité quant à elle est associée à quelque chose de statique. La distinction entre l'authenticité comme attribut statique et l'authentification comme processus dynamique est également établie par Bucholtz (2003), qui propose de parler plutôt en termes d'*effets d'authenticité (authenticity effects)* afin de mettre en avant le fait que l'authenticité découle de pratiques sociales constamment négociées, bien que ces dernières soient souvent rendues invisibles.

Le lien entre authenticité et autorité est souligné par Van Leeuwen (2001). Pour lui, l'authenticité peut signifier *autorisé*, du fait que quelque chose est authentique dans la mesure où une autorité le reconnaît comme tel. Dans ce sens, Lacoste, Leimgruber et Breyer (2014) distinguent trois modes de construction de l'authenticité : le *mode canonique* dans lequel l'authenticité est déterminée par une autorité, le *mode explicatif* qui établit l'authenticité à partir d'évidences, et le *mode performatif* qui détermine l'authenticité des objets ou des personnes, en s'orientant vers la construction d'effets de réalité.

En ce qui concerne la révision historiographique du concept d'authenticité en linguistique, Eckert (2003) signale que malgré la place centrale que les locuteurs et les analystes du langage lui accordent en tant que construction idéologique, l'authenticité n'a pas suffisamment fait l'objet de discussions théoriques dans les recherches. Bucholtz (2003) examine la façon dont l'authenticité a été interprétée dans diverses traditions linguistiques. Les études dialectologiques du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle ont hérité d'une vision romantique de l'authentique correspondant à ce qui avait réussi à rester intact face à l'urbanisation croissante. La recherche d'informateurs qui remplissent les critères N.O.R.M. (pour le sigle en anglais : *non-mobile, old, rural males*, c'est-à-dire non-mobiles, âgés, de milieu rural, hommes) permet de comprendre quels étaient les locuteurs que la discipline considère comme plus représentatifs (c'est-à-dire, comme les plus authentiques) des territoires en question. Selon Bucholtz, dans le cas des travaux d'orientation anthropologique du XIX^e siècle, l'intérêt pour les pratiques communicatives traditionnelles et rituelles visait à éviter l'influence que les changements culturels pouvaient avoir sur les communautés. Dans ce sens, le changement culturel était perçu comme une perte, et les processus de changement des langues comme un éloignement d'un passé authentique. Finalement, l'auteure explique que dans la sociolinguistique variationniste, comme Labov (1983) lui-même l'indique dans sa discussion sur le *paradoxe de l'observateur*, le locuteur authentique est celui qui emploie une variété vernaculaire dans un contexte ordinaire, en dépit de la difficulté du chercheur pour obtenir un échantillon qui présente ces caractéristiques.

D'après Bucholtz (2003), le chercheur s'érige ainsi en arbitre capable d'établir ce qui est linguistiquement authentique, mais il devient aussi un obstacle, dans la mesure où sa présence empêche d'obtenir un échantillon authentique. Il existe donc une construction idéologique du *locuteur authentique* comme celui qui est soumis à un certain isolement linguistique (*linguistic isolationism*) ; sa parole est considérée comme authentique dans la mesure où elle présente le plus haut degré de quotidienneté possible (*linguistic mundaneness*).

De la perspective des idéologies linguistiques, Woolard (2007) estime que dans le contexte de la mondialisation, l'autorité linguistique est maintenue par l'intermédiaire de deux systèmes idéologiques : authenticité et anonymat. Le système idéologique de l'authenticité place la valeur d'une langue sur son caractère local, c'est-à-dire dans son lien avec une communauté concrète et son enracinement dans un territoire. Les langues minoritaires et les variétés non standard ont trait à ce système idéologique dans la mesure où il encourage leur préservation en les présentant comme des ressources précieuses dans la communauté. Dans le cas de l'anonymat, la valeur d'une langue a trait à ce qui est socialement neutre et universellement disponible, ce qui explique que ce système idéologique soit associé aux langues hégémoniques. Ces systèmes ne s'excluent pas entre eux et sont imbriqués de façon complexe (Gal et Woolard, 2001). L'acquisition des variétés valorisées comme authentiques se différencie de celles associées à l'anonymat : « les langues anonymes sont censées pouvoir être apprises par n'importe qui, mais les langues authentiques ne peuvent pas être apprises par personne ; les locuteurs sont censés les avoir 'naturellement' et ne faire aucun effort pour les acquérir » [*“anonymous languages supposedly can be learned by anyone, but authentic languages can be learned by no one; speakers are supposed to come by them “naturally” rather than working to acquire them”*] (Woolard, 2016 : 24).

Dans le chapitre suivant, je présente une brève révision historique sur la frontière uruguayo-brésilienne, dans le sillage des travaux de certains chercheurs qui se sont penchés sur la réalité sociolinguistique de cette zone. Comme on le verra ensuite, les faits qui sont analysés dans cet article ont recours à la description scientifique pour étayer leurs revendications.

La frontière uruguayo-brésilienne : de nord à sud

La frontière entre l'Uruguay et le Brésil a une étendue d'environ 1000 kilomètres, avec des accidents géographiques (rivières, ruisseaux, lacunes) et quelques portions de frontière sèche (Mena Segarra, 1969). Pour ce travail, je voudrais me pencher sur deux points spécifiques de cette frontière : les villes jumelles de Rivera (Uruguay) et Santana do Livramento (Brésil) dans la zone nord et les villes de Chuy (Uruguay) et Chuí (Brésil) dans la région sud. La réalité démographique de Rivera/Santana do Livramento et Chuy/Chuí est différente : alors que la ville de Rivera est la capitale du département homonyme (avec presque 65 000 habitants), Chuy (département de Rocha) a presque 10 000 habitants (la capitale *rochense* se trouvant à 130 km de la frontière).

La situation sociolinguistique de la frontière, en particulier la région nord, a suscité l'intérêt de la linguistique locale depuis plus de soixante ans. Un des premiers travaux de recherche produits en Uruguay revient au linguiste José Pedro Rona, qui y manifeste l'étonnement d'avoir trouvé un « dialecte portugais sur le territoire uruguayen » (1959 : 1) alors qu'il se proposait d'étudier l'espagnol parlé en Uruguay.

Depuis lors, on a considéré qu'aux XVIII^e et XIX^e siècles, la population du nord du territoire actuellement occupé par l'Uruguay était majoritairement constituée de locuteurs de portugais (Rona, 1963, 1965, Hensey, 1972). Cette situation s'est prolongée encore quelques décennies après le processus d'indépendance de l'Uruguay, qui s'achève avec la *Prestation du serment constitutionnel* en 1830.

L'émergence du dialecte a surtout été expliquée par l'expansion de l'espagnol comme langue d'instruction sur le territoire national à partir de la *Loi d'éducation commune* de 1877. Par l'intermédiaire du système éducatif (mais aussi en tant que langue unique de tout le domaine étatique), l'espagnol s'est imposé comme langue de prestige dans la population lusophone installée au nord du pays. Le caractère obligatoire de l'espagnol comme langue

unique de l'instruction a contribué à l'émergence d'une situation diglossique, avec l'espagnol comme langue A et la variété frontalière du portugais comme langue B. À partir de la consolidation de la situation diglossique, qui selon Behares (2004) devrait être datée aux alentours des années 1920, des attitudes de rejet sont apparues envers le dialecte portugais : réprimé dans le système éducatif, il était aussi perçu comme une pathologie (Elizaincín, 1973, Behares, 1984a, 1984b).

Plusieurs recherches montrent que l'expansion de l'espagnol dans le nord de l'Uruguay a été soutenue par une politique nationaliste qui portait en soi la représentation du portugais comme une menace pour la construction de l'identité nationale (Behares, 2007, Elizaincín, Behares y Barrios, 1987, Barrios, 1996, 2013, Oroño, 2016). Les discours nationalistes hostiles au portugais ont perduré avec plus ou moins de véhémence jusqu'à présent, même si à partir des années 1990 d'autres discours commencent à émerger pour valoriser le dialecte comme patrimoine local, et l'enseignement du portugais comme un élément constitutif des processus d'intégration nationale (Barrios, 2008, Behares, 2000).

Pour ce qui est de la frontière sud, les différences les plus importantes en comparaison avec le nord sont d'une part, un peuplement très faible jusqu'à pratiquement la fin du XIX^e siècle, et d'autre part, l'isolement relatif dans les communications par voie terrestre jusqu'aux années 1940 (Varese, 2001). La situation sociolinguistique de la frontière sud n'a pas été étudiée de façon si approfondie que celle de la frontière nord, du fait que dans le sud le dialecte portugais ne s'est pas développé avec la même intensité que dans le nord. Cependant, dans un des premiers travaux sur les particularités linguistiques de la frontière sud, Berro García (1937 : 45) signale que la région faisait alors partie de la « zone d'influence lusitanienne », en raison de son isolement par rapport à la capitale, Montevideo.

Quelques décennies plus tard, Rona (1963) propose une situation différente, en affirmant que le portugais n'avait pas réussi à se faire une place dans la frontière sud. L'auteur explique que l'influence du portugais dans le territoire uruguayen était intense dans la zone nord, alors que dans le sud il n'existait pas d'« influence linguistique appréciable » (p. 9) du portugais sur l'espagnol, au point que, dit l'auteur, il ne s'y était développé aucun dialecte frontalier.

Une réalité similaire à celle proposée par Rona ressort d'un rapport sur la situation sociolinguistique dans la frontière uruguayo-brésilienne que Barrios *et al.* (1982) ont réalisé. Les auteurs observent que les interférences phoniques du portugais sur l'espagnol étaient importantes dans le nord de l'Uruguay et beaucoup plus faibles dans la zone sud de la frontière.

De son côté, Espiga (1997) explique que, en comparaison avec la frontière nord, la présence du portugais dans la frontière sud est moindre, à tel point qu'il lui paraît « indispensable de clairement discerner que la région de Chuí est la seule à exercer une démarcation limitrophe sans qu'on puisse pour autant y constater une avancée de l'expansion linguistique, de la part du PB [portugais brésilien], en direction de l'Uruguay » [*“é preciso distinguir claramente que a região do Chuí seja única a exercer demarcação limítrofe em que não se verifica avanço de domínio lingüístico, por parte do PB [português brasileiro], em direção ao Uruguai”*] (p. 36). Même si la présence du portugais paraît moindre à la frontière sud, on ne peut pas affirmer qu'il n'y existait aucun type de variété dialectale. En effet, Amaral (2008) observe que l'alternance de codes dans le sud agit comme un indice de l'identité ethnolinguistique qui « permet d'éliminer des frontières sociales et, en même temps, de se définir comme un collectif mixte » dont la « modalité discursive quotidienne est un composé de portugais et d'espagnol, appelé *portugol* par les locuteurs eux-mêmes » [*“permite eliminar fronteras sociales y, al mismo tiempo, definirse como un colectivo mixto” cuya “modalidad discursiva cotidiana es un compuesto de portugués y español, llamado por los propios hablantes portuñol”*] (pp. 247-248).

En termes de centre et périphérie, l'ensemble de la frontière uruguayo-brésilienne est une zone périphérique par rapport à la conception monoglossique de l'État uruguayen et, comme je le montrerai un peu plus loin, sa régulation glottopolitique a traditionnellement représenté un défi pour l'État. À son tour, la frontière nord se présente comme une région centrale dans l'emploi de la variété dialectale du portugais, alors que la frontière sud est une région périphérique de la région frontalière elle-même.

Au cours des dernières années, deux propositions provenant des communautés, que l'on pourrait considérer comme des initiatives pour la revendication de deux réalités frontalières divergentes, se sont fait jour : dans la frontière nord, la candidature de la variété dialectale du portugais (portugol) au titre de patrimoine culturel immatériel, et dans la frontière sud, la mise en place d'un Pôle linguistique pour exploiter économiquement le bilinguisme espagnol-portugais.

Je propose d'analyser quelques documents qui sont issus de ces deux propositions : d'un côté, l'ouvrage *Jodido bushinshe. Del hablar al ser. Portuñol como patrimonio cultural inmaterial* (Da Rosa, 2017a), dont le coordinateur affirme qu'« il s'agit en soi du premier argument formalisé pour la défense de la candidature des expressions artistiques et des usages sociaux du Portuñol au titre de PCI [patrimoine culturel immatériel] » [*es en sí mismo el primer argumento formal para la defensa de la postulación de las expresiones artísticas y usos sociales del Portuñol como PCI [patrimonio cultural inmaterial]*] (Da Rosa, 2017b : 11). D'un autre côté, j'analyse une série de documents sur la mise en place du Pôle linguistique dans la ville de Chuy : la proposition présentée au Ministère d'Éducation et Culture par les enseignants (Martínez, 2017), l'acte officiel de la mise en place du pôle (Consejo de Educación Secundaria, 2018a) et le communiqué de presse officiel sur l'événement (Consejo de Educación Secundaria, 2018b).

Les langues comme patrimoine culturel immatériel : le processus du portugol

La patrimonialisation se présente comme une stratégie pour rendre visibles les groupes minoritaires et protéger leurs pratiques culturelles, en particulier celles considérées en danger d'extinction. Comme Curbelo le signale (2011), dans le contexte de la mondialisation, le patrimoine culturel a acquis une certaine valeur de résistance et de demande sociale, puisque les communautés qui encouragent la patrimonialisation de leurs pratiques culturelles voient leur identité collective se renforcer. Si d'un point de vue traditionnel le patrimoine culturel englobait fondamentalement des biens matériels (artistiques, monumentaux, architecturaux, etc.), au début du XXI^e siècle, avec l'approbation en 2003 de la *Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel* (CSPCI) de l'UNESCO, le concept s'élargit vers des manifestations culturelles intangibles telles les traditions orales, les musiques, les festivités et indirectement les langues.

Dans l'article 2 du texte-cadre de la convention de l'UNESCO, le patrimoine culturel immatériel (PCI) est défini comme l'ensemble des

pratiques, représentations, expressions, connaissances et savoir-faire — [avec] les instruments, objets, artefacts et espaces culturels qui leur sont associés — que les communautés, les groupes et, le cas échéant, les individus reconnaissent comme faisant partie de leur patrimoine culturel. Ce patrimoine culturel immatériel, transmis de génération en génération, est recréé en permanence par les communautés et groupes en fonction de leur milieu, de leur interaction avec la nature et de leur histoire, et leur procure un sentiment d'identité et de continuité, contribuant ainsi à promouvoir le respect de la diversité culturelle et la créativité humaine. (UNESCO, 2016 : 5).

Un peu plus loin, la CSPCI établit une liste des domaines dans lesquels le PCI se manifeste :

- (a) *les traditions et expressions orales, y compris la langue comme vecteur du patrimoine culturel immatériel ;*
- (b) *les arts du spectacle ;*
- (c) *les pratiques sociales, rituels et événements festifs ;*
- (d) *les connaissances et pratiques concernant la nature et l'univers ;*
- (e) *les savoir-faire liés à l'artisanat traditionnel. (UNESCO, 2016 : 5-6).*

Comme on peut le voir, la langue est explicitement intégrée au domaine des traditions et expressions orales, avec la spécification qu'elle peut accéder au statut patrimonial à condition d'être porteuse du PCI. La CSPCI établit ainsi une distinction entre la langue comme système linguistique et la langue comme instrument : dans le premier cas, la langue ne peut pas être considérée comme faisant partie du patrimoine immatériel, dans le second oui. Selon Smeets (2004), pendant la discussion du texte final de la CSPCI, la place des langues a été longuement débattue et les pays qui étaient prêts à les reconnaître comme partie intégrante du PCI n'étaient pas bien nombreux. Dans la mesure où les États qui souscrivent la convention doivent garantir sa mise en œuvre dans leurs territoires respectifs, il est probable que l'inclusion des langues ait signifié un défi pour les logiques monoglossiques nationales. La distinction entre les langues comme systèmes et les langues comme instruments est reprise dans un autre document de l'UNESCO :

La Convention n'évoque pas non plus la langue en soi ou comme un ensemble (grammaire, vocabulaire et syntaxe), mais souligne le fait qu'elle est un vecteur fondamental de la transmission du patrimoine culturel immatériel. Les traditions et expressions orales ne peuvent exister sans la langue. En outre, presque tous les types de patrimoine culturel immatériel — qu'il s'agisse des connaissances concernant l'univers, des rituels ou de l'artisanat — sont liés à la langue ou dépendent d'elle pour leur pratique quotidienne et leur transmission d'une génération à l'autre. (UNESCO, 2011b : 7)

Ainsi, la CSPCI ne laisse pas à une communauté la possibilité d'envisager que sa langue *per se* puisse aspirer à faire partie du PCI et qu'elle puisse accéder aux ressources établies dans la convention pour le développement et la protection du patrimoine. Par ailleurs, elle réduit la portée d'utilisation des langues à un rôle instrumental et ne permet pas que la patrimonialisation donne lieu à un élargissement de leur fonctionnalité au sein de la communauté :

Bien que la langue sous-tende le patrimoine immatériel de nombreuses communautés, la protection et la préservation des langues excèdent le champ de la Convention de 2003. Cela étant, la langue est visée à l'article 2 en tant que moyen de transmettre le patrimoine culturel immatériel. La différence des langues façonne la transmission des histoires, des poèmes et des chants, et affecte leur contenu. La mort d'une langue se traduit inévitablement par la perte définitive de traditions et expressions orales. Cependant, ce sont ces expressions orales elles-mêmes et leur interprétation en public qui contribuent le mieux à sauvegarder une langue, plutôt que les dictionnaires, grammaires et bases de données. Les langues vivent dans les chants et les récits, les énigmes et les poèmes ; ainsi, la protection des langues et la transmission de traditions d'expressions orales sont très étroitement liées. (UNESCO, 2011a)

Avec la définition des biens qui peuvent aspirer à la catégorie de PCI, on introduit un découpage qui inclut et exclut les pratiques culturelles passibles de patrimonialisation. L'UNESCO s'érige ainsi en autorité apte à définir les pratiques culturelles authentiques d'une

communauté, suivant le *mode canonique* de construction de l'authenticité (Lacoste, Leimgruber y Breyer, 2014).

Dans une publication qui développe le contenu des domaines dans lesquels ce patrimoine peut se manifester (UNESCO, 2011a) il est indiqué que « les frontières entre les domaines sont extrêmement fluides et varient souvent d'une communauté à l'autre », ce qui rend « difficile, sinon impossible, d'imposer de l'extérieur des catégories rigides » (p. 3). Cependant, par rapport aux langues, la rigidité pour imposer des catégories ne semble pas faire doute pour l'UNESCO.

Malgré ces restrictions, des écrivains, des artistes et des universitaires de la ville frontalière de Rivera ont pris l'initiative d'envoyer la candidature du portugnol au statut de PCI, proposition qui a été réceptionnée par un bureau local du Ministère d'Éducation et Culture, le Centre MEC Rivera. Le premier antécédent de la candidature date de 2012, au moment où les premiers contacts avec l'UNESCO étaient établis. L'UNESCO a répondu en disant que le portugnol n'était pas en danger de disparition et que, de ce fait, il n'était pas nécessaire de le sauvegarder (« *Proceso de postulación...* », 2017). Il s'agit là d'une réponse qui mérite d'être questionnée. En effet, comme nous l'avons montré, l'État uruguayen a combattu le portugnol de façon plus ou moins systématique depuis la fin du XIX^e siècle (Behares, 2007, Barrios, 2017). Plus récemment, la reconnaissance officielle que le portugais en tant variété caractéristique de la frontière n'a eu de cesse de gagner, a fait que sa variété standard a pris le dessus sur le dialecte, maintes fois dans le but d'éradiquer ce dernier (Barrios, 2008).

Face à la réponse de l'UNESCO, les promoteurs de la patrimonialisation ont décidé d'organiser des activités pour donner plus de visibilité au projet de candidature, qui constitue un véritable processus d'authentification de la variété locale auprès de l'UNESCO. En 2013, des poètes et des musiciens ayant fait des compositions en portugnol se sont produits dans plusieurs communes de la frontière, dans le but de « mieux faire apprécier la culture dans le domaine culturel national, surtout le Portugnol qui est un trait majeur de l'identité régionale » [*“la cultura fuera mejor cotizada en el ámbito cultural nacional y sobre todo el Portuñol como gran señal de identidad regional”*] (« *Proceso de postulación...* », 2017 : 17).

En juillet 2015, des conférences avec des spécialistes et des artistes locaux, avec une large répercussion autant dans la presse nationale qu'internationale, ont eu lieu (Barrios, 2017). À ce moment-là, il a fallu reformuler la candidature puisque « la patrimonialisation d'une langue ou d'un dialecte n'est pas viable étant donné les conditions de la convention de l'UNESCO pour le Patrimoine Immatériel » (« *Seminario Jodido Bushinshe...* », 2017 : 172). En conséquence, l'initiative d'origine a dû être adaptée aux paramètres établis par l'UNESCO à propos des biens destinés à la patrimonialisation : « sans abandonner l'objectif premier d'introduire cette variété linguistique dans le patrimoine, étant donné les possibilités nouvellement ouvertes, nous devons ajouter l'enregistrement et le débat autour d'autres manifestations socio-culturelles ayant trait à l'identité frontalière » [*“sin dejar de lado el objetivo inicial de patrimonializar esta variedad lingüística debemos sumar ahora, dadas las posibilidades generadas, el debate y registro de otras manifestaciones socio-culturales con identidad fronteriza”*] (p. 172). L'idée initiale de seulement introduire le dialecte dans le patrimoine a ainsi été élargie aux « connaissances, traditions et expressions artistiques transmises par l'intermédiaire du Portugnol. Le Portugnol comme moyen et non comme objectif. » [*“los conocimientos, tradiciones y expresiones artísticas transmitidas a través del Portuñol. El Portuñol como medio y no como objetivo.”*] (pp. 172-173).

Outre l'élargissement de la possibilité de patrimonialisation à l'ensemble de ce que les organisateurs appellent l'« espace culturel du portugnol » (« *Seminario Jodido Bushinshe...* », 2017 : 172), une série d'objectifs a été formulée pour promouvoir la candidature devant l'UNESCO. Premièrement, on cherche à produire une masse critique pour étayer les arguments à présenter chaque fois qu'un bien sera proposé pour s'intégrer au PCI. La

production de connaissances sur la réalité sociolinguistique de la frontière uruguayo-brésilienne est importante, comme nous l'avons déjà montré. Cependant, les organisateurs semblent viser la production d'une masse critique locale. Par rapport à la production existante, ils attirent l'attention sur le fait qu'elle ait surtout été l'affaire de spécialistes étrangers à la réalité frontalière, puisqu'« aucun d'eux n'a assez longtemps vécu à Artigas, Rivera ou Cerro Largo pour reconnaître le lien inébranlable entre la culture frontalière et notre langue » [“ninguno vivió tiempo suficiente en Artigas, Rivera o Cerro Largo como para reconocer la relación irrompible entre la cultura de frontera y nuestra lengua”] (« Proceso de postulación... », 2017 : 17).

Deuxièmement, on se propose de faire des enregistrements des « manifestations socio-culturelles liées à l'identité frontalière » (« Seminario Jodido Bushinshe... », 2017 : 172), conformément à la directive de la CSPCI qui exige de répertorier le PCI. Selon les explications avancées, l'inventaire sera construit à partir d'une bibliographie et des enregistrements audiovisuels sur la production artistique en portugol dans les communes frontalières du Brésil et de l'Uruguay.

Enfin, on cherche à identifier le groupe des locuteurs de portugol. D'après ce qui est dit, à la différence des langues indigènes, « il n'existe pas de collectif [de référence] identifié » pour le portugol (« A modo... », 2017 : 15). Dans la mesure où ce dernier est envisagé comme une variété sociale, il s'agira de déterminer « quel est le groupe social porteur du patrimoine qui nous intéresse, comment ce groupe est composé, qu'est-ce qui les lie et les différencie des autres » [“cuál es el grupo social portador del patrimonio que nos interesa, como se compone ese grupo, que los une e diferencia de los demás”]² (p. 15).

En ce qui concerne l'identification du groupe de locuteurs du portugol, les promoteurs défenseurs de la patrimonialisation introduisent un débat entre les locuteurs dont le portugol est la langue maternelle et ceux dont il est la langue seconde :

Parmi les professionnels qui écrivent cet ouvrage, il y en a beaucoup qui ont le Portugol pour langue seconde, en raison du contact social, mais il se peut aussi qu'il y ait au moins quelqu'un qui ait acquis le Portugol depuis son plus jeune âge comme une langue maternelle. Alors, est-ce que ce collectif d'auteurs fait partie du groupe social porteur de la candidature du Portugol au PCI ? Est-ce que les artistes qui se sont présentés dans chacune des soirées de ce cycle le sont aussi ? Il s'agit là de questions clé car seul ledit groupe social de locuteurs de portugol aura l'autorité pour réclamer sa patrimonialisation... (2017: 15)

Ainsi, les promoteurs de la patrimonialisation s'identifient eux-mêmes comme des locuteurs de portugol langue seconde et, par conséquent, non autorisés à mener à bout le processus. En ce qui concerne l'inventaire de productions en portugol, cette situation est de nouveau signalée :

tout le répertoire que l'on pourra enregistrer ne sera pas très utile si ce processus n'est pas repris par ceux qui sont directement impliqués, c'est-à-dire les locuteurs de portugol. Pour cette raison, avant l'arrivée dans chaque population, il y aura des instances d'information et de diffusion du projet pour que le mode d'enregistrement soit concerté avec les habitants, et ce seront ces derniers qui définiront l'importance de leur langue maternelle dans la construction de leur identité. À condition que la patrimonialisation constitue un apport dans cette construction d'identité. (« Un largo proceso... », 2017 : 224)

En tant que pratique culturelle, le PCI se présente comme un échantillon authentique provenant d'une communauté, bien que son authenticité soit déterminée par les critères établis

² L'orthographe d'origine est respectée.

par l'UNESCO. Les communautés souhaitant présenter la candidature au PCI de leurs pratiques culturelles sont obligées de démontrer devant l'autorité institutionnelle que ces dernières sont authentiques, autrement dit, elles sont contraintes d'institutionnaliser leur propre authenticité, si paradoxal cela puisse paraître.

Comme nous l'avons vu, seuls les locuteurs de portugol langue maternelle sont considérés comme autorisés à décider de la patrimonialisation. L'histoire du portugol montre que cette variété a été combattue depuis plus d'un siècle par l'État, elle montre également que ses locuteurs ont été stigmatisés comme antipatriotes et que le bilinguisme a été conçu comme une pathologie ; d'où la réticence, qu'il est aisé de prévoir chez ceux qui ont appris le portugol à la maison, à revendiquer leur variété en public. La diglossie frontalière ne peut pas être envisagée comme un fait culturel mais politique, et c'est pour cette raison que la détermination du groupe *locuteurs de portugol* devrait prendre en compte sa conformation historique. On peut alors comprendre que les promoteurs de la patrimonialisation n'ont pas le portugol pour langue maternelle mais qu'ils ont *décidé* de l'utiliser pour sa valeur de référent identitaire. Si le locuteur authentique de portugol est celui qui l'a acquis comme langue maternelle, et si de ce fait il est le seul à avoir l'autorité pour décider de sa patrimonialisation, il est probable que le projet de candidature rencontre des difficultés pour renverser la stigmatisation qui dure depuis bien des années.

Politiques linguistiques dans la frontière uruguayo-brésilienne après le Mercosur : le bilinguisme comme ressource économique

À partir de la signature du traité du Mercosur en 1991, l'Uruguay s'est engagé à proposer l'enseignement du portugais dans le système éducatif public, ce qui s'est concrétisé en 1996 par son introduction comme matière facultative dans l'enseignement secondaire (ANEP, 2008). À la frontière, certaines actions spécifiques ont été mises en œuvre, telles le *Programme d'éducation bilingue* espagnol-portugais dans les écoles primaires frontalières en 2001 (Brian, Brovetto y Geymonat, 2007), qui accorde au portugais standard le statut de langue d'instruction. En 2006, la *Commission de politiques linguistiques/Comisión de políticas lingüísticas* (CPL) a été constituée ; son rapport final propose l'enseignement de deux langues étrangères obligatoires : anglais et portugais, en plus d'une troisième option obligatoire, avec un choix différentiel pour la région frontalière avec le Brésil (ANEP, 2008).

En accord avec les recherches scientifiques, la CPL précise que le portugais de l'Uruguay « peut être considéré comme une langue frontalière, minoritaire, et d'héritage » qui a été historiquement réprimée par le système éducatif. La stigmatisation « est fondée sur une méconnaissance de la réalité linguistique locale », « elle présuppose l'ignorance à l'égard de la nature et du fonctionnement des langues naturelles » et « méconnaît les bienfaits cognitifs et sociaux du bilinguisme » (ANEP, 2008 : 67).

À la différence du reste du pays où l'anglais est la première langue enseignée dans le système éducatif, le programme différentiel pour la zone frontalière inclut l'enseignement obligatoire du portugais depuis les premières années de l'école primaire et l'incorporation ultérieure de l'anglais. Selon l'explication de la CPL, le portugais de référence pour le système éducatif sera la variété standard brésilienne :

La reconnaissance et la valorisation des variétés linguistiques vernaculaires ne signifie pas que le système éducatif public encourage l'enseignement et l'expansion du Portugais de l'Uruguay, pas même son utilisation dans la salle de classe en tant que langue d'instruction. [...] La variété qui devrait être utilisée comme langue d'instruction dans les établissements scolaires est le « Portugais Standard » du Brésil, qui est sans doute en accord avec les normes propres du Portugais Gaúcho de Fronteira et, peut-être

aussi, au fil du temps, avec la norme produite d'un Portugais Soutenu de l'Uruguay. (ANEP, 2008 : 69)

Enfin, vers la fin 2008, la *Loi générale d'éducation* a été approuvée. Elle comporte une partie sur l'éducation linguistique dans laquelle le portugais est reconnu comme l'une des langues maternelles de l'Uruguay :

L'éducation linguistique aura pour but le développement des compétences communicatives des personnes, la maîtrise de la langue écrite, le respect des variétés linguistiques, la réflexion sur la langue, la prise en compte des différentes langues maternelles qui existent dans le pays (espagnol de l'Uruguay, portugais de l'Uruguay, langue de signes uruguayenne), ainsi que la formation plurilingue par l'intermédiaire des langues secondes et des langues étrangères. (Ministerio de Educación y Cultura, 2009 : 249A)

Dans le cadre de cette reconnaissance croissante du système éducatif public envers le portugais (qui avait été proscrit pendant des décennies), dans la ville de Chuy (frontière sud) la proposition d'inclure l'enseignement de cette langue dans les dernières années de l'enseignement secondaire s'est fait jour. La nouveauté de cette proposition réside dans sa justification, laquelle n'est pas seulement fondée sur la valeur ethnique du portugais dans la région frontalière, ni sur son importance pour les processus d'intégration régionale, mais sur des arguments qui renvoient à la valeur économique du bilinguisme.

Pour contextualiser cette proposition, il est nécessaire de présenter une caractérisation de l'espagnol parlé dans la frontière sud. La variété dialectale de l'espagnol du sud-est de l'Uruguay (en particulier du département de Rocha, où la ville de Chuy est située) possède comme trait caractéristique le maintien du tutoiement pronominal et verbal (du genre *tú tienes*), par comparaison avec l'usage plus répandu de *vos* dans le système pronominal et surtout verbal du reste de l'Uruguay (dans des combinaisons du genre *tú tenés* ou *vos tenés*). Cette caractéristique a valu à l'espagnol de Rocha d'être considéré comme l'espagnol le plus pur de l'Uruguay, représentation répandue partout dans le pays et revendiquée par les habitants de Rocha eux-mêmes (Albertoni, 2016a).

D'une part, la valeur de pureté est associée à l'origine ethnique des premiers habitants, les colons espagnols qui vers la fin du XVIII^e siècle ont été amenés à Rocha pour peupler une région pratiquement inhabitée, et afin de freiner la contrebande, le vol de bétail et l'avancée portugaise. D'autre part, la représentation puriste est associée à l'isolement du département de Rocha jusqu'au premier tiers du XX^e siècle, phénomène marquant qui a fortement conditionné la société locale. L'isolement, affirme-t-on, a suscité le développement d'une culture propre et le maintien du tutoiement comme trait associé à ce qui vient de l'Espagne, par opposition à l'influence d'autres langues migratoires et d'autres variétés de l'espagnol qui utilisent le *vos*, en particulier l'espagnol de Buenos Aires et Montevideo (Albertoni, 2016a).

La mise en valeur puriste de l'espagnol de Rocha est également présente dans la zone frontalière du département, considérée en l'occurrence comme la seule région de la frontière uruguayo-brésilienne dans laquelle l'espagnol et le portugais sont parlés sans être mélangés (Albertoni, 2016b). La différenciation de l'espagnol local en termes de pureté construit audacieusement (Irvine et Gal, 2000) la représentation de la frontière de Rocha comme une frontière autre : le nord se mélange, le sud non.

En juillet 2018 la *Commission de politiques linguistiques* (CPL) de l'*Administration nationale de l'éducation publique* (ANEP) a fait le lancement d'un *Pôle linguistique* dans un établissement public d'enseignement secondaire à Chuy. Comme on peut le constater dans la résolution de l'organisme, dans un premier temps, l'activité du pôle consistera à offrir deux cours facultatifs de portugais pour un maximum de 50 élèves des dernières années de l'enseignement secondaire de cette ville. L'objectif du projet est de procurer aux étudiants une

attestation de connaissance du portugais en accord avec le cadre européen commun de référence pour les langues (Consejo de Educación Secundaria, 2018b).

Bien que le pôle soit géré par un organisme officiel comme l'ANEP, sa création a pour origine la proposition d'un groupe d'enseignants locaux. Comme on le voit dans la résolution du Conseil de l'Enseignement Secondaire (2018b), les démarches se sont accélérées à partir de la réunion du Conseil de Ministres dans le département de Rocha, en septembre 2017. Les Conseils de Ministres sont des séances publiques auxquelles participe le président de la république, à côté de ses ministres et des autorités des gouvernements départementaux et des organismes étatiques. La dynamique des séances, qui sont organisées à fréquence mensuelle dans différents points du pays, prévoit des audiences pendant lesquelles les institutions locales présentent directement leurs propositions aux autorités. C'est à l'occasion de l'une de ces séances que la proposition de la mise en place d'un pôle linguistique pour la ville frontalière de Chuy a été présentée.

Dans le document adressé au Ministère d'Éducation et Culture, on fait remarquer que la ville de Chuy « est naturellement bilingue, contrairement à d'autres villes limitrophes de l'Uruguay » (Martínez, 2017 : 1). Alors que dans la frontière nord, la candidature du portugais au titre de PCI revendique le dialecte portugais comme la seule variété qui représente une valeur authentique dans la communauté, l'installation du pôle linguistique dans la frontière sud semble revendiquer le bilinguisme espagnol-portugais comme un trait d'authenticité locale :

Cet héritage culturel [le bilinguisme] est tellement sous-estimé que la communauté remplit constamment des tâches d'interprète dans des emplois qui demandent peu de qualifications, alors que tout en fournissant des opportunités éducatives pertinentes et remarquables, la ville pourrait devenir une usine de traducteurs capable d'apporter une valeur ajoutée aux domaines touristique et éducatif et à celui de l'industrie culturelle (jeux vidéos, audiovisuel, graphique), en fournissant des services à l'énorme marché brésilien. (Martínez, 2017 : 1)

En l'occurrence, le bilinguisme espagnol-portugais n'est pas seulement représenté comme une valeur culturelle de la communauté ; il est aussi conçu comme une ressource économique, à même de favoriser le développement des habitants de la frontière qui maîtrisent naturellement toutes les deux langues. Cet argument est renforcé par la possibilité d'accéder à un diplôme international qui atteste les connaissances en portugais.

Considérations finales

La frontière uruguayo-brésilienne a traditionnellement été un espace de tension où les langues reflètent les conflits entre nations. L'intégration de cet espace périphérique multilingue à l'État uruguayen a représenté une difficulté pour la logique monoglossique de la construction de l'identité nationale. Cependant, au cours des dernières décennies, le contexte de la mondialisation a entraîné l'apparition de fissures dans la sentence *un état, une langue*, qui ont donné lieu à une prolifération de processus de mondialisation par le bas.

Dans les deux initiatives présentées dans ce travail, il est possible d'observer comment deux communautés frontalières ont forgé des gestes glottopolitiques pour revendiquer leur singularité. Les ressemblances et les différences entre ces deux gestes rendent compte des visions glottopolitiques divergentes au long d'une même ligne frontalière.

Les deux propositions proviennent toutes les deux de la communauté et elles ont trouvé une plateforme pour devenir légitimes dans les espaces institutionnalisés. La légitimation est construite à partir de processus de marchandisation, bien qu'avec des caractéristiques différentes. Dans le cas de la candidature du portugais au titre de patrimoine immatériel, le

processus pourrait être décrit comme celui d'une marchandisation de l'authenticité dans un milieu périphérique (Pietikäinen et Kelly-Holmes, 2013), dans la mesure où le processus discursif d'authentification (Coupland, 2010) exigé par l'UNESCO implique une valorisation de la variété locale, ainsi que l'engagement de l'État à octroyer des ressources pour sa protection. D'un autre côté, l'installation du Pôle linguistique suit les processus plus canoniques de la marchandisation (Heller, 2010), dans lesquels les langues sont conçues comme une ressource économique, c'est-à-dire comme une habileté technique qui relègue au second plan la valeur de l'authenticité (Heller et Duchêne, 2012). Sur la base de la distinction entre authenticité et anonymat proposée par Woolard (2007, 2016), on peut affirmer qu'alors que dans la frontière nord on est dans un processus de marchandisation de l'authenticité, dans la frontière sud c'est l'anonymat qui fait l'objet de la marchandisation.

La valeur du portugol devenu patrimoine tient à son statut de variété ancrée dans un territoire ; le locuteur de portugol provenant de ce processus reproduit la construction idéologique qui conçoit le locuteur authentique (Eckert, 2003) comme celui qui a acquis sa langue de façon naturelle. Dans le cas du pôle linguistique, au contraire, la valeur du bilinguisme dépend de la possibilité de certifier la connaissance au moyen d'un diplôme international, ce qui entraîne la construction d'un locuteur anonyme dont la valeur réside dans la possibilité de déployer ses ressources linguistiques en dehors de son lieu d'origine.

Soit par la patrimonialisation d'une variété vernaculaire devant un organisme international, soit par l'attestation internationale du bilinguisme, les processus de marchandisation linguistique permettent de rendre compte de plusieurs stratégies de revendication glottopolitique d'identités frontalières dans le contexte actuel de mondialisation.

Références bibliographiques

- “A modo de presentación”, 2017, En: Da Rosa, Enrique (comp.) *Jodido bushinshe. Del hablar al ser. Portuñol como patrimonio cultural inmaterial*, Montevideo: Centros MEC, pp. 9-15.
- Albertoni, Pablo, 2016a, *Donde nace el tú de la patria. La construcción de la identidad etnolingüística rochense*, Tesis de Maestría, Montevideo: Universidad de la República.
- Albertoni, Pablo, 2016b, “Ideologías lingüísticas sobre el contacto español-portugués en el departamento de Rocha: la otra frontera”, En: Acevedo, Fernando, Nossar, Karina y Viera, Patricia (comps.) *Miradas sobre educación y cambio*, Montevideo: UDELAR/CFE, pp. 247-257.
- Amaral, Tatiana, 2008, *Una comunidad de habla, dos comunidades de lengua: la alternancia de códigos como signo de identidad en la frontera brasileño-uruguayo*, Tesis de Doctorado, Madrid: Universidad Autónoma de Madrid.
- ANEP, 2008, *Documentos de la Comisión de políticas lingüísticas en la educación pública*, Montevideo: ANEP/CoDiCen.
- Appadurai, Arjun, 1996, *Modernity at large. Cultural dimensions of globalization*, Minneapolis/Londres: University of Minnesota Press.
- Barrios, Graciela, 1996, “Planificación lingüística e integración regional: el Uruguay y la zona de frontera”, En: Trindade, Aldema y Behares, Luis (orgs.) *Fronteiras, educação, integração*, Santa Maria: Pallotti, pp. 83-110.
- Barrios, Graciela, 2008, “Discursos hegemónicos y representaciones lingüísticas sobre lenguas en contacto y de contacto: español, portugués y portuñol fronterizos”, En: Da Hora, Dermeval y Marques, Rubens (eds.) *Política lingüística na América Latina*, João Pessoa: Idéia/ Editora Universitaria, pp. 79-103.

- Barrios, Graciela, 2013, "Language diversity and national unity in the history of Uruguay", En: Del Valle, José (ed.), *A political History of Spanish: The making of a language*, Nueva York: Cambridge University Press, pp. 197-211.
- Barrios, Graciela, 2017, "Políticas de desetnización y patrimonialización lingüística en la frontera uruguaya con Brasil", *Anuario de Glotopolítica*, 1, pp. 151-179.
- Barrios, Graciela ; Behares, Luis ; Elizaincín, Adolfo ; Gabbiani, Beatriz ; Gargiulo, Martín ; Guimaraes, Antonio y Tani, Ruben, 1982, *Diagnóstico lingüístico de la región fronteriza uruguayo-brasileña*, Ministerio de Educación y Cultura/Organización de Estados Americanos, mimeo.
- Behares, Luis, 1984a, *Planificación lingüística y educación en la frontera uruguaya con Brasil*, Montevideo: Instituto Interamericano del Niño.
- Behares, Luis, 1984b, "Diglosia en la sociedad escolar de la frontera uruguaya con Brasil: matriz social del bilingüismo", *Cadernos de estudios lingüísticos*, 6, pp. 228-234.
- Behares, Luis, 2000, "Los discursos sobre la frontera y el campo de la educación", *Revista de la educación del pueblo*, 80, pp. 36-40.
- Behares, Luis, 2004, "Do fundo da panela. Lengua y cocina en la frontera uruguaya con Brasil", En: Behares, Luis, Díaz, Ernesto y Holzmann Gerardo (eds.) *Na fronteira nós fizemo assim. Lengua y cocina en el Uruguay fronterizo*, Montevideo: Librería de la Facultad de Humanidades y Ciencias de la Educación/AUGM, pp. 221-252.
- Behares, Luis, 2007, "Portugués del Uruguay y educación fronteriza", En: Brovotto, Claudia, Geymonat, Javier y Brian, Nicolás (comps.) *Portugués del Uruguay y educación bilingüe*. Montevideo: ANEP-CEP, pp. 99-171.
- Berro García, Adolfo, 1937, "Lexicología rochense", *Boletín de la Academia Argentina de Letras*, 5, pp. 63-70.
- Brian, Nicolás, Brovotto, Claudia y Geymonat, Javier (comps.), 2007, *Portugués del Uruguay y educación bilingüe*, Montevideo: ANEP-CEP.
- Bucholtz, Mary, 2003, "Sociolinguistic nostalgia and the authentication of identity", *Journal of sociolinguistics*, 7, 3, pp. 398-416.
- Consejo de educación secundaria, 2018a, *Acta N° 26. Tratado N° 31. Expediente 3/5949/18*, Montevideo.
- Consejo de educación secundaria, 2018b, "Se inauguró en Chuy el primer Polo Lingüístico del país", Disponible en: <https://www.ces.edu.uy/index.php/liceos/25168-chuy>
- Coupland, Nikolas, 2003, "Sociolinguistics authenticity", *Journal of sociolinguistics*, 7, 3, pp. 417-431.
- Coupland, Nikolas, 2010, "The authentic speaker and the speech community", En: Llamas, Carmen y Watt, Dominic (eds.), *Language and identities*. Edinburgo: Edinburgh University Press, pp. 99-112.
- Curbelo, Carmen, 2011, "Reflexiones sobre el patrimonio inmaterial y su significado", *Trama*, 3, pp. 101-110.
- Da Rosa, Enrique (comp.), 2017a, *Jodido bushinshe. Del hablar al ser. Portuñol como patrimonio cultural inmaterial*, Montevideo: Centros MEC.
- Da Rosa, Enrique, 2017b, "A modo de presentación", En: Da Rosa, Enrique (comp.) *Jodido bushinshe. Del hablar al ser. Portuñol como patrimonio cultural inmaterial*, Montevideo: Centros MEC, pp. 9-15.
- Duchêne, Alexandre, 2008, *Ideologies across nations: the construction of linguistic minorities at the United Nations*, Berlín/Nueva York: Mouton de Gruyter.
- Eckert, Penelope, 2003, "Elephants in the room", *Journal of sociolinguistics*, 7, 3, pp. 392-431.
- Elizaincín, Adolfo, 1973, *Algunos aspectos de la sociolingüística del dialecto fronterizo*, Montevideo: Facultad de Humanidades y Ciencias.

- Elizaincín, Adolfo, Behares, Luis y Barrios, Graciela, 1987, *Nos falemo brasileiro. Dialectos portugueses en Uruguay*, Montevideo: Amesur.
- Espiga, Jorge, 1997, *Influência do espanhol na variação da lateral pós-vocálica do português da fronteira*, Tesis de Maestría, Pelotas: Universidad Católica de Pelotas.
- Fairclough, Norman, 2008, *Language and globalization*, Nueva York/Londres: Routledge.
- Gal, Susan y Woolard, Kathryn, 2001, "Constructing languages and publics. Authority and representation", En: Gal, Susan y Woolard, Kathryn (eds.) *Languages and publics. The making of authority*, Manchester: St. Jerome, pp. 1-12.
- Heller, Monica, 2003, "Globalization, the new economy, and the commodification of language and identity", *Journal of sociolinguistics*, 7, 3, pp. 473-492.
- Heller, Monica, 2010, "The commodification of languages", *Annual review of anthropology*, 39, pp. 101-114.
- Heller, Monica y Duchêne, Alexandre, 2012, "Pride and profit: changing discourses of language, capital and nation-state", En: Duchêne, Alexandre y Heller, Monica (eds.) *Language in late capitalism. Pride and profit*, Nueva York: Routledge, pp. 1-21.
- Hensey, Frederick, 1972, *The sociolinguistics of the brazilian-uruguayan border*, La Haya/París: Mouton.
- Irvine, Judith y Gal, Susan (2000) "Language ideology and linguistic differentiation". En Kroskrity, Paul (ed.) *Regimes of language: Ideologies, politics, and identities*. Santa Fe: School of American Research Press, pp. 35-84.
- Labov, William, 1983, *Modelos sociolingüísticos*, Madrid: Cátedra.
- Lacoste, Véronique, Leimgruber, Jakob y Breyer, Thiemo, 2014, "Authenticity: a view from inside and outside sociolinguistics", En: Lacoste, Véronique, Leimgruber, Jakob y Breyer, Thiemo (eds.), *Indexing authenticity: sociolinguistic perspectives*, Berlín: De Gruyter, pp. 1-13.
- Martínez, Gabriela, 2017, *Polo lingüístico en Chuy*, Chuy, mimeo.
- Mena Segarra, Enrique, 1969, *Frontera y límites*, Montevideo: Nuestra tierra.
- Ministerio de Educación y Cultura, 2009, "Ley General de Educación N° 18437", *Diario Oficial*, Tomo 414, N° 27654. 247A-258A.
- Oroño, Mariela, 2016, *El lenguaje en la construcción de la identidad nacional: los libros escolares de lectura de Vásquez Acevedo, Figueira y Abadie-Zarrilli*, Montevideo: Tradinco.
- Pietikäinen, Sari y Kelly-Holmes, Helen, 2013, "Multilingualism and the periphery", En: Pietikäinen, Sari y Kelly-Holmes, Helen (eds.) *Multilingualism and the periphery*, Nueva York: Oxford University Press, pp. 1-16.
- "Proceso de postulación del portuñol como patrimonio cultural inmaterial", 2017, En: Da Rosa, Enrique (comp.) *Jodido bushinshe. Del hablar al ser. Portuñol como patrimonio cultural inmaterial*. Montevideo: Centros MEC, pp. 17-19.
- Rona, José Pedro, 1959, *El dialecto "fronterizo" del Norte de Uruguay*, Montevideo: Facultad de Humanidades y Ciencias.
- Rona, José Pedro, 1963, *La frontera lingüística entre el portugués y el español en el norte de Uruguay*, Porto Alegre: Champagnat.
- Rona, José Pedro, 1965, *El dialecto "fronterizo" del Norte del Uruguay*, Montevideo: Adolfo Linardi.
- "Seminario Jodido Bushinshe. 'Los poruñoles, os portuhnois'", 2017, En: Da Rosa, Enrique (comp.) *Jodido bushinshe. Del hablar al ser. Portuñol como patrimonio cultural inmaterial*. Montevideo: Centros MEC, pp. 171-174.
- Smeets, Riëks, 2004, "Language as a vehicle of the intangible cultural heritage", *Museum international*, 56, 1-2, pp. 156-165.

- “Un largo proceso llega a su etapa de inflexión”, 2017, En: Da Rosa, Enrique (comp.) *Jodido bushinshe. Del hablar al ser. Portuñol como patrimonio cultural inmaterial*. Montevideo: Centros MEC, pp. 223-224.
- UNESCO, 2011a, *Los ámbitos del patrimonio cultural inmaterial*, Disponible en: <https://ich.unesco.org/doc/src/01857-ES.pdf>
- UNESCO, 2011b, *Preguntas y respuestas. Patrimonio cultural inmaterial*, Disponible en: <https://ich.unesco.org/doc/src/01855-ES.pdf>
- UNESCO, 2016, *Textos fundamentales de la Convención para la salvaguardia del patrimonio cultural inmaterial de 2003*, París: UNESCO, Disponible en: https://ich.unesco.org/doc/src/2003_Convention_Basic_Texts-2016_version-SP.pdf
- Van Leeuwen, Theo, 2001, “What is authenticity?”, *Discourse studies*, 3, 4, pp. 392-397.
- Varese, Juan Antonio, 2001, *Rocha, tierra de aventuras*, Montevideo: Banda Oriental.
- Woolard, Kathryn, 2007, “La autoridad lingüística del español y las ideologías de la autenticidad y el anonimato”, En: Del Valle, José (ed.) *La lengua, ¿patria común? Ideas e ideologías del español*, Madrid/Frankfurt: Iberoamericana/Vervuert, pp. 129-142.
- Woolard, Kathryn, 2016, *Singular and plural. Ideologies of linguistic authority in 21st century Catalonia*, Nueva York: Oxford University Press.

POLIGLOFÍAS AMERICANAS. FANTASMAGORÍAS GLOTOPOLÍTICAS EN RICARDO ROJAS Y ROBERTO LEHMANN- NITSCHÉ

Diego Bentivegna
CONICET – UNTREF – UBA

Argentina. Una filología por crearse

“La filología argentina está por crearse; y tal es una de las empresas deparadas a los hombres e instituciones que han de organizar la cultura de nuestra patria”. Con estas palabras comienza el último párrafo del capítulo “El idioma de los gauchescos”, en el segundo de los dos volúmenes con los que se inicia en 1917 la *Historia de la literatura argentina* de Ricardo Rojas.

Ese programa se sitúa en una posición intermedia entre dos series discursivas. La primera de esas series — que al mismo tiempo Rojas resume y pretende superar con los capítulos iniciales de la *Historia* — es la que conforman los discursos sobre la lengua en la Argentina cuya inflexión polémica se encuentra en los debates suscitados por la publicación en 1900 del volumen *Idioma nacional de los argentinos*, del francés Lucien Abeille y de la secuela de solidaridades y, sobre todo, de rechazos¹ que este texto produce al legitimar, con argumentos lingüísticos y filológicos relativamente novedosos en el debate argentino, la posibilidad de la formación de una lengua nacional autónoma en relación con la peninsular. La segunda serie que confluye en el programa planteado por Rojas es la de los discursos de saber que surgen en un campo de estudios institucionalizado en el sistema universitario y relativamente unificado desde un punto de vista disciplinar, con el inicio de actividades, en 1923, del Instituto de Filología de la Universidad de Buenos Aires, que el propio Rojas había impulsado como decano de la Facultad de Filosofía y Letras (Buchbinder, 1997: 135).

Tomaré como punto de partida un documento redactado por Rojas en 1939, más de veinte años después de la aparición del anuncio de una futura “filología argentina” y a quince años de la fundación del Instituto. En él es posible rastrear las huellas de algunas de las disputas y las tensiones más potentes que atraviesan la constitución, en esos veinte años, de ese espacio de saber.

¹ Para el alcance glotopolítico de las disputas suscitadas por el volumen de Abeille, cfr. Ennis (2017) y la bibliografía allí citada. La huella de esos debates todavía presentes en la *Historia* de Rojas, con su rechazo de las tesis del francés: “Repudio un libro como el del doctor Luciano Abeille [...] porque carece de sistema científico y porque fomenta las inclinaciones más barbarizantes y vanas del patriotismo criollo”, Rojas, 1948: 583).

El documento del que parto integra una serie discursiva² relativamente homogénea según dos criterios. En principio, esa serie se presenta para nosotros como unificada por un cierto nombre *autoral* -un nombre de *autor* y sobre todo un nombre de *autoridad* para la construcción de la literatura argentina entendido como proceso de *documentalidad* (Ferraris, 2008) por los objetos culturales son producidos. No hay, desde esta perspectiva, objetos culturales sin un proceso textual y discursivo que los constituya como tales. En segundo lugar, se trata de textos que comparten un rasgo que los coloca en un lugar que postulamos como *fantasmagórico*. Y ello en la medida en que asumen en muchos aspectos las características discursos instituyentes (Maingueneau, 2009) o fundacionales (Verón, 1993), textos que operan en un campo en formación, el de la filología argentina, pero que para nosotros, hoy, existen en un el ámbito de lo *archivado*, como puros gestos que no llegan a articularse en un discurso público sostenido y no generan, en este punto, efectos discursivos en lo inmediato. Son, en definitiva, puros gestos políticos, discursos constituyentes *fallados* en la medida en que permanecen como textos en un estado provisorio, como textos que llegan hasta nosotros como sobrevivencias de archivo.

Ricardo Rojas. Un discurso de autoridad

Es importante destacar el rol central que ocupa Ricardo Rojas, sin duda junto con Leopoldo Lugones una figura clave en la formación del campo intelectual argentino de la primera mitad del siglo XX (Sarlo y Altamirano, 1983; Castillo, 2009; Ferrás, 2017). El nombre de Rojas, en efecto, se encuentra asociado con algunos de los gestos fundacionales de lo que entendemos por cultura nacional argentina, al mismo tiempo que van asumiendo de manera progresiva una posición de alcance cada vez más continental. En principio, el nombre de Rojas se encuentra asociado con la fundación de la primera cátedra de Literatura Argentina en el sistema universitario nacional. Rojas, que no tenía título universitario alguno, asume esa cátedra en 1913 y continuará ejerciendo su titularidad hasta 1946. Ese año, un parteaguas en la historia argentina del siglo XX marcado por el triunfo electoral de la fórmula presidencial encabezada por el coronel Juan Domingo Perón, por desavenencias marcadas con las nuevas autoridades universitarias, Rojas — que desde 1930 se había transformado en una de las figuras de referencia de la Unión Cívica Radical³ y en un sostenedor firme (llega incluso a ser candidato a senador en las elecciones del 46) de la Unión Democrática, la heteróclita coalición de radicales, conservadores, socialistas y comunistas que enfrenta a Perón- renuncia a todos sus cargos universitarios (Pickenhain, 1982: 217).

El nombre de Rojas hoy está asociado además con un texto instituyente del campo de los estudios literarios nacionales en la Argentina: la monumental *Historia de la literatura argentina* con la que inicié este recorrido y sobre la que volveré parcialmente en las páginas siguientes. Esa *Historia* se materializa en seis gruesos volúmenes que Rojas va publicando

² Damos una somera descripción de los textos que integran la serie, todos, según hemos rastreado, hasta ahora no publicados. Se trata de tres documentos mecanografiados, con algunas escasas notas manuscritas, presumiblemente del propio Rojas. El primer texto que consideraremos lleva por título “Congreso americano de lengua quichua”, un texto de cinco carillas. El segundo texto lleva como título “Proyecto de declaración”. Ocupa dos carillas. El texto que se preserva en el archivo de la Casa Ricardo Rojas es una copia en carbónico del original, que no hemos encontrado. El tercero, el más extenso, lleva como título “Conferencia sustentada por el Doctor Ricardo Rojas en la Universidad Mayor de San Marcos el 18 de septiembre, 1939”. Más abajo, figura el tema, subrayado como el encabezamiento: “Conciencia de América”. Con lápiz, y con la firma de Rojas, se lee en el costado superior izquierdo “No publicar por no estar [ilegible] esta versión taquigráfica”. Este último documento es el más extenso: ocupa nueve carillas mecanografiadas. Todos los documentos se encuentran en buen estado de conservación y son perfectamente legibles.

³ De esa experiencia partidaria surge el ensayo más superficialmente político de Rojas: *El radicalismo del mañana*, cuya primera edición es de 1932.

entre 1917 y 1922, en los que en rigor no se refleja, sino más bien *se produce literalmente* aquello que a partir de entonces se categoriza como “literatura nacional”. Y se lo produce desde una posición que explicita la necesidad — eminentemente documental (Ferraris, 2007) — de recuperar, editar e integrar la serie de documentos que constituyen esa literatura y de darles una impronta orgánica. Para ello, Rojas coloca en el eje del canon dos grandes bloques textuales: la literatura gauchesca, centrada en el *Martín Fierro* de José Hernández, y la producción discursiva del grupo de intelectuales de la primera mitad del siglo XIX que Rojas denomina “los proscritos”, en el que el eje está puesto en los escritos de Domingo Faustino Sarmiento, en especial en el *Facundo* y en los *Recuerdos de provincia*.

Cuando en 1924 da a conocer el volumen que titula, con un término que acuña él mismo, *Eurindia*, en el que plantea una estética nueva — y un programa filológico propio — no solo para la Argentina — que había sido el eje de la *Historia* — sino para el conjunto de América Latina, Rojas se estaba consolidando como una figura central del campo intelectual argentino. Ello se materializaba en su gestión primero como decano entre 1921 y 1924 de la Facultad de Filosofía y Letras de la Universidad de Buenos y más tarde, desde 1926 hasta 1930, como rector de la casa de estudios. Desde ese cargo, recordemos, Rojas organiza la fundación de instituciones que intentan sistematizar y darle un plafón aceptable en un nivel internacional a la producción de saberes sobre las lenguas y sobre las literaturas producidos en la universidad argentina. Por otro lado, en 1923 Rojas había logrado dos reconocimientos importantes: el premio Nacional de letras y el nombramiento como miembro correspondiente de la Real Academia Española (Pickenhayn, 1982: 192).

Rojas impulsa la fundación del Instituto de Filología, en diálogo constante con el Centro de Estudios Históricos de Madrid dirigido por Ramón Menéndez Pidal — que el autor de la *Historia de la literatura argentina* como la institución más rigurosa y eficaz en la construcción de una filología de matriz hispánica —, así como la del Instituto de Literatura Argentina. Mientras que, como es sabido, para la dirección del Instituto de Filología Rojas convoca a especialistas españoles formados en la escuela pidaliana (Américo Castro, Agustín Miralles, Miguel de Montoliu y, sobre todo, Amado Alonso, que dirige el Instituto desde 1927 a 1946, cuando, junto con Rojas y también por conflictos con la nueva gestión peronista, abandonará definitivamente su cargo y la Argentina para instalarse en los Estados Unidos), él mismo se reserva el lugar de director del Instituto de Literatura Argentina.

Sin operar en rigor de manera antagónica, los dos institutos universitarios impulsados por Rojas diseñan en las décadas siguientes proyectos alternativos, que implican diferentes posicionamientos con respecto a los rasgos definitorios de una lengua — y, en general, de una cultura — argentina y americana. Desde su rol de director del Instituto de Literatura Argentina, Rojas irá conformando un fondo documental para los estudios sobre la cultura argentina: un fondo que no se limita a brindar una base los estudios estrictamente literarios, sino que a aquellos que asumen una dimensión que se explicita como amplia, filológica en un sentido decimonónico, que van de los estudios de corte histórico relacionados con la literatura, a los de orden folklórico y antropológico. En este punto, el traspaso de los documentos reunidos durante la encuesta folklórica nacional impulsada en 1921 por el Consejo Nacional de Educación al Instituto dirigido por Rojas y las posibilidades de un estudio inédito de las fuentes culturales, anónimas — y percibidas como determinantes — de lo que constituye la cultura argentina que abren esos materiales, representa un sustento material importante para el modelo de trabajo con documentos de distinta procedencia y condición que el Instituto asume.

La significación de la labor sobre esos materiales se plasma en el apéndice del último volumen de la reedición en 1948 — en pleno peronismo y ya fuera de sus cargos universitarios — de la *Historia de la literatura argentina*; en esas páginas finales y agónicas de la *Historia*, Rojas esboza una síntesis de su actividad docente y resume, año por año, desde

1913 a 1946, los programas de la asignatura de Literatura Argentina. Si leemos en progresión esos programas reducidos, notamos que, a partir de 1927, Rojas incluye, como trabajo especial de seminario, el estudio de la colección de folklore, de acuerdo con diferentes temáticas y con la posibilidad de acceso a los materiales catalogados. En este marco institucional, Rojas forma en los años treinta una serie de jóvenes investigadores⁴ e inicia un conjunto de publicaciones que, si bien nunca alcanzan el peso e impacto internacional de las que paralelamente da a conocer el Instituto dirigido por Amado Alonso, comienzan a dar forma científica al estudio y a la edición de textos de la literatura nacional⁵.

Lima, 1939. El impulso del quechua y de las lenguas americanas

El texto en el que me detengo⁶ forma parte de una serie textual más amplia con la que Ricardo Rojas interviene en el XXVII Congreso de Americanistas de 1939, cuya primera sesión funcionó en Lima y cuya segunda sesión, en la que Rojas no participó, lo hizo en la ciudad de México. Se trata de documentos en los que Rojas, luego del destierro en el penal de Tierra del Fuego por su compromiso con el partido radical y el contacto en el extremo sur de la Argentina con los últimos restos de las poblaciones autóctonas fueguinas que registra en el volumen *El archipiélago*, de 1942, proyecta un redimensionamiento de su proyecto euríndico, que se conecta con la exploración del universo incaico en publicaciones como *Ollantay* y *El titán de los andes* — ambas de 1939 — o la edición de los *Himnos quichuas* que publica a través del Instituto de Literatura Argentina en 1937.

En el documento del 39, Rojas plantea un proyecto de congreso en torno a la lengua quechua (o “quichua”, como prefiere denominarla, según el uso habitual en la provincia de Santiago del Estero⁷) que debería haber tenido lugar en un futuro más o menos próximo en la sede de la Universidad de Tucumán. Es un documento con una relevancia glotopolítica notable, en la medida en que instala la necesidad de considerar una lengua autóctona americana.

Dicho Congreso tendría por tema principal la recapitulación de toda la bibliografía sobre la época colonial, el estado presente de los trabajos en esa especialidad, y los problemas del quichua que deben afrontar en lo sucesivo los institutos oficiales de investigación en lingüística, geografía, folklore, educación, estética e historia americana (Rojas, 1939a: 1).

⁴ Entre ellos, Carlos Vega, importantísimo en el desarrollo de la musicología argentina; Ismael Moya, que sistematiza parte de los materiales de los legajos de la encuesta folklórica del 21 en sus volúmenes sobre el *Romancero* y sobre el *Refranero criollo*, y Antonio Pagés Larraya, que con el tiempo ejercerá la titularidad de la cátedra y del instituto de literatura argentina.

⁵ Rojas detalla la serie de publicaciones del Instituto entre 1923 y 1946 en el Anexo a la reedición del último volumen de la *Historia*, reeditada por Losada como dijimos en 1948 y, en 1960, por la editorial Kraft. La lista especifica los títulos y el nombre de los responsables de las ediciones que forman parte de la colección “Noticias para la historia del teatro nacional”, que incluye entre los colaboradores a especialistas que luego ocuparán un lugar importante en los estudios hispánicos (Celina Sabor de Cortazar) y folklóricos (el marido de la anterior, Augusto Raúl Cortazar). Se detallan además las publicaciones de la colección “Orígenes del teatro nacional” y de la colección “Crítica”, en las que, además del propio Rojas, colaboran críticos que intervienen en esos años en los debates culturales, como Jorge Max Rohde, Juan Pablo Echagüe, Narciso Binayán, Arturo Giménez Pastor, Jorge Furt (quien, por otro lado, mantiene una polémica fuerte con los presupuestos de Rojas en su libro *Lo gauchesco en la literatura argentina* de Ricardo Rojas, de 1929), Ismael Moya, Carlos Vega y Antonio Pagés Larraya. Cfr. Rojas, 1960: 663-668.

⁶ Se trata de un Congreso significativo desde el punto de vista de la normalización de las lenguas autóctonas americanas, ya que fue en la sesión celebrada en Lima del 29 de octubre cuando se aprobó el uso del alfabeto de 33 signos: la idea de un panalfabeto común para las lenguas quechua y aymara (Llanto Chávez, 2001: 86).

⁷ Sobre el uso de los términos “quechua” y “quichua” para designar la lengua, cfr. Censabella, 1999: 35.

En el proyecto de Rojas se consigna, en principio, la voluntad de construcción de un gran acervo bibliográfico de la lengua quichua:

La bibliografía habrá de ser el punto de partida de la tarea aquí propuesta, y aquella se dividirá en dos series: I) la lengua, II) los textos. La de lengua se subdividirá en las siguientes secciones: a) Gramáticas; b) Vocabularios; c) Estudios sobre tópicos relativos a las secciones a y b. La serie de Textos comprenderá las siguientes especies: a) Textos europeos traducidos al quichua, b) Textos quichuas traducidos a lenguas europeas; c) Estudios sobre las especies anteriores (Rojas, 1939a: 1).

Como vemos, el proyecto de Rojas no prevé tomar como inicio un estudio de las variedades de la lengua efectivamente habladas y la situación concreta de sus hablantes, que expondrá solo en parte más adelante en el documento. En cambio, toma como punto de partida la sistematización de los documentos sobre esa lengua: el trabajo sobre una serie de testimonios textuales que producen el efecto de que la lengua que se promociona, el quechua, es un *objeto preexistente*, una entidad que ya ha sido registrada y delimitada a través del documento, de la letra, como un objeto culturalmente legítimo por su espesor histórico. Se trata, en efecto, de una lengua de la que se releva en todo momento su condición prestigiosa de antigua lengua imperial, lengua de administración y de cultura del estado incaico y, en consecuencia, material lingüístico invaluable en la configuración de una cultura que Rojas piensa como la fusión entre lo europeo y lo americano.

Así y todo, a medida que avanza, el proyecto de Rojas no se presenta tan sólo como un mero trabajo sobre el acervo histórico, sino también como un *archivo del presente*. Plantea, en efecto, la necesidad de estudiar la situación contemporánea del quechua en América y a partir de él la situación de las lenguas, con vistas a su revalorización y a su repotenciamiento:

Cuestiones actuales: a) toponímicos, patronímicos y gentilicios quichuas que han durado hasta hoy; b) nombres quichuas de la fauna, la flora y la geo, con la bibliografía y el estudio científico de cada caso; c) nombres quichuas de costumbres y utensilios, con su bibliografía y estudio; d) la tradición quichua en otras formas de folklore hispanoamericano; e) Palabras quichuas incorporadas al castellano, con su historia y textos que los autorizan; f) corrupción del castellano oral por contaminación del quichua; g) corrupción del quichua oral y escrito por contaminación del castellano; h) cantares en quichua; i) narraciones en prosa quichua; j) la mente bilingüe en la pedagogía de las escuelas primarias; k) la política y el idioma quichua en los pueblos americanos que aun conservan aquella lengua autóctona. (Rojas, 1939a: 3)

Como lo había planteado ya en su texto político más influyente, *La restauración nacionalista*, de 1909, el archivo — como recordarán muchas décadas después autores alejados del universo discursivo de Rojas como Derrida o Foucault — involucra a los *arcontes*, los custodios de la memoria que son a la vez los que operan, atentos al origen, en el plano del presente, en el plano de lo viviente (Rojas, 1922: 287). El archivo histórico es, desde la perspectiva de ya en su juvenil nacionalismo restaurador, configuración de un pasado y, al mismo tiempo, intervención en lo actual.

El Instituto de Filología de la Universidad de Lima y los estudios sobre el quechua

Entiendo que es importante situar este proyecto de Rojas en un campo de saber más amplio: el de la construcción de un espacio de saber específico sobre las lenguas y sobre las literaturas en América latina, es decir, en la configuración de un espacio de saber que se proyecta, como puede desprenderse del fragmento de la *Historia de la literatura argentina*

con el que comenzamos, no tanto como una filología *en* América o *de* América, sino, más conflictivamente, como *una filología americana*. La consideración de un documento que permanece sin efectos, que permanece en un estado *fantasmagórico*, que no se materializará en una serie discursiva posterior concreta, nos permite interrogar las tensiones, los conflictos así como también las alianzas y solidaridades políticas en los que ese espacio de saber americano se construye. En otras palabras, nos permite indagar la configuración de los estudios filológicos en la Argentina — la filología argentina que en la Historia “estaba por hacerse” — como un proceso de construcción hegemónica (Bentivegna, 2013), atravesada por conflictos y por disputas de proyección política en muchos casos explícita.

En este punto, el hecho de que el texto que interrogamos sea un documento que Rojas piensa en relación con un congreso de alcance internacional con sede en Lima con la revaloración del quechua que en esos años había impulsado desde el Instituto de Filología de la Universidad Mayor de San Marcos el filólogo italiano Ippolito Galante (Durston, 2014). Experto en lenguas clásicas y parte del engranaje de expansión cultural del régimen fascista de su país en América latina, Galante — luego de permanecer un tiempo en Chile como profesor de latín en el Instituto Pedagógico de Santiago y luego de una breve estadía europea en Portugal y Suecia — es convocado por las autoridades de la universidad más antigua de América del Sur para organizar su Instituto de Filología en 1938.

La fundación de una cátedra limeña para el estudio y la enseñanza del quechua no solo como lengua “arcaica”, “muerta” o “moribunda”, sino también como conjunto de variedades andinas vivas y actuantes produjo una serie de debates en la medida en que ello era visto como un riesgo para la tradición hispanista y clásica que hacían del castellano y del latín las bases de la enseñanza⁸.

Para fines de los años treinta, cuando se están dando estos procesos en el Instituto de Filología de Lima, las relaciones de Rojas con el mundo intelectual peruano son fluidas. Es lo que se desprende de la correspondencia con intelectuales peruanos tan influyentes como Luis Valcárcel (el autor de *Tempestad en los andes*, prologada por Mariátegui) y Uriel García (Mahile, 2017) custodiada en su acervo documental, convocados de manera directa o indirecta, como veremos, en el proyecto de Rojas.

Esos contactos de Rojas con el mundo intelectual peruano se deducen también de las referencias positivas a las operaciones de la crítica argentina que ubican al gaucho en un lugar central que Mariátegui incluye en la sección final de los *7 ensayos de interpretación de la realidad peruana*⁹. En una línea similar, Víctor Raúl Haya de la Torre, fundador del aprismo peruano y de alcance continental, reconoce el rescate de lo indígena que estaba encarando Rojas en los años veinte. Del mismo modo, el gran historiador de la literatura peruana, Luis Alberto Sánchez, reconoce en diferentes lugares de su producción el precedente que representan los volúmenes de la *Historia de la literatura argentina*¹⁰. Dados estos contactos y

⁸ Para un análisis detallado de las intervenciones públicas en torno a las actividades del Instituto de Filología de Lima durante la gestión de Galante, cfr. el artículo ya citado de Durston (2014).

⁹ “El orto de la literatura peruana no podía semejarse, por ejemplo, al de la literatura argentina. En la república del sur, el cruzamiento del europeo y del indígena produjo al gaucho. En el gaucho se fundieron perdurable y fuertemente la raza forastera y conquistadora y la raza aborígen. Consiguientemente la literatura argentina — que es entre las literaturas iberoamericanas tal vez la que tiene mayor personalidad — está permeada de sentimiento gaucho” (Mariátegui, 2009: 239).

¹⁰ Véase, por ejemplo, la alusión de Haya de la Torre a Rojas en un texto como “¡Hispanos, latinos, panamericanos o indoamericanos!”, que el propio autor de la *Historia de la literatura argentina* parece replicar, sin citarlo de manera explícita, en las disquisiciones sobre el nombre del continente y sus implicancias históricas e ideológicas que explora en conferencia “Conciencia de América”, que dicta en Lima en el Congreso de 1939 (cfr. Nota 2). Un dato importante es que el texto de Haya de la Torre es incluido en el volumen *Construyendo el aprismo*, publicado en Buenos Aires por la editorial Claridad en 1933 (Haya de la Torre, 1933). Entre las referencias positivas de Luis Alberto Sánchez a la obra de Ricardo Rojas, recordamos la remisión a *Eurindia* en

solidaridades con los intelectuales del Perú, es verosímil conjeturar que el dato de la fundación del Instituto en la universidad limeña y la inclusión del quechua como objeto de estudio por parte de Galante habrá sido altamente significativo en la medida en que, como recordamos al comienzo de este artículo, es en el marco de su gestión como rector de la Universidad de Buenos Aires durante el primer radicalismo que se impulsa y, finalmente, se termina fundando en 1923 el Instituto de Filología¹¹.

El factor Lehmann-Nitsche. Esbozo de una filología *americana*

En el programa fundacional del Instituto de la Universidad de Buenos Aires que había presentado Rojas el estudio de las variedades autóctonas americanas, sobre todo las presentes en la Argentina, debería haber ocupado un lugar prominente entre las tareas de investigación de la nueva institución. Sin embargo, es indudable que la relación estrecha que Rojas mantiene con lo que por entonces era, como ya señalamos, el espacio más prestigioso en el ámbito de los estudios lingüísticos y filológicos del mundo hispánico, el Centro de Estudios Históricos de Madrid (Del Valle, 2004; García Mouton *et al.*, 2015), terminará produciendo un programa de trabajo con tonos diferentes para el Instituto, puesto bajo la égida de la institución madrileña.

Más que una *filología americana*, el Instituto de Filología va construyendo de manera eficaz un dispositivo que se engarza de manera perfecta en el proyecto más amplio del hispanismo peninsular. De hecho, una de las grandes operaciones que lleva adelante Amado Alonso, el filólogo y crítico que dirigió el Instituto en un extenso período que va de 1927 a 1946 es la intervención que “corrige” y reinscribe en un paradigma hispanista un trabajo que podía considerarse como uno de los pilares para una filología americana, filiada en la tradición de los estudios lingüísticos de lengua alemana y no en el hispanismo: el estudio sobre el español de Chile y su hibridación con elementos provenientes del mapuche que había llevado adelante Rodolfo Lenz en texto fundamental — e incómodo desde una perspectiva hispanista preocupada sobre todo por mantener la unidad de la lengua — como *El español de Chile* (Pfänder y Ennis, 2013)¹².

En los mismos años en que Rodolfo Lenz realizaba su actividad de acopio y sistematización de una lengua con una fuerte presencia en cuanto a las relaciones históricas con el castellano y en cuanto al número de hablantes como el mapuche, un proyecto que se materializa entre otras publicaciones en los dos volúmenes del importante *Diccionario de las voces chilenas derivadas de las lenguas indígenas americanas* de 1910, otro científico alemán que llega en la década de 1890 a América del Sur empieza a interesarse fuertemente por las lenguas autóctonas de la región. Se trata de Roberto Lehmann-Nitsche, quien, apenas terminados sus estudios universitarios en Ciencias Naturales (1894) y en Medicina (1897) en Munich, desembarca en el puerto de Buenos Aires en 1897.

En la Argentina, gracias al interés de su director, Francisco Pascasio Moreno- Lehmann-Nitsche se incorpora al cuerpo de científicos del Museo de La Plata (donde será director de la sección de Antropología hasta su regreso a Alemania, en 1930; Farro, 2009). Durante su extensa permanencia en nuestro país, en diferentes momentos Lehmann-Nitsche va a cruzarse

el comienzo de su ensayo *¿Existe América Latina?*, publicado en Santiago de Chile en 1945 e incorporado luego al volumen *Examen espectral de América Latina* (Sánchez, 1962).

¹¹ Es algo que se manifiesta en otro de los documentos del 39, fuertemente conectado con el que estamos enfocando, en el que Rojas plantea que el Congreso de Americanistas manifiesta a la Universidad limeña su “congratulación por haber incluido el estudio del quichua en el Instituto de Filología”.

¹² El Instituto de Filología da a conocer el volumen con textos de Lenz — publicados originalmente en alemán en la década de 1890 e inéditos en castellano — en 1940 (a un año de las intervenciones de Rojas que estamos considerando) en traducción, con notas y apéndices de Amado Alonso y Pedro Henríquez Ureña.

con la obra y con el trabajo institucional de Rojas en el ámbito cultural en general y universitario en particular¹³.

Un dato significativo para pensar los cruces entre Rojas y Lehmann-Nitsche es que en 1926 el científico alemán es convocado por el autor de *Eurindia* para hacerse cargo de la dirección del Instituto de Filología, junto con Ángel Battistessa. Ello ocurre una vez concluidas las gestiones fundacionales de Américo Castro, Agustín Miralles y Manuel Montoliu. De este modo, Lehmann-Nitsche rompe en 1926¹⁴ la serie de directores españoles, todos ellos filólogos profesionales formados en la escuela de Menéndez Pidal.

Por su trabajo en el campo de la antropología biológica y de los estudios etnológicos, por su interés en algunas manifestaciones de las culturas populares y, sobre todo, por su labor en torno a algunas variedades de las lenguas autóctonas americanas (algo que lo liga de manera explícita con la labor contemporánea de Samuel Lafone y Quevedo, que había impulsado la creación de una sección de estudios lingüísticos en el Museo de La Plata en 1892, estudios que estaban orientados sobre todo al análisis de las lenguas autóctonas americanas). Estos trabajos lingüísticos de Lehmann-Nitsche van desde el estudio inicial del *ona* fuegino hasta la postulación fallida de un supuesto grupo lingüístico patagónico “Het” (Malvestitti y Orden, 2014), en la que insiste en un artículo de 1922 publicado en la revista del Museo de La Plata (Lehmann-Nitsche, 1922), pasando por recopilaciones y estudios de lenguas de la zona pampeana y patagónica, así como de la región chaqueña¹⁵. Es a partir de estos proyectos de trabajo sobre las poblaciones autóctonas que, incluso, Lehmann-Nitsche interviene en el congreso de americanistas celebrado en Buenos Aires en 1910 con una propuesta de alcance político que, sin nombrar directamente la cuestión de las lenguas, parece incluirlas en el campo más amplio de las tradiciones culturales:

La República Argentina debe seguir el ejemplo dado por los Estados Unidos de Norte América, reservando grandes territorios para la población autóctona donde pueda vivir según sus costumbres, sin ser sometidos a la llamada civilización de una raza distinta que para ella es algo incomprensible. (Lehmann-Nitsche, 2004: 54).

Al mismo tiempo que Lehmann-Nitsche registra diferentes aspectos de la cultura popular del Río de la Plata — publica en esos años compilaciones de *Adivinanzas rioplatenses* (1911) y, bajo el pseudónimo de “Víctor Borde” y en Alemania la selección de *Textos eróticos del Río de la Plata* (1923)¹⁶ — “ejerció desde sus primeros años de radicación en la Argentina

¹³ Así, por ejemplo, cuando Ramón Menéndez Pidal está en proceso de recolección de materiales para la elaboración de sus importantes estudios sobre los romances en América, visualiza tanto a Rojas como a Lehmann-Nitsche como personas adecuadas para que colaboren con la reunión de fuentes. Cfr., para el detalle del intercambio epistolar entre Lehmann-Nitsche y Menéndez Pidal, Chicote, 2009.

¹⁴ Un año en el que Gumbrecht (1993) dilucida que las tensiones entre “autenticidad” y “artificialidad”, por un lado, y “colectividad” e “individualidad” por el otro en las percepciones mutuas entre Argentina y España.

¹⁵ “Entre sus manuscritos se encuentran un vocabulario *ona*, dictado por dos jóvenes hombres selknam, Tschoskiai y Kiótomen — quienes con sus familias habían sido enviados por el gobernador de Tierra del Fuego a la Exposición nacional realizada en Buenos Aires en 1898 —, y por Navarro, el intérprete que los acompañaba (...); textos en quichua recopilados entre agosto de 1899 y 1911; textos en guaraní anotados entre febrero de 1902 y enero de 1918; un breve vocabulario registrado en junio de 1903 en Buenos Aires, y narrativas y cantos en tehuelche anotados y grabados en enero y marzo de 1905 en la Plata [...]; un extenso vocabulario “puelche” producto de dos estadias de campo en Río Negro en los veranos de 1915 y 1916; además de los textos en mapuzungun objeto de esta publicación” (Malvestitti, 2012: 25).

¹⁶ El título de esta compilación, publicada en Leipzig en 1923, es *El Plata Folklore. Texte aus den La Plata-Gebieten in volkstümlichem Spanisch und Rotwelsch. Nach dem Wiener handschriftlichen Material zusammengestellt*. Hay una traducción con el título *Textos eróticos del Río de la Plata*, publicada en Buenos Aires en 1981 por la Editorial Clásica. La versión en español es de Juan Alfredo Tomasini, el estudio preliminar es de Julián Cáceres Freyre y las notas son de Enrique Ricardo del Valle. El trabajo de Lehmann-Nitsche que se plasma en este volumen suscitó el interés de Marcel Duchamp, que visitó al antropólogo durante su residencia en la Argentina. Cfr. al respecto Raúl Antelo (2006: 41).

una permanente actividad de documentación de vocabularios y textos en distintas lenguas originarias habladas en el país, en una línea de indagación que compartió con colegas contemporáneos como Samuel Lafone Quevedo y Félix Oute” (Malvestitti, 2012: 18). En ese preciso ámbito de las lenguas indígenas, en 1925, es decir, tan sólo un año antes de su interinato en el Instituto de Filología, Lehmann-Nitsche había publicado vocabularios del toba y del “mataco” (etnónimo que usa para referirse al pueblo wichi de la región chaqueña) en el *Boletín de la Academia Nacional de Ciencias* editado en la ciudad de Córdoba.

A diferencia de Rojas, Lehmann-Nitsche estaba en condiciones de intervenir en la construcción de un espacio filológico americano no como un autodidacta cuya orientación por los estudios lingüísticos y antropológicos remitían en última instancia a intereses patrióticos inscriptos ya en su programa nacionalista de 1909 (Rojas, 1922), sino como un científico formado en los rigores de las instituciones universitarias de Alemania. Sin embargo, como Rojas, Lehmann-Nitsche despliega en la Argentina durante las primeras tres décadas del siglo XX una actividad que involucra distintas áreas de conocimiento y diferentes espacios institucionales, sin lograr la sistematización de ellos en grandes narrativas de saber (Burke, 2017: 104) como las que publica en esos años el primero (la *Historia de la literatura, Eurindia, el Silabario de decoración americana*). Profesor a partir de 1905 de la primera cátedra de Antropología en la Universidad de Buenos y más tarde de esa misma asignatura en la Universidad de La Plata — donde por otro lado Rojas había sido incorporado en 1909 por iniciativa del fundador de esa casa de estudios, Joaquín V. González, como docente de la cátedra de Literatura —, los intereses de Lehmann-Nitsche por el estudio de las variedades indígenas podrían haber dado una nueva impronta al tipo de trabajo que se encaraba desde el Instituto.

Durante el breve interinato de Lehmann-Nitsche no solo comienza a publicarse el *Boletín* bajo la dirección de Battistessa, sino que también, lo que es más significativo para el recorrido que planteamos en este trabajo, se le encarga dar forma institucional a una sección de estudios indígenas. Son perspectivas de trabajo abiertas por el antropólogo alemán que constituyen el esbozo de un panorama muy diferente del espacio filológico hegemónico por el predominio del estudio del castellano (tanto en sus variedades europeas como en sus variedades americanas) y de sus tradiciones de investigación que reimpulsará a partir de 1927 Amado Alonso.

El proyecto truncado de Lehmann-Nitsche se filia en una memoria discursiva que podemos pensar como alternativa a la del hispanismo filológico que terminará constituyéndose como opción hegemónica¹⁷.

¹⁷ En la práctica concreta, la única publicación de la sección de estudios indígenas del Instituto de Filología es el volumen de 1931 de Marcos Morínigo sobre *Hispanismos en el guaraní*, es decir, no centrado en el estudio de una lengua autóctona en sí misma sino sobre la capacidad de penetración del español como lengua hegemónica sobre una variedad minorizada (Toscano y García, 2013). El prólogo de Alonso al estudio de Morínigo es explícito con respecto al carácter más bien fantasmagórico de la sección impulsada por Lehmann-Nitsche y el lugar que en el Instituto, durante lo que se considera su período dorado (Lida, 2014), ocupa el estudio de las variedades indígenas, que aparece como respuesta a un pedido explícito del Consejo Superior de la Facultad y no como una búsqueda surgida de los intereses de la gestión del Instituto:

El consejo de nuestra Facultad de Filosofía y Letras nos recomendó, va para dos años, la creación de una sección indigenista en el Instituto de Filología. Nosotros pensamos que sería sin duda mucho más fructífero que ponernos a estudiar el quíchua, o el guaraní, enseñar lingüística a personas que ya conocieran dichas lenguas.

Un proyecto trunco: la Comisión de Estudios Lingüísticos

En el legado de Lehmann-Nitsche que se encuentra en el Instituto Iberoamericano de Berlín se custodia el esbozo del proyecto de la fundación de una Comisión de Estudios Lingüísticos, esbozo fechable en 1918, si tenemos en cuenta que en la misma carpeta del acervo del sabio alemán se encuentra una carta con el sello de la Facultad de Filosofía y Letras del 6 de junio de ese año en la que se habla de la reunión de la “sección de lingüística”. La copia está mecanografiada, sin información institucional ni firma. La transcribimos:

Fines que se propone.

- *Producción de un atlas étnico-lingüístico de la América del Sud, incitando para ello la colaboración de todas las Repúblicas hermanas y posesiones europeas (las Guayanas); su término, si posible fuera, para el año 1922 en que se reunirá el Congreso Histórico de Río de Janeiro.*

- *Estudios y publicaciones sobre lenguas indígenas americanas.*

- *Estudios y publicaciones sobre la lengua castellana en la República Argentina a través de los siglos.*

- *Estudios y publicaciones sobre la posible existencia de fósiles lingüísticos en las Américas y su correlación con las lenguas del viejo mundo.*

- *Subdivisión de la Comisión en tres secciones correspondientes a los nrs. 2, 3 y 4.*

- *Reglamentación de las mismas en cuanto a sus reuniones por secciones y generales.*

(Comisión, 1918 circa)

Como puede observarse, el proyecto que se encuentra en el archivo de Lehmann-Nitsche recorta el espacio institucional de gestión al mundo americano. Se trata de un documento que participa de los rasgos de un discurso instituyente (Maingueneau, 2009). Es, en efecto, un texto que se presenta a sí mismo como gesto tendiente a delimitar un espacio académico legítimo y, al mismo tiempo, un texto que se constituye a sí mismo como fuente de autoridad. En efecto, en el esbozo tal como se conserva en el legado de Lehmann-Nitsche, no se nombra en ningún momento a España ni a ninguna de las instituciones académicas o universitarias que pudieran formar parte de un proyecto de gran envergadura como la producción de un Atlas lingüístico, que se propone en el punto 1)¹⁸. Por otro lado, el punto 2) focaliza el estudio de las lenguas indígenas americanas, mientras que el estudio del castellano es relegado al punto 3), y, un dato significativo, no en relación con el español de España, sino pensado como un estudio histórico del castellano de la Argentina. Finalmente, el punto 4) muestra en su superficie un sintagma, “fósiles lingüísticos” con una memoria discursiva propia, una memoria discursiva (Arnoux, 2008) que acerca el estudio de las lenguas menos a los estudios históricos en los que trabajaba por entonces Menéndez Pidal y su escuela madrileña y más a las ciencias naturales y, en especial, a la paleontología, una de las áreas en la que comienzan a descollar en ámbito latinoamericano instituciones argentinas como el Museo de La Plata, en cuya estructura — como hemos ya señalado — se inserta tempranamente Lehmann-Nitsche (Farro, 2009).

El esbozo de 1918 debe ser colocado, pues, en el marco de la construcción de un espacio de saber en el que la presencia de estudiosos formados en Alemania e instalados a lo largo del continente — desde Lenz en Chile hasta Franz Boas en Estados Unidos — asociado con una lingüística americana que no se reduce al estudio del castellano y de sus variedades regionales, sino que percibe el espacio lingüístico del continente como un espacio heterogéneo desde el punto de vista lingüístico más allá del número concreto de hablantes

¹⁸ Recordemos, entre otros datos, que para entonces Ramón Menéndez Pidal había publicado hacía más de diez años su *Manual de gramática histórica del español* y que, como ya dijimos desde 1915 era director del Centro de Estudios Históricos de Madrid, que había iniciado sus actividades en 1910 (García Mouton y Pedrazuela Fuentes, 2015).

para cada variedad: un paisaje poblado por un número no del todo determinado de lenguas autóctonas que deberían ser objeto de documentación, de sistematización y de estudio comparativo. Y asociado, también, con una renovación de la metodología misma que está en la base de los estudios lingüísticos, no limitados a trabajos de corte genético y filiativo, predominantes hasta entonces, sino atentos a la dispersión geográfica de los fenómenos y a la recopilación de textos, grabados, copiados al dictado e incluso escritos por los propios informantes (Malvestitti, 2012: 23).

En muchos casos, como sucede en los estudios inéditos de Lehmann-Nitsche sobre el mapudungun o en sus registros de relatos por parte de sujetos mapuches, la recopilación de los textos era acompañada de una descripción más amplia del ambiente antropológico en la que eran producidos. Incluso, los estudios lingüísticos se acompañaban con fotografías de los informantes y de sus entornos vitales. Se trataba, evidentemente, de un modo de entender la labor del lingüista como parte de un trabajo de campo, filiado en los estudios folklóricos y antropológicos. La impronta que Lehmann-Nitsche asumía en sus estudios lingüísticos se diferenciaba así del tipo de abordaje más atento a las tradiciones cultas relacionadas con la escritura, en una concepción de filología en la que confluyen los estudios sobre el lenguaje y los estudios literarios, que terminará impulsando el Instituto de Filología de la Universidad de Buenos Aires.

Poliglofías americanas

En el primer número del *Boletín* que se publica durante el interinato de Lehmann-Nitsche se incluye el discurso de inauguración del Instituto pronunciado por Rojas. En él, al reconocimiento de la primacía de los estudios filológicos de la escuela española de Menéndez Pidal, se une el recuerdo de la filiación de estos estudios en la tradición filológica alemana. Aunque en este punto Rojas no nombra a ningún investigador en particular, esa tradición en lengua germana estaba representada en Sudamérica por los trabajos de Rudolf Lenz y de Friedrich Hanssen en Chile y, con menor influencia por cierto, en los de Lehmann-Nitsche.

Según afirma Rojas, la elección de un director español se había producido “porque éste posee, con el genio del idioma, la llave mágica para entrar en el secreto de nuestros corazones” (Rojas, 1926a: 75). Es claro pues que, de acuerdo con el propio Rojas, la elección por un español se hace por razones más del orden de lo sentimental que por motivos de carácter estrictamente científico. Asimismo, Rojas señala entre las tareas del Instituto “traer a la ciencia el estudio de las lenguas precolombianas, en el doble problema de sus presuntas genealogías asiáticas y de su aporte a la lengua castellana” (Rojas, 1926a: 77).

En el mismo número del *Boletín* se reproduce el discurso de Rojas en ocasión de la presentación de Agustín Miralles, en 1924, el segundo director del instituto. Allí Rojas señala lo que sin duda ve como limitaciones en la gestión de Castro:

Espero que el año próximo nuestro Instituto, de acuerdo con el plan proyectado, podrá abordar estudios de fonética y dialectalismos regionales, emprendiendo a su vez el estudio de las lenguas indígenas, complemento indispensable de cualquier estudio serio sobre el castellano que se habla en la Argentina. Es posible que este mismo año, como anticipación de ese programa, podamos oír aquí una sabia conferencia preliminar sobre el idioma guaraní, y acaso otras dos sobre el araucano y el quichua, a cargo de autorizados especialistas. Mucho puede enseñarnos España, en la ciencia de su idioma, pero hay una contribución americana que ha de serle nueva y provechosa (Rojas, 1926b: 87).

Por su parte, Manuel Montoliu, en el discurso de asunción como tercer director del Instituto que se reproduce en el mismo *Boletín*, insiste en la idea de que el eje del trabajo del

Instituto debe pasar por el estudio de las relaciones entre el castellano de la Argentina y otras variedades europeas, traídas por las “masas iletradas” inmigratorias, en tanto las lenguas indígenas, impotentes para luchar con el castellano, han sido poco a poco arrinconadas en sus límites actuales y condenadas a desaparecer, tarde o temprano, a causa de la erosión incesante que surgen por parte del oleaje del idioma invasor (Montoliu, 1926: 104).

La percepción que en 1939 tiene Rojas de la presencia de las lenguas americanas en el continente es muy diferente de la que los directores del Instituto de Filología plantean en estas intervenciones inaugurales. En el proyecto de congreso sobre la lengua quechua, Rojas afirma no solo la vitalidad de las grandes lenguas autóctonas que, significativamente, como había señalado ya en el primer volumen de la *Historia de la literatura argentina* de 1917 al que aludimos al comienzo de este escrito, confluyen en el territorio nacional. Rojas insiste allí en que los tres grandes grupos lingüísticos amerindios “en donde pueden refundirse todas las lenguas de la América meridional, tienen representación en territorio argentino” (Rojas, 1938: 152).

Ignoro si antes ha sido señalado este caso de poliglofía indígena de nuestro país, que así contienen en sus lenguas propias, tipos de casi todas las lenguas continentales; con el guaraní del litoral, las del grupo atlántico; con el quichua del noroeste, las del grupo andoperuano; con las lenguas de las Patagonia, las del grupo araucano propiamente dicho. Y aún podríamos agregar ciertas lenguas de difícil clasificación, como las del Chaco y Tierra del Fuego, de las cuales luego hablaré, u otras ya desaparecidas, como la cacana de Catamarca, la milcayac de San Juan, la sanavirona de Córdoba, de las cuales dan leve noticia los primitivos cronistas coloniales (Rojas, 1938: 152).

De esto modo, la Argentina, lejos de ser el espacio donde las lenguas autóctonas estarían condenadas a la absorción por parte del castellano, es el único territorio nacional sudamericano donde coexisten zonas donde se habla el quichua, el mapuche y el guaraní. Rojas insiste en la “poliglofía” (tal el término que introduce, tal vez acuñado por él mismo). Con el término, Rojas designa un espacio que no es el de la mera convivencia de las lenguas, sino más bien el lugar de lo que nombra como “conflicto colonial”, que se piensa en términos de un relato en el que los actores son las propias lenguas: un conflicto en el que, en principio, de acuerdo con criterios evolucionistas explícitos, “en la primera adaptación social” resultan vencedoras el quichua, el guaraní y el mapuche sobre las otras variedades autóctonas, para llegar finalmente al predominio del castellano sobre el resto, “como lengua definitiva de nuestra organización civil y de nuestra literatura nacional” (Rojas, 1938: 152).

Leemos en el documento de 1939:

El vasto repertorio de temas que dejo enunciados, tiene en sí mismo valor científico; pero, según se ve, trasciende el campo de la reflexión histórica, para encarecer su importancia ante temas políticos y educacionales de plena actualidad. No necesito agregar que, en este último sentido, ellos involucran soluciones de alcance económico y estético. No es cierto que la América del Sud esté toda ella poblada de raza blanca. Esa es la verdad oficial, pero no es la realidad social. Cuando se dice “América Latina”, “América Española” o se habla de que América es una Europa trasplantada, solo se alude a ciertas formas del Estado y a ciertas corrientes que han prevalecido en su evolución, dándole una fisonomía en sus clases ilustradas y a sus puertos cosmopolitas. Adentro de esa realidad, hay la otra, y es necesario reconocerla. Nada se gana con negar hechos evidentes. Muchos adalides de la nueva generación hispanoamericana, en Méjico y en los pueblos del Pacífico, empiezan a decir Indoamérica para poner el acento en la otra realidad. Porque hay una América indígena, que no ha desaparecido a pesar de la conquista y de la miseria y que aun podrá sublevarse. La hay en su historia, en su bibliografía y en su condición presente.

La densidad de población autóctona en Bolivia, Perú y Ecuador es de universal notoriedad, y no necesito encarecerla. Si Buenos Aires da índices contrarios por la inmigración, no se olvide que Buenos Aires fue fundada con más indios que españoles, según lo comprueban los repartimientos de Juan de Garay, ni se olvide que es mestizo casi todo el peonaje de nuestras provincias andinas y que aun se habla quichua en la Argentina y también en ella se habla el guaraní (Rojas, 1939a: 4).

Para Rojas, la necesidad de documentar el quechua no se reduce a la producción de un saber puramente “científico”; en cambio, según él mismo afirma, adquiere una dimensión “política” y “educacional”, que involucra a los hablantes contemporáneos de esas lenguas y a sus derechos. En este sentido, Rojas podía contar con algunas cifras acerca de la vitalidad del quechua en Sudamérica, como las que se presentan en el informe de 1936, tres años antes de la conferencia en Lima, *Estado actual del estudio de las lenguas indígenas* de Antonio Portnoy, que postulaba la existencia de 3.500.000 hablantes de la lengua, distribuidos entre Perú, Bolivia, Ecuador, Chile y la Argentina (Portnoy, 1936: 40). Asimismo, en los años cuarenta, poco después de la intervención de Rojas en Lima, al sentar las bases de los estudios de geografía lingüística en la Argentina, Romualdo Ardissonne registra la presencia de las lenguas “generales”, en especial el quechua y el guaraní, en el espacio nacional (Ardissonne, 1955: 70 y ss).

Hay, en este aspecto, una conciencia glotopolítica del presente con respecto a los hablantes de lenguas indígenas americanas que aflora en estas intervenciones de Rojas y que se proyecta en un plan de trabajo concreto. En efecto, en el cierre del proyecto, el trabajo sobre el quechua se postula — fundacionalmente — solo como un primer paso: postula la posibilidad de realizar congresos futuros en Mendoza sobre el mapuche (que llama “araucano”), por su presencia histórica en la zona de la Pampa, Cuyo y la Patagonia (en este punto, Rojas valoriza el trabajo sobre la influencia de la lengua autóctona en el castellano chileno de Lenz, que, como recordamos más arriba, estaba por entonces siendo refutado en gran parte por Alonso) y en Corrientes sobre el guaraní.

El documento de Rojas se cierra con la nómina de instituciones que podrían formar parte de la red americana que proyecta para el estudio del quichua y que eventualmente puede extenderse a otras lenguas autóctonas. Esas instituciones son:

La Plata, Museo, Humanidades, Biblioteca
Bs. As. Museo Riv.
Fac.
Inst. Lit. Arg.
Filología.
Clásica.
Museo Mitre.

Dobrizhofer, latín. *Cusco. Inst. Am.*
Lima. Museo. Valcarcel. Sphynx.
Universidades. Charcas, San Marcos, Quito, Cusco, Chile.
Publicaciones,
Biblioteca de Lenguas Americanas
Mitre.

(Rojas, 1939a; respetamos la grafía del original).

En esta red proyectada por Rojas, el por entonces hispanista Instituto de Filología aparece enlazado, y en cierto sentido, podemos pensar, controlado, por otros nodos institucionales, que no remiten exactamente al universo institucional hispanista. En principio, lo hace con el Instituto de Filología de Lima (Rojas apunta el nombre de la revista *Sphynx*, la publicación oficial del Instituto, fundada por el mismo Galante), que como vimos había asumido, con la

incorporación del quechua, una política científica concreta con una lengua americana que el Instituto de la Universidad de Buenos Aires deja vacante. Por otro lado, Rojas incluye en su red potencial a una serie de museos que habían asumido tareas de investigación en el ámbito de las lenguas y, en general, de la antropología en América Latina, desde el Museo de La Plata en el que había trabajado durante décadas Lehmann-Nitsche, al Museo Mitre de Buenos Aires en el que se custodia todavía hoy el fondo documental reunido en el siglo XIX por el político e intelectual argentino Bartolomé Mitre sobre las lenguas indígenas del continente.

No es un dato menor que Rojas apunte en la serie el nombre de Valcárcel, director del Museo Nacional de Lima entre 1931 y 1945 y uno de los sostenes más claros del indigenismo andino. Recordemos, por otro lado, que durante la gestión de Valcárcel como ministro de educación del Perú, algunos años después de la participación de Rojas en el Congreso de Lima, impulsa en 1945 la Declaración conjunta de Arequipa con su par boliviano Jorge Calero Vázquez, postula un plan conjunto de educación indígena que prevé que los niños quechua y aymara hablantes se alfabeticen en sus propias lenguas, uno de los antecedentes más importantes de la ley de 1975, durante la gestión de Velasco Alvarado, que sanciona la oficialidad del quechua (Escobar, Matos Mar y Alberti, 1975; Pozzi Escott, 1991). Rojas agrega, además, junto a “Cusco” la abreviatura “Inst. Am.”, con la que se refiere seguramente al Instituto de Arte Americano que Uriel García, otro de los grandes intelectuales peruanos relacionados con la valoración de lo indígena — cuyos escritos se difundían en Buenos Aires en las páginas del diario *La Prensa* (González, 2013) —, había fundado en 1937 en la antigua capital incaica. Se legitima así la indagación de las lenguas autóctonas americanas en el marco de un proyecto que en el Congreso de Americanistas de Lima, según leemos en el segundo documento, se plantea como una red colaborativa de instituciones académicas latinoamericanas.

Etimología y exégesis. Rojas, Lugones y las lenguas americanas

En 1938, el año en que Lehmann-Nitsche muere en Berlín y un año antes de la redacción de los documentos con los que iniciamos este recorrido, la otra de las grandes figuras de escritor-pedagogo argentino junto con Rojas, Leopoldo Lugones, se suicida en una isla del Delta, a pocos kilómetros de Buenos Aires. En el momento en que Lugones se quita la vida, se sabe, estaba escribiendo la *Historia de Roca*, es decir, la apología de la figura que lleva adelante la denominada “campana del Desierto” contra las tribus indígenas de la pampa y la Patagonia, que constituye una verdadera catástrofe cultural (y, por supuesto, lingüística) para esos pueblos. La muerte de Lugones interrumpe la redacción del libro, dedicado a revisar las limitaciones de la herencia del proyecto de nación iniciado por Roca en 1880. Sin embargo, no era ese el único proyecto de escritura en el que Lugones estaba sumergido en ese momento: junto a sus intervenciones habituales en *La Nación* y en otros medios gráficos, Lugones se abocaba entonces a la realización de lo que debería haber sido el gran monumento que dejaría a la posteridad, no ya en el ámbito de la delimitación de una cultura legítima para la Argentina, como en el caso de *El payador* y de su revaloración mítica del poema de Hernández, sino pensando en un horizonte más amplio que involucraba al conjunto del mundo hispánico.

Nos referimos a un enorme y desmesurado proyecto lexicográfico, que, como la *Historia* de Rojas y los primeros textos publicados por el Instituto de Filología, asume también el conjunto de rasgos del discurso instituyente: el *Diccionario etimológico del castellano usual*. Como he indagado en otros trabajos (Bentivegna, 2017), el diccionario fallido de Lugones es un proyecto que puede ser leído en términos de una política inmunitaria de la vida (Esposito, 2005) asociada con una política sobre las lenguas, no como espacios escindidos — por un

lado, el espacio de lo político; por el otro, el espacio de las lenguas — sino como un proceso que al mismo tiempo en que opera sobre la lengua, específicamente sobre el castellano en sus variedades americanas, se piensa como una intervención política. Incluso, teniendo en cuenta lo que el propio Lugones afirma y lo que su hijo, el comisario Lugones, sostiene en la biografía de su padre (Lugones (h.), 1949), los estudios lingüísticos, especialmente en su versión etimológica, constituían el centro de los intereses del escritor en el arco que va de comienzos de los años veinte, cuando poco antes del famoso discurso de Ayacucho, en 1924 (que declama, como las intervenciones que proyecta Rojas, en la ciudad de Lima) comienza a publicar sus contribuciones sobre “antecedentes” griegos y arábigos en el diario *La Nación*, hasta el grueso de las entradas lexicográficas que a partir de 1931 da a publicidad a través de las páginas de *El monitor de la Educación Común*, el órgano del Ministerio de Educación argentino.

El proyecto etimológico de Lugones puede ser visto como una inflexión inmunitaria en la configuración de la comunidad imaginaria nacional con proyecciones en el conjunto del mundo hispanoparlante: en la construcción de lo que el mismo autor de *La guerra gaucha* llama “pueblos del habla” (Lugones, 1944: 9). En esa construcción simbólica, Lugones somete a la lengua a un proceso de depuración a través de una herramienta legitimada como la etimología, que sostiene en sus estudios personales en el ámbito del árabe¹⁹ y, por otro lado, con mucha mayor dedicación, como lo demuestran sus traducciones en verso de la *Ilíada* y la *Odisea*, de la lengua griega.

El proyecto de Rojas, que se plasma paralelamente a las primeras intervenciones etimológicas de Lugones en las páginas de *Eurindia* que publica en *La Nación* entre 1922 y 1924, se materializa más tarde en volúmenes como el extenso *Silabario de decoración americana*, de 1930, o en la recuperación, reescritura e intento de reinstalación de la literatura quechua en el campo de la literatura argentina que toma como objeto el drama *Ollantay*.

En efecto, en los años inmediatamente anteriores a la redacción de los proyectos de 1939, Rojas se había entregado al trabajo exegético sobre esa obra, considerada como uno de los fundamentos de la literatura de los antiguos incas. Es sobre *Ollantay* que Rojas escribe la serie de contribuciones — publicadas originalmente en *La Nación* de 1937 — que confluirán en el volumen *El titán de los andes*.

Este volumen constituye un órgano interpretativo y filológico que se articula con una intervención estética que Rojas piensa como una contribución original, fundacional, para el desarrollo de una literatura acotada a la Argentina, que había sido su preocupación en los años que van de *La restauración nacionalista* a la *Historia de la literatura argentina*. Rojas coloca como subtítulo del drama — que en 1938 había sido editado por Ippolito Galante en una edición bilingüe en quechua y en latín — *Tragedia de los andes*. Losada publica el drama reescrito por Rojas precisamente en 1939, el mismo año de sus intervenciones en el Congreso de Americanistas de Lima que estamos interrogando. Rojas retoma su intervención filológica — y a la vez estética — en torno al drama quechua en el proyecto que redacta para presentar ante el Congreso de la Nación en procura de fondos:

Ha nacido en mí esta iniciativa de mis estudios de “Ollantay” durante más de treinta años y de las condiciones regionales que el quichua presenta en el habla oral de Santiago del Estero, provincia de la República Argentina. Son muchos los problemas

¹⁹ Hay testimonios de su estudio, por supuesto fugaz, de esa lengua, como el del Emir Emin Arslan (1927), que reproduce en un artículo sobre Lugones publicado en el diario *La Nación* un diálogo con el poeta en el que éste afirma que estaba aprendiendo el árabe por su cuenta, sin maestro alguno, a lo que agrega: “Estoy trabajando en un diccionario castellano, pues el de la Academia me parece deficiente, y así me he convencido de que los árabes que residieron ocho siglos en España, legaron más de lo que se cree al idioma, bastante más. Por eso tengo que hacerme del árabe necesario para investigar dicho origen con la debida precisión//. Es cuestión de tiempo, paciencia y de resolución”.

científicos que plantea esta importante lengua americana y grande la dificultad de obtener su documentación bibliográfica. Fuera de los problemas científicos, debemos reconocer también la utilidad práctica de estos estudios como instrumentos de educación entre millares de hombres de nuestro continente (Rojas, 1939b: 1).

Si pensamos el documento como un acto de *inscripción*, entonces éste se abre necesariamente a una red de textos. Es en este punto, como subraya Maingueneau (2009: 63), un objeto cuyo estatuto es paradójico: el de una repetición constitutiva. De este modo, el proyecto fallido de 1939 se sutura con otros discursos. Lo hace con el corpus relacionado con *Ollantay*. Lo hace también con el texto con el que Rojas inaugura su larga serie de intervenciones en el campo cultural argentino: con las páginas de *El país de la selva*, de 1907, en las que el registro documental de las lenguas y de las tradiciones regionales santiagueñas en peligro se hibridan (Montaldo, 2001) con el discurso histórico, con la tradición como género americano (una tradición textual en la que había dado como modelo para una literatura argentina más de una década atrás Joaquín V. González en *Mis montañas*, filiado a su vez en el peruano Ricardo Palma) y el relato literario modernista inspirado en los archivos de la historia nacional (con el antecedente notable de *La guerra gaucha*, de Lugones, de 1905).

Precisamente, el mismo año que publica *El país de la selva*, 1907, Rojas había publicado en *La Nación* la serie que recoge al año siguiente en el un volumen *Cartas de Europa*. Durante una visita a la exposición de Vincennes dedicada a mostrar los alcances del imperio colonial francés, Rojas se detiene en el trabajo de documentación y estudio que lingüistas y antropólogos franceses llevan adelante con respecto a las culturas y las lenguas de ese mundo colonial. Lo interesante es que Rojas pone en correlación este trabajo erudito estrictamente contemporáneo con un momento colonial previo y otro momento en la configuración de un espacio universal, que es también un espacio colonial como espacio construido por un conjunto de saberes: el momento de expansión del poder español en América, que condujo al estudio de las variedades locales. De este modo, para Rojas:

todo esto quiere decir que los hombres de Francia están realizando en países remotos del Asia, el África y la Oceanía, en medio de una época de escepticismo, la misma obra de documentación y construcción espiritual que el padre Lozano y el padre Guevara y el padre Valdez, y tanto fraile admirable, realizaran en el interior de la América, desde el siglo XVI al XVIII, bajo el acicate de una esperanza celeste y con la fuerza singular del alma castellana, potente de misticismo combativo (Rojas, 1908: 42).

Sin embargo, el choque de Rojas con la valorización del estudio de las variedades del mundo colonial se cruza, en Bretaña, donde es huésped de Rubén Darío, con la persistencia de tradiciones vernaculares propias: son tradiciones regionales, que se plasman en el mundo de las tradiciones orales y escritas, en la condición subalterna de la lengua bretona y en una toponimia en la que es palpable la huella de la cultura tradicional. Ello contrasta con la toponimia de la Argentina, en la que Rojas ve el conflicto entre denominaciones tradicionales — muchas de matriz hispánica, aunque también, en gran parte, de origen indígena —, y denominaciones asociadas con nombre de personajes históricos o denominaciones extranjeras:

En nuestro afán de europeizarnos por afuera, en vez de europeizarnos por adentro, vamos borrando hermosos nombres quichuas, pampas y guaraníes, para substituirlos por fechas ó nombres de terratenientes advenedizos. Es preciso afirmar que está más de acuerdo con la verdadera espiritualidad europea, el llamarle á un sitio de allá Esteco, Salavina ó Abipones, Curuzú Cuatiá ó Itatí, Guamaní, Bahía Blanca o Pehuajó, que no la deplorable nomenclatura de casi todos los departamentos de nuestra inespirtual provincia de Santa Fe (Rojas, 1908: 117).

En Europa, Rojas está entregado a la redacción de textos en los que practica una suerte de “autoetnografía” (Pratt, 2010: 35): está entregado a una reflexión en clave narrativa sobre su condición sudamericana en la que se autorrepresenta con términos y discursos propios del discurso colonizado. Él mismo — como había ocurrido en su viaje a Europa en el que la mirada del colonizado (un “árabe de albornoz y de turbante”, Rojas, 1908: 48) en la feria de Vincennes lo categoriza primero como árabe, luego como español y, finalmente, como sudamericano —, ocupa el lugar del otro en relación con el discurso de saber, que es al mismo tiempo, como señala Errington (2008), un discurso constitutivo de la condición colonial.

Para concluir

El relato de la fusión demarca los alcances, pero también los límites de las narrativas de las lenguas en América que Rojas esgrime a lo largo de su producción y que adquieren nuevos matices en la serie de 1939 que interrogamos y en las suturas que desde ella se despliegan. Por un lado, esa narrativa reconoce y valora los aportes relacionados con lo indígena y con sus variedades, en un trabajo en el que antropólogos como Lehmann-Nitsche en la Argentina y lingüistas como Lenz en Chile habían operado. Al mismo tiempo, el relato *fusional* de Rojas funciona como una legitimación del predominio continental de la lengua española, apuntalado por el trabajo sostenido de instituciones como el Instituto de Filología de la Universidad de Buenos Aires, dirigido entonces por Amado Alonso, en el que el proyecto de estudio de las variedades americanas entra solo de manera fugaz durante el breve interinato de Lehmann-Nitsche en 1926 o es sometida, en el caso de las hipótesis de Lenz, a un minucioso trabajo de refutación.

Es el relato euríndico de Rojas el que legitima la fusión de las variedades discursivas y lingüísticas heterogéneas presentes en América y los trabajos sobre ellas en un texto en el que las voces tienden a unificarse en torno a un género (el ensayo de interpretación) y a una variedad hegemónica (la del castellano), con sus inflexiones propias. Sin embargo, como se plasma en el cierre de uno de los textos pensados para intervenir en Lima — la conferencia “Conciencia de América” — con la metáfora de las variedades americanas como parte de un árbol común hispano-latino²⁰, esa percepción de la heterogeneidad de lenguas, esa “poliglofía” que Rojas debe nombrar con un término nuevo, aparece ligada siempre de manera orgánica a un tronco compartido: el tronco hispánico. Es ese tronco hispánico, lo que garantiza — de modo análogo a las visiones hispanistas que se enfatizan en esos mismos años en las intervenciones de Alonso y sus discípulos — la unidad continental.

Bibliografía

- Alonso, Amado, 1931, “Prólogo” a Marcos Morínigo, *Hispanismos en el guaraní*, Buenos Aires: Instituto de Filología de la Universidad de Buenos Aires.
- Antelo, Raúl, 2006, *María con Marcel. Duchamp en los trópicos*, Buenos Aires, Siglo XXI.
- Ardissonne, Romualdo, 1955, *Aspectos de la glotogeografía argentina*, Buenos Aires: Facultad de Filosofía y Letras, Departamento de Filología Clásica y Lingüística.
- Arnoux, Elvira, 2008, *El discurso latinoamericanista de Hugo Chávez*, Buenos Aires: Biblos.

²⁰ “...el tronco, que es lo español, que nos da estructura jurídica, nos da su lengua, con la que podemos hablar al Mundo, lengua que nos liga a las grandes tradiciones de las culturas clásicas, lengua donde ha podido aparecer el mito mas representativo de nuestra raza y el símbolo más universal de la conciencia humana, la lengua del Quijote, que es un blazón para nosotros” (Rojas 1939c: 9; mantenemos la grafía del documento).

- Arnoux, Elvira y Susana Nothstein (eds.), 2014, *Temas de glotopolítica. Integración regional sudamericana y panhispanismo*, Buenos Aires: Biblos.
- Arslan, Emir Emin, 1927, “Lugones: la evolución de sus ideas políticas. Etimologías arábicas. Su traducción de “La Iliada””, En: *La Nación*, Buenos Aires, 3 de julio.
- Bentivegna, Diego, 2013, “Un arcángel devastador: Gramsci, las lenguas, la hegemonía”, En: Antonio Gramsci, *Escritos sobre el lenguaje* (ed. D. B.), Sáenz Peña: Eduntref, pp. 11-50.
- Bentivegna, Diego, 2017, “Estilo, metáforas, indicios: *Lugones* y sus posiciones ante la lengua entre dos siglos”, En: Valentín Díaz (ed.), *Episodios críticos de la modernidad latinoamericana*, Sáenz Peña: Eduntref, pp. 17-28.
- Buchbinder, Pablo, 1997, *Historia de la Facultad de Filosofía y Letras, Universidad de Buenos Aires*, Buenos Aires: Eudeba.
- Burke, Peter, 2017, *¿Qué es la historia del conocimiento?*, Buenos Aires: Siglo XXI.
- Censabella, Marisa, 1999, *Las lenguas indígenas de la Argentina*, Buenos Aires: Eudeba.
- Castillo, Horacio, 1999, *Ricardo Rojas*, Buenos Aires: Academia Argentina de Letras.
- Chicote, Gloria, 2009, “Ramón Menéndez Pidal en Buenos Aires: Carta a Roberto Lehmann-Nitsche”, En: *Olivar*, 10 (13), pp. 155-162.
- Comisión de Estudios Lingüísticos (1918), en Acervo Roberto Lehmann-Nitsche, Instituto Iberoamericano de Berlín.
- Del Valle, José, 2004, “Menéndez Pidal, la regeneración nacional y la utopía lingüística”. En José del Valle y Luis Gabriel-Stheeman (eds.), *La batalla del idioma. La intelectualidad hispánica ante la lengua*, Madrid-Frankfurt: Vervuert-Iberoamericana, pp. 109-136.
- Del Valle, José (ed.), 2013, *Historia política del español. La creación de una lengua*, Madrid: Aluvión.
- Durston, Alan, 2014, “Ippolito Galante y la filología quechua en los años 1930 y 1940”. *Lexis*, vol. 38, n. 2 Lima, pp. 307-336.
- Ennis, Juan Antonio, 2017, “La lengua al filo del siglo: las polémicas por el futuro del español en América en torno al 1900”. *Anuario de Glotopolítica*, n. 1, pp.197-228.
- Errington, Joseph, 2008, *Linguistics in a Colonial World*, Londres y Nueva York: Blackwell.
- Escobar, Alberto, José Matos Mar y Giorgio Alberti, 1975, *Perú ¿país bilingüe?*, Lima: Instituto de Estudios Peruanos.
- Esposito, Roberto, 2005, *Immunitas. Protección y negación de la vida*, Buenos Aires: Amorrortu.
- Farro, Máximo, 2009, *La formación del Museo de La Plata. Colecciones, comerciantes, estudiosos y naturalistas viajeros a fines del siglo XIX*, Rosario: Prohistoria.
- Ferraris, Maurizio, 2007, “Documentalità: ontología del mundo sociale”, En: *Etica & Politica / Ethics & Politics*, IX, 2007, 2, pp. 240-329.
- Ferrás, Graciela, 2017, *Ricardo Rojas: nacionalismo, inmigración y democracia*, Buenos Aires: Eudeba.
- Foucault, Michel, 2010, *¿Qué es un autor?*, Buenos Aires: El cuenco de plata.
- García Mouton, Pilar y Mario Pedrazuela Fuentes (eds.), 2015, *La ciencia de la palabra. Cien años de la Revista de Filología Española*, Madrid: Consejo Superior de Investigaciones Científicas.
- González, Osmar, 2013, “Uriel González. Amoroso estudioso de la cultura andina”, material consultable en el sitio Interindi, http://www.interindi.net/en/archivos/Osmar_Gonzales-Uriel_Garcia.pdf
- Gumbrecht, Hans-Ulrich, 1993, “Proyecciones argentino-hispanas. 1926”, En: Luis Martínez Cuitiño y Élidea Lois (eds.), *II Congreso Argentinos de Hispanistas. España en América y América en España. Actas I. Buenos Aires, 19 al 23 de mayo de 1992*,

- Buenos Aires, Facultad de Filosofía y Letras, Instituto de Filología y Literaturas Hispánicas “Dr. Amado Alonso”, pp. 166-182.
- Haya de la Torre, Víctor Raúl, 1933, *Construyendo el Aprismo*, Buenos Aires: Claridad.
- Lehmann-Nitsche, Roberto, 2004 [1910], “El problema indígena. Necesidad de destinar territorios reservados a los indígenas de Patagonia, Tierra del Fuego y Chaco según el proceder de los Estados Unidos de América”, Reproducido en Santiago A. Bilbao, *Rememorando a Roberto Lehmann-Nitsche*, Buenos Aires: La colmena, pp. 52-55.
- Lida, Miranda, 2014, *Los años dorados. Los hermanos María Rosa y Raimundo Lida y el Instituto de Filología antes del peronismo*, Buenos Aires: Eudeba.
- Llanto Chávez, Lilia, 2001, “Vigencia y revalorización del quechua mediante un sistema único de escritura”, En: *Escritura y pensamiento*, Año IV, n. 8, pp. 85-99.
- Lugones, Leopoldo, 1944, *Diccionario etimológico del castellano usual*, Buenos Aires: Academia Argentina de Letras.
- Lugones (h.), Leopoldo, 1949, *Mi padre. Biografía de Leopoldo Lugones*, Buenos Aires: Centurión.
- Mahile, Alejandra, 2017, “Ricardo Rojas: viaje al interior, la cultura popular y el inconsciente”, *Anclajes*, vol 21., n. 1. Santa Rosa (La Pampa), pp. 21-42.
- Maingueneau, Dominique, 2009, *Discurso literario*, San Pablo: Contexto.
- Malvesitti, Marisa, 2012, “La Sección Araucana del legado Lehmann-Nitsche”, En: *Mongelulchi zungu. Los textos araucanos documentados por Lehmann-Nitsche*, Berlín: Gebr. Mann Verlach, pp. 15-57.
- Malvestitti, Marisa y María Emilia Orden, 2014, *Güñin a yajütshü. El Vocabulario Puelche documentado por Roberto Lehmann-Nitsche*, Santa Rosa: Universidad Nacional de La Pampa.
- Mariátegui, José Carlos, 2009, *7 ensayos de interpretación de la realidad peruana*, Buenos Aires; Capital intelectual.
- Montaldo, Graciela, 2001, “Estudio preliminar”, en Ricardo Rojas, *El país de la selva*, Madrid: Taurus, pp. 9-51.
- Montoliu, Manuel, 1926, “Conferencia del profesor de Montolíu”, en *Boletín del Instituto de Filología*, tomo I, pp. 94-196.
- Pfänder, Stephan y Juan Ennis, 2013, *Lo criollo en cuestión. Filología e historia*, Buenos Aires, Katatay.
- Pickenhayn, Jorge Oscar, 1982, *La obra literaria de Ricardo Rojas*, Buenos Aires: Ediciones Culturales Argentinas.
- Portnoy, Antonio, 1936, *Estado actual del estudio de las lenguas indígenas que se hablaron en territorio hoy argentino, su importancia para el estudio de la etnografía y la historia. Supervivencias lingüísticas indígenas en nuestro vocabulario*, Buenos Aires: Institución Mitre – Imprenta Coni.
- Pozzi Escot, Inés, 1991, “Ideas y planteamientos propuestos en el desarrollo y debate de la educación bilingüe en el país². En: Zuñiga, Madeleine; Pozzi-Scott, Inés y López, Luis Enrique (eds.): *Educación bilingüe intercultural. Reflexiones y desafíos*, Lima, FOMCIENCIAS, pp. 121-147.
- Pratt, Marie Louise, 2010, *Ojos imperiales. Literatura de viajes y transculturación*, México: Fondo de Cultura Económica.
- Rojas, Ricardo, 1908, *Cartas de Europa*, Buenos Aires: Rodríguez Giles.
- Rojas, Ricardo, 1922 [1909], *La restauración nacionalista*, Buenos Aires: La Facultad.
- Rojas, Ricardo, 1926a, “Discurso del decano al inaugurar el Instituto de Filología”, En: *Boletín del Instituto de Filología*, tomo I, pp. 72- 76.
- Rojas, Ricardo, 1926b, “Presentación de don Agustín Miralles, director de trabajos para el curso de 1924”, En: *Boletín del Instituto de Filología*, pp. 87-87.

- Rojas, Ricardo, 1938 [1917], *Historia de la literatura argentina. Ensayo filosófico sobre la evolución de la cultura en el Plata. Primera parte. Los gauchescos. Volumen I*, Buenos Aires: La Facultad.
- Rojas, Ricardo, 1939a, “Congreso Americano de Lengua Quichua”. Archivo Casa Museo de Ricardo Rojas, Buenos Aires.
- Rojas, Ricardo, 1939b, “Plan de Trabajos sobre la lengua quichua”, Archivo Casa Museo de Ricardo Rojas, Buenos Aires.
- Rojas, Ricardo, 1939c, “Conciencia de América”, Archivo Casa Museo de Ricardo Rojas, Buenos Aires.
- Rojas, Ricardo, 1939d, *Ollantay. Tragedia de los Andes*, Buenos Aires: Losada.
- Rojas, Ricardo, 1948 [1917], *Historia de la literatura argentina. Ensayo filosófico sobre la evolución de la cultura en el Plata. Primera parte. Los gauchescos. Volumen II*, Buenos Aires: Losada.
- Rojas, Ricardo, 1960 [1922], *Historia de la literatura argentina. Ensayo filosófico sobre la evolución de la cultura en el Plata. Los modernos. Volumen II*, Buenos Aires: Kraft.
- Sánchez, Luis Alberto, 1962, *Examen espectral de América Latina*, Buenos Aires: Losada.
- Sarlo, Beatriz y Carlos Altamirano, 1983, *Ensayos argentinos. De Sarmiento a la vanguardia*, Buenos Aires: Centro Editor de América Latina.
- Toscano y García, Guillermo, 2013, “Materiales para una historia del Instituto de Filología de la Universidad de Buenos Aires”, *Filología*, Buenos Aires, XLV, pp. 143-172.
- Verón, Eliseo, 1993, *La semiosis social. Fragmentos de una teoría de la discursividad*, Barcelona: Gedisa.

**POLYGLOPHIES AMÉRICAINES. FANTASMAGORIES
GLOTTOPOLITIQUES CHEZ RICARDO ROJAS ET ROBERTO
LEHMANN-NITSCHÉ**

**Diego Bentivegna
CONICET – UNTREF – UBA**

Traduit de l'espagnol par Clara Mortamet

Argentine. Une philologie à inventer

« La philologie argentine est à inventer ; telle est l'une des entreprises qui incombe aux hommes et aux institutions qui doivent organiser la culture de notre pays ». C'est avec ces mots que commence le dernier paragraphe du chapitre « La langue des gauchos », dans le second des deux premiers volumes de l'*Histoire de la littérature argentine* de Ricardo Rojas publiés en 1917.

Ce programme se situe dans une position intermédiaire entre deux séries de discours. La première de ces séries — que Rojas résume et en même temps prétend dépasser dans les premiers chapitres de son *Histoire* — rassemble les discours tenus sur la langue en Argentine et que l'on peut organiser autour de la polémique suscitée par la publication en 1900 du volume *Langue nationale des Argentins* du Français Lucien Abeille ; en particulier à travers la série de soutiens et surtout de rejets¹ que ce texte a produits en légitimant, à l'appui d'arguments linguistiques et philologiques relativement nouveaux dans le débat argentin, la possibilité de formation d'une langue nationale autonome par rapport à la péninsule. La seconde série de discours convoqués dans le programme de Rojas rassemble des discours savants qui émanent de travaux académiques réalisés au sein du système universitaire, relativement unifié du point de vue disciplinaire avec le début des activités, en 1923, de l'Institut de philologie de l'université de Buenos Aires, que Rojas lui-même avait initié en tant que doyen de la faculté de philologie et de Lettres (Buchbinder, 1997: 135).

Je prendrai comme point de départ un document rédigé par Rojas en 1939, plus de vingt ans après l'annonce d'une future « philologie argentine », et quinze ans après la fondation de

¹ Concernant la portée glottopolitique des conflits suscités par le volume d'Abeille, voir Ennis (2017) et sa bibliographie. La trace de ces débats est toujours présente dans l'*Histoire* de Rojas, avec son rejet de la thèse du Français : « Je rejette un livre comme celui du docteur Luciano Abeille [...] parce qu'il manque d'appui scientifique et parce qu'il encourage les orientations les plus barbarisantes et vaines du patriotisme criollo » (Rojas, 1948: 583).

l'Institut. Dans ce texte, on peut retrouver quelques-uns des principaux désaccords et des tensions qui traversent la formation, au cours de ces vingt années, de cet espace de savoir.

Le document sur lequel je m'appuie intègre une série discursive² relativement homogène du point de vue de deux critères. Tout d'abord, cette série se présente comme unifiée par un nom d'auteur — un nom d'auteur et surtout un nom faisant *autorité* pour la construction de la littérature argentine entendue comme un processus de *documentalité* (Ferraris, 2008) étant donné les objets culturels produits. Il n'y a pas, dans cette perspective, d'objets culturels sans processus textuel et discursif qui les construisent comme tels. En second lieu, il s'agit de textes qui partagent un point commun que nous posons comme *fantasmagorique*. Et ceci dans la mesure où ils partagent en grande partie les caractéristiques des discours constituants (Maingueneau, 2009) ou fondateurs (Véron, 1993), textes qui s'inscrivent dans un secteur en construction, celui de la philologie argentine, mais qui pour nous, aujourd'hui, existent comme des *archives*, comme de purs gestes qui ne parviennent pas à surgir dans un discours public cohérent, et qui ne génèrent pas, de ce fait, d'effets discursifs immédiats. Ce sont, finalement, de purs gestes politiques, des discours constituants *manqués* dans la mesure où ils restent à l'état provisoire, comme des textes qui nous parviennent comme des témoignages d'archives.

Ricardo Rojas. Un discours d'autorité

Il est important de souligner le rôle central qu'occupe Ricardo Rojas, sans doute en lien avec Leopoldo Lugones, comme figure clé de la formation du milieu intellectuel argentin au cours de la première moitié du XX^e siècle (Sarlo et Altamirano, 1983 ; Castillo, 2009 ; Ferrás, 2017). Le nom de Rojas, en effet, est associé à quelques-uns des gestes fondateurs de ce que nous entendons par culture nationale argentine, gestes qui, progressivement, vont atteindre une portée de plus en plus continentale. En général, le nom de Rojas est associé à la fondation de la première chaire de littérature argentine dans le système universitaire national. Rojas, qui n'a aucun titre universitaire, occupe cette chaire en 1913 et continuera à en être titulaire jusqu'en 1946. Cette année-là, le succès électoral de l'équipe présidentielle menée par le colonel Juan Domingo Perón opère un tournant dans l'histoire argentine et conduit à des différends importants avec les nouvelles autorités universitaires. Rojas, qui depuis 1930 s'était transformé en une des figures de référence de l'Union civique radicale³ et soutenait fermement (il ira jusqu'à être candidat aux élections de 1946) l'Union démocratique, une coalition hétéroclite de radicaux, de conservateurs, de socialistes et de communistes opposés à Péron, renonce à toutes ses charges universitaires (Pickenhayn, 1982 : 217).

Le nom de Rojas est associé aujourd'hui davantage à un texte constituant du champ des études littéraires nationales en Argentine : la monumentale *Histoire de la littérature argentine* avec laquelle j'ai commencé ce texte et sur laquelle je reviendrai en partie dans les pages

² Nous donnons une rapide description des textes qui forment cette série, et qui sont tous, comme nous avons pu le constater, jusqu'à ce jour non publiés. Il s'agit de trois documents typographiés, avec quelques rares notes manuscrites, probablement de Rojas lui-même. Le premier texte a pour titre « Congrès américain de la langue quichua », un texte qui compte cinq pages. Le second texte s'intitule « Projet de déclaration ». Il occupe deux pages. Le texte qui est conservé dans les archives de la maison de Ricardo Rojas est une copie carbone de l'original, que nous n'avons pas retrouvé. Le troisième, le plus long, a pour titre « Conférence donnée par le docteur Ricardo Rojas à l'université Mayor de San Marcos le 18 septembre 1939 ». Plus bas figure le thème, souligné comme l'en-tête « Conscience d'Amérique ». Au crayon, et avec la signature de Rojas, on lit dans la marge supérieure gauche « ne pas publier cette version sténographiée non [illisible] ». Ce dernier document est le plus long : il occupe neuf pages dactylographiées. Tous les documents sont en bon état et sont parfaitement lisibles.

³ De cette expérience de parti Rojas a tiré son essai le plus politique : *Le radicalisme de demain*, dont la première édition est de 1932.

suivantes. Cette *Histoire* se matérialise en 6 épais volumes que Rojas publie entre 1917 et 1922, qui non seulement reflètent, mais bien *produisent littéralement* ce qui devient dès lors la « littérature nationale ». Et il le produit dans une volonté explicite — essentiellement documentaire (Ferraris, 2007) — de récupérer, éditer et intégrer la série de documents qui constituent cette littérature et de leur donner corps. Pour cela, Rojas pose au centre deux grands blocs textuels : la littérature gaúcho, autour du *Martin Fierro* de José Hernández, et les textes du groupe d'intellectuels de la première moitié du XIX^e siècle que Rojas appelle « les proscrits », autour des écrits de Domingo Faustino Sarmiento, en particulier autour du *Facundo* et des *Recuerdos de provincia* [*Souvenirs de province*].

Quand en 1924 il fait connaître le volume qu'il intitule, avec un terme qu'il invente lui-même, *Eurindia*, et dans lequel il pose une esthétique nouvelle — un programme philologique propre — non seulement pour l'Argentine — qui était au centre de l'*Histoire* — mais aussi pour l'ensemble de l'Amérique latine, Rojas s'était déjà imposé comme une figure centrale du champ intellectuel argentin. Cela se manifeste tout d'abord par sa position de doyen entre 1921 et 1924 de la faculté de Philosophie et de Lettres de l'Université de Buenos et plus tard, de 1926 à 1930, comme recteur de la maison des étudiants. C'est avec cette charge, rappelons-le, que Rojas organise la fondation d'institutions qui tentent de systématiser et d'élever au niveau international la production de connaissances sur les langues et sur les littératures produites à l'université argentine. D'un autre côté, en 1923 Rojas avait obtenu deux titres de reconnaissance importants : le prix National des lettres et la nomination comme membre correspondant de la Real Academia Española (Pickenhayn, 1982 : 192).

Rojas promeut la fondation de l'Institut de philologie, en lien constant avec le Centre d'études historiques de Madrid dirigé par Ramón Menéndez Pidal — que l'auteur de l'*Histoire de la littérature argentine* considère comme l'institution la plus rigoureuse et efficace dans la construction d'une philologie hispanique — de même que la création de l'Institut de littérature argentine. Pendant que, comme on le sait, Rojas convoque pour la direction de l'Institut de philologie des spécialistes espagnols formés à l'école de Pidal (Américo Castro, Agustín Miralles, Miguel de Montoliu et, surtout, Amado Alonso, qui dirige l'Institut de 1927 à 1946 quand, avec Rojas et en raison de conflits avec la nouvelle gestion péroniste, il abandonne définitivement sa fonction et l'Argentine pour s'installer aux États-Unis), il se réserve la direction de l'Institut de Littérature argentine.

Sans véritablement opérer de manière différente, les deux instituts mis en place par Rojas mettent en œuvre dans les décennies qui suivent des projets distincts, qui impliquent différents positionnements vis-à-vis des traits définitoires d'une langue — et plus généralement d'une culture — argentine et américaine. En tant que directeur de l'Institut de littérature argentine, Rojas constitue peu à peu un fonds documentaire pour les études sur la culture argentine : un fonds qui ne se limite pas à donner une base aux études strictement littéraires, mais qui prend une dimension plus vaste, philologique au sens du XIX^e, incluant des études historiques en lien avec la littérature, aux études d'ordre folklorique et anthropologique. À ce propos, le transfert des documents réunis pendant l'enquête folklorique nationale réalisée en 1921 par le Conseil National de l'Éducation de l'Institut dirigé par Rojas et les possibilités d'une étude inédite des sources culturelles, anonymes — et perçues comme déterminantes — de ce qui constitue la culture argentine qu'ouvrent ces matériaux, représente un apport matériel important pour le travail sur document de différentes origines et de différents types que l'Institut souhaite mener.

Le sens du travail sur ces matériaux apparaît dans l'appendice du dernier volume de la réédition de 1948 de l'*Histoire de la littérature argentine* — en plein péronisme et Rojas étant déjà dégagé de ses charges universitaires. Dans ces pages finales et revendicatives de l'*Histoire*, Rojas ébauche une synthèse de son activité d'enseignant et résume, année par année, de 1913 à 1946, les programmes de cours de littérature argentine. Si nous lisons la

progression de ces programmes résumés, nous notons que, à partir de 1927, Rojas inclut, comme travail de séminaire, l'étude des collections de folklore, en accord avec les différentes thématiques et avec la possibilité d'accéder aux textes catalogués. Dans ce cadre institutionnel, Rojas forme dans les années 30 de jeunes chercheurs⁴ et initie un ensemble de publications qui, bien qu'elles n'atteignent jamais le poids international de celles qui en parallèle sont menées dans l'Institut dirigé par Amado Alonso, commencent à donner une forme scientifique à l'étude et à l'édition de textes de littérature nationale⁵.

Lima. 1939. L'émergence du quechua et des langues américaines

Le texte sur lequel je m'appuie⁶ fait partie d'un ensemble d'interventions de Rojas au XXVII^e Congrès des Américanistes de 1939, dont la première session se tint à Lima, et dont la seconde session, à laquelle Rojas ne participe pas, eut lieu dans la ville de Mexico. Il s'agit de documents écrits après son bannissement dans la prison de Terre de Feu pour son compromis avec le parti radical et donc après son contact à l'extrême sud de l'Argentine avec les derniers restes des populations autochtones de Terre de Feu, qu'il enregistre dans le volume *El archipiélago* de 1942. Il y restructure son projet d'*Eurindia*, qui est en lien avec l'exploration de l'univers inca dans des publications comme *Ollantay* et *El titán de los andes* [Le titan des Andes] — tous deux de 1939 — ou l'édition des *Hymnes quichuas* qu'il publie à travers l'Institut de Littérature argentine en 1937.

Dans le document de 1939, Rojas propose un projet de congrès relatif à la langue quechua (ou « quichua » comme il préfère la dénommer, selon l'usage habituel dans la province de Santiago del Estero⁷) qui aurait dû avoir lieu dans un futur plus ou moins proche au siège de l'Université de Tucumán. C'est un document d'une importance glottopolitique notable, dans la mesure où il avance la nécessité de prendre en considération la langue autochtone américaine.

Un tel Congrès aurait pour thème principal la synthèse de toute la bibliographie sur l'époque coloniale, l'état des lieux des travaux dans ce domaine, et les problèmes du quichua que devront affronter à l'avenir les institutions officielles de recherche en linguistique, géographie, folklore, éducation, esthétique et histoire américaine (Rojas, 1939a : 1).

⁴ Parmi eux, Carlos Vega, personnalité éminente pour le développement de la musicologie argentine ; Ismael Moya, qui systématise une partie des documents de l'enquête folklorique de 1921 dans ses volumes sur le *Romancero* et sur le *Refranero criollo* [*Proverbes criollos*], et Antonio Pagés Larraya, qui sera plus tard titulaire de la chaire et de l'Institut de littérature argentine.

⁵ Rojas détaille la série de publications de l'institut entre 1923 et 1946 dans l'annexe de la réédition du dernier volume de l'*Histoire*, rééditée comme nous l'avons dit par Losada en 1948 et, en 1960, par l'éditeur Kraft. La liste indique les titres et le nom des responsables des éditions qui font partie de la collection « Notes pour l'histoire du théâtre national », qui inclut parmi les collaborateurs des spécialistes qui ensuite tiendront un rôle important dans les études hispaniques (Celina Sabor de Cortazar) et folkloriques (le mari de la précédente, Augusto Raúl Cortazar). Il détaille également la série de publications de la collection « Origines du théâtre national » et de la collection « Critique », dans lesquelles, en plus de Rojas lui-même, ont collaboré des critiques qui interviennent ces années-là dans les débats culturels, comme Jorge Max Rohde, Juan Pablo Echagüe, Narciso Binayán, Arturo Giménez Pastor, Jorge Furt (qui, par ailleurs, entretient une forte polémique avec les positions de Rojas dans son livre *Lo gauchesco en la literatura argentina* [Le gauchesco dans la littérature argentine] de Ricardo Rojas, de 1929), Ismael Moya, Carlos Vega et Antonio Pagés Larraya. Cf. Rojas 1960 : 663-668.

⁶ Il s'agit d'un Congrès important du point de vue de la normalisation des langues autochtones américaines, étant donné que ce fut lors de la session qui se tint à Lima le 29 octobre que fut approuvé l'usage de l'alphabet de 33 signes : l'idée d'un « panalphabet » commun pour les langues quechua et aymara (Llanto Chávez, 2001 : 86).

⁷ Sur les usages des termes « quechua » et « quichua » pour désigner la langue, cfr. Censabella, 1999 : 35.

Dans le projet de Rojas on note, en principe, la volonté de construction d'un fonds bibliographique de la langue quichua:

La bibliographie devra être le point de départ du travail proposé ici, et celle-ci se divisera en deux parties : I) la langue, II) les textes. Celle de la langue se divisera dans les sections suivantes : a) grammaire ; b) vocabulaire ; c) études sur les thèmes relatifs aux sections a et b. La partie Textes comprendra les sections suivantes : a) Textes européens traduits en quichua, b) Études sur les parties précédentes. (Rojas, 1939a : 1)

Comme nous le voyons, le projet de Rojas ne prévoit pas de partir d'une étude des variétés linguistiques effectivement parlées ni de la situation concrète de ses locuteurs, qu'il n'exposera que succinctement dans la suite du document. En revanche, il prend comme point de départ l'archivage des documents sur la langue : le travail sur un ensemble de témoignages textuels qui ont pour effet que la langue que l'on met en avant, le quechua, est un *objet préexistant*, une entité qui a déjà été enregistrée et qui est délimitée à travers le document, à travers la lettre, comme un objet culturellement légitime du fait de son épaisseur historique. Il s'agit, en effet, d'une langue qui apparaît à tout moment comme la langue prestigieuse d'un ancien empire, langue d'administration et de culture de l'état inca et, en conséquence, matériau linguistique inestimable dans la configuration d'une culture que Rojas pense comme la fusion entre l'europpéen et l'américain.

Toutefois, à mesure qu'il avance, le projet de Rojas ne se présente pas seulement comme un simple travail sur le patrimoine historique, mais aussi comme une *archive du présent*. Il pose, en effet, la nécessité d'étudier la situation contemporaine du quechua en Amérique et à partir de là la situation des langues, avec pour objectif leur revalorisation et leur renforcement :

Questions actuelles : a) toponymes, patronymes et gentilés quichuas qui sont restés jusqu'à aujourd'hui ; b) noms quichuas de la faune, la flore et la géo, avec la bibliographie et l'étude scientifique de chacun ; c) noms quichuas de coutumes et ustensiles, avec leur bibliographie et étude ; d) la tradition quichua sous d'autres formes de folklore hispano-américain ; e) mots quichuas incorporés au castillan, avec son histoire et les textes qui en rendent compte ; f) corruption de l'espagnol oral par contamination du quichua ; g) corruption du quichua oral et écrit par contamination de l'espagnol ; h) chansons en quichua ; i) récits en prose quichua ; j) la prise en compte du bilinguisme dans les écoles primaires ; k) la politique et la langue quichua dans les peuples américains qui conservent cette langue autochtone. (Rojas, 1939a : 29)

Comme il l'avait exposé dans son texte politique le plus influent, *La restauration nationaliste*, de 1909, l'archive — comme le rappelleront plusieurs décennies plus tard des auteurs éloignés de l'univers discursif de Rojas comme Derrida ou Foucault — implique les *arcontes* [autorités], les gardiens de la mémoire qui sont en même temps ceux qui opèrent, attentifs à l'origine, sur le plan du présent, sur le plan du vivant (Rojas, 1922 : 287). L'archive historique est, depuis la perspective déjà de son nationalisme restaurateur de jeunesse, configuration d'un passé et, en même temps, intervention sur le présent.

L'institut de philologie de l'Université de Lima et les études sur le quechua

Il me semble important de situer ce projet de Rojas dans un champ de connaissance plus large : celui de la construction d'un espace de connaissance spécifique sur les langues et sur les littératures en Amérique latine, c'est-à-dire, dans la configuration d'un espace de connaissance qui, comme cela se dégage du fragment de l'*Histoire de la littérature argentine* cité au début de ce texte, se veut moins comme une philologie en Amérique ou de

l'Amérique, mais plutôt, de façon plus conflictuelle, comme *une philologie américaine*. La prise en compte d'un document qui reste sans effet, qui reste à l'état de *fantasmagorie*, qui ne se matérialisera pas en un ensemble de discours ultérieurs concrets, nous permet d'interroger les tensions, les conflits ainsi que les alliances et les solidarités politiques sur lesquelles cet espace de connaissances américain se construit. En d'autres termes, cela nous permet d'analyser la configuration des études philologiques en Argentine — la philologie argentine qui dans l'*Histoire* est « à réaliser » — comme un processus de construction hégémonique (Bentivegna, 2013), traversé par des conflits et des disputes de nature politique souvent bien explicites.

De ce point de vue, le fait que le texte que nous interrogeons soit un document que Rojas pense en lien avec un congrès d'envergure internationale dont le siège serait à Lima, est à mettre en relation avec la revalorisation du quechua que le philologue Ippolito Galante avait initié ces années-là depuis l'Institut de philologie de l'Université Mayor de San Marcos (Durstun, 2014). Expert en langues classiques et faisant partie du processus d'expansion culturelle du régime fasciste de son pays en Amérique latine, Galante — après avoir été un temps au Chili professeur de latin de l'Institut de Santiago, et après un bref séjour au Portugal et en Suisse — est convoqué par les autorités de la plus ancienne université d'Amérique du sud pour organiser son Institut de Philologie en 1938.

La fondation d'une chaire à Lima pour l'étude et l'enseignement du quechua non seulement comme langue « archaïque », « morte » ou « moribonde », mais aussi comme ensemble de variétés andines vivantes et actuelles produisit une série de débats dans la mesure où cela fut vu comme un risque pour la tradition hispanique et classique qui faisait du castillan et du latin les bases de l'enseignement⁸.

À la fin des années trente, quand ces processus sont menés à l'Institut de Philologie de Lima, les relations de Rojas avec le monde intellectuel péruvien sont bonnes. C'est ce qui se dégage de la correspondance avec des intellectuels péruviens aussi influents que Luis Valcárcel (l'auteur de *Tempête sur les Andes*, préfacé par Mariátegui) et Uriel García (Mahile, 2017) conservée dans son archive documentaire, auteurs sollicités de manière directe ou indirecte, comme nous le verrons, dans le projet de Rojas.

Ces contacts de Rojas avec le monde intellectuel péruvien sont avérés également par les références positives faites aux travaux des critiques argentins qui placent le gaucho en position centrale, références que Mariátegui inclut dans la dernière section des *7 essais d'interprétation de la réalité péruvienne*⁹. Dans une perspective comparable, Victor Raúl Haya de la Torre, fondateur de l'aprimisme péruvien et d'audience continentale, reconnaît le travail de récupération de la culture indigène qu'avait mené Rojas dans les années vingt. De la même façon, le grand historien de la littérature péruvienne, Luis Alberto Sánchez, reconnaît à différents moments de sa production le précédent que représentent les volumes de l'*Histoire de la littérature argentine*¹⁰. Étant donné ces contacts et ces liens entre les intellectuels du

⁸ Pour une analyse détaillée des interventions publiques portant sur les activités de l'Institut de Philologie de Lima durant la direction de Galante, voir l'article précédemment cité de Durstun (2014).

⁹ « L'émergence de la littérature péruvienne ne peut être comparée, par exemple, à celle de la littérature argentine. Dans la république du Sud, le croisement de la culture européenne avec la culture indigène produit le gaucho. Le gaucho réunit durablement et fortement la race étrangère et conquérante et la race aborigène. C'est pourquoi la littérature argentine – qui est parmi les littératures ibéro-américaines peut-être celle qui a le plus de personnalité –, est imprégnée du sentiment gaucho » (Mariátegui, 2009 : 239).

¹⁰ Voir, par exemple, l'allusion que fait Haya de la Torre à Rojas dans un texte comme « Hispaniques, latinos, panaméricains ou indoaméricains ! » et que l'auteur de l'*Histoire de la littérature argentine* lui-même semble reproduire, sans le citer de manière explicite, dans les discussions sur le nom du continent et ses implications historiques et idéologiques qu'il explore dans la conférence « Conscience de l'Amérique », qu'il donne à Lima dans le Congrès de 1939 (voir note 2). Un fait important est que le texte de Haya de la Torre est inclus dans un volume *En construisant l'aprimisme*, publié à Buenos Aires par l'éditeur Claridad en 1933 (Haya de la Torre,

Pérou, on peut penser que le fait que Galante fonde l'Institut à l'Université de Lima et inclue le quechua comme objet d'étude aura été significatif dans la mesure où, comme nous le rappelons au début de cet article, c'est dans le cadre de sa gestion comme recteur de l'Université de Buenos Aires pendant le premier radicalisme qu'il développe, et finalement, finit par fonder en 1923 l'Institut de philologie¹¹.

Le facteur Lehmann-Nitsche. Ébauche d'une philologie *américaine*

Dans le programme fondateur de l'Institut de l'Université de Buenos Aires que Rojas avait présenté, l'étude des variétés autochtones américaines, surtout celles présentes en Argentine, aurait dû constituer une priorité de recherche de la nouvelle institution. Cependant, il est indéniable que la relation étroite que Rojas maintient avec ce qui était alors, comme nous l'avons dit, l'espace le plus prestigieux dans le champ des études linguistiques et philologiques du monde hispanique, le Centre d'études historiques de Madrid (Del Valle, 2004 ; García Mouton, 2015), finira par produire un programme de travail sensiblement différent pour l'Institut, mis sous la tutelle de l'institution madrilène.

Plus qu'une *philologie américaine*, l'Institut de Philologie construit peu à peu de manière efficace un dispositif qui s'inscrit parfaitement dans le projet plus large de l'hispanisme de la péninsule. De fait, une des grandes opérations que met en place Amado Alonso, le philologue et critique qui dirigea l'Institut pendant une longue période qui va de 1927 à 1946 est l'intervention qui « corrige » et réinscrit dans un paradigme hispaniste un travail que l'on pourrait considérer comme un des piliers d'une philologie américaine, affiliée à la tradition des études linguistiques de la langue allemande et non à l'hispanisme : l'étude de l'espagnol du Chili et son hybridation avec des éléments venant du mapuche qu'avait réalisée Rodolfo Lenz dans un texte fondateur — et gênant dans la perspective hispanique préoccupée surtout de maintenir l'unité de la langue — comme *L'Espagnol du Chili* (Pfänder et Ennis, 2013)¹².

Durant les années où Rodolphe Lenz réalisait son activité de recensement et de systématisation d'une langue en mettant en avant les relations historiques avec le castillan et le nombre de locuteurs du mapuche, un projet qui se matérialise entre autres publications dans les deux volumes de l'important *Dictionnaire des voix chiliennes dérivées des langues indigènes américaines* de 1910, un autre scientifique allemand arrive dans la décennie de 1890 en Amérique du Sud et commence à s'intéresser fortement aux langues autochtones de la région. Il s'agit de Roberto Lehmann-Nitsche qui, à peine terminées ses études universitaires en Sciences naturelles (1894) et en médecine (1897) à Munich, débarque sur le port de Buenos Aires en 1897.

En Argentine, grâce à l'intérêt de son directeur, Francisco Pascasio Moreno, Lehmann-Nitsche intègre un groupe de scientifiques du Musée de la Plata (où il sera directeur de la section d'Anthropologie jusqu'à son retour en Allemagne, en 1930 (Farro, 2009)). Pendant sa longue présence dans notre pays, à plusieurs reprises Lehmann-Nitsche va croiser l'œuvre et

1933). Parmi les références positives que fait Luis Alberto Sánchez à l'œuvre de Ricardo Rojas, nous rappelons la référence à *Eurindia* au début de son essai *L'amérique latine existe-t-elle ?*, publié à Santiago du Chili en 1945 et intégré ensuite au volume *Examen spectral d'Amérique latine* (Sánchez, 1962).

¹¹ C'est quelque chose qui apparaît dans l'un des autres documents de 1939, très lié à celui qui nous intéresse ici, dans lequel Rojas pose que le Congrès des américanistes adresse à l'Université de Lima ses « remerciements pour avoir inclus l'étude du quechua dans l'Institut de Philologie ».

¹² L'Institut de philologie fait connaître le volume de textes de Lenz — publiés au départ en allemand dans la décennie 1890 et inédits en castillan — en 1940 (à un an des interventions de Rojas que nous étudions) traduit, avec notes et appendices de Amado Alonso et Pedro Henríquez Ureña.

le travail institutionnel de Rojas dans l'environnement culturel en général et universitaire en particulier¹³.

Un fait important pour penser les intersections entre Rojas et Lehmann-Nitsche est qu'en 1926 le scientifique allemand est convoqué par l'auteur de *Eurindia* pour prendre en charge la direction de l'Institut de Philologie, avec Ángel Battistessa. Cela advient une fois terminée la gestion initiale d'Américo Castro, Augustín Miralles et Manuel Montoliu. De cette façon, Lehmann-Nitsche rompt en 1926¹⁴ la série des directeurs espagnols, tous philologues professionnels formés à l'école de Menéndez Pidal.

Il est connu pour son travail dans le champ de l'anthropologie biologique et des études ethnologiques, pour son intérêt pour quelques manifestations des cultures populaires et, surtout, pour son travail relatif à quelques variétés de langues autochtones américaines (ce qui le lie de manière explicite au travail contemporain de Samuel Lafone y Quevedo, qui avait initié la création d'une section d'études linguistiques au Musée de La Plata en 1892, études qui étaient orientées surtout sur l'analyse des langues autochtones américaines). Ces travaux linguistiques de Lehmann-Nitsche vont de l'étude initiale de l'*oona* de Tierra del Fuego jusqu'à la proposition infructueuse de création d'un groupe de linguistique de Patagonie « Het » (Malvestitti et Orden, 2014), sur laquelle il insiste dans un article en 1922 publié dans la revue du Musée de La Plata (Lehmann-Nitsche, 1922), en passant par des compilations et études de langues dans la zone de la pampa et de la Patagonie, ainsi que dans la région de Chaco¹⁵. En lien justement avec ces projets de travail sur les populations autochtones, Lehmann-Nitsche intervient aussi au Congrès des américanistes célébré à Buenos Aires en 1910 avec une proposition d'ampleur politique qui, sans évoquer directement la question des langues, semble les inclure dans le champ plus large des traditions culturelles :

La République argentine doit suivre l'exemple donné par les États-Unis d'Amérique du Nord, en réservant de grands territoires pour la population autochtone où elle pourrait vivre selon ses coutumes, sans être soumise à la soi-disant civilisation d'une race différente qui lui est incompréhensible. (Lehmann-Nitsche, 2004 : 54).

En même temps que Lehmann-Nitsche réunit différents aspects de la culture populaire du Rio de la Plata —il publie ces années-là des recueils de *Devinettes du Rio de la Plata* (1911) et en Allemagne, sous le pseudonyme de « Victor Borde » la sélection de *Textes érotiques du Rio de la Plata* (1923)¹⁶ — « il exerça dès les premières années de son enracinement en

¹³ Ainsi, par exemple, quand Ramón Menéndez Pidal est en cours de recueil de matériaux pour l'élaboration de ses importantes études sur les « romances » en Amérique, il voit aussi bien Rojas que Lehmann-Nitsche comme des personnes pouvant collaborer pour rassembler des sources. Voir, pour le détail de l'échange épistolaire entre Lehmann-Nitsche et Menéndez Pidal, Chicote, 2009.

¹⁴ Une année au cours de laquelle Gumbrecht (1993) montre les tensions entre « authenticité » et « artificialité », d'un côté et « collectivité » et « individualité » de l'autre dans les perceptions mutuelles entre Argentine et Espagne.

¹⁵ « Parmi ses manuscrits on trouve un vocabulaire ona, dicté par deux jeunes hommes selknam, Tschoskiai et Kiótomen — qui avaient été envoyés avec leurs familles par le gouverneur de Tierra del Fuego à l'exposition nationale réalisée à Buenos Aires en 1898 —, et par Navarro, l'interprète qui les accompagnait (...) ; des textes en quichua recueillis entre aout 1899 et 1911 ; des textes en guarani annotés entre février 1902 et janvier 1918 ; un bref vocabulaire enregistré en juin 1903 à Buenos Aires, et des récits et des chants en tehuelche annotés et enregistrés en janvier et mars 1905 à la Plata [...] ; un vaste vocabulaire « puelche » produit de deux séjours de terrain dans le Rio Negro pendant les étés 1915 et 1916 ; ainsi que les textes en mapuzungun objet de cette publication » (Malvestitti, 2012 : 25).

¹⁶ Ce recueil est publié à Leipzig en 1923 sous le titre *El Plata Folklore. Texte aus den La Plata-Gebieten in volkstümlichem Spanisch und Rotwelsch. Nach dem Wiener handschriftlichen Material zusammengestellt*. Il en existe une traduction sous le titre *Textos eróticos del Río de la Plata*, publiée à Buenos Aires en 1981 par Editorial Clásica. La version en espagnol est de Juan Alfredo Tomasini, la préface de Julián Cáceres Freyre et les notes sont de Enrique Ricardo del Valle. Le travail de Lehmann-Nitsche dans ce volume a suscité l'intérêt de

Argentine une activité permanente de compilation de vocabulaires et de textes en différentes langues autochtones parlées dans le pays, dans une démarche d'enquête qu'il partagea avec des collègues contemporains comme Samuel Lafone Quevedo et Félix Oute » (Malvestitti, 2012 : 18). Dans ce contexte des langues indigènes, en 1925, c'est-à-dire un an seulement avant son entrée à l'Institut de Philologie, Lehmann-Nitsche avait publié des vocabulaires du toba et du « mataco » (noms qu'il utilise pour se référer au peuple wichi de la région de Chaco) dans le *Bulletin de l'Académie nationale des Sciences* édité à Cordoue.

À la différence de Rojas, Lehmann-Nitsche était en mesure de contribuer à la construction d'un espace philologique américain non comme un autodidacte dont l'intérêt pour les études linguistiques et anthropologiques relevait en dernière instance de ses intérêts patriotiques déjà inscrits dans son programme nationaliste en 1909 (Rojas, 1922), mais comme un scientifique formé dans l'exigence des institutions universitaires en Allemagne. Cependant, comme Rojas, Lehmann-Nitsche mènera en Argentine dans les premières décennies du XX^e siècle une activité qui touchera à différents champs de connaissances et institutions, sans réussir à leur systématisation dans de grands textes savants (Burke, 2017 : 104) tels que ceux que publie Rojas (*Historia de la literatura, Eurindia, le Silabario de decoración americana*). Titulaire à partir de 1905 de la première Chaire d'Anthropologie de l'Université de Buenos Aires et plus tard enseignant de cette même matière à l'Université de La Plata — au sein de laquelle d'un autre côté Rojas a été intégré en 1909 à l'initiative du fondateur de ce centre de recherches, Joaquín V. González, comme enseignant de littérature —, les intérêts de Lehmann-Nitsche pour l'étude des variétés indigènes auraient pu donner une nouvelle direction aux travaux menés à l'Institut.

Pendant le bref intérim de Lehmann-Nitsche, non seulement démarre la publication du *Boletín* sous la direction de Battistessa, mais aussi, ce qui est plus significatif pour le parcours que nous retraçons ici, on le charge de donner une forme institutionnelle à une section d'études indigènes (Malvestitti, 2012 : 19). Ce sont de larges perspectives de travail qu'ouvre l'anthropologue allemand, perspectives qui représentent l'ébauche d'un panorama très différent de l'espace philologique dominé par l'étude du castillan (tant dans ses variétés européennes qu'américaines) et par ses traditions de recherche, que relancera Amado Alonso à partir de 1927.

Le projet avorté de Lehmann-Nitsche s'inscrit dans une mémoire discursive que nous pouvons penser alternative à l'hispanisme philologique qui finira par devenir l'option hégémonique¹⁷.

Marcel Duchamp, qui rendit visite à l'anthropologue pendant son séjour en Argentine. Cfr. à ce propos Raúl Antelo (2006 : 41).

¹⁷ Concrètement, la seule publication de la section des études indigènes de l'Institut de philologie est l'ouvrage de Marcos Morínigo de 1931, *Hispanismos en el guarani*, c'est-à-dire non pas un travail centré sur l'étude d'une langue autochtone mais sur la pénétration de l'espagnol comme langue hégémonique dans une variété minorée (Toscano et García, 2013). Le prologue qu'écrit Alonso à l'étude de Morínigo est clair quant au caractère essentiellement fantasmagorique de la section impulsée par Lehmann-Nitsche et quant à la position qu'occupent les variétés indigènes à l'Institut pendant ce que l'on considère comme sa période dorée (Lida, 2014), qui apparaît comme une réponse à une demande explicite du Conseil Supérieur de la Faculté et non comme une recherche émanant des besoins de gestion de l'Institut :

« Le conseil de notre faculté de Philosophie et de lettres nous a recommandé, d'ici deux ans, la création d'une section indigéniste au sein de l'institut de philologie. Nous pensons qu'il serait certainement plus fructueux d'enseigner la linguistique à des personnes qui connaîtraient ces langues que de nous mettre à étudier le quichua ou le guarani. » (Alonso, 1931 : 9)

Un projet avorté : la Commission d'études linguistiques

Dans ce que Lehmann-Nitsche a laissé à l'Institut ibéro-américain de Berlin, on trouve l'ébauche du projet de fondation d'une commission d'études linguistiques, ébauche que l'on peut dater en 1918 si nous tenons compte de ce que l'on trouve dans le même dossier d'archives du savant allemand : une lettre portant le tampon de la faculté de philologie et des lettres du 6 juin de cette année, dans laquelle il est question de la réunion de la « section de linguistique ». La copie est dactylographiée, sans information institutionnelle ni signature. Nous la transcrivons :

Objectifs que nous proposons :

- *Production d'un atlas ethnolinguistique de l'Amérique du Sud, encourageant pour cela la collaboration de toutes les républiques sœurs et les possessions européennes (les Guyanes) ; son échéance devait être si possible pour l'année 1922 au cours de laquelle se réunira le Congrès Historique de Rio de Janeiro.*

- *Études et publications sur les langues indigènes américaines.*

- *Études et publications sur la langue castillane dans la République argentine à travers les siècles.*

- *Études et publications sur l'existence de possibles fossiles linguistiques en Amérique et leur lien avec les langues du vieux monde.*

- *Séparation de la Commission en trois sections correspondant aux objectifs 2, 3 et 4.*

- *Règlementation de celles-ci concernant les réunions par sections et plénières.*

(Commission, 1918 ou autour)

Comme nous pouvons l'observer le projet que l'on trouve dans l'archive de Lehmann-Nitsche limite l'espace institutionnel au monde américain. Il s'agit d'un document qui porte les caractéristiques d'un discours constituant (Maingueneau, 2009). C'est, en effet, un texte qui se présente en lui-même comme un geste visant à délimiter un espace académique légitime et, en même temps, se pose comme une source d'autorité. En effet, dans l'ébauche telle qu'elle se conserve dans les archives de Lehmann-Nitsche, on ne nomme à aucun moment l'Espagne ni aucune institution académique ou universitaire qui pourrait faire partie du projet de grande envergure qu'est l'Atlas linguistique proposé au point 1)¹⁸. D'un autre côté, le point 2) cible l'étude des langues indigènes américaines, tandis que l'étude du castillan est reléguée au point 3), et, fait significatif, elle n'est pas mise en relation avec l'espagnol d'Espagne, mais pensée comme une étude historique du castillan d'Argentine. Enfin, le point 4) révèle un syntagme, « fossiles linguistiques » possédant sa propre mémoire discursive (Arnoux, 2008), une mémoire discursive qui rapproche moins l'étude des langues des études historiques sur lesquelles travaillait jusqu'ici Menéndez Pidal et son école madrilène que des sciences naturelles et, en particulier, de la paléontologie, un des champs dans lequel on voit se développer dans le contexte latino-américain des institutions argentines comme le Musée de la Plata, au sein duquel — comme nous l'avons dit — s'inscrit assez rapidement Lehmann-Nitsche (Farro, 2009).

L'ébauche de 1918 doit être inscrite, donc, dans le cadre de la construction d'un espace de savoir où figurent des savants formés en Allemagne et installés sur tout le continent — depuis Lenz au Chili jusqu'à Franz Boas aux États Unis — et associé à une linguistique américaine qui ne se réduit pas à l'étude du castillan et de ses variétés régionales, mais qui perçoit l'espace linguistique du continent comme hétérogène du point de vue linguistique au-delà du nombre de locuteurs pour chaque variété : un paysage habité par un nombre pas encore

¹⁸ Nous rappelons, entre autres choses, que Ramón Menéndez Pidal avait publié depuis plus de dix ans son *Manual de gramática histórica del español* et que, comme nous l'avons dit, il était directeur du centre d'études historiques de Madrid, qui avait débuté ses activités en 1910 (García Mouton et Pedrazuela Fuentes, 2015).

déterminé de langues autochtones qui devraient être l'objet de documentation, de systématisation et d'étude comparative. Et associé, également, à une rénovation de la méthodologie qui est à la base des études linguistiques, non limitées à des travaux de type génétique ou typologique, dominants jusqu'alors, mais prenant en compte la dispersion géographique des phénomènes et le recueil de textes, gravés, transcrits et également écrits par les informateurs eux-mêmes (Malvestitti, 2012 : 23).

Dans de nombreux cas, comme cela apparaît dans les études inédites de Lehmann-Nitsche sur le mapudungun ou dans les récits qu'il consigne auprès de sujets mapuche, le recueil des textes était accompagné d'une description plus vaste de l'environnement anthropologique dans lequel ils avaient été produits. De plus, les études linguistiques étaient accompagnées de photographies des informateurs et de leurs environnements. Il s'agissait, évidemment, d'un moyen de comprendre le travail de linguiste comme faisant partie d'un travail de terrain, à l'instar des études folkloriques et anthropologiques. La direction que Lehmann-Nitsche donne à ses études linguistiques se distinguait ainsi du type d'approche empreint de traditions érudites en relation avec l'écriture, dans une conception philologique qui voit converger les études sur la langue et les études littéraires, orientation que finira par encourager l'Institut de Philologie de l'Université de Buenos Aires.

Polyglphies américaines

Dans le premier numéro du *Boletín* publié pendant l'intérim de Lehmann-Nitsche figure le discours d'inauguration de l'Institut prononcé par Rojas. Dans ce texte, en reconnaissant la primauté des études philologiques de l'école espagnole de Menéndez Pidal, Rojas l'inscrit dans la tradition directe de la philologie allemande. Bien que sur ce point Rojas ne nomme aucun chercheur en particulier, cette tradition en langue germanique était représentée en Amérique du Sud par les travaux de Rudolf Lenz et de Friedrich Hanssen au Chili et, avec assurément une moindre influence, par ceux de Lehmann-Nitsche.

Selon Rojas, le choix d'un directeur espagnol avait été fait « parce qu'il possède, avec le génie de la langue, la clé magique pour entrer dans le secret de nos cœurs » (Rojas, 1926a : 75). Il est clair donc que, d'après Rojas lui-même, le choix d'un espagnol se fait davantage pour des raisons sentimentales que selon des arguments strictement scientifiques. Dans le même temps, Rojas indique parmi les tâches de l'Institut celle d'« amener vers la science l'étude des langues précolombiennes, avec le double problème de leurs généalogies asiatiques présumées et de leur apport à la langue castillane » (Rojas, 1926 : 77).

Dans le même numéro du *Boletín* est reproduit le discours de Rojas à l'occasion de la présentation de Agustín Miralles, en 1924, le second directeur de l'institut. Ici Rojas signale ce qu'il voit sans doute comme des limites dans la gestion de Castro :

J'espère que l'année prochaine notre Institut, en accord avec le planning, pourra mener des études de phonétique et de dialectismes régionaux, entreprenant à son tour l'étude des langues indigènes, complément indispensable de toute étude sérieuse sur le castillan parlé en Argentine. Il est possible que cette même année, par anticipation de ce programme, nous puissions entendre ici une conférence préliminaire sur la langue guarani, et éventuellement deux autres sur le araucano et le quichua, données par des spécialistes autorisés. L'Espagne a beaucoup à nous apprendre, sur la science d'une langue, mais la contribution américaine doit aussi apporter des éléments nouveaux et bénéfiques. (Rojas, 1926b: 87)

De son côté, Manuel Montoliu, dans son discours d'investiture comme troisième directeur de l'Institut qui figure dans le même *Boletín*, insiste sur le fait que l'axe de travail de l'Institut doit passer par l'étude des relations entre le castillan d'Argentine et les autres variétés

européennes, apportées par les « masses illettrées » immigrantes, pendant que les langues indigènes, incapables de lutter contre le castillan, ont été peu à peu cantonnées dans leurs limites actuelles et condamnées à disparaître, tôt ou tard, à cause de l'érosion incessante que produit sur elles la langue envahissante (Montoliu, 1926 : 104).

La perception que Rojas a en 1939 de la présence des langues américaines sur le continent est très différente de celle que les directeurs de l'Institut de philologie avançaient dans ces interventions inaugurales. Dans le projet de congrès sur la langue quechua, Rojas affirme non seulement la vitalité des grandes langues autochtones qui affluent sur le territoire national de façon significative, comme il l'avait déjà signalé dans le premier volume de l'*Histoire de la littérature argentine* de 1917 que nous avons évoquée au début de ce texte. Rojas insiste ici sur le fait que les trois groupes linguistiques amérindiens « auxquels il est possible de rattacher toutes les langues d'Amérique méridionale, sont représentés sur le territoire argentin » (Rojas, 1938 : 152).

J'ignore s'il a été signalé antérieurement ce cas de polygloties indigènes de notre pays, qui trouvent ainsi au sein même de leurs langues des types de presque toutes les langues continentales ; avec le guarani du littoral, celles du groupe atlantique ; avec le quichua du nord est, celles du groupe ando-péruvien ; avec celles de Patagonie, celles du groupe araucano proprement dit. Et nous pourrions même ajouter certaines langues difficiles à classer, comme celles de Chaco et de Terre de Feu, desquelles je parlerai ensuite, et d'autres disparues, comme le cacana de Catamarca, le milcayac de San Juan, le sanavirona de Córdoba, desquelles les premiers chroniqueurs coloniaux fournissent quelques informations. (Rojas, 1938 : 152)

De cette façon, l'Argentine, loin d'être un espace où les langues autochtones seraient condamnées à l'absorption par le castillan, est le seul territoire national sud-américain où coexistent des zones où l'on parle le quichua, le mapuche et le guarani. Rojas insiste sur la « polyglotie » (comme un terme qu'il introduit, peut-être inventé par lui-même). Avec ce terme, Rojas désigne un espace qui n'est pas seulement celui de la coexistence des langues, mais bien le lieu de ce qu'il appelle un « conflit colonial », qui se pense en termes de récit dans lequel les acteurs sont les langues : un conflit dans lequel, en principe, en accord avec les critères évolutionnistes explicites, « dans la première adaptation sociale » sortiront vainqueurs le quichua, le guarani et le mapuche sur les autres variétés autochtones, pour arriver finalement à la prédominance du castillan sur le reste, « comme langue définitive de notre organisation civile et de notre littérature nationale » (Rojas, 1938 : 152).

Nous lisons dans le document de 1939 :

Le vaste répertoire de thèmes que je viens d'évoquer a en lui-même valeur scientifique ; mais, comme on le voit, il dépasse le champ de la réflexion historique, pour s'avérer d'autant plus important face à des thèmes politiques et éducatifs de grande actualité. Je n'ai pas besoin d'ajouter que, dans ce dernier sens, ils impliquent des solutions au niveau économique et esthétique. Il n'est pas certain que l'Amérique du Sud soit toute peuplée de race blanche. C'est la vérité officielle, mais ce n'est pas la réalité sociale. Quand on dit « Amérique latine », « Amérique espagnole », ou que l'on dit que l'Amérique est une Europe déplacée, on fait seulement référence à certaines formes de l'État et à certains courants qui ont dominé son évolution, donnant une physionomie à ses classes cultivées et à ses ports cosmopolites. À l'intérieur de cette réalité, il y en a une autre. Il n'y a rien à gagner à nier des réalités évidentes. De nombreux défenseurs de la nouvelle génération hispano-américaine, au Mexique et chez les peuples du Pacifique, commencent à dire Indo-amérique pour mettre l'accent sur l'autre réalité. Parce qu'il y a une Amérique indigène, qui n'a pas disparu malgré la conquête et la misère, et qui pourrait même se soulever. Elle existe par son histoire, sa bibliographie et sa condition actuelle. (Rojas, 1939a : 4)

La densité de la population autochtone en Bolivie, au Pérou et en Equateur est de notoriété universelle, et je n'ai pas besoin d'y revenir. Si Buenos Aires donne une impression contraire du fait de l'immigration, il ne faut pas oublier que Buenos Aires fut fondée avec plus d'indiens que d'espagnols, comme le montrent les études de Juan de Garay, ni que presque tout le péonage de nos provinces andines est métis et que l'on parle la langue quichua en Argentine de même que l'on parle le guarani (Rojas, 1939a : 4).

Pour Rojas, le besoin de documenter le quechua ne se limite pas à la production d'un savoir purement « scientifique » ; en échange, comme il le dit lui-même, il acquiert une dimension « politique » et « éducative », qui concerne les locuteurs actuels de ces langues et leurs droits. En ce sens, Rojas pouvait s'appuyer sur quelques chiffres relatifs à la vitalité du quechua en Amérique du Sud, comme ceux qu'il présente dans le rapport de 1936, trois ans avant la conférence à Lima, *Estado actual del estudio de las lenguas indígenas* de Antonio Portnoy, qui avançait l'existence de 3 500 000 locuteurs de la langue, répartis entre le Pérou, la Bolivie, l'Equateur, le Chili et l'Argentine (Portnoy, 1936 : 40). De la même façon, dans les années quarante, peu après l'intervention de Rojas à Lima, Romualdo Ardissonne note la présence des langues « générales », en particulier le quechua et le guarani, dans l'espace national (Ardissonne, 1955 : 70 et suiv.).

Il y a, de ce point de vue, une conscience glottopolitique du présent vis-à-vis des locuteurs des langues indigènes qui apparaît dans ces interventions de Rojas et qui se projette dans un programme de travail concret. En effet, à la fin du projet, le travail sur le quechua apparaît — fondamentalement — seulement comme une première étape : il avance la possibilité de réaliser des congrès futurs à Mendoza sur le mapuche (qu'il appelle « araucano »), du fait de sa présence historique dans la zone de la Pampa, de Cuyo et en Patagonie (de ce point de vue, Rojas met en valeur le travail sur l'influence de la langue autochtone sur le castillan du chilien Lenz ce qui, comme nous l'avons rappelé plus haut, était alors en grande partie contesté par Alonso) et à Corrientes sur le guarani.

Le document de Rojas se termine par la liste des institutions qui pourraient faire partie du réseau américain qu'il imagine pour l'étude du quichua et qui éventuellement pourrait s'étendre à d'autres langues autochtones. Ces institutions sont :

La Plata, Museo, Humanidades, Biblioteca
Bs. As. Museo Riv.
Fac.
Inst. Lit. Arg.
Filología.
Clásica.
Museo Mitre.

Dobrizhofer, latín. *Cuzco. Inst. Am.*
Lima. Museo. Valcarcel. Sphynx.
Universidades. Charcas, San Marcos, Quito, Cuzco, Chile.
Publicaciones,
Biblioteca de Lenguas Americanas
Mitre.

(Rojas, 1939a ; nous respectons l'orthographe originale)

Dans ce réseau imaginé par Rojas, ce qui était alors l'Institut de philologie hispaniste apparaît en lien, et peut-être dans un certain sens contrôlé par d'autres institutions, qui ne relèvent pas exactement de l'univers institutionnel hispaniste. Rojas le fait avec l'institut de philologie de Lima (Rojas donne le nom de la revue *Sphynx*, la publication officielle de l'institut, fondée par Galante lui-même), qui, comme nous l'avons vu, avait assumé, avec l'intégration du quechua, une politique scientifique intégrant une langue américaine que

l'Institut de l'Université de Buenos Aires laisse en plan. D'un autre côté, Rojas inclut dans son réseau potentiel un ensemble de musées qui avaient assumé des tâches de recherche dans le champ des langues et, en général, de l'anthropologie en Amérique latine, depuis le musée de la Plata au sein duquel Lehmann-Nitsche avait travaillé pendant des décennies, jusqu'au musée Mitre de Buenos Aires dans lequel on trouve jusqu'à aujourd'hui le fonds documentaire sur les langues indigènes du continent réuni au XIX^e par l'intellectuel et homme politique argentin Bartolomé Mitre.

Il n'est pas anodin que Rojas relève dans la série de noms celui de Valcárcel, directeur du Musée National de Lima entre 1931 et 1945 et un des soutiens les plus clairs de l'indigénisme andin. Nous rappelons, d'un autre côté, que pendant la gestion de Valcarcel comme ministre de l'éducation au Pérou, quelques années après la participation de Rojas au Congrès de Lima, ce dernier promeut en 1945 la déclaration conjointe d'Arequipa avec son homologue bolivien Jorge Calero Vasquez, avance un plan commun d'éducation indigène qui prévoit que les enfants locuteurs du quechua et de l'aymara soient alphabétisés dans leurs langues, un des antécédents les plus importants de la loi de 1975, pendant la gestion de Velasco Alvarado, qui officialise le quechua (Escobar, Matos Mar, Alberti, 1975 ; Pozzi Escott, 1991). Rojas ajoute, de plus, à côté de « Cuzco », l'abréviation « Inst. Am. », qui fait certainement référence à l'Instituto de Arte Americano que Uriel García, autre grand intellectuel péruvien partisan de la valorisation de l'indigène — et dont les écrits sont diffusés à Buenos Aires dans les pages du quotidien *La Prensa* (González, 2013) —, avait fondé en 1937 dans l'ancienne capitale inca. Il légitime ainsi la recherche de langues autochtones américaines dans le cadre d'un projet qui apparaît au Congrès des américanistes de Lima, selon ce que l'on lit dans le second document, comme un réseau collaboratif d'institutions académiques latino-américaines.

Etymologie et exégèse. Rojas, Lugones et les langues américaines

En 1938, l'année où Lehmann-Nitsche meurt à Berlin et un an avant la rédaction des documents avec lesquels nous avons commencé cette étude, une autre des grandes figures d'écrivain-pédagogue argentin à côté de Rojas, Leopoldo Lugones, se suicide dans une île du Delta, à quelques kilomètres de Buenos Aires. Au moment où Lugones s'ôte la vie, on le sait, il était en train d'écrire *l'Histoire de la Roca*, c'est-à-dire, l'apologie de la figure qui met en avant ce que l'on a appelé la « campagne du désert » contre les tribus indigènes de la pampa et de la Patagonie, qui constitue une véritable catastrophe culturelle (et bien évidemment linguistique) pour ces peuples. La mort de Lugones interrompt la rédaction du livre visant à revoir les limites dans l'héritage du projet de nation initié par Roca en 1880. Cependant, ce n'est pas le seul projet d'écriture dans lequel était plongé Lugones à ce moment : à côté de ses interventions habituelles dans *La Nación* et dans d'autres médias écrits, Lugones se consacrait alors à la réalisation de ce qui aurait dû être la grande œuvre qu'il laisserait à la postérité, portant non sur la délimitation d'une culture légitime pour l'Argentine, comme c'est le cas de *El payador* et sa revalorisation mythique du poème de Hernandez, mais s'ouvrant vers un horizon plus large qui impliquerait l'ensemble du monde hispanique.

Nous faisons référence à un énorme et monumental projet lexicographique qui, comme *l'Histoire* de Rojas et les premiers textes publiés par l'Institut de Philologie, rassemble aussi toutes les caractéristiques du discours constituant : le *Diccionario etimológico del castellano usual*. Comme je l'ai montré dans d'autres travaux (Bentivegna, 2017), le dictionnaire inachevé de Lugones est un projet qui peut être lu en termes de politique immunitaire de la vie (Esposito, 2005) associée à une politique sur les langues, non pas comme des espaces scindés — d'un côté, l'espace du politique ; de l'autre, l'espace des langues — mais comme un processus qui agit sur les langues, en particulier sur le castillan et ses variétés américaines,

et qui en même temps est conçu comme une intervention politique. Si l'on en croit ce que Lugones lui-même affirme et ce que son fils, le commissaire Lugones, soutient dans la biographie de son père (Lugones (fils), 1949), les études linguistiques, en particulier étymologiques, sont au centre de l'intérêt de l'écrivain depuis le début des années vingt, quand peu avant le fameux discours de Ayacucho, en 1924 (qu'il prononce, comme les interventions qu'annonce Rojas, dans la ville de Lima) il commence à publier ses interventions sur les « antécédents » grecs et arabiques dans le journal *La Nación*, jusqu'au gros des entrées lexicographiques dont il fait la publicité à partir de 1931 dans les pages de *El monitor de la Educación Común*, l'organe du Ministère de l'éducation argentin.

Le projet étymologique de Lugones peut être vu comme une inflexion immunitaire dans la configuration de la communauté imaginaire nationale, avec des projections dans l'ensemble du monde hispanophone : dans la construction de ce que l'auteur même de *La guerra gaucha* appelle « les peuples de la parole » (Lugones, 1944 : 9). Dans cette construction symbolique, Lugones soumet la langue à un processus d'épuration à travers un outil légitimé comme l'étymologie, qu'il soutient dans ses travaux personnels autour de l'arabe¹⁹ et plus encore du grec, comme le montrent ses traductions en vers de l'Iliade et de l'Odyssée.

Le projet de Rojas, qui prend forme en même temps que les premières interventions étymologiques de Lugones dans les pages de *Eurindia* que publie *La nación* entre 1922 et 1924, se matérialise plus tard dans des ouvrages tels que l'imposant *Syllabaire de décoration américaine*, de 1930, ou dans la reprise, la réécriture et la tentative de réintégration de la littérature quechua dans le champ de la littérature argentine dont parle le drame *Ollantay*.

En effet, dans les années précédant la rédaction des projets de 1939, Rojas avait entrepris le travail d'exégèse de cette œuvre, considérée comme l'un des fondements de la littérature des premiers incas. C'est à propos de *Ollantay* que Rojas écrit une série de contributions — publiées à l'origine dans *La nación* de 1937 — qu'il rassemblera dans le volume *El titán de los Andes*.

Cette œuvre constitue un outil interprétatif et philologique qui s'articule avec une proposition esthétique que Rojas pense comme une contribution originale, fondatrice, pour le développement d'une littérature adossée à l'Argentine, qui avait été sa préoccupation pendant les années qui vont de *La restauración nacionalista* à *Historia de la literatura argentina*. Rojas ajoute comme sous-titre au drame — qui en 1938 avait été édité par Ippolito Galante dans une édition bilingue en quechua et latin — *Tragedia de los andes*. Losada publie le drame réécrit par Rojas précisément en 1939, l'année même de ses interventions au Congrès des Américanistes de Lima que nous interrogeons. Rojas reprend son intervention philologique — et en même temps esthétique — à propos du drame quechua dans le projet qu'il rédige pour présenter devant le Congrès de la nation un appel de fonds :

Cette initiative m'a été inspirée par mon travail sur « Ollantay » pendant plus de trente ans et par les conditions régionales que le quichua présente dans le parler oral de Santiago del Estero, province de la République argentine. Les problèmes scientifiques que pose cette importante langue américaine sont nombreux, et il est difficile d'obtenir une documentation bibliographique. Au-delà des problèmes scientifiques, nous devons reconnaître également l'utilité pratique de ces études comme instruments d'éducation pour des millions d'hommes de notre continent. (Rojas, 1939c : 1)

¹⁹ On trouve des témoignages de ce travail, évidemment rapide, sur cette langue, comme celui de l'Emir Emin Arslan (1927), qui reprend dans un article sur Lugones paru dans le journal *La nación* un dialogue avec le poète dans lequel ce dernier affirme qu'il était en train d'apprendre l'arabe, sans aucun maître, ce à quoi il ajoute : « je suis en train de travailler à un dictionnaire castillan, dans la mesure où celui de l'Académie me paraît insatisfaisant, et ainsi je me suis convaincu que les arabes qui sont restés huit siècles en Espagne, ont laissé plus que ce que l'on croit à la langue, beaucoup plus. Pour cette raison je dois maîtriser l'arabe pour chercher ces origines avec la précision attendue//. C'est une question de temps, de patience et de détermination. »

Si nous pensons le document comme un acte d'*inscription*, alors il ouvre nécessairement un réseau de textes. De ce point de vue, comme le souligne Maingueneau (2009: 63), il s'agit d'un objet paradoxal : celui d'une répétition constitutive. De cette façon, le projet avorté de 1939 est en lien avec d'autres discours. Il l'est avec le corpus portant sur *Ollantay*. Il l'est également avec le texte avec lequel Rojas inaugure sa longue série d'interventions dans le champ culturel argentin : avec les pages de *El país de la selva* [le pays de la forêt], de 1907, dans lequel le recueil documentaire des langues et traditions régionales en danger de Santiago se mêlent (Montaldo, 2001) avec le discours historique, avec la tradition comme genre américain (une tradition textuelle qu'avait pris pour modèle pour la littérature argentine plus d'une décennie avant Joaquín V. González dans *Mis montañas*, inspirant à son tour le péruvien Ricardo Palma) et le récit littéraire moderniste inspiré par les archives de l'histoire nationale (avec comme antécédent notable *La guerra gaucha* de Lugones en 1905).

La même année qu'il publie *El país de la selva*, 1907, Rojas avait publié dans *La Nación* la série de textes qu'il rassemble l'année suivante dans l'ouvrage *Cartas de Europa*. Pendant une visite à l'exposition de Vincennes visant à montrer les avancées de l'empire colonial français, Rojas s'attarde sur le travail de documentation et d'étude que linguistes et anthropologues français mettent en œuvre pour les cultures et les langues de ce monde colonial. Il est intéressant de voir que Rojas établit un lien entre ce travail érudit contemporain et une période coloniale antérieure dans la configuration d'un espace universel, qui est également un espace colonial construit par un ensemble de savoirs : le moment de l'expansion du pouvoir espagnol en Amérique, qui conduit à l'étude des variétés locales. Ainsi pour Rojas :

Cela signifie que que les hommes de France sont en train de réaliser dans des pays reculés d'Asie, d'Afrique et d'Océanie, en pleine époque de scepticisme, la même œuvre de documentation et de construction spirituelle que le père Lozano, le père Guevara et le père Valdez, et tant de moines admirables ont réalisé à l'intérieur de l'Amérique, du XVI^e au XVIII^e, guidés par une espérance céleste et la force singulière de l'âme castillane, pleine de mysticisme combattif. (Rojas, 1908 : 42)

Toutefois, le choc de Rojas face à la valorisation de l'étude des variétés du monde colonial croise, en Bretagne, où il est hôte de Rubén Darío, le maintien de traditions vernaculaires propres : ce sont des traditions régionales, qui se créent dans le monde des traditions orales et écrites, dans une langue bretonne de statut subalterne et une toponymie qui porte la trace d'une culture régionale. Cela contraste avec la toponymie d'Argentine, où Rojas voit le conflit entre les dénominations traditionnelles — souvent d'origine hispanique, bien qu'également, en grande partie, d'origine indigène — et des dénominations associées avec de nombreux personnages historiques ou des dénominations étrangères :

dans notre désir de nous européeniser de l'extérieur, au lieu de nous européeniser de l'intérieur, nous allons effacer de magnifiques noms quechuas, de la pampa et guarani, pour les remplacer par des dates ou des noms de propriétaires terriens étrangers. Il est important de dire qu'il est plus en accord avec le véritable esprit européen d'appeler un endroit Esteco, Salavina ou Abipones, Curuzú Cuatiá ou Itatí, Guamaní, Bahía Blanca ou Pehuajó, plutôt que la déplorable toponymie de notre province peu imaginative de Santa Fe. (Rojas, 1908 : 117).\$

En Europe, Rojas entreprend la rédaction de textes dans lesquels il pratique une sorte d'« auto-ethnographie » (Pratt, 2010. 35) : il mène une réflexion sous forme narrative sur sa condition sud-américaine dans laquelle il se présente lui-même en des termes et des discours propres au discours colonisé. Comme c'était le cas lors de son voyage en Europe où le regard du colonisé (un « arabe en burnous et turban », Rojas, 1908 : 48) à la foire de Vincennes l'identifie d'abord à un arabe, ensuite à un espagnol, et finalement à un sud-américain, il

prend le point de vue de l'autre en lien avec un discours de savoir, qui est en même temps, comme le signale Errington (2008) un discours constitutif de la condition coloniale.

Pour conclure

Le récit de la fusion montre les tentatives, mais aussi les limites des récits des langues en Amérique que Rojas avance tout au long de sa production et qui prennent de nouvelles directions dans la série de 1939 que nous interrogeons et dans les liens que l'on peut établir entre eux. D'un côté, ce récit reconnaît et valorise les apports de tout ce qui est indigène et de ses variétés, dans un travail opéré par des anthropologues comme Lehmann-Nitsche en Argentine et des linguistes comme Lenz au Chili. En même temps, le récit *fusionnel* de Rojas fonctionne comme une légitimation de la prédominance continentale de la langue espagnole, étayée par le travail soutenu d'institutions comme l'Institut de Philologie de l'université de Buenos Aires. Au sein de cette institut, dirigé à cette époque-là par Amado Alonso, le projet d'étude des variétés américaines n'apparaît que ponctuellement durant le bref intérim de Lehmann-Nitsche en 1926 ou est soumis, dans le cas de l'hypothèse de Lenz, à un travail soigneux de rejet.

C'est le récit *Eurindia* de Rojas qui légitime la fusion des variétés discursives et linguistiques hétérogènes présentes en Amérique et les travaux qui leur sont consacrés, dans un texte qui tend à unifier les voix d'un genre (un essai d'interprétation) et d'une variété hégémonique (celle du castillan), avec ses propres particularismes. Toutefois, comme il le pose à la fin d'un des textes écrits pour son intervention à Lima — la conférence « Conscience d'Amérique » — avec la métaphore des variétés américaines comme parties d'un arbre commun hispano-latin²⁰, cette conception de l'hétérogénéité linguistique, cette « polyglophie » que Rojas doit nommer d'un terme nouveau apparaît liée de manière toujours organique à un tronc commun : le tronc hispanique. Comme dans les visions hispanistes qui se renforcent pendant ces mêmes années dans les interventions de Alonso et de ses disciples, c'est ce tronc hispanique qui garantit l'unité continentale.

Bibliographie

- Alonso, Amado, 1931, "Prólogo" a Marcos Morínigo, *Hispanismos en el guaraní*, Buenos Aires: Instituto de Filología de la Universidad de Buenos Aires.
- Antelo, Raúl, 2006, *María con Marcel. Duchamp en los trópicos*, Buenos Aires, Siglo XXI.
- Ardissone, Romualdo, 1955, *Aspectos de la glotogeografía argentina*, Buenos Aires: Facultad de Filosofía y Letras, Departamento de Filología Clásica y Lingüística.
- Arnoux, Elvira, 2008, *El discurso latinoamericanista de Hugo Chávez*, Buenos Aires: Biblos.
- Arnoux, Elvira y Susana Nothstein (eds.), 2014, *Temas de glotopolítica. Integración regional sudamericana y panhispanismo*, Buenos Aires: Biblos.
- Arslan, Emir Emin, 1927, "Lugones: la evolución de sus ideas políticas. Etimologías arábicas. Su traducción de 'La Ilíada'", En: *La Nación*, Buenos Aires, 3 de julio.
- Bentivegna, Diego, 2013, "Un arcángel devastador: Gramsci, las lenguas, la hegemonía", En: Antonio Gramsci, *Escritos sobre el lenguaje* (ed. D. B.), Sáenz Peña: Eduntref, pp. 11-50.

²⁰ « ... le tronc, qui est ce qu'est espagnol, nous confère une structure juridique, nous donne sa langue, que nous utilisons pour nous adresser au Monde, langue qui nous met en relation avec les grandes traditions des cultures classiques, langue qui a vu naître le mythe le plus représentatif de notre race et le plus universel des symboles de la conscience humaine, la langue du Quichotte, qui est notre fierté à tous » (Rojas 1939c : 9).

- Bentivegna, Diego, 2017, “Estilo, metáforas, indicios: *Lugones* y sus posiciones ante la lengua entre dos siglos”, En: Valentín Díaz (ed.), *Episodios críticos de la modernidad latinoamericana*, Sáenz Peña: Eduntref, pp. 17-28.
- Buchbinder, Pablo, 1997, *Historia de la Facultad de Filosofía y Letras, Universidad de Buenos Aires*, Buenos Aires: Eudeba.
- Burke, Peter, 2017, *¿Qué es la historia del conocimiento?*, Buenos Aires: Siglo XXI.
- Censabella, Marisa, 1999, *Las lenguas indígenas de la Argentina*, Buenos Aires: Eudeba.
- Castillo, Horacio, 1999, *Ricardo Rojas*, Buenos Aires: Academia Argentina de Letras.
- Chicote, Gloria, 2009, “Ramón Menéndez Pidal en Buenos Aires: Carta a Roberto Lehmann-Nitsche”, En: *Olivar*, 10 (13), pp. 155-162.
- Comisión de Estudios Lingüísticos (1918), en Acervo Roberto Lehmann-Nitsche, Instituto Iberoamericano de Berlín.
- Del Valle, José, 2004, “Menéndez Pidal, la regeneración nacional y la utopía lingüística”. En José del Valle y Luis Gabriel-Stheeman (eds.), *La batalla del idioma. La intelectualidad hispánica ante la lengua*, Madrid-Frankfurt: Vervuert-Iberoamericana, pp. 109-136.
- Del Valle, José (ed.), 2013, *Historia política del español. La creación de una lengua*, Madrid: Aluvión.
- Durston, Alan, 2014, “Ippolito Galante y la filología quechua en los años 1930 y 1940”. *Lexis*, vol. 38, n. 2 Lima, pp. 307-336.
- Ennis, Juan Antonio, 2017, “La lengua al filo del siglo: las polémicas por el futuro del español en América en torno al 1900”. *Anuario de Glotopolítica*, n. 1, pp.197-228.
- Errington, Joseph, 2008, *Linguistics in a Colonial World*, Londres y Nueva York: Blackwell.
- Escobar, Alberto, José Matos Mar y Giorgio Alberti, 1975, *Perú ¿país bilingüe?*, Lima: Instituto de Estudios Peruanos.
- Esposito, Roberto, 2005, *Immunitas. Protección y negación de la vida*, Buenos Aires: Amorrortu.
- Farro, Máximo, 2009, *La formación del Museo de La Plata. Colecciones, comerciantes, estudiosos y naturalistas viajeros a fines del siglo XIX*, Rosario: Prohistoria.
- Ferraris, Maurizio, 2007, “Documentalità: ontología del mundo sociale”, En: *Etica & Politica / Ethics & Politics*, IX, 2007, 2, pp. 240-329.
- Ferrás, Graciela, 2017, *Ricardo Rojas: nacionalismo, inmigración y democracia*, Buenos Aires: Eudeba.
- Foucault, Michel, 2010, *¿Qué es un autor?*, Buenos Aires: El cuenco de plata.
- García Mouton, Pilar y Mario Pedrazuela Fuentes (eds.), 2015, *La ciencia de la palabra. Cien años de la Revista de Filología Española*, Madrid: Consejo Superior de Investigaciones Científicas.
- González, Osmar, 2013, “Uriel González. Amoroso estudioso de la cultura andina”, material consultable en el sitio Interindi, http://www.interindi.net/en/archivos/Osmar_Gonzales-Uriel_Garcia.pdf
- Gumbrecht, Hans-Ulrich, 1993, “Proyecciones argentino-hispanas. 1926”, En: Luis Martínez Cuitiño y Élica Lois (eds.), *II Congreso Argentinos de Hispanistas. España en América y América en España. Actas I. Buenos Aires, 19 al 23 de mayo de 1992*, Buenos Aires, Facultad de Filosofía y Letras, Instituto de Filología y Literaturas Hispánicas “Dr. Amado Alonso”, pp. 166-182.
- Haya de la Torre, Víctor Raúl, 1933, *Construyendo el Aprismo*, Buenos Aires: Claridad.
- Lehmann-Nitsche, Roberto, 2004 [1910], “El problema indígena. Necesidad de destinar territorios reservados a los indígenas de Patagonia, Tierra del Fuego y Chaco según el proceder de los Estados Unidos de América”, Reproducido en Santiago A. Bilbao, *Rememorando a Roberto Lehmann-Nitsche*, Buenos Aires: La colmena, pp. 52-55.

- Lida, Miranda, 2014, *Los años dorados. Los hermanos María Rosa y Raimundo Lida y el Instituto de Filología antes del peronismo*, Buenos Aires: Eudeba.
- Llanto Chávez, Lilia, 2001, “Vigencia y revalorización del quechua mediante un sistema único de escritura”, En: *Escritura y pensamiento*, Año IV, n. 8, pp. 85-99.
- Lugones, Leopoldo, 1944, *Diccionario etimológico del castellano usual*, Buenos Aires: Academia Argentina de Letras.
- Lugones (h.), Leopoldo, 1949, *Mi padre. Biografía de Leopoldo Lugones*, Buenos Aires: Centurión.
- Mahile, Alejandra, 2017, “Ricardo Rojas: viaje al interior, la cultura popular y el inconsciente”, *Anclajes*, vol 21., n. 1. Santa Rosa (La Pampa), pp. 21-42.
- Maingueneau, Dominique, 2009, *Discurso literario*, San Pablo: Contexto.
- Malvesitti, Marisa, 2012, “La Sección Araucana del legado Lehmann-Nitsche”, En: *Mongeleluchi zungu. Los textos araucanos documentados por Lehmann-Nitsche*, Berlín: Gebr. Mann Verlach, pp. 15-57.
- Malvestitti, Marisa y María Emilia Orden, 2014, *Günün a yajütshü. El Vocabulario Puelche documentado por Roberto Lehmann-Nitsche*, Santa Rosa: Universidad Nacional de La Pampa.
- Mariátegui, José Carlos, 2009, *7 ensayos de interpretación de la realidad peruana*, Buenos Aires; Capital intelectual.
- Montaldo, Graciela, 2001, “Estudio preliminar”, en Ricardo Rojas, *El país de la selva*, Madrid: Taurus, pp. 9-51.
- Montoliu, Manuel, 1926, “Conferencia del profesor de Montolíu”, en *Boletín del Instituto de Filología*, tomo I, pp. 94-196.
- Pfänder, Stephan y Juan Ennis, 2013, *Lo criollo en cuestión. Filología e historia*, Buenos Aires, Katatay.
- Pickenhayn, Jorge Oscar, 1982, *La obra literaria de Ricardo Rojas*, Buenos Aires: Ediciones Culturales Argentinas.
- Portnoy, Antonio, 1936, *Estado actual del estudio de las lenguas indígenas que se hablaron en territorio hoy argentino, su importancia para el estudio de la etnografía y la historia. Supervivencias lingüísticas indígenas en nuestro vocabulario*, Buenos Aires: Institución Mitre – Imprenta Coni.
- Pozzi Escot, Inés, 1991, “Ideas y planteamientos propuestos en el desarrollo y debate de la educación bilingüe en el país². En: Zuñiga, Madeleine; Pozzi-Scott, Inés y López, Luis Enrique (eds.): *Educación bilingüe intercultural. Reflexiones y desafíos*, Lima, FOMCIENCIAS, pp. 121-147.
- Pratt, Marie Louise, 2010, *Ojos imperiales. Literatura de viajes y transculturación*, México: Fondo de Cultura Económica.
- Rojas, Ricardo, 1908, *Cartas de Europa*, Buenos Aires: Rodríguez Giles.
- Rojas, Ricardo, 1922 [1909], *La restauración nacionalista*, Buenos Aires: La Facultad.
- Rojas, Ricardo, 1926a, “Discurso del decano al inaugurar el Instituto de Filología”, En: *Boletín del Instituto de Filología*, tomo I, pp. 72- 76.
- Rojas, Ricardo, 1926b, “Presentación de don Agustín Miralles, director de trabajos para el curso de 1924”, En: *Boletín del Instituto de Filología*, pp. 87-87.
- Rojas, Ricardo, 1938 [1917], *Historia de la literatura argentina. Ensayo filosófico sobre la evolución de la cultura en el Plata. Primera parte. Los gauchescos. Volumen I*, Buenos Aires: La Facultad.
- Rojas, Ricardo, 1939a, “Congreso Americano de Lengua Quechua”. Archivo Casa Museo de Ricardo Rojas, Buenos Aires.
- Rojas, Ricardo, 1939b, “Plan de Trabajo sobre la Lengua Quechua”, Archivo Casa Museo de Ricardo Rojas, Buenos Aires.

- Rojas, Ricardo, 1939c, “Conciencia de América”, Archivo Casa Museo de Ricardo Rojas, Buenos Aires.
- Rojas, Ricardo, 1939d, *Ollantay. Tragedia de los Andes*, Buenos Aires: Losada.
- Rojas, Ricardo, 1948 [1917], *Historia de la literatura argentina. Ensayo filosófico sobre la evolución de la cultura en el Plata. Primera parte. Los gauchescos. Volumen II*, Buenos Aires: Losada.
- Rojas, Ricardo, 1960 [1922], *Historia de la literatura argentina. Ensayo filosófico sobre la evolución de la cultura en el Plata. Los modernos. Volumen II*, Buenos Aires: Kraft.
- Sánchez, Luis Alberto, 1962, *Examen espectral de América Latina*, Buenos Aires: Losada.
- Sarlo, Beatriz y Carlos Altamirano, 1983, *Ensayos argentinos. De Sarmiento a la vanguardia*, Buenos Aires: Centro Editor de América Latina.
- Toscano y García, Guillermo, 2013, “Materiales para una historia del Instituto de Filología de la Universidad de Buenos Aires”, *Filología*, Buenos Aires, XLV, pp. 143-172.
- Verón, Eliseo, 1993, *La semiosis social. Fragmentos de una teoría de la discursividad*, Barcelona: Gedisa.

LENGUA, POLÍTICA Y MORAL: INTERVENCIONES GLOTOPOLÍTICAS DE FÉLIX RESTREPO, S. J. DURANTE EL SIGLO XX EN COLOMBIA

Carolina Chaves-O'Flynn
Princeton University

Introducción

El 16 de diciembre de 1965 falleció en Bogotá el sacerdote jesuita Félix Restrepo. Su partida suscitó toda serie de homenajes de reminiscencia a su labor académica, religiosa y política. Por dar tan sólo algunos ejemplos, el académico y Senador de la República, Lucio Pabón Núñez, presentó ante el *Congreso Nacional* un proyecto de ley para enaltecer su memoria; las *Academias Colombianas de Historia y de la Lengua* acordaron publicar las obras más relevantes del autor; en 1966 se creó el *Premio de Filología Félix Restrepo* que, en 1979, por cuenta de la Ley 14 sobre la defensa del idioma, extendió su convocatoria a la filología, lingüística y crítica literaria. Incluso más de una década después de su muerte, en 1979, en los jardines de la sede oficial de la *Academia Colombiana de la Lengua* se inauguró la estatua en bronce de Restrepo con un pronunciamiento póstumo en palabras de Lucio Pabón: “Félix Restrepo: quedas aquí en tu casa” (Cacua Prada, 1997: 35). Estas solemnes despedidas y distinciones hacia Félix Restrepo S. J. arrojan pistas sobre la relevancia de su figura para el campo cultural y académico colombianos, específicamente en materia de lengua y prescripción lingüística.

Es precisamente sobre la construcción y proyección de su autoridad lingüística sobre lo que indagará este trabajo, a partir del análisis de varios de los textos producidos por Félix Restrepo durante el siglo XX colombiano. Este trabajo recoge apartes de sus textos más normativos, “La ortografía en América” (1936), “El alma de las palabras: Diseño de semántica general” (1917) y “El castellano naciente” (1956). Además de esto, el texto hace acopio del discurso de inauguración del *Primer Congreso de Academias de la Lengua Española* en México (1951) y de otros libros de difusión cuya temática es la política internacional, como “España anárquica” (1937) y “España mártir” (1936). También se reúnen aquí algunos apartes de sus textos sobre economía y política nacional compendiados en “Corporativismo” (1939) y/o en la *Revista Javeriana* o artículos de la prensa nacional e internacional. Puntualmente, el trabajo explora el contexto geopolítico en el que se producen los discursos, las representaciones que en ellos se hace de la lengua y sus guardianes, y analiza los contenidos ideológicos que los sostienen, así como las relaciones de poder y jerarquía que se establecen a partir de ellos.

Valga decir que las obras “La llave del griego” (1912), dedicada al aprendizaje de la lengua griega clásica y publicada por la casa Herder en Friburgo de Brisgovia; y “El alma de las palabras: Diseño de semántica general” (1917) fueron las obras lingüísticas más importantes de Restrepo. El sacerdote cursó sus estudios con jesuitas alemanes y españoles en Europa, con los que se inició en la lingüística indoeuropea a partir de los métodos científicos alemanes (Cacua Prada, 1997: 40). Fue precisamente ese caudal epistémico el que otorgó a Restrepo el poder simbólico y científico para gozar de una indiscutida credibilidad entre sus coetáneos y académicos. Al igual que sus contemporáneos, Restrepo se nutrió de los trabajos de Friedrich Diez (1794-1876) en la filología románica, y de los aportes de Karl Vossler (1872-1949) a la estilística con la fundación del idealismo lingüístico. Los apuntes de Vossler (1929) sobre el español como poseedor de una capacidad de expresión trascendental, debido en gran parte a la devoción católica que acompaña su expresión literaria, son perceptibles en los discursos sobre lengua de Restrepo. Éste, por ejemplo, asume la superioridad del español sobre el resto de las lenguas locales habladas en Colombia y otros países latinoamericanos, y su ejercicio apunta al perfeccionamiento de la expresión lingüística en todos los medios de difusión comunicativa, siempre liderado por el poder simbólico del catolicismo.

Restrepo como director de la Academia Colombiana

Félix Restrepo fue director de la *Academia Colombiana de la Lengua* durante diez años, desde 1955 hasta el día de su muerte en 1965. Fue también, entre muchas otras ocupaciones, fundador del *Instituto Caro y Cuervo*, rector de la *Pontificia Universidad Javeriana*, socio de la *Academia Colombiana de Historia* y miembro de la *Academia Colombiana de Jurisprudencia* (Páez Patiño, 1966). Restrepo fungió como filólogo, escritor, pedagogo y sacerdote; y fue sin duda una de las personalidades más influyentes en el campo cultural y político de Colombia durante el siglo XX. En concreto, el sacerdote fue para la *Academia Colombiana de la Lengua* el regente de una época de gran esplendor y fortalecimiento, en la que las labores institucionales combinaron tanto quehaceres de orden lingüístico y político como tareas de predicación sacramental.

Bajo su gerencia (1955-1965) “tomaron apreciable incremento las tareas de la Academia” y en 1956 se recuperó el edificio que había sido construido para ella desde 1914 pero que en los años veinte había pasado a manos de la Escuela de Bellas Artes de Bogotá (Guzmán Esponda, 1993). La sede le fue de nuevo concedida por decreto del gobierno colombiano, y considerando que era “deber del Gobierno promover la cultura nacional, y la Academia Colombiana de la Lengua [necesitaba] de un local para el ejercicio de sus actividades vinculadas al mantenimiento del idioma castellano en su tradicional pureza [...] y al fomento de la literatura nacional” (Decreto 2143 de 1956).¹ Asimismo, el sacerdote participó en el diseño de varias medidas de planificación lingüística encaminadas a la conservación de la unidad de la lengua, implementadas mientras dirigía la *Academia Colombiana*. Para la muestra, “en 1956 el Padre Félix inició una campaña de ‘defensa de la pureza y unidad de nuestra lengua imperial’ [y] elaboró varias ‘listas negras’ de títulos extranjeros” (Cacua Prada, 1997: 228). El *Consejo de Bogotá*, además, fijó impuestos mensuales a los letreros extranjeros y multas a las faltas ortográficas expuestas en los letreros públicos (*ibid.*). Años más tarde, Restrepo colaboró con la elaboración de la Ley 2 de 1960, por la cual se dictaron

¹ La Academia cambió nuevamente de sede, financiada por la venta de la casa recuperada y con la ayuda de un presupuesto otorgado por el Gobierno Nacional, con motivo de la celebración del sesquicentenario de la batalla de Pantano de Vargas (25 de julio de 1819), que rendía homenaje a los próceres de la Independencia Nacional (Ley 95 de 1959). El edificio comenzó a utilizarse aún inconcluso con ocasión del Tercer Congreso de Academias de la Lengua (Guzmán Esponda, 1993: 33).

“medidas para la defensa del idioma patrio” y que decretó que todos los documentos oficiales y/o anuncios, y avisos de locales comerciales debían estar registrados en español o ser retirados de sus puestos. La misma ley declaró a la *Academia Colombiana* como “cuerpo consultivo del Gobierno para cuanto se [relacionara] con el idioma y literatura patrios” (Ley 2 de 1960). La empresa emprendida por Restrepo para la bonanza de la *Academia* incluía también medidas disciplinarias que orientaran el cambio lingüístico a través de la escuela, la prensa y la construcción de su autoridad sobre la opinión pública:

Gracias al celo del padre Restrepo [...] se reanudó la publicación del Boletín de la Academia Colombiana; se atendieron consultas idiomáticas y se examinaron centenares de neologismos con el objetivo de encauzar la evolución futura del idioma; se organizaron concursos y conferencias de prensa, con lo que se logró hacer de la academia una institución operante y de influjo sobre la opinión pública del país y de tangible prestigio en el exterior. (Thesaurus, 1965: 659)

La presencia de Restrepo en políticas lingüísticas destinadas a la purificación de los espacios públicos y escenarios oficiales en Colombia fue sin duda una constante. Su permanencia en la planificación lingüística fue posible gracias a su vinculación con las instancias académicas y religiosas a las que pertenecía y su papel privilegiado dentro de ellas.

Perspectiva histórica: panhispanismo contra panamericanismo

Estas circunstancias hicieron de Félix Restrepo una pieza clave en el impulso del hispanismo a lo largo del siglo XX colombiano. La dimensión geopolítica de su agencia se remonta a la década de 1930, a inicios del período conocido como la *República Liberal* (1930-1946). Esta última siguió a un período de cuarenta y seis años de *Hegemonía conservadora* (1886-1930), encabezada por Rafael Núñez como Presidente de la República y Miguel Antonio Caro como ideólogo principal del conservatismo, en el que se instauró el aparato político monolingüe y ultra católico conocido como *La Regeneración*.

Al comenzar el siglo XX, tras una serie de enfrentamientos geopolíticos por cuenta del proceso expansionista estadounidense: la Guerra México-Americana por la disputa del territorio fronterizo con Texas (1846-1848), la guerra Hispano-estadounidense por el control de las antiguas colonias españolas (1898) y la toma militar de Panamá (1903), que afectó particularmente a Colombia; fue brotando en América Latina un sentimiento generalizado de corte pro hispano al tiempo que anti anglosajón y anti protestante. Aunque independentista y anti imperialista, el discurso hispanista se nutría -ya desde el siglo XIX- de la herencia española (Padilla Chasing, 2008), a la que se negaba a renunciar, por temor de las elites a perder sus privilegios de clase, y que reposaba en la lengua española y la religión católica como ejes fundamentales de su aparato ideológico (Gracia Pérez, 2011).

Un conflicto bélico adicional que contribuyó también al fortalecimiento del discurso hispanista en Colombia fue la Guerra Civil Española (1936-1939). En Colombia, el problema español se vivió como si fuera propio, acaso como un reflejo especular del conflicto interno que por ese entonces enfrentaba el país (Figueroa y Tuta, 2005: 101). “El cubrimiento se transmitía en cifras bipartidistas, cada nota periodística estaba redactada para que los colombianos fortalecieran sus odios y se abrieran a sus anchas las diferencias entre liberales y conservadores” (Ayala Diago, 2011: 113).

En 1934, después de casi medio siglo de *hegemonía conservadora* (1886-1930), y luego de la presidencia en coalición bipartidista de Olaya Herrera (1930-1934), el Partido Liberal llegó por fin al poder con Alfonso López Pumarejo (1886-1959). Su gobierno, conocido como *La Revolución en Marcha* significó toda suerte de reformas sociales que fueron desde lo constitucional y agrario hasta lo universitario y laboral, golpeando los privilegios de

industriales, terratenientes locales y, en gran medida, la potestad de la Iglesia sobre la educación nacional (Ayala Diago, 2011; Gracia Pérez, 2011; Turriago Rojas, 2017). El debilitamiento del poder eclesiástico se debió a que las reformas educativas se fundamentaron en la instrucción laica y a que, desde el gobierno de Olaya Herrera y como parte del esfuerzo liberal por establecer relaciones cordiales con los Estados Unidos, se duplicara el número de misiones protestantes que llegaron al país, mayoritariamente desde los Estados Unidos (López Amaya, 2014). De otra parte, el gobierno liberal de Alfonso López Pumarejo se inspiró en muchos aspectos en el *New Deal* de Franklin D. Roosevelt y cooperó con su política del Buen Vecino (Gaitán-Bohórquez & Malagón-Pinzón, 2009: 299). Por lo demás, y como parte de sus simpatías hacia los EEUU, Colombia se manifestó neutral en la Segunda Guerra Mundial y posteriormente, durante el segundo mandato de López Pumarejo (1942-1945), le declaró la guerra al bando de las Potencias del Eje (Ayala Diago, 2011; Turriago Rojas, 2017).

Entre tanto, la supremacía de la iglesia católica en Colombia y el hecho de que fuera el único país suramericano que mantenía un Concordato con el Vaticano intensificó la oposición entre los católicos y las misiones protestantes que llegaban al país (López Amaya, 2014: 97). Concretamente, el clero colombiano jugó un papel muy activo en la exaltación del panhispanismo para repeler el discurso panamericanista, protestante y anglosajón de los EEUU. De este modo, la motivación del hispanismo colombiano por los años cuarenta consistió en oponerse tanto a la *Doctrina Monroe* como al protestantismo norteamericano (Figueroa, 2007: 196). Por su parte, los liberales colombianos, anticlericales y admiradores del libre mercado, se oponían a cualquier referencia hispanista que reposara sobre el catolicismo español o a una proximidad económica con España. Valga decir, sin embargo, que “la política laicista adelantada durante el régimen liberal no derivaba necesariamente en anticatolicismo, sino, más bien, buscaba prevenir la politización del clero católico y, por ende, la inclinación de la balanza de fuerzas políticas que este pudiera ejercer en la contienda electoral” (López Amaya, 2014: 99). En términos de los discursos sobre la lengua como lazo inquebrantable entre España y sus excolonias, el panhispanismo se sostiene sobre la idea de que la cultura hispanoamericana se corresponde en América con la cultura española, como una suerte de recreación moderna de las relaciones coloniales (del Valle y Gabriel-Stheeman, 2004: 24).

Por otro lado, en el panorama internacional durante la década del treinta al cuarenta, Hitler había conseguido llevar al poder al partido Nazi en Alemania, asumir como *Führer* y dar paso al *Tercer Reich*; en Italia Mussolini dirigía el avance imperialista de tropas fascistas hacia África y el resto de Europa y firmaba la alianza bélica con Alemania del *Pacto de Acero* (1939); en Portugal se fortalecía *Estado Novo* (1926-1974), dictadura corporativista encabezada por Antonio de Oliveira Salazar (1932-1968); y en Rusia, el régimen de Stalin (1922-1952) anunciaba el avance del poder soviético y el pensamiento comunista hacia el resto del mundo. En medio de este escenario, el inconformismo del gremio conservador, industrial y eclesiástico colombianos fue trazando un imaginario de liberalismo ligado al comunismo, el protestantismo y la masonería, en contraste con una exaltación del sentimiento hispanista, ligado al cultivo de la lengua y la necesidad de recuperar potestades para la iglesia católica en el territorio colombiano.

Militancia política: hispanismo y conservadurismo franquista

La prensa católica colombiana acudió principalmente a la figura de Francisco Franco como misionero de aquella tradición hispanista que buscaba consolidar un nuevo “imperio espiritual” español. La atracción de la Iglesia y los círculos conservadores colombianos hacia el movimiento nacionalista comandado por Franco contó también con el apoyo de varios

miembros de la *Academia Colombiana de la Lengua*. De hecho, Félix Restrepo participó en varias de las polémicas que surgieron en Colombia a finales de la década de los treinta, y fue una de las voces más prominentes en favor de la consolidación de un régimen franquista y en la denuncia de los desmanes cometidos por las fuerzas republicanas durante el conflicto armado en España. Así, en una optimización de la analogía entre la Guerra Civil y el conflicto interno colombiano, Restrepo exaltaba en el plano internacional el golpe de estado contra el gobierno de la Segunda República española mientras a nivel local denunciaba el apoyo de “izquierdistas” del Senado colombiano a las fuerzas republicanas españolas (Figuerola, 2007: 185). En 1936, en un artículo para la *Revista Javeriana* de la que era director, Restrepo justificó así el levantamiento de Franco en España:

[Hay] todavía hombres de bien, tan cándidos o tan mal informados, que creen que en esta lucha gigantesca que se desarrolla en España, el llamado gobierno de Madrid, de Valencia o de Barcelona, representa la legalidad y la voluntad del pueblo y que Franco no es más que un vulgar caudillo alzado en armas, al impulso de sus ambiciones [...] Lo que importa es que tengamos clara la idea sobre la licitud, necesidad y hasta obligación del levantamiento en armas por parte del pueblo y del ejército de España contra los hombres, que adueñados de poder, habían perdido el control de la máquina gubernamental y llevaban a España, a la carrera, a un rápido y definitivo desastre. (En Hernández García, 2006: 50)

Un año más tarde, en su libro *España Mártir* (1937), Restrepo relató las represalias del bando republicano contra los nacionalistas después de las elecciones generales de la Segunda República celebradas en febrero de 1936. Restrepo denunció atropellos contra la libertad de prensa, la propiedad privada y el poder clerical y atribuyó al ardor de las clases populares las consecuencias del enfrentamiento:

En España no mandaba ya el gobierno. Mandaba el Frente Popular. Y así empezó la guerra civil, con la invasión de fincas, incendios de iglesias, destrucción de periódicos y asesinatos de patronos [...] Había muerto la democracia en España y se había entronizado la peor de las dictaduras, la dictadura de la pasión y de la ignorancia, la dictadura de la chusma. (Restrepo, 1937: 15)

La concepción del vulgo como irracional e insensato es recurrente en la retórica conservadora del siglo XX colombiano y, como se verá más adelante, es también argumento esencial de una agenda política más amplia en el pensamiento de Félix Restrepo, la del *corporativismo*. Pero la diatriba a las insurrecciones populares no se detiene allí. Restrepo no escatima en descalificativos contra la Segunda República y deshumaniza a los partidarios del comunismo, a quienes tacha también de violentos, desequilibrados e inmorales:

La política revolucionaria española desde la instauración de la república fue siempre conducida por anormales. Es este un hecho digno de ser esclarecido por los psicólogos; pero la revolución comunista ha llevado a los primeros y segundos planos de sus actividades a toda una pléyade de anormales en todos los aspectos morales, psicológicos y materiales de esta palabra, cuya clasificación forzosamente corresponde a los sanguinarios dirigentes de las monstruosidades antes enumeradas. (Restrepo, 1937: 98)

Sus comentarios revelan las posturas ideológicas del gremio religioso colombiano, en favor de las elites entroncadas en los espacios de poder, y trivializan los alzamientos populares tildándolos de absurdos y autoritarios. Por lo demás, vincula el alzamiento de los republicanos con la masonería; “se ha comprobado perfectamente que el gobierno y la masonería habían planeado el crimen”; y con el avance del pensamiento comunista por toda España: “Y para colmar la copa se preparaba una revolución comunista, planeada en Moscú y gerenciada por agentes bolcheviques que libremente hacían su trabajo en las capitales y en las

provincias españolas” (Restrepo, 1937: 18). Para Restrepo la reciente crisis mundial se habría generado porque los estados modernos quisieron prescindir de la iglesia entre sus organismos de control. El orden, argüía, se reestablecería sólo cuando los gobiernos devolvieran al clero su potestad educadora, “entonces los instintos, que caracterizan a los pueblos primitivos en sus relaciones, serían superados por las normas morales que son las que debe orientar a las naciones cultas” (Cacua Prada, 1997: 196). En este aspecto, el ideario académico de Félix Restrepo no difiere mucho del programa monolingüe, blanco y católico de los gramáticos del XIX, quienes insistieron también en civilizar a los “pueblos primitivos” a través de la enseñanza del evangelio y la instrucción del castellano.

Como veremos más adelante, las posturas políticas de Restrepo tendrán implicaciones y desplazamientos en el plano lingüístico, pues la contienda política será llevada hasta los *Congresos de Academias de la Lengua*. Y también al plano de la economía nacional, a través de la distribución de diferencias rastreables en la lengua y los oficios de determinadas clases sociales. Para evaluar críticamente estas posiciones, es preciso tener presente que para Restrepo, los sublevados de la lucha de clases son una “pléyade de anormales” e inmorales que buscan trasgredir un orden social infalible. Y es justamente en la moralización de las apuestas políticas y en la naturalización del ordenamiento social donde reside lo que parecería ser una cruzada lingüística liderada por Restrepo, cuyo fin no parece ser otro que la despolitización del hablante y su rendición espiritual y cívica al orden social que lo somete.

La agenda económica: el *corporativismo*

La retórica redentorista de la Iglesia como norte insuperable para la crisis de la educación ciudadana, que hace eco del pensamiento conservador de la época, anticipa también la postura reciamente corporativista de Restrepo, defendida también por las juventudes derechistas colombianas inspiradas en las políticas de Hitler, Mussolini y Oliveira Salazar desde 1936 (Gaitán Bohórquez y Malagón Pinzón, 2009: 304-305) y por las corrientes de derecha del partido conservador. El *corporativismo* colombiano, comentan Gaitán Bohórquez y Malagón Pinzón (2009), devela lo que Hobsbawm (2001) ha identificado como una nostalgia por una sociedad feudal en la que se aceptaba la existencia de clases y en la que cada estamento social cumplía un rol esencial en favor del *bien común* (Gaitán Bohórquez y Malagón Pinzón, 2009: 308).

A partir de 1938, Restrepo produjo múltiples publicaciones en favor del *corporativismo* a través de la *Revista Javeriana*. Entre sus textos de difusión se defendía de los ataques al corporativismo por parte de la prensa liberal, y a veces también de la conservadora, recordando los pronunciamientos en favor del sistema corporativo enunciados por el Papa Pío XI en su encíclica de 1931:

El corporativismo, doctrina fecunda para el porvenir, sirve por ahora en Colombia de blanco a las flechas más o menos aceradas de la izquierda y también de la derecha. En El Liberal de esta ciudad lo confunden con el fascismo, y en varias notas y editoriales me han presentado a mí como promotor y abogado del Estado totalitario [...] En su encíclica del Cuadragésimo año se expresa Pío XI de este modo: [...] “Basta un poco de reflexión para ver las ventajas de esta organización [...] la colaboración pacífica de las clases, la represión de las organizaciones y de los intentos socialistas, la acción moderadora de una magistratura especial.” (Restrepo, 1938)

Recurrir al mandato del Pontífice concede autoridad política y espiritual a la argumentación de Restrepo, quien con ello quiere también anunciar y validar la apertura de la primera cátedra de corporativismo en Colombia a través de la *Universidad Javeriana*. Por lo demás, la clave papal reitera la necesidad de un orden social y económico -necesariamente

jerárquico- sostenido por el amor de Dios, más que por la desmedida intervención del Estado, en función del bienestar común:

Y en su encíclica contra el comunismo añade el Sumo Pontífice: “Hemos demostrado que los medios para salvar al mundo actual de la triste ruina en que el liberalismo moral lo ha hundido, no consisten en la lucha de clases y en el terror, y mucho menos en el abuso autocrático del poder estatal, sino en la penetración de la justicia social y del sentimiento de amor cristiano en el orden económico y social. Hemos demostrado cómo debe restaurarse la verdadera prosperidad según los principios de un sano corporativismo que respete la debida jerarquía social, y cómo todas las corporaciones deben unirse en unidad armónica inspirándose en el principio del bien común de la sociedad. La misión más genuina y principal del poder público y civil consiste en promover eficazmente esta armonía y la coordinación de todas las fuerzas sociales.” (Restrepo, 1938)

En 1939, en *El corporativismo al alcance de todos*, Restrepo reprodujo el llamamiento del Pontífice explicando históricamente la lucha de clases como gran traspié del proceso revolucionario francés, y la aparición del socialismo como consecuencia nefasta del desequilibrio entre los papeles sociales. En teoría, las expectativas para el obrero en el modelo defendido por Restrepo son contrarias a la pauperización del trabajo y el enriquecimiento excesivo de los más privilegiados. En ese orden, la categoría de clase social supone una división estratégica de cada una de las funciones ciudadanas y, quizás por ello, Restrepo no habla nunca de desigualdad social sino, más bien, de una especie de equilibrio divino en el mundo del trabajo:

Desde que la revolución francesa desvió a las naciones tan violentamente de sus causas tradicionales, han estado ellas oscilando entre dos extremos: el individualismo y el estatismo en sus dos formas, tan perversa la una como la otra, de racismo y comunismo. [...] El corporativismo respeta la libertad y fomenta la iniciativa privada, en todos los sectores de la actividad nacional y en esto se aparta del estatismo. Pero también concede a la autoridad pública medios suficientes para ordenar las actividades de los ciudadanos de modo que todas ellas tiendan al bien común, y en eso se aparta del individualismo. [...] El corporativismo restablece el perdido equilibrio, y viene a realizar los planes del Creador en el mundo del trabajo. Dios ha puesto el mundo entero y todos sus recursos y todas sus fuerzas a disposición de los hombres, no para el privilegio de las castas privilegiadas, sino para el bienestar de todos. (Restrepo, 1939: 75-78)

El posicionamiento social es, en ese sentido, esencial a los individuos y, en pro del bienestar común, no debe nunca mutar. En otras palabras, en el modelo corporativista planteado por Restrepo no hay movilidad social, mucho menos conciencia de clase. La jerarquización social no debe ser antagónica porque todo obrero ejerce un papel fundamental en la sociedad, que le es propio por cuenta de su clase y por mandato divino, y que resulta indispensable para el buen funcionamiento de la gran cooperativa nacional. En ese orden, no es la distribución social por clases la que perjudica al obrero, sino el abuso de los patronos en la acumulación de capital:

Es natural que haya diferencias de fortuna pues hay diferencias de talento, de asiduidad, de iniciativa, de constancia, de moralidad y aun de la que llamamos buena suerte. Pero no es natural que estas diferencias sean tan hondas, que mientras los poseedores del capital tienen derecho a toda ganancia posible, los autores del trabajo tengan que contentarse con un escaso salario, y a cada momento se vean amenazados con la miseria. El corporativismo cierra las luchas de clase y establece en su lugar la cooperación de las clases en beneficio de todas. (Restrepo, 1939: 79)

La primacía del concepto del *bien común* compromete moralmente a los ciudadanos toda vez que se asume que los insurrectos estarían motivados por factores egoístas y equívocos.

Así, una vez más, la imposición de un orden social y civil va de la mano con la moral y la obediencia cristianas. Estos marcadores morales acompañan además aspectos diastráticos, porque las clases trabajadoras son inevitablemente más propensas a la sublevación, esto es, a caer en manos de las ideologías comunistas. En esa medida, y para subvertir el menoscabo de la Iglesia en la formación ciudadana, Restrepo diluye el aspecto político de la lucha social y mistifica la violencia estructural sujeta al orden social capitalista.

Pero Félix Restrepo nunca estuvo solo en su tarea de adoctrinamiento corporativista en Colombia ni tampoco fue pionero en ella. “Ya en el siglo XIX, políticos conservadores como Sergio Arboleda y Miguel Antonio Caro habían suscrito el corporativismo como [...] un antídoto contra la democracia mayoritaria a la que consideraban inevitablemente subversiva del orden social” (Henderson, 2006: 517). Y en el siglo XX, el partido conservador colombiano abanderó el proyecto corporativo en cabeza de líderes como Laureano Gómez, Rafael Bernal Jiménez y Mariano Ospina Pérez, cuyas reformas y protección a los gremios económicos modelaron el *Estado corporativo* nacional, con la Iglesia como aliada en la difusión ideológica del proyecto corporativista (Figueroa y Tuta, 2005: 106). El papel de Restrepo como mediador académico y clerical entre el Estado y el trabajador, sin embargo, sí constituyó una empresa distinguida y una operación fundamental en la difusión del pensamiento corporativista:

La figura del jesuita Félix Restrepo sería determinante en las discusiones en torno al corporativismo, pues será el encargado de divulgarlo desde su posición privilegiada en la dirección de la Universidad Javeriana [...] en organizaciones como la Unión de Trabajadores de Colombia (UTC), la Federación Nacional de Agricultores (FANAL-1946) y en las asociaciones de colegios católicos por él lideradas desde mediados de los años treinta. (Figueroa y Tuta, 2005: 127)

Junto a Restrepo militaba de cerca el líder de la oposición conservadora, Laureano Gómez, presidente de Colombia entre 1950 y 1951, en alianza con la Iglesia, los terratenientes y varios miembros de las fuerzas militares. Vale decir que “*La Revista Javeriana* del padre Restrepo y *El Siglo* de Laureano Gómez fueron los dos medios de prensa más significativos en su apoyo a la causa de los sublevados en España” liderados por Francisco Franco (Hernández García, 2006: 50). El pensamiento laureanista se opuso también durante su gobierno al liberalismo y al comunismo; atacó a masones, judíos, indígenas y afrodescendientes; reprimió la oposición política contra su partido y renegó del sufragio universal por considerar que éste “excluye la excelencia de la dirección política y ni siquiera permite la mediocridad: impone la inferioridad” (En Figueroa y Tuta, 2005: 138).

En 1951, y como colaboración para el desarrollo de una reforma constitucional programada por el gobierno de Gómez, Félix Restrepo emitió una serie de conferencias radiales compendiadas bajo el título de *Colombia en la encrucijada* (1951). Restrepo fue invitado por su amigo y director de la *Radio Nacional*, Arturo Abella Rodríguez, para participar en un ciclo de charlas que promovían el proyecto de reforma constitucional de Gómez, hoy conocida como la *Reforma de 1953* y que nunca llegó a ser implementada porque Gómez fue derrocado por el general Rojas Pinilla en 1953. Para recios militantes del partido conservador como Rafael Bernal Jiménez, el análisis del modelo corporativista de Restrepo resultó tan sólido que lo retomó una década más tarde en su libro *Hacia una democracia orgánica* donde promovió también el *Estado corporativo* en Colombia (Henderson, 1986: 270). En dichas conferencias radiales, Restrepo expuso los principios cristianos que acompañaban al *Estado corporativo*, avalados también por el gobierno de Gómez. “Se trataba de un Estado autoritario, corporativo y de corte fascista, impregnado de hispanismo y bajo la hegemonía de la corriente de la intransigencia católica” (Figueroa y Tuta, 2005: 147). Algunos apartes del pensamiento de Restrepo sobre el sistema corporativo, expuestos en estas

conferencias, están reunidos en su texto *Corporativismo* (1939). En él, Restrepo asume el papel social de intermediario entre el vulgo y el Estado para explicar las bondades del modelo corporativo, la distancia del sistema con los regímenes totalitarios, su cercanía a la democracia y los beneficios de éste para la patria colombiana:

Ningún tema social o político despierta hoy más interés en todo el mundo, que el régimen corporativo [...] Hay quien lo confunde con el Estado totalitario de Hitler y Mussolini; hay quien se imagina que Estado corporativo es lo mismo que una nueva forma de dictadura del proletariado, y entre nosotros la mayor parte de los políticos, aun los bien intencionados, creen que el régimen corporativo es incompatible con la democracia, y resueltos a defender la democracia por encima de todas las formas de gobierno, sienten instintivo horror ante la sola palabra de corporativismo. Invitado a dar en esta solemne ocasión una conferencia de carácter social, pensé que podría hacer una obra grata a mis oyentes resumiendo en unos pocos párrafos lo esencial de la historia y de la doctrina corporativista [...] indicando el camino por donde pudieran entrar a nuestra patria prácticas que están llamadas a tener un gran influjo en todos los pueblos del mundo. (Restrepo, 1939: 7)

Otro de los pilares de la campaña de Restrepo consistió en persuadir al obrero de no participar en la política local y/o de no negociar colectivamente sus necesidades individuales. Esto, al parecer en función del provecho de las mayorías, y por extensión, del bienestar de su clase particular. El sistema corporativo de Restrepo celebra la sindicalización, siempre que ésta resulte inocua y débil frente al Estado. Se concibe así un espejismo de participación política que invita a las clases trabajadoras a ser parte de una democracia representativa -ya no participativa- encaminada a una ilusión de bienestar y satisfacción de sus necesidades de clase:

La ley colombiana sobre sindicatos es fundamentalmente buena. Facilita su creación y les prohíbe las actividades políticas. Si esta ley se cumple, los obreros irán apartándose cada vez más de la política pequeña, de la de los caciques de barrio o pueblo, para interesarse por la política grande, que es la del progreso y bienestar de su clase y de su profesión. (Restrepo, 1939: 38)

Visto así, los obreros deben dejar que otros sean quienes los representen; idealmente aquellos que por ordenamiento social natural tienen la formación y la visión para hacerlo. “El poder judicial y el poder ejecutivo quedan, pues, en un país de régimen corporativo, no concentrados en un núcleo, sino repartidos por todo el cuerpo social, siguiendo la configuración natural de la misma sociedad”. El Estado no debe tampoco intervenir en las organizaciones colectivas, antes bien ha de “promover todas las actividades sociales, no queriendo ser él el autor de toda empresa cultural, económica o social, sino facilitando a los particulares y a las asociaciones libres la realización de sus fines sociales”. El poder legislativo, por su parte, no debe coartar la actividad religiosa, sino mantener un equilibrio de prácticas sociales alternas y no necesariamente políticas: “está bien que la política tenga intervención en los cuerpos legislativos, pero deben tenerla también en todas las demás actividades sociales, o sea las corporaciones. Y no solo las de carácter económico, sino también las religiosas, las culturales, las educativas” (Restrepo, 1939: 93). Este proyecto económico debe ser guiado por principios cristianos que devuelvan a la Iglesia, y a sus futuros cuerpos corporativos, su influjo en los asuntos oficiales del país. Así las cosas, “la contribución central del Padre Félix consistió en demostrar que las dos potestades, la civil y la eclesiástica pueden convivir perfectamente y contribuir en forma armónica a conseguir el fin del Estado, que no es otro que el bien de los asociados” (Cacua Prada, 1997: 196).

En términos generales, la regulación del Estado en el modelo corporativo es mínima y toda acción individual y/o privada debe estar destinada al *bien común*. En el pensamiento

corporativista de Restrepo se visualiza además una armonía entre los estamentos sociales, una concordia entre obreros -que reconocen su inferioridad y asumen con naturalidad su condición de subordinados- y patronos bondadosos que mantienen el orden natural por disposición divina. Es por lo demás una organización social, jurídica y política que fomenta la creación de “sindicatos católicos, de sindicatos alejados de la lucha de clases y libres del veneno comunista” (Restrepo en Gil Sánchez, 1925: 266). En este orden de ideas, la base del *corporativismo* defendido por Restrepo constituye una forma de violencia simbólica (Bourdieu, 2008) cuyo eje es la interiorización de la sumisión por parte de las clases trabajadoras, conseguida a partir de largos procesos de intimidación que presentan como naturales los mecanismos de poder y dominación que las doblegan (Bourdieu, 2008). “La corporación hace la huelga imposible [...] y termina con la lucha de clases. Une en un verdadero espíritu de colaboración patriótica y de caridad cristiana a todos los que trabajan en un mismo oficio: capitalistas, directores, técnicos y simples obreros” (Restrepo en Gil Sánchez, 1925: 242). En últimas, el *corporativismo* clerical propuesto por Restrepo es modelo de la cimentación de la hegemonía cultural de Gramsci. Esto es, una forma de dominación que no deviene de la imposición forzada de dispositivos de control sino más bien de la intervención en las vidas ciudadanas a través de mecanismos que “seducen” y naturalizan sistemas de valores específicos (Del Valle, 2007). Pongamos por caso la consigna de Restrepo de que el *corporativismo* funciona en aras del *bien común* y que responde a un orden superior al entendimiento humano, de carácter divino, que organiza sabiamente a los individuos en una escala que va de “capitalistas” a “simples obreros”. En ella se funda una ordenanza ética y moral de obediencia a un orden social establecido, sin la menor necesidad de reprender al ciudadano a través de la coerción. Con todo, se trata también de formas de dominación que sí atraviesan la corporalidad y, en ese sentido, están sujetas también a formas de “hablar”, “sentir”, “pensar” y “comportarse” normativamente, y/o de acuerdo a un estatus social específico, en función del bienestar de todos los colombianos y, en general, del porvenir latinoamericano.

El académico apolítico: Primer Congreso de Academias

Al finalizar la Segunda Guerra Mundial y consolidarse la dictadura de Franco, en la prensa colombiana, particularmente la conservadora y clerical, las alusiones a la situación internacional se redujeron. La derecha colombiana, que ya se había distanciado de Hitler y Mussolini por la presión de los aliados y los resultados de la guerra, moderó su retórica franquista y se inclinó hacia el panamericanismo como una forma de congraciarse con el imperio estadounidense (Figueroa, 2007: 199-200).

Restrepo también sosegó su discurso pro franquista y, para efectos de las Academias, separó a las letras de la política y declaró profundamente democrática la labor de los custodios de la lengua española. En el *Primer Congreso de Academias de la Lengua*, que tuvo lugar en México en 1951, Félix Restrepo marcó las nuevas pautas de conducta de los filólogos modernos, asegurando que los académicos de su generación no seguían líneas políticas o económicas específicas:

Esta fecha del 23 de abril de 1951 será memorable en la historia de los pueblos latinos. En ella [...] se reúnen por primera vez [...] representantes de veinte naciones que recibieron de la España inmortal toda la herencia cristiana de la cultura europea, vertida en la sonora y majestuosa lengua de Castilla. No traen miras políticas ni económicas, ni ostentan dignidades diplomáticas; no son delegados de sus respectivos Gobiernos; son delegados de los pueblos; son los que en las más diversas latitudes se han impuesto el deber y han recibido el encargo de velar porque este tesoro común, que

es la lengua madre, se conserve incólume y se transmita limpio y puro de generación en generación. (Restrepo en Garrido et al., 2010: 155)

El fraccionamiento entre política, economía y lengua es bastante discutible en la figura de Félix Restrepo, cuyas inclinaciones ideológicas y adhesiones a distintos círculos de poder en Colombia le consintieron moverse con pericia y obtener apoyos políticos, económicos y jurídicos desde varias instancias estatales y desde muy temprano en su labor académica. El alejamiento entre Academia y política, sin embargo, no supone en Restrepo la omisión de presupuestos universales -también altamente políticos- que dan por sentada la positividad del proceso colonial:

Aquí han llegado los que a una y otra banda del Río de la Plata ostentan la prez de exuberante riqueza; los que recuerdan en su nombre la más extraordinaria empresa de civilización de los indígenas; los que han convertido en emporio de industria y comercio los campos de batalla de Arauco; los de las altas cumbres andinas ricas en metales; [...] los que heredaron el nombre de Colón, el amor a las leyes de Quesada y el aventurero espíritu de Don Quijote; los que de Balboa recibieron el pabellón latino para tenerlo siempre enhiesto entre los dos océanos; [...] los del Puerto que, aun incorporado en la gran República angloamericana, guarda celoso la riqueza de su lengua hispana. (Garrido et al., 2010: 155-158)

En este grueso recuento de triunfos civilizacionales se transmite una noción de modernidad sujeta al progreso industrial y al discurso salvacionista de la evangelización de los indígenas a través de la enseñanza de la lengua española y del dogma cristiano. Esta noción de buena fortuna, que en su narrativa elide los traspiés de la conquista, constituye un discurso eurocéntrico donde las transgresiones de la ocupación española se representan como daños colaterales de un beneficioso sumario colonial. De otra parte, Restrepo refuta la entrega por entero de Puerto Rico al naciente imperio anglosajón y celebra el atesoramiento de su herencia colonial española. En esa medida, reitera la moralización de la lengua castellana; su presunta superioridad sobre otras variantes y lenguas minoritarias; la pretendida neutralidad política de la lengua; y la naturalización de una matriz social excluyente y de origen colonial.

El fragmento previamente citado, es muestra de lo que del Valle (2007) advierte como la construcción simbólica de un espíritu panhispánico, que pretende unir a las comunidades de habla hispana a través de una lengua compartida. Simbolismo que produce fenómenos de naturalización de las relaciones de poder que se establecen alrededor del dominio lingüístico de una norma culta (Arnoux y del Valle, 2010). De allí que sea desde la instancia de poder conferida a las *Academias*, como voceras y custodias de la lengua culta, que se reclama la potestad sobre el español, como lengua variada pero indivisible (del Valle y Gabriel Stheeman, 2002), como patria común (del Valle, 2007).

Pese a la renuncia política expresada por Restrepo al inicio de su discurso, el jesuita aprovechó la ocasión inaugural para hacer algunas anotaciones sobre la *Cuarta Reunión de Consulta de Ministros de Relaciones Exteriores* que tuvo lugar a inicios de 1951 en la ciudad de Washington: “Hace unos pocos días se reunieron en Washington nuestros cancilleres con los de los otros países americanos, para tratar de la defensa de nuestro hemisferio en el caso no imposible de que los nubarrones de tormenta que hace años amenazan al mundo vinieran a descargar en él toda su furia” (Garrido *et al.*, 2010: 159). Se refería así al “peligro de agresión internacional comunista” que motivó la reunión internacional y con su comentario ponía de nuevo en juego su perspectiva ideológica sobre la política internacional. A la par, Restrepo se sirvió de la ceremonia y su protagonismo en ella para comparar el espíritu de ambas reuniones:

Fue aquella una conferencia casi militar, en que se hablaba de armamentos y de contingentes de tropas. Muy distinta es esta conferencia nuestra. Cedant arma togae,

podemos decir con Cicerón: que den paso las armas a las letras. Esta conferencia nuestra es de paz, es de fraternidad. (Garrido et al., 2010: 159)

La práctica lingüística es a la vez totalizadora y pacífica. Tal como en el mapa social corporativista, los pueblos hispanos forman un solo cuerpo cuyos mecanismos de defensa radican en la salvaguarda de una lengua pura y compartida. Y son precisamente los “hombres de letras”, los destinados a mantener los lazos de unión entre los países de habla hispana:

Nada hay que una tan fuertemente nuestros pueblos como el tesoro de una lengua común. Cada uno de nosotros se siente como en su casa allí donde puede hablar en su lengua nativa, y no puede haber más pacífica y benéfica labor que la de los hombres de letras que en sus respectivos países cuidan con mucho cariño de este lazo de unión que es la lengua, para que nunca nuestros pueblos dejen de sentirse una sola familia y formen siempre una bloque poderoso, pronto a la defensa, porque desgraciadamente hay fuerzas locas en el mundo que no permiten a los pueblos pacíficos entregarse a la seguridad impunemente, pero dispuestos también a renunciar a caminos de violencia y a influir con todo su peso en el gran areópago de las naciones para reprimir agresiones injustas para defender al débil, para imponer en el mundo el imperio de la paz. Mientras América Latina esté unida en torno de los más puros ideales, tendrá un fuerte aliado a causa de la justicia universal; y mientras hablemos una misma lengua, la naturaleza misma nos mantendrá unidos. (Garrido et al., 2010: 159)

En esta dirección, son varias las continuidades entre el discurso anticomunista, la retórica de unidad y defensa de la lengua, y la persecución colectiva de un *bien común*. Para empezar, hablar bien está ligado a la bondad del espíritu, a la pureza moral y al posicionamiento político en el lado correcto de la Historia. Sobresalen además ideologemas lingüísticos como la presunción apolítica de la labor del académico; la del académico como altruista; la del académico como demócrata; y la convicción de que la lengua española hermana, equilibra y construye caminos de entendimiento y de paz. Se presume también que la lengua es espejo del espíritu humano, territorio de neutralidad y regalo de Dios. Igualmente, la custodia de la lengua se imagina pacífica y sus guardianes, incorruptibles. Así las cosas, la defensa de la lengua es una tarea moralmente elevada y, por extensión, acatar la norma lingüística implica conductas ciudadanas más íntegras, obedientes y profundamente acríicas: hecho que se proyecta en los juicios universales y aparentemente consensuados de Restrepo sobre justicia económica, política internacional y orden mundial. De esta suerte, Restrepo reconfigura y perfecciona el cruce entre política, lengua y poder, que decía estar abandonando, y el vínculo entre el buen uso de la lengua y el preciado *bien común* buscado también por el proyecto corporativista.

Bajo esta lente, podría decirse incluso que, para Félix Restrepo, la defensa y protección de la lengua española es también una forma de consecución del *bien común* enunciado por el *corporativismo*. Restrepo condiciona el porvenir de las naciones americanas a la conservación de la unidad de la lengua. Unidad que está sujeta a ciudadanías devotas e inopinadas, toda vez que sus prácticas lingüísticas despolitizan, y subordinan, al sujeto que habla y delibera por fuera de las esferas de poder. La premisa glotopolítica es simple y excluyente: todas las ciudadanías deben hablar siempre con corrección en los espacios públicos -en pro de la unidad y pureza de la lengua- pero no por ello todas tienen el mismo derecho a participar en el debate político. El escenario para este proyecto futuro es un orden corporativista de naturaleza clerical, que repele el avance de las ideas izquierdistas, domestica a los hablantes y propone la conservación de un orden elitista y católico de herencia colonial.

La agenda pedagógica: radio, cine y literatura

Las coincidencias entre lengua, religión y política, protagonizadas por Félix Restrepo, se continuaron a lo largo de su labor académica. En 1953 ingresó al *Consejo Superior de la Educación* como representante de las universidades privadas de Colombia, donde evaluó las metodologías académicas y los pensum de los planteles estatales del país, velando a su vez por la inclusión de los principios cristianos en las jornadas educativas de los jóvenes. Su participación en instancias de planeación de la educación nacional no resultaba para nada singular, pues Restrepo ya había trabajado para el gobierno colombiano cuando en 1940 el entonces Ministro de Educación, Jorge Eliécer Gaitán, le encargó continuar, entre otros trabajos, el *Diccionario de construcción y régimen de la lengua castellana* de Rufino José Cuervo, tarea que finalmente consolidó a partir de 1942 con la fundación del *Instituto Caro y Cuervo* (Páez Patiño, 1966). Por lo mismo, no extraña que hasta finales del siglo XX “todos los colombianos [vieran] en el Padre Félix un guardián celoso de las doctrinas de Cristo, un patriota integral y un verdadero apóstol de la educación” (Cacua Prada, 1997: 211).

Entre las problemáticas puntuales afrontadas por Restrepo a nivel pedagógico, sobresalió su crítica a la desviación de la normatividad en el español escrito, tal como expuso en su artículo *Enseñanza del castellano y la ortografía en Colombia* (1956): “Los hombres y mujeres de hoy [...] no leen más que periódicos; y el castellano del periódico es por lo general de lo más pobre, y no pocas veces ni siquiera es castellano, sino un conglomerado de extranjerismos que afean y deforman el idioma”. También le preocupaba que los programas educativos cuidaran que la pronunciación fuera “correcta, conforme al uso del castellano literario y no a su lenguaje casero y popular” y consideró un “error haber suprimido del plan de estudios de bachillerato la clase de retórica [pues] ella ponía a los alumnos en contacto con los grandes escritores de todos los tiempos y les enseñaba la técnica de la buena prosa y la buena poesía”. En sus reflexiones Restrepo anheló la recuperación de los estudios filológicos que nutrieron a Cuervo y propuso para ello la importación de filólogos hispanistas europeos y estadounidenses. “Sólo así tendremos una escuela de filología que merezca respeto, y que vuelva a darle su antiguo prestigio a esta eclipsada Atenas suramericana” (Bejarano Díaz, 1979: 202-217).

Durante el *Segundo Congreso de Academias* celebrado en Madrid (1956), el gobierno de Franco condecoró a Félix Restrepo con el título de *Comendador de Número de la Orden de Isabel la Católica* por su labor erudita y compromiso con la preservación de la lengua española. De regreso a Bogotá, en un gesto que reiteró la cercanía del jesuita con el régimen franquista y la potestad lingüística de España, “el Padre Félix inició una gran campaña de defensa por la unidad de [la] lengua imperial” (Cacua Prada, 1997: 227). En consecuencia, ese mismo año el Ministro de Gobierno de entonces, Lucio Pabón Núñez, envió una circular pública a los gobernadores, intendentes y comisarios de cada localidad que la *Academia Colombiana de la Lengua* emprendería “en defensa del idioma, una patriótica campaña [con] medidas a combatir la plaga de los avisos públicos en idiomas extranjeros” y a obligar a las imprentas oficiales a acatar las nuevas prescripciones sobre ortografía (Bejarano Díaz, 1979: 175).

Posteriormente, en vísperas del *Tercer Congreso de Academias* realizado en Bogotá en 1960, Restrepo concedió una entrevista para el *ABC de Sevilla* en la que se dolió de la “vida lánguida” de las *Academias* por la falta de recursos económicos para ellas (Puche Castillo, 15 de febrero de 1958). Asunto que quiso arreglar con la creación de una *Comisión Permanente de Congresos* propuesta en el *Segundo Congreso de Academias*, pero creada sólo hasta 1960, gracias a su labor en la firma del *Convenio multilateral sobre la Asociación de Academias de la Lengua Española*. El *Convenio* comprometía a los gobiernos locales a “prestar apoyo moral y económico a su respectiva Academia nacional”, así como a la *Asociación de*

Academias y a su *Comisión permanente*. Entre los firmantes del *Convenio* sobresale por parte de España, Alfredo Sánchez Bella (1916-1999), miembro del Opus Dei, embajador de su país en Colombia, ministro de *Información* y *Turismo* de Franco (1969-1973), y director del *Instituto de Cultura Hispánica* (Convenio, 1960).

Este conjunto de aristas enmarca los numerosos y variados “actos de intervención glotopolítica” (Lauría, 2012) de Restrepo en el campo cultural colombiano. Durante sus últimos años de vida, los esfuerzos pedagógicos de Restrepo estuvieron dirigidos hacia “las grandes fuerzas unificadoras” de la lengua, es decir, hacia la escuela, la prensa y la radiodifusión (Garrido *et al.*, 2010: 161). Los avances tecnológicos propiciaron que Restrepo quisiera tomar control de los medios de comunicación para la propagación de sus premisas normativas y sus valores cristianos. Así, el progreso tecnológico sería la herramienta de codificación y dominio, que aseguraría la vigilancia permanente del uso riguroso de la lengua (Garrido *et al.*, 2010: 160). A Restrepo lo entusiasmaba una vocación pedagógica y por demás científica que iba más allá de la formación de los individuos y que apuntaba al perfeccionamiento del conjunto social. “La pedagogía le atraía no tanto como ‘arte para educar y perfeccionar a los individuos’ sino como ‘ciencia para transformar a las sociedades’” (Restrepo & Bejarano Díaz, 1978: 15). Por lo mismo, las fórmulas normativas no debían limitarse a un solo país sino extenderse por toda la América hispanohablante. “La escuela debe ser el lugar donde todos los ciudadanos de América aprendan y ejerciten una pronunciación común, que puede llamarse, si se quiere, *castellano literario* a diferencia del *castellano popular*, y que contribuirá grandemente a conservar la unidad de nuestro idioma” (Garrido *et al.*, 2010: 161).

Esta marcada distinción entre la *lengua popular* y la *lengua literaria* atraviesa varias propuestas de planificación lingüística que pasan por su implementación en la radio, el cine, la prensa y la literatura. De valor fonético destaca la inevitabilidad de que en las regiones haya desviaciones de la norma, asumiendo que se habla, por defecto, mucho mejor en el centro del país. Igualmente, se admite que se hable en casa un español distinto al que ha de exhibirse públicamente, zanjando así los debates sobre diversidad dialectal y subordinando los registros periféricos frente a la variante española:

Es inevitable el que en diversas regiones prevalezcan ciertas desviaciones de la lengua común. Así, por ejemplo, en casi todas nuestras costas tienden los habitantes a suprimir las eses oclusivas o a convertirlas en una ligera aspiración. Bien, que así se hable en la intimidad del hogar; pero en la cátedra, en la tribuna, en las reuniones públicas y en el trato con extraños en oficios y almacenes, debe prevalecer una pronunciación más esmerada, y no será posible si ella no se ha ejercitado. (Garrido et al., 2010: 161)

Hay pues un español de mostrar y otro que debe permanecer oculto. El de la intimidad es propio de la posición social y/o ubicación geográfica que se ocupe y no debe nunca reemplazar al español del espacio público, al estándar, el de imitación castellana, el venerable e imperial. Restrepo sostiene que es precisamente a las *Academias* a quienes corresponde “fijar esa pronunciación, y a nuestros gobiernos incumbiría el deber de exigirla a los locutores” (*op. cit.*: 163). Sus propuestas se asumen prioritarias y transversales para todo el continente. “Nada más fácil que exigir a todo locutor de radio la pronunciación exacta, tradicional, normal o académica, como queráis llamarla, una para todo el continente” (*ibid.*). Con respecto a la prensa escrita, Restrepo lamenta que muchos diarios y revistas “no piensan sino en el público de su respectivo territorio. En éstas no es tan visible el cuidado de evitar provincialismos y desviaciones del castellano normal.” (*op. cit.*: 162). Para resolverlo sugiere que “sería de gran provecho que todos los que intervienen en la dirección de un periódico o revista insistieran con los redactores para que sus artículos y noticias usaran exclusivamente el *castellano literario*” (*ibid.*). El cine no debía quedarse atrás y América Latina debía incluso

apostarle a competir -en términos de lengua, cantidad y calidad- con el cine de los Estados Unidos: “comparable al influjo de la radiodifusión puede llegar a ser el cinematográfico, el día que los pueblos hispanos produzcan tantas y tan buenas películas como las que hoy produce la industria de los Estados Unidos” (*op. cit.*: 163).

No obstante, la labor más alta a realizar por cuenta de las Academias era “el cultivo y fomento del arte en su más alta expresión, que es el arte literario, la literatura, la flor más bella del idioma [...] el instrumento más poderoso para la educación de los pueblos”. En este sentido, el quehacer del escritor era susceptible de ser intervenido por los custodios de la lengua, en tanto que sus obras son sustrato para la formación de los individuos. De alguna manera, Restrepo opera en un discurso de doble rendimiento ideológico, uno glotopolítico y otro religioso, pues la lengua educa a los pueblos y modela a los ciudadanos, a través de canales de difusión como la literatura, y esto es verificable, y juzgable, en la devoción y obediencia de los fieles hablantes. “La belleza encerrada en obras literarias suaviza las asperezas de la vida, doma nuestra rebeldía, apacigua las tempestades del corazón y abre horizontes a las aspiraciones del espíritu” (Garrido *et al.*, 2010: 165). Así, como estrategia para el cuidado y la contención de las subjetividades literarias de los autores, Félix Restrepo formula una suerte de censura lingüística, de tipo preventivo, siempre liderada por los miembros de las *Academias* para garantizar que la lengua escrita dé cuenta del espíritu disciplinado del español local:

Todo libro, al revés de los periódicos, aspira a ser leído fuera de la tierra en que se edita. Todo libro por eso mismo debe estar escrito en castellano universal, con la única excepción de aquellas novelas de costumbres que en sus diálogos introducen al pueblo hablando a su manera. Claro está que en el léxico no pueden evitarse las palabras de la flora y fauna local y otros neologismos necesarios; pero esto es lo de menos cuando se trata de conservar el idioma. Lo principal es la morfología tradicional, la construcción castiza, el uso de los modismos comúnmente aceptados, en una palabra el giro castellano. Y en este terreno, nuestras academias pueden hacer una magnífica obra, estimulando a las editoriales para que no acepten ni pongan en circulación libros que desdigan de la nobleza de nuestra lengua. (Garrido et al., 2010: 162)

La sincronía entre los medios masivos de comunicación contribuye al posicionamiento del español como la lengua legítima de los colombianos y amplía los alcances de los proyectos de planificación lingüística emprendidos por Restrepo. Estas medidas altamente políticas activadas en la defensa de la lengua española presentan una continua sustracción de los hablantes de otras lenguas minoritarias en el país. Es sabido que desde el proyecto regeneracionista y la Constitución de 1886 se destinaron misiones religiosas que instruirían a los “salvajes” hacia el alcance de la “vida civilizada”. “En 1953 Colombia firmó con la Santa Sede un convenio de misiones que delegó a varias órdenes religiosas el control de las dos terceras partes de la educación del territorio nacional” (Pineda Camacho, 2000: 17). Sin embargo, otros esfuerzos relevantes se dieron también en el plano del reconocimiento lingüístico de las lenguas. Desde su fundación en 1942, por ejemplo, el *Instituto Caro y Cuervo* se propuso la realización del *Atlas Lingüístico Etnográfico de Colombia* (Alec), para lo cual creó el *Departamento de Lenguas Indígenas*. Sin embargo, en ese proyecto se contemplaba el español como protagonista del contacto lingüístico con lenguas minoritarias y no como lenguas independientes en igualdad de condiciones con el castellano (Gröll, 2009: 22). Ya desde tiempos coloniales, las misiones religiosas cristianizaron a las comunidades indígenas en Colombia, a partir de múltiples intentos de descripción lingüística, donde los misioneros se valieron de su saber científico para imponer invasivamente sus creencias religiosas entre las comunidades étnicas que visitaban (Pineda Camacho, 2000).

Así pues, en el discurso de Restrepo convergen procesos de evangelización, discriminación lingüística y ocultamiento de episodios de anulación cultural a partir de los procesos

coloniales. Su versátil despliegue argumentativo en favor de una lengua común, moralizada y políticamente neutral, sirve para contrarrestar la amenaza a la labor educativa de la Iglesia en Colombia. Se trata de estrategias de imposición ideológica que le permiten a la Iglesia ganar fieles, ampliar sus congregaciones y recobrar su disputado poder político en el plano nacional; al tiempo que se propaga la prescripción lingüística y las ideas naturalizadas que se tienen en Colombia sobre la lengua y sus custodios.

Conclusiones

Como se ha podido ver a lo largo de este trabajo, Félix Restrepo fue un sustancial apóstol de la protección de la lengua española en Colombia. Su potestad lingüística atraviesa múltiples esferas de poder relacionadas con la religión, la educación, la jurisprudencia, la política y los medios de comunicación. En su agenda lingüística se accede al progreso a través del dominio de la lengua y su buen uso se traduce en la persecución de un *bien común*, que deviene de la intervención de la Iglesia en la educación, a través de la imposición de formas de hablar y escribir y, en últimas, de maneras de ser, participar y sentirse ciudadanas. Esto apunta además a la conservación de un orden social donde los hablantes asumen categorías de subordinación que les vienen dadas a partir de sus formas de hablar (Arnoux y del Valle, 2010) o, si se quiere, a partir de las prácticas diferenciadas que se dan en las distintas clases sociales, es decir, a partir de su *habitus* (Bourdieu, 2008). Así, en la retórica de Restrepo se articulan mecanismos de sometimiento ciudadano a través de instituciones especializadas como la Iglesia, la *Academia de la Lengua*, la escuela y los medios de comunicación, que operan en favor de ideologías lingüísticas, que a su vez promueven la reproducción de un orden social específico e inmutable en beneficio de quienes ostentan el poder (Althusser, 1970). Los discursos sobre lengua, economía y política de Félix Restrepo entrañan una misma apuesta ideológica encaminada a que los hablantes permanezcan en el lugar social en el que nacen y renuncien a la deliberación política, a través de la asimilación de la ley cristiana como organizadora suprema de las relaciones sociales y determinadora de los usos lingüísticos. En otras palabras, Félix Restrepo emprende una cruzada de evangelización lingüística, cuya predicación consiste en la concentración y conservación del poder en manos de las elites criollas, que ostentan los privilegios de herencia colonial en Colombia, escudado en el supuesto de que los custodios de la lengua son seres incólumes, políticamente incuestionables, y el corporativismo un modelo económico de carácter sagrado y beneficio universal.

Referencias bibliográficas

- Althusser, Louis, 1970, *Ideología y aparatos ideológicos*, Buenos Aires: Nueva Visión.
- Ayala Diago, César Augusto, 2011, “Trazos y trozos sobre el uso y abuso de la Guerra Civil Española en Colombia”. Anuario Colombiano de Historia Social y de la Cultura [en línea] 2011, 38 (Julio-Diciembre): [Fecha de consulta: 20 de septiembre de 2018], disponible en <<http://www.redalyc.org/articulo.oa?id=127122624006>>.
- Arnoux, Elvira Narvaja; del Valle, José, 2010, “Las representaciones ideológicas del lenguaje: discurso glotopolítico y panhispanismo”, en *Spanish in Context*, John Benjamins Publishing Company, pp. 1-24.
- Bejarano Díaz, Horacio, 1979, *Félix Restrepo. La ortografía en América y otros estudios gramaticales*, Bogotá: Instituto Caro y Cuervo.
- Bourdieu, Pierre, 2008, *¿Qué significa hablar? Economía de los intercambios lingüísticos*, Madrid: Akal.

- Cacua Prada, Antonio, 1997, *Félix Restrepo, S.J.* Santafé de Bogotá : Instituto Caro y Cuervo, Convenio multilateral sobre la Asociación de Academias de la Lengua Española (1960), Bogotá, recuperado de: http://www.rae.es/sites/default/files/Convenio_Bogota_1960.pdf
- Del Valle, José; Gabriel-Stheeman, Luis, 2004, “Nacionalismo, hispanismo y cultura monoglósica”, en José del Valle; Luis Gabriel-Stheeman (eds.), *La batalla del idioma. La intelectualidad hispánica ante la lengua*, Madrid: Iberoamericana/Vervuert, pp. 15-33.
- Del Valle, José, 2007, “Gloto-política, ideología y discurso: categorías para el estudio del estatus simbólico del español”, en *La lengua, ¿patria común?* Frankfurt y Madrid: Vervuert-Iberoamericana.
- Figueroa Salamanca, Helwar; Tuta Alarcón, Carlos, 2005, “El estado corporativo colombiano: una propuesta de derechas”. 1930-1953. *Anuario Colombiano de Historia Social y de la Cultura* [en línea, fecha de consulta: 3 de octubre de 2018], disponible en <<http://www.redalyc.org/articulo.oa?id=127113735006>> ISSN 0120-2456.
- Figueroa Salamanca, Helwar, 2007, “El imperio espiritual español: lengua, raza y religión (1930-1942)”, en *Anuario Colombiano de Historia Social y de la Cultura*, Universidad Nacional de Colombia, 34, pp. 165-206.
- Gaitán-Bohórquez, Julio; Malagón-Pinzón, Miguel, 2009, “Fascismo y autoritarismo en Colombia”, *Universitas* [en línea] 2009 (Enero-Junio): [Fecha de consulta: 19 de septiembre de 2018], disponible en <<http://www.redalyc.org/articulo.oa?id=82516351013>>
- Garrido, Felipe; Valadés, Diego y Zerón-Medina, Fausto, 2010, *Orígenes de la Asociación de Academias de la Lengua Española*. 1. ed. México, D.F.: Academia Mexicana de la Lengua.
- Gil Sánchez, Federico, 1925, “El régimen corporativo”, disponible en: <https://revistas.upb.edu.co/index.php/upb/article/viewFile/3747/3339>.
- Gracia Pérez, Felipe, 2011, *Hijos de la madre patria. El Hispanoamericanismo en la construcción de la identidad nacional colombiana durante la Regeneración (1878-1900)*. Ministerio de Educación y Cultura de Zaragoza (Ed.). Zaragoza: Institución Fernando el Católico.
- Gröll, Ise, 2009, “Las lenguas amerindias y criollas en Colombia. Desarrollo político-lingüísticos en el marco de la Constitución política de 1991”, en Gröll, Ise, Montes Rodríguez, María Emilia; Pappenheim Murcia, Ruth; Licht Aguirre, Daniel, *Las lenguas autóctonas en Colombia: consideraciones alrededor de su legitimación en la Constitución de 1991*, Universidad de los Andes, Facultad de Ciencias Sociales-CESO, Departamento de Antropología.
- Henderson, James, 2006, *La modernización en Colombia: los años de Laureano Gómez, 1889-1965*, Editorial Universidad de Antioquia, Medellín, Colombia.
- Henderson, James, 1986, “El proyecto de reforma constitucional conservadora de 1953 en Colombia”, en *Anuario Colombiano de Historia Social y de la Cultura*, núms. 13-14, Bogotá, Universidad Nacional, Departamento de Historia, pp. 179-261.
- Hernández García, José Ángel, 2006, *La Guerra Civil Española y Colombia: influencia del principal conflicto de entreguerras en Colombia*. Bogotá: Universidad de la Sabana.
- Hobsbawm, Eric, 2001, *Historia del Siglo XX*, Barcelona: Crítica.
- Lauría, Daniela, 2012, *Continuidades y discontinuidades de la producción lexicográfica del español de la Argentina. Un análisis gloto-político de los diccionarios publicados en el marco del Centenario y en el del Bicentenario de la Revolución de Mayo*, Tesis de Doctorado inédita (área Lingüística), Buenos Aires: Facultad de Filosofía y Letras, Universidad de Buenos Aires, pp. 3-45.

- López Amaya, Jeiman, 2014, “Misiones protestantes en Colombia 1930-1946. Geografía y política de la expansión evangélico-pentecostal”, *Anuario Colombiano de Historia Social y de la Cultura*, 41(2), pp. 65-103, <https://doi.org/10.15446/achsc.v41n2.48782>.
- Padilla Chasing, Iván Vicente, 2008, “El debate de la hispanidad en Colombia en el siglo XIX”, Bogotá: Universidad Nacional de Colombia. Facultad de Ciencias Humanas. Colección General biblioteca abierta, 361.
- Páez Patiño, Rubén, 1966, “Félix Restrepo”, *Noticias Culturales*, 61. Gran Enciclopedia de Colombia del Círculo de Lectores, Biografías Biblioteca Virtual del Banco de la República, disponible en <http://www.banrepcultural.org/blaavirtual/biografias/restfeli.htm>
- Pineda Camacho, Roberto, 2000, *El derecho a la lengua. Una historia de la política lingüística en Colombia*, Estudios antropológicos 4, Bogotá: Universidad de los Andes.
- Puche Castillo, José Luis, 1958, “La colombiana, decana de las de América, convoca a las Academias de Lengua castellana para el aniversario de Cervantes”, *ABC Sevilla*. Recuperado de: <http://hemeroteca.abc.es/nav/Navigate.exe/hemeroteca/sevilla/abc.sevilla/1958/02/15/009.html>.
- Restrepo, Félix; Bejarano Díaz, Horacio, 1979, *La ortografía en América y otros estudios gramaticales*, Bogotá: Instituto Caro y Cuervo.
- Restrepo, Félix; Bejarano Díaz, Horacio, 1978, *El castellano naciente y otros estudios filológicos*, Bogotá: Instituto Caro y Cuervo.
- Restrepo, Félix, 1939, *Corporativismo*, 2ª ed., Bogotá: Librería Voluntad, S.A.
- Restrepo, Félix, 1939, “El corporativismo al alcance de todos”, en *Revista Javeriana*, t. XI, 52, Bogotá.
- Restrepo, Félix, 1938, “La Iglesia y el corporativismo”, en *Revista Javeriana*, t. X, 50, Bogotá.
- Restrepo, Félix, 1937, *España Mártir*, Bogotá, Ediciones de la Revista javeriana.
- Thesaurus, 1965, “Félix Restrepo”, recuperado de: <http://thesaurus.caroycuervo.gov.co/index.php/thesaurus/article/viewFile/422/402>.
- Turriago Rojas, Daniel, 2017, “La actitud de la iglesia católica colombiana durante las hegemonías liberal y conservadora de 1930 a 1953”, *Cuestiones Teológicas*, 44(101), pp. 67-94, <http://dx.doi.org/10.18566/cueteo.v44n101.a04>.
- Vossler, Karl, 1929, *El lenguaje como creación y evolución*, Madrid: Poblet.

LANGUE, POLITIQUE ET MORALE : INTERVENTIONS GLOTTOPOLITIQUES DE FELIX RESTREPO, S. J. DURANT LE XX^E SIÈCLE

Carolina Chaves-O'Flynn
Princeton University

Traduction de l'espagnol par Céline Alcade

Introduction

Le 16 décembre 1965, le prêtre jésuite Félix Restrepo est mort à Bogota. Son décès a alors donné lieu à une série d'hommages visant à faire honneur à son travail académique, religieux et politique. Pour ne citer que quelques exemples : l'universitaire et Sénateur de la République Lucio Pabón Núñez a présenté au *Congrès National* un projet de loi visant à mettre en valeur sa mémoire ; les *Académies Colombiennes d'Histoire et de la Langue* ont accepté de publier les ouvrages de l'auteur considérés comme les plus pertinents ; et en 1966 a été créé le *Prix de Philologie Félix Restrepo*, dont le champ d'action initial dans le domaine de la philologie s'est élargi en 1979 à la linguistique et la critique littéraire, grâce à la Loi 14 portant sur la défense de la langue. Ainsi, plus d'une décennie après sa mort, en 1979, dans les jardins du siège officiel de l'*Académie Colombienne de la Langue*, la statue de bronze de Restrepo a été inaugurée avec une déclaration posthume de Lucio Pabón : « Félix Restrepo : tu reposes ici en ta demeure » (Cacua Prada, 1997 : 35). Ces adieux solennels et ces distinctions en l'honneur de Félix Restrepo constituent des indices sur l'importance de sa position dans le domaine culturel et académique colombiens, notamment en matière de langue et de prescription linguistique.

C'est précisément sur la construction et le rayonnement de son autorité linguistique que cette contribution se penchera, à partir de l'analyse de plusieurs textes produits par Félix Restrepo durant le XX^e siècle en Colombie. Cet article comprend des extraits de ses écrits les plus normatifs, *La ortografía en América [L'orthographe en Amérique]* (1936), *El alma de las palabras : Diseño de semántica general [L'âme des mots : Conception de sémantique générale]* (1917) et *El castellano naciente [Le nouvel espagnol]* (1956). Ce travail tire également parti du discours inaugural du *Premier Congrès des Académies de la Langue Espagnole* au Mexique (1951), ainsi que d'autres ouvrages traitant de politique internationale tels que *España anárquica [Espagne anarchiste]* (1937) et *España Mártir [Espagne Martyre]* (1936). De même, sont convoqués des extraits de ses textes concernant l'économie et la politique nationale, compilés dans *Corporativismo [Corporatisme]* (1939) et/ou tirés de la

Revista Javeriana [la revue de la *Pontificia Universidad Javeriana*] ou de la presse nationale et internationale. Cette contribution explore également, de façon ponctuelle, le contexte géopolitique dans lequel sont produits les discours, les représentations qu'ils véhiculent de la langue et de ses défenseurs, et analyse les contenus idéologiques sous-jacents, ainsi que les relations de pouvoir et de hiérarchie qu'ils établissent.

Les œuvres *The Key to Greek* [*La Clé du Grec*] (1912), consacré à l'apprentissage de la langue grecque classique et publié par la maison d'édition Herder à Freiburg im Breisgau (en Allemagne) et *The Soul of Words : General Semantic Design* [*L'âme des mots : Conception de sémantique générale*] (1917) représentent les ouvrages les plus importants de Restrepo traitant de linguistique. Le prêtre s'est initié à la linguistique indo-européenne auprès de jésuites allemands et espagnols au cours de ses études en Europe, sur la base de méthodes scientifiques allemandes (Cacua Prada, 1997 : 40). Ce sont ces sources épistémiques qui ont donné à Restrepo le pouvoir symbolique et scientifique de jouir d'une crédibilité incontestée auprès de ses pairs et des universitaires. Comme ses contemporains, Restrepo s'est inspiré des œuvres de Friedrich Diez (1794-1876) en philologie romane, et des contributions de Karl Vossler (1872-1949) à la stylistique en se fondant sur l'idéalisme linguistique. Les apports de Vossler (1929) sur l'espagnol en tant que langue possédant une capacité d'expression transcendante, due en grande partie à la dévotion catholique qui accompagne son expression littéraire, sont perceptibles dans les discours sur la langue de Restrepo. Cette présupposition implique, par exemple, la supériorité de l'espagnol sur les autres langues locales parlées en Colombie et dans d'autres pays d'Amérique latine, visant, par la promotion de sa pratique, l'amélioration de l'expression linguistique de tous les médias, toujours sous l'impulsion du pouvoir symbolique du catholicisme.

Restrepo en tant que directeur de l'Académie Colombienne

Félix Restrepo a été directeur de l'*Académie Colombienne de la Langue* pendant dix ans, de 1955 jusqu'à sa mort en 1965. Parmi les nombreuses autres fonctions qu'il a occupées, il a également été fondateur de l'*Instituto Caro y Cuervo*, recteur de la *Pontificia Universidad Javeriana* [*Université Pontificale Javeriana*] membre de l'*Académie Colombienne d'Histoire* ainsi que de l'*Académie Colombienne de Jurisprudence* (Páez Patiño, 1966). Restrepo a officié comme philologue, écrivain, pédagogue et prêtre, et a sans aucun doute été l'une des personnalités les plus influentes de Colombie dans le domaine culturel et politique au XX^e siècle. Concrètement, le prêtre a été, pour l'*Académie Colombienne de la Langue*, le régent d'une époque de grande splendeur et de renforcement, durant laquelle les activités institutionnelles ont combiné tout autant des tâches d'ordre linguistique et politique que de prédication sacramentelle.

Sous sa direction (1955-1965) « les missions de l'Académie se sont considérablement accrues » et, en 1956, cette dernière a pu récupérer le bâtiment qui avait été construit pour elle depuis 1914 mais qui, dans les années vingt, était passé aux mains de la *Escuela de Bellas Artes* de Bogotá [*Ecole des Beaux-Arts*] (Guzmán Esponda, 1993). Le siège lui a de nouveau été accordé par décret du gouvernement colombien, et considérant qu'il était « du devoir du gouvernement de promouvoir la culture nationale et que l'*Académie Colombienne de la Langue* [avait besoin] d'un lieu pour exercer ses activités liées au maintien de la langue espagnole dans sa tradition de pureté [...] et à la promotion de la littérature nationale » (décret 2143 de 1956)¹. En outre, le prêtre a participé à l'élaboration de diverses mesures de

¹ L'Académie a changé à nouveau de siège, grâce au bénéfice de la vente du bâtiment récupéré et avec l'aide d'un budget accordé par le Gouvernement National, à l'occasion de la célébration du 150^{ème} anniversaire de la bataille de Pantano de Vargas (25 juillet 1819), en hommage aux héros de l'Indépendance Nationale (Loi 95 de

planification linguistique visant à préserver l'unité de la langue, qu'il a mises en œuvre tout en dirigeant l'*Académie Colombienne*. Pour l'exposition, « en 1956, le père Félix a lancé une campagne pour “défendre la pureté et l'unité de notre langue impériale” [et] dressé plusieurs “listes noires” de titres étrangers » (Cacua Prada, 1997 : 228). De plus, le *Conseil de Bogota* a fixé des taxes mensuelles sur les enseignes en langue étrangère et des amendes pour les fautes d'orthographe rencontrées sur les panneaux publics (*ibid.*). Des années plus tard, Restrepo a collaboré à l'élaboration de la Loi 2 de 1960, qui dictait des « mesures pour la défense de la langue de la patrie » et décrété que tous les documents et/ou annonces officiels, ainsi que les avis des locaux commerciaux devaient être enregistrés en espagnol ou retirés. La même loi a déclaré l'*Académie Colombienne* « organe consultatif du Gouvernement pour tout ce qui [concerne] la langue et la littérature nationales » (Loi 2 de 1960). Les actions engagées par Restrepo en faveur de l'*Académie* ont également été accompagnées de mesures disciplinaires ayant pour but d'initier ces changements linguistiques à travers l'école, la presse et l'influence de son autorité sur l'opinion publique :

Grâce au zèle du père Restrepo [...], la publication du Bulletin de l'Académie Colombienne a repris ; des questions d'ordre linguistique ont été traitées et des centaines de néologismes examinés afin d'avoir prise sur l'évolution future de la langue ; des concours et conférences de presse ont été organisés, faisant ainsi de l'Académie une institution opérationnelle qui influençait l'opinion publique du pays et possédait un prestige tangible à l'étranger (Thesaurus, 1965 : 659).

La présence de Restrepo dans les politiques linguistiques dédiées à purifier l'utilisation de la langue dans les espaces publics et les structures officielles de Colombie a indubitablement été constante. Cette permanence dans la planification linguistique a été possible grâce à son lien avec les instances académiques et religieuses auxquelles il appartenait, ainsi qu'à son rôle privilégié au sein de celles-ci.

Perspective historique : panhispanisme contre panaméricanisme

Ces circonstances ont fait de Félix Restrepo un acteur clé de la promotion de l'hispanisme tout au long du XX^e siècle en Colombie. La dimension géopolitique de sa construction remonte aux années 1930, au début de la période dite de la *República Liberal* [République libérale] (1930-1946), qui a succédé à celle des quarante-six ans de *Hegemonía conservadora* [Hégémonie conservatrice] (1886-1930), dirigée par le Président de la République Rafael Núñez et Miguel Antonio Caro, principal idéologue du conservatisme, durant laquelle l'appareil politique monolingue et ultra-catholique nommé *La Regeneración* [La Régénération] s'est établi.

Au début du XX^e siècle, après une série d'affrontements géopolitiques liés au processus expansionniste nord-américain : la *Guerre Mexico-Américaine* née du conflit pour le contrôle du territoire frontalier avec le Texas (1846-1848), la *Guerre Hispano-Américaine* visant le contrôle des anciennes colonies espagnoles (1898) et la prise militaire de Panama (1903), qui ont particulièrement touché la Colombie, s'est alors développé en Amérique latine un sentiment général de fermeture pro-hispanique et anti anglo-saxon comme anti-protestant. Bien qu'indépendantiste et anti-impérialiste, le discours hispaniste s'est nourri dès le XIX^e siècle de l'héritage espagnol (Padilla, 2008), auxquels les élites refusaient de renoncer de peur de perdre leurs privilèges de classe, et qui reposait sur la maîtrise de la langue espagnole

1959). Le bâtiment a commencé à être utilisé encore inachevé à l'occasion du *Troisième Congrès des Académies de la Langue* (Guzmán Esponda, 1993 : 33).

et la religion catholique comme axes fondamentaux de son dispositif idéologique (Gracia Pérez, 2011).

La *Guerre Civile Espagnole* (1936-1939) a constitué un autre conflit armé qui a également contribué à renforcer le discours hispaniste en Colombie, où le problème espagnol a été vécu comme étant le sien, certainement en une sorte de reflet miroir du conflit interne auquel le pays était alors confronté (Figueroa et Tuta, 2005 : 101). « La presse couvrait les événements de façon binaire, chaque communiqué était rédigé pour que les Colombiens renforcent leur haine et que les différences entre libéraux et conservateurs s'accroissent le plus possible » (Ayala Diago, 2011 : 113).

En 1934, après presque un demi-siècle d'*Hégémonie conservatrice* (1886-1930) et suite à la présidence en coalition bipartisane d'Olaya Herrera (1930-1934), le Parti Libéral est finalement arrivé au pouvoir avec Alfonso López Pumarejo (1886-1959). Son gouvernement, connu sous le nom de *La Revolución en Marcha* [*La Révolution en Marche*], a mis en place toutes sortes de réformes sociales allant des réformes constitutionnelles et agraires à des réformes de l'université et du travail, qui ont mis à mal les privilèges des industriels, des propriétaires terriens locaux et, dans une large mesure, le pouvoir de l'Église sur l'éducation nationale (Ayala Diago, 2011 ; Gracia Pérez, 2011 ; Turriago Rojas, 2017). L'affaiblissement du pouvoir ecclésiastique a été dû au fait que les réformes de l'éducation ont été fondées sur une instruction laïque et que, depuis le gouvernement d'Olaya Herrera, et dans le cadre de l'effort libéral réalisé pour établir des relations cordiales avec les États-Unis, le nombre de missions protestantes arrivées dans le pays, principalement en provenance des États-Unis, a doublé (López Amaya, 2014). D'autre part, le gouvernement libéral d'Alfonso López Pumarejo s'est inspiré à bien des égards du *New Deal* de Franklin D. Roosevelt, coopérant à sa politique de *Bon Voisinage* (Gaitán-Bohórquez et Malagón-Pinzón, 2009 : 299). Du reste, dans le cadre de ses sympathies envers les États-Unis, la Colombie s'est d'abord montrée neutre lors de la Seconde Guerre mondiale pour, ultérieurement, lors du second mandat de López Pumarejo (1942-1945), déclarer la guerre aux Puissances de l'Axe (Ayala Diago, 2011 ; Turriago Rojas, 2017).

Entre-temps, la suprématie de l'Église catholique en Colombie et le fait qu'elle était le seul pays d'Amérique du Sud à maintenir un Concordat avec le Vatican constituent des éléments qui ont intensifié l'opposition entre les catholiques et les missions protestantes arrivées dans le pays (López Amaya, 2014 : 97). Plus précisément, le clergé colombien a joué un rôle très actif dans l'exaltation du panhispanisme afin de contrer le discours panaméricain, protestant et anglo-saxon des États-Unis. Ainsi, la motivation de l'hispanisme colombien dans les années 1940 a consisté à s'opposer à la fois à la *Doctrine Monroe* et au protestantisme américain (Figueroa, 2007 : 196). Pour leur part, les libéraux colombiens, anticléricaux et admirateurs du marché libre, se sont opposés à toute référence hispaniste qui reposait sur le catholicisme espagnol ou toute proximité économique avec l'Espagne. Il faut cependant préciser que « la politique laïciste mise en avant sous le régime libéral ne dérivait pas nécessairement de l'anticatholicisme, mais visait plutôt à empêcher la politisation du clergé catholique et, par conséquent, l'inclinaison de la balance des forces politiques qu'il pouvait exercer dans la course électorale » (López Amaya, 2014 : 99). En ce qui concerne les discours sur la langue en tant que lien indissoluble entre l'Espagne et ses ex-colonies, le panhispanisme s'appuie sur l'idée que la culture hispano-américaine correspond en Amérique à la culture espagnole, comme une sorte de reconstitution moderne des relations coloniales (del Valle et Gabriel-Stheeman, 2004 : 24).

D'autre part, dans le panorama international de la décennie des années trente aux années quarante, Hitler avait réussi à porter au pouvoir le parti nazi en Allemagne, à l'assumer comme *Führer* et à faire place au *Troisième Reich* ; en Italie Mussolini dirigeait l'avancée impérialiste des troupes fascistes vers l'Afrique et le reste de l'Europe, et signait le *Pacte*

d'Acier avec l'Allemagne (1939) ; au Portugal, l'*Estado de Novo* [*Etat Nouveau*] (1926-1974), dictature corporatiste dirigée par Antonio de Oliveira Salazar (1932-1968), se renforçait ; et en Russie, le régime de Staline (1922-1952) annonçait l'avancée du pouvoir soviétique et de la pensée communiste sur le reste du monde. Au milieu de ce scénario, le non-conformisme de la corporation conservatrice, industrielle et ecclésiastique colombienne a façonné un imaginaire du libéralisme comme étant lié au communisme, au protestantisme et à la franc-maçonnerie, en contraste avec une exaltation du sentiment hispaniste, rapporté à la protection de la langue et à la nécessité de récupérer le pouvoir sur le territoire colombien en faveur de l'Église catholique.

Militantisme politique : hispanisme et conservatisme franquiste

La presse catholique colombienne s'est principalement tournée vers la figure de Francisco Franco en tant que missionnaire de cette tradition hispaniste qui cherchait à consolider un nouvel « empire spirituel » espagnol. L'attrait de l'Église et des milieux conservateurs colombiens pour le mouvement nationaliste dirigé par Franco a également été soutenu par plusieurs membres de l'*Académie Colombienne de la Langue*. En effet, Félix Restrepo a participé à plusieurs des controverses qui ont éclaté en Colombie à la fin des années 1930, et a été l'une des voix les plus importantes en faveur de la consolidation d'un régime franquiste et dans la dénonciation des abus commis par les forces républicaines pendant le conflit armé survenu en Espagne. Ainsi, en exploitant l'analogie entre la Guerre Civile espagnole et le conflit interne colombien, Restrepo exaltait, à un niveau international, le coup d'Etat contre le gouvernement de la Deuxième République espagnole, pendant qu'au niveau local il dénonçait le soutien des « gauchistes » du Sénat colombien aux forces républicaines espagnoles (Figuerola, 2007 : 185). En 1936, dans un article de la *Revista Javeriana* dont il était rédacteur en chef, Restrepo a justifié ainsi le soulèvement mené par Franco en Espagne :

[Il y a] encore d'honnêtes gens, si candides ou si mal informées, qui croient que dans cette lutte gigantesque qui se déroule en Espagne, le soi-disant gouvernement de Madrid, Valence ou Barcelone, représente la légalité et la volonté du peuple et que Franco n'est rien de plus qu'un vulgaire chef de guerre, engagé dans une insurrection armée sous l'impulsion de ses ambitions [...]. Ce qui importe, c'est que nous ayons une idée claire de la légalité, de la nécessité et même de l'obligation de ce soulèvement armé venant du peuple et de l'armée espagnole contre les hommes qui, s'étant emparés du pouvoir, avaient perdu le contrôle de la machine gouvernementale et conduisaient l'Espagne, au pas de course, vers un désastre rapide et définitif. (Hernández García, 2006 : 50)

Un an plus tard, dans son livre *España Mártir* [*Espagne Martyre*] (1937), Restrepo a raconté les représailles du camp républicain contre les nationalistes après les élections générales de la Deuxième République en février 1936. Il a alors dénoncé les attaques commises envers la liberté de la presse, la propriété privée ainsi qu'envers le pouvoir clérical et attribué les conséquences de l'affrontement à l'ardeur des classes populaires :

En Espagne, le gouvernement ne commandait plus. Le Front Populaire le faisait à sa place. Ainsi commença la guerre civile, avec l'invasion d'exploitations agricoles, les incendies d'églises, la destruction de journaux et les meurtres de patrons [...]. La démocratie était morte en Espagne et avait été intronisée la pire des dictatures, la dictature de la passion et de l'ignorance, la dictature de la plèbe. (Restrepo, 1937 : 15)

La conception du peuple comme étant irrationnel et insensé est récurrente dans la rhétorique conservatrice du XX^e siècle colombien et, comme nous le verrons ultérieurement, elle représente aussi un argument essentiel en faveur d'un agenda politique plus large dans la

pensée de Félix Restrepo : celui du *corporatisme*. Mais la diatribe fustigeant les insurrections populaires ne s'arrête pas là. Restrepo ne lésine pas sur les discours de disqualification à l'encontre de la deuxième République et déshumanise les partisans du communisme, qu'il décrit également comme violents, déséquilibrés et immoraux :

La politique révolutionnaire espagnole depuis l'établissement de la république a toujours été dirigée par des déviants. C'est un fait digne d'être clarifié par les psychologues : la révolution communiste a placé aux premier et second plans de ses activités toute une pléiade d'anormaux, si l'on considère les aspects moraux, psychologiques et matériels relatifs à ce mot, dont la classification correspond nécessairement aux leaders sanguinaires responsables des monstruosité énumérées précédemment. (Restrepo, 1937 : 98)

Ses commentaires mettent en lumière les positions idéologiques de la corporation religieuse colombienne, en faveur des élites en relation directe avec les sphères du pouvoir, et discréditent les soulèvements populaires en les qualifiant d'absurdes et d'autoritaires. En outre, Restrepo opère un lien entre le soulèvement des républicains et la franc-maçonnerie : « il a été parfaitement prouvé que le gouvernement et la franc-maçonnerie avaient planifié le crime ». Il le met également en relation avec l'avancée de la pensée communiste dans toute l'Espagne : « Et pour couronner le tout se préparait une révolution communiste, planifiée à Moscou et dirigée par des agents bolchéviques qui accomplissaient librement leur travail dans les capitales et provinces espagnoles » (Restrepo, 1937 : 18). Pour Restrepo, la crise mondiale de cette époque aurait été générée parce que les états modernes ne voulaient plus compter l'Église parmi leurs organismes de contrôle. L'ordre, affirmait-il, ne serait rétabli que lorsque les gouvernements auraient rendu au clergé son pouvoir éducatif, « alors les instincts qui caractérisent les peuples primitifs dans leurs modes relationnels, seraient maîtrisés par les normes morales qui sont celles qui doivent guider les nations instruites » (Cacua Prada, 1997 : 196). Sur ce point, l'idéologie de Félix Restrepo en termes académiques ne diffère pas beaucoup du programme monolingue, blanc et catholique des grammairiens du XIX^e siècle, qui insistaient également pour civiliser les « peuples primitifs » via l'enseignement de l'Évangile et de la langue espagnole.

Comme nous le verrons ultérieurement, les postures politiques de Restrepo auront des implications et répercussions, premièrement sur le plan linguistique, du fait que la lutte politique soit portée devant les *Congrès des Académies de la Langue* ; et aussi au niveau de l'économie nationale, par le biais de la mise en relation entre différences linguistiques et métiers de certaines classes sociales. Pour évaluer ces positions de manière critique, il faut garder à l'esprit que pour Restrepo, les insurgés engagés dans la lutte des classes représentent une « pléiade d'anormaux » et d'immoraux qui cherchent à transgresser un ordre social infaillible. Et c'est précisément dans la moralisation des engagements politiques et dans la banalisation de l'ordre social que réside ce qui s'apparenterait à une croisade linguistique menée par Restrepo, dont la finalité ne semble être autre que la dépolitisation du locuteur et son abandon spirituel à l'ordre social qui le soumet.

L'agenda économique : le *corporatisme*

La rhétorique rédemptoriste de l'Église constitue le cap incontournable pour résoudre la crise de l'éducation des citoyens. Elle fait écho à la pensée conservatrice de l'époque, anticipe aussi la position strictement corporatiste de Restrepo, également défendue par les jeunes colombiennes de droite inspirées par les politiques d'Hitler, de Mussolini et d'Oliveira Salazar depuis 1936 (Gaitán Bohórquez et Malagón Pinzón, 2009 : 304-305) et par les courants de droite du parti conservateur. Le *corporatisme* colombien, commente Gaitán

Bohórquez et Malagón Pinzón (2009), correspond à ce que Hobsbawm (2001) a identifié comme la nostalgie d'une société féodale, où l'existence de classes sociales était communément acceptée et au sein de laquelle chacune de ces catégories sociales jouait un rôle essentiel en faveur du *bien commun* (Gaitán Bohórquez et Malagón Pinzón, 2009 : 308).

À partir de 1938, Restrepo a produit de nombreux textes en faveur du *corporatisme* qui ont été publiés dans la *Revista Javeriana*. Parmi ses écrits médiatiques, il s'est défendu des attaques de la presse libérale et parfois conservatrice contre le corporatisme, rappelant les déclarations en faveur du système corporatiste énoncées par le Pape Pie XI dans son encyclique de 1931 :

Le corporatisme, doctrine féconde pour l'avenir, sert pour l'instant en Colombie de cible aux flèches plus ou moins acérées de la gauche comme de la droite. Dans le journal El Liberal de ce pays, on confond corporatisme et fascisme, et dans plusieurs communiqués de presse et éditoriaux, on m'a présenté comme promoteur et avocat de l'État totalitaire [...]. Dans son encyclique du Quadragesimo anno Pio XI s'exprime ainsi : [...] « Un peu de réflexion suffit pour voir les avantages de cette organisation [...] la collaboration pacifique des classes, la répression des organisations et des tentatives socialistes, l'action modératrice d'une magistrature spécifique ». (Restrepo, 1938)

Le recours au mandat du Souverain Pontife confère une autorité politique et spirituelle à l'argumentation de Restrepo, qui veut en profiter pour annoncer et valider l'ouverture de la première chaire de corporatisme en Colombie par le biais de l'*Université Javeriana*. Du reste, le discours central du Pape insiste sur la nécessité d'un ordre social et économique nécessairement hiérarchique qui serait davantage soutenu par l'amour de Dieu que par l'intervention excessive de l'État, en fonction du bien commun :

Et dans son encyclique contre le communisme, le Souverain Pontife ajoute : « Nous avons démontré que les moyens de sauver le monde d'aujourd'hui de la triste ruine dans laquelle le libéralisme moral l'a plongé, ne consistent pas dans la lutte des classes et la terreur, et encore moins dans l'abus autocratique du pouvoir étatique, mais dans la pénétration de la justice sociale et le sentiment d'amour chrétien dans l'ordre économique et social. Nous avons montré comment la vraie prospérité devait être restaurée selon les principes d'un corporatisme sain qui respecte la nécessaire hiérarchie sociale, et comment tous les secteurs d'activité devaient s'unir dans une unité harmonieuse inspirée par le principe du bien commun de la société. La mission la plus authentique et la plus essentielle du pouvoir public et civil consiste à promouvoir efficacement cette harmonie et la coordination de toutes les forces sociales ». (Restrepo, 1938)

En 1939, dans *El corporativismo al alcance de todos* [*Le corporatisme à la portée de tous*], Restrepo a fait écho à l'appel du Souverain Pontife en expliquant historiquement la lutte des classes comme un revers majeur du processus révolutionnaire français, et l'émergence du socialisme comme conséquence néfaste du déséquilibre entre les rôles sociaux. En théorie, les attentes du travailleur, dans le modèle défendu par Restrepo, vont à l'encontre de la paupérisation du travail et de l'enrichissement excessif des plus privilégiés. En ce sens, la répartition en classes sociales suppose une division stratégique de chacune des fonctions des citoyens et, peut-être pour cette raison, Restrepo ne parle jamais d'inégalité sociale mais plutôt d'une sorte d'équilibre divin dans le monde du travail :

Depuis que la révolution française a si violemment détourné les nations de leurs valeurs traditionnelles, elles oscillent entre deux extrêmes : l'individualisme et l'étatisme, sous les deux formes aussi perverses l'une que l'autre du racisme et du communisme. [...] Le corporatisme, parce qu'il respecte la liberté et encourage l'initiative privée dans tous les secteurs de l'activité nationale, s'écarte, de ce fait, de l'étatisme. Cependant, il donne aussi à l'autorité publique des moyens suffisants pour organiser les activités des

citoyens de sorte que l'ensemble de celles-ci contribue au bien commun, et en cela qu'il s'écarte de l'individualisme. [...] Le corporatisme rétablit l'équilibre perdu, en incitant à réaliser les projets du Créateur dans le monde du travail. Dieu a placé le monde entier, toutes ses ressources et toutes ses forces à la disposition des hommes, non pour le seul bénéfice des castes privilégiées, mais pour le bien-être de tous. (Restrepo, 1939 : 75-78)

La position sociale est, en ce sens, essentielle pour les individus et, dans l'intérêt du bien commun, ne doit jamais changer. En d'autres termes, dans le modèle corporatiste tel que proposé par Restrepo, il n'y a pas de mobilité sociale, et encore moins de conscience de classe. Dans ce modèle, la hiérarchisation sociale ne doit pas résulter à une mise en opposition des individus, parce que chaque travailleur joue un rôle fondamental dans la société, qui lui est propre en raison de sa classe et par décision divine, et qui s'avère indispensable au bon fonctionnement de la grande coopérative nationale. Selon cet ordre, ce n'est pas la répartition sociale par classes qui porte préjudice au travailleur, mais les abus dont les patrons sont à l'origine pour accumuler du capital :

Il est naturel qu'il y ait des différences de fortune puisqu'il y a des différences de talent, d'assiduité, d'initiative, de constance, de moralité et même de ce que nous appelons la chance. Mais il n'est pas naturel que ces différences soient si extrêmes qu'elles aboutissent à ce que les détenteurs du capital aient droit à tous les profits possibles, pendant que ceux qui accomplissent le travail doivent se contenter d'un bas salaire, menacés, à chaque instant, de tomber dans la misère. Le corporatisme met un terme à la lutte des classes et, à la place, établit la coopération des classes pour le bénéfice de chacune d'entre elles. (Restrepo, 1939 : 79)

La primauté du concept du *bien commun* engage moralement les citoyens dans la mesure où l'on suppose que les insurgés seraient motivés par des facteurs égoïstes et équivoques. Ainsi, une fois de plus, l'imposition d'un ordre social est associée aux valeurs de morale et d'obéissance chrétiennes. Ces marqueurs moraux sont qui plus est combinés avec des variables diastratiques, étant donné que les classes ouvrières sont inévitablement plus enclines à la révolte, c'est-à-dire à tomber entre les mains des idéologies communistes. Dans ces conditions, afin de contrer l'affaiblissement de l'Église dans l'éducation des citoyens, Restrepo dilue l'aspect politique de la lutte sociale et mystifie la violence structurelle relative à l'ordre social capitaliste.

Félix Restrepo n'a cependant jamais été seul dans sa tâche d'endoctrinement corporatiste en Colombie, et il n'a pas non plus été un pionnier dans ce domaine. « Déjà au XIX^e siècle, des politiciens conservateurs comme Sergio Arboleda et Miguel Antonio Caro avaient souscrit au corporatisme qu'ils postulaient comme [...] un antidote contre la démocratie majoritaire qu'ils considéraient comme inévitablement subversive pour l'ordre social » (Henderson, 2006 : 517). Et au XX^e siècle, le parti conservateur colombien a défendu le projet corporatiste conduit par des dirigeants tels que Laureano Gómez, Rafael Bernal Jiménez et Mariano Ospina Pérez, dont les réformes et la protection des corporations économiques ont façonné l'*État corporatiste* national, avec l'Église pour alliée dans la diffusion idéologique du projet corporatiste (Figuroa et Tuta, 2005 : 106). Le rôle de Restrepo en tant que médiateur entre l'État et le travailleur a néanmoins constitué une entreprise remarquable, de même qu'une opération fondamentale dans la diffusion de la pensée corporatiste :

Le jésuite Félix Restrepo aura représenté une figure déterminante dans les discussions relatives au corporatisme, étant donné qu'il a été chargé d'en faire la diffusion grâce à sa position privilégiée à la direction de l'Universidad Javeriana [Université Javeriana] [...] auprès d'organisations comme l'Unión de Trabajadores de Colombia [Union des Travailleurs de Colombie] (UTC), la Federación Nacional de Agricultores [Fédération Nationale des Agriculteurs] (FANAL-1946) et auprès des associations liées aux

établissements catholiques qu'il dirigeait depuis le milieu des années trente. (Figueroa y Tuta, 2005 : 127)

Aux côtés de Restrepo, le chef de l'opposition conservatrice, Laureano Gómez, président de la Colombie entre 1950 et 1951, était étroitement lié à l'Église, aux propriétaires terriens et à plusieurs membres des forces militaires. De même, « *La Revista Javeriana* de Restrepo et *El Siglo* de Laureano Gómez ont été les deux médias les plus importants dans le soutien à la cause des insurgés en Espagne », dirigés par Francisco Franco (Hernández García, 2006 : 50). Durant son gouvernement, la pensée lauréaniste s'est également opposée au libéralisme et au communisme, a attaqué les francs-maçons, les Juifs, les indigènes et les descendants d'Africains, a réprimé l'opposition politique contre son parti et a renoncé au suffrage universel, considérant qu'il « portait préjudice à l'excellence du leadership politique et, qu'au-delà d'aboutir à la médiocrité, il imposait l'infériorité » (Figueroa et Tuta, 2005 : 138).

En 1951, dans le cadre d'une collaboration pour l'élaboration d'une réforme constitutionnelle programmée par le gouvernement de Gómez, Félix Restrepo a diffusé une série de conférences radiophoniques intitulées *Colombia en la encrucijada* [*Colombia à la croisée des chemins*] (1951). Restrepo a en effet été invité par son ami et directeur de *Radio Nacional*, Arturo Abella Rodríguez, à participer à un cycle de conférences visant à promouvoir le projet de réforme constitutionnelle de Gómez, aujourd'hui connu sous le nom de *Réforme de 1953*, qui n'a jamais été mis en œuvre du fait que Gómez ait été renversé par le général Rojas Pinilla en 1953. Pour les militants puissants du parti conservateur comme Rafael Bernal Jiménez, l'analyse du modèle corporatiste de Restrepo s'est avérée si convaincante qu'il l'a reprise une décennie plus tard dans son livre *Hacia una democracia orgánica* [*Vers une démocratie harmonieuse*], dans lequel il a également promu l'*État corporatiste* en Colombie (Henderson, 1986 : 270). Dans ses conférences radiophoniques, Restrepo a exposé les principes chrétiens qui accompagnaient l'*État corporatiste*, également approuvés par le gouvernement de Gómez. « Il s'agissait d'un État autoritaire, corporatiste et d'inspiration fasciste, imprégné d'hispanisme et sous l'hégémonie du courant de pensée de l'intransigeance catholique » (Figueroa et Tuta, 2005 : 147). Quelques extraits des réflexions de Restrepo sur le système corporatiste exposées dans ces conférences, sont rassemblés dans son texte *Corporativismo* [*Corporatisme*] (1939). Restrepo y assume le rôle social d'intermédiaire entre le peuple et l'État pour expliquer les avantages du modèle corporatiste, son éloignement du système des régimes totalitaires, sa proximité avec la démocratie et ses bénéfices pour la patrie colombienne :

Aucun sujet social n'a éveillé autant d'intérêt dans le monde entier, que le régime corporatiste [...]. Il y a ceux qui le confondent avec l'État totalitaire d'Hitler et de Mussolini ; il y a ceux qui imaginent que l'État corporatiste consiste en une nouvelle forme de dictature du prolétariat ; et parmi nous la plupart des politiciens, même ceux bien intentionnés, croient que le régime corporatiste est incompatible avec la démocratie, et sont déterminés à défendre la démocratie avant toute autre forme de gouvernement ; ils ressentent une horreur instinctive à la seule écoute du mot de corporatisme. Invité à donner en cette occasion solennelle une conférence à caractère social, j'ai pensé que je pourrais faire œuvre charitable pour mes auditeurs en résumant en quelques paragraphes l'essentiel de l'histoire et de la doctrine corporatiste [...] en indiquant la manière suivant laquelle pourraient entrer dans notre patrie, ces pratiques qui sont appelées à avoir une grande influence dans tous les peuples du monde. (Restrepo, 1939 : 7)

Un autre pilier de la campagne de Restrepo a consisté à persuader les travailleurs de ne pas prendre part à la politique locale et/ou de ne pas négocier collectivement leurs besoins individuels, au nom du bénéfice du plus grand nombre, et, par extension, du bien-être de leur propre classe. Le système corporatiste de Restrepo valorise la formation de syndicats, tant

qu'ils restent inoffensifs et relativement faibles face à l'État. Se construit ainsi une illusion de participation politique qui incite les classes populaires à intégrer une démocratie représentative – et non plus participative – visant à combler leurs besoins de classe :

La loi colombienne sur les syndicats est fondamentalement bénéfique. Elle facilite leur création et leur interdit toute activité politique. Si cette loi est respectée, les travailleurs s'éloigneront de plus en plus de la petite politique, celle des chefs de quartier ou de village, pour s'intéresser à la grande politique, qui est celle du progrès et du bien-être de leur classe et de leur profession. (Restrepo, 1939 : 38)

Vu sous cet angle, les ouvriers doivent laisser les autres les représenter ; idéalement, ceux qui, par ordre social naturel, ont la formation et la vision nécessaires pour le faire. « Le pouvoir judiciaire et le pouvoir exécutif restent donc, dans un pays ayant adopté un régime corporatiste, non pas concentré en un noyau, mais réparti sur l'ensemble du corps social, suivant la configuration naturelle de la société elle-même ». L'État ne doit pas non plus intervenir dans les organisations collectives, mais plutôt « promouvoir toutes les activités sociales, non qu'il veuille être l'auteur de toute entreprise culturelle, économique ou sociale, mais pour faciliter, auprès des individus et des associations libres, la réalisation de leurs objectifs sociaux ». Le pouvoir législatif, pour sa part, ne doit pas restreindre les activités religieuses, mais il doit cependant maintenir un équilibre dans des pratiques sociales alternatives qui ne sont pas nécessairement politiques : « il est bon que la politique intervienne non seulement dans les organes législatifs, mais également dans toute autre activité sociale, à savoir dans toutes les corporations. Et pas seulement celles de nature économique, mais aussi religieuses, culturelles, éducatives » (Restrepo, 1939 : 93). Ce projet économique doit être guidé par des principes chrétiens qui restituent à l'Église, et à ses futurs organes corporatistes, l'influence qui doit être la sienne dans les affaires officielles du pays. Ainsi, « l'apport central du Père Félix a consisté à démontrer que les deux pouvoirs, civil et ecclésiastique, pouvaient parfaitement cohabiter et contribuer harmonieusement à remplir l'objectif de l'État, qui n'est autre que le bien de ses partenaires » (Cacua Prada, 1997 : 196).

D'une manière générale, la réglementation qu'impose l'État dans le modèle corporatiste est minimale, toutes les actions individuelles et/ou privées devant simplement viser le *bien commun*. Dans la pensée corporatiste de Restrepo, se dessine également une harmonie entre les classes sociales, avec une entente cordiale entre les travailleurs – qui reconnaissent leur infériorité et assument naturellement leur statut de subordonnés –, face à des employeurs bienveillants qui maintiennent l'ordre naturel établi par la volonté divine. C'est aussi une organisation sociale, juridique et politique qui favorise la création de « syndicats catholiques, de syndicats éloignés de la lutte des classes, et débarrassés du poison communiste » (Restrepo dans Gil Sánchez, 1925 : 266). Dans cet ordre d'idées, la base du *corporatisme* défendu par Restrepo constitue une forme de violence symbolique (Bourdieu, 2008) qui repose sur l'intériorisation de leur soumission de la part des classes laborieuses, obtenue par de longs processus d'intimidation qui présentent comme naturels les mécanismes de pouvoir et de domination qui les assujettissent (Bourdieu, 2008). « La corporation rend la grève impossible [...] et met fin à la lutte des classes. Elle rassemble dans un véritable esprit de collaboration patriotique et de charité chrétienne tous ceux qui travaillent dans la même profession : capitalistes, directeurs, techniciens et simples ouvriers » (Restrepo dans Gil Sánchez, 1925 : 242). En fin de compte, le *corporatisme* clérical proposé par Restrepo est un modèle au fondement de l'hégémonie culturelle de Gramsci, à savoir une forme de domination qui ne provient pas de l'imposition forcée de dispositifs de contrôle, mais plutôt de l'intervention dans la vie des citoyens à partir de mécanismes « séduisants » qui font passer pour naturels des systèmes de valeurs spécifiques (Del Valle, 2007). Prenons pour exemple l'idée phare de Restrepo selon laquelle le *corporatisme* agit en faveur du *bien commun* et qu'il répond à un

ordre supérieur à l'entendement humain, un ordre de caractère divin, qui organise judicieusement les individus suivant une échelle allant de « capitalistes » à « simples ouvriers ». C'est sur cette idée que repose un règlement éthique et moral d'obéissance à un ordre social établi, sans qu'il ne soit nécessaire de soumettre les citoyens par la coercition. Néanmoins, il s'agit également de formes de domination qui ont trait à la corporalité et, en ce sens, sont aussi soumises à des formes de « parler », « sentir », « penser » et « se comporter » de façon normative, et/ou selon un statut social spécifique, en s'indexant sur le bien-être de tous les Colombiens et, en général, de l'avenir latino-américain.

L'académicien politique : Premier Congrès des Académies

À la fin de la Seconde Guerre mondiale et de la consolidation de la dictature franquiste, dans la presse colombienne, en particulier dans la presse conservatrice et cléricale, les allusions à la situation internationale ont diminué. La droite colombienne, qui s'était déjà distanciée d'Hitler et de Mussolini sous la pression des alliés et des résultats de la guerre, a modéré sa rhétorique franquiste et s'est tournée vers le panaméricanisme comme moyen de s'attirer les bonnes grâces de l'empire nord-américain (Figuerola, 2007 : 199-200).

Restrepo a également calmé son discours pro-franquiste et, pour préserver les intérêts des *Académies*, a séparé les lettres de la politique et déclaré comme profondément démocratique le travail des gardiens de la langue espagnole. Lors du *Premier Congrès des Académies de la Langue*, qui s'est tenu au Mexique en 1951, Félix Restrepo a présenté les nouvelles normes de conduite des philologues modernes, en veillant à ce que les universitaires de sa génération ne suivent pas de lignes politiques ou économiques spécifiques :

Cette date du 23 avril 1951 sera mémorable dans l'histoire des peuples latino-américains. Elle [...] rassemble pour la première fois [...] des représentants de vingt nations qui ont reçu de l'Espagne immortelle l'héritage chrétien de la culture européenne, versé dans sa langue sonore et majestueuse. Ils ne présentent pas de visées politiques ou économiques, ni ne font état de dignitaires diplomatiques – ce ne sont pas des délégués de leurs gouvernements respectifs – ce sont les délégués des peuples, ce sont ceux qui, sous les latitudes les plus diverses, se sont imposé le devoir et se sont vu confier la tâche de veiller à ce que ce trésor commun, que constitue la langue maternelle, soit conservé intact et soit transmis non souillé et pur de génération en génération. (Restrepo dans Garrido et al., 2010 : 155)

La séparation entre la politique, l'économie et la langue s'avère relativement discutable lorsque l'on s'intéresse à la figure de Félix Restrepo, dont les inclinations idéologiques et les adhésions à différents cercles du pouvoir en Colombie lui ont permis d'avancer de façon experte et d'obtenir des soutiens politiques, économiques et juridiques auprès de plusieurs instances étatiques très tôt dans son travail universitaire. La distance entre le monde universitaire et le monde politique ne suppose cependant pas chez Restrepo l'omission de présupposés universels – également éminemment politiques – qui tiennent pour acquis le caractère positif du processus colonial :

Voici ceux qui, d'une rive à l'autre du Rio de la Plata, affichent une richesse exubérante ; ceux qui se souviennent qu'en son nom a eu lieu l'entreprise de civilisation des peuples indigènes la plus extraordinaire ; ceux qui ont fait des champs de bataille d'Arauco un haut lieu de l'industrie et du commerce ; ceux des hauts sommets andins riches en métaux ; [...] ceux qui ont hérité du nom de Colón, de l'amour des lois de Quesada et de l'esprit aventurier de Don Quijote ; ceux qui ont reçu le pavillon latin de Balboa pour le maintenir toujours hissé entre les deux océans ; [...] ceux de Puerto Rico

qui, même intégré dans la grande République anglo-américaine, garde jalousement la richesse de leur langue espagnole. (Garrido et al., 2010 : 155-158)

Dans ce grossier décompte de triomphes civilisationnels se transmet une notion de modernité soumise au progrès industriel et au discours salutiste de l'évangélisation des peuples autochtones par le biais de l'enseignement de la langue espagnole et du dogme chrétien. Cette notion de chance, qui dans son récit élude les revers de la conquête, constitue un discours européocentriste dans lequel les transgressions de l'occupation espagnole sont présentées comme les dommages collatéraux d'un dossier colonial somme toute bénéfique. D'autre part, Restrepo réfute l'abandon total de Puerto Rico à l'empire anglo-saxon naissant et célèbre l'accumulation de richesses que représente son héritage colonial espagnol. C'est en ce sens qu'il insiste sur la moralisation de la langue espagnole, sa supériorité présumée sur d'autres variantes et langues minoritaires, la prétendue neutralité politique de la langue et la banalisation d'une matrice sociale excluante d'origine coloniale.

Le fragment précédemment cité est un exemple de ce que del Valle (2007) considère comme la construction symbolique d'un esprit panhispanique qui cherche à unir les communautés hispanophones à travers une langue commune. Ce symbolisme produit des phénomènes de banalisation des relations de pouvoir qui s'établissent autour de la maîtrise linguistique d'une norme instruite (Arnoux et del Valle, 2010). C'est donc une fois que les Académies ont été établies en instance de pouvoir, en tant que porte-paroles et gardiennes de la langue savante, que la prérogative sur l'espagnol a été revendiquée, en tant que langue variée mais indivisible (del Valle et Gabriel Stheeman, 2002), en tant que patrie commune (del Valle, 2007).

Malgré le renoncement politique exprimé par Restrepo au début de son discours, le jésuite a profité de cette occasion inaugurale pour faire allusion à la *Quatrième réunion de consultation des ministres des Affaires étrangères* qui a eu lieu début 1951 à Washington : « Il y a quelques jours, nos ministres chargés des Affaires étrangères se sont réunis à Washington avec ceux des autres pays américains pour discuter de la défense de notre hémisphère dans le cas éventuel où les nuages orageux qui menacent le monde depuis des années, viendraient y déverser toute leur fureur » (Garrido *et al.*, 2010 : 159). Il évoquait ainsi le « danger d'agression internationale communiste » qui a motivé cette rencontre internationale et, avec ce commentaire, il a une fois de plus affiché publiquement sa perspective idéologique sur la politique internationale. En même temps, Restrepo a utilisé cette cérémonie et le rôle essentiel qu'il y tenait pour comparer l'esprit des deux réunions évoquées :

Il s'est agi d'une conférence presque militaire, au cours de laquelle on discutait de la question de l'armement et des contingents militaires. Notre conférence s'avère très différente. Cedant arma togae, pouvons-nous dire avec Cicéron : que les armes cèdent la place aux lettres. Notre conférence est une conférence de paix, de fraternité. (Garrido et al., 2010 : 159)

La pratique linguistique est à la fois totalisante et pacifique. Il en va de même dans la cartographie sociale du modèle corporatiste, dans lequel les peuples hispaniques forment un corps unique dont les mécanismes de défense reposent sur la sauvegarde d'une langue pure et partagée. Et ce sont précisément eux, les « hommes de lettres », qui sont destinés à maintenir les liens d'union entre les pays hispanophones :

Rien n'unit autant nos peuples que le trésor d'une langue commune. Chacun d'entre nous se sent chez lui lorsqu'il peut s'exprimer dans sa langue maternelle, et il ne peut y avoir de travail plus pacifique et plus bénéfique que celui des hommes de lettres, qui, dans leurs pays respectifs, veillent avec beaucoup d'affection sur ce lien d'union qu'est la langue, pour que jamais nos peuples ne cessent de se sentir faire partie d'une seule et

même famille et forment toujours un bloc puissant, prêt à se défendre, parce qu'il y a malheureusement des forces folles dans le monde qui ne permettent pas aux peuples pacifiques de se mettre en sécurité en toute impunité, tout disposés qu'ils sont pourtant à renoncer aux voies qui mènent à la violence et à influencer de tout leur poids le grand aréopage des nations pour réprimer les agressions injustes et défendre les faibles, afin d'imposer au monde l'empire de la paix. Tant que l'Amérique latine restera unie autour des idéaux les plus purs, elle aura un allié fort dans la justice universelle ; et tant que nous parlerons la même langue, la nature elle-même nous maintiendra unis. (Garrido et al., 2010 : 159)

Dans cette perspective, il existe plusieurs correspondances entre le discours anticommuniste, la rhétorique de l'unité et de la défense de la langue, et la poursuite collective d'un *bien commun*. Tout d'abord, le fait de bien parler est mis en relation avec la bonté d'esprit, la pureté morale et le positionnement politique du bon côté de l'Histoire. Sont aussi mises en avant les idéologies linguistiques telles que la présomption apolitique du travail de l'universitaire, par ailleurs présenté comme altruiste ou démocrate, et la conviction que la langue sœur espagnole équilibre et construit des voies de compréhension et de paix. La langue est le miroir de l'esprit humain ; la langue est neutre ; la langue est un don de Dieu. De même, protéger la langue est imaginé comme un acte pacifique et les gardiens de la langue comme incorruptibles. Ainsi, la défense de la langue consiste en une tâche moralement élevée et, par extension, maîtriser la norme implique des comportements citoyens plus intègres, obéissants et acritiques : fait qui se reflète dans les jugements universels et apparemment consensuels de Restrepo sur la justice économique, la politique internationale et l'ordre mondial. Restrepo reconfigure et perfectionne ainsi le croisement entre politique, langue et pouvoir, qu'il disait pourtant abandonner, et le lien entre le bon usage de la langue et le précieux *bien commun* également recherché par le projet corporatiste.

Sous cet angle, on pourrait même dire que, pour Félix Restrepo, la défense et la protection de la langue espagnole est aussi un moyen d'accomplissement du *bien commun* prôné par le corporatisme. Restrepo conditionne l'avenir des nations sud-américaines à la préservation de l'unité de la langue. Cette unité dépend de citoyens pieux et sans opinions, puisque leurs pratiques linguistiques visent à dépolitiser et subordonner le sujet qui parle et débat en dehors des sphères du pouvoir. La prémisse glottopolitique est simple et excluante : tous les citoyens doivent toujours parler correctement dans les espaces publics – en faveur de l'unité et de la pureté de la langue – mais cela ne signifie pas que tous aient le même droit à participer au débat politique. Le scénario de ce futur projet réside dans un ordre corporatiste à caractère clérical, qui contre l'avancée des idées de gauche, discipline les locuteurs et propose la préservation d'un ordre élitiste et catholique d'héritage colonial.

L'agenda pédagogique : radio, cinéma et littérature

Les liens étroits entre langue, religion et politique, établis par Félix Restrepo, ont trouvé écho dans l'ensemble de ses travaux académiques. En 1953, il a intégré le *Consejo Superior de la Educación* [Conseil Supérieur de l'Éducation] en tant que représentant des universités privées de Colombie, au sein duquel il a eu pour mission d'évaluer les méthodologies académiques et les programmes des écoles publiques du pays, et veillé pour sa part à l'inclusion des principes chrétiens dans les journées éducatives destinées à la jeunesse. La participation de Restrepo à certaines instances de planification de l'éducation nationale ne relevait pas alors d'un fait particulier, étant donné qu'il avait déjà travaillé pour le gouvernement colombien lorsque, en 1940, le Ministre de l'Éducation de l'époque, Jorge Eliécer Gaitán, lui avait commandé, entre autres, de poursuivre la rédaction du *Diccionario de construcción y régimen de la lengua castellana* [Dictionnaire de construction et règles de la

langue espagnole] de Rufino José Cuervo, tâche qu'il a finalement parachevée en 1942 en créant l'*Institut Caro y Cuervo* (Páez Patiño, 1966). En ce sens, il n'est donc pas surprenant que, jusqu'à la fin du XX^e siècle, « tous les Colombiens [voient] dans le Père Félix un gardien zélé des doctrines du Christ, un authentique patriote et un véritable apôtre de l'éducation » (Cacua Prada, 1997 : 211).

Parmi les problématiques spécifiques rencontrées par Restrepo au niveau pédagogique, se détache plus particulièrement sa critique de la déviation des normes régissant l'espagnol écrit, comme il l'a expliqué dans son article *Enseñanza del castellano y la ortografía en Colombia* [*Enseignement de l'espagnol et de l'orthographe en Colombie*] (1956) : « Les hommes et les femmes d'aujourd'hui [...] ne lisent plus que les journaux ; et l'espagnol des journaux est généralement le plus pauvre, voire même fréquemment n'est même pas de l'espagnol, mais un ensemble de mots d'origine étrangère qui enlaidissent et déforment la langue ». Le préoccupait également le fait que les programmes éducatifs veillent à ce que la prononciation de la langue soit « correcte, conforme à l'usage de l'espagnol littéraire et non à celle de la langue populaire parlée à la maison ». Aussi a-t-il considéré comme une « erreur d'avoir supprimé du programme du lycée la classe de rhétorique [car] elle mettait les élèves en contact avec les plus grands auteurs de tous les temps et leur apprenait la technique de la bonne prose et de la bonne poésie ». Ses réflexions montrent que Restrepo a aspiré à rétablir les études philologiques qui alimentaient l'*Institut Caro y Cuervo* et à proposer à cette fin l'importation de philologues hispanistes européens et nord-américains. « C'est seulement ainsi que nous aurons une école de philologie qui mérite respect et qu'elle redonnera son ancien prestige à cette Athènes sud-américaine qui a été occultée » (Bejarano Díaz, 1979 : 202-217).

Lors du *Deuxième Congrès des Académies* tenu à Madrid (1956), le gouvernement de Franco a décoré Félix Restrepo du titre honorifique de *Comendador de Número de la Orden de Isabel la Católica* [*Commandeur du Numéro de l'Ordre d'Isabelle la Catholique*] pour son travail érudit et son engagement pour la préservation de la langue espagnole. De retour à Bogota, dans un geste qui confirmait la proximité du jésuite avec le régime franquiste et l'autorité de l'Espagne sur les pratiques linguistiques, « le père Félix a initié une importante campagne de défense pour l'unité de [la] langue impériale » (Cacua Prada, 1997 : 227). En conséquence, la même année, le Ministre du Gouvernement de l'époque, Lucio Pabón Núñez, a envoyé une circulaire publique aux gouverneurs, maires et commissaires de chaque localité annonçant que l'*Académie Colombienne de la Langue* entreprenait « une campagne patriotique de défense de la langue, [avec] des mesures pour combattre le fléau des annonces publiques en langues étrangères » et pour obliger les imprimeries officielles à respecter les nouvelles prescriptions faites en matière d'orthographe (Bejarano Díaz, 1979 : 175).

Par la suite, à la veille du *Troisième Congrès des Académies* qui a eu lieu à Bogota en 1960, Restrepo a accordé un entretien au journal l'*ABC de Séville* dans lequel il s'est plaint de la « vie stagnante » des *Académies* en raison du manque de moyens économiques (Puche Castillo, 15 février 1958). C'est une question qu'il a voulu régler avec la création d'une *Commission Permanente des Congrès* proposée au *Deuxième Congrès des Académies*. Cependant cette commission n'a existé que jusqu'en 1960, grâce à son travail pour la signature de l'*Accord multilatéral sur l'Association des Académies de la Langue Espagnole*. L'*Accord* engageait les autorités locales à « fournir un soutien moral et financier à leur Académie nationale respective », ainsi qu'à l'*Association des académies* et à son *Comité permanent*. Parmi les signataires de l'*Accord*, se distingue pour l'Espagne Alfredo Sánchez Bella (1916-1999), membre de l'Opus Dei, ambassadeur de son pays en Colombie, ministre de l'*Information et du Tourisme* sous Franco (1969-1973) et directeur de l'*Institut de Culture Hispanique* (Convenio, 1960).

Cet ensemble d'éléments encadre les nombreux et variés « actes d'intervention glottopolitique » (Lauría, 2012) de Restrepo dans le domaine culturel colombien. Au cours des dernières années de sa vie, les efforts pédagogiques de Restrepo se sont orientés vers « les grandes forces unificatrices » de la langue, c'est-à-dire l'école, la presse et la radiodiffusion (Garrido *et al.*, 2010 : 161). Les avancées en matière de technologie ont conduit Restrepo à vouloir prendre le contrôle des médias pour faire la propagande de ses principes normatifs et de ses valeurs chrétiennes. Ainsi, le progrès technologique servirait d'outil de codification et de maîtrise qui assurerait le suivi permanent de l'usage rigoureux de la langue (Garrido *et al.*, 2010 : 160). Restrepo a été enthousiasmé par une vocation pédagogique et qui plus est scientifique qui, allant au-delà de la formation des individus, visait à perfectionner l'ensemble de la société. « La pédagogie ne l'attirait pas autant que "l'art d'éduquer et de perfectionner les individus" ou que "la science de transformer les sociétés" (Restrepo et Bejarano Díaz, 1978 : 15). Pour la même raison, les principes normatifs qui étaient les siens ne devaient pas se limiter à un seul pays, mais s'étendre à toute l'Amérique hispanophone. « L'école doit être le lieu où tous les citoyens d'Amérique apprennent et pratiquent une prononciation commune, que l'on peut appeler, pour ainsi dire, *l'espagnol littéraire* par opposition à *l'espagnol populaire*, et qui contribuera grandement à préserver l'unité de notre langue » (Garrido *et al.*, 2010 : 161).

Cette distinction marquée entre la *langue populaire* et la *langue littéraire* correspond à plusieurs propositions de planification linguistique qui recourent toutes, pour être mises en œuvre, à la radio, au cinéma, à la presse et à la littérature. Si l'on suppose, sur le plan phonétique, que, par défaut, l'on parle beaucoup mieux dans le centre du pays, il semble alors inévitable qu'on trouve en régions, des écarts par rapport à la norme. De même, si l'on admet que l'espagnol parlé à la maison est différent de celui qui doit être exposé publiquement, on tranche ainsi les débats sur la diversité dialectale, en subordonnant les registres périphériques à la variante espagnole :

Il est inévitable que, dans différentes régions, prévalent certaines déviations par rapport à la langue commune. Ainsi, par exemple, sur presque toutes nos côtes, les habitants ont tendance à supprimer les « s » occlusifs ou à les transformer en une légère aspiration. Qu'il en soit ainsi dans l'intimité de la maison ; mais à l'université, dans les débats, dans les réunions publiques et dans les relations avec les étrangers dans les commerces et les magasins, une prononciation plus soignée doit prévaloir, ce qui ne sera pas possible si elle n'a pas été exercée. (Garrido et al., 2010 : 161)

Il y a donc un espagnol à montrer et un autre qui doit rester caché. L'espagnol de l'intimité est caractéristique de la position sociale et/ou de la situation géographique occupée(s) et il ne doit jamais remplacer l'espagnol de l'espace public, le standard, celui imitant l'espagnol d'Espagne, le vénérable et impérial espagnol. Restrepo soutient que c'est précisément aux *Académies* qu'il revient de « fixer cette prononciation, et qu'il incomberait à nos gouvernements le devoir de l'exiger des locuteurs » (*op. cit.* : 163). Ses propositions sont considérées comme prioritaires et transversales pour l'ensemble du continent. « Rien de plus facile que d'exiger de chaque présentateur radio la prononciation exacte, traditionnelle, normale ou académique, quelle que soit l'appellation qu'on lui donne, une seule pour tout le continent » (*ibid.*). En ce qui concerne la presse écrite, Restrepo regrette que de nombreux journaux et magazines « ne pensent qu'au public de leur territoire respectif. Dans ceux-ci, ne transparait aucun soin d'éviter les provincialismes et les écarts à la norme de l'espagnol. » (*op. cit.* : 162). Pour le résoudre, il suggère qu'« il serait très utile que tous ceux qui interviennent dans la direction d'un journal ou d'une revue insistent auprès des rédacteurs en chef pour que leurs articles et leurs nouvelles utilisent exclusivement *l'espagnol littéraire* » (*ibid.*). Le cinéma ne devait pas être en reste et l'Amérique latine devait même parier sur la compétition – en termes de langue, de quantité et de qualité – avec le cinéma nord-américain :

« l'influence du cinéma peut devenir comparable à celle de la radio, le jour où les peuples hispaniques produiront autant de bons films que l'industrie nord-américaine en produit actuellement » (*op. cit.* : 163).

Néanmoins, la plus noble tâche à accomplir au nom des *Académies* était « la culture et la promotion de l'art dans sa plus haute expression, qui est l'art littéraire, la littérature, la plus belle fleur de la langue [...] l'instrument le plus puissant pour l'éducation des peuples ». En ce sens, l'œuvre de l'écrivain était susceptible d'être retoquée par les gardiens de la langue, du moment que ses œuvres constituaient des supports éventuels pour la formation des individus. D'une certaine manière, Restrepo opère dans un discours de double performance idéologique, l'une glottopolitique et l'autre religieuse, parce que la langue éduque les peuples et modèle les citoyens via des canaux de diffusion comme la littérature, ce qui se vérifie et se juge à l'aune du dévouement et de l'obéissance des fidèles locuteurs. « La beauté contenue dans les œuvres littéraires adoucit les aspérités de la vie, apprivoise notre révolte, apaise les tempêtes du cœur et ouvre des horizons aux aspirations de l'esprit » (Garrido *et al.*, 2010 : 165). Ainsi, comme stratégie pour contrôler et maîtriser les subjectivités littéraires des auteurs, Félix Restrepo a mis au point une sorte de censure linguistique, de type préventif, toujours menée par les membres des *Académies* afin de garantir que la langue écrite rende compte de l'aspect discipliné de l'espagnol local :

Chaque livre, contrairement aux journaux, aspire à être lu en dehors du pays où il est publié. Pour cette raison, chaque livre doit être écrit en espagnol universel, à la seule exception des récits traditionnels qui, dans leurs dialogues, présentent des gens du peuple qui parlent à leur manière. Bien sûr, dans le lexique, les mots de la flore et de la faune locales et d'autres néologismes nécessaires ne peuvent être évités ; mais ces petites choses ne portent pas préjudice à la préservation de la langue. L'essentiel est la morphologie traditionnelle, la construction typique, l'usage des expressions idiomatiques communément acceptées, en un mot la tournure espagnole. Et dans ce domaine, nos académies peuvent faire un travail magnifique, en encourageant les éditeurs à ne pas accepter ni faire circuler des ouvrages qui renient la noblesse de notre langue. (Garrido et al., 2010 : 162)

La coordination entre les médias de masse a contribué au positionnement de l'espagnol comme langue légitime des Colombiens et amplifié la portée des projets de planification linguistique entrepris par Restrepo. Ces mesures hautement politiques mises en œuvre pour la défense de la langue espagnole ont occasionné une diminution continue des locuteurs d'autres langues minoritaires dans le pays. On sait que depuis le projet politique de *La Régénération* et la Constitution de 1886, des missions religieuses ont été consacrées à instruire les « sauvages » afin qu'une « vie civilisée » soit à leur portée. « En 1953, la Colombie a signé avec le Saint-Siège un accord sur des missions, qui délèguait à plusieurs ordres religieux le contrôle de l'éducation des deux tiers du territoire national » (Pineda Camacho, 2000 : 17). Toutefois, d'autres efforts significatifs ont également été déployés dans le domaine de la reconnaissance des langues. Depuis sa fondation en 1942, par exemple, l'*Institut Caro y Cuervo* a proposé la réalisation d'un *Atlas Linguistique et Ethnographique de Colombie* (Alec), pour laquelle a été créé le *Departamento de Lenguas Indígenas* [Département des Langues Autochtones]. Néanmoins, dans ce projet, l'espagnol a été considéré comme l'élément central du contact avec les langues minoritaires, non traitées sur un pied d'égalité avec l'espagnol en tant que langues indépendantes (Gröll, 2009 : 22). Déjà, à l'époque coloniale, les missions religieuses christianisaient les communautés indigènes de Colombie à partir de multiples tentatives de description linguistique, pour lesquelles les missionnaires tiraient parti de leurs connaissances scientifiques pour imposer, de façon invasive, leurs croyances religieuses aux communautés ethniques qu'ils visitaient (Pineda Camacho, 2000).

Dans le discours de Restrepo convergent des processus d'évangélisation, de discrimination linguistique et d'occultation d'épisodes d'annihilation culturelle basés sur les dynamiques coloniales. Son habile développement argumentatif en faveur d'une langue commune, moralisée et politiquement neutre, sert à contrecarrer la menace qui pèse sur la mission éducative de l'Église en Colombie. Il repose sur des stratégies visant à imposer une idéologie qui permette à l'Église de recruter des fidèles, d'élargir ses congrégations et de regagner au niveau national son pouvoir politique contesté, tout en promouvant la normalisation linguistique et les idées banalisées qui ont cours en Colombie sur la langue et ses dépositaires.

Conclusions

Comme nous avons pu le voir tout au long de ce travail, Félix Restrepo a joué un rôle substantiel d'apôtre de la langue espagnole en Colombie. Son influence linguistique a impacté de multiples sphères de pouvoir liées à la religion, à l'éducation, à la jurisprudence, à la politique et aux médias. Dans son agenda de planification linguistique, l'accès au progrès se réalise via la maîtrise de la langue, dont le bon usage équivaut à la poursuite d'un *bien commun*, garanti par l'intervention de l'Église dans l'éducation, à travers l'imposition de façons de parler et d'écrire et, finalement, de manières d'être, de participer et de se sentir citoyens. Ces aspects concernent également le maintien d'un ordre social où les locuteurs assument d'être catégorisés et hiérarchisés selon leurs façons de parler (Arnoux et del Valle, 2010) ou, pour ainsi dire, à partir des pratiques différenciées qui existent dans les différentes classes sociales, à savoir à partir de leur *habitus* (Bourdieu, 2008). Ainsi, la rhétorique de Restrepo se fonde sur des mécanismes d'assujettissement des citoyens par le biais d'institutions spécialisées telles que l'Église, l'*Académie de la Langue*, l'école et les médias, qui opèrent en faveur d'idéologies linguistiques, qui à leur tour favorisent la reproduction d'un ordre social spécifique et immuable au profit des détenteurs du pouvoir (Althusser, 1970). Les discours de Félix Restrepo sur la langue, l'économie et la politique impliquent le même pari idéologique visant à ce que les locuteurs demeurent dans le milieu social où ils sont nés et renoncent au débat politique, en assimilant la loi chrétienne comme instance suprême d'organisation des relations sociales et de décision des usages linguistiques. En d'autres termes, Félix Restrepo entreprend une croisade d'évangélisation linguistique, dont la prédication consiste à concentrer et à conserver le pouvoir entre les mains des élites créoles, qui, en Colombie, détiennent les privilèges, hérités de l'époque coloniale.

Références bibliographiques

- Althusser, Louis, 1970, *Ideología y aparatos ideológicos*, Buenos Aires: Nueva Visión.
- Ayala Diago, César Augusto, 2011, "Trazos y trozos sobre el uso y abuso de la Guerra Civil Española en Colombia". *Anuario Colombiano de Historia Social y de la Cultura* [en línea] 2011, 38 (Julio-Diciembre): [Fecha de consulta: 20 de septiembre de 2018], disponible en <<http://www.redalyc.org/articulo.oa?id=127122624006>>.
- Arnoux, Elvira Narvaja ; del Valle, José, 2010, "Las representaciones ideológicas del lenguaje: discurso glotopolítico y panhispanismo", en *Spanish in Context*, John Benjamins Publishing Company, pp. 1-24.
- Bejarano Díaz, Horacio, 1979, *Félix Restrepo. La ortografía en América y otros estudios gramaticales*, Bogotá: Instituto Caro y Cuervo.
- Bourdieu, Pierre, 2008, *¿Qué significa hablar? Economía de los intercambios lingüísticos*, Madrid: Akal.

- Cacua Prada, Antonio, 1997, *Félix Restrepo, S.J.* Santafé de Bogotá : Instituto Caro y Cuervo, Convenio multilateral sobre la Asociación de Academias de la Lengua Española (1960), Bogotá, recuperado de: http://www.rae.es/sites/default/files/Convenio_Bogota_1960.pdf
- Del Valle, José ; Gabriel-Stheeman, Luis, 2004, “Nacionalismo, hispanismo y cultura monoglósica”, en José del Valle; Luis Gabriel-Stheeman (eds.), *La batalla del idioma. La intelectualidad hispánica ante la lengua*, Madrid: Iberoamericana/Vervuert, pp. 15-33.
- Del Valle, José, 2007, “Glotopolítica, ideología y discurso: categorías para el estudio del estatus simbólico del español”, en *La lengua, ¿patria común?* Frankfurt y Madrid: Vervuert-Iberoamericana.
- Figueroa Salamanca, Helwar ; Tuta Alarcón, Carlos, 2005, “El estado corporativo colombiano: una propuesta de derechas”. 1930-1953. *Anuario Colombiano de Historia Social y de la Cultura* [en línea, fecha de consulta: 3 de octubre de 2018], disponible en <<http://www.redalyc.org/articulo.oa?id=127113735006>> ISSN 0120-2456.
- Figueroa Salamanca, Helwar, 2007, “El imperio espiritual español: lengua, raza y religión (1930-1942)”, en *Anuario Colombiano de Historia Social y de la Cultura*, Universidad Nacional de Colombia, 34, pp. 165-206.
- Gaitán-Bohórquez, Julio ; Malagón-Pinzón, Miguel, 2009, “Fascismo y autoritarismo en Colombia”, *Universitas* [en línea] 2009 (Enero-Junio): [Fecha de consulta: 19 de septiembre de 2018], disponible en <<http://www.redalyc.org/articulo.oa?id=82516351013>>
- Garrido, Felipe ; Valadés, Diego y Zerón-Medina, Fausto, 2010, *Orígenes de la Asociación de Academias de la Lengua Española*. 1. ed. México, D.F.: Academia Mexicana de la Lengua.
- Gil Sánchez, Federico, 1925, “El régimen corporativo”, disponible en: <https://revistas.upb.edu.co/index.php/upb/article/viewFile/3747/3339>.
- Gracia Pérez, Felipe, 2011, *Hijos de la madre patria. El Hispanoamericanismo en la construcción de la identidad nacional colombiana durante la Regeneración (1878-1900)*. Ministerio de Educación y Cultura de Zaragoza (Ed.). Zaragoza: Institución Fernando el Católico.
- Gröll, Ise, 2009, “Las lenguas amerindias y criollas en Colombia. Desarrollo político-lingüísticos en el marco de la Constitución política de 1991”, en Gröll, Ise, Montes Rodríguez, María Emilia; Pappenheim Murcia, Ruth; Licht Aguirre, Daniel, *Las lenguas autóctonas en Colombia: consideraciones alrededor de su legitimación en la Constitución de 1991*, Universidad de los Andes, Facultad de Ciencias Sociales-CESO, Departamento de Antropología.
- Henderson, James, 2006, *La modernización en Colombia: los años de Laureano Gómez, 1889-1965*, Editorial Universidad de Antioquia, Medellín, Colombia.
- Henderson, James, 1986, “El proyecto de reforma constitucional conservadora de 1953 en Colombia”, en *Anuario Colombiano de Historia Social y de la Cultura*, núms. 13-14, Bogotá, Universidad Nacional, Departamento de Historia, pp. 179-261.
- Hernández García, José Ángel, 2006, *La Guerra Civil Española y Colombia: influencia del principal conflicto de entreguerras en Colombia*. Bogotá: Universidad de la Sabana.
- Hobsbawm, Eric, 2001, *Historia del Siglo XX*, Barcelona: Crítica.
- Lauría, Daniela, 2012, *Continuidades y discontinuidades de la producción lexicográfica del español de la Argentina. Un análisis glotopolítico de los diccionarios publicados en el marco del Centenario y en el del Bicentenario de la Revolución de Mayo*, Tesis de Doctorado inédita (área Lingüística), Buenos Aires: Facultad de Filosofía y Letras, Universidad de Buenos Aires, pp. 3-45.

- López Amaya, Jeiman, 2014, “Misiones protestantes en Colombia 1930-1946. Geografía y política de la expansión evangélico-pentecostal”, *Anuario Colombiano de Historia Social y de la Cultura*, 41(2), pp. 65-103, <https://doi.org/10.15446/achsc.v41n2.48782>.
- Padilla Chasing, Iván Vicente, 2008, “El debate de la hispanidad en Colombia en el siglo XIX”, Bogotá: Universidad Nacional de Colombia. Facultad de Ciencias Humanas. Colección General biblioteca abierta, 361.
- Páez Patiño, Rubén, 1966, “Félix Restrepo”, *Noticias Culturales*, 61. Gran Enciclopedia de Colombia del Círculo de Lectores, Biografías Biblioteca Virtual del Banco de la República, disponible en <http://www.banrepcultural.org/blaavirtual/biografias/restfeli.htm>
- Pineda Camacho, Roberto, 2000, *El derecho a la lengua. Una historia de la política lingüística en Colombia*, Estudios antropológicos 4, Bogotá: Universidad de los Andes.
- Puche Castillo, José Luis, 1958, “La colombiana, decana de las de América, convoca a las Academias de Lengua castellana para el aniversario de Cervantes”, *ABC Sevilla*. Recuperado de: <http://hemeroteca.abc.es/nav/Navigate.exe/hemeroteca/sevilla/abc.sevilla/1958/02/15/009.html>.
- Restrepo, Félix ; Bejarano Díaz, Horacio, 1979, *La ortografía en América y otros estudios gramaticales*, Bogotá: Instituto Caro y Cuervo.
- Restrepo, Félix ; Bejarano Díaz, Horacio, 1978, *El castellano naciente y otros estudios filológicos*, Bogotá: Instituto Caro y Cuervo.
- Restrepo, Félix, 1939, *Corporativismo*, 2ª ed., Bogotá: Librería Voluntad, S.A.
- Restrepo, Félix, 1939, “El corporativismo al alcance de todos”, en *Revista Javeriana*, t. XI, 52, Bogotá.
- Restrepo, Félix, 1938, “La Iglesia y el corporativismo”, en *Revista Javeriana*, t. X, 50, Bogotá.
- Restrepo, Félix, 1937, *España Mártir*, Bogotá, Ediciones de la Revista javeriana.
- Thesaurus, 1965, “Félix Restrepo”, recuperado de: <http://thesaurus.caroycuervo.gov.co/index.php/thesaurus/article/viewFile/422/402>.
- Turriago Rojas, Daniel, 2017, “La actitud de la iglesia católica colombiana durante las hegemonías liberal y conservadora de 1930 a 1953”, *Cuestiones Teológicas*, 44(101), pp. 67-94, <http://dx.doi.org/10.18566/cueteo.v44n101.a04>.
- Vossler, Karl, 1929, *El lenguaje como creación y evolución*, Madrid: Poblet.

LINGUISTAS NA BERLINDA: A POLÊMICA NORMATIVA NO BRASIL

Xoan Carlos Lagares

Universidade Federal Fluminense (UFF-Brasil)

Introdução. O que pode a Linguística?

Neste artigo abordamos a polêmica normativa no Brasil prestando especial atenção ao papel das/dos linguistas, enquanto agentes glotopolíticos que participam da constituição de determinadas representações sobre a língua e sobre o seu valor social. Do nosso ponto de vista, apesar das bases positivistas da Linguística, como área de estudos interessada na descrição científica dos fatos de linguagem (afastada, portanto, de toda vontade de intervenção sobre a realidade que pretende descrever), alguns dos seus pressupostos e vários dos resultados de suas pesquisas acabam tendo efeitos glotopolíticos sobre a língua como objeto social.

A Linguística descritiva moderna lida com a língua como um objeto autônomo que existe em função das regularidades identificadas nas relações entre os elementos que o constituem. Mas quando a/o linguista “descreve” as normas práticas que regulam de forma fluida os atos enunciativos concretos para definir um código, ela/ele faz explícita essa prática e, com isso, “torna públicas coisas que todo mundo percebia confusamente” (Bourdieu, 2004: 102). A descrição, que fixa com categorias bem definidas o que antes existia apenas em estado prático, acaba sendo um verdadeiro trabalho de ratificação, consagração, controle, formalização e “homologação” das práticas linguísticas (Lagares, 2018: 163). Como efeito da descrição surge, portanto, um objeto bem definido ali onde antes tudo era percebido, como dizia Bourdieu, “confusamente”. Dentre os vários efeitos glotopolíticos que isso provoca, um deles, que é extremamente relevante, embora não seja o único, seria a tomada de posição política e a militância de pesquisadores no âmbito dos estudos da linguagem a favor da flexibilidade normativa e contra o preconceito linguístico.

Mas, antes disso, o próprio fato de se enunciar o caráter discreto e regular dos elementos linguísticos que identificam as falas populares tem, por si só, um efeito glotopolítico particular. Frente a uma visão interessada da distinção entre variedades como uma oposição entre a ordem, representada pela norma-padrão, e o caos, que caracterizaria as práticas reais dos falantes não letrados, a descrição empírica da língua identifica regularidades em todas as práticas linguísticas, independentemente do seu prestígio social. A/o linguista analisa o código implícito em qualquer prática de linguagem e constata, invariavelmente, a sua “plenitude formal”, como dizem Faraco e Zilles (2017: 45-46), isto é, observando a recorrência das práticas, ela/ele consegue reduzi-las a um princípio, a uma regra. O trabalho

de descrição expõe essa regra “implícita”, que ao ser enunciada como tal dá lugar a “uma normatividade explícita, a da gramática ou do direito” (Bourdieu, 2004: 100).

Por um lado, a explicitação do que é *regular* funciona em termos sociais como uma simples delimitação do que seria *regrado*, e acaba sendo interpretado como defesa implícita de um novo *regramento*¹. Por outro lado, negar a “deficiência” das falas identificadas socialmente como populares, e o seu caráter supostamente caótico, e apresentá-las numa ordem gramatical constitui um ataque, mesmo que indireto, aos argumentos utilizados para a discriminação das pessoas que as usam. Pois caracterizar como “deficiente” a fala das classes populares não letradas tem sido uma forma de promover certa “patologização da pobreza”, como diz Soares (2017: 29-32), e vem funcionando historicamente como uma autorização para a discriminação e mesmo para a tutela política das pessoas que não dominam a norma-padrão da língua.

Diante da inconveniência dos resultados da pesquisa linguística, costuma ser operada uma inversão ideológica que joga contra as e os linguistas pesadas acusações de discriminação, como se reconhecer a gramática implícita das falas populares fosse uma forma de manter as pessoas não letradas afastadas dos usos de prestígio. A dificuldade para dar resposta, a partir da própria área de conhecimento, a essa segunda injunção sobre o trabalho científico da Linguística e à acusação de que ele promove, paradoxalmente, exclusão social, tem sido ainda maior.

Nas páginas que seguem, começaremos fazendo um breve histórico da conformação sociolinguística brasileira, analisando a clivagem social do Brasil colonial e pós-colonial e a constituição de uma tradição normativa lusitana. A seguir, exploraremos as peculiaridades do processo padronizador brasileiro, contrapondo a indefinição que existe na codificação do padrão propriamente dito à estreita normatização dos instrumentos metalinguísticos a serviço de sua difusão. Precisamente, a questão da educação linguística, com as contribuições dadas pela sociolinguística e pela linguística aplicada no Brasil, está na base das intervenções políticas mais polêmicas (e heréticas, como diz Bagno, 2001: 175-293) sobre o padrão. Concluiremos com algumas considerações sobre os limites impostos pela visão da língua como objeto autônomo, e as tentativas de ultrapassar essa perspectiva positivista e tendencialmente apolítica da Linguística.

Conflito social e tradição normativa

A questão da língua no Brasil só pode ser entendida, como é óbvio, em seu contexto sócio-histórico e político. A conformação da sociedade brasileira, desde a época da colonização, está marcada por uma brutal desigualdade social e racial, que começa com a conquista do território e a sujeição da população indígena e continua com a escravização de grandes contingentes de africanos, que foram trazidos ao Brasil pela força desde regiões da África correspondentes aos territórios hoje ocupados por Senegal, Gâmbia, Guiné Bissau, Guiné, Gana, Togo, Benin, Nigéria, Gabão, Congo, Angola e Moçambique (Lopes do Santos, 2017: 170-173). No Brasil Colônia e durante boa parte do Império, o português é língua minoritária, numa situação de “multilinguismo generalizado” (Mattos e Silva, 2004: 14), mas ele vai se convertendo com o passar do tempo em língua majoritária e hegemônica, chegando a essa

¹ Rajagopalan (2011: 122-125) cita, nesse sentido, a distinção proposta por John Searle entre “regras constitutivas”, aquelas que propriamente constituem uma determinada realidade, e “regras reguladoras”, que são impostas de forma arbitrária por uma autoridade exterior. E adverte sobre a dificuldade que apresenta, em muitas ocasiões, diferenciar umas das outras. No caso do futebol, por exemplo, jogar com os pés é uma regra constitutiva do jogo (se jogado com as mãos, deixa de ser futebol e passa a ser handebol), mas uma partida em que não se aplicasse a regra do impedimento (ou em que participassem times de vinte jogadores e não de onze) deixaria de ser futebol?

condição já no início do século XX (Faraco, 2016: 136). Os principais difusores do que Rosa Virgínia Mattos e Silva chama de “português vernáculo brasileiro” são africanos e afrodescendentes, uma população que no século XVI representaria 42% da população, e essa percentagem aumenta do século XVII ao XIX até o patamar de 60% (Mattos e Silva 2004: 101).

Lucchesi (2009: 41-73) interpreta historicamente as consequências linguísticas das condições em que o português passou a ser língua da maioria da população brasileira. Para ele, a aquisição precária do português pelos africanos escravizados e a “nativização desse modelo defectivo de português como língua segunda nas gerações seguintes de seus descendentes endógamos e mestiços” (Lucchesi, 2009: 71) deu lugar a um processo de “transmissão linguística irregular”, que teve uma influência decisiva na formação das variedades linguísticas populares. Teriam sido, precisamente, os fatores sociais que inibiram a crioulação, como consequência da intensa miscigenação da população brasileira, que favoreceram tanto a assimilação da língua portuguesa por parte dos grupos dominados, como a introdução de características das variedades populares na fala das camadas médias e altas.

Para descrever a atual realidade sociolinguística brasileira, a partir de estudos empíricos de variação linguística realizados nas últimas décadas, Bortoni-Ricardo (2005: 39-52) propõe considerar a existência de três *continua*:

- a) Um *continuum* rural-urbano, com dois tipos de regras variáveis: as que definem uma estratificação descontínua, característica das variedades regionais e sociais mais isoladas, e as regras graduais, próprias de uma estratificação contínua, presentes nas falas de praticamente todos os brasileiros.
- b) Um *continuum* de letramento, que teria nos seus polos as práticas sociais da oralidade e do letramento. Esse parâmetro correria em paralelo à padronização da língua, de maneira que as práticas próprias da oralidade estariam mais distantes de qualquer modelo padrão.
- c) Um *continuum* de monitoração estilística, que teria em consideração o grau de atenção e de planejamento que o falante confere a sua produção.

Mesmo levando em conta o caráter gradual da variação linguística, Lucchesi (2015) ainda considera adequado descrever a situação em termos de polarização sociolinguística, reformulando a noção de norma, de modo a incluir na análise o sistema subjetivo de avaliação das variantes linguísticas, que permite diferenciar grupos sociais dentro de uma comunidade de fala. A noção de “norma sociolinguística” que ele propõe se assentaria em três parâmetros: a frequência relativa de uso das variantes linguísticas entre os membros de cada grupo social; a avaliação subjetiva das variantes comum aos membros de cada grupo; e, por último, as tendências de mudança em curso em cada um deles. É com esses três critérios que o autor pretende entender “o circuito da relação dialética entre uso, avaliação e mudança linguística” (Lucchesi 2015: 36) e capturar a dimensão objetiva e subjetiva da polarização linguística do Brasil.

É precisamente nesse contexto social de polarização que surge o debate sobre a norma no Brasil. No período que vai de meados do século XVI até o início do século XIX, o Brasil é fundamentalmente um país rural, com uma elite colonial que, mesmo longe da metrópole, está interessada em preservar os valores europeus, representados preferencialmente pela cultura e a língua portuguesas. O modelo de correção neste período vem diretamente de Portugal, e até mesmo depois da declaração de independência do Brasil, em 1822, de lá procedem os professores de língua nos colégios em que se educam as elites (Lucchesi, 2002: 76-77). A clivagem entre essa parte da sociedade, minoritária, e a maioria da população descendente de africanos escravizados e de indígenas está consolidada já nesse momento histórico.

A formação da nação brasileira, após a independência, reproduz essa clivagem entre duas realidades enfrentadas, e se consolida sobre a base da exclusão das grandes maiorias sociais. O projeto paradoxal das elites pós-coloniais tenta dar conta de criar a nacionalidade brasileira

rompendo com o passado colonial, mas procurando ao mesmo tempo preservar uma idealizada unidade cultural com esse passado, como via para se aproximar da civilização europeia (Pagotto, 1998: 55). Elas devem promover, simultaneamente, um distanciamento com a cultura portuguesa, na elaboração de uma identidade nacional própria, e a manutenção das diferenças linguísticas e culturais que as distinguem da maioria da população, formada por afrodescendentes.

As polêmicas sobre o padrão no século XIX se concentram sobretudo no âmbito literário, em torno da conveniência de empregar na escrita características linguísticas identificadas como especificamente brasileiras. O padrão português continua estando mais próximo das variedades usadas pela população culta de Portugal, onde ao longo dos séculos XVIII e XIX aconteceram também expressivas mudanças linguísticas.

A literatura indigenista de José de Alencar, por exemplo, que apresenta uma visão idealizada da colonização e dos povos originários que constituiriam o solo histórico da nação, responde a esse projeto ideológico das elites nacionais. Essas mesmas elites, no entanto, contestam inicialmente a sua expressão linguística por não obedecer aos “intangíveis cânones portugueses” (Cunha, 1968: 14). Como explica Faraco (2008: 80), “a elite letrada conservadora se empenhou em fixar como nosso padrão certo modelo lusitano de escrita, praticado por alguns escritores portugueses do romantismo”. Não se trataria, portanto, da imposição “da língua de Portugal”, que constitui, em si mesma, um “emaranhado de variedades”, como diz o mesmo autor, mas de um modelo extremamente idealizado, destinado a combater a diversidade linguística popular, que uma perspectiva nitidamente racista interpreta como degeneração:

Por trás da atitude excessivamente conservadora dessa elite letrada, além de uma herança da pesada tradição normativa dos países de línguas latinas, estava seu desejo de viver num país branco e europeu, o que a fazia lamentar o caráter multirracial e mestiço do nosso país (aspirando, de modo explícito até a década de 1930, a um “embranquecimento da raça”); e, no caso da língua, a fazia reagir sistematicamente a tudo aquilo que nos diferenciava do modelo linguístico lusitano por ela escolhido para padronizar a fala e a escrita no Brasil (Faraco, 2008: 81).

No início do século XX, a modernização do país, com processos sociais mais amplos e complexos como resultado da industrialização e do crescimento das cidades, que deram origem a uma sociedade de massas, colocou a questão linguística em um outro patamar. Se deu início a um processo de “nivelamento linguístico” (Lucchesi, 2015), com a formação de contínuos de variantes, no eixo diastrático e diafásico, que aproximaram as realizações consideradas cultas das populares, mas não houve mudanças significativas na tradição padronizadora.

Do ponto de vista da variação diatópica, é preciso levar em conta as intensas migrações internas acontecidas no país durante o século XX, que colocaram em contato variedades de português faladas nos mais diversos cantos do Brasil, como dizem Ilari e Basso (2006): a exploração agrícola da Amazônia e da região do cerrado por colonos do Sudeste e do Sul, a grande migração de nordestinos para São Paulo ou Brasília para trabalhar na construção civil ou, antes disso, a migração causada pelo ciclo da borracha:

Tudo isso dá à variação diatópica do português brasileiro um dinamismo que falta em outros países e é comum encontrar em regiões que receberam fortes contingentes de migração interna variedades linguísticas de procedências diferentes, entre as quais acabam se criando diferenças de status e prestígio (Ilari, Basso, 2006: 161).

Os mesmos autores destacam, por outro lado, que os traços considerados mais declaradamente regionais são, como é óbvio, próprios das falas das classes populares e de carácter mais informal, como o demonstra a “tendência da escola para reprimir o uso do

chamado “erre caipira” [vibrante retroflexa] na região central do estado de São Paulo, onde essa pronúncia ainda é corrente na comunicação informal” (Ilari, Basso, 2006: 163). Representações sociais formadas ao longo da história dessas comunidades, ao identificarem de forma estereotipada determinados traços linguísticos com grupos sociais específicos, acabam tendo efeitos sobre as práticas linguísticas e modificando, por meio da coerção social, os comportamentos.

Ao mesmo tempo, o desenvolvimento industrial e o crescimento econômico da região Sudeste do Brasil, onde se encontram as duas cidades que concentram mais população, Rio de Janeiro e São Paulo, e onde se situam também os principais meios de comunicação de massas, fez com que as características linguísticas próprias desse território virassem modelo para todo o país. A língua usada pelas grandes redes de televisão representa em boa medida os usos da região Sudeste, o que deu lugar à expansão de fenômenos como a pronúncia africada do /t/ diante de vogal palatal, como em /tʃia/, hoje prestigiosa no Brasil e associada a uma pronúncia “não regional”.

Porém, apesar dessas representações sociais sobre os usos linguísticos, que conferem prestígio a determinados traços estereotipados de pronúncia ou a alguns usos lexicais ou gramaticais específicos, a dubiedade dos instrumentos normativos para legitimar de fato o português usado oralmente no Brasil faz com que o modelo gramatical empregado na escrita monitorada continue preso, em questões básicas da gramática da língua, à tradição lusitana mais conservadora.

Bem no início do século XX, uma polêmica linguístico-jurídica condensa muitas das representações conservadoras e lusitanizantes que ainda existem sobre a língua no Brasil. Em 1899 começa o processo de redação do Código Civil Brasileiro, encomendado ao jurista Clóvis Beviláqua pelo então ministro da Justiça. Até 1902 o projeto transita por diferentes comissões da Câmara e do Senado e, finalmente, Ernesto Carneiro Ribeiro recebe o encargo de fazer uma revisão do texto final. É então que Rui Barbosa, jurista, escritor e filólogo, redige um Parecer de 450 páginas com pesadas e minuciosas críticas linguísticas ao Código, que recebe um comentário do primeiro revisor e ao qual ele responde com um outra Réplica. A polêmica termina com a Tréplica de Carneiro Ribeiro.

Além do uso interessado dos desacordos sobre minúcias linguísticas para encenar uma briga entre políticos de partidos diferentes, a disputa em torno da língua usada no Código Civil se situa num momento histórico em que gramáticas e dicionários começam a dar alguma atenção aos usos brasileiros da língua portuguesa, como observa Mariani (2011: 246-247), que fez uma detalhada análise da polêmica. No entanto, a mesma autora indica que nessa polêmica não há qualquer menção ao português brasileiro por parte dos contendentes, pois a disputa se centra na interpretação e na defesa de uma norma que corresponda ao português escrito pelos “bons autores” portugueses:

Assim sendo, a discussão envolve, sobretudo, uma diferenciação entre oralidade e escrita. O bom e modelar português, o português padrão (escrito) será aquele que não inclui marcas de oralidade. Ao mesmo tempo, são essas marcas de oralidade que distanciam Brasil de Portugal e, quando essa distância comparece no debate, o português brasileiro é pejorativamente mencionado (Mariani, 2011: 249).

Embora Carneiro Ribeiro compartilhe essa mesma posição sobre a língua, que está no centro das ácidas críticas de Rui Barbosa, ele assume seu lugar de autoridade, enquanto gramático, para decidir o que pode ser normativo na língua portuguesa falada e escrita no Brasil. Como indica Faraco (2011: 274-275), as diatribes de Rui Barbosa contra o texto do Código Civil reforçaram o imaginário de que no Brasil não se fala nem se escreve bem e deram sustento a muitos dos excessos puristas que se cometem até hoje. A sua influência é tal que no Brasil o Dia da Língua Portuguesa comemora “não a data de nascimento de um dos

nossos grandes poetas ou romancistas, como em Portugal (em que se comemora o Dia da Língua Portuguesa na data de nascimento de Camões), mas a do Dr. Rui Barbosa” (Faraco, 2011: 274).

A partir da década de 1920, o debate se dá de forma mais intensa no âmbito literário e das artes, com o movimento modernista, que enseja um novo projeto de nação, embora o adjetivo “brasileiro” tivesse começado a aparecer já nessa altura nos títulos de alguns instrumentos linguísticos. A reflexão sobre a língua literária brasileira é central para os modernistas, que buscam uma expressão nacional mais “espontânea” em suas obras. Numa carta dirigida a Manuel Bandeira, em 1929, por exemplo, Mário de Andrade fazia a seguinte declaração:

Meus pronomes e brasileirismos, que estão muito diminuídos estes em número e por isso mais repetidos, saem hoje como água que brota sem nenhuma preocupação mais. A não ser a preocupação de escrever desacintosamente. Simplesmente porque já não há mais razão pra forçar a nota. Agora corrigir um pronome colocado errado por inconsciência, pra um colocado certo por consciência só pra ficar mais de estilo português isso não faço não, nem que caia a casa. E não faço porque daí é que ficava errado e forçado, daí é que eu não seguia mais a orientação que queria e continuo querendo seguir e sigo mesmo (Mário de Andrade, apud Pinto, 1981: 146).

Nesse fragmento de uma carta pessoal, identificamos já uma vontade de escrita brasileira que, sem querer incomodar propositadamente os puristas, sendo “desacintosa”, como diz o próprio autor, mantém traços tais como a dupla negação e o objeto nulo (“isso não faço não”, “E não faço porque [...]”), a preposição “pra” ou o conector “daí”, perfeitamente normais na expressão oral dos falantes considerados cultos.

Edith Pimentel Pinto (1981: XIII), na introdução a sua antologia de textos críticos e teóricos sobre o português do Brasil, define o período que vai de 1920 a 1945 como o mais “denso e tenso de toda a história da língua portuguesa no Brasil”. Os debates sobre língua começam pela questão da denominação do idioma falado no país. A frequência com que aparecem em diversos textos publicados na época expressões como “língua nacional”, “linguajar nacional” ou “nosso linguajar” é uma prova de que eludir tomar posição sobre o assunto parecia interessar, naquele momento, tanto a defensores da autonomia da língua usada no Brasil como a quem acreditava na unidade transnacional da língua portuguesa. Encontramos um exemplo desse uso na própria denominação do Primeiro Congresso da Língua Nacional Cantada, celebrado em São Paulo em 1937, e que pretendia definir a pronúncia padrão para as artes, “dentro de um critério culto que fosse ao mesmo tempo nacional e estético” (Pinto, 1981: 373).

Além dos incipientes e ainda limitados trabalhos em dialetologia, entre os quais se destaca *O Dialeto Caipira*, publicado em 1920 por Amadeu Amaral, ou *A língua do Nordeste*, de Mário Marroquim, publicado em 1931, as intervenções na polêmica sobre o português brasileiro ainda não contam com uma base sólida de descrição gramatical da língua falada no país. Um dos mais acérrimos defensores da autonomia da língua brasileira, Herbert Parentes Fortes, traçava num artigo publicado no *Jornal do Comércio* do Rio de Janeiro, em 1933, um programa de pesquisas para dar musculatura a esse projeto, aludindo às noções fundamentais da gramática e aos princípios e métodos da linguística e da sociologia:

A gramática, finalmente, será possível, no dia em que se puder reduzir a qualidades gerais e caracteres específicos, o brasileirismo, isto é, os aferidores práticos ou manejáveis da brasilidade linguística. Assim como dizemos que é impossível uma palavra portuguesa terminar em “p” ou “x” ou “j”, etc. (sirvo-me de um exemplo extremamente claro), assim também diremos, em muitas coisas, - pois em tudo jamais será possível fazê-lo, - que tal ou qual som, desinência, construção é ou não é brasileira. Agora, precisamos de saber a extensão do uso para darmos tais decisões (Fortes, 1957: 39).

A introdução da linguística estruturalista no Brasil se deve a Mattoso Camara Jr., que ofereceu o primeiro curso dessa disciplina na Faculdade de Filosofia e Letras do Distrito Federal, em 1938, mas essas lições e as publicações com seus resultados não alcançaram uma grande repercussão na época (Pinto, 1981: XL). A produção de instrumentos linguísticos continua presa à tradição normativa lusitana, e a maior intervenção gramatical nesse momento tem a ver com a renovação do modelo de ensino, em direção a uma visão mais integrada da gramática, sobretudo nos anos 1940 com a Reforma Capanema da Educação brasileira:

Dentre as consequências da nova política educacional, de convergência de esforços públicos e privados, que no campo da língua consistia na sustentação da ortodoxia, porém mediante a renovação das metas, dos métodos e dos processos, ressalta o esvaziamento definitivo, ao fim do período 20-45, da velha questão da língua brasileira (Pinto, 1981: XXXIX) [grifos nossos].

Padronização difusa e normatização metalinguística

Como vemos, a continuidade de uma tradição gramatical normativa de base lusitana, com tímidas e contraditórias incorporações de descrição de traços especificamente brasileiros e uma acentuada tendência ao purismo linguístico, é uma característica que, de uma maneira ou de outra, se mantém até hoje. As polêmicas em torno da nomeação da língua falada no Brasil, assim como as intervenções para a definição de uma expressão linguística nacional ou para um melhor conhecimento da realidade dialetal definem elementos que configuram a *dinâmica normativa* brasileira, isto é, o jogo de forças entre agentes sociais e instituições na disputa pelo padrão enquanto construto político (Lagares, 2018: 194). Mas o que define de uma forma mais precisa essa dinâmica normativa é a intervenção direta dos gramáticos como agentes padronizadores, sem o respaldo explícito de nenhuma autoridade institucional.

A Academia Brasileira de Letras (ABL), fundada em 1897, seguindo o modelo francês, se constitui como uma instituição de direito privado que agrupa escritores com o fim de “conservar a unidade literária”, em palavras de seu primeiro presidente, Machado de Assis. Para isso, a uniformidade da língua portuguesa escrita é considerada fundamental. Mas, como lembra Faraco (2008: 103), sua única tarefa em matéria de codificação linguística, que lhe fora delegada por lei recentemente, era a de produzir o Vocabulário Ortográfico. As dificuldades da própria instituição para cumprir essa missão, junto com uma política de convergência normativa nesse âmbito, iniciada pelo Instituto Internacional da Língua Portuguesa (IILP/CPLP) na esteira do Acordo Ortográfico de 1990, fez com que afinal fosse elaborado, mediante parcerias internacionais, um Vocabulário Ortográfico Comum (VOC), que inclui tanto o vocabulário comum a todas as variedades nacionais da língua portuguesa, como os vocabulários próprios de cada variedade (Faraco, 2016: 194-197; Oliveira, 2013: 70-73).

Para contribuir a cumprir a função de “cultivo da língua”, a ABL também tem uma comissão de lexicografia, embora a produção de instrumentos normativos não esteja entre as suas atribuições. Diferentemente do que acontece, por exemplo, no âmbito hispânico, a ABL não é uma autoridade normativa no Brasil, do mesmo modo que a Academia das Ciências de Lisboa, que tem uma seção de linguística, também não o é em Portugal. É possível afirmar que a autoridade em matéria de língua está distribuída nos diversos instrumentos linguísticos produzidos por gramáticos e dicionaristas e que não existe uma autoridade máxima “a que se possa apelar em busca da palavra definitiva” (Faraco, 2008: 102). A única exceção a essa distribuição “autoral” da autoridade normativa é o Instituto Antônio Houaiss, fundado em 1997, em homenagem ao intelectual e lexicógrafo que lhe dá nome, com o objetivo de elaborar o *Grande Dicionário Houaiss da Língua Portuguesa*, e que tem a missão de produzir

livros de referência. Entre essas produções está a *Gramática Houaiss*, publicada em 2008, mas que continua sendo uma obra de autoria individual, pois foi encomendada ao gramático José Carlos de Azeredo, professor de língua portuguesa na Universidade do Estado do Rio de Janeiro².

A produção gramatical “de autor”, até mesmo quando é resultado de uma encomenda institucional, marca os caminhos da norma-padrão do português, numa constante reinterpretação da tradição em que, de maneira geral, costuma haver pouco espaço para a inclusão de traços linguísticos característicos dos usos cultos correntes entre a população brasileira. Coisas tão básicas como a colocação do pronome átono, que distingue nitidamente as falas brasileiras das portuguesas, não encontram acomodação nas gramáticas do século XX. Embora a próclise seja normal e categórica nos usos brasileiros, esses instrumentos gramaticais, continuadores de uma tradição normativa lusitana, impõem a ênclise como padrão de colocação pronominal. E essa questão é objeto de reflexão e polêmica desde as primeiras discussões sobre a “língua brasileira” no século XIX.

Como diz Lucchesi (2015: 186-187), a lusitanização da norma-padrão do Brasil produz certa esquizofrenia nas gramáticas normativas brasileiras. Elas costumam registrar a regra da ênclise, acrescentando uma longa lista de exceções a essa regra que o estudante brasileiro deve decorar (e que correspondem à competência espontânea de qualquer falante em Portugal), para logo incluir alguma informação (muitas vezes em nota de rodapé) sobre os usos brasileiros. Sobre essa prática na gramática de Celso Cunha (1981), um dos autores a quem se reconhece no Brasil uma histórica autoridade sobre língua³, Dante Lucchesi observa o seguinte:

Assim, a normatização linguística no Brasil padece atualmente dessa sorte de esquizofrenia, com graves consequências para o ensino de língua materna. O que faz o professor de português diante da dubiedade do discurso de um dos nossos mais importantes gramáticos? Segue as regras lusitanas que estão no corpo do texto ou admite os usos brasileiros que são reconhecidos como legítimos, em letra miúda, numa nota final? (Lucchesi, 2015: 187).

Um dos últimos gramáticos com reconhecida autoridade social para intervir na conservação dessa tradição padronizadora é Evanildo Bechara, autor da *Moderna gramática portuguesa*. A autoridade de Bechara, que emana do fato de ser o único gramático que pertence à ABL e de vir ocupando um espaço relevante na grande mídia brasileira como interlocutor privilegiado para questões linguísticas, reproduz essa mesma esquizofrenia de que fala Lucchesi, ao afirmar que “a Gramática, alicerçada na tradição literária, ainda não se dispôs a fazer concessões a algumas tendências do falar dos brasileiros cultos” (Bechara, 2001: 587).

Marcos Bagno (2001, 2003) critica a definição que esse autor propõe de gramática normativa: aquela que faz recomendações para falar e escrever “segundo o uso e a autoridade dos escritores corretos e dos gramáticos e dicionaristas esclarecidos”. Nesse tipo de definição não são explicitados os critérios que delimitam quem seriam o “escritores corretos” e nem os “gramáticos e dicionaristas esclarecidos”, tudo indicando que se trata de uma questão em que apenas intervém o gosto ou a opinião particular do gramático-intérprete da tradição.

Numa reflexão sobre a sua própria obra, Evanildo Bechara alude a Fernão de Oliveira, o primeiro gramático da língua portuguesa, para afirmar que a língua padrão “há de ser a mais

² Analisamos em Lagares (2016) o peso normativo dessa gramática autoral, que não se assume como prescritiva, embora o seja de fato, dado que declara seu objetivo de “descrever” “a variedade padrão escrita do português”.

³ Sobre a autoridade de Celso Cunha, Lucchesi (2015: 201, n.19) lembra que foi a ele que lhe foi atribuída a missão de fazer a revisão gramatical do texto da Constituição de 1988. E já vimos como a atenção aos usos linguísticos em textos jurídicos fundamentais do Estado é marcante na história normativa brasileira.

acostumada entre os melhores dela; e os melhores da língua são os que mais leram e viram e viveram contribuindo mais entre primores, sisudos e assentados, e não amigos de muita mudança” (Oliveira, 1536; apud Bechara, 2014: 26). Esse credo conservador continua não definindo, diante da diversidade que apresenta a tradição padronizadora, os critérios para decidir quem são os escritores (e falantes) “exemplares”. Numa sorte de círculo vicioso, os melhores falantes são aqueles que utilizam a variedade exemplar, que é exemplar porque utilizada pelos melhores falantes.

Bechara conclui seu texto citando Eugenio Coseriu, para acusar o “liberalismo linguístico” de ser reacionário e de aceitar “tacitamente a exclusão dos falantes de modalidades não exemplares da cultura maior da nação” (Coseriu, apud Bechara, 2014: 30). O discurso democrático contra o preconceito linguístico e a favor da diversidade, empregado por sociolinguistas, é interpretado nesse caso como uma negação da “dimensão deôntica da linguagem”.

Para o conservadorismo linguístico, a sua própria interpretação da tradição normativa é um tesouro (nacional) a ser defendido, e a sua atualização é interpretada como “ausência de normas” e, portanto, como mera barbárie. Esse tipo de defesa de uma norma-padrão conservadora e lusitanizante omite ou não reconhece que a posição glotopolítica oposta defende, na realidade, um novo padrão e não a sua completa ausência. Como veremos, essa omissão se fortalece com a dubiedade do discurso sobre língua de boa parte das e dos linguistas, que pretendem se manter, em aras da cientificidade de seus empreendimentos de pesquisa, afastados de qualquer identificação prescritiva.

Embora o discurso conservador declare estar defendendo um objeto bem definido, a própria forma como se constituiu essa tradição faz da norma-padrão um “peixe ensaboad”, como dizem Faraco e Tezza (1992: 31), um objeto inapreensível e muito difícil de definir com nitidez⁴. Faraco (2011: 267-270) compara o tratamento dado por diferentes instrumentos gramaticais a diversos aspectos do uso linguístico e demonstra a sua variabilidade. A regência indireta do verbo “implicar”, por exemplo,

seguido da preposição em é descrita como culta por Rocha Lima e Celso Luft; não consta como tal dos dicionários Houaiss e Aurélio (que só registram a regência direta – única também registrada por Bechara em sua gramática), mas consta do Dicionário de usos do português do Brasil, organizado pelo professor e grande lexicólogo Francisco Borba, dicionário que tem como base o banco de 70 milhões de ocorrências de língua escrita no Brasil dos últimos 50 anos, coletados no grande projeto do Centro de Estudos Lexicológicos da UNESP de Araraquara (Faraco, 2011: 267).

Diante dessa diversidade no estabelecimento do modelo de correção, o autor defende a flexibilidade normativa, como saída mais sensata para resolver o impasse: “se há divergência entre os bons instrumentos normativos sobre um mesmo fato, não há dúvida: as duas possibilidades pertencem à norma culta” (Faraco, 2011: 267). O padrão variável não seria um problema em si, desde que funcionasse numa cultura linguística mais respeitosa com a diversidade dos usos.

Enquanto os instrumentos normativos, autorais, apresentam um modelo de correção variável, em que os usos cultos brasileiros são recolhidos de forma irregular, a ideia de uma Gramática Normativa única, modelo incontestado de correção, continua fazendo parte do imaginário social. E, como reconhece o próprio Faraco (2008), essa posição normativa acaba incentivando o estabelecimento e a difusão do que ele chama de “norma curta”: um modelo

⁴ “De tal modo, que um gramático conservador, munido de compêndios, que passasse um mês diante dos noticiários de televisão ou lendo jornais e revistas acabaria por declarar, desesperado, que ninguém mais sabe falar e escrever português no país!” (Faraco, Tezza, 1992: 31).

extremamente restrito de correção, que condena usos normais entre os falantes cultos, emitindo juízos categóricos que não correspondem à realidade dos fatos linguísticos.

Podemos entender o “purismo linguístico”, versão extrema do prescritivismo, como uma consequência da insegurança linguística. Essa insegurança surge das próprias contradições que se observam nos instrumentos gramaticais quanto à aceitação dos usos brasileiros, da enorme variabilidade que manifestam as interpretações autorais da tradição normativa e das condições sociais em que se aplica essa norma, com uma profunda clivagem socioeconômica que nunca foi revertida ao longo da história do Brasil. Nesse sentido, a diversidade de instrumentos padronizadores mais explícitos e a falta de uma instituição normativa com autoridade reconhecida socialmente, embora possa parecer paradoxal, favorecem a reação purista. Quanto mais inacessível for o modelo de correção, mais fácil será usá-lo como instrumento de exclusão, dado que “o discurso conservador atua fortemente na construção da hegemonia ideológica da dominação de classe no Brasil”, como diz Lucchesi (2015: 188). A indefinição quanto ao padrão a ser utilizado funciona como o álibi perfeito para a proliferação de “dicas”, em boa medida arbitrárias, “para não errar” no uso da língua, que tornam o saber gramatical uma verdade quase esotérica, e faz de seus intérpretes uma sorte de sacerdotes de posse de um conhecimento “revelado” ao alcance de poucos privilegiados. A indefinição normativa acaba sendo funcional para o conservadorismo e o purismo linguísticos.

O círculo vicioso do preconceito linguístico (Bagno, 2001a: 95-97), formado pelas gramáticas normativas conservadoras, pelos materiais didáticos que se apoiam nelas e pelos professores de língua que aplicam uma prática pedagógica convencional, se complementa com o que Bagno denomina “comandos paragramaticais”. Diversos agentes, como professores de língua portuguesa com apelo midiático e autores de guias para não errar no uso da língua ou de manuais de redação de grandes jornais constituem instâncias sociais de controle normativo, representantes atuais do purismo clássico e que

operam um enxugamento drástico da complexidade das regras de funcionamento da língua, reduzem à dicotomia certo-errado fenômenos que as gramáticas normativas (nas quais se inspiram) se detêm a examinar com maior rigor e refinamento, ignoram cabalmente o fenômeno da variação linguística e desprezam as condições de produção de um texto (Bagno, 2001a: 98).

Todo um mercado de “autoajuda linguística” contribui para a manutenção desse imaginário sobre a “língua inatingível”, aproveitando o problema da padronização para instaurar o que Bagno (2003: 193) chama de “norma oculta”, isto é “o disfarce linguístico de uma discriminação que é, de fato, social”.

Apresentar como representante da correção linguística um modelo indefinido e com altas doses de arbitrariedade causa uma grande insegurança linguística entre todos os falantes, independentemente da classe social e do nível de letramento, mas o seu efeito discriminador é mais potente entre os menos letrados, que acabam sendo culpados da sua própria condição social subalterna por não dominarem a “norma-padrão” do português. Esse jogo de cartas marcadas faz de uma norma-padrão restrita e arbitrária uma exigência (e um obstáculo) para o acesso a determinados cargos públicos ou mesmo a vagas no ensino superior. De fato, o concurso público para ter acesso a postos na administração é usado como o principal argumento para manter esse modelo de “norma curta” em cursos preparatórios para concursos ou vestibulares, assim como nos materiais paradidáticos mais vendidos.

A autoridade do Estado em matéria de normativa linguística, como vemos, não se manifesta institucionalmente em relação aos principais instrumentos padronizadores. No que diz respeito à *codificação da língua*, ela só se materializa no âmbito ortográfico. A ortografia é o único aspecto normativo que tem no Brasil, como nos outros países lusófonos, um caráter oficial. A gestão da ortografia é, no âmbito lusófono, uma questão estritamente nacional, o

que faz com que os acordos ortográficos tenham o status de tratados sobre cooperação econômica, científica, técnica e cultural, devendo ser ratificados pelos respectivos parlamentos (Cristóvão, 2010: 130). Dessa maneira, a implantação desses acordos depende também das contingências políticas de cada país.

Quando é declarada oficial a primeira ortografia simplificada em Portugal, em 1911, sendo já o Brasil uma nação independente, esse ato legislativo se circunscreve, logicamente, ao espaço demarcado pelas fronteiras do país. Em 1941, fora assinado um Acordo Cultural Luso-Brasileiro para fomentar internacionalmente a cultura compartilhada entre ambos os Estados. A Convenção Ortográfica de 1943 e o Acordo Ortográfico de 1945 são duas iniciativas que se situam numa perspectiva política de organização de um espaço linguístico-cultural transnacional (Faraco, 2016: 292), mas ambos encontram dificuldades de aplicação, em relação à elaboração de um vocabulário ortográfico comum e aos respectivos processos legislativos.

O Acordo Ortográfico da Língua Portuguesa de 1990 (AO90) é, de fato, um tratado internacional que foi assinado pelo Estado brasileiro e sancionado por decreto só em 29 de setembro de 2008, com um período de implantação que foi de primeiro de janeiro de 2009 até 31 de dezembro de 2012, sendo depois ampliado até o último dia de 2015 e, posteriormente, até o final de 2016.

Faraco (2014) faz uma pequena história desse evento e situa a origem das negociações ainda na década de 60, durante uma Conferência internacional celebrada em Coimbra. O Brasil ratificará o Acordo e os seus Protocolos Modificativos em 2004, sendo que ele será incorporado à ordem legal, por decreto assinado pelo então presidente Luís Inácio Lula da Silva, em 2008⁵.

No Brasil, o AO foi aplicado, de fato, a partir de 1 de janeiro de 2009 no Plano Nacional do Livro Didático (PNLD), e adotado pelas editoras e jornais do país. Como dizíamos anteriormente, a elaboração do Vocabulário Ortográfico Comum sob a direção do Instituto Internacional da Língua Portuguesa (IILP), uma instituição para a gestão compartilhada da língua entre os membros da Comunidade de Países de Língua Portuguesa (CPLP), constitui, para quem foi seu diretor entre 2010 e 2014, Gilvan Müller de Oliveira, um primeiro passo num processo de confluência normativa entre as diversas variedades nacionais (Oliveira, 2013: 70).

Na realidade, as dinâmicas nacionais continuam pesando na gestão da ortografia. Se no Brasil a questão ortográfica não é objeto de polêmica, tendo sido o AO90 implantado sem maiores percalços, em Portugal, que fez a sua ratificação também em 2008, o acordo encontra uma forte oposição organizada entre grupos de profissionais das letras, jornalistas, escritores, professores e pesquisadores de língua portuguesa. Além das reservas de base dos anti-acordistas portugueses, que percebem o AO90 como uma espécie de abasileiramento da língua e, portanto, como uma operação de imperialismo cultural empreendido pela antiga colônia, as diferentes velocidades e procedimentos na aplicação da norma acabaram consolidando diferenças significativas entre as variedades portuguesa e brasileira, por exemplo no tratamento ortográfico dado aos grupos cultos latinos, não resolvidas nem sequer pelo Vocabulário Ortográfico Comum. Nos países africanos de língua portuguesa também se acumularam reservas e demoras na ratificação do Acordo, causadas, segundo Faraco (2014) pela “necessidade de se definir critérios para adaptação ortográfica das palavras oriundas das suas várias línguas nacionais e que enriquecem continuamente o vocabulário do português”.

A intervenção estatal, no Brasil, também se produz no âmbito educativo, na fase do processo normatizador que corresponde à *difusão do padrão* (Haugen, 1983). Além dos

⁵ Se trata do Decreto 6.583, de 29 de setembro de 2008. Disponível em http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/_Ato2007-2010/2008/Decreto/D6583.htm. Acesso em 14 de janeiro de 2019.

documentos oficiais que orientam o ensino, que recomendam o estudo e a valorização da variação linguística, o ensino de gramática estaria condicionado por uma portaria de 1959, que define a Nomenclatura Gramatical Brasileira (NGB). Com ocasião do quinquagésimo aniversário dessa nomenclatura oficial ainda em vigor, Claudio Cezar Henriques organizou um livro contextualizando essa intervenção política, com um apêndice que recolhe o anteprojeto e o texto (e seu correspondente português), assim como com depoimentos escritos de linguistas brasileiros sobre a sua conveniência e a necessidade ou não de renovação. Nesse livro, Bethania Mariani lembra, como fazem outros pesquisadores interpelados, que as questões principais são o “redirecionamento de prioridades no ensino de língua portuguesa”, por um lado, e também a discussão sobre a “língua nacional”, por outro:

A nomenclatura gramatical, como o próprio nome diz, está voltada para uma descrição estanque da gramática de uma variedade da língua, a padrão. Nesse sentido, propostas de renovação da NGB ou de renomeação da NGB são inócuas, pois não alteram a visão de mundo sobre o que é uma língua nacional ali inscrita (Mariani, em Henriques, 2009: 75).

Surge assim um outro paradoxo. No Brasil não existe um padrão linguístico oficial, ou um instrumento normativo brasileiro com autoridade reconhecida pelo Estado, mas há uma padronização metalinguística, dos termos da gramática padrão, que mantém uma grande influência sobre o ensino do português, e muito especialmente sobre modelos de pedagogia linguística tradicionais que reduzem a reflexão em torno da linguagem à identificação e classificação de unidades gramaticais. Essa pedagogia linguística, que exige dos estudantes o reconhecimento de uma nomenclatura gramatical, está intimamente ligada a uma visão muito restrita do padrão, embora ele não esteja bem definido, como dizíamos anteriormente, e ainda vigora em provas de vestibular para ter acesso ao ensino superior e de concurso público.

A Linguística entra em cena

Se, como vimos, a tradição normativa mais lusitanizante se manifesta na diversidade autoral das gramáticas normativas, com um reconhecimento parcial e contraditório das características linguísticas brasileiras, e se difunde num modelo de pedagogia linguística muito tradicional, centrado no reconhecimento e na classificação das unidades gramaticais, é lógico que a renovação da questão normativa no Brasil tenha eclodido com a descrição sociolinguística e com uma linguística aplicada ao ensino que valoriza outro tipo de conhecimento na abordagem dos fenômenos de linguagem.

Em 2004 se reuniu uma comissão no Ministério da Educação, formada por prestigiosos linguistas de universidades públicas brasileiras, denominada COLIP (Comissão para Definição da Política de Ensino-Aprendizagem, Pesquisa e Promoção da Língua Portuguesa), e que se propunha, entre outras coisas, redesenhar o ensino de língua portuguesa. Para isso, a Comissão defendia a criação de material didático pelos professores, com base na língua efetivamente usada pelos estudantes e por meio da pesquisa contínua, de modo a promover a sua inserção no uso da modalidade escrita sem discriminar as práticas orais. Essa Comissão também levantava a questão da atualização das referências normativas, valorizando uma norma-padrão mais próxima dos usos reais da população letrada no Brasil (Henriques, 2009: 18-23).

Para a delimitação das variantes cultas brasileiras, foi fundamental o desenvolvimento do projeto NURC (Norma Urbana Culta), a materialização da proposta levantada na primeira metade do século XX pelo defensor da “língua brasileira”, Herbert Parentes Fortes, de mapear a realidade linguística do país para definir sobre bases mais sólidas um padrão propriamente brasileiro. O projeto NURC é uma iniciativa de pesquisa universitária que teve início no ano

de 1969, com o objetivo de documentar e fazer uma ampla descrição da norma objetiva (isto é, dos usos orais normais) da população considerada culta de cinco capitais brasileiras: Porto Alegre, São Paulo, Rio de Janeiro, Salvador e Recife. O levantamento de materiais para estudo se prolongou até 1990, e uma vez concluído o *corpus*, as análises foram se desenvolvendo até o ano de 2002, com a realização de seminários para discutir os resultados e a sua publicação em sete volumes.

Joana Plaza Pinto (2013) identifica em tal projeto de pesquisa o que ela chama de *falácia da prefiguração identitária*, que consiste em imaginar a sociedade brasileira como um conjunto relativamente homogêneo, que pode ser estratificado de acordo com o par classe-escolaridade. De fato, o nível de escolaridade dos informantes (universitário, o que corresponde a uma parcela muito pequena da população) foi fundamental no projeto NURC para delimitar o *corpus* da pesquisa, definindo por esse meio os “falantes cultos”. Aqui há também uma evidente circularidade entre a “norma culta” e as pessoas consideradas “cultas”, utentes “normais” de tal variedade linguística. O conceito “norma culta” é construído pelo próprio projeto elaborado para descrevê-la.

De qualquer modo, os resultados dessas pesquisas, sobretudo no que diz respeito à descrição sintática do português brasileiro falado, junto com outras pesquisas sociolinguísticas variacionistas que oferecem fotografias da diversidade de usos, não apenas orais como também escritos, associados a variáveis como idade, formação acadêmica ou renda, oferecem uma visão bastante apurada da realidade linguística e constroem uma determinada representação do português brasileiro. Com base nos dados do projeto NURC se desenvolve a *Gramática do português falado*, e a partir de 2006 a *Gramática do português culto falado no Brasil*, obras coletivas coordenadas por Ataliba T. de Castilho.

De posse desses conhecimentos, a reflexão sobre o ensino de língua portuguesa começa a se centrar no desafio de desenvolver práticas de letramento entre uma população que chega à escola com usos linguísticos muito afastados das variantes de prestígio, e mais afastados ainda daquele velho modelo de norma-padrão baseado na escrita literária portuguesa do século XIX.

Linguistas que desenvolveram pesquisas relevantes sobre variação, como Stella Maris Bortoni-Ricardo, se voltam então para a questão da educação linguística, tentando tirar proveito dos resultados de suas investigações sociolinguísticas. Num livro intitulado, precisamente, *Nós chegemu na escola, e agora?*, Bortoni-Ricardo reúne artigos sobre sociolinguística e educação. Segundo ela, diante da diversidade das variedades orais de língua portuguesa que chegam à escola na boca dos alunos das camadas populares, os estudiosos costumam adotar duas posições contrárias: a da *ideologia do vácuo*, que ignora, e portanto nega, a cultura dessas crianças, e a da reação contra a norma-padrão, identificada agora como a causa de todos os males. A autora defende que a escola não pode ignorar as diferenças sociolinguísticas, mas que, ao mesmo tempo, tampouco deve renunciar ao seu papel de ensinar as variedades de prestígio: “Os alunos que chegam à escola falando “nós chegemu”, “abrido” e “ele drome”, por exemplo, têm que ser respeitados e ver valorizadas as suas peculiaridades linguístico-culturais, mas têm o direito inalienável de aprender as variantes de prestígio dessas expressões” (Bortoni-Ricardo, 2005: 15).

Soares vai mais longe ao contestar a *teoria da adequação linguística*, que reserva à escola o dever de preservar o equilíbrio social e as hierarquias entre usos. Segundo ela, por meio da educação, seria preciso promover um *bidialetalismo para a transformação* que, mediante a aquisição das variedades de prestígio pelas camadas populares, retire esse instrumento de dominação do controle exclusivo das classes privilegiadas. O uso da linguagem legítima em igualdade de condições, o acesso a esse capital cultural através da escola, prepara os alunos “para sua luta por maior participação política e mais justa distribuição da riqueza e dos privilégios” (Soares, 2017: 115).

A renovação da pedagogia de ensino de língua a partir dos conhecimentos desenvolvidos pela linguística consiste, nesse modelo de escola inclusiva e democrática, no abandono do ensino de gramática reduzido à classificação de unidades, em favor da reflexão sobre os mais diversos fatos de linguagem. Pois, como diz Possenti,

falar contra a gramatiquice não significa propor que a escola só seja “prática”, não reflita sobre questões de língua. Seria contraditório propor esta atitude, principalmente porque se sabe que refletir sobre a língua é uma das atividades usuais dos falantes e não há razão para reprimi-la na escola. Trata-se apenas de reorganizar a discussão, de alterar prioridades (Possenti, 1996: 56).

Bagno, nesse mesmo sentido, propõe superar a “pedagogia do erro” e centrar o ensino de língua no desenvolvimento das práticas de letramento e, nas etapas mais avançadas, na pesquisa linguística, na reflexão sobre o funcionamento da língua “de um modo consciente, sistemático e técnico” (Bagno, 2002: 59). Precisamente, num livro intitulado *Português ou brasileiro? Um convite à pesquisa*, Bagno (2001b), desenvolve uma proposta de ensino baseada na pesquisa de fenômenos próprios da língua usada no Brasil.

Essa proposta de intervenção no ensino, a partir de uma perspectiva sociolinguística, que contempla a diversidade linguística como objeto de reflexão e estudo e que substitui a aprendizagem da “doutrina gramatical” pela pesquisa sobre fatos de linguagem, quando se concretiza em livros didáticos e práticas pedagógicas, costuma não ser bem interpretada socialmente. Uma das mais intensas polêmicas políticas sobre língua no Brasil dos últimos tempos, que ocupou páginas dos jornais e minutos de televisão durante meses, foi causada precisamente por uma explicação sobre variação linguística num livro didático para educação de jovens e adultos distribuído pelo Ministério da Educação. Sem dúvida, como aconteceu com a polêmica sobre a língua do Código Civil do início do século XX, é preciso levar em conta o contexto político, para entender como uma minúcia linguística é convertida em *casus belli* por parte da mídia hegemônica e usada para atacar um governo de centro-esquerda, mas a polêmica também expõe várias dimensões do conflito linguístico brasileiro. A autora do livro *Por uma vida melhor*, Heloísa Ramos, explicava a diferença entre as diversas normas sociais de uso da língua e dizia o seguinte para o seu leitor (jovem ou adulto escolarizado tardiamente), em relação à concordância variável no sintagma nominal:

Você pode estar se perguntando: “Mas eu posso falar ‘os livro?’.” Claro que pode. Mas fique atento porque, dependendo da situação, você corre o risco de ser vítima de preconceito linguístico. Muita gente diz o que se deve e o que não se deve falar e escrever, tomando as regras estabelecidas para a norma culta como padrão de correção de todas as formas linguísticas. O falante, portanto, tem de ser capaz de usar a variante adequada da língua para cada ocasião (Ramos, 2011: 16).

A “autorização” para falar de acordo com essa norma da língua popular (“claro que pode”) provocou uma enorme polêmica na mídia, que interpretou essa frase como um incentivo ao “falar errado”. Em meio ao fogo cruzado, pesquisadores e professores promotores de uma educação linguística libertadora eram acusados de confundir as pessoas e de impedir o progresso social dos alunos das classes populares e do próprio país.

A luta dos linguistas se desenvolve, em definitivo, em dois planos, relacionados a dois eixos do conflito linguístico brasileiro que estão estreitamente relacionados. Por um lado, no combate ao preconceito linguístico e à discriminação social que, numa sociedade tão desigual como a brasileira, se materializa também de forma intensa na/através da linguagem. O espaço escolar é um âmbito privilegiado para essa luta e, na perspectiva de alguns linguistas, deve ser instrumentalizado para um objetivo mais amplo, em favor da transformação social. Por outro lado, na definição política de um padrão brasileiro mais razoável, mais próximo à norma objetiva dos falantes cultos, às variedades de prestígio reais, ou, pelo menos, na flexibilização,

dentro de uma cultura linguística mais democrática, dos modelos de correção em uso na sociedade.

Algumas produções de Bagno, o mais combativo entre as e os linguistas que mantêm esse engajamento glotopolítico, oferecem uma mostra nítida dessa dupla batalha empreendida a partir da Linguística como área de conhecimento. Falamos anteriormente de algumas obras suas sobre educação linguística, mas o livro que teve uma influência mais decisiva nessa abordagem de ensino é *Preconceito linguístico: o que é, como se faz*, publicado pela primeira vez em 1999 e continuamente reeditado desde então, um autêntico *best-seller* da linguística brasileira⁶. Em paralelo a essa intervenção de reflexão e propostas sobre ensino de língua (que também caracteriza a obra de outro importante teórico do pensamento sobre norma linguística no Brasil, Carlos Alberto Faraco, autor de livros didáticos de língua portuguesa e de obras para a prática de leitura e de escrita), Bagno é o autor que assume de forma mais explícita uma proposta de norma-padrão para o português falado e escrito no Brasil. Ele faz isso com obras de intervenção como o livro intitulado *Não é errado falar assim!* (2009), que tem o eloquente subtítulo *Em defesa do português brasileiro*. Nessa obra, Bagno elenca até 50 variantes condenadas por gramáticas normativas e pelos comandos paragramaticais, aos quais responde de forma contundente desde o próprio título, que inverte parodicamente a recomendação/mandado do famoso *Não erre mais!*, de Luiz Antonio Sacconi (1990). Esses fenômenos incluem questões como a colocação dos pronomes ou a não concordância com sujeito posposto, a variação na regência de certos verbos, o uso do pronome *lhe* como Objeto Direto e de *ele/ela* como objeto, o *ter* existencial ou a mistura de tratamento, entre outros. Em todos esses casos, o autor defende a flexibilidade normativa, isto é, a legitimidade dos usos condenados junto aos que são próprios da tradição normativa, e apresenta uma longa lista de exemplos escritos de versões on-line de grandes jornais brasileiros. Com essas abonações, ele contesta a acusação feita pelos defensores da norma tradicional, que afirmam a dimensão exclusivamente oral desses fenômenos, numa distinção categórica e irreal entre oralidade e escrita. Os exemplos também funcionam como argumento para defender que esses usos constituem uma mudança linguística já concluída, pois fazem parte de uma escrita monitorada e não são percebidos como “erros” nem pelos revisores dos jornais, nem pelos próprios leitores. Como diziam Faraco e Tezza (1992), um gramático conservador veria aí apenas uma enorme lista de erros, e aprofundaria sua convicção de que ninguém mais sabe escrever em português corretamente no país.

Bagno intensifica essa intervenção glotopolítica, se assumindo como um agente padronizador, ao redigir a sua *Gramática pedagógica do português brasileiro* (2011), uma obra enciclopédica que se destina à formação docente no país e que ele define como *propositiva*, “porque não se limita a descrever ou a expor o português brasileiro, mas propõe efetivamente a plena aceitação de novas regras gramaticais que já pertencem à nossa língua há muito tempo”. Mais adiante, na mesma página, o autor reconhece de forma explícita a sua militância política “a favor do reconhecimento do português brasileiro como uma língua plena, autônoma, que deve se orientar por seus próprios princípios de funcionamento e não por uma tradição gramatical voltada exclusivamente para o português europeu literário antigo” (Bagno, 2011: 14).

A *Gramática Pedagógica* conta com uma edição de bolso, que sintetiza as questões mais importantes para uma educação linguística centrada na realidade brasileira. E o mesmo autor publicou em 2015, junto com Orlene Lúcia S. Carvalho, uma *Gramática brasileira para hablantes de español*, que constitui também uma intervenção de legitimação do português falado no Brasil no marco do Mercosul.

⁶ Desde o ano de 2015 numa versão muito ampliada, publicado em São Paulo pela Parábola Editorial.

A Linguística sai de cena?

A pesar do *boom* gramatical que se viveu no Brasil no interstício de 1999 a 2014, como dizem Faraco e Vieira (2016: 7), com a publicação de gramáticas elaboradas por linguistas, elas não assumem majoritariamente uma clara orientação prescritiva e mantêm certa indefinição na descrição de traços especificamente brasileiros, ainda identificados com a expressão oral informal, sem uma decidida legitimação de seus usos na escrita monitorada⁷.

A manutenção de uma rígida distinção entre “descrição” e “prescrição”, que é fundante do campo científico da linguística moderna, faz com que nessas novas gramáticas declaradamente descritivas do português brasileiro, baseadas nas pesquisas sobre dados empíricos das variedades de prestígio, não se assumam, de maneira geral, uma posição glotopolítica de defesa explícita de uma nova norma-padrão. Permanecem assim certas ambiguidades sobre aspectos básicos da gramática da língua na escrita monitorada. À dificuldade para assumir uma posição política explícita em matéria de padronização, por parte dos linguistas, se soma a ausência de outros agentes glotopolíticos que defendam a autonomia do português brasileiro, de uma perspectiva de reivindicação da soberania linguística do Brasil.

Essa reivindicação, que em alguns momentos da história do país foi assumida por escritores ou intelectuais de outros campos, como vimos, não toma hoje corpo, em forma de discurso e prática política, entre as e os linguistas, com as exceções que antes relatamos. A autonomia do português brasileiro se afirma, no entanto, em termos práticos, com alguns gestos que Zoppi-Fontana (2009: 24) identifica como marcos do início de uma *gramatização* brasileira: a implementação do Certificado de Proficiência em Língua Portuguesa para Estrangeiros (Celpe-Bras/MEC), em 1993, ou o início do primeiro curso de licenciatura em Português do Brasil como Segunda Língua (UnB), em 1998, por exemplo.

Nesse sentido, considerando as características do processo padronizador do português, difuso e aural, a elaboração de gramáticas declaradamente normativas, com versões escolares e de consulta para os falantes e não só dirigidas a especialistas, constituiria já uma intervenção glotopolítica relevante. À elaboração desses instrumentos, haveria que acrescentar um investimento na produção de autoridade e legitimidade social para orientar as práticas orais e escritas das e dos falantes. Dante Lucchesi, que chegou a defender a organização de um congresso ou grande encontro promovido pelas associações acadêmicas de linguística (Associação Brasileira de Linguística, ABRALIN, e Associação de Linguística Aplicada do Brasil, ALAB) para discutir a questão da definição da norma-padrão brasileira⁸, incumbe aos linguistas essa missão:

Não apenas fornecer [...] os fundamentos teóricos e empíricos para um efetivo questionamento dos modelos atuais da norma-padrão no Brasil, mas ousar ir além e, desafiando os reacionários comandos paragramaticais, que hoje, aboletados nos meios de comunicação de massa, dão o tom do discurso sobre a língua na sociedade, propor uma atualização da norma-padrão com base nos padrões reais de uso que verificamos nas normas linguísticas brasileiras, condição necessária para a verdadeira democratização do ensino de língua materna no país (Lucchesi 2002: 89).

Do nosso ponto de vista, as e os linguistas deviam também assumir publicamente que a afirmação da gramaticalidade de todas as variedades e a valorização da diversidade linguística constitui uma agenda ideológica, como diz James Milroy (2011: 62), e estabelecer estratégias

⁷ As novas gramáticas brasileiras publicadas nesse intervalo de tempo são a *Gramática de usos do português* (2000), de Maria Helena de Moura Neves; a *Gramática Houaiss da língua portuguesa* (2008), de José Carlos de Azeredo; a *Gramática do português brasileiro* (2010), de Mário Perini; a *Nova gramática do português brasileiro* (2010), de Ataliba T. de Castilho; e, finalmente, a *Gramática Pedagógica do português brasileiro* (2011), de Marcos Bagno.

⁸ Por exemplo, numa entrevista publicada em *Grial* 190, abril-maio-junho de 2011, tomo LXIX.

e planos de ação para a sua defesa na esfera pública. Esse engajamento político questiona e ameaça subverter macro e micro poderes bem estabelecidos na sociedade brasileira: o de instituições do Estado e agentes do Mercado, mas também o de professores de língua portuguesa, detentores de um saber/poder com grandes doses de arbitrariedade. É só através desse engajamento democrático que especialistas em linguagem terão condições efetivas de participar no debate glotopolítico, para modificar a opinião pública sobre o uso da língua, considerando as muitas camadas e entrecruzamentos de olhares que configuram esse objeto social em permanente disputa.

Referências bibliográficas

- BAGNO, Marcos, 1999, *Preconceito linguístico. O que é, como se faz*, São Paulo: Edições Loyola.
- BAGNO, Marcos, 2001a, *Dramática da língua portuguesa. Tradição gramatical, mídia & exclusão social*, São Paulo: Edições Loyola.
- BAGNO, Marcos, 2001b, *Português ou brasileiro? Um convite à pesquisa*, São Paulo: Parábola Editorial.
- BAGNO, Marcos, 2002, “A inevitável travessia: da prescrição gramatical à educação linguística”, *In: Marcos Bagno; Gilles Gagné; Michael Stubbs, Língua materna: letramento, variação e ensino*, São Paulo: Parábola Editorial, pp. 13-84.
- BAGNO, Marcos, 2003, *A norma oculta. Língua & Poder na sociedade brasileira*, São Paulo: Parábola Editorial.
- BAGNO, Marcos, 2009, *Não é errado falar assim! Em defesa do português brasileiro*, São Paulo: Parábola Editorial.
- BAGNO, Marcos, 2011, *Gramática pedagógica do português brasileiro*, São Paulo: Parábola Editorial.
- BECHARA, Evanildo, 2001, *Moderna gramática portuguesa*, 73 ed. rev. e ampl. Rio de Janeiro: Lucerna.
- BECHARA, Evanildo, 2014, “Para que se faz uma gramática?”, *In: Maria Helena de Moura Neves, Vânia Cristina Casseb-Galvão; Marli Quadros Leite; Franciso Roberto Platão Savioli (orgs.), Gramáticas contemporâneas do português: com a palavra, os autores*, São Paulo: Parábola Editorial, pp. 19-30.
- BORTONI-RICARDO, Stella Maris, 2005, *Nós chegemos na escola, e agora? Sociolinguística e educação*, São Paulo: Parábola Editorial.
- BOURDIEU, Pierre, 2004, “A codificação”, *Coisas ditas*, Tradução de Cássia R. da Silveira e Denise Moreno Pegorim, São Paulo: Brasiliense.
- CRISTÓVÃO, Fernando, 2010, *Comissão Nacional Do Instituto Internacional Da Língua Portuguesa –Ministério Da Educação De Angola*. Oficina de Trabalho sobre o Acordo Ortográfico de 1990, Luanda: Mayamba.
- CUNHA, Celso, 1968, *Língua portuguesa e realidade brasileira*. Rio de Janeiro: Tempo Brasileiro.
- CUNHA, Celso, 1981, *Gramática do português contemporâneo: de acordo com a nomenclatura gramatical brasileira*, Rio de Janeiro: Editora Padrão.
- FARACO, Carlos Alberto, 2008, *Norma culta brasileira: desatando alguns nós*, São Paulo: Parábola Editorial.
- FARACO, Carlos Alberto, 2011, “O Brasil entre a norma culta e a norma curta”, *In: Xoán Carlos Lagares; Marcos Bagno (orgs.), Políticas da norma e conflitos linguísticos*, São Paulo: Parábola Editorial, pp. 259-275.

- FARACO, Carlos Alberto, 2014, “O acordo ortográfico de 1990. Situação atual (junho/2014)”, Disponível em <https://iilp.wordpress.com/2014/06/10/o-acordo-ortografico-de-1990-situacao-atual-junho2014/> (Acesso em 12 de janeiro de 2019).
- FARACO, Carlos Alberto, 2016, *História sociopolítica da língua portuguesa*, São Paulo: Parábola Editorial.
- FARACO, Carlos Alberto; TEZZA, Cristóvão, 1992, *Prática de texto: língua portuguesa para estudantes universitários*, Petrópolis, RJ: Vozes.
- FARACO, Carlos Alberto; VIEIRA, Francisco Eduardo (orgs.), 2016, *Gramáticas brasileiras: com a palavra, os leitores*, São Paulo: Parábola Editorial.
- FARACO, Carlos Alberto; ZILLES, Ana Maria, 2017, *Para conhecer norma linguística*. São Paulo: Contexto.
- FORTES, Herbert Parentes, 1957, *A língua que falamos*, Rio de Janeiro: Edições G.R.D.
- HAUGEN, Einar, 1983, “The Implementation of Corpus Planning: Theory and Practice”, In: Juan Covarrubias; Joshua F. Fishman (eds.), *Progress in Language Planning: International Perspectives*, La Haye: Mouton, pp. 269-289.
- HENRIQUES, Claudio Cezar, 2009, *Nomenclatura gramatical brasileira: 50 anos depois*, São Paulo: Parábola Editorial.
- ILARI, Rodolfo; BASSO, Renato, 2006, *O português da gente: a língua que estudamos, a língua que falamos*, São Paulo: Contexto.
- LAGARES, Xoán Carlos, 2016, “Gramática Houaiss: O impossível equilíbrio entre descrição e prescrição”, In: Carlos Alberto Faraco; Francisco Eduardo Vieira (orgs.), *Gramáticas brasileiras: com a palavra, os leitores*, São Paulo: Parábola Editorial.
- LAGARES, Xoán Carlos, 2018, *Qual política linguística? Desafios glotopolíticos contemporâneos*.
- LUCCHESI, Dante, 2002, “Norma linguística e realidade social”, In: Marcos Bagno (org.), *Linguística da norma*, São Paulo: Edições Loyola, pp. 63-92.
- LUCCHESI, Dante, 2009, “História do contato entre línguas no Brasil”, In: Dante Lucchesi; Alan Baxter; Ilza Ribeiro (orgs.), *O português afro-brasileiro*, Salvador: EDUFBA, pp. 41-74.
- LUCCHESI, Dante, 2015, *Língua e sociedade partidas. A polarização sociolinguística do Brasil*, São Paulo: Editora Contexto.
- MARIANI, Bethania, 2011, “A redação do código civil. Polêmica linguística, jurídica ou política?”, In: Xoán Carlos Lagares; Marcos Bagno (orgs.), *Políticas da norma e conflitos linguísticos*, São Paulo: Parábola Editorial, pp. 237-258.
- MATTOS E SILVA, Rosa Virgínia, 2004, *Ensaio para uma sócio-história do português brasileiro*, São Paulo: Parábola Editorial.
- MILROY, James, 2011, “Ideologias linguísticas e as consequências da padronização”, In: Xoán Carlos Lagares; Marcos Bagno (orgs.), *Políticas da norma e conflitos linguísticos*, São Paulo: Parábola Editorial, pp. 49-87.
- OLIVEIRA, Gilvan Müller de, 2013, “Um Atlântico ampliado: o português nas políticas linguísticas do século XXI”, In: Luiz Paulo da Moita Lopes (org.), *O português no século XXI. Cenário geopolítico e sociolinguístico*, São Paulo: Parábola Editorial, pp. 53-73.
- PAGOTTO, Emilio Gozze, 1998, “Norma e condescendência: ciência e pureza”, *Línguas e Instrumentos Linguísticos*, Campinas: Pontes, v. 2, pp. 49-68.
- PINTO, Edith Pimentel, 1981, *O português do Brasil. Textos críticos e teóricos 2 – 1920/1945 – Fontes para a teoria e a história*, Rio de Janeiro/São Paulo: Livros Técnicos e Científicos/Ed. da Universidade de São Paulo.

- PINTO, Joana Plaza, 2013, 'Prefiguração identitária e hierarquias linguísticas na invenção do português', *In: Luiz Paulo da Moita Lopes (org.), Português no século XXI: cenário geopolítico e sociolinguístico*, São Paulo: Parábola Editorial, pp. 120-143.
- POSSENTI, Sírio, 1996, *Por que (não) ensinar gramática na escola*, Campinas, SP: Mercado de Letras.
- RAMOS, Heloisa, 2011, *Por uma vida melhor*, Coleção viver e aprender, Ed Global.
- RAJAGOPALAN, Kanavillil, 2011, "A norma linguística do ponto de vista da política linguística", *In: Xoán Carlos Lagares; Marcos Bagno (orgs.), Políticas da norma e conflitos linguísticos*, São Paulo: Parábola Editorial, pp. 121-128.
- SACCONI, Luiz Antonio, 1990, *Não erre mais!* 13 ed. revis. e aumentada, São Paulo: Atual.
- SANTOS, Ynaê Lopes do, 2017, *História da África e do Brasil afrodescendente*, Rio de Janeiro: Pallas.
- SOARES, Magda, 2017, *Linguagem e escola. Uma perspectiva social*, São Paulo: Editora contexto.
- ZOPPI-FONTANA, Monica, 2009, "O português do Brasil como língua transnacional", *In: Monica Zoppi-Fontana (org.), O português do Brasil como língua transnacional*, Campinas: Editora RG, pp. 13-42.

DES LINGUISTES SUR LA SELLETTE : LA QUERELLE NORMATIVE AU BRÉSIL

Xoan Carlos Lagares

Universidade Federal Fluminense (UFF-Brasil)

Traduit du portugais par Patricia Lambert¹

Introduction. Que peut faire la linguistique ?

Dans cet article, nous traitons de la controverse normative au Brésil, en accordant une attention particulière au rôle des linguistes en tant qu'agents glottopolitiques qui participent à la constitution de certaines représentations de la langue et de sa valeur sociale. De notre point de vue, en dépit des fondements positivistes de la linguistique en tant que domaine d'étude concerné par la description scientifique des faits linguistiques (éloigné, par conséquent, de toute volonté d'intervention sur la réalité qu'il entend décrire), certains de ses présupposés et plusieurs résultats des recherches réalisées dans cette perspective descriptive finissent par avoir des effets glottopolitiques sur la langue en tant qu'objet social.

La linguistique descriptive moderne traite la langue en tant qu'objet autonome qui existe en fonction des régularités identifiées dans les relations entre les éléments qui le constituent. Mais lorsque le/la linguiste « décrit » les normes pratiques qui régissent de manière fluide les actes énonciatifs concrets pour définir un code, il/elle rend explicite cette pratique et, de cette manière, « rend publiques des choses que tout le monde sentait confusément » (Bourdieu 2004 : 102). La description, qui établit selon des catégories bien définies ce qui n'existait auparavant qu'à l'état pratique, devient un véritable travail de ratification, de consécration, de contrôle, de formalisation et d'« homologation » des pratiques linguistiques (Lagares, 2018 : 163). Il résulte donc de la description un objet bien défini là où auparavant tout était ressenti, comme disait Bourdieu, « confusément ». Parmi les divers effets glottopolitiques que cela entraîne, l'un d'eux, extrêmement pertinent bien qu'il ne soit pas le seul, serait la prise de position politique et le militantisme des chercheurs dans le domaine des études linguistiques en faveur de la flexibilité normative et contre les préjugés linguistiques.

Mais, avant cela, le fait même d'énoncer le caractère discret et régulier des éléments linguistiques qui identifient les parlers populaires détient en soi un effet glottopolitique

¹ Ce travail de traduction a d'abord fait l'objet d'échanges avec des lusophones non (socio)linguistes, puis d'une concertation avec un professionnel de la traduction grâce au soutien du Laboratoire de L'Éducation (UMS 3773 - CNRS, ENS de Lyon).

particulier. Contre une vision intéressée de la distinction entre variétés comme une opposition entre l'ordre, représenté par la norme standard, et le chaos, qui caractériserait les pratiques effectives des locuteurs peu lettrés, la description empirique de la langue repère des régularités dans toutes les pratiques linguistiques, indépendamment de leur prestige social. Le/la linguiste analyse le code implicite dans toute pratique langagière et constate, invariablement, sa « plénitude formelle », selon les termes de Faraco et Zilles (2017 : 45-46). C'est-à-dire qu'en observant la récurrence des pratiques, il/elle réussit à les réduire à un principe, à une règle. Le travail de description expose cette règle « implicite » qui, dès lors qu'elle est énoncée comme telle donne lieu à « une normativité explicite, celle de la grammaire ou du droit » (Bourdieu, 2004 : 100).

D'une part, l'explicitation de ce qui est *régulier* fonctionne socialement comme une simple délimitation de ce qui serait *réglé*, mais finit par être interprétée comme une défense implicite d'un nouveau *règlement*². D'autre part, nier la « déficience » des parlers socialement identifiés comme populaires, et leur caractère prétendument chaotique, pour les présenter selon un ordre grammatical, constitue une attaque, même indirecte, envers les arguments utilisés pour discriminer les personnes qui les utilisent. Qualifier le parler des classes populaires analphabètes de « déficient » a été une manière de promouvoir une certaine « pathologisation de la pauvreté », comme le souligne Magda Soares (2017 : 29-32), et fonctionne historiquement comme une autorisation de discrimination voire de mise sous tutelle politique de personnes qui ne maîtrisent pas la norme standard de la langue.

Face aux inconvénients des résultats de la recherche en linguistique, une inversion idéologique généralement opérée lance contre les linguistes de lourdes accusations de discrimination, comme si reconnaître la grammaire implicite de la parole populaire était une manière de maintenir les personnes illettrées éloignées des usages de prestige. La difficulté de répondre, à partir de ce domaine de connaissances, à cette seconde injonction sur le travail scientifique de la linguistique et à l'accusation selon laquelle elle promeut, paradoxalement, l'exclusion sociale, a été encore plus grande.

Dans les pages qui suivent, nous commencerons par un bref historique de la configuration sociolinguistique brésilienne, en analysant le clivage social du Brésil colonial et postcolonial et la constitution d'une tradition normative lusitanienne. Nous examinerons ensuite les particularités du processus de standardisation brésilien, en opposant l'indétermination qui domine dans la codification du standard proprement dit à la standardisation étroite des instruments métalinguistiques au service de sa diffusion. Justement, la question de l'éducation linguistique, avec les contributions de la sociolinguistique et de la linguistique appliquée au Brésil, est à la base des interventions politiques les plus polémiques (et hérétiques, comme l'écrit Bagno, 2001 : 175-293) sur le standard. Nous concluons par quelques considérations sur les limites imposées par la conception du langage en tant qu'objet autonome et sur les tentatives de dépasser cette perspective positiviste et apolitique de la linguistique.

Conflit social et tradition normative

La question de la langue au Brésil ne peut évidemment être comprise que dans son contexte socio-historique et politique. La configuration de la société brésilienne est marquée,

² Rajagopalan (2011 : 122-125) mentionne, dans ce sens, la distinction proposée par John Searle entre « règles constitutives », celles qui constituent en propre une réalité déterminée, et « règles régulatrices », qui sont imposées arbitrairement par une autorité extérieure. Il met également en garde contre la fréquente difficulté qu'il y a à différencier les unes des autres. Dans le cas du football, par exemple, jouer avec les pieds est une règle constitutive du jeu (joué avec les mains, le football devient du handball), mais un match dans lequel la règle de l'empêchement ne s'appliquerait pas (ou dans lequel il y aurait des équipes de vingt joueurs et non de onze) cesseraient-ils d'être un match de football ?

depuis l'époque coloniale, par une brutale inégalité sociale et raciale. Elle commence avec la conquête du territoire et l'assujettissement de la population autochtone et se poursuit avec l'esclavage de larges contingents d'Africains, amenés au Brésil par la force depuis des régions d'Afrique correspondant aux territoires aujourd'hui occupés par le Sénégal, la Gambie, la Guinée Bissau, la Guinée, le Ghana, le Togo, le Bénin, le Nigéria, le Gabon, le Congo, l'Angola et le Mozambique (Lopes do Santos, 2017 : 170-173). Durant le Brésil Colonie et une grande partie de l'Empire, le portugais est une langue minoritaire, dans une situation de « multilinguisme généralisé » (Mattos e Silva, 2004 : 14), mais il devient avec le temps une langue majoritaire et hégémonique, atteignant ce statut déjà au début du XX^e siècle (Faraco, 2016 : 136). Les principaux diffuseurs de ce que Rosa Virgínia Mattos e Silva appelle « portugais vernaculaire brésilien » sont africains et afro-descendants, une population qui aurait représenté 42 % de la population au XVI^e siècle, pourcentage qui aurait augmenté du XVII^e au XIX^e siècle pour atteindre 60 % (Mattos e Silva 2004 : 101).

Dante Lucchesi (2009 : 41-73) interprète historiquement les conséquences linguistiques des conditions dans lesquelles le portugais est devenu la langue de la majorité de la population brésilienne. Selon lui, l'acquisition précaire du portugais par les Africains réduits en esclavage et la « nativisation de ce modèle incorrect du portugais langue seconde dans les générations suivantes de leurs descendants endogènes et métis » (Lucchesi, 2009 : 71) ont donné lieu à un processus de « transmission linguistique irrégulière », dont l'influence a été décisive dans la formation des variétés linguistiques populaires. Les facteurs sociaux qui ont inhibé la créolisation, en raison de l'intense métissage de la population brésilienne, auraient d'ailleurs favorisé à la fois l'assimilation de la langue portugaise par les groupes dominés et l'introduction de caractéristiques des variétés populaires dans les classes moyennes et supérieures.

Stella Maris Bortoni-Ricardo (2005 : 39-52) propose de considérer l'existence de trois *continua* pour décrire la réalité sociolinguistique brésilienne contemporaine à partir d'études empiriques de la variation linguistique réalisées au cours des dernières décennies :

- a) Un *continuum* rural-urbain, avec deux types de règles variables : celles qui définissent une stratification discontinue, caractéristique des variétés régionales et sociales les plus isolées, et les règles graduelles, propres à une stratification continue, présentes dans les usages de pratiquement tous les Brésiliens.
- b) Un *continuum* de littéracie, qui aurait pour pôles les pratiques sociales de l'oral et de l'écrit. Ce paramètre serait parallèle à la standardisation de la langue, de sorte que les pratiques propres à l'oralité seraient plus éloignées de tout modèle normatif.
- c) Un *continuum* de surveillance stylistique, qui tiendrait compte du degré d'attention et de planification que le locuteur accorde à sa production.

Même en tenant compte du caractère graduel de la variation linguistique, Lucchesi (2015) estime également qu'il convient de décrire la situation en termes de polarisation sociolinguistique, remodelant la notion de norme, de manière à intégrer à l'analyse le système subjectif de l'évaluation des variantes linguistiques, qui permet différencier les groupes sociaux au sein d'une communauté linguistique. La notion de « norme sociolinguistique » qu'il propose reposerait sur trois paramètres : la fréquence relative d'usage des variantes linguistiques parmi les membres de chaque groupe social ; l'évaluation subjective des variantes communes aux membres de chaque groupe ; et, enfin, les tendances de changement en cours dans chacun d'eux. C'est avec ces trois critères que l'auteur entend comprendre « le circuit de la relation dialectique entre utilisation, évaluation et changement linguistique » (Lucchesi, 2015 : 36) et saisir la dimension objective et subjective de la polarisation linguistique du Brésil.

C'est précisément dans ce contexte social de polarisation que se pose le débat sur la norme au Brésil. Entre le milieu du XVI^e siècle et le début du XIX^e siècle, le Brésil est

fondamentalement un pays rural avec une élite coloniale qui, même éloignée de la métropole, se préoccupe de la préservation des valeurs européennes, premièrement représentées par la culture et la langue portugaises. Le modèle de correction pendant cette période provient directement du Portugal, et même après la déclaration d'indépendance du Brésil en 1822, c'est du Portugal que viennent les professeurs de langue dans les collèges qui instruisent les élites (Lucchesi, 2002 : 76-77). Le clivage entre cette partie de la société, minoritaire, et la majorité de la population descendante d'Africains réduits en esclavage et d'autochtones est déjà solide à ce moment de l'histoire.

La formation de la nation brésilienne, après l'indépendance, reproduit ce clivage entre deux réalités qui se font face et se consolide sur la base de l'exclusion des grandes majorités sociales. Le projet paradoxal des élites postcoloniales tente de gérer la création de la nationalité brésilienne en rompant avec le passé colonial, tout en cherchant dans le même temps à préserver une unité culturelle idéalisée de ce passé, comme moyen de s'approcher de la civilisation européenne (Pagotto, 1998 : 55). Ces élites doivent simultanément promouvoir une mise à distance de la culture portugaise pour élaborer une identité nationale singulière et le maintien des différences linguistiques et culturelles qui les distinguent de la majorité de la population formée d'afrodescendants.

Les polémiques sur le modèle normatif au XIX^e siècle se concentrent principalement dans le champ littéraire, autour de la pertinence d'employer à l'écrit des caractéristiques linguistiques identifiées comme spécifiquement brésiennes. La norme du portugais continue à être plus proche des variétés utilisées par la population cultivée du Portugal, où d'importants changements linguistiques sont également survenus au cours des XVIII^e et XIX^e siècles.

La littérature indigéniste de José de Alencar, par exemple, qui présente une vision idéalisée de la colonisation et des peuples originaires qui constitueraient le fondement historique de la nation, répond à ce projet idéologique des élites nationales. Ces mêmes élites contestent toutefois initialement son expression linguistique pour ne pas obéir aux « intangibles canons portugais » (Cunha, 1968 : 14). Comme Faraco (2008 : 80) l'explique, « l'élite lettrée conservatrice s'est employé à établir comme notre propre norme un certain modèle lusitanien de l'écriture, pratiqué par certains écrivains portugais du romantisme ». Il ne s'agirait donc pas de l'imposition « de la langue du Portugal », qui constitue en soi un « enchevêtrement de variétés », comme souligne le même auteur, mais d'un modèle hautement idéalisé, destiné à combattre la diversité linguistique populaire, qu'une perspective clairement raciste interprète comme une dégénérescence :

Derrière l'attitude extrêmement conservatrice de cette élite lettrée, au-delà de l'héritage d'une lourde tradition normative des pays de langues latines, se cachait son désir de vivre dans un pays blanc et européen, ce qui lui faisait regretter le caractère multiracial et métissé du Brésil (aspirant, de manière explicite jusque dans les années 1930, à un « blanchissement de la race ») ; et, dans le cas de la langue, la faisait réagir systématiquement à tout ce qui la différenciait du modèle linguistique lusitanien qu'elle avait choisi pour standardiser la parole et l'écrit au Brésil. (Faraco, 2008 : 81)

Au début du XX^e siècle, la modernisation du pays, avec des changements sociaux plus importants et plus complexes résultant de l'industrialisation et de la croissance des villes, qui ont donné naissance à une société de masse, place la question linguistique à un autre niveau. Un processus de « nivellement linguistique » (Lucchesi, 2015) a été initié, avec la formation de continuums de variantes sur l'axe diastratique et diaphasique, qui ont rapproché les réalisations considérées comme cultivées des productions populaires, mais il n'y a pas eu de changement significatif dans la tradition de normalisation.

Du point de vue de la variation diatopique, il est nécessaire de tenir compte des intenses migrations internes qui ont eu lieu dans le pays au cours du XX^e siècle, mettant en contact des variétés de portugais parlées dans les coins les plus divers du Brésil. Comme l'écrivent Ilari et

Basso (2006) : l'exploitation agricole de l'Amazonie et de la région du Cerrado par des colons du Sud-Est et du Sud, la grande migration des Nordestins vers São Paulo ou Brasília pour travailler dans la construction civile ou, avant cela, la migration provoquée par le cycle du caoutchouc :

Tout cela confère à la variation diatopique du portugais brésilien un dynamisme qui fait défaut dans d'autres pays et qu'il est courant de trouver dans les régions qui ont reçu de forts contingents de migrations internes des variétés linguistiques d'origines différentes, entre lesquelles il finit par se créer des différences de status et de prestige. (Ilari / Basso, 2006 : 161)

Les mêmes auteurs soulignent par ailleurs que les traits considérés comme les plus clairement régionaux sont, bien entendu, le propre des parlers des classes populaires et des styles les plus informels, comme le montre la « tendance de l'école à réprimer l'utilisation du nommé « R rustique » [vibrante rétroflexe] dans la région centrale de l'état de São Paulo, où cette prononciation est encore courante dans la communication informelle » (Ilari / Basso, 2006 : 163). Les représentations sociales formées tout au long de l'histoire de ces communautés, en identifiant de manière stéréotypée certains traits linguistiques avec des groupes sociaux spécifiques, finissent par avoir des effets sur les pratiques linguistiques en modifiant, sous la pression sociale, les comportements.

Dans le même temps, le développement industriel et la croissance économique de la région Sud-Est du Brésil où se trouvent les deux villes les plus peuplées, Rio de Janeiro et São Paulo, et les principaux moyens de communication de masse, ont fait des caractéristiques linguistiques de ce territoire un modèle pour tout le pays. La langue utilisée sur les grandes chaînes de télévision représente en grande partie les usages de la région du Sud-Est, ce qui a donné lieu à la diffusion de phénomènes tels que la prononciation affriquée du /t/ devant une voyelle palatale, comme dans /tʃia/, aujourd'hui prestigieuse au Brésil et associée à une prononciation « non régionale ».

Cependant, malgré ces représentations sociales sur les usages linguistiques, qui confèrent du prestige à certains traits stéréotypés de prononciation ou à quelques usages lexicaux ou grammaticaux spécifiques, l'ambiguïté des instruments normatifs pour légitimer en réalité le portugais utilisé oralement au Brésil fait que le modèle grammatical employé dans l'écrit surveillé reste arrimé, sur les questions de base de grammaire de la langue, à la tradition lusitanienne la plus conservatrice.

Au tout début du XX^e siècle, une polémique linguistico-juridique condense de nombreuses représentations conservatrices et lusitanisantes qui persistent à propos de la langue au Brésil. En 1899 commence le processus de rédaction du Code civil brésilien, confié à l'avocat Clóvis Beviláqua par le ministre de la Justice de l'époque. Jusqu'en 1902, le projet passe devant différentes commissions de la Chambre des députés et du Sénat et, finalement, Ernesto Carneiro Ribeiro est chargé de réviser le texte final. C'est alors que Rui Barbosa, juriste, écrivain et philologue, rédige un Avis de 450 pages avec de vives et méticuleuses critiques linguistiques au Code, qui reçoit un commentaire du premier réviseur et auquel il répond avec une autre réplique. La controverse se termine avec la réponse de Carneiro Ribeiro.

En plus de l'instrumentalisation des désaccords sur des détails linguistiques pour organiser une dispute entre représentants politiques de différents partis, le différend autour de la langue utilisée dans le Code civil prend place à une période où des grammaires et des dictionnaires commencent à accorder une certaine attention aux usages brésiliens de la langue portugaise, comme le fait observer Bethania Mariani (2011 : 246-247), dans son analyse détaillée de la controverse. Cependant, la même autrice indique que, dans cette polémique, aucune mention n'est faite du portugais brésilien par les adversaires, car le litige porte sur l'interprétation et la défense d'une norme qui est celle du portugais écrit par les « bons auteurs » portugais :

Ainsi, la discussion implique avant tout une différenciation entre oral et écrit. Le bon portugais, le modèle, le portugais standard (écrit) sera celui qui n'inclut pas de marques de l'oral. Dans le même temps, ce sont ces marques de l'oral qui mettent à distance le Brésil du Portugal et, lorsque cette différence apparaît dans le débat, le portugais brésilien est mentionné de manière péjorative. (Mariani, 2011 : 249)

Bien que Carneiro Ribeiro partage cette position sur la langue qui est au cœur des critiques acerbes de Rui Barbosa, il profite de son autorité de grammairien pour décider de ce qui peut être normatif dans la langue portugaise parlée et écrite au Brésil. Comme le souligne Faraco (2011 : 274-275), les diatribes de Rui Barbosa contre le texte du Code civil ont renforcé l'imaginaire selon lequel au Brésil on ne parle ni n'écrit correctement et ont soutenu nombre des excès puristes commis jusqu'à aujourd'hui. Son influence est telle qu'au Brésil la Journée de la langue portugaise commémore « non pas la naissance de l'un de nos grands poètes ou romanciers, comme au Portugal (où la Journée de la langue portugaise est célébrée le jour de la naissance de Camões), mais celle du Dr Rui Barbosa » (Faraco, 2011 : 274).

À partir des années 1920, le débat se déroule plus intensément dans les sphères littéraire et artistique, avec le mouvement moderniste qui donne naissance à un nouveau projet national, bien que l'adjectif « brésilien » ait déjà commencé à apparaître dans les désignations de certains outils linguistiques. La réflexion sur la langue littéraire brésilienne est centrale pour les modernistes qui recherchent une expression nationale plus « spontanée » dans leurs œuvres. Dans une lettre adressée à Manuel Bandeira en 1929, par exemple, Mário de Andrade formulait la chose suivante :

Mes pronoms et brésilianismes, qui sont beaucoup moins nombreux et de ce fait plus répétés, jaillissent aujourd'hui sous la forme d'une eau qui coule sans plus de souci. Excepté le souci d'écrire sans faire exprès. Tout simplement parce qu'il n'y a plus aucune raison de forcer la note. Maintenant, substituer un pronom placé inconsciemment à cet endroit erroné, par un autre utilisé en conscience à cette place correcte seulement pour coller davantage à un style portugais, ça je ne fais pas non, même si la maison s'écroule. Et je ne fais pas parce que du coup, c'est là que c'était erroné et forcé, du coup c'est là que je ne suivais plus la direction que je voulais et continue à vouloir suivre et que je suis effectivement. (Mário de Andrade, apud Pinto, 1981 : 146)

Dans cet extrait de correspondance personnelle, on observe une volonté d'écriture brésilienne qui, sans chercher à incommoder volontairement les puristes, car « sans faire exprès » [*desacintosa*] comme l'écrit lui-même l'auteur, maintient des traits tels que négation double et objet nul (« ça je ne fais pas non », « Et je ne fais pas parce que... »), la forme courte de la préposition « pour » [*pra* vs *para*] ou le connecteur « du coup » [*daí*], parfaitement normaux dans l'expression orale des locuteurs considérés comme cultivés.

Edith Pimentel Pinto (1981 : XIII), dans l'introduction à son anthologie de textes critiques et théoriques sur le portugais brésilien, définit la période allant de 1920 à 1945 comme la plus « dense et tendue de toute l'histoire de la langue portugaise au Brésil ». Les débats sur la langue commencent par la question de la dénomination de l'idiome parlé dans le pays. La fréquence à laquelle apparaissent dans divers textes publiés à l'époque des expressions comme « langue nationale », « langage national » ou « notre langage », est une preuve du fait qu'éviter de prendre position sur le sujet semblait intéresser, à cette époque, tant les défenseurs de l'autonomie de la langue pratiquée au Brésil que ceux qui croyaient en l'unité transnationale de la langue portugaise. On trouve un exemple de cet usage dans la dénomination même du Premier Congrès de la Langue Nationale Chantée à São Paulo en 1937 qui visait à définir la prononciation standard pour les arts, « à l'aune d'un critère cultivé à la fois national et esthétique » (Pinto, 1981 : 373).

En dehors des travaux naissants et encore limités en dialectologie, parmi lesquels le notable *Le Dialecte Caipira* publié en 1920 par Amadeu Amaral, ou *La langue du Nord-est*

de Mário Marroquim publié en 1931, les participants à la controverse sur le portugais brésilien ne se fondent pas encore sur une base solide de description grammaticale de la langue parlée dans le pays. Herbert Parentes Fortes, l'un des plus fervents défenseurs de l'autonomie de la langue brésilienne, a tracé dans un article du *Jornal do Comércio* de Rio de Janeiro en 1933 un programme de recherche visant à donner une ossature à ce projet, en évoquant les notions fondamentales et les principes et méthodes de la linguistique et de la sociologie :

La grammaire, finalement, sera possible le jour où l'on pourra réduire les qualités générales et les caractères spécifiques, le brésilianisme, c'est-à-dire les scellements pratiques ou gérables de la brésilianité linguistique. Tout comme on énonce qu'il est impossible qu'un mot portugais se termine par « p » ou « x » ou « j », etc. (j'utilise un exemple extrêmement clair), nous dirons aussi pour beaucoup de choses — il sera impossible de se prononcer pour toutes les choses —, que tel ou tel son, désinence, construction est ou n'est pas brésilien. Maintenant, il nous faut connaître l'ampleur de l'usage pour prendre de telles décisions. (Fortes, 1957 : 39).

L'introduction de la linguistique structuraliste au Brésil est due à Mattoso Camara Jr., qui a donné le premier cours de cette discipline à la Faculté de philosophie et de lettres du district fédéral en 1938, mais ces leçons et les publications de leurs conclusions n'ont pas connu un grand retentissement alors (Pinto, 1981 : XL). La production d'instruments linguistiques continue de s'inscrire dans la tradition normative portugaise, et la plus grande intervention grammaticale de l'époque concerne le renouvellement du modèle d'enseignement, dans le sens d'une vision plus intégrée de la grammaire, notamment dans les années 1940 avec la réforme Capanema de l'éducation brésilienne :

La nouvelle politique éducative, issue d'efforts publics et privés convergents, qui consistait, dans le domaine de la langue, à soutenir l'orthodoxie, bien qu'à travers un renouvellement des objectifs, des méthodes et des processus, a notamment entraîné la disparition définitive à la fin de la période 20-45, de l'ancienne question de la langue brésilienne. (Pinto, 1981 : XXXIX) [souligné par l'auteur]

Standardisation diffuse et normalisation métalinguistique

Comme on peut le constater, la continuité d'une tradition grammaticale normative de base lusitanienne, intégrant de temps à autre quelques descriptions timides et contradictoires de traits spécifiquement brésiliens et obéissant à une tendance marquée au purisme linguistique, est une caractéristique maintenue, d'une manière ou d'une autre, jusqu'à aujourd'hui. Les polémiques autour de la dénomination de la langue parlée au Brésil, ainsi que les interventions pour la définition d'une expression linguistique nationale ou pour une meilleure connaissance de la réalité dialectale, définissent des éléments qui configurent la *dynamique normative* brésilienne, à savoir le jeu de forces entre agents sociaux et institutions dans la lutte pour le standard en tant que construction politique (Lagares, 2018 : 194). Or, ce qui définit cette dynamique normative de manière plus précise, c'est l'intervention directe des grammairiens en tant qu'agents normalisateurs, sans le soutien explicite d'une quelconque autorité institutionnelle.

L'Académie brésilienne des lettres (ABL), fondée en 1897 sur le modèle français, constitue une institution de droit privé qui regroupe des écrivains dans le but de « préserver l'unité littéraire », selon les termes de son premier président, Machado de Assis. Pour cette raison, l'uniformité de la langue portugaise écrite est considérée comme fondamentale. Toutefois, comme le rappelle Faraco (2008 : 103), sa seule mission de codification

linguistique, qui lui avait été confiée peu de temps auparavant par la loi, était de produire un précis de vocabulaire orthographique. Les difficultés éprouvées par l'institution à remplir cette mission par elle-même, ainsi qu'une politique de convergence normative dans ce domaine, lancée par l'Institut international de la langue portugaise (IILP/CPLP) à la suite de l'accord orthographique de 1990, ont débouché sur l'élaboration, en association avec des partenariats internationaux, d'un vocabulaire orthographique commun (VOC), qui comprend à la fois le vocabulaire commun à toutes les variétés nationales de la langue portugaise et les vocabulaires propres à chaque variété (Faraco, 2016 : 194-197 ; Oliveira, 2013 : 70-73).

Afin de remplir sa mission de « cultiver la langue », l'ABL dispose également d'une commission de lexicographie, bien que la publication d'instruments normatifs ne fasse pas partie de ses fonctions. Contrairement, notamment, au contexte hispanique, l'ABL ne fait pas figure d'autorité normative au Brésil, tout comme l'Académie des sciences de Lisbonne, qui comporte une section linguistique qui ne fait pas non plus figure d'autorité au Portugal. On peut affirmer que l'autorité linguistique est répartie entre les divers instruments linguistiques produits par les grammairiens et les lexicographes, et qu'il n'existe pas d'autorité suprême en la matière « à qui l'on pourrait faire appel pour trancher sur les questions linguistiques » (Faraco, 2008 : 102). La seule exception à cette répartition « entre auteurs » de l'autorité normative est l'Institut Antônio Houaiss, fondé en 1997 en l'honneur de l'intellectuel et lexicographe éponyme, dans le but d'élaborer le *Grand Dictionnaire Houaiss de la langue portugaise*, et dont la mission consiste à produire des ouvrages de référence. La *Grammaire Houaiss*, publiée en 2008, fait partie de ces productions. Elle reste toutefois une œuvre d'auteur individuel, car elle a été commandée spécifiquement au grammairien José Carlos de Azeredo, professeur de langue portugaise à l'Université d'État de Rio de Janeiro³.

La production grammaticale « d'auteur », même lorsqu'elle est le fruit d'une commande institutionnelle, jalonne la route de la norme standard de la langue portugaise, dans une réinterprétation constante de la tradition selon laquelle l'incorporation de traits linguistiques caractéristiques des utilisations cultivées courantes au sein de la population brésilienne n'y a généralement pas sa place. Des éléments aussi fondamentaux que le placement du pronom atone, qui distingue clairement le brésilien du portugais, sont absents des grammaires du XX^e siècle. Bien que la proclise soit normale et catégorique dans l'usage brésilien, ces instruments grammaticaux, qui suivent une tradition normative portugaise, imposent l'enclise comme la norme de placement pronominal. Cette question fait d'ailleurs l'objet de réflexions et de controverses depuis les premières discussions sur la « langue brésilienne » au XIX^e siècle.

Comme le dit Lucchesi (2015 : 186-187), la lusitanisation de la norme standard brésilienne produit une certaine schizophrénie dans les grammaires normatives brésiennes. Elles y consignent généralement la règle de l'enclise, avec sa longue liste d'exceptions, que l'étudiant brésilien doit apprendre par cœur (alors qu'elle correspond à la compétence spontanée de tout locuteur au Portugal), pour inclure ensuite quelques informations (souvent dans une note de bas de page) sur l'usage brésilien. Sur cette pratique utilisée dans la grammaire de Celso Cunha (1981), l'un des auteurs dont l'autorité linguistique historique est reconnue au Brésil⁴, Dante Lucchesi, observe ce qui suit :

Ainsi, la normalisation linguistique au Brésil souffre actuellement de ce type de schizophrénie, avec des conséquences graves pour l'enseignement de la langue

³ Une analyse de Lagares (2016) illustre bien le poids normatif de cette grammaire d'auteur, qui, bien qu'elle s'en défende, est de fait prescriptive, puisqu'elle déclare avoir pour objectif de « décrire » la variété standard écrite du portugais.

⁴ Au sujet de l'autorité de Celso Cunha, Lucchesi (2015 : 201, n°19) rappelle que la tâche qui lui avait été confiée était de procéder à la révision grammaticale du texte de la Constitution de 1988. Or, nous avons déjà vu à quel point l'attention portée aux utilisations linguistiques dans les textes juridiques fondamentaux de l'État est frappante dans l'histoire normative brésilienne.

maternelle. Quelle attitude un professeur de portugais peut-il adopter face au discours ambigu de l'un de nos plus importants grammairiens ? Va-t-il suivre les règles lusitaniennes qui figurent dans le corps du texte, ou enseigner les coutumes brésiliennes reconnues comme légitimes, en petits caractères, dans une note de bas de page ? (Lucchesi, 2015 : 187).

L'un des derniers grammairiens dont l'autorité sociale est reconnue à intervenir dans la conservation de cette tradition normative est Evanildo Bechara, auteur de la *Grammaire moderne portugaise*. L'autorité de Bechara, émanant du fait qu'il soit le seul grammairien de l'ABL et de son statut médiatique important au Brésil en tant qu'interlocuteur privilégié pour les questions linguistiques, évoque la même schizophrénie dont parle Lucchesi, quand il déclare que « la grammaire, ancrée dans la tradition littéraire, n'est pas encore prête à faire des concessions à certaines tendances observées dans le parler des Brésiliens cultivés » (Bechara, 2001 : 587).

Marcos Bagno (2001, 2003) critique la définition que fait cet auteur de la grammaire normative, qui recommande de parler et d'écrire « selon l'usage et l'autorité d'écrivains corrects, de grammairiens et de lexicographes éclairés ». Dans ce type de définition, les critères qui définissent qui seraient les « écrivains corrects » et les « grammairiens et lexicographes éclairés » ne sont pas expliqués ; il s'agit donc bien d'une simple question de goût ou d'opinion subjective du grammairien-interprète de la tradition.

Dans une réflexion sur son œuvre, Evanildo Bechara fait référence à Fernão de Oliveira, le premier grammairien de la langue portugaise, pour affirmer que la langue standard « doit être la plus courante parmi ses meilleurs interprètes ; et les meilleurs interprètes d'une langue sont ceux qui ont le plus lu, observé, et vécu en y contribuant au mieux avec minutie, sérieux et fermeté, sans enthousiasme pour les changements trop importants » (Oliveira, 1536, *apud* Bechara, 2014 : 26). Ce credo conservateur ne définit toujours pas, au regard de la diversité présentée par la tradition normalisatrice, les critères permettant de déterminer qui sont les écrivains (et les locuteurs) « exemplaires ». Dans une sorte de cercle vicieux, les meilleurs locuteurs sont ceux qui utilisent la variété exemplaire, qui est exemplaire car elle est utilisée par les meilleurs locuteurs.

Bechara termine son texte en citant Eugenio Coseriu pour accuser le « libéralisme linguistique » d'être réactionnaire et d'accepter « tacitement l'exclusion des locuteurs dont les formulations sont non exemplaires de la culture majoritaire de la nation » (Coseriu, *apud* Bechara, 2014 : 30). Le discours démocratique contre les préjugés linguistiques et en faveur de la diversité, largement employé par les sociolinguistes, est interprété dans ce cas comme une négation de la « dimension déontique du langage ».

Pour le conservatisme linguistique, sa propre interprétation de la tradition normative est un trésor (national) à défendre, et son actualisation est interprétée comme une « absence de normes » et, par conséquent, comme une barbarie. Ce type de défense d'une norme standard conservatrice et lusitanisante omet ou ne reconnaît pas que la position glottopolitique opposée, loin de défendre une absence complète de modèle, souhaite en instaurer un nouveau. Comme nous le verrons, cette omission est renforcée par un discours linguistique ambigu de la part de nombreux linguistes, qui veillent à se détacher de toute identification prescriptive au nom de la nature scientifique de leurs activités de recherche.

Bien que le discours conservateur prétende défendre un objet bien défini, les modalités mêmes de la construction de cette tradition font de la norme standard un « poisson savonneux », pour reprendre l'image de Faraco et Tezza (1992 : 31) ; un objet insaisissable et très difficile à définir avec clarté⁵. Faraco (2011 : 267-270) compare le traitement donné par

⁵ « Ainsi, un grammairien conservateur, flanqué de ses manuels, qui passerait un mois devant le journal télévisé ou à lire des journaux et des magazines, finirait par en conclure désespérément que personne dans le pays ne sait plus parler ni écrire le portugais ! » (Faraco / Tezza, 1992 : 31).

différents instruments grammaticaux à divers aspects de l'utilisation linguistique pour démontrer leur variabilité. La transitivité indirecte du verbe « impliquer » [*implicar*], par exemple,

suivi de la préposition « dans » [em], est présentée comme une règle cultivée par Rocha Lima et Celso Luft. Ceci n'est pas le cas dans les dictionnaires Houaiss et Aurélio, qui ne retiennent que la transitivité directe, tout comme Bechara dans sa grammaire. Le Dictionnaire des usages du portugais du Brésil, mis au point par le professeur et grand lexicologue Francisco Borba, à partir d'une banque de données de 70 millions d'occurrences de la langue écrite au Brésil au cours des 50 dernières années, rassemblées dans le grand projet du Centre d'études lexicologiques de l'UNESP d'Araraquara, lui, reconnaît bien la transitivité indirecte. (Faraco, 2011 : 267)

Face à cette diversité dans l'établissement du modèle de correction, l'auteur défend la flexibilité normative comme le moyen plus sensé de sortir de l'impasse : « s'il existe une divergence entre les bons instruments normatifs sur un même fait, aucun doute ne subsiste : les deux possibilités représentent la norme cultivée » (Faraco, 2011 : 267). Un standard variable ne constituerait pas un problème en soi, s'il fonctionnait dans une culture linguistique plus respectueuse de la diversité des usages.

Alors que les instruments normatifs, élaborés par des auteurs, présentent un modèle de correction variable, dans lequel les usages cultivés du Brésil sont rassemblés de manière irrégulière, l'idée d'une grammaire normative unique, modèle de correction incontestable, continue de faire partie de l'imaginaire social. Comme Faraco lui-même (2008) le reconnaît, cette position normative finit également par encourager la création et la diffusion de ce qu'il appelle la « norme restreinte » : un modèle de correction extrêmement limité, où les locuteurs cultivés condamnent des usages normaux, en émettant des jugements catégoriques qui ne correspondent pas à la réalité des faits linguistiques.

Le « purisme linguistique », la version extrême du prescriptivisme, peut s'entendre comme conséquence de l'insécurité linguistique. Cette insécurité provient des contradictions directement observées dans les instruments grammaticaux concernant l'acceptation des usages brésiliens, de la considérable variabilité manifestée dans les interprétations de la tradition normative selon les auteurs, et des conditions sociales dans lesquelles cette norme est appliquée, en considérant le profond clivage socioéconomique qui n'a jamais été dépassé à travers l'histoire du Brésil. En ce sens, et bien que cela puisse paraître paradoxal, la diversité des instruments de normalisation plus explicites et l'absence d'institution normative dotée d'une autorité reconnue par la société favorisent la réaction puriste. Plus le modèle de correction sera inaccessible, plus il sera facile de l'utiliser comme instrument d'exclusion, car « le discours conservateur joue un rôle important dans la construction de l'hégémonie idéologique de la domination de classe au Brésil », comme l'affirme Dante Lucchesi (2015 : 188). L'indétermination quant au standard à utiliser représente un alibi parfait pour la prolifération de « conseils » plus ou moins arbitraires, « pour ne pas se tromper » dans l'utilisation du langage, qui font de la connaissance grammaticale une vérité presque ésotérique, et assimile ses interprètes à des sortes de prêtres possédant une connaissance « révélée » à la portée de quelques privilégiés. L'indéfinition normative profite, en fin de compte, au conservatisme et au purisme linguistiques.

Le cercle vicieux des préjugés linguistiques (Bagno, 2001 : 95-97), engendré par les grammaires normatives conservatrices, et entretenu par le matériel didactique qui s'en inspire et par les professeurs de langue qui appliquent une pratique pédagogique conventionnelle, complète ce que Bagno appelle les « ordres paragrammaticaux ». Plusieurs acteurs, tels que certains enseignants lusophones médiatisés et les auteurs de guides pour parler un portugais correct ou de manuels de rédaction de grands journaux, constituent des exemples sociaux de contrôle normatif, des représentants actuels du purisme classique,

qui réduisent radicalement la complexité des règles de fonctionnement du langage, en ramenant à une simple dichotomie correct-incorrect des phénomènes que les grammaires normatives (desquelles ils s'inspirent) examinent avec plus de rigueur et de minutie, en ignorant allègrement le phénomène de variation linguistique et en méprisant les conditions de production d'un texte (Bagno, 2001 : 98).

Tout un marché de « soutien linguistique » contribue au maintien de cet idéal du « langage inaccessible », tirant parti des difficultés de la standardisation pour établir ce que Bagno (2003 : 193) appelle « la norme cachée », à savoir « le déguisement linguistique d'une discrimination qui est en réalité sociale ».

Présenter en tant que représentant de la correction linguistique un modèle indéfini avec de fortes doses d'arbitraire provoque une grande insécurité linguistique chez tous les locuteurs, sans distinction de classe sociale et de niveau d'alphabétisation, mais son effet discriminant est plus puissant chez les moins lettrés, rendus coupables de leur propre condition sociale subalterne pour ne pas maîtriser la « norme standard » du portugais. Ce jeu de dés pipés impose une norme standard incomplète et arbitraire comme exigence (et comme obstacle) pour accéder à certains postes de la fonction publique, voire même de l'enseignement supérieur. Les concours publics ouvrant l'accès à des postes dans l'administration sont de fait l'argument principal pour justifier le maintien de ce modèle de « norme restreinte » dans les cours préparatoires aux concours ou aux examens d'entrée à l'université [*vestibular*], ainsi que dans le matériel scolaire et parascolaire le plus vendu.

L'on constate que l'autorité de l'État en matière de réglementation linguistique ne se manifeste pas institutionnellement par rapport aux principaux instruments de standardisation. En ce qui concerne la *codification de la langue*, elle ne se matérialise que dans le domaine orthographique. L'orthographe est le seul aspect normatif ayant un caractère officiel au Brésil, comme dans d'autres pays lusophones. La gestion de l'orthographe est strictement nationale en portugais, ce qui signifie que les accords d'orthographe ont le statut de traités de coopération économique, scientifique, technique et culturelle, et doivent être ratifiés par leurs parlements respectifs (Cristóvão, 2010 : 130). De cette manière, la mise en œuvre de ces accords dépend également des aléas politiques de chaque pays.

Lorsque la première orthographe simplifiée a été déclarée officielle au Portugal en 1911, le Brésil était déjà une nation indépendante. Cet acte législatif s'appliquait donc logiquement uniquement à l'espace délimité par les frontières du pays. En 1941, un accord culturel luso-brésilien a été signé pour promouvoir au niveau international la culture partagée entre les deux États. La Convention orthographique de 1943 et l'Accord orthographique de 1945 s'inscrivent tous deux dans une perspective politique d'organisation d'un espace linguistique et culturel transnational (Faraco, 2016 : 292), mais ces deux initiatives rencontrent des difficultés d'application, liées à l'élaboration d'un vocabulaire orthographique commun et aux respectives procédures législatives.

L'accord orthographique portugais de 1990 (AO90) est, en fait, un traité international signé par l'État brésilien et sanctionné par décret seulement le 29 septembre 2008, avec une période de mise en œuvre initialement prévue du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2012, dont l'échéance a ensuite été prolongée au 31 décembre 2015, puis à fin 2016.

Dans un bref historique de cet événement, Faraco (2014) localise l'origine des négociations dans les années 60, lors d'une conférence internationale tenue à Coimbra. Le Brésil ratifiera l'accord et ses protocoles de modification en 2004, et celui-ci sera intégré à l'ordre juridique par un décret signé en 2008 par le président Luís Inácio Lula da Silva⁶.

⁶ Il s'agit du décret 6.583 du 29 septembre 2008. Disponible en portugais sur le site http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/_Ato2007-2010/2008/Decreto/D6583.htm. Consulté le 14 janvier 2019.

Au Brésil, l'AO est entré en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2009 dans le cadre du plan national du livre didactique (PNLD), puis adopté par les éditeurs et les journaux du pays. Comme nous l'avons dit précédemment, l'élaboration du vocabulaire orthographique commun sous la direction de l'Institut international de la langue portugaise (IILP), institution de gestion partagée de la langue entre les membres de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP), constituée, d'après son directeur entre 2010 et 2014, Gilvan Müller de Oliveira, un premier pas dans un processus de confluence normative entre plusieurs variétés nationales (Oliveira 2013 : 70).

En réalité, les dynamiques nationales continuent de peser lourdement sur le maniement de l'orthographe. Si au Brésil la question de l'orthographe n'est pas sujette à controverse, l'AO90 ayant été mis en œuvre sans incident majeur, au Portugal, qui l'a également ratifié en 2008, l'accord rencontre en revanche une forte opposition de la part de groupes de professionnels des lettres, de journalistes, d'écrivains, d'enseignants et de chercheurs de langue portugaise. En plus des réserves fondamentales des réfractaires portugais, qui perçoivent l'AO90 comme une sorte de brésilianisation de la langue et, par conséquent, comme le fruit d'un projet d'impérialisme culturel engagé par l'ancienne colonie, les différentes vitesses et procédures d'application de la norme ont fini par consolider des différences importantes entre les variétés portugaise et brésilienne, par exemple dans le traitement orthographique donné aux groupes cultivés latins, qui n'ont même pas été résolues par la création du vocabulaire orthographique commun. Dans les pays africains lusophones, des réserves et des retards dans la ratification de l'accord se sont également accumulés, notamment, d'après Faraco (2014), en raison de la « nécessité de définir des critères pour l'adaptation orthographique des mots originaires de leurs diverses langues nationales, qui enrichissent en permanence le vocabulaire portugais ».

L'intervention de l'État au Brésil est également visible dans le domaine de l'éducation, au stade du processus de normalisation correspondant à la *diffusion du standard* (Haugen, 1983). Outre les documents officiels d'orientation de l'enseignement, qui recommandent l'étude et l'évaluation des variations linguistiques, l'enseignement de la grammaire serait régi par une ordonnance de 1959, portant définition de la nomenclature grammaticale brésilienne (NGB). À l'occasion du cinquantième anniversaire de cette nomenclature officielle toujours en vigueur, Claudio Cezar Henriques a édité un livre contextualisant cette intervention politique, avec une annexe comprenant le projet de texte et le texte définitif (ainsi que son correspondant en portugais), ainsi que des témoignages écrits de linguistes brésiliens sur sa pertinence et, éventuellement, sur le besoin de la renouveler. Bethania Mariani rappelle dans ce livre, à l'instar d'autres chercheurs interrogés, que les principaux problèmes sont la « réorientation des priorités dans l'enseignement de la langue portugaise », d'une part, et la discussion sur la « langue nationale », d'autre part :

La nomenclature grammaticale, comme son nom l'indique, vise à décrire de manière hermétique la grammaire d'une variété de la langue, le standard. En ce sens, les propositions de renouvellement ou de changement de nom de la NGB sont anodines, car elles ne changeraient pas la perception de la définition de langue nationale telle qu'elle y est décrite. (Mariani, dans Henriques, 2009 : 75)

Cela soulève un autre paradoxe. Au Brésil, il n'existe pas de standard linguistique officiel ni d'instrument normatif brésilien reconnu par l'État, mais une normalisation métalinguistique, fondée sur les termes de la grammaire standard, qui exerce une grande influence sur l'enseignement du portugais, et en particulier sur les modèles pédagogiques linguistiques traditionnels, qui réduisent la réflexion linguistique à l'identification et à la classification d'unités grammaticales. Cette pédagogie linguistique, qui oblige les étudiants à reconnaître la nomenclature grammaticale, est intimement liée à une vision très étroite du

standard, bien que ce dernier ne soit pas bien défini, comme nous l'avons vu précédemment, et s'applique toujours dans les examens d'accès à l'enseignement supérieur et aux concours de la fonction publique.

La linguistique entre en scène

Si, comme nous l'avons vu, la tradition normative la plus lusitanisante se manifeste à travers les divers auteurs de grammaires normatives, avec une reconnaissance partielle et contradictoire des caractéristiques linguistiques brésiliennes, et se diffuse dans un modèle très traditionnel de pédagogie linguistique axé sur la reconnaissance et la classification des unités grammaticales, il est logique que le renouveau de la question normative au Brésil ait éclo avec l'avènement de la description sociolinguistique et d'une linguistique appliquée à l'enseignement, qui valorisent un autre type de connaissance dans l'approche des phénomènes linguistiques.

En 2004, le Ministère de l'éducation a organisé une Commission, composée de linguistes prestigieux des universités publiques brésiliennes, dénommée COLIP (Commission pour la définition de la politique d'enseignement-apprentissage, de la recherche et de la promotion de la langue portugaise), qui se proposait notamment de repenser l'enseignement du portugais. À cette fin, la Commission a défendu la création de matériel didactique pour les enseignants, qui soit basé sur le langage utilisé effectivement par les étudiants et au moyen de recherches continues, afin de promouvoir leur insertion dans l'utilisation des modalités écrites sans discriminer les pratiques orales. Cette Commission a également soulevé la question de la mise à jour des références normatives, en valorisant une norme standard plus proche des utilisations réelles de la population lettrée au Brésil (Henriques, 2009 : 18-23).

Pour définir les contours des variantes cultivées brésiliennes, le rôle fondamental du développement du projet NURC (norme urbaine cultivée) et de la concrétisation de la proposition formulée dans la première moitié du XX^e siècle par le défenseur de la « langue brésilienne », Herbert Parentes Fortes, de cartographier la réalité linguistique du pays pour définir sur des bases plus solides un standard spécifiquement brésilien, sont à souligner. Le projet NURC est une initiative de recherche universitaire lancée en 1969 dans le but de documenter et de décrire de manière complète la norme objective (c'est-à-dire les utilisations orales normales) de la population cultivée de cinq capitales brésiliennes : Porto Alegre, São Paulo, Rio de Janeiro, Salvador et Recife. La collecte de données pour cette étude a duré jusqu'en 1990 et, une fois le *corpus* constitué, les analyses ont été menées jusqu'en 2002. Les résultats ont été étudiés à l'occasion de divers séminaires, puis publiés en sept volumes.

Joana Plaza Pinto (2013) identifie dans un tel projet de recherche ce qu'elle appelle *l'erreur de la préfiguration identitaire*, qui consiste à imaginer la société brésilienne comme un ensemble relativement homogène, qui peut être catégorisé en fonction du couple classe-scolarité. En réalité, le niveau de formation des participants (universitaire, ce qui correspond à une très petite partie de la population) était fondamental dans le projet NURC pour délimiter le *corpus* de la recherche, définissant ainsi les « locuteurs cultivés ». Il existe également une circularité évidente entre la « norme cultivée » et les personnes considérées comme étant des interprètes « cultivés », « normaux » d'une variété linguistique donnée. Le concept de « norme cultivée » est défini par le propre projet élaboré pour la décrire.

Quoi qu'il en soit, les résultats de ces recherches, notamment en ce qui concerne la description syntaxique du portugais brésilien parlé, ainsi que d'autres recherches sociolinguistiques variationnelles offrant des photographies de la diversité des utilisations, non seulement orales mais aussi écrites, associées à des variables telles que l'âge, la formation académique ou les revenus, offrent une vision très précise de la réalité linguistique et

dégagent une certaine représentation du portugais brésilien. Les données du projet NURC ont permis d'établir la grammaire du portugais parlé [*a Gramática do português falado*] et, à partir de 2006, la grammaire du portugais cultivé parlé au Brésil [*a Gramática do português culto falado no Brasil*], ouvrages collectifs coordonnés par Ataliba T. de Castilho.

Forte de ces connaissances, la réflexion sur l'enseignement de la langue portugaise commence à porter sur le défi que représente le développement de pratiques de littéracie au sein d'une population arrivant à l'école avec des usages linguistiques très éloignés des variantes de prestige, et plus éloignés encore de l'ancienne norme standard, basée sur l'écriture littéraire portugaise du XIX^e siècle.

Les linguistes qui ont développé des recherches pertinentes sur la variation, telles que Stella Maris Bortoni-Ricardo, se tournent alors vers la question de l'éducation linguistique, en essayant de tirer parti des résultats de leurs études sociolinguistiques. Dans un livre intitulé, justement, *Nós chegemu na escola, e agora?* [le titre, signifiant « Nous sommes arrivés à l'école, et maintenant ? » emprunte volontairement une variété grammaticale orale populaire *Nós chegemu* au lieu de la forme grammaticale standard *Nós chegamos*], Bortoni-Ricardo rassemble des articles sur la sociolinguistique et l'éducation. Selon elle, face à la diversité des variétés orales de langue portugaise parlées à l'école par les élèves des classes populaires, les érudits adoptent généralement deux positions opposées : celle de *l'idéologie du vide*, qui ignore et donc nie la culture de ces enfants, et celle de la réaction contre la norme standard, identifiée alors comme la cause de tous les maux. L'autrice affirme que, si l'école ne peut ignorer les différences sociolinguistiques, elle ne doit pas non plus renoncer à son rôle consistant à enseigner les variétés de prestige : « Les étudiants qui viennent à l'école en utilisant les mots « nós chegemu » [au lieu de *nós chegamos*] « abrido » [au lieu de *aberto*] et « ele drome » [au lieu de *ele dorme*] par exemple, doivent être respectés et leurs particularités linguistiques et culturelles doivent être valorisées, mais ils ont également le droit inaliénable d'apprendre les variantes de prestige de ces expressions » (Bortoni-Ricardo, 2005 : 15).

Magda Soares va plus loin dans la contestation de la *théorie de l'adéquation linguistique*, qui impose à l'école le devoir de préserver l'équilibre social et les hiérarchies entre les utilisations. Selon elle, à travers l'éducation, il serait nécessaire de promouvoir un *bidialectalisme de transformation* qui, par le biais de l'acquisition des variétés de prestige par les couches populaires, permettra de soustraire cet instrument de domination au contrôle exclusif des classes privilégiées. L'utilisation d'un langage légitime sur un pied d'égalité, l'accès à ce capital culturel par le biais de l'école, préparent les élèves « à lutter pour une plus grande participation politique et une répartition plus équitable de la richesse et des privilèges » (Soares, 2017 : 115).

Le renouvellement de la pédagogie de l'enseignement des langues à partir des connaissances développées par la linguistique consiste, dans ce modèle d'école inclusive et démocratique, à abandonner l'enseignement de la grammaire limité à la classification des unités, au profit d'une réflexion sur des faits linguistiques plus divers. Car, comme le dit Syrius Possenti,

s'ériger contre la grammaticalité ne revient pas à vouloir une école purement « pratique », qui n'étudie pas les questions linguistiques. Il serait contradictoire de privilégier une telle voie, notamment parce qu'il est avéré que les réflexions linguistiques sont l'une des activités courantes des locuteurs, et qu'il n'y a aucune raison de la réprimer à l'école. Il s'agit simplement de réorganiser la discussion, de changer les priorités. (Possenti, 1996 : 56)

Marcos Bagno, dans le même sens, propose de dépasser la « pédagogie de l'erreur » et de centrer l'enseignement des langues sur le développement des pratiques de littéracie et, aux

stades les plus avancés, sur la recherche linguistique et la réflexion sur le fonctionnement du langage « de manière consciente, systématique et technique » (Bagno, 2002 : 59). Il développe à propos, dans son livre intitulé *Portugais ou brésilien ? une invitation à la recherche* (Bagno, 2001b, *Português ou brasileiro? Um convite à pesquisa*), une proposition d'enseignement basée sur la recherche de phénomènes propres à la langue utilisée au Brésil.

Cette proposition d'intervention dans l'enseignement, d'un point de vue sociolinguistique, qui considère la diversité linguistique comme un objet de réflexion et d'étude et qui remplace l'apprentissage de la « doctrine grammaticale » par la recherche sur les faits linguistiques, lorsqu'elle se concrétise dans des manuels et des pratiques pédagogiques, n'est généralement pas bien socialement reçue. L'une des polémiques politiques les plus intenses sur la langue au Brésil de ces dernières années, qui a noirci des pages de journaux et occupé l'antenne de télévision pendant des mois, a été causée précisément par une explication de la variation linguistique dans un livre didactique pour l'éducation des jeunes et des adultes distribué par le Ministère de l'éducation. Bien évidemment, comme cela a été le cas lors de la controverse sur la langue employée dans le Code civil du début du XX^e siècle, il est nécessaire de prendre en compte le contexte politique pour comprendre comment un détail linguistique a pu se transformer en *casus belli* par les grands médias, et en argument pour attaquer un gouvernement de centre-gauche, mais la controverse expose également plusieurs dimensions du conflit linguistique brésilien. L'autrice de l'ouvrage *Pour une vie meilleure (Por uma vida melhor)*, Heloísa Ramos, y expliquait la différence entre les diverses normes sociales d'utilisation de la langue, et a déclaré ce qui suit à son lecteur (jeune ou adulte scolarisé tardivement) au sujet de l'accord variable dans le syntagme nominal :

Vous vous demandez peut-être : « Mais puis-je dire “os livro” ? » [au lieu de os livros, « les livres »]. Bien sûr que vous pouvez. Mais prenez garde car, selon la situation, vous courez le risque d'être victime de préjugé linguistique. De nombreuses personnes disent ce qu'on est en droit, et ce qu'on n'est pas en droit, de dire ou d'écrire, en appliquant les règles établies pour la norme cultivée comme standard de correction pour toutes les formes linguistiques. Le locuteur doit donc être capable d'utiliser la variante linguistique appropriée à chaque occasion. (Ramos, 2011 : 16)

L'« autorisation » de parler conformément à cette norme linguistique populaire (« bien sûr que vous pouvez ») a provoqué un tollé dans les médias, qui ont interprété cette phrase comme une incitation à « mal parler ». Au milieu des tirs croisés, des chercheurs et des enseignants promouvant une éducation linguistique émancipatrice ont été accusés de semer la confusion, et d'entraver le progrès social des élèves des classes populaires et du pays lui-même.

Les linguistes se battent, en définitive, sur deux plans, liés à deux axes du conflit linguistique brésilien qui sont étroitement liés. Ils embrassent d'une part la lutte contre les préjugés linguistiques et la discrimination sociale qui, dans une société aussi inégale que celle du Brésil, se matérialise également de manière intense dans et à travers la langue. L'espace scolaire est un domaine privilégié pour ce combat, et certains d'entre eux souhaitent l'instrumentaliser dans le but plus large de favoriser la transformation sociale. D'autre part, ils aspirent à la définition politique d'une norme brésilienne plus raisonnable, plus proche de la norme objective des locuteurs cultivés, des variétés de prestige réelles, ou du moins à la flexibilisation, dans le cadre d'une culture linguistique plus démocratique, des modèles de correction utilisés dans la société.

Certaines productions de Marcos Bagno, le plus combatif parmi les linguistes affichant cet engagement glottopolitique, offrent un exemple clair de cette double bataille entreprise par la linguistique en tant que domaine de connaissance. Nous avons déjà évoqué certains de ses travaux sur l'éducation linguistique, mais le livre dont l'influence a été la plus déterminante sur cette approche pédagogique s'intitule *Préjugé linguistique : définition et fonctionnement*,

(*Preconceito linguístico: o que é, como se faz*). Publié pour la première fois en 1999 et réédité depuis, il s'agit d'un véritable succès commercial de linguistique brésilienne⁷. Parallèlement à cette intervention de réflexion et de propositions sur l'enseignement des langues (qui caractérise également le travail d'un autre important théoricien de la pensée sur la norme linguistique au Brésil, Carlos Alberto Faraco, auteur de livres didactiques en portugais et d'ouvrages d'entraînement à la lecture et l'écrit), Bagno est l'auteur qui propose le plus explicitement une norme standard pour le portugais parlé et écrit au Brésil. Cette idée est présente dans divers ouvrages d'intervention, comme par exemple son livre intitulé *Votre parole n'est pas une erreur ! (Não é errado falar assim!)* (2009), au sous-titre éloquent : « En défense du portugais brésilien » (*Em defesa do português brasileiro*). Dans cet ouvrage, Bagno recense jusqu'à 50 variantes condamnées par les grammaires normatives et par les ordres paragrammatiques, auxquelles il répond avec force dès le titre lui-même, qui inverse parodiquement la recommandation/sommation du célèbre *Ne faites plus d'erreur ! (Não erre mais!)*, de Luiz Antonio Sacconi (1990). Ces phénomènes incluent des questions telles que le placement des pronoms ou l'absence d'accord avec un sujet reporté, la variation de la transitivité de certains verbes, l'utilisation du pronom « lui » [*lhe*] comme objet direct et de « il/elle » [*ele/ela*] comme objet, l'« avoir » [*ter*] existentiel ou encore le mélange de traitements, entre autres. Dans tous ces cas, l'auteur défend la flexibilité normative, c'est-à-dire la légitimité des utilisations condamnées au profit de celles qui sont propres à la tradition normative, et présente une longue liste d'exemples écrits de versions en ligne de grands journaux brésiliens. Avec ces cautions, il conteste l'accusation des défenseurs de la norme traditionnelle, qui affirment la dimension exclusivement orale de ces phénomènes, dans une distinction catégorique et irréaliste entre l'oralité et l'écriture. Ces exemples servent également d'argument pour faire valoir que ces utilisations constituent un changement linguistique achevé, car elles font partie d'une écriture surveillée, et ne sont pas perçues comme des « erreurs » par les relecteurs des journaux ni par les lecteurs eux-mêmes. Comme le disent Faraco et Tezza (1992), un grammairien conservateur n'y verrait qu'une liste interminable d'erreurs, ce qui le conforterait dans sa conviction que plus personne ne sait écrire correctement le portugais dans le pays.

Bagno intensifie cette intervention glottopolitique, en s'assumant comme agent normalisateur dans sa *Grammaire pédagogique du portugais brésilien* (2011) (*Gramática pedagógica do português brasileiro*), un ouvrage encyclopédique destiné à la formation des enseignants dans le pays et qu'il définit comme *propositif*, « parce qu'il ne se limite pas à décrire ou exposer le portugais brésilien, mais propose effectivement l'acceptation sans réserve de nouvelles règles de grammaire, déjà en vigueur dans notre langue depuis longtemps ». Plus loin, sur la même page, l'auteur reconnaît explicitement son militantisme politique « en faveur de la reconnaissance du portugais brésilien en tant que langue complète et autonome, qui doit être guidée par ses propres principes de fonctionnement et non par une tradition grammaticale exclusivement tournée vers le vieux portugais littéraire européen » (Bagno, 2011 : 14).

La *Grammaire pédagogique* comprend une édition de poche qui résume les problèmes les plus importants pour un enseignement linguistique centré sur la réalité brésilienne. Enfin, le même auteur a publié en 2015, avec Orlene Lúcia S. Carvalho, une *Grammaire brésilienne à l'intention des hispanophones* (*Gramática brasileira para hablantes de español*), qui constitue également une intervention de légitimation du portugais parlé au Brésil dans le cadre du Mercosur.

⁷ Depuis 2015 dans une version très élargie, publiée à São Paulo par Parábola Editorial.

La linguistique sort de scène ?

En dépit du *boom* grammatical observé au Brésil entre 1999 et 2014, pour reprendre l'expression de Faraco et Vieira (2016 : 7), avec la publication de grammaires élaborées par des linguistes, ces dernières ne présentent pas d'orientation normative claire, et maintiennent une certaine indéfinition dans la description de traits spécifiquement brésiliens, toujours identifiés avec une expression orale informelle, sans légitimation décisive de leur utilisation dans l'écriture surveillée⁸.

Le maintien d'une distinction rigide entre « description » et « prescription », qui constitue la base du volet scientifique de la linguistique moderne, explique que ces nouvelles grammaires clairement descriptives du portugais brésilien, fondées sur des recherches de données empiriques sur les variétés de prestige, n'adoptent, généralement, aucune position glottopolitique assumée de défense explicite d'une nouvelle norme standard. Des ambiguïtés subsistent donc sur les aspects fondamentaux de la grammaire linguistique dans l'écriture surveillée. La difficulté pour les linguistes d'assumer une position politique explicite en matière de normalisation est aggravée par l'absence d'autres agents glottopolitiques susceptibles de défendre l'autonomie du portugais brésilien, dans une perspective de revendication de la souveraineté linguistique du Brésil.

Cette revendication, déjà assumée, comme nous l'avons vu, par des écrivains et des intellectuels d'autres domaines dans l'histoire du pays, ne prend pas corps aujourd'hui, sous forme de discours et d'action politique, parmi les linguistes, à l'exception de ceux susmentionnés. L'autonomie du portugais brésilien s'affirme, cependant, en termes pratiques, dans certains gestes que Zoppi-Fontana (2009 : 24) identifie comme les jalons du début d'une grammatisation brésilienne, dont la mise en œuvre du Certificat de compétence en langue portugaise pour les étrangers (Celpe-Bras/MEC), en 1993, ou le lancement du premier cursus en portugais du Brésil en tant que langue seconde (UnB), en 1998, sont des exemples.

En ce sens, compte tenu des caractéristiques du processus de normalisation du portugais, diffus et tributaire des auteurs, l'élaboration de grammaires explicitement normatives, avec des versions scolaires et consultatives destinées aux locuteurs, et non seulement aux spécialistes, constituerait déjà une intervention glottopolitique pertinente. Outre l'élaboration de ces instruments, il conviendrait d'investir dans des œuvres d'autorité et de légitimité sociale visant à guider les pratiques orales et écrites des locuteurs. Dante Lucchesi, tenant de l'organisation d'un congrès ou d'un grand rassemblement organisé par les associations universitaires de linguistique (l'Association brésilienne de linguistique, ABRALIN et l'Association de linguistique appliquée du Brésil, ALAB) pour débattre de la question de la définition de la norme standard brésilienne⁹, donne aux linguistes la mission suivante :

Au-delà de fournir [...] les fondements théoriques et empiriques d'un questionnement efficace sur les modèles actuels de la norme standard au Brésil, oser aller au-delà et, en défiant les ordres paragrammaticaux réactionnaires, qui, bien intégrés dans les médias de communication de masse, donnent aujourd'hui le ton du discours sur la langue dans la société, proposer une mise à jour de la norme standard à partir des standards d'utilisation réels que nous avons observés dans les normes de la langue brésilienne, condition nécessaire à la véritable démocratisation de l'enseignement de la langue maternelle dans le pays (Lucchesi, 2002 : 89).

⁸ Les nouvelles grammaires brésiliennes publiées pendant cette période sont la *Gramática de usos do português* (2000), de Maria Helena de Moura Neves ; la *Gramática Houaiss da língua portuguesa* (2008), de José Carlos de Azeredo ; la *Gramática do português brasileiro* (2010) de Mário Perini ; la *Nova gramática do português brasileiro* (2010), d'Ataliba T. de Castilho ; et enfin, la *Gramática Pedagógica do português brasileiro* (2011), de Marcos Bagno.

⁹ Par exemple, dans une interview publiée dans *Grial* 190, avril-mai-juin 2011, tome LXIX.

De notre point de vue, les linguistes devraient également assumer publiquement qu'affirmer la grammaticalité de toutes les variétés et valoriser la diversité linguistique constitue un programme idéologique, comme le dit James Milroy (2011 : 62), et établir des stratégies et des plans de défense dans la sphère publique. Cet engagement politique questionne et menace de compromettre des pouvoirs locaux et nationaux bien établis dans la société brésilienne, détenus par les institutions de l'État et les agents du marché, mais aussi par les enseignants lusophones, dont le savoir et les compétences reposent sur une grande part d'arbitraire. Cet engagement démocratique est le seul moyen pour les spécialistes du langage de réunir les conditions effectives pour participer au débat glottopolitique et modifier l'opinion publique sur l'utilisation de la langue, compte tenu de la complexité des strates et de la multitude des points de vue qui configurent cet objet social en conflit permanent.

Références bibliographiques

- BAGNO, Marcos, 1999, *Preconceito linguístico. O que é, como se faz*, São Paulo: Edições Loyola.
- BAGNO, Marcos, 2001a, *Dramática da língua portuguesa. Tradição gramatical, mídia & exclusão social*, São Paulo: Edições Loyola.
- BAGNO, Marcos, 2001b, *Português ou brasileiro? Um convite à pesquisa*, São Paulo: Parábola Editorial.
- BAGNO, Marcos, 2002, "A inevitável travessia: da prescrição gramatical à educação linguística", In: Marcos Bagno; Gilles Gagné; Michael Stubbs, *Língua materna: letramento, variação e ensino*, São Paulo: Parábola Editorial, pp. 13-84.
- BAGNO, Marcos, 2003, *A norma oculta. Língua & Poder na sociedade brasileira*, São Paulo: Parábola Editorial.
- BAGNO, Marcos, 2009, *Não é errado falar assim! Em defesa do português brasileiro*, São Paulo: Parábola Editorial.
- BAGNO, Marcos, 2011, *Gramática pedagógica do português brasileiro*, São Paulo: Parábola Editorial.
- BECHARA, Evanildo, 2001, *Moderna gramática portuguesa*, 73 ed. rev. e ampl. Rio de Janeiro: Lucerna.
- BECHARA, Evanildo, 2014, "Para que se faz uma gramática?", In: Maria Helena de Moura Neves, Vânia Cristina Casseb-Galvão; Marli Quadros Leite; Franciso Roberto Platão Savioli (orgs.), *Gramáticas contemporâneas do português: com a palavra, os autores*, São Paulo: Parábola Editorial, pp. 19-30.
- BORTONI-RICARDO, Stella Maris, 2005, *Nós chegemu na escola, e agora? Sociolinguística e educação*, São Paulo: Parábola Editorial.
- BOURDIEU, Pierre, 2004, "A codificação", *Coisas ditas*, Tradução de Cássia R. da Silveira e Denise Moreno Pegorim, São Paulo: Brasiliense.
- CRISTÓVÃO, Fernando, 2010, *Comissão Nacional Do Instituto Internacional Da Língua Portuguesa –Ministério Da Educação De Angola*. Oficina de Trabalho sobre o Acordo Ortográfico de 1990, Luanda: Mayamba.
- CUNHA, Celso, 1968, *Língua portuguesa e realidade brasileira*. Rio de Janeiro: Tempo Brasileiro.
- CUNHA, Celso, 1981, *Gramática do português contemporâneo: de acordo com a nomenclatura gramatical brasileira*, Rio de Janeiro: Editora Padrão.
- FARACO, Carlos Alberto, 2008, *Norma culta brasileira: desatando alguns nós*, São Paulo: Parábola Editorial.

- FARACO, Carlos Alberto, 2011, “O Brasil entre a norma culta e a norma curta”, *In: Xoán Carlos Lagares; Marcos Bagno (orgs.), Políticas da norma e conflitos linguísticos*, São Paulo: Parábola Editorial, pp. 259-275.
- FARACO, Carlos Alberto, 2014, “O acordo ortográfico de 1990. Situação atual (junho/2014)”, Disponível em <https://iilp.wordpress.com/2014/06/10/o-acordo-ortografico-de-1990-situacao-atual-junho2014/> (Acesso em 12 de janeiro de 2019).
- FARACO, Carlos Alberto, 2016, *História sociopolítica da língua portuguesa*, São Paulo: Parábola Editorial.
- FARACO, Carlos Alberto; TEZZA, Cristóvão, 1992, *Prática de texto: língua portuguesa para estudantes universitários*, Petrópolis, RJ: Vozes.
- FARACO, Carlos Alberto; VIEIRA, Francisco Eduardo (orgs.), 2016, *Gramáticas brasileiras: com a palavra, os leitores*, São Paulo: Parábola Editorial.
- FARACO, Carlos Alberto; ZILLES, Ana Maria, 2017, *Para conhecer norma linguística*. São Paulo: Contexto.
- FORTES, Herbert Parentes, 1957, *A língua que falamos*, Rio de Janeiro: Edições G.R.D.
- HAUGEN, Einar, 1983, “The Implementation of Corpus Planning: Theory and Practice”, *In: Juan Covarrubias; Joshua F. Fishman (eds.), Progress in Language Planning: International Perspectives*, La Haye: Mouton, pp. 269-289.
- HENRIQUES, Claudio Cezar, 2009, *Nomenclatura gramatical brasileira: 50 anos depois*, São Paulo: Parábola Editorial.
- ILARI, Rodolfo; BASSO, Renato, 2006, *O português da gente: a língua que estudamos, a língua que falamos*, São Paulo: Contexto.
- LAGARES, Xoán Carlos, 2016, “Gramática Houaiss: O impossível equilíbrio entre descrição e prescrição”, *In: Carlos Alberto Faraco; Francisco Eduardo Vieira (orgs.), Gramáticas brasileiras: com a palavra, os leitores*, São Paulo: Parábola Editorial.
- LAGARES, Xoán Carlos, 2018, *Qual política linguística? Desafios glotopolíticos contemporâneos*.
- LUCCHESI, Dante, 2002, “Norma linguística e realidade social”, *In: Marcos Bagno (org.). Linguística da norma*, São Paulo: Edições Loyola, pp. 63-92.
- LUCCHESI, Dante, 2009, “História do contato entre línguas no Brasil”, *In: Dante Lucchesi; Alan Baxter; Ilza Ribeiro (orgs.), O português afro-brasileiro*, Salvador: EDUFBA, pp. 41-74.
- LUCCHESI, Dante, 2015, *Língua e sociedade partidas. A polarização sociolinguística do Brasil*, São Paulo: Editora Contexto.
- MARIANI, Bethania, 2011, “A redação do código civil. Polêmica linguística, jurídica ou política?”, *In: Xoán Carlos Lagares; Marcos Bagno (orgs.), Políticas da norma e conflitos linguísticos*, São Paulo: Parábola Editorial, pp. 237-258.
- MATTOS E SILVA, Rosa Virgínia, 2004, *Ensaio para uma sócio-história do português brasileiro*, São Paulo: Parábola Editorial.
- MILROY, James, 2011, “Ideologias linguísticas e as consequências da padronização”, *In: Xoán Carlos Lagares; Marcos Bagno (orgs.), Políticas da norma e conflitos linguísticos*, São Paulo: Parábola Editorial, pp. 49-87.
- OLIVEIRA, Gilvan Müller de, 2013, “Um Atlântico ampliado: o português nas políticas linguísticas do século XXI”, *In: Luiz Paulo da Moita Lopes (org.), O português no século XXI. Cenário geopolítico e sociolinguístico*, São Paulo: Parábola Editorial, pp. 53-73.
- PAGOTTO, Emilio Gozze, 1998, “Norma e condescendência: ciência e pureza”, *Línguas e Instrumentos Linguísticos*, Campinas: Pontes, v. 2, pp. 49-68.

- PINTO, Edith Pimentel, 1981, *O português do Brasil. Textos críticos e teóricos 2 – 1920/1945 – Fontes para a teoria e a história*, Rio de Janeiro/São Paulo: Livros Técnicos e Científicos/Ed. da Universidade de São Paulo.
- PINTO, Joana Plaza, 2013, ‘Prefiguração identitária e hierarquias linguísticas na invenção do português’, In: Luiz Paulo da Moita Lopes (org.), *Português no século XXI: cenário geopolítico e sociolinguístico*, São Paulo: Parábola Editorial, pp. 120-143.
- POSSENTI, Sírio, 1996, *Por que (não) ensinar gramática na escola*, Campinas, SP: Mercado de Letras.
- RAMOS, Heloisa, 2011, *Por uma vida melhor*, Coleção viver e aprender, Ed Global.
- RAJAGOPALAN, Kanavillil, 2011, “A norma linguística do ponto de vista da política linguística”, In: Xoán Carlos Lagares; Marcos Bagno (orgs.), *Políticas da norma e conflitos linguísticos*, São Paulo: Parábola Editorial, pp. 121-128.
- SACCONI, Luiz Antonio, 1990, *Não erre mais!* 13 ed. revis. e aumentada, São Paulo: Atual.
- SANTOS, Ynaê Lopes do, 2017, *História da África e do Brasil afrodescendente*, Rio de Janeiro: Pallas.
- SOARES, Magda, 2017, *Linguagem e escola. Uma perspectiva social*, São Paulo: Editora contexto.
- ZOPPI-FONTANA, Monica, 2009, “O português do Brasil como língua transnacional”, In: Monica Zoppi-Fontana (org.), *O português do Brasil como língua transnacional*, Campinas: Editora RG, p. 13-42.

LA INSTITUCIONALIZACIÓN DE LA POLÍTICA LINGÜÍSTICA PANHISPÁNICA HOY TENSIONES POR LA “MARCA ESPAÑA”

Daniela Lauria

Instituto de Lingüística, FFyL, Universidad de Buenos Aires / CONICET

1. Introducción

El español es una de las lenguas más reguladas del mundo debido a la existencia de una red de academias que, desde hace muchos años (siglos en algunos casos), han operado como sus principales agentes codificadores, acompañando y siendo funcionales a determinados proyectos de unidades políticas (imperios, Estados nacionales, áreas transnacionales) (Senz, 2011). En la actualidad, los efectos que trae aparejados la globalización, con sus transformaciones y sus progresivos ajustes y tensiones (entre el orden global, regional, nacional y local), no son ajenos al espacio público del lenguaje en general, y al ordenamiento de las lenguas históricas en particular, puesto que inciden en las prácticas lingüísticas y discursivas cotidianas (Niño-Murcia, Godenzzi & Rothman, 2008 y Ortiz, 2014). En el caso específico del español, esta situación exige, según lógicas diversas e, incluso, en pugna, nuevos discursos, nuevas intervenciones, nuevas formas de gestión tanto sobre el *estatus* (función) como sobre el *corpus* (forma) y la adquisición (enseñanza) de la lengua en las que participan activamente las academias, pero también actúan otros agentes e instituciones que buscan arbitrar el orden lingüístico (Del Valle, 2007a y b; Arnoux, 2008b y Lara, 2015).

Hablada en un vasto espacio geográfico, que incluye desde bloques de integración regional política y/o comercial (Unión Europea, Mercosur, Unasur, Alianza del Pacífico, Nafta) en donde funge como medio de comunicación e intercambio y/o como un componente esencial en la generación de modalidades de identidad compartida, hasta el interior de las fronteras estatales de los países que la tienen como oficial (de derecho o de hecho) o nacional; con diferentes situaciones de contacto de lenguas; diversos contextos históricos, políticos, sociales y educativos; y distintas dinámicas de relación económica que dan lugar a mercados definidos, la lengua española es objeto de disputa. Los motivos son varios: su estatus, caracterización, grado de legitimidad, nivel de heteronomía o autonomía y posibilidad de regulación (Arnoux y Lauria, 2016). Lo que se pone en juego en esos debates es el dominio político-económico de la lengua, esto es, la lucha por el “poder”, por el poder hacer negocios con ella, en definitiva, por determinar quiénes son los “dueños de la lengua”, conforme la ilustrativa frase de Bochmann (2017: 15) quien sugiere que detentar (el poder sobre) la lengua

es “una auténtica posesión de poder, un apropiarse del idioma, y una posesión del idioma que fundamenta la hegemonía”.

El objetivo del presente artículo reside en indagar la institucionalización de la Nueva política lingüística panhispánica (en adelante, NPLP) implementada por las academias de la lengua española desde fines de la última década del siglo XX. Se sintetizará, en primer lugar, la historia de las academias y se atenderá a las estrategias de (auto)construcción de su autoridad idiomática tanto en el pasado como en el presente. En segundo lugar, se presentará el estado de la cuestión acerca de la NPLP. Se reseñará someramente la principal bibliografía crítica sobre el tema con el fin de articular líneas y resultados de investigación, y profundizar en el estudio de sus discursos legitimadores, de los intereses en juego y de sus condiciones institucionales. En tercer lugar, se analizará concisamente un conjunto de situaciones que revela discordancias al interior del dispositivo panhispánico. Se aludirá también a polémicas que se suscitaron con otros actores y agencias en torno a la gestión del idioma con el fin de indagar su alcance. Finalmente, se abordará el debate ideológico-lingüístico (Blommaert, 1999) que se generó luego de que se comunicara oficialmente la incorporación de la lengua española como elemento estratégico de la “Marca España” en enero de 2018 por parte del gobierno español. Este acontecimiento se concibe como una nueva etapa en el proceso de institucionalización de la lengua que se caracteriza por el despliegue de una serie de tópicos discursivos, cuyo sentido histórico responde a las exigencias de la actual coyuntura geopolítica y geoeconómica a escala mundial. Esto es: España busca reacomodarse en el contexto de una reestructuración del sistema capitalista global que deja atrás la fuerte gravitación de los bloques de integración regional estratégicos (Bernal Meza, 2000). Estas zonas regionales permitían a los países que las conformaban obtener un peso geoeconómico tal con el que pudieran afrontar los avatares comerciales dado que era más viable de ese modo la expansión mercantil. Hoy el escenario es otro: el planeta marcha hacia un modelo de división bien polarizado entre EEUU y China donde comienzan a destacarse los Estados proteccionistas fuertes (Bulard, 2018).

Este trabajo adopta un enfoque glotopolítico, tal como se viene desarrollando en la Universidad de Buenos Aires (Argentina) por el equipo que dirige Elvira Arnoux (Arnoux, 2000 y 2008a). Esta perspectiva de indagación crítica se interesa por la heterogeneidad y la manifestación del conflicto: el lenguaje es considerado menos como una entidad fija que como un espacio de lucha donde se exhiben roces y tensiones, se gestionan hegemonías y se plantean disensos, y se dirimen posiciones políticas en un momento dado siempre sometido a un juego de fuerzas contrapuestas. Los discursos (meta)lingüísticos son examinados fundamentalmente como objetos históricos, insertos en un entramado de relaciones amplio y complejo, que excede los límites del campo meramente lingüístico ya que se relacionan con requerimientos que se producen en (o desde) los ámbitos (geo)político, social, (geo)económico, cultural, educativo, laboral, tecnológico, geográfico y demográfico (migratorio).

Desde el punto de vista metodológico, el enfoque glotopolítico se articula con el Análisis del Discurso como herramienta que provee la construcción de un dispositivo analítico acorde a los materiales y a los objetivos planteados por el investigador. Arnoux (2006) sostiene que se enfocan los textos no solo como documentos, siguiendo el camino habitual (instrumental) del estudio histórico-estructural de las políticas lingüísticas, sino que se los aborda como *discursos*, lo que conduce a una actividad, ante todo, interpretativa que conjuga lenguaje e historia a partir de múltiples remisiones a las condiciones materiales de producción. A través del reconocimiento y de la descripción de determinados rasgos lingüísticos, retóricos y discursivos, que configuran efectos de sentidos, por sus regularidades, vacilaciones y/o

desplazamientos, se los comprende como huellas de los procesos ideológicos en los que aquellos se insertan.

2. Las academias de la lengua española

La Real Academia Española (en adelante, RAE) se fundó en Madrid en 1713 tomando como modelos las academias existentes en Florencia y París¹. Juan Manuel Fernández Pacheco, marqués de Villena, fundador de la institución, estableció que una de las principales tareas de la nueva corporación sería: “(...) fijar las voces y vocablos del español en su mayor propiedad, elegancia y pureza”². De acuerdo con Senz (2011), la RAE velaría, así, por la lengua y dirigiría un proceso de estandarización y de unificación que fuera el reflejo del proceso político, económico y cultural emprendido por la dinastía Borbón para todo su imperio. La RAE fue una entidad ligada desde sus orígenes al Estado español. En efecto, unos meses después de su fundación, en octubre de 1714, el rey Felipe V, primer gobernante de ascendencia francesa, aprobó, mediante una cédula real, su acta de constitución y sus estatutos, y la colocó bajo su “amparo y Real Protección”, manifestando, así, el reconocimiento y la importancia concedida a la cuestión de la lengua por la máxima autoridad política. Este respaldo oficial (auxiliado de apoyo financiero) la convirtió tempranamente en una institución de carácter (para)estatal al servicio de un determinado proyecto político que debía custodiar la unidad y la uniformidad de la lengua mediante una fuerte centralización que impactó tanto en la Península como en los territorios coloniales ultramarinos. Es, por ello que, a lo largo de su primer siglo de historia, la Academia elaboró los tres códigos normativos canónicos: el *Diccionario de Autoridades* (1726-1739), que pasó a tener un solo tomo y denominarse *Diccionario de la Lengua Castellana* a partir de 1780, la *Ortographía Española* (1741) y la *Gramática de la Lengua Castellana* (1771).

La lengua se convirtió, así, en un medio crucial de unificación del reino. La variedad que sirvió como base para la construcción del estándar que se deseaba promover y propagar como norma patrón de referencia de las prácticas lingüísticas en el mundo hispánico fue la castellana del centro-norte de la Península, desde el punto vista geográfico, y el uso considerado culto (de la corte de Madrid), desde el punto de vista social. Se impuso, así, un modelo monocéntrico en el que dicha variedad se convirtió en el único foco legítimo de irradiación de la norma correcta (ortográfica, morfosintáctica y léxica). Esa pauta de corrección resultó útil a los fines de elevar, en términos de prestigio, esa variedad y, a la vez, estigmatizar como desvíos o formas impuras otras modalidades lingüísticas sociales (populares, jergales, mixtas o híbridas) y geográficas (americanas, regionales de España) (Senz, 2011 y Lara, 2013).

A partir del último tercio del siglo XIX, España inició un proceso de acercamiento, luego de las cruentas guerras de la independencia, con sus antiguas colonias. A medida que iba reconociendo la soberanía política de las nuevas naciones americanas, comenzó un plan sistemático, sobre todo desde 1870, no solo por designar académicos de la lengua en América, sino principalmente por establecer una red de academias sucedáneas que respondieran al programa cultural y lingüístico de la matriz central. La primera que se creó fue la Academia Colombiana de la Lengua en 1871 (Guitarte y Torres Quintero, 1968 y Rama, 1982). Gran parte de las corporaciones americanas se fundaron entre el último cuarto del siglo XIX y comienzos del XX. Sin embargo, hubo países que se mostraron más reacios a esa iniciativa

¹ En el continente europeo, había en el siglo XVIII dos academias de la lengua: la Academia de la Crusca fundada en 1532 en Florencia, actual Italia, y la Academia Francesa establecida en París en 1635. V. Esposito (2011).

² La página oficial de la RAE es <http://www.rae.es/>.

como es el caso de la Argentina en donde la tradición intelectual hispanófoba y, por extensión, antiacadémica que había teñido los debates sobre la lengua nacional desde la década siguiente a la proclamación de la independencia política (Glozman y Lauria, 2012) tenía, incluso entrado el siglo XX, cierta vigencia. Con ese trasfondo, dicho país sudamericano tuvo, por impulso de la vertiente nacionalista prohispanista de su intelectualidad, varios intentos fallidos de fundar una academia correspondiente (“sucursales”, decían los firmes opositores a la idea) en 1889, 1903 y 1910 hasta que por fin se instaló en 1931 la Academia Argentina de Letras en calidad de órgano asociado a la sede central matritense, aunque con tareas compartidas, sobre todo en el terreno lexicográfico, con las restantes delegaciones correspondientes (Lauria, 2014).

En 1951, con casi todas las academias fundadas y a instancias del presidente mexicano Miguel Alemán que convocó a un plenario para dar lugar al I Congreso de las Academias de la Lengua Española, se constituyó, no sin tensiones, la Asociación de Academias de la Lengua Española (en adelante, ASALE). Decimos “no sin tensiones” porque como examinó Del Valle (2015a) a contrapelo de las versiones oficiales que circulan sobre el evento, las discrepancias políticas entre las autoridades mexicanas y las españolas en torno al reconocimiento del gobierno republicano en el exilio por parte de las primeras provocaron la ausencia de la RAE. Esta situación dio lugar, a su vez, a que se presentaran algunas mociones de índole rupturista respecto de la primacía de la RAE a petición de ciertos sectores minoritarios de los académicos americanos que no logró imponerse, pese a que consiguió obtener algunos votos afirmativos.

La Asociación, que encuentra entre sus integrantes a la RAE desde el segundo congreso de 1956, declaró dar inicio a una nueva etapa de labor coordinada que superara las actividades de mera asistencia y colaboración a la academia española como era lo habitual hasta ese momento. En la actualidad, la ASALE tiene su única sede en Madrid y presenta una estructura organizativa que evoca la jerarquía colonial por la estructura piramidal que adopta: el cargo de presidente de la ASALE lo ocupa siempre el director de turno de la RAE. Y el tesorero es también un académico de número de la entidad española. De la Comisión Permanente, el puesto de secretario general electo queda a disposición de un académico de número no español, al que se suman dos cargos de vocales destinados también a miembros de academias distintas de la española. A pesar de las sucesivas reformas de los estatutos, la composición de la junta directiva se mantuvo intacta debido a que las reglamentaciones fueron siempre refrendadas por los delegados americanos, que son ampliamente mayoría, aun a costa de su perjuicio en términos de representatividad y, por consiguiente, de poder de decisión³.

La orientación de la política lingüística en torno al español tomó un rumbo diferente a partir de 1990 puesto que se dieron las condiciones de posibilidad para el surgimiento en España de un nuevo programa de acción sobre la lengua, que, unos pocos años más tarde, se denominaría “nueva política lingüística panhispanica”. De acuerdo con Del Valle (2007a), el telón de fondo fue la creciente participación de España en los principales foros internacionales y la entrada en la lucha por los tesoros del mercado económico global. A principios de los ochenta, el Partido Socialista Obrero Español (PSOE), a cargo del gobierno, se enfrentó al reto de conducir a España hacia la modernidad después de una fuerte dictadura y de un aislamiento internacional prolongado. En 1986, el país ingresó a la organización que hoy es la Unión Europea, agrupamiento económico y político que adquiriría una creciente magnitud en la escena mundial. Una década más tarde, se asistió al despegue de empresas transnacionales de capital español que, como avanzada de la Unión Europea (Arnoux, 2008b),

³ La página oficial de la ASALE es <http://www.asale.org/>.

aterrizaron con sus inversiones en Latinoamérica, que se perfilaba, en los neoliberales años noventa, como un mercado muy promisorio (Malló, 2011). En ese marco, el gobierno español, como parte de una campaña de Estado, empezó a propiciar y financiar, con el apoyo de un conjunto de organizaciones públicas y empresas privadas transnacionales, ONGs y fundaciones, una serie de medidas de política lingüística expansionistas y asimilacionistas para fomentar y difundir el idioma español. Como explican Del Valle (2007a y b), Arnoux (2008b) y Del Valle y Villa (2007 y 2012), al proyecto se sumó y, en gran medida, lo lideró técnicamente la histórica RAE, que, luego de algunas modificaciones estatutarias y de la asignación de mayor presupuesto por parte del erario español, renovó su misión y montó una política de corte panhispánico tanto hacia la descripción de la lengua cuanto hacia su forma de gestión. En 1991, por otro lado pero en el marco del mismo proyecto, se había creado el Instituto Cervantes (IC) con el fin de promocionar internacionalmente el español a través de su enseñanza como lengua extranjera (en adelante, ELE)⁴.

El documento de la NPLP se presentó oficialmente en el III Congreso Internacional de la Lengua Española “Identidad lingüística y globalización” en Rosario (Argentina) en 2004 y fue firmado conjuntamente por la RAE y la ASALE. La NPLP expresa las principales líneas de acción en torno a la renovada labor de las academias, y los parámetros de intervención sobre el corpus, con el fin de actualizar, siguiendo el ritmo de la globalización, los instrumentos lingüísticos canónicos y, de este modo, configurar el estatus del español como lengua internacional. La RAE, con el afán de conservar el papel de primordial agente estandarizador en el ámbito hispánico, se convirtió en una institución más moderna que no solo trataba de organizar un soporte técnico con prestigio histórico para el proyecto de España, sino que preparaba la consolidación de un dispositivo institucional que sirviera de base a la reactivación del ya antiguo movimiento (pan)hispanista (Del Valle y Gabriel-Stheeman, 2004a). La RAE fortalecía la red de academias correspondientes, apostaba por desarrollar los proyectos junto con sus pares y declaraba abrazar una supranorma en la que las variedades regionales de América valieran tanto como las peninsulares. Las academias americanas y la filipina, por su parte, respondieron al llamado pasivamente y acomodándose sin reclamos en el nuevo dispositivo con un supuesto papel más protagónico. El fragmento siguiente de la NPLP es bien conocido y condensa sus lineamientos:

Las funciones atribuidas tradicionalmente a las Academias de la Lengua consistían en la elaboración, difusión y actualización de los tres grandes códigos normativos en los que se concentra la esencia y el funcionamiento de cualquier lengua y que aseguran su unidad: la *Ortografía*, el *Diccionario* y la *Gramática*. Hasta hace algunos años, el modo de alcanzar esos objetivos se planteaba desde el deseo de mantener una lengua “pura”, basada en los hábitos lingüísticos de una parte reducida de sus hablantes, una lengua no contaminada por los extranjerismos ni alterada por el resultado de la propia evolución interna. En nuestros días, las Academias, en una orientación más adecuada y también más realista, se han fijado como tarea común la de garantizar el mantenimiento de la unidad básica del idioma, que es, en definitiva, lo que permite hablar de la comunidad hispanohablante, haciendo compatible la unidad del idioma con el reconocimiento de sus variedades internas y de su evolución (*NPLP*: 3).

Este documento que coloca a las “Academias” en plural como agente a cargo de la política lingüística consagró la fórmula “Unidad en la diversidad” como reemplazo del histórico lema de la RAE “Limpia, fija y da esplendor”, que preservaba una lengua “pura” y castiza, y acotada a las prácticas lingüísticas de una porción minoritaria de hablantes. El texto, una suerte de manifiesto, se pronuncia tajantemente a favor de un nuevo modo de intervenir que asume “una orientación más adecuada y también más realista” y que abandona un pasado

⁴ La página oficial del IC es <http://www.cervantes.es>.

conservador en lo que a la gestión de la lengua concierne. Se declara, en consecuencia, que se adopta un modelo de estandarización panhispánico (también llamado, a veces, pluricéntrico⁵) que reconoce la variación siempre y cuando sea compatible con el mantenimiento de la “unidad básica” del sistema. Para cumplir con ese cometido, cambia también la modalidad de gestión: el nuevo armado institucional interacadémico cuenta con redes de comunicación y tecnológicas, que facilitan la labor conjunta a través de comisiones de trabajo distribuidas por materias y zonas geográficas en todo el mundo hispanohablante. Como consecuencia de esos nuevos aires políticos, teóricos y metodológicos, se confeccionaron en menos de diez años las versiones renovadas del diccionario, la gramática y la ortografía, lo que dio cuenta, además, de un nivel de actividad sin precedentes en la larga historia de las academias. Las obras son: *Diccionario panhispánico de dudas* (2005), *Diccionario esencial de la lengua española* (2006), *Diccionario de americanismos* (2010), *Diccionario del estudiante* (2005 y 2011), *Diccionario práctico del estudiante* (2007 y 2012), *Diccionario de la lengua española* (23ª ed., 2014), *Nueva gramática de la lengua española. Morfología y sintaxis*, Tomos I y II (2009), *Nueva gramática de la lengua española. Fonética y fonología* (2011), *Nueva gramática de la lengua española. Manual* (2010), *Nueva gramática básica de la lengua española* (2011), *Ortografía de la lengua española* (2010), *Ortografía básica de la lengua española* (2012), *Ortografía escolar de la lengua española* (2013).

En síntesis, las academias, a partir de una serie de recursos de (auto)legitimación, basados en la retórica del prestigio histórico en el campo de la gramatización y en acciones tales como la legalidad del uso obligatorio de sus pautas en los ámbitos jurídico-administrativos y en la enseñanza pública; la atención que prestan los medios periodísticos a la palabra académica; la presencia del rey en eventos (presentación de obras, realización de congresos, entrega de premios) devinieron las principales autoridades de prescripción y garantes de la unidad y de la integridad de la lengua española a ambos lados del Océano Atlántico ((Del Valle, 2007a y b; Lauria y López García, 2009). Tanto fue (es) así que sus instrumentos lingüísticos funciona(ron) como pauta de referencia (casi absoluta, salvo en pocas y recientes excepciones⁶) del quehacer gramatical, lexicográfico y ortográfico del español.

3. Lecturas críticas de la NPLP: “Hispanofonía”, “imperialismo lingüístico”, “política de área idiomática en contexto poscolonial”

La mayoría de los estudios con vocación crítica que indagaron la NPLP (Del Valle y Gabriel-*Stheeman* (2004b y c); Lara (2004 y 2015); Del Valle (2007a y b); Del Valle y Villa (2007 y 2012); Paffey (2007 y 2012); Arnoux (2008b, 2014 y 2015); Lauria y López García (2009); Paffey & Mar-Molinero (2009); Fanjul (2011); Mar-Molinero & Paffey (2011); Senz (2011); Senz, Minguell y Alberte (2011); Méndez García (2012); Lagares (2013); Rizzo (2014 y 2016) y Lauria (2017a y b, y 2018)) demuestran que se trata de una construcción discursiva que reposa en la presunción de una comunidad de países que comparten la lengua en condiciones equitativas, es decir, sin hegemonías. Pese a la confesión reiterada de las academias de llevar adelante una gestión democrática de la lengua, dichos trabajos ponen de relieve que no se ha forjado una distribución equivalente y multilateral de las funciones en la disposición organizativa y autoral en los instrumentos lingüísticos, como así tampoco en la descripción de los rasgos de las distintas variedades sociales y geográficas. De ello se

⁵ En Lauria (2018) se explicó que, pese a que ambos modelos normativos se montan sobre la diversidad, “pluricéntrico” es un concepto de la sociología del lenguaje que se refiere a la existencia de varios centros irradiadores del estándar, y “panhispánico” es un concepto político ya que arrastra una memoria que se remonta a fines del siglo XIX en otra coyuntura y responde a otros intereses (Del Valle y Gabriel-*Stheeman*, 2004a).

⁶ V. sección 4 del presente artículo.

desprende que se perpetúa el desequilibrio histórico en ambos aspectos con un sentido y una función social coyuntural precisa: lograr la proyección internacional de la lengua con un fin exclusivamente económico.

Las referencias bibliográficas mencionadas en el párrafo anterior analizaron críticamente tanto los discursos programáticos como los modos de implementación de la política lingüística panhispánica. Los materiales del archivo histórico reciente que conformaron dicho corpus de análisis documental construyen, en general, el objeto discursivo “lengua española” postulando, en cada ocasión, sus alcances, limitaciones, inclusiones, exclusiones, líneas argumentativas y regímenes de normatividad⁷. La lista de piezas discursivas analizadas fue amplia y variada, y reunió: textos oficiales de las academias (manifiestos, estatutos, reglamentos de funcionamiento interno, historias institucionales⁸); instrumentos lingüísticos (gramáticas, diccionarios, ortografías, manuales de estilo y regulación discursiva); disertaciones en los congresos de la lengua española; artículos periodísticos y ensayísticos publicados por expertos (lingüistas, filólogos, politólogos, economistas, empresarios)⁹; manuales de historia de la lengua¹⁰; información demolingüística¹¹, entre otras. Si bien esa *maquinaria discursiva en torno al español panhispánico* se cimienta sobre una clara actitud exaltadora tanto en los aspectos cualitativos (estatuto simbólico) como en los rasgos cuantitativos (cantidad de hablantes de español, cantidad de estudiantes de español como lengua extranjera) sin medir las consecuencias que afectan no solo a ciertas variedades sino también — y principalmente — a sus hablantes, la literatura crítica referida apuntó a desmontar los motivos que orientan esta intervención más allá de sus esfuerzos declarativos. Así, conforme Del Valle (2007a), la política panhispánica no es más que una ideología lingüística a la que llama “hispanofonía” (inspirada en la Lusofonía, la Francofonía, la Anglofonía)¹². Según su argumentación, España se arroga la autoridad central de esta política, cuyo poder simbólico se basa en actos retóricos que rondan, para el imaginario colectivo que se desea configurar, en torno de los siguientes ideogramas sobre la lengua española: como concordia que borra la imposición sufrida por los procesos de conquista y colonización; como lengua internacional que excede las ataduras nacionales, es decir, una lengua sin territorio, sin historicidad y sin memoria; y como producto rentable. Se busca instalar la idea de una lengua atada al desarrollo económico y a valores universales de comunicación más que a factores identitarios localmente situados. Se proclama trascender, así, las motivaciones contingentes de un determinado Estado. Arnoux (2008b), por su parte, califica la NPLP como una “política de área idiomática”, ya que, como explica la autora, dispone de un reordenamiento jerárquico y geográfico que recuerda las zonas de influencia de los antiguos imperios, en los que despuntan los beneficios de un Estado económicamente fuerte y con peso geopolítico en función de sus intereses nacionales y/o de los del bloque de integración regional del que forma parte. Moreno Cabrera (2008 y 2015), por último, con argumentos similares a los

⁷ Normatividad no significa prescripción, sino la atribución de ciertos valores a los distintos usos del lenguaje.

⁸ Víctor García de la Concha publicó *La Real Academia Española. Vida e historia* (2014) y Humberto López Morales editó *Historia de la Asociación de Academias de la Lengua Española* (2016).

⁹ Algunos de los epígonos son: Juan Ramón Lodares (*El paraíso políglota* (2000), *Gente de Cervantes: historia humana del idioma español* (2001), *Lengua y patria* (2002) y *El porvenir del español* (2005)); Álex Grijelmo (*Defensa apasionada del idioma español* (1998), *El genio del idioma* (2004) y *Palabras de doble filo* (2015)); Ángel López García (*Babel airada. Las lenguas en el trasfondo de la supuesta ruptura de España* (2004) y *El boom de la lengua española: análisis ideológico de un proceso expansivo* (2007)); Francisco Marcos Marín (*Los retos del español* (2006)); Emilio Botín y sus ponencias sobre la vitalidad (económica) del español.

¹⁰ Las más importantes son: *La aventura del español en América* (1998 y 2005) y *La andadura del español por el mundo* (2011) ambas de Humberto López Morales, secretario de la ASALE desde 1994 hasta 2015; y *La maravillosa historia del español* de Francisco Moreno Fernández, representante del IC.

¹¹ Se destaca la serie *El español en el mundo. Anuarios del IC*, que se publica ininterrumpidamente desde 1998.

¹² Hamel (2004) también la denomina *hispanofonía*.

esgrimidos por los otros dos investigadores, juzga la NPLP como una nueva forma de “imperialismo lingüístico”.

En términos generales, para los tres estudiosos citados, la construcción de un mercado extendido y unificado es el principal móvil de este programa de política lingüística, que busca expandir una norma única, y que se asienta material y discursivamente sobre la tradición de dominación. Tradición de dominación caracterizada por la ecuación metrópoli ayer / Estado central hoy; colonias ayer / Estados periféricos y, por lo tanto, subalternos porque ven erosionada su soberanía política en la toma de decisiones internas y pierden la regulación autónoma de la economía nacional, quedando a merced de los planes de Estados centrales hoy). Es en ese vínculo donde radica justamente la relación “poscolonial” que tiñe esta política (Alén Garabato y Boyer, 2014). Dicho en otros términos: los trabajos críticos relevados iluminan que siguen operando con plena vigencia las pautas del nacionalismo. Pese a recusar en sus principios el nacionalismo lingüístico, la NPLP resulta, de hecho, un tipo de posnacionalismo en la medida en que beneficia en particular las estrategias geopolíticas y geoeconómicas de España, centro ideológico, político y financiero de decisión y ejecución (Del Valle, 2007a). Es conveniente señalar, por último, que esta situación se lleva a cabo con la anuencia de los académicos americanos que, aunque son mayoría en la ASALE, le otorgan legitimidad al planteo panhispánico en sus respectivos países de origen y lo reproducen. En este sentido, por acción u omisión, los integrantes de las academias correspondientes se convierten en “cómplices” tanto del Estado español como de ciertos sectores pro-mercado afines, cuyos intereses implica y sostiene la NPLP.

4. Controversias inter e intrainstitucionales de las academias de la lengua

En dos interesantes artículos, Del Valle (2014 y 2015b) argumenta que, con el fin de disputarle la autoridad al régimen dominante de gestión del idioma, surgió en los últimos años un conjunto de “rebeliones lingüísticas” o “gestos liberadores”. Así pues, para el autor, emergieron agentes e instituciones que desvelaron (o, al menos, aspiraron a hacerlo) la crisis de la hegemonía académica y su poder monopólico, al tiempo que, sin poder predecir el futuro de dichos proyectos, visibilizaron los límites del consenso y de la representatividad secular de las academias. Fue tal la presión ejercida que, en varios casos, obligaron a la RAE y a la ASALE a salir a debatir a la esfera pública, como en el caso del sexismo lingüístico.

Varias acciones prácticas y/o simbólicas disidentes al panhispanismo, presentadas como actos de resistencia, reivindicación y defensa de la soberanía idiomática provienen sobre todo de ciertos Estados americanos, que sirven a intereses autóctonos. En lo que respecta a la regulación del español, hay que dejar claro que en torno a los dispositivos normativos panhispánicos gravitan (para complementar o confrontar) proyectos alternativos que anclan en otras representaciones de la norma, la variación, el uso y el contacto. Los casos que mejor conocemos se originaron, por una parte, en México con la publicación del *Diccionario del español de México* (2010) a cargo del prestigioso Colegio de México; y, por otra, en la Argentina con la confección del *Diccionario integral del español de la Argentina* (2009), la creación del Museo del libro y de la lengua (2011), la difusión del manifiesto “Por una soberanía idiomática” (2013)¹³ y la elaboración del *Diccionario Latinoamericano de la Lengua Española* a través de una modalidad *on line* de lexicografía colaborativa (Lauria, 2012 y 2019). En el crucial ámbito de la enseñanza de ELE, Argentina administra (mediante un consorcio de universidades nacionales) su propio examen de certificación y acreditación de conocimientos — CELU: Certificado de español lengua y uso — desde los primeros años del

¹³ Disponible en: <https://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-229172-2013-09-17.html>. [Fecha de consulta: 14/09/2018].

siglo XXI¹⁴. Este examen, que se define por seguir criterios originales basados en el uso más que en el conocimiento metalingüístico y normativo, saltó a competir en el mercado con el IC, sobre todo en Brasil, en el marco de la integración sudamericana y tras la sanción de la ley 11.161/05 que estableció la obligatoriedad de la oferta de enseñanza de español en el sistema educativo hasta el año 2017, cuando el presidente Michel Temer resolvió derogarla.

Por último, no hay que desestimar la participación de instancias descentralizadas en la esfera de Internet. La web 2.0 alteró el modelo de interacción y provocó la aparición de nuevos actores y nuevas condiciones para la producción, circulación y reconocimiento de discursos normativos — mucho más abiertos y flexibles que los instrumentos lingüísticos académicos —. En efecto, se trata de un entorno sumamente atractivo en vistas a estudiar los posicionamientos glotopolíticos de los modelos normativos que coexisten y compiten en foros y redes sociales ya que se otorga un papel central al contenido generado por los usuarios, la interoperabilidad y la usabilidad (Bonnin y Lauria, 2015 y Lauria y Bonnin, 2018).

Estos episodios críticos no colocaron en jaque la supremacía académica ni pusieron en riesgo su legitimidad al no alterar las relaciones de poder, quizás por la ubicación periférica de los países de los cuales emanaron las propuestas, su poca trascendencia económica, su falta de reconocimiento, su baja difusión, las representaciones que portan sus variedades, entre otras razones. Esto no inhabilita, en absoluto, que esos gestos sean válidos de considerar ya que se inclinan, en general, a transformar la distribución social del capital en el plano de la lengua. Buscan producir bienes y servicios culturales y lingüísticos que compitan con los españoles/trasnacionalizados/panhispánicos, quebrando el monopolio y subvirtiendo el papel de sus propulsores como meros clientes consumidores de productos realizados en otra parte.

En lo que a las controversias intrainstitucionales atañe, el 2010, en particular, fue un año *álgido* para las academias. Varios sucesos de (des)orden interno así lo indican: en primer término, España se encontraba inmersa en una gran crisis económica como consecuencia del derrumbe financiero mundial que había tenido lugar dos años antes y cuyas repercusiones en los niveles nacional, regional y continental eran, en ese entonces, imprevisibles. Ese trance afectó la actividad de la academia puesto que se recortaron las partidas presupuestarias para su funcionamiento así como para la realización de las obras que se hallaban en carpeta¹⁵.

En segundo término, dejó el cargo de director luego de doce años de mandato Víctor García de la Concha y asumió la conducción el académico José Manuel Blecua con otro perfil de gobierno en el que primó, sobre todo, una menor exposición pública que la de su antecesor.

Por último, a lo largo de ese año se editaron dos obras lingüísticas cardinales que introdujeron sendas líneas de tensión al interior del dispositivo panhispánico: se actualizó la *Ortografía* y adquirió forma concreta un antiguo proyecto académico como era el *Diccionario de americanismos*.

En lo que respecta a la primera, el anuncio ¿extraoficial? por parte de un vocero de la RAE que anticipó algunas de las reformas que se incluirían en la nueva *Ortografía* provocó reacciones de enojo por parte del, en ese entonces, presidente de la Academia Argentina de Letras, Pedro Luis Barcia¹⁶, debido a la no consulta previa sobre el cambio de los nombres de ciertas letras (la “i griega” se llamaría “ye”; la “i latina” pasaría a denominarse simplemente “i”, la “b” se conocería como “be” y la “v” como “uve”, sugiriéndose no emplear más “be

¹⁴ V. <http://www.celu.edu.ar/>. En México, hubo un intento — frustrado — en 2014 de fundar el Instituto Alfonso Reyes para la enseñanza de ELE en el exterior. V. <http://www.jornada.com.mx/2014/12/19/sociedad/045n3soc>. [Fecha de consulta: 14/09/2018].

¹⁵ V. <http://www.europapress.es/cultura/noticia-rae-espera-volver-2019-nivel-financiacion-estado-antes-crisis-20180527122535.html>) [Fecha de consulta: 14/09/2018].

¹⁶ V. <http://www.elcastellano.org/argentina-se-rebela-contra-la-reforma-ortogr%C3%A1fica>. [Fecha de consulta: 14/09/2018].

alta”, “be larga”, “ve baja” ni “ve corta”; la “w”, se nominaría “doble uve”), cuestión que ni siquiera prosperó. Este contrapunto que, vale precisar, se zanjó rápidamente, evidenció por primera vez públicamente cierta fragilidad interna, con el foco puesto en la dinámica de gestión compartida de la lengua.

La publicación del *Diccionario de americanismos* también aportó un desencuentro revelador. Una de las críticas más fuertes procedió de la Academia Peruana de la Lengua, ya que uno de sus miembros, el reconocido lingüista Rodolfo Cerrón Palomino, escribió una demoledora reseña en la revista *Lexis* de la Pontificia Universidad Católica del Perú sobre el tratamiento otorgado a los indigenismos del área andina, tema en el cual el autor es especialista. Cerrón arremetió contra el método de trabajo supuestamente mancomunado y en igualdad de condiciones entre todas las agencias. En especial, lamentó que no se lo hubiera respetado y que buena parte de las observaciones, correcciones y reformulaciones reportadas desde Lima a la sede de Madrid no fueran incorporadas al repertorio lexicográfico¹⁷.

Si se estima que las posiciones en disputa revisten suficiente peso, no habría otra posibilidad más que la que indica que se horadaría el planteo panhispanista. Así pues, esta situación provocaría un cambio en las relaciones de fuerza tal que no se podría saber cómo y dónde desembocaría la NPLP. No obstante, por los rasgos que asumen los desacuerdos, se detecta que no persiguen, para nada, dicho corolario, sino que, por el contrario, perfilan otro horizonte de sentido y funcionalidad.

El debate — elemento constitutivo y necesario, en (y por) principio, de ámbitos democráticos, deliberativos y plurales como se (auto)representan las academias — les confiere, en gran medida, legitimidad y opera a su servicio en tanto instituciones cuyas decisiones son bastante mediáticas. Quiero decir: se actúa *pour la gallerie*, exteriorizando un aparente disenso (que es la regla antes que la excepción en dichos ambientes) en la escena pública con la sola finalidad de mostrar que existe la discusión interna y que el consenso nace de la (buena) gestión de los conflictos. Las formas en que se despliega la polémica en términos generales conllevan posiciones irreconciliables de formaciones discursivas antagónicas que remiten a formaciones ideológicas opuestas (de clase y/o de valores), como señala Amossy (2016 y 2017). Las controversias al interior del engranaje panhispanico analizadas en este apartado, en cambio, se circunscriben a presentar meras ampliaciones o rectificaciones, con una total ausencia de mecanismos de oposición y/o refutación (ironía, negación, descalificación) y de recursos retóricos de dicotomización o polarización de las posiciones en juego. En definitiva, lo que sucedió intrainstitucionalmente alcanzó cierto grado de intensidad, que descendió rápidamente sin convertirse en reales estrategias de fuerza y presión. Quedó todo ceñido a intercambios mediáticos que no arriesgaron el anclaje institucional puesto que el nivel de polemicidad fue, en definitiva, relativamente bajo¹⁸. No hubo nada que hiciera tambalear el *status quo* sobre la (propiedad de la) lengua.

A partir del 2013, se reactivó la tarea de la corporación central y, por consiguiente, de las demás academias habida cuenta del nuevo cambio de dirección en la RAE: el académico Darío Villanueva, antigua mano derecha de García de la Concha, tomó las riendas y varió, una vez más, la impronta de la labor académica hacia un perfil de mayor exposición pública. La celebración de los trescientos años de vida de la institución con varios eventos programados (exposiciones, ediciones conmemorativas de clásicos de la literatura

¹⁷ La recensión se puede consultar en: <http://revistas.pucp.edu.pe/index.php/lexis/article/view/1490/1436>. [Fecha de consulta: 14/09/2018]. Hasta donde se sabe, la ASALE nunca respondió esa crítica.

¹⁸ Del Valle (2014) señala que la posición de los académicos consiste en explicar que no hay disenso al interior del planteo panhispanico porque el dispositivo académico es abierto y todo es pasible de ser negociado y acordado. El autor, no obstante, lee en este gesto una operación discursiva de borrado (*erasure*) de lo político que, en el sistema conceptual de la politóloga Chantal Mouffe, se trata de un fenómeno *pospolítico*.

hispanoamericana) y la publicación de la 23ª edición del *Diccionario de la Lengua Española*, que siempre supone una gran cobertura en los medios, dieron una imagen acabada de este renovado rumbo.

5. La política lingüística panhispánica hoy. Debates acerca de la inclusión de la lengua en la “Marca España” (2018)

Durante el período de administración de Villanueva al frente de la RAE/ASALE (2014-2018), no ha habido discordancias públicas puertas adentro del movimiento panhispanista¹⁹. El trabajo ha discurrido sin sobresaltos y amparado en la retórica colaborativa entre las academias. Empero, el anuncio oficial del ex presidente del gobierno español, Mariano Rajoy, del Partido Popular, sobre incorporar la lengua española como elemento estratégico de la “Marca España”²⁰ en enero de 2018 inició una nueva etapa en el proceso de institucionalización, cuyas singularidades se analizarán a continuación.

En el acto de lanzamiento del proyecto “El español, lengua global”, inserto entre las atribuciones del “Alto Comisionado para la Marca España” que desde ese instante añadió a su denominación “y Promoción del Español”²¹, Rajoy recordó cómo hace cinco siglos España encabezó una gran **transformación del mundo con la expedición interoceánica Magallanes-Elcano** y enfatizó cómo en el presente también puede ocupar un lugar en la primera fila del escenario global imperante. Para ello, cree que es menester construir “un nuevo mundo en español” en la medida en que “nuestro mejor embajador en el mundo es nuestra lengua” por ser, por ejemplo, la **tercera más utilizada en internet y la segunda más empleada en las redes sociales**²². Cabe resaltar que si bien Rajoy fue destituido como presidente el 1º de junio de 2018 debido a varias causas con las que no supo lidiar y que incidieron en su alejamiento, el conflicto catalán entre ellas, el Real Decreto que reglamenta la decisión respecto de la Marca España (a septiembre de 2018), continúa aún en vigencia²³.

En la sección de los considerandos del texto del decreto resuenan los argumentos de entusiasmo expansivo y de euforia cuantitativa y cualitativa en torno a la lengua española que acompañaron y justificaron el proceso de consolidación de la NPLP:

“España posee entre sus lenguas una de las más extendidas del mundo y atesora un acervo cultural de primerísima magnitud que es compartido por una gran comunidad cultural y lingüística como es la comunidad hispana”.

“La expansión y el prestigio de la cultura en español han convertido a la lengua española en una herramienta global de comunicación”.

“La visión cualitativa, pero también cuantitativa, del español (...) trasciende ampliamente lo puramente lingüístico e invita a reformular su valor actual como agente global productor de riqueza, identidad, cultura y marca; bienes que se incrementan a medida en que lo hace su promoción, impacto y expansión internacional”.

¹⁹ Sí las hubo, en cambio, discusiones con el afuera: predominan las que versan sobre el denominado lenguaje inclusivo.

²⁰ La Marca España se creó en 2012. La página oficial es <https://www.marcaespana.es/>.

²¹ La idea de “marca” alude un complejo de fenómenos que parte desde la esfera política y económica a lo más específicamente cultural que caracteriza la sociedad en su conjunto, a pesar de las desigualdades internas y de los particularismos sociales, y que se propone en el exterior como una imagen exportable, que descansa especialmente en la proyección de la lengua hacia el exterior. V. Patat (2004).

²² V. las declaraciones de Rajoy: <https://www.efe.com/efe/espana/cultura/rajoy-tenemos-la-obligacion-de-custodiar-y-legar-el-espanol/10005-3502343>. [Fecha de consulta: 14/09/2018].

²³ Disponible en: <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-2018-1417>. [Fecha de consulta: 14/09/2018].

Asimismo, se insiste en la primera parte de la reglamentación en acentuar, por sobre otros rasgos, el valor de mercancía (*commodity*) de la lengua en la etapa actual definida como “capitalismo tardío” tal como indican Duchêne (2011) y Heller y Duchêne (2012). De este modo, el plan se vertebra en torno a tres pilares que conciben la lengua como un recurso, un activo económico, una fuente de ganancia esencial en las transacciones globales de bienes y servicios: el español como *producto*, como *soporte* y como *mercado*. El primero favorece la enseñanza de la lengua en el extranjero y toda la industria asociada a esta actividad (capacitaciones, cursos, manuales de textos, exámenes y certificaciones); el segundo impulsa las tareas de programación en el ámbito de la tecnología digital; y el tercero fortalece especialmente el intercambio comercial:

“El español es uno de los principales activos de nuestro país, tanto como transmisor de nuestra riqueza histórica y cultural, como por su capacidad de generar oportunidades para toda la comunidad hispanohablante en su creciente vocación globalizadora”.

“El español tiene por delante nuevas oportunidades de expansión y desarrollo en la era digital. Los avances logrados como lengua de innovación tecnológica, especialmente en el campo de la inteligencia artificial, las técnicas de procesamiento del lenguaje natural (...) ofrecen al español un activo de marca digital que actualiza su importancia global y multiplica su valor social, cultural y económico”.

Pese al hecho de que se recurra a tópicos similares a los que habían circulado en el momento de lanzamiento y de afianzamiento de la NPLP, en lo que llamamos unas líneas más arriba la “maquinaria discursiva del español panhispánico”, en la disposición aquí analizada dichas premisas se reactualizan y anudan de manera tal que conllevan diferentes sentidos históricos y, por supuesto, acarrearán otras implicancias glotopolíticas. En efecto, es ahora explícitamente el Estado español — y no ya la comunidad panhispánica, “el concierto de las naciones hispanohablantes” — el agente que “posee” y “atesora” “entre sus lenguas” “una de las más extendidas del mundo” y aunque esa lengua es “compartid[a] por una gran comunidad cultural y lingüística”, “se erige” “como de especial relevancia en el proyecto de Marca España”. Se trata, así, manifiesta e indudablemente de un claro y preciso proyecto de Estado, cuyos beneficios resultarán para un solo “dueño”:

“Este gran potencial requiere un proyecto de Estado del español como lengua global, que aglutine y coordine las diferentes iniciativas que coexisten en torno a la lengua y la cultura en español, y que se incardine en los planes, inspiraciones y objetivos específicos de la Marca España”.

En relación con el punto anterior, es notable la presencia del pronombre deíctico de primera persona plural a lo largo de todo el escrito ya que adquiere un alcance inclusivo, cuyo referente es pura y exclusivamente España: el español es “nuestra lengua común”, “nuestra riqueza”, la lengua que nace de/en “nuestro país”, “de la red española de ciudades inteligentes” y es solamente desde allí que se “generan” las “oportunidades para toda la comunidad hispanohablante en su creciente vocación globalizadora”.

Se observa, así, un interesante desplazamiento discursivo: frente a la campaña iniciada a fines del siglo XX y comienzos del XXI que no se sostenía retóricamente en el imaginario nacional español, como se ha señalado en la sección 3, sino en una configuración simbólica desterritorializada, deshistorizada, denominada “panhispánica”, se produjo con la incorporación de la lengua a la “Marca España” un giro radical que puso en primer plano lo que antes no se decía y se ocultaba intencionadamente. Esto es: la posición del Estado español que se autodefine como un país con un poder relativo central en el nuevo orden mundial y que, por ello, puede (y debe) defender y proteger su soberanía, sus propios mercados e, incluso, puede abrirse a mercados amplios a partir de “impulsar y coordinar las iniciativas de

promoción del valor de la lengua española como lengua global y su puesta en valor como activo en cualquier ámbito y, especialmente, en los ámbitos económico, político, social, cultural o digital” (Letra (inciso) *e* del Art. 4 del apartado propositivo del decreto). En la medida en que con este movimiento discursivo se excluye tanto la participación activa de “todas [las otras menos una] las lenguas peninsulares”, por un lado, y de América, por otro, los rechazos a la propuesta no tardaron en surgir desde la mayoría de los espacios políticos del escenario español. Para la oposición, la iniciativa resulta poco inclusiva con sus aliados naturales, es decir, con Hispanoamérica. Para Ciudadanos (centro-derecha), España debe, en todo caso, liderarla pero no debe monopolizarla. Según Podemos (izquierda), se debe repensar en clave más abierta, democrática y plural. Y para el PSOE (centro-izquierda), se debe descartar porque no presenta solvencia presupuestaria amén de que resquebraja la relación con los países con los que se comparte la lengua²⁴.

En otro lugar del articulado del Decreto Real (Art. 7 agregado), se dispone que la RAE, principal — e histórica — institución reguladora de la lengua española, queda subsumida como parte integrante de un consejo asesor que nuclea a numerosos representantes de entidades españolas tanto públicas como privadas (Ministerio de Educación, Cultura y Deporte; IC; Entidad Pública Empresarial ICEX España Exportación e Inversiones; Agencia Estatal Consejo Superior de Investigaciones Científicas (CSIC), entre otras) y que en adelante será el órgano administrador del estudio y de la promoción del español como lengua global. Dicho consejo asesor admite también la presencia de un delegado de la ASALE en su conformación. En este nuevo estado de situación, es palmaria la pérdida de apoyo político y económico de la RAE. Esta decisión redundó en que unas semanas después de la publicación del Decreto Real, el pleno de la corporación idiomática difundiera públicamente un comunicado oficial en el que se objetan los nuevos términos que promueve la “Marca España” en lo que a la lengua se refiere:

13.3.2018 Comunicado de la Real Academia Española²⁵

El Pleno de la Real Academia Española, en su junta del 8 de marzo de 2018, acordó hacer públicas las siguientes consideraciones acerca del proyecto de Estado «Español, lengua global», contenido en el Real Decreto 49/2018 del 1 de febrero.

La conmemoración en 2019 del V centenario de la expedición de Magallanes y Elcano, que dio lugar a la primera circunnavegación del globo, ofrece efectivamente una magnífica oportunidad para contribuir desde España al reconocimiento internacional de nuestro idioma como una lengua hablada por más de quinientos millones de personas en todo el mundo. Lengua que es a la fecha la segunda por el número de hablantes nativos y la segunda también más estudiada por los que no lo son.

La RAE considera, además, que dicho proyecto reclama, por su propia naturaleza, el reconocimiento de que nuestra lengua es compartida con todos los países hispanoamericanos, con los Estados Unidos de América, con Filipinas y con Guinea Ecuatorial. Esta evidencia está en el fundamento de la Asociación de Academias de la Lengua Española, creada en 1951 y compuesta en este momento por veintitrés corporaciones, creadas entre 1871 (Academia Colombiana de la Lengua) y 2016 (Academia Ecuatoguineana de la Lengua Española).

²⁴ V. las declaraciones de representantes de distintos sectores políticos: https://elpais.com/cultura/2018/02/20/actualidad/1519133742_156674.html y <https://www.efe.com/efe/espana/portada/el-gobierno-propondra-que-2019-sea-ano-internacional-del-espanol/10010-3529464>. [Fecha de consulta: 14/09/2018].

²⁵ Disponible en: <http://www.asale.org/noticias/comunicado-de-la-real-academia-espanola>. [Fecha de consulta: 14/09/2018].

Por todo ello, sería contradictorio desarrollar el proyecto del español como lengua global a partir de la visión, la perspectiva y los intereses de un solo país, sea cual sea, cuando semejante iniciativa debería contribuir a la política lingüística panhispánica que la RAE viene desarrollando desde el siglo pasado junto con las demás academias integradas en la Asociación de Academias de la Lengua Española (ASALE).

Tal enfoque panhispánico es el que justificaría la participación de la RAE en el Consejo Asesor para la Promoción de la Lengua Española, previsto en el citado Real Decreto 49/2018. No se puede ignorar que la ASALE constituye, en este momento, la red internacional que encarna genuinamente el espíritu lingüístico panhispánico y trabaja coordinadamente en el estudio, reconocimiento y proyección del español como lengua global.

Precisamente en otoño de 2019 tendrá lugar en España el XVI congreso cuatrienal de la Asociación de Academias de la Lengua Española, y en marzo del mismo año se celebrará en Córdoba (República Argentina) el VIII Congreso Internacional de la Lengua Española en el que están trabajando, junto a las autoridades argentinas, el Instituto Cervantes, la RAE y la Asociación de Academias de la Lengua Española.

Hasta el momento, se han adherido al Comunicado del Pleno de la RAE las siguientes academias de la ASALE: Academia Ecuatoriana de la Lengua, Academia Mexicana de la Lengua, Academia Salvadoreña de la Lengua, Academia Venezolana de la Lengua, Academia Chilena de la Lengua, Academia Peruana de la Lengua, Academia Guatemalteca de la Lengua; Academia Panameña de la Lengua, Academia Cubana de la Lengua, Academia Paraguaya de la lengua Española, Academia Boliviana de la Lengua, Academia Dominicana de la Lengua, Academia Argentina de Letras, Academia Hondureña de la Lengua; Academia Puertorriqueña de la Lengua Española y Academia Norteamericana de la Lengua Española.

El esquema argumentativo del texto de repudio firmado por la RAE y suscripto por la mayoría de las academias correspondientes retoma acriticamente los tópicos discursivos expresados por Rajoy (expedición Magallanes – Elcano como una técnica analógica entre el pasado y el presente con la función argumentativa de reparar en el (actual) proceso de globalización; la retórica de los números: cantidad total de hablantes de español como lengua materna y cantidad de estudiantes de ELE) a lo que inmediatamente le sigue una objeción, que invierte la orientación y conduce a otra conclusión: el español no es propiedad exclusiva de España, sino que le pertenece a todos los países hispanohablantes, a EEUU, Filipinas y Guinea Ecuatorial. El nudo del comunicado deriva, por lo tanto, en que se trata de una empresa contradictoria ya que un solo país (sea cual sea) no puede arrogarse para sí la política de la lengua compartida ni tampoco, claro está, su dominio económico. Para la RAE, la gestión del español es competencia privilegiada de las academias.

En la misma línea argumentativa que expone el comunicado oficial de la RAE, las declaraciones del secretario actual de la ASALE, el venezolano Francisco Pérez, califican al proyecto como “un error” del cual — asegura — se desconocen sus motivaciones. Según Pérez, la iniciativa menosprecia las actividades en común efectuadas hasta el momento por lo que propone, en consecuencia, como rectificación que se denomine al proyecto “Marca Panhispánica”. El desacuerdo, en definitiva, se funda menos en cuestionar sus presupuestos ideológicos, políticos y/o económicos que en modificar únicamente la designación. Respecto de los organismos americanos, expresaron su descontento, no por casualidad, los tres países con mayor cantidad de hablantes en el continente: México, Colombia y la Argentina. La academia mexicana refutó la decisión, pero, a diferencia de lo expresado por la RAE en su nota de repudio, entiende que el problema de sumar la lengua en la “Marca España” y definirla como “global” es una cuestión de soberanía: se puede imprimir la “marca” sobre la lengua hablada en el territorio español, pero no se puede admitir su intromisión en el resto de los Estados que componen el mundo de habla hispana. La respuesta de Colombia provino, a través de la directora del prestigioso Instituto Caro y Cuervo, Carmen Millán, que tiene

firmados varios convenios de cooperación con la ASALE. Al margen de traer a colación la cantidad de hablantes como criterio legítimo de gestión o, al menos, de consulta, sobre la lengua (Colombia tiene menos hablantes que México, pero más que España), añade a su opinión una cita de autoridad de Octavio Paz (“(...) nuestro diálogo se realiza en el interior de la misma lengua”²⁶) en la que se resalta el hecho de que no se deben estimular las rivalidades en el seno de la lengua común. Por último, el presidente de la Academia Argentina de Letras, José Luis Moure, continúa el hilo del razonamiento de los otros representantes americanos (número de hablantes, falta de consenso en la decisión entre los países hispanohablantes) y destaca que si bien “nadie debe dudar de las buenas intenciones del proyecto”, todos los hablantes son “accionistas activos (la metáfora económica se fortalece) de una sociedad igualitaria”, por lo que el proyecto es tildado de desacertado e inconveniente. Y, cierra su idea, apelando a que no se arriesgue la armonía puesto que el mejor liderazgo es aquel — que no se distingue²⁷.

Llegados a este punto, cabe conjeturar cuáles son los factores geopolíticos y geoeconómicos que podrían explicar esta nueva instancia glotopolítica en el largo proceso de institucionalización del español²⁸. Esta etapa recientemente iniciada se individualiza por poner en evidencia un conflicto de intereses entre el Estado español, por una parte, y la RAE junto con las academias correspondientes, por la otra. Las instituciones históricamente encargadas de la planificación lingüística se oponen abiertamente a la iniciativa gubernamental de que la lengua española sea la insignia de la Marca España y, sobre todo, a que se modifique su forma de gestión. El contrapunto se suscita porque mientras que el discurso del primero se asienta en un regreso al nacionalismo y, por extensión, al proteccionismo de mercado fundado en la soberanía española del español, las segundas persisten (pese a que está ampliamente demostrado que el control está — y siempre estuvo — en manos de las autoridades y de las instituciones españolas) con una retórica del posnacionalismo y de la (supuesta) gestión compartida de la lengua entre todos los países del mundo hispanohablante.

Las condiciones de posibilidad del nuevo discurso que formuló España en torno a la propiedad del español y al fortalecimiento del estatus del español como lengua global (ya no panhispánica) pueden descifrarse como efecto de los nacientes procesos y de las actuales relaciones de fuerzas y reconfiguraciones geopolíticas y geoeconómicas que tienen lugar a escala mundial. Estas transformaciones impactan inevitablemente en los discursos e intervenciones sobre las lenguas. Como explica Bulard (2018), los bloques de integración regional que se consolidaron en el período anterior (Unión Europea, Mercosur, ALCA, BRICS), se encuentran hoy bastante debilitados (y con ellos las políticas de área idiomática o *fonías* asociadas)²⁹ debido a la configuración de un nuevo escenario planetario caracterizado

²⁶ Frase del discurso de aceptación del Premio Nobel de Literatura en 1990: <https://www.nobelprize.org/prizes/literature/1990/paz/25350-octavio-paz-nobel-lecture-1990/> [Fecha de consulta: 14/09/2018].

²⁷ V. https://elpais.com/cultura/2018/02/26/actualidad/1519673644_873520.html para leer las declaraciones completas de los académicos americanos. [Fecha de consulta: 14/09/2018].

²⁸ A nivel de política interna, podría interpretarse que la Marca España es un activador del conflicto por el separatismo (o la independencia, según desde donde se lo mire) catalán que se profundizó a partir de 2010, cuando el Tribunal Constitucional rechazó los cambios al Estatut d’Autonomia de Catalunya votados en 2006 por el Parlamento Catalán y respaldados en el Congreso de los Diputados, (con mayoría del PSOE). Este nuevo Estatut, refrendado en el referéndum por los ciudadanos catalanes, modificaba parcialmente algunas leyes de la Constitución española de 1978 y, en especial, ciertas disposiciones del anterior Estatut, vigente desde 1979. Para un panorama de la situación histórica del catalán, v. Bastardas-Boix (1994) y Ninyoles (1994); mientras que, para el escenario actual, la prensa es la principal fuente de consulta de la emergencia del proceso separatista de Cataluña durante el período 2012-2018.

²⁹ El fenómeno del BREXIT, es decir, de la salida del Reino Unido de la Unión Europea es un proceso en curso, que comenzó formalmente en 2016.

por un modelo bipolar. Por un lado, está EE.UU., sobre todo luego de la asunción de Donald Trump en 2017 con su batería de medidas fuertemente proteccionistas y el desinterés por el multilateralismo y las alianzas entre agrupaciones regionales, y, por otro, se encuentra China con su avanzada y cada vez mayor influencia en el espacio económico occidental a través, sobre todo, de la firma de convenios bilaterales. Es en este contexto en el que imperan en el mercado el inglés y el chino en tanto lenguas hipercentrales (según la terminología de Calvet, 2005) donde el Estado español³⁰ anhela explícitamente, sin esconder ya sus propios intereses materiales y simbólicos, instalar el español como la tercera lengua global y, de este modo, captar mercados bien amplios. Este nuevo discurso de España contradice las bases ideológicas de la política académica. De allí el conflicto con la RAE. Cabe aclarar, no obstante, que la gestión efectiva de la lengua no se ve, en absoluto, alterada puesto que continúa en manos de España. Lo que queda por verse es cómo se posicionarán las academias con su discurso a favor del panhispanismo frente a este nuevo escenario glotopolítico.

6. Reflexiones finales

En este artículo, se han proporcionado algunas claves de lectura con el fin de esbozar un retrato actual de la institucionalización de la política lingüística panhispanica desde un enfoque glotopolítico. Recapitulemos: el español es una de las lenguas históricas con más tradición autoritaria del mundo. Desde el siglo XVIII su regulación está en manos de una institución autocrática como es la RAE que en tanto forma de organización “academia” insta un determinado modelo de producción y circulación del saber lingüístico. Pese a que en distintos períodos se han declarado desde las academias aires renovados y renovadores que afirman haber tramado reestructuraciones jerárquicas, así como haber planteado revisiones del corpus de la lengua (ortografía, morfosintaxis, léxico) y que, por tanto, se han suturado antiguas injusticias, lo cierto es que los cambios no superan la dimensión simbólica y no producen efectos concretos que hagan caducar tensiones pasadas y presentes entre principalmente España y los países americanos.

La posición hegemónica de las academias, instituciones que se arrojan, desde hace mucho tiempo, la propiedad sobre la lengua española ya que se instituyen como los agentes legítimos de intervención sobre ella, reproducen, pese a los cambios formulados en la NPLP asentados en los tópicos que ponen el acento en la comunidad de lengua y en el eslogan “Unidad en la diversidad”, las ideologías lingüísticas dominantes (lógica centro/periferia; lengua legítima/variedades subalternas) y, por extensión, perpetúan la desigualdad lingüística entre hablantes de distintas variedades geográficas y sociales. El propósito que rigió dicha campaña panhispanica reposa claramente en el marco del crecimiento económico del Estado español gracias a su ingreso en la Unión Europea y, con ello, a la posibilidad de hacer grandes negocios especialmente en el sector terciario de servicios (industrias de la lengua, telefonía, bancos, energía, aeronáutica) en América.

El bloque de la NPLP aparentemente sólido, expone a veces desequilibrios internos que, velozmente, se neutralizan y concilian en pos de conservar el mercado lingüístico unificado. No obstante, el reciente episodio de la “Marca España” y el valor asignado a la lengua española — como global y no como panhispanica — es de una importancia glotopolítica tal que modifica abruptamente las condiciones institucionales en las que se venían moviendo con soltura las academias. En efecto, el actual posicionamiento de España traza, al menos — y por ahora — en la dimensión discursiva, otro rumbo para los planes en torno a la lengua española

³⁰ El Estado nacional, de acuerdo con el planteo de Grimson (2011), sigue siendo un espacio clave a pesar de que el neoliberalismo pretendió reducir su papel para ampliar la gravitación de las reglas impuestas por las relaciones de fuerza que se despliegan en el mercado y en las que prevalecen las que imponen los propietarios del capital.

ya que esta vez se sustenta en la gestión manifiesta y explícita (sin ningún tipo de operación de borramiento o anonimato) de un Estado fuerte con sus intereses nacionales tanto simbólicos como materiales. Esta nueva orientación glotopolítica, legitimada en la activación de distintas memorias discursivas acordes a las circunstancias coyunturales, responde a dinámicas geopolíticas y geoeconómicas contemporáneas, que redundan, a su vez, en que los Estados adopten otras modalidades de intervención y/o en el tejido de otras alianzas regionales e internacionales en sintonía con requerimientos, exigencias y demandas más convenientes en función del desarrollo del capitalismo en la etapa actual del sistema mundo. Estas nuevas formas de organización geopolíticas y geoeconómicas estarían revelando el inicio de un ciclo de debilitamiento de los bloques de integraciones regionales y, como efecto de ello, el asomo con fuerza de Estados proteccionistas, en los que los gobernantes, muchos de ellos representantes de la extrema derecha (el caso de Trump es, quizás, el más insigne) digan en público lo que antes callaban, omitían u ocultaban. La variación en el discurso estaría obedeciendo a la defensa explícita de los intereses de sus propios países. Y, una vez más, las políticas e intervenciones sobre el espacio público del lenguaje en general, y sobre las lenguas históricas en particular se ajustarán a los cambios políticos, sociales, económicos, culturales, laborales y demográficos que se han ido (o se estén) produciendo.

Bibliografía

- Alén Garabato, Carmen y Henri Boyer, 2014, “Un post-colonialisme linguistique?”, *Mots* 106, pp. 5-12.
- Amossy, Ruth, 2016, “Por una retórica del *dissensus*: las funciones de la polémica”, En: Montero, Ana Soledad (comp.) *El análisis del discurso polémico. Disputas, querellas y controversias*, Buenos Aires: Prometeo, pp. 25-38.
- Amossy, Ruth, 2017, *Apología de la polémica*, Buenos Aires: Prometeo.
- Arnoux, Elvira N. de, 2000, “La Glotopolítica: transformaciones de un campo disciplinario”, En: *Lenguajes: teorías y prácticas*, Buenos Aires: Instituto Superior del Profesorado, pp. 3-27.
- Arnoux, Elvira N. de, 2006, *Análisis del discurso. Modos de abordar materiales de archivo*, Buenos Aires: Santiago Arcos.
- Arnoux, Elvira N. de, 2008a, *Los discursos sobre la nación y el lenguaje en la formación del Estado (Chile, 1842-1862). Estudio glotopolítico*, Buenos Aires: Santiago Arcos.
- Arnoux, Elvira N. de, 2008b, “‘La lengua es la patria’, ‘nuestra lengua es mestiza’ y ‘el español es americano’: desplazamientos significativos en el III Congreso de la Lengua Española”, En: Hofmann, Sabine (ed.), *Más allá de la nación*, Berlín: Tranvía, pp. 17-39.
- Arnoux, Elvira N. de, 2014, “En torno a la *Nueva gramática de la lengua española* (Real Academia Española y Asociación de Academias de la Lengua Española)”, En: Arnoux, Elvira N. de y Susana Nothstein (eds.) *Temas de política lingüística. Integración sudamericana y panhispanismo*, Buenos Aires: Biblos, pp. 245-270.
- Arnoux, Elvira N. de, 2015, “El dispositivo normativo en la *Nueva gramática básica de la lengua española*”, En: Arnoux, Elvira N. de y Roberto Bein (eds.) *Política lingüística y enseñanza de lenguas*, Buenos Aires: Biblos, 243-268.
- Arnoux, Elvira y Daniela Lauria, 2016, “Presentación”, En: Arnoux, Elvira N. de y Daniela Lauria (coords.) *Lenguas y discursos en la construcción de la ciudadanía sudamericana*. Colección Políticas Educativas, Gonnet: UNIPE Editorial Universitaria, pp. 21-39.
- ASALE y RAE, 2004, *La nueva política lingüística panhispánica*, S/d.

- Bastardas, Albert – Emili Boix, 1994, “Introducción”, En: Bastardas, Albert – Emili Boix (dirs.) *¿Un Estado, una lengua?*, Barcelona: Octaedro, pp. 9-24.
- Bernal Meza, Raúl, 2000, *Sistema mundial y Mercosur. Globalización, regionalismo y políticas exteriores comparadas*, Buenos Aires: Universidad Nacional del Centro/Nuevohacer, Grupo Editor Latinoamericano.
- Blommaert, Jan, 1999, “The debate is open”, En: Blommaert, Jan (ed.), *Language Ideological Debates*, Berlín / Nueva York: Mouton de Gruyter, pp. 1-38.
- Bochmann, Klaus, 2017, “Hexemonía lingüística e os donos da linguaxe”, *Grial* 55 (216), pp. 13-19.
- Bonnin, Juan Eduardo y Daniela Lauria, 2015, “Diccionarios *on line*: hacia una nueva fase del proceso de gramatización de la lengua española”, *Linguas e Instrumentos Lingüísticos* 36, pp. 293-322.
- Bulard, Martine, 2018, “China-Estados Unidos. ¿Quién ganará la guerra comercial?”, *Le monde diplomatique* 232, pp. 12-15.
- Calvet, Louis-Jean, 2005, “Prefacio a la nueva edición. De *Lingüística y colonialismo* a la politología lingüística”, En: *Lingüística y colonialismo. Breve tratado de glotofagia*, Buenos Aires: Fondo de Cultura Económica, pp. 9-17.
- Del Valle, José (2007a) “La lengua, patria común: la hispanofonía y el nacionalismo panhispánico”, En: Del Valle, José (ed.) *La lengua, ¿patria común? Ideas e ideologías del español*, Madrid/Frankfurt: Iberoamericana/Vervuert, 31-56.
- Del Valle, José, 2007b, “La RAE y el español total. ¿Esfera pública o comunidad discursiva?”, Del Valle, José (ed.) *La lengua, ¿patria común? Ideas e ideologías del español*, Madrid/Frankfurt: Iberoamericana/Vervuert, pp. 81-96.
- Del Valle, José, 2014, “Lo político del lenguaje y los límites de la política lingüística panhispánica”, *Boletín de Filología* XLIV (2), pp. 87-112.
- Del Valle, José, 2015a, “La emancipación lingüística y las academias de la lengua española en el siglo XX: 1951 como punto de inflexión”, En: Del Valle, José (ed.), *Historia política de la lengua española. La creación de una lengua*, Madrid: Aluvión, pp. 266-284.
- Del Valle, José, 2015b, “Rebeliones lingüísticas. Sacarle la lengua al poder”, *Horizontal*. Disponible en <https://horizontal.mx/rebeliones-linguisticas-sacarle-la-lengua-al-poder/>, [Fecha de consulta: 20/09/2018].
- Del Valle, José y Luis Gabriel-Stheeman, 2004a, “Nacionalismo, hispanismo y cultura monoglósica”, En: Del Valle, José y Luis Gabriel-Stheeman (eds.), *La batalla del idioma: la intelectualidad hispánica ante la lengua*, Frankfurt/Madrid: Vervuert/Iberoamericana, pp. 15-33.
- Del Valle, José y Luis Gabriel-Stheeman, 2004b, “«Codo con codo»: la comunidad hispánica y el espectáculo de la lengua”, En: Del Valle, José y Luis Gabriel-Stheeman (eds.), *La batalla del idioma: la intelectualidad hispánica ante la lengua*, Frankfurt/Madrid: Vervuert/Iberoamericana, pp. 229-251.
- Del Valle, José y Luis Gabriel-Stheeman, 2004c, “Lengua y mercado: el español en la era de la globalización económica”, En: Del Valle, José y Luis Gabriel-Stheeman (eds.), *La batalla del idioma: la intelectualidad hispánica ante la lengua*, Frankfurt / Madrid: Vervuert / Iberoamericana, pp. 253-263.
- Del Valle, José y Laura Villa, 2007, “La lengua como recurso económico: «Español S. A.» y sus operaciones en Brasil”, En: Del Valle, José (ed.), *La lengua, ¿patria común? Ideas e ideologías del español*, Madrid/Frankfurt: Iberoamericana/Vervuert, pp. 97-127.
- Del Valle, José y Laura Villa, 2012, “La disputada autoridad de las academias: debate lingüístico-ideológico en torno a la *Ortografía* de 2010”, *RILI* X (19), pp. 29-53.

- Duchêne, Alexandre, 2011, “Néolibéralisme, inégalités sociales et plurilinguisme: l’exploitation des ressources langagières et des locuteurs”, *Langage & Société* 136, pp. 81-108.
- Esposito, Gianluigi, 2011, “Accademia della Crusca, Académie Française y Real Academia Española: paralelismos y divergencias”, En: Senz, Silvia y Montserrat Alberte (eds.) *El dardo en la Academia. Esencia y vigencia de las academias de la lengua española*. Tomo I, Barcelona: Melusina, pp. 343-369.
- Fanjul, Adrián, 2011, “Policêntrico e pan-hispânico. Deslocamentos na vida política da língua española”, En: Lagares, Xoán y Marcos Bagno (orgs.), *Políticas da norma e conflitos lingüísticos*, San Pablo: Parábola, pp. 299-331.
- García de la Concha, Víctor, 2014, *La Real Academia Española. Vida e historia*, Madrid: Espasa Calpe.
- Glozman, Mara y Daniela Lauria, 2012, *Voces y ecos. Una antología de los debates sobre la lengua nacional (Argentina, 1900-2000)*, Buenos Aires: Cabiria / Biblioteca Nacional.
- Grimson, Alejandro, 2011, *Los límites de la cultura. Crítica de las teorías de la identidad*, Buenos Aires: Siglo XXI.
- Guitarte, Guillermo y Rafael Torres Quintero, 1968, “Linguistic correctness and the role of the Academies”, *Currents Trends in Linguistics*, vol. IV “Ibero-American and Caribbean Linguistics”, pp. 562-604.
- Hamel, Rainer, 2004, “Las cuatro fronteras de la identidad lingüística del español: lengua dominante y dominada, lengua fronteriza y lengua internacional”, Disponible en http://congresosdelalengua.es/rosario/mesas/hamel_r.htm. [Fecha de consulta: 20/09/2018].
- Heller, Monica & Alexandre Duchêne, 2012, “Pride and Profit. Changing Discourses of Language, Capital and National-State”, En: Duchêne, Alexandre & Monica Heller (eds.) *Language in Late Capitalism. Pride and Profit*, London/New York: Routledge, pp. 1-21.
- Lagares, Xoán, 2013, “O espaço político da língua espanhola no mundo”, *Trabalhos em Linguística Aplicada* 52 (2), pp. 385-408.
- Lara, Luis F., 2004, *Lengua histórica y normatividad*, México: El Colegio de México.
- Lara, Luis F., 2013, *Historia mínima de la lengua española*, México: El Colegio de México/El Colegio Nacional.
- Lara, Luis F., 2015, *Temas del español contemporáneo*, México: El Colegio de México.
- Lauria, Daniela, 2012, “El primer diccionario integral del español de la Argentina: reflexiones acerca del alcance de integral”, *Linguas e Instrumentos Lingüísticos* 29, pp. 53-92.
- Lauria, Daniela, 2014, “La producción lexicográfica de la Academia Argentina de Letras: un análisis glotopolítico del *Diccionario del habla de los argentinos (DiHA, 2003 y 2008)*”, En: Arnoux, Elvira N. de y Susana Nothstein (eds.) *Temas de Glotopolítica. Integración regional sudamericana y panhispanismo*, Buenos Aires: Biblos, pp. 271-322.
- Lauria, Daniela, 2017a, “La política lexicográfica actual de las academias de la lengua española: el caso del *Diccionario de americanismos (ASALE, 2010)*”, *Lexis* XLI (2), pp. 263-310.
- Lauria, Daniela, 2017b, “Avances en el estudio de los instrumentos lingüísticos actuales de la lengua española: los dispositivos normativos híbridos y *express*”, *Circula* 6, pp. 90-113.
- Lauria, Daniela, 2018, “Los nuevos instrumentos lingüísticos de la Academia Argentina de Letras. Posibilidades de acción, alcances, límites y tensiones en relación con la norma panhispánica”, *Anuario de Letras. Lingüística y Filología* VI (1), pp. 155-186.

- Lauria, Daniela, 2019, “Intervenciones institucionales y discursos oficiales sobre la lengua en la Argentina kirchnerista (2003-2015): medios de comunicación, ciencia, educación superior y turismo idiomático”, En: Arnoux, Elvira N. de y Roberto Bein (eds.) *Ideologías lingüísticas. Legislación, universidad, medios*, Buenos Aires: Biblos, pp. 7-30.
- Lauria, Daniela y Juan Eduardo Bonnin, 2018, “Los foros de discusión en diccionarios en línea del español y sus efectos de normatividad”, En: Roca, Ma. del Pilar, Socorro Cláudia Tavares de Sousa y Andrea Silva Ponte (orgs.) *Temas de Política Lingüística no Processo de Integração Regional*, Campinas: Pontes, pp. 199-223.
- Lauria, Daniela y María López García, 2009, “Instrumentos lingüísticos académicos y norma estándar del español: la nueva política lingüística panhispánica”, *Lexis* XXXIII (1), 4 pp. 9-89.
- López Morales, Humberto, 2016, *Historia de la Asociación de Academias de la Lengua Española*, Madrid: Asociación de Academias de la Lengua Española.
- Malló, Oriol, 2011, *El cártel español. Historia crítica de la reconquista económica de México y América Latina (1898-2008)*, Madrid: Akal.
- Mar-Molinero, Clare & Darren Paffey, 2011, “Linguistic Imperialism: Who Owns Global Spanish?”, En: Manuel Díaz-Campos (ed.) *The Handbook of Hispanic Sociolinguistics*, Oxford: Blackwell, pp. 747-764.
- Méndez García, Elena, 2012, “Los retos de la codificación normativa del español: cómo conciliar los conceptos de español pluricéntrico y español panhispánico”, En: Lebsanft, Franz *et al.* (eds.) *El español, ¿desde las variedades a la lengua pluricéntrica?*, Madrid/Frankfurt: Iberoamericana/Vervuert, pp. 281-312.
- Moreno Cabrera, Juan Carlos, 2008, *El nacionalismo lingüístico. Una ideología destructiva*, Barcelona: Península.
- Moreno Cabrera, Juan Carlos, 2015, *Los dominios del español: guía del imperialismo lingüístico panhispánico*, Madrid: Síntesis.
- Ninyoles, Rafael, 1994, “España como país plurilingüe: líneas de futuro”, En: Bastardas, Albert – Emili Boix (dirs.) *¿Un Estado, una lengua?*, Barcelona: Octaedro, pp. 141-154.
- Niño-Murcia, Mercedes; Juan Carlos Godenzzi & Jason Rothman, 2008, “Spanish as a World Language. The Interplay of Globalized Localization and Localized Globalization”, *International Multilingual Research Journal* 2, pp. 48-66.
- Ortiz, Renato, 2014, *Universalismo / Diversidad. Contradicciones de la modernidad-mundo*. Buenos Aires: Prometeo.
- Paffey, Darren, 2007, “Policing the Spanish language debate: verbal hygiene and the Spanish language academy (Real Academia Española)”, *Language Policy* 6, 313-332.
- Paffey, Darren, 2012, *Language Ideologies and the Globalization of “Standard” Spanish*, Londres: Bloomsbury.
- Paffey, Darren y Clare Mar-Molinero, 2009, “Globalisation, linguistic norms and language authorities: Spain and the Panhispanic Language Policy”, En: Lacorte, Manel y Jennifer Leeman (eds.), *Español en Estados Unidos y otros contextos de contacto*, Frankfurt/Madrid: Vervuert/Iberoamericana, pp. 159-173.
- Patat, Alejandro, 2004, *L’italiano in Argentina*, Perugia: Guerra Edizioni.
- Rama, Carlos, 1982, *Historia de las relaciones culturales entre España y la América Latina. Siglo XIX* México: Fondo de Cultura Económica.
- Rizzo, María Florencia, 2014, “Antecedentes de la política lingüística panhispánica: los congresos de la lengua española”, En: Arnoux, Elvira N. de y Susana Nothstein (eds.) *Temas de política lingüística. Integración sudamericana y panhispanismo*, Buenos Aires: Biblos, pp. 191-220.

- Rizzo, María Florencia, 2016, “Los congresos de la lengua española: configuración de una matriz discursiva”, *Anclajes* 20, pp. 59-75.
- Senz, Silvia, 2011, “Una grande y (esencialmente) uniforme. La RAE en la conformación y expansión de la lengua común”, En: Senz, Silvia y Montserrat Alberte (eds.) *El dardo en la Academia. Esencia y vigencia de las academias de la lengua española*. Tomo II, Barcelona: Melusina, pp. 9-302.
- Senz, Silvia, Jordi Minguell y Montserrat Alberte, 2011, “Las academias de la lengua española, organismos de planificación lingüística”, En: Senz, Silvia y Montserrat Alberte (eds.) *El dardo en la Academia. Esencia y vigencia de las academias de la lengua española*. Tomo I, Barcelona: Melusina, pp. 371-550.

L'INSTITUTIONNALISATION DE LA POLITIQUE LINGUISTIQUE PANHISPANIQUE AUJOURD'HUI TENSIONS POUR LA « MARCA ESPAÑA » [MARQUE ESPAGNE]

Daniela Lauria

Instituto de Lingüística, FFyL, Universidad de Buenos Aires / CONICET

*Traduit de l'espagnol par Francesco Screti avec la collaboration d'Isabelle
Affolter*

1. Introduction

L'espagnol est une des langues les plus régulées au monde du fait d'un réseau d'académies qui, depuis très longtemps (des siècles pour certaines), œuvrent comme principales agentes de codification et accompagnent ou servent des projets d'unité politique (empires, états-nations, espaces transnationaux) (Senz, 2011). À présent, les effets de la globalisation, de ses transformations, adaptations et tensions progressives (entre ordre global, régional, national et local), se répercutent sur l'espace public du langage en général et sur la classification des langues historiques en particulier étant donné qu'ils affectent les pratiques linguistiques et discursives quotidiennes (Niño-Murcia, Godenzzi & Rothman, 2008 ; Ortiz, 2014). Dans le cas spécifique de l'espagnol, cette situation exige de nouveaux discours, interventions et formes de gestion qui répondent à des logiques différentes voire conflictuelles, et ceci tant au niveau du *statut* (fonction), que du *corpus* (forme) et de l'acquisition (enseignement) de la langue, auxquels participent activement les académies mais aussi d'autres agents et institutions cherchant à intervenir sur l'ordre linguistique (Del Valle, 2007a, 2007b ; Arnoux, 2008b ; Lara, 2015).

Parlée dans un vaste espace géographique, qui s'étend de l'intérieur des frontières des pays dont elle est la langue officielle (de droit ou de fait) ou nationale à des blocs d'intégration régionale politique et/ou commerciale (Union Européenne, Mercosur, Unasur, Alianza del Pacífico, Nafta), où elle fonctionne comme moyen de communication et d'échange et/ou comme une composante essentielle dans la génération de modalités identitaires partagées ; se trouvant dans différentes situations de contact, divers contextes historiques, politiques, sociaux et éducatifs, des dynamiques économiques distinctes délimitant des marchés définis, la langue espagnole est l'objet de désaccords. Il existe à cela plusieurs raisons : son statut, sa caractérisation, son degré de légitimité, son niveau d'autonomie ou d'hétéronomie et les possibilité de régulation (Arnoux & Lauria, 2016). L'enjeu de ces débats est la domination

politico-économique de la langue, c'est-à-dire la lutte pour le « pouvoir », celui de maîtriser l'espace commercial qu'elle délimite et, en définitive, de déterminer qui sont les « maîtres de la langue », comme l'illustre Bochmann (2017 : 15), lequel suggère qu'avoir (le pouvoir sur) la langue est « une véritable prise de pouvoir, une appropriation de la langue, et une possession de la langue qui est la base de l'hégémonie ».

L'objectif du présent article est d'analyser l'institutionnalisation de la nouvelle politique linguistique panhispanique (ci-après NPLP) mise en place par les académies de la langue espagnole à partir de la fin du XX^e siècle. Il s'agira d'abord de résumer l'histoire des académies et d'aborder les stratégies d'(auto)construction de leur autorité linguistique passées et présentes. Dans un second temps, il sera question de la NPLP : un récapitulatif succinct de l'état de la littérature permettra de dégager les axes et les résultats de la recherche, pour approfondir l'étude de ses discours légitimateurs, des enjeux et de sa situation institutionnelle. Dans un troisième temps, il sera procédé à un bref examen d'un ensemble de situations qui révèlent des discordances à l'intérieur du dispositif panhispanique. En vue d'en évaluer la portée, on mentionnera également les polémiques soulevées par d'autres agents et organisations autour de la gestion de la langue. L'article traitera finalement du débat idéologico-linguistique (Blommaert, 1999) ayant émergé lorsqu'en janvier 2018, le gouvernement espagnol annonça officiellement vouloir faire de la langue espagnole un élément stratégique de la « Marca España » [Marque Espagne]. Cet événement est considéré comme une nouvelle étape dans le processus d'institutionnalisation de la langue ; un processus caractérisé par le déploiement d'une série de thèmes discursifs, dont le sens historique répond aux exigences de la situation géopolitique et géoéconomique globale actuelle. En effet, l'Espagne cherche à se repositionner alors que le système capitaliste global connaît une restructuration provoquant un affaiblissement des blocs d'intégration régionale stratégiques (Bernal Meza, 2000). Par le passé, ces zones régionales permettaient aux pays qui les composaient d'acquérir un poids géo-économique favorable à leur expansion commerciale et de résister aux difficultés économiques. Aujourd'hui le scénario a changé : la planète se dirige vers un modèle polarisé entre les États-Unis d'Amérique et la Chine dans lequel les États protectionnistes forts commencent à se démarquer (Bulard, 2018).

Le présent travail adoptera une approche glottopolitique, dans le sillage des travaux produits à l'Université de Buenos Aires (Argentine) par l'équipe d'Elvira Arnoux (Arnoux, 2000 ; 2008a). Cette perspective de recherche critique s'intéresse à l'hétérogénéité et à l'expression du conflit : le langage y est moins considéré comme une entité fixe que comme un espace de lutte soumis à des forces opposées, un espace où s'expriment les frictions et les tensions, se gèrent les hégémonies, s'abordent les dissensions et évoluent les positions politiques existantes. Les discours (méta)linguistiques sont donc examinés essentiellement comme des objets historiques, insérés dans un réseau de relations ample et complexe, qui dépasse les limites du champ purement linguistique pour s'étendre aux domaines (géo)politique, social, (géo)économique, culturel, éducatif, professionnel, technologique, géographique et démographique (migratoire).

Du point de vue méthodologique, l'approche glottopolitique s'appuie sur l'analyse du discours, un instrument qui fournit au chercheur un dispositif analytique conforme à ses données et ses objectifs. Arnoux (2006) soutient que les textes doivent être étudiés non seulement en tant que documents, suivant le processus habituel (instrumental) de l'étude historico-structurelle des politiques linguistiques, mais aussi comme des *discours*, ceci impliquant une activité avant tout interprétative, qui conjugue langage et histoire à partir de multiples références aux conditions matérielles de production. Par l'examen et de la description de certains traits linguistiques, rhétoriques et discursifs qui créent des effets de

sens, par leurs régularités, hésitations et/ou déplacements, les textes sont compris comme les empreintes des processus idéologiques dont ils font partie.

2. Les académies de la langue espagnole

La Real Academia Española ([Académie Royale Espagnole] ci-après, RAE) fut fondée à Madrid en 1713 sur le modèle des académies existant à Florence et Paris¹. Juan Manuel Fernández Pacheco, marquis de Villena, fondateur de l'institution, établit qu'une des tâches principales de l'institution serait de : « (...) *fijar las voces y vocablos del español en su mayor propiedad, elegancia y pureza* » [fixer les voix et vocables de l'espagnol, dans sa plus grande correction, élégance et pureté]². Selon Senz (2011), la RAE veillerait ainsi sur la langue et mènerait un processus de standardisation et d'unification reflétant le processus d'unification politique, économique et culturel entrepris par la dynastie des Bourbon dans tout son empire. Dès sa création, la RAE fut une institution liée à l'Etat espagnol. En effet, en octobre de 1714, quelque mois après sa fondation, le roi Felipe [Philippe] V, premier souverain d'ascendance française, approuva l'acte de constitution et le statut de la RAE par une Cédule royale et la plaça sous « *amparo y Real protección* » [sa garde et sa protection Royale], manifestant ainsi la reconnaissance et l'importance que la plus haute autorité politique accordait à la question de la langue. Ce soutien officiel (accompagné d'un soutien financier) transforma rapidement la RAE en une institution (para)étatique au service d'un projet politique centraliste qui devait sauvegarder l'unité et l'uniformité de la langue dans la péninsule ibérique tout comme dans les colonies d'outre-mer. C'est ainsi qu'au cours de son premier siècle d'histoire, la RAE élaborait les trois codes normatifs canoniques : le *Diccionario de Autoridades* (1726-1739), qui devint le *Diccionario de la Lengua Castellana* dès 1780 (en un tome) ; la *Ortografía Española* (1741) ; la *Gramática de la Lengua Castellana* (1771).

La langue devint ainsi un instrument crucial d'unification de l'empire. Le castillan du centre-nord de la Péninsule ibérique servit de base à la construction du standard à promouvoir et à propager comme norme de référence des pratiques linguistiques dans le monde hispanique et, d'un point de vue social, on adopta l'utilisation prestigieuse qu'en faisait la cour de Madrid. De ce fait, un modèle mono-centrique fut imposé, dans lequel la variété de langue susmentionnée devint la seule source légitime de diffusion de la norme orthographique, morpho-syntaxique et lexicale. Ce modèle fut utilisé pour élever le prestige du castillan et désigner comme déviations ou formes impures d'autres variétés sociales (populaires, jargonneuses, mixtes ou hybrides) et géographiques (américaines, régionales d'Espagne) (Senz, 2011 ; Lara, 2013).

À partir du dernier tiers du XIX^e siècle, l'Espagne initia un processus de rapprochement avec ses anciennes colonies suite aux violentes guerres d'indépendance. Principalement à partir de 1870, tout en reconnaissant la souveraineté politique des nouvelles nations américaines, elle mit en œuvre un plan systématique pour non seulement désigner des académiciens de la langue en Amérique, mais surtout établir un réseau d'académies qui reprendraient le programme culturel et linguistique du siège central. La première à être créée fut l'*Academia Colombiana de la Lengua*, en 1871 (Guitarte & Torres Quintero, 1968 ; Rama, 1982). La plupart des académies américaines furent fondées entre le dernier quart du XIX^e siècle et le début du XX^e. Néanmoins, certains pays résistèrent à cette initiative, à l'instar de l'Argentine, où la tradition intellectuelle hispanophobe et antiacadémique, dont s'étaient teints les débats sur la langue nationale au cours de la décennie qui avait suivi la déclaration

¹ Au XVIII^e siècle, l'Europe comptait deux académies de langue : l'Accademia della Crusca, fondé en 1532 à Florence, actuellement en Italie, et l'Académie Française, créée à Paris en 1635 (Esposito, 2011).

² Site internet officiel de la RAE : <http://www.rae.es>

l'indépendance, restait assez forte au début du XX^e siècle (Glozman & Lauria, 2012). Dans ce contexte, plusieurs tentatives de l'élite intellectuelle nationaliste pro-hispaniste en vue de fonder une académie locale (que les opposants désignaient comme des « succursales ») se soldèrent par un échec en 1889, 1903 et 1910. Finalement, l'*Academia Argentina de Letras* fut créée en 1931 en qualité d'organe certes associé au siège central de Madrid, mais partageant des tâches avec les autres délégations concernées, surtout dans le domaine lexicographique (Lauria, 2014).

En 1951, presque toutes les académies avaient été fondées et à la demande du président mexicain, Miguel Alemán, le I^{er} *Congreso de las Academias de la Lengua Española* fut convoqué pour constituer l'*Asociación de Academias de la Lengua Española* ([Association des Académies de la Langue Espagnole] ci-après, ASALE). Cette constitution s'accompagna de tensions car, selon Del Valle (2015a), contrairement à ce que laissent entendre les versions officielles, la RAE fut absente de ce congrès en raison des divergences politiques nées autour de la question de la reconnaissance du gouvernement républicain espagnol en exil par le Mexique. Ceci poussa certains groupes minoritaires d'académiciens américains à s'élever contre la prééminence de la RAE, en présentant des motions de nature sécessionniste qui ne furent pas acceptées, malgré des votes favorables.

L'ASALE, qui compte la RAE parmi ses membres depuis son deuxième congrès de 1956, déclara débiter une nouvelle étape de coordination, qui dépasserait les activités habituelles de simple assistance et collaboration avec la RAE. A l'heure actuelle, l'ASALE a installé son siège unique à Madrid et présente une organisation qui, de par sa structure pyramidale, évoque la hiérarchie coloniale : le poste de président de l'ASALE revient toujours au directeur en exercice de la RAE. Le trésorier aussi est un académicien de la RAE. Quant à la Commission Permanente, deux postes de membres et le poste de secrétaire général sont à pourvoir entre les membres des académies non espagnoles. Malgré les réformes des statuts, la composition du directoire est restée inchangée, car les délégués américains, qui sont majoritaires, ont toujours ratifié les règlements et ceci même lorsque ces derniers impliquaient une limitation de leur représentativité et donc de leur pouvoir décisionnel³.

L'orientation de la politique linguistique de l'espagnol changea à partir de 1990 grâce à l'émergence de conditions propices au développement d'un nouveau programme d'action sur la langue, nommé quelques années plus tard « *nueva política lingüística panhispanica* » [nouvelle politique linguistique panhispanique, NPLP]. Selon Del Valle (2007a), ce changement s'inscrivait dans le contexte d'une participation croissante de l'Espagne aux principaux forums internationaux et de son entrée dans la lutte pour une part des richesses produites par l'économie globalisée. Au début des années quatre-vingt, il incombait au gouvernement du *Partido Socialista Obrero Español* ([Parti Socialiste Ouvrier Espagnol] PSOE, de centre-gauche) de conduire l'Espagne vers la modernité alors qu'elle sortait d'une dure dictature et d'un long isolement international. En 1986, l'Espagne fut admise au sein de ce qui est aujourd'hui l'Union Européenne, une communauté économique et politique qui acquerra une importance croissante sur la scène mondiale. Une décennie plus tard, des sociétés transnationales aux capitaux espagnols (Arnoux, 2008b) commencèrent à s'implanter comme avant-postes de l'Union-Européenne en Amérique Latine qui, à la lumière du néolibéralisme des années 90, se profilait comme un marché très prometteur (Malló, 2011). Avec le soutien d'un ensemble d'organisations publiques, entreprises privées transnationales, ONG et de fondations, le gouvernement espagnol lança une campagne étatique destinée à favoriser et financer une série de mesures de politique linguistique expansionnistes et assimilationnistes, visant à promouvoir et diffuser la langue espagnole. Comme l'expliquent

³ Site officiel de l'ASALE : <http://www.asale.org>

Del Valle (2007a ; 2007b), Arnoux (2008b) et Del Valle et Villa (2007 ; 2012), la RAE fut également associée au projet dont elle assura en grande partie la direction technique. Après avoir procédé à des modifications statutaires et s'être vu octroyer un budget plus important par le gouvernement espagnol, la RAE renouvela sa mission et adopta une politique d'inspiration panhispanique tant en matière de description que de gestion de la langue. Dans le cadre du même projet, en 1991 fut créé l'Instituto Cervantes (IC), qui avait pour but de promouvoir l'espagnol au niveau international via son enseignement en tant que langue étrangère (ci-après, ELE)⁴.

Le document de la NPLP fut présenté officiellement au *III^{er} Congreso Internacional de la Lengua Española « Identidad lingüística y globalización »* à Rosario (Argentine), en 2004 et signé conjointement par la RAE et l'ASALE. La NPLP définit les principales lignes d'action découlant des nouvelles tâches des académies ainsi que les paramètres d'intervention sur le corpus, l'objectif étant d'actualiser les instruments linguistiques normatifs au rythme de la globalisation et de conférer ainsi à l'espagnol le statut de langue internationale. À dessein de conserver son rôle d'agent standardisateur principal dans le domaine hispanique, la RAE devint une institution plus moderne. Elle chercha non seulement à appuyer le projet de l'Espagne en organisant un support technique légitimé par son prestige historique, mais elle œuvra également à la consolidation d'un dispositif institutionnel qui servit de base à la réactivation du mouvement (pan)hispaniste (Del Valle & Gabriel-Stheeman, 2004a). La RAE renforça le réseau d'académies, paria sur le développement de projets avec ses pairs et déclara adopter une norme supranationale dans laquelle les variétés de langues régionales américaines avaient la même valeur que celles de la péninsule. De leur côté, les académies américaines et philippine répondirent à l'appel de façon passive et s'adaptèrent sans protester au nouveau dispositif qui prétendait leur accorder un rôle plus important. Ce passage, bien connu de la NPLP, résume ses orientations générales :

Les fonctions attribuées traditionnellement aux Académies de la Langue consistaient à élaborer, diffuser et actualiser les trois grands codes normatifs où se concentrent l'essence et le fonctionnement d'une langue et qui en assurent l'unité : l'*Ortografía*, le *Diccionario* et la *Gramática*. Il y a encore quelques années, la manière d'atteindre ces objectifs se basait sur le désir de maintenir une langue « pure », définie par les habitudes linguistiques d'une partie réduite de ses locuteurs, par l'exclusion des emprunts et des altérations dues à son évolution interne. Aujourd'hui, les Académies ont adopté une orientation plus adéquate et aussi plus réaliste, et se sont donné pour tâche commune de garantir l'unité basique de la langue, qui est, en définitive, ce qui permet de parler de la communauté hispanophone, tout en conciliant l'unité de la langue avec la reconnaissance de ses variétés internes et de son évolution (NPLP: 3).

Ce document, qui se réfère aux « académies » au pluriel comme à des agentes chargées de la politique linguistique, consacra la formule « *Unidad en la diversidad* » [unité dans la diversité] comme substitut de la devise traditionnelle de la RAE « *Limpia, fija y da esplendor* » [nettoie, fixe, et donne de la splendeur] faisant référence à la préservation d'une langue « pure » et traditionnelle, limitée aux pratiques linguistiques d'une portion minoritaire de locuteurs. Ce texte, qui constitue une sorte de manifeste, se prononce clairement en faveur d'une nouvelle manière d'intervenir, assumant « une orientation plus adéquate et aussi plus réaliste » et abandonnant un passé conservateur en termes de gestion de la langue. Il déclare par conséquent l'adoption d'un modèle de standardisation panhispanique (parfois aussi appelé pluri-centrique⁵) reconnaissant la variation à condition qu'elle soit compatible avec le

⁴ Site officiel de l'IC : <http://www.cervantes.es>

⁵ Lauria (2018) explique que, bien que les deux modèles normatifs soient construits sur la diversité, le « pluri-centrisme » est un concept de la sociologie du langage qui se réfère à l'existence de plusieurs centres de diffusion du standard, tandis que le « panhispanisme » est un concept politique, porteur d'une mémoire qui

maintien de l'« unité de base » du système. Pour remplir cette mission, le mode de gestion change aussi : la nouvelle structure institutionnelle inter-académique est équipée de réseaux de communication et technologiques facilitant la collaboration des groupes de travail répartis par domaines et zones géographiques à travers le monde hispanophone. Comme conséquence de ces nouveaux courants politiques, théoriques et méthodologiques, la RAE produira en moins de dix ans les nouvelles versions du dictionnaire, de la grammaire et de l'orthographe, faisant ainsi preuve d'un niveau d'activité sans précédent dans la longue histoire des académies. Les ouvrages sont : *Diccionario panhispánico de dudas* (2005), *Diccionario esencial de la lengua española* (2006), *Diccionario de americanismos* (2010), *Diccionario del estudiante* (2005 ; 2011), *Diccionario práctico del estudiante* (2007 ; 2012), *Diccionario de la lengua española* (23^a ed., 2014), *Nueva gramática de la lengua española. Morfología y sintaxis*, Tomes I et II (2009), *Nueva gramática de la lengua española. Fonética y fonología* (2011), *Nueva gramática de la lengua española. Manual* (2010), *Nueva gramática básica de la lengua española* (2011), *Ortografía de la lengua española* (2010), *Ortografía básica de la lengua española* (2012), *Ortografía escolar de la lengua española* (2013).

En résumé, les académies devinrent les principales autorités de prescription ainsi que les garantes de l'unité et de l'intégrité de la langue espagnole des deux côtés de l'Océan Atlantique sur la base d'une série de procédés d'(auto)légitimation. Ces derniers s'appuient sur la rhétorique du prestige historique dans le champ de la grammaticalisation et sur des mesures telles que l'obligation légale de suivre leurs règles dans les domaines juridico-administratifs et de l'enseignement public ; sur l'importance accordée par les médias à la parole académique ; sur la présence du roi d'Espagne aux événements phares (présentation d'ouvrages, célébration de congrès, remise des prix), (Del Valle, 2007a ; 2007b ; Lauria & López García, 2009). À tel point que leurs instruments linguistiques fonctionn(ai)ent comme une norme de référence (presque absolue, sauf dans des rares et récentes exceptions⁶) en matière de travail grammatical, lexicographique et orthographique de l'espagnol.

3. Lectures critiques de la NPLP: « Hispanophonie », « impérialisme linguistique », « politique de domaine linguistique en contexte postcolonial »

La plupart des études critique sur la NPLP (Del Valle & Gabriel-Stheeman, 2004b, 2004c ; Lara, 2004, 2015 ; Del Valle, 2007a, 2007b ; Del Valle & Villa, 2007, 2012 ; Paffey, 2007, 2012 ; Arnoux, 2008b, 2014, 2015 ; Lauria & López García, 2009 ; Paffey & Mar-Molinero, 2009 ; Fanjul, 2011 ; Mar-Molinero & Paffey, 2011 ; Senz, 2011 ; Senz, Minguell, & Alberte, 2011 ; Méndez García, 2012 ; Lagares, 2013 ; Rizzo, 2014, 2016, Lauria, 2017a, 2017b, 2018) démontrent qu'il s'agit d'une construction discursive, fondée sur la présupposition selon laquelle il existerait une communauté de pays partageant la langue dans des conditions équivalentes, c'est-à-dire sans hégémonies. Bien qu'à maintes reprises, les académies aient assuré gérer la langue de façon démocratique, les travaux susmentionnés soulignent que les fonctions n'ont pas été réparties de façon égalitaire et multilatérale, tant au niveau de la structure organisationnelle et de production des instruments linguistiques, qu'au niveau de la description des particularités des différentes variétés de langues sociales et géographiques. Il en résulte que ce déséquilibre historique dans ces deux domaines a été perpétué dans un but et une fonction sociale conjoncturelle précise : obtenir un rayonnement international de la langue dans un objectif exclusivement économique.

remonte à la fin du XIX^e siècle, dans une conjoncture différente et répondant à des intérêts différents (Del Valle & Gabriel-Stheeman, 2004a).

⁶ Voir le chapitre 4 de cet article.

Les ouvrages mentionnés au paragraphe précédent ont analysé de façon critique tant les discours programmatiques que les modes d'implémentation de la politique linguistique panhispanique. Les matériaux provenant des archives historiques récentes, qui constituent ce corpus d'analyse documentaire, construisent l'objet discursif « langue espagnole » en postulant, à chaque fois sa portée, ses limitations, inclusions, exclusions, lignes argumentatives et régimes de normativité⁷. La liste des pièces discursives analysées est longue et variée. Elle inclut : des textes officiels des académies (manifestes, statuts, règlements internes, récits institutionnels⁸), des instruments linguistiques (grammaires, dictionnaires, orthographies, manuels de style et régulation discursive), des thèses présentées aux congrès sur la langue espagnole, des articles journalistiques et des essais publiés par des experts (linguistes, philologues, politologues, économistes, entrepreneurs)⁹, des manuels d'histoire de la langue¹⁰, des informations démo-linguistiques¹¹, etc. Alors que cette *machine discursive autour de l'espagnol panhispanique* se fonde sur une attitude visant clairement à exalter tant les aspects qualitatifs (statut symbolique) que quantitatifs (quantité de locuteurs de l'espagnol, quantité d'étudiants de l'espagnol comme langue étrangère), sans mesurer les conséquences qui affectent non seulement certaines variétés de langues mais aussi, et principalement, leurs locuteurs, la littérature susmentionnée vise à faire apparaître les motivations qui sous-tendent cette politique au-delà des déclarations. Ainsi, selon Del Valle (2007a), la politique panhispanique n'est rien d'autre qu'une idéologie linguistique qu'il appelle « hispanophonie » (s'inspirant de la Lusophonie, la Francophonie, l'Anglophonie)¹². Selon son argumentation, l'Espagne s'arroge l'autorité centrale de cette politique, dont le pouvoir symbolique se base sur une rhétorique qui, pour l'imaginaire collectif que l'on souhaite influencer, tourne autour de trois idéologèmes sur la langue espagnole, à savoir : la concorde, qui efface l'imposition subie lors des processus de conquête et colonisation ; l'internationalité, qui permet de dépasser les contraintes nationales et d'avoir une langue sans territoire, sans historicité et sans mémoire ; la rentabilité. On cherche donc à instiller l'idée que l'espagnol est une langue liée au développement économique et aux valeurs universelles de la communication plutôt qu'à des facteurs identitaires situés localement. On déclare ainsi transcender les motivations contingentes d'un État donné. De son côté, Arnoux (2008b) qualifie la NPLP de « politique de domaine linguistique », qui induit une réorganisation hiérarchique et géographique rappelant les zones d'influence des anciens empires, dont les bénéficiaires profitent à un état économiquement et géopolitiquement fort, donnant priorité à ses intérêts nationaux et/ou à ceux du bloc d'intégration régional auquel il appartient. Enfin, Moreno Cabrera (2008 ; 2015), avec des arguments similaires, définit la NPLP comme une nouvelle forme d'« impérialisme linguistique ».

Dans des termes généraux, les trois auteurs cités sont d'avis que la construction d'un marché étendu et unifié est le mobile principal de ce programme de politique linguistique

⁷ Normativité ne signifie pas prescription, mais l'attribution de certaines valeurs aux différents usages de la langue.

⁸ Víctor García de la Concha publie *La Real Academia Española. Vida e historia* (2014) et Humberto López Morales édite *Historia de la Asociación de Academias de la Lengua Española* (2016).

⁹ Certains des épigones sont : Juan Ramón Lodares (*El paraíso políglota* (2000), *Gente de Cervantes : historia humana del idioma español* (2001), *Lengua y patria* (2002), *El porvenir del español* (2005)) ; Álex Grijelmo (*Defensa apasionada del idioma español* (1998), *El genio del idioma* (2004), *Palabras de doble filo* (2015)) ; Ángel López García (*Babel airada. Las lenguas en el trasfondo de la supuesta ruptura de España* (2004), *El boom de la lengua española : análisis ideológico de un proceso expansivo* (2007)) ; Francisco Marcos Marín (*Los retos del español* (2006)) ; Emilio Botín et ses conférences sur la vitalité (économique) de l'espagnol.

¹⁰ Les plus importantes sont : *La aventura del español en América* (1998, 2005) et *La andadura del español por el mundo* (2011) les deux de Humberto López Morales, secrétaire de l'ASALE de 1994 à 2015 ; et *La maravillosa historia del español* de Francisco Moreno Fernández, représentant de l'IC.

¹¹ Mentionnons la série *El español en el mundo. Anuarios del IC*, publiée sans interruption depuis 1998.

¹² Hamel (2004) aussi la nomme *hispanophonie*.

cherchant à diffuser une norme unique et qui, d'un point de vue discursif et matériel, se base sur une tradition de domination ; une tradition caractérisée par l'équation métropole hier / État central aujourd'hui ; colonies hier / États périphériques et donc subalternes aujourd'hui. Subalternes, ces États le deviennent parce qu'ils sont dépossédés de leur souveraineté politique en matière de prise de décisions internes et qu'ils perdent la possibilité de réguler leur économie nationale de manière autonome, restant ainsi à la merci des plans des États centraux actuels. C'est justement sur ce lien que repose la relation « postcoloniale » de cette politique (Alén Garabato & Boyer, 2014). Autrement dit, les travaux critiques consultés soulignent que la NPLP continue d'opérer pleinement dans un cadre nationaliste. Bien qu'elle rejette le nationalisme linguistique dans ses principes, dans les faits, la NPLP est une forme de post-nationalisme vu qu'elle favorise les stratégies géopolitiques et géoéconomiques de l'Espagne, laquelle demeure le centre de décisions et d'exécution idéologique, politique et financier (Del Valle, 2007a). Finalement, il convient de noter que cette situation ne serait possible sans l'assentiment des académiciens américains, majoritaires au sein de l'ASALE, qui légitiment et reproduisent l'approche panhispanique dans leurs pays d'origine. Dans ce sens, les membres des académies deviennent « complices » actifs ou passifs de l'État espagnol et de certains secteurs mercantilistes connexes, dont la NPLP partage et défend les intérêts.

4. Controverses inter- et intra-institutionnelles des académies de la langue

Dans deux articles intéressants, Del Valle (2014 ; 2015b) avance qu'une série de « révoltes linguistiques » ou de « gestes libérateurs », ayant pour objectif de contester l'autorité du système dominant de gestion de la langue, s'est développée au cours de ces dernières années. Pour l'auteur, les agents et institutions ayant ainsi émergé ont révélé (ou aspiré à le faire) la crise de l'hégémonie académique et son pouvoir monopolistique, tout en mettant en évidence les limites du consensus et de la représentativité séculaire des académies. La pression qu'ils exercèrent fut telle qu'à plusieurs occasions, la RAE et l'ASALE furent obligées de débattre publiquement de certains sujets, le sexisme linguistique en étant un exemple.

Ce sont surtout des États américains, protégeant leurs intérêts locaux, qui sont à l'origine de plusieurs actions pratiques et/ou symboliques dissidentes, présentées comme des actes de résistance, de revendication et de défense de la souveraineté linguistique. En ce qui concerne la régulation de l'espagnol, il est important de souligner que des projets alternatifs, ancrés dans des représentations différentes de la norme, de la variation, de l'usage et du contact, gravitent autour des dispositifs normatifs panhispaniques, que ce soit pour les compléter ou s'y opposer. Les projets les plus connus sont celui du Mexique, où le prestigieux Colegio de México a publié le *Diccionario del español de México* (2010), ainsi que les projets argentins comprenant la publication du *Diccionario integral del español de la Argentina* (2009), la création du Musée du livre et de la langue (2011), la diffusion du manifeste « Pour une souveraineté linguistique » (2013)¹³ et l'élaboration du *Diccionario Latinoamericano de la Lengua Española* en ligne et collaboratif (Lauria, 2012 ; 2019). Dans le domaine crucial qu'est l'enseignement ELE, l'Argentine gère son propre examen de certification et d'accréditation — le CELU : *Certificado de español lengua y uso* — depuis le début du XXI^e siècle¹⁴, par le biais d'une association d'universités nationales. Cet examen se distingue par le fait qu'il est basé sur l'usage plutôt que sur la connaissance métalinguistique et qu'il

¹³ Voir : <https://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-229172-2013-09-17.html> [Date d'accès : 14/09/2018].

¹⁴ Voir : <http://www.celu.edu.ar/> Au Mexique, il y eut une tentative — infructueuse — en 2014 de fonder l'*Instituto Alfonso Reyes para la enseñanza de ELE en el exterior*. Voir : <http://www.jornada.com.mx/2014/12/19/sociedad/045n3soc> [Date d'accès : 14/09/2018].

concorrença l'IC, en particulier au Brésil. Dans ce pays, en vertu de l'intégration sud-américaine et de la loi 11.161/05, l'enseignement de l'espagnol à l'école était obligatoire jusqu'à ce qu'en 2017, le président Michel Temer abroge ladite loi.

Enfin, il ne faut pas sous-estimer la participation d'instances décentralisées dans le cadre de la sphère Internet. Le web 2.0 a modifié le modèle d'interaction et entraîné l'émergence de nouveaux acteurs et de nouvelles conditions de production, circulation et reconnaissance de discours normatifs qui se sont avérés beaucoup plus ouverts et flexibles que les instruments linguistiques académiques. Cet environnement offre en effet des possibilités extrêmement intéressantes d'étudier les positionnements glottopolitiques des modèles normatifs en compétition sur les forums et réseaux sociaux, où l'on réserve un rôle central au contenu généré par les usagers, à l'interopérabilité et la facilité d'utilisation (Bonnin & Lauria, 2015 ; Lauria & Bonnin, 2018).

Faute d'en avoir modifié les relations de pouvoir, ces initiatives critiques n'ont compromis ni la suprématie académique ni la légitimité du système en place, peut-être en raison de la situation périphérique des pays à l'origine de ces propositions, de leur rôle économique mineur, de leur manque d'acceptation, de leur diffusion réduite, des représentations attachées à leurs variétés, etc. Ceci ne diminue en rien le bien-fondé de ces projets, dont l'objectif est généralement de transformer la répartition sociale du capital sur le plan linguistique. Ils cherchent à produire des biens et services culturels et linguistiques qui concurrenceraient les produits espagnols-transnationalisés-panhispaniques, brisant leur monopole et transformant le positionnement de leurs promoteurs pour en faire de simples consommateurs de produits réalisés ailleurs.

En ce qui concerne les difficultés intra-institutionnelles, l'année 2010 fut une année particulièrement critique pour les académies, comme le révèlent certains événements de (dés)ordre interne. Premièrement, l'Espagne traversait dans une crise économique profonde, résultant de la crise financière mondiale de 2008 dont les répercussions aux niveaux national, régional et mondial étaient impossibles à prévoir. Cette situation difficile affecta l'activité de l'académie, car les crédits budgétaires alloués à son fonctionnement et à la réalisation d'œuvres déjà prévues furent gelés¹⁵.

Deuxièmement, après 12 ans de mandat, le directeur Víctor García de la Concha démissionna. Son successeur, l'académicien José Manuel Blecua, adopta un mode de direction différent qui se caractérisa surtout par une exposition médiatique moins importante.

Finalement, l'édition de deux ouvrages primordiaux, soit la mise à jour de l'*Ortografía* et la réalisation du *Diccionario de americanismos*, un ancien projet académique, fit apparaître deux lignes de tension à l'intérieur du dispositif panhispanique.

En ce qui concerne le premier ouvrage, l'annonce non-officielle d'un porte-parole de la RAE, dans laquelle furent anticipées certaines des réformes prévues dans la nouvelle *Ortografía*, suscita le mécontentement du président de l'*Academia Argentina de Letras* de l'époque, Pedro Luis Barcia¹⁶, car les changements de noms de certaines lettres n'avait pas fait l'objet d'une consultation préalable (de « i griega » à « ye »; de « i latina » à « i », le serait devenues « be » et le <v> serait devenue « uve », avec le conseil de cesser d'utiliser « be alta », « be larga », « ve baja », « ve corta »; le <w>, serait devenue « doble uve ») ; ces changements ne furent du reste jamais appliqués. Ce litige, résolu rapidement il le faut souligner, révéla pour la première fois publiquement une certaine fragilité interne autour de la gestion partagée de la langue.

¹⁵ Voir : <http://www.europapress.es/cultura/noticia-rae-espera-volver-2019-nivel-financiacion-estado-antes-crisis-20180527122535.html> [Date d'accès : 14/09/2018].

¹⁶ Voir : <http://www.elcastellano.org/argentina-se-rebela-contra-la-reforma-ortogr%C3%A1fica> [Date d'accès : 14/09/2018].

La publication du *Diccionario de americanismos* aussi causa un désaccord révélateur. Une des critiques les plus virulentes fut exprimée par l'*Academia Peruana de la Lengua*, plus exactement par un de ses membres, Rodolfo Cerrón Palominole, linguiste renommé. Ce dernier publia un compte rendu dévastateur dans la revue *Lexis* de la *Pontificia Universidad Católica del Perú* sur le traitement des indigénismes de la région andine, un thème dont il est spécialiste. Cerrón s'en prit à la méthode de travail prétendument collective et paritaire entre toutes les agences. Il déplora en particulier le peu de considération qui lui avait été témoignée et le fait qu'une bonne partie des observations, corrections et reformulations que Lima fit parvenir à Madrid n'avait pas été incluse au répertoire lexicographique¹⁷.

En admettant que les positions défendues dans ces litiges soient d'un poids suffisant, on pourrait s'attendre à voir se former une brèche dans le système panhispanique. Cette situation provoquerait de tels changements dans les rapports de force, qu'il serait difficile de prévoir ce qu'il adviendrait de la NPLP. Cependant, en raison de leur nature même, ces désaccords ont revêtu un tout autre sens et une autre fonctionnalité.

Le débat — en (et par) principe un élément constitutif et nécessaire des espaces démocratiques, délibératifs et pluriels, telles que se (re)présentent les académies — confère à ces dernières une large légitimité et les sert en tant qu'institutions dont les décisions sont amplement médiatisées. En d'autres termes, on agit *pour la galerie* en exprimant un désaccord apparent sur la scène publique (ce qui est la règle et non pas l'exception dans ce type de contexte), à la seule fin de montrer qu'il existe une discussion interne et que le consensus nait d'une (bonne) gestion des conflits. Comme le souligne Amossy (2016 ; 2017), les formes que revêt la polémique en termes généraux impliquent des positions irréconciliables de formations discursives antagoniques, qui renvoient à des formations idéologiques opposées (en termes de classe et/ou valeurs). Les controverses s'étant exprimées au sein du système panhispanique analysées ici se limitent, en revanche, à présenter de simples amplifications ou rectifications, avec une absence totale de mécanismes d'opposition et/ou de réfutation (ironie, négation, dénigrement) et de ressources rhétoriques de dichotomisation ou de polarisation des positions en jeu. En somme, ce qui se passa au sein de l'institution atteignit un certain degré d'intensité avant de rapidement décroître, sans que cela soit transformé en de réelles stratégies d'influence et de pression. Le tout se limita à des échanges médiatiques qui, du fait d'un niveau de polémique relativement faible, ne mirent pas en danger l'ancrage institutionnel¹⁸. Aucun élément ne fit vaciller le *statu quo* sur la (propriété de) la langue.

Dès 2013, un nouveau changement dans la direction de la RAE redynamisa les tâches de l'académie centrale et par conséquent celles des autres académies. L'académicien Darío Villanueva, ancien bras droit de García de la Concha, prit les rênes et renforça la visibilité du travail de l'académie en augmentant son exposition médiatique. Ce nouveau cap se trouva bien illustré à l'occasion du 300^{ème} anniversaire de la création de l'institution, qui fut marqué par de nombreux événements (expositions, éditions commémoratives des classiques de la littérature hispano-américaine) et la parution de la 23^{ème} édition du *Diccionario de la Lengua Española*, dont la publication fait toujours l'objet d'une ample couverture médiatique.

¹⁷ Le compte rendu peut être consulté sur : <http://revistas.pucp.edu.pe/index.php/lexis/article/view/1490/1436> [Date d'accès : 14/09/2018]. Pour autant que l'on sache, l'ASALE n'a jamais répondu à ces critiques.

¹⁸ Del Valle (2014) indique que la position des académiciens consiste à expliquer qu'il n'y a pas de désaccord à l'intérieur du dispositif panhispanique, car le dispositif académique est ouvert et tout y est susceptible d'être négocié et harmonisé. L'auteur, cependant, croit voir dans ce geste une opération discursive d'effaçage (*erasure*) du contenu politique, ce qui constituerait, dans le système conceptuel de la politologue Chantal Mouffe, un phénomène *post-politique*.

5. La politique linguistique panhispanique aujourd'hui. Débats sur l'inclusion de la langue dans la « Marca España » (2018)

Sous la direction de Villanueva (2014-2018), il n'y eut pas de désaccords publics au sein du mouvement panhispaniste de la RAE/ASALE¹⁹. Le travail continua sans heurts et protégé par la rhétorique collaborative des académies. Néanmoins, lorsque le président du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, du Partido Popular [Parti Populaire, droite] annonça officiellement, en janvier 2018, que la langue espagnole serait incorporée comme élément stratégique à la « Marca España »²⁰, une nouvelle étape s'ouvrit dans le processus d'institutionnalisation dont les particularités seront analysées dans ce qui suit.

À l'occasion du lancement du projet « *El español, lengua global* » [L'espagnol, langue globale], placé sous la direction du « *Alto Comisionado para la Marca España* » [Haut-Commissariat pour la Marque Espagne] lequel ajouta alors à sa dénomination la mention « *y Promoción del Español* » [et pour la promotion de l'Espagnol]²¹, Rajoy rappela, que cinq siècles auparavant, l'expédition transocéanique **Magallanes-Elcano** avait placé l'Espagne à la tête d'une profonde transformation du monde. Il insista sur le fait, qu'aujourd'hui encore, elle pouvait jouer un rôle majeur sur la scène mondiale. Pour ce faire, Rajoy pensait qu'il était nécessaire de construire « un nouveau monde en espagnol » dans la mesure où « notre meilleur ambassadeur dans le monde est notre langue », car elle est la troisième langue la plus utilisée sur **internet et la deuxième sur les réseaux sociaux**²². Notons que, bien que Rajoy ait été démis de ses fonctions de président le 1^{er} juin 2018, en raison notamment de son inaptitude à gérer certains dossiers dont la crise catalane, le Décret Royal qui règlemente la décision sur la Marca España est encore en vigueur²³.

La section des considérants du Décret résonne de toute l'ardeur expansionniste et de l'euphorie qualitative et quantitative déployées dans l'argumentaire qui accompagnèrent et justifèrent le processus de consolidation de la NPLP:

L'Espagne possède parmi ses langues l'une des plus répandues au monde et conserve un patrimoine culturel de toute première importance qui est partagé par la grande communauté culturelle et linguistique qu'est la communauté hispanique.

L'expansion et le prestige de la culture en espagnol ont transformé la langue espagnole en un instrument global de communication.

La vision qualitative mais aussi quantitative de l'espagnol (...) dépasse amplement le domaine purement linguistique et nous invite à reformuler sa valeur actuelle en tant qu'agent global dans la production de richesse, identité, culture, et comme marque ; des biens qui augmentent à mesure que se renforcent sa promotion, son impact et son expansion internationale.

La première partie du décret insiste sur ce que Duchêne (2011) et Heller et Duchêne (2012) ont démontré être la valeur marchande (*commodity*) de la langue à l'ère actuelle définie comme celle du « capitalisme tardif ». Ainsi, le programme se déroule autour de trois axes

¹⁹ Par contre, il y eut des discussions avec l'extérieur, majoritairement sur la question du langage inclusif.

²⁰ La « Marca España » fut créée en 2012. Site officiel: <https://www.marcaespana.es/>

²¹ L'idée de « marque » évoque nombre de phénomènes qui vont de la sphère politique et économique à tout ce qui caractérise de manière spécifiquement culturelle la société dans son ensemble, malgré les inégalités internes et les particularismes sociaux, et qui est proposée à l'extérieur comme une image exportable, reposant principalement sur le rayonnement de la langue à l'extérieur (v. Patat, 2004).

²² Voir les déclarations de Rajoy: <https://www.efe.com/efe/espana/cultura/rajoy-tenemos-la-obligacion-de-custodiar-y-legar-el-espanol/10005-3502343> [Date d'accès : 14/09/2018].

²³ Voir <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-2018-1417> [Date d'accès : 14/09/2018].

selon lesquels la langue est conçue comme une ressource, un atout économique, une source de bénéfice essentielle dans les transactions globales de biens et de services : l'espagnol est considéré comme un *produit*, comme un *support* et comme un *marché*. Le premier favorise l'enseignement de la langue à l'étranger et toute l'industrie associée à cette activité (formation, cours, manuels, examens et certifications) ; le second soutient les tâches de programmation dans le domaine de la technologie numérique ; le troisième favorise particulièrement les échanges commerciaux :

L'espagnol est un des atouts principaux de notre pays, comme transmetteur de notre richesse historique et culturelle, tout comme pour sa capacité à générer des opportunités pour toute la communauté hispanophone au travers de sa vocation globalisatrice croissante.

L'ère digitale offre à l'espagnol de nouvelles opportunités d'expansion et de développement. Les progrès réalisés en tant que langue d'innovation technologique, surtout dans le domaine de l'intelligence artificielle, des techniques de traitement du langage naturel (...) offrent à l'espagnol les atouts d'une marque digitale qui augmente son importance globale et multiplie sa valeur sociale, culturelle et économique.

Même si elle emprunte à ce que nous avons appelé plus haut la « machine discursive de l'espagnol panhispanique » des thèmes similaires, que l'on fit circuler lors du lancement et de la consolidation de la NPLP, la disposition analysée ici réactualise ces prémisses, les arrange de façon à leur donner un nouveau sens historique et, bien entendu, de nouvelles implications glottopolitiques. En effet, ici c'est explicitement l'État espagnol — et non plus la communauté panhispanique soit « le concert des nations hispanophones » — l'agent qui « possède » et « réunit [...] entre ses langues [...] une de plus répandues au monde » et bien que cette langue soit « partagée par une grande communauté culturelle et linguistique », « [elle] s'inscrit [...] comme spécialement importante dans le projet de la Marque Espagne ». Il s'agit là indubitablement et manifestement d'un projet d'État précis, dont les bénéficiaires iront à un seul « maître » :

Ce grand potentiel requiert un projet étatique faisant de l'espagnol une langue globale, qui réunit et coordonne les différentes initiatives autour de la langue et la de culture espagnole, et qui s'insère dans les projets, aspirations et objectifs spécifiques de la Marque Espagne.

En lien avec le point précédent, notons la présence du pronom déictique de première personne du pluriel tout au long du texte, car il a une force inclusive dont le référent est seulement l'Espagne : l'espagnol est « notre langue commune », « notre richesse », la langue qui naît de/en « notre pays », « du réseau espagnol de villes intelligentes » et c'est seulement de là que naissent les « opportunités pour toute la communauté hispanophone dans sa vocation globalisatrice croissante ».

On observe donc un intéressant déplacement discursif. Contrairement à la campagne menée à la fin du XX^e siècle et au début du XXI^e qui, comme nous le mentionnions au chapitre 3, ne basait pas sa rhétorique sur l'imaginaire national espagnol mais plutôt sur une représentation symbolique déterritorialisée et déhistorisée qualifiée de « panhispanique », l'incorporation de la langue dans la « Marca España » marque un tournant radical, en replaçant au premier plan ce qui avait été occulté et passé sous silence de façon intentionnelle, à savoir le positionnement de l'État espagnol. Ce dernier s'auto-définit comme un pays ayant un pouvoir central relatif dans le nouvel ordre mondial et qui, par conséquent, peut (et doit) défendre et protéger sa souveraineté, ses marchés et même gagner des marchés plus grands en « *impulsar y coordinar las iniciativas de promoción del valor de la lengua española como lengua global y su puesta en valor como activo en cualquier ámbito y, especialmente, en los*

ámbitos económico, político, social, cultural o digital » [encourageant et coordonnant des initiatives visant à promouvoir la langue espagnole comme langue globale et à la valoriser comme un atout dans tous les domaines et spécialement dans les domaines économiques, politiques, sociaux, culturels ou numériques] (Paragraphe *e* de l'Art. 4 du Décret). Dans la mesure où ce mouvement discursif exclut tant la participation active de « toutes (les autres) langues péninsulaires (moins une) » que celle de l'Amérique latine, la majorité des partis de l'espace politique espagnol ne tardèrent pas à rejeter cette proposition. Pour l'opposition, l'initiative s'avèrait ne pas inclure suffisamment ses alliés naturels, c'est-à-dire avec l'Amérique latine. Pour le parti Ciudadanos (centre-droite), l'Espagne doit en tous cas la diriger, mais ne pas la monopoliser. Selon Podemos (gauche), elle doit être repensée sous une forme plus ouverte, plurielle, et démocratique. Enfin, selon le PSOE (centre-gauche), elle doit être rejetée car elle ne présente pas de solvabilité budgétaire et elle rompt la relation avec les pays avec lesquels l'Espagne partage sa langue²⁴.

À l'article 7, le Décret prévoit aussi que la RAE, la principale et historique institution régulatrice de la langue espagnole, soit pleinement intégrée dans un conseil consultatif qui compte des nombreux représentants d'établissements publics et privés espagnols (*Ministerio de Educación, Cultura y Deporte* ; IC ; l'entité publique commerciale ICEX *España Exportación e Inversiones* ; l'agence étatique *Consejo Superior de Investigaciones Científicas* (CSIC), entre autres) et fonctionne désormais comme l'organe chargé de gérer l'étude et la promotion de l'espagnol en tant que langue globale. Il y est également prévu qu'un délégué de l'ASALE fasse partie du conseil consultatif. Pour la RAE, ces nouvelles dispositions signifiaient une perte manifeste de soutien économique et politique et, quelques semaines après la publication du Décret, l'assemblée plénière de l'Académie diffusa un communiqué officiel dans lequel elle s'opposait aux nouveaux termes s'appliquant au traitement de la langue promu par la « Marque Espagne » :

13.3.2018 *Communiqué de l'Académie royale espagnole*²⁵

Dans la séance plénière du 8 mars 2018, la Real Academia Española a décidé de rendre publiques les considérations suivantes quant au projet de l'État « Español, lengua global », contenu dans le Décret Royal 49/2018 du 1^{er} février.

La commémoration en 2019 du V^{ème} centenaire de l'expédition de Magellan et Elcano, qui donna lieu au premier tour du monde, offre en effet une magnifique occasion de contribuer depuis l'Espagne à la reconnaissance internationale de notre langue. Une langue parlée par plus de 500 millions de personnes dans le monde, actuellement la deuxième en termes de nombre de locuteurs natifs et la deuxième la plus étudiée par ceux qui ne le sont pas.

De plus, la RAE considère que, de par sa nature propre, ce projet se doit de reconnaître que notre langue est partagée par tous les pays latino-américains, les États-Unis, les Philippines, et la Guinée Equatoriale. Cette évidence est le fondement de l'*Asociación de Academias de la Lengua Española*, créée en 1951 et composée à présent de vingt-trois académies, constituées entre 1871 (comme l'*Academia Colombiana de la Lengua*) et 2016 (comme l'*Academia Ecuatoguineana de la Lengua Española*).

Pour toutes ces raisons, il serait contradictoire de développer le projet de l'espagnol comme langue globale à partir de la vision, de la perspective et des intérêts d'un seul pays, quel qu'il

²⁴ Voir les déclarations des représentants des différents secteurs politiques https://elpais.com/cultura/2018/02/20/actualidad/1519133742_156674.html et <https://www.efe.com/efe/espana/portada/el-gobierno-propondra-que-2019-sea-ano-internacional-del-espanol/10010-3529464> [Date d'accès : 14/09/2018].

²⁵ Voir : <http://www.asale.org/noticias/comunicado-de-la-real-academia-espanola> [Date d'accès : 14/09/2018].

soit, alors qu'une telle initiative devrait contribuer à la politique panhispanique que la RAE développe depuis le siècle passé, en collaboration avec les autres académies intégrées dans l'Asociación de Academias de la Lengua Española (ASALE).

Cette approche panhispanique justifierait la participation de la RAE au Conseil Consultatif pour la Promotion de la Langue Espagnole, prévue par le Décret Royal 49/2018. L'on ne peut ignorer que l'ASALE constitue actuellement le réseau international qui incarne véritablement l'esprit linguistique panhispanique et travaille de façon coordonnée à l'étude, la reconnaissance et la protection de l'espagnol comme langue globale.

En automne 2019, l'Espagne accueillera le XVI^{ème} congrès quadriennal de l'*Asociación de Academias de la Lengua Española*, et, en mars de la même année, se tiendra à Cordoue (République Argentine) le VIII^{ème} Congrès International de la Langue Espagnole, organisé par les autorités argentines, avec la participation de l'Instituto Cervantes, la RAE et l'Asociación de Academias de la Lengua Española.

Jusqu'à présent, les académies ayant adhéré au présent communiqué sont : Academia Ecuatoriana de la Lengua, Academia Mexicana de la Lengua, Academia Salvadoreña de la Lengua, Academia Venezolana de la Lengua, Academia Chilena de la Lengua, Academia Peruana de la Lengua, Academia Guatemalteca de la Lengua ; Academia Panameña de la Lengua, Academia Cubana de la Lengua, Academia Paraguaya de la lengua Española, Academia Boliviana de la Lengua, Academia Dominicana de la Lengua, Academia Argentina de Letras, Academia Hondureña de la Lengua ; Academia Puertorriqueña de la Lengua Española y Academia Norteamericana de la Lengua Española.

Le schéma argumentatif du texte de rejet signé par la RAE et par la majorité des académies reprend de façon acritique les thèmes discursifs exprimés par Rajoy (utilisation de l'expédition Magellan-Elcano comme d'une technique analogique entre le passé et le présent, avec pour fin argumentative de se référer au processus de globalisation en cours ; utilisation de la rhétorique des chiffres : nombre total de locuteurs natifs de langue espagnole et d'étudiants de ELE), auxquels on oppose aussitôt une objection qui entraîne une inversion du discours et mène à une conclusion différente : l'espagnol n'appartient pas à l'Espagne, mais à tous les pays hispanophones, aux États-Unis, aux Philippines et à la Guinée Équatoriale. Dès lors, le message au cœur du communiqué est qu'il s'agit d'un projet incompatible, car un seul pays (quel qu'il soit) ne peut pas s'arroger la politique de la langue partagée ni, bien sûr, son contrôle économique. Pour la RAE, la gestion de l'espagnol est de la compétence privilégiée des académies.

Dans la même ligne argumentative, le secrétaire actuel de l'ASALE, le vénézuélien Francisco Pérez, définit le projet comme « une erreur » dont — assure-t-il — l'on ignore les motivations. Selon Pérez, l'initiative méprise les activités communes menées jusque-là. C'est pourquoi, en guise de rectification, il propose de renommer le projet « *Marca Panhispánica* » [marque panhispanique]. En fin de compte, le désaccord consiste moins en une remise en question des présupposés idéologiques, politiques et/ou économiques du projet qu'en la modification de sa seule désignation. Quant aux organisations américaines, ce n'est un hasard si celles qui exprimèrent leur mécontentement appartiennent aux trois pays comptant le plus grand nombre de locuteurs sur le continent, soit le Mexique, la Colombie et l'Argentine. L'académie mexicaine refusa la décision, mais à la différence de ce que déclare la RAE dans son communiqué, elle estime que le problème d'ajouter la langue à la « *Marca España* » et de la définir comme « globale » est une question de souveraineté : la marque peut s'appliquer à la langue parlée sur le territoire espagnol, mais son ingérence dans les autres États qui composent le monde hispanophone est inadmissible. La réponse de la Colombie fut celle de Carmen Millán, la directrice du prestigieux *Instituto Caro y Cuervo*, qui signa de nombreux accords de coopération avec l'ASALE. En plus d'invoquer le nombre de locuteurs comme un critère déterminant en matière de gestion de la langue ou tout au moins de consultation (la

Colombie comptant moins de locuteurs que le Mexique, mais plus que l'Espagne), Carmen Millán renforça sa position par une citation d'Octavio Paz (« (...) *nuestro diálogo se realiza en el interior de la misma lengua* » [notre dialogue opère à l'intérieur de la même langue]²⁶) dont il ressort qu'il ne faut pas encourager les rivalités au sein de la langue commune. Enfin, le président de l'*Academia Argentina de Letras*, José Luis Moure, poursuit le même raisonnement que les autres représentants américains (nombre de locuteurs, manque de consensus dans les prises de décisions entre les pays hispanophones) et souligne que si « *[n]adie debe dudar de las buenas intenciones del proyecto* » [personne ne doit douter des bonnes intentions du projet], nous sommes tous²⁷ des « *accionistas activos de una sociedad igualitaria* » [actionnaires actifs (la métaphore économique est renforcée) d'une société égalitaire] de sorte que ce projet est jugé inopportun et inapproprié. Et il conclut en appelant à préserver l'harmonie, car le meilleur leadership est, selon lui, celui qui passe inaperçu²⁸.

À ce stade de l'analyse, on pourrait se demander quels sont les facteurs géopolitiques et géoéconomiques qui pourraient expliquer cette nouvelle instance glottopolitique dans le long processus d'institutionnalisation de l'espagnol²⁹. Cette nouvelle étape est caractérisée par un conflit d'intérêts entre l'État espagnol, d'un côté et la RAE et son réseau d'académies, de l'autre. Les institutions traditionnellement en charge de la planification linguistique s'opposent ouvertement à l'initiative du gouvernement consistant à vouloir utiliser la langue comme élément stratégique de la Marque Espagne et surtout à changer la manière dont elle est gérée. Le désaccord tient au fait que si le discours du gouvernement repose sur un retour au nationalisme et, partant, sur le protectionnisme de marché fondé sur la souveraineté de l'Espagne sur la langue espagnole, les académies persistent dans leur rhétorique du post-nationalisme et de la gestion (prétendument) partagée de la langue entre tous les pays hispanophones. Et ceci, bien qu'il ait été amplement démontré que le contrôle sur la langue est — a toujours été — entre les mains des autorités et des institutions espagnoles.

Les conditions ayant permis à l'Espagne d'adopter un nouveau discours sur la propriété de l'espagnol et de renforcer son statut de langue globale (et non plus panhispanique) peuvent être mises sur le compte de nouveaux processus, des rapports de forces actuels et des reconfigurations géopolitiques et géoéconomiques qui ont lieu à l'échelle mondiale. Ces transformations affectent inmanquablement les discours et les interventions sur la langue. Comme l'explique Bulard (2018), les blocs d'intégration régionale qui s'étaient affirmés lors de la période précédente (Union Européenne, Mercosur, ALCA, BRICS) sont aujourd'hui

²⁶ Phrase du discours d'acceptation du Prix Nobel de la Littérature en 1990 : <https://www.nobelprize.org/prizes/literature/1990/paz/25350-octavio-paz-nobel-lecture-1990/> [Date d'accès : 14/09/2018].

²⁷ Il est essentiel de se demander quelle est la portée de ce « nous » dans la phrase « nous sommes tous ».

²⁸ Pour lire les déclarations complètes des académiciens américains, voir https://elpais.com/cultura/2018/02/26/actualidad/1519673644_873520.html [Date d'accès : 14/09/2018].

²⁹ En matière de politique intérieure, la Marque Espagne pourrait être vue comme un élément ayant activé le conflit séparatiste (ou indépendantiste, selon la perspective) de la Catalogne, qui s'aggrava dès 2006, lorsque la Cour suprême reconsidéra certaines des libertés que la Catalogne avait obtenues dans la Constitution de 1978, et qui atteignit son apogée en octobre 2017, après le référendum pro-autonomiste. La preuve en est non seulement la tension politique dans laquelle le projet a été reformulé, mais aussi — et surtout — deux allusions aux langues des communautés autonomes dans le décret : « l'Espagne compte parmi ses langues une des plus répandues au monde » et « l'espagnol et toutes les langues péninsulaires ». Compte tenu de ce qui précède, la nouvelle version de la « Marca España » pourrait être considérée non seulement comme une campagne commerciale, mais aussi comme une opération politique et idéologique visant à garantir l'unité du pays. Pour une vue d'ensemble de la situation historique du catalan, voir Bastardas-Boix (1994) et Ninyoles (1994) ; pour le scénario actuel, la presse est la principale source de consultation sur l'émergence du processus séparatiste en Catalogne pendant la période 2012-2018.

affaiblis (tout comme les politiques de domaine linguistique ou *phonies* qui leurs sont associées)³⁰ parce que le paysage mondial évolue vers un modèle bipolaire avec d'un côté, les États-Unis d'Amérique (surtout depuis l'élection de Donald Trump en 2017), leurs mesures protectionnistes, leur désintérêt pour le multilatéralisme et les alliances régionales, et de l'autre, la Chine, avec son importante et croissante influence sur l'espace économique occidental, acquise surtout grâce à la conclusion d'accords bilatéraux. C'est donc dans le contexte d'un marché dominé par l'anglais et le chinois, deux langues hypercentrales (selon la terminologie de Calvet (2005)), que l'État espagnol³¹ aspire explicitement, sans plus cacher ses intérêts matériels et symboliques, à imposer l'espagnol comme la troisième langue globale et capter ainsi des marchés plus grands. Ce nouveau discours de l'Espagne s'oppose aux bases idéologiques de la politique des académies. D'où le conflit avec la RAE. Dans l'absolu cependant, la gestion effective de la langue ne change pas de main puisqu'elle demeure du ressort de l'Espagne. Reste à savoir comment les académies et leur discours panhispanique se positionneront dans ce nouveau scénario glottopolitique.

6. Réflexions finales

Cet article a fourni des clés de lecture afin d'esquisser un portrait actuel de l'institutionnalisation de la politique linguistique panhispanique à partir d'une approche glottopolitique. Récapitulons : l'espagnol est une des langues historiques empreinte d'une tradition autoritaire des plus fortes au monde. Depuis le XVIII^e siècle, sa régulation est aux mains de l'institution autocratique qu'est la RAE qui, sous la forme organisationnelle d'une académie, établit un certain modèle de production et de circulation du savoir linguistique. Bien qu'à différentes périodes, les académies aient connu des aires de renouveau et des réformateurs ayant affirmé avoir procédé à des restructurations hiérarchiques, proposé des révisions du corpus de la langue (orthographe, morphosyntaxe, lexique) et ainsi réparé les injustices du passé, le fait est que les changements ne dépassent pas la dimension symbolique et qu'ils ne produisent pas les effets concrets nécessaires à la résolution des tensions passées et présentes entre l'Espagne et les pays américains.

Dans leur position hégémonique, les académies, qui s'arrogent depuis longtemps la propriété de la langue espagnole puisqu'elles se sont instituées les agentes légitimes d'intervention linguistique, reproduisent les idéologies linguistiques dominantes (selon la logique centre/périphérie ; langue légitime/varieties subalternes) et perpétuent l'inégalité linguistique entre les locuteurs des différentes variétés géographiques et sociales, et cela malgré les changements apportés à la NPLP ; des changements axés sur des topiques mettant l'accent sur la communauté linguistique et le slogan « unité dans la diversité ». Cette campagne panhispanique était clairement liée à la croissance économique que connaît l'Etat espagnol grâce à son entrée dans l'Union Européenne et à la possibilité de gagner d'importantes parts de marché en Amérique, notamment dans les secteurs des services (industries de la langue, téléphonie, banque, énergie, aéronautique).

La NPLP, solide en apparence, présente parfois des déséquilibres internes qui se neutralisent et s'harmonisent rapidement pour conserver le marché linguistique unifié. Néanmoins, la récente affaire de la Marque Espagne et le fait que l'on attribue à la langue espagnole une valeur globale et non plus panhispanique sont d'une telle importance

³⁰ Le phénomène du BREXIT, soit la sortie du Royaume Uni de l'Union Européenne est un processus en cours, qui débuta formellement en 2016.

³¹ Selon Grimson (2011), l'État national demeure un espace-clé, bien que le néolibéralisme ait diminué son rôle afin d'augmenter la portée des règles imposées par les rapports de force qui se déploient sur le marché et parmi lesquelles l'emportent celles qui sont imposées par les propriétaires du capital.

glottopolitique que les conditions institutionnelles dans lesquelles opéraient les académies s'en sont soudain trouvées modifiées. Au niveau discursif au moins — et pour le moment —, le positionnement actuel de l'Espagne donne une autre orientation aux projets concernant la langue espagnole dans la mesure où, cette fois, ils sont basés sur une gestion explicite de la langue (sans aucune entreprise d'effacement ou d'anonymisation) par un État fort, défendant ses intérêts nationaux symboliques et matériels. Cette nouvelle orientation glottopolitique, légitimée au travers de l'activation de différentes mémoires discursives correspondant à la situation conjoncturelle, répond à des dynamiques géopolitiques et géoéconomiques contemporaines. À leur tour, ces dernières poussent les États à adopter, dans le cadre de nouvelles alliances régionales et internationales, d'autres modalités d'intervention adaptées aux exigences et aux demandes s'ajustant au mieux à la façon dont se développe le capitalisme dans le système globalisé actuel. Ces nouvelles formes d'organisation géopolitique et géoéconomique pourraient révéler l'amorce d'une période d'affaiblissement des blocs d'intégration régionale et, avec cela, l'émergence d'États protectionnistes, dans lesquels les dirigeants, dont un bon nombre appartiennent à l'extrême droite, annoncent publiquement ce qu'avant ils taisaient, dissimulaient ou cachaient (le cas de Trump étant peut-être le plus emblématique). La modification du discours semblerait obéir à la défense explicite des intérêts symboliques et matériels de leur pays. Et une fois de plus, les politiques et les interventions sur l'espace public du langage en général et sur les langues historiques en particulier s'adapteront aux changements politiques, sociaux, économiques, culturels, professionnels, et démographiques qui ont eu lieu ou sont en cours.

Références

- Alén Garabato, Carmen y Henri Boyer, 2014, “Un post-colonialisme linguistique?”, *Mots* 106, pp. 5-12.
- Amossy, Ruth, 2016, “Por una retórica del *dissensus*: las funciones de la polémica”, En: Montero, Ana Soledad (comp.) *El análisis del discurso polémico. Disputas, querellas y controversias*, Buenos Aires: Prometeo, pp. 25-38.
- Amossy, Ruth, 2017, *Apología de la polémica*, Buenos Aires: Prometeo.
- Arnoux, Elvira N. de, 2000, “La Glotopolítica: transformaciones de un campo disciplinario”, En: *Lenguajes: teorías y prácticas*, Buenos Aires: Instituto Superior del Profesorado, pp. 3-27.
- Arnoux, Elvira N. de, 2006, *Análisis del discurso. Modos de abordar materiales de archivo*, Buenos Aires: Santiago Arcos.
- Arnoux, Elvira N. de, 2008a, *Los discursos sobre la nación y el lenguaje en la formación del Estado (Chile, 1842-1862). Estudio glotopolítico*, Buenos Aires: Santiago Arcos.
- Arnoux, Elvira N. de, 2008b, “‘La lengua es la patria’, ‘nuestra lengua es mestiza’ y ‘el español es americano’: desplazamientos significativos en el III Congreso de la Lengua Española”, En: Hofmann, Sabine (ed.), *Más allá de la nación*, Berlín: Tranvía, pp. 17-39.
- Arnoux, Elvira N. de, 2014, “En torno a la *Nueva gramática de la lengua española* (Real Academia Española y Asociación de Academias de la Lengua Española)”, En: Arnoux, Elvira N. de y Susana Nothstein (eds.) *Temas de política lingüística. Integración sudamericana y panhispanismo*, Buenos Aires: Biblos, pp. 245-270.
- Arnoux, Elvira N. de, 2015, “El dispositivo normativo en la *Nueva gramática básica de la lengua española*”, En: Arnoux, Elvira N. de y Roberto Bein (eds.) *Política lingüística y enseñanza de lenguas*, Buenos Aires: Biblos, 243-268.
- Arnoux, Elvira y Daniela Lauria, 2016, “Presentación”, En: Arnoux, Elvira N. de y Daniela Lauria (coords.) *Lenguas y discursos en la construcción de la ciudadanía*

- sudamericana*. Colección Políticas Educativas, Gonnet: UNIPE Editorial Universitaria, pp. 21-39.
- ASALE y RAE, 2004, *La nueva política lingüística panhispánica*, S/d.
- Bastardas, Albert – Emili Boix, 1994, “Introducción”, En: Bastardas, Albert – Emili Boix (dirs.) *¿Un Estado, una lengua?*, Barcelona: Octaedro, pp. 9-24.
- Bernal Meza, Raúl, 2000, *Sistema mundial y Mercosur. Globalización, regionalismo y políticas exteriores comparadas*, Buenos Aires: Universidad Nacional del Centro/Nuevohacer, Grupo Editor Latinoamericano.
- Blommaert, Jan, 1999, “The debate is open”, En: Blommaert, Jan (ed.), *Language Ideological Debates*, Berlín / Nueva York: Mouton de Gruyter, pp. 1-38.
- Bochmann, Klaus, 2017, “Hexemonía lingüística e os donos da linguaxe”, *Grial* 55 (216), pp. 13-19.
- Bonnin, Juan Eduardo y Daniela Lauria, 2015, “Diccionarios *on line*: hacia una nueva fase del proceso de gramatización de la lengua española”, *Linguas e Instrumentos Lingüísticos* 36, pp. 293-322.
- Bulard, Martine, 2018, “China-Estados Unidos. ¿Quién ganará la guerra comercial?”, *Le monde diplomatique* 232, pp. 12-15.
- Calvet, Louis-Jean, 2005, “Prefacio a la nueva edición. De *Lingüística y colonialismo* a la politología lingüística”, En: *Lingüística y colonialismo. Breve tratado de glotofagia*, Buenos Aires: Fondo de Cultura Económica, pp. 9-17.
- Del Valle, José (2007a) “La lengua, patria común: la hispanofonía y el nacionalismo panhispánico”, En: Del Valle, José (ed.) *La lengua, ¿patria común? Ideas e ideologías del español*, Madrid/Frankfurt: Iberoamericana/Vervuert, 31-56.
- Del Valle, José, 2007b, “La RAE y el español total. ¿Esfera pública o comunidad discursiva?”, En: Del Valle, José (ed.) *La lengua, ¿patria común? Ideas e ideologías del español*, Madrid/Frankfurt: Iberoamericana/Vervuert, pp. 81-96.
- Del Valle, José, 2014, “Lo político del lenguaje y los límites de la política lingüística panhispánica”, *Boletín de Filología* XLIV (2), pp. 87-112.
- Del Valle, José, 2015a, “La emancipación lingüística y las academias de la lengua española en el siglo XX: 1951 como punto de inflexión”, En: Del Valle, José (ed.), *Historia política de la lengua española. La creación de una lengua*, Madrid: Aluvión, pp. 266-284.
- Del Valle, José, 2015b, “Rebeliones lingüísticas. Sacarle la lengua al poder”, *Horizontal*. Disponible en <https://horizontal.mx/rebeliones-linguisticas-sacarle-la-lengua-al-poder/>, [Fecha de consulta: 20/09/2018].
- Del Valle, José y Luis Gabriel-Stheeman, 2004a, “Nacionalismo, hispanismo y cultura monoglósica”, En: Del Valle, José y Luis Gabriel-Stheeman (eds.), *La batalla del idioma: la intelectualidad hispánica ante la lengua*, Frankfurt/Madrid: Vervuert/Iberoamericana, pp. 15-33.
- Del Valle, José y Luis Gabriel-Stheeman, 2004b, “«Codo con codo»: la comunidad hispánica y el espectáculo de la lengua”, En: Del Valle, José y Luis Gabriel-Stheeman (eds.), *La batalla del idioma: la intelectualidad hispánica ante la lengua*, Frankfurt/Madrid: Vervuert/Iberoamericana, pp. 229-251.
- Del Valle, José y Luis Gabriel-Stheeman, 2004c, “Lengua y mercado: el español en la era de la globalización económica”, En: Del Valle, José y Luis Gabriel-Stheeman (eds.), *La batalla del idioma: la intelectualidad hispánica ante la lengua*, Frankfurt / Madrid: Vervuert / Iberoamericana, pp. 253-263.
- Del Valle, José y Laura Villa, 2007, “La lengua como recurso económico: «Español S. A.» y sus operaciones en Brasil”, En: Del Valle, José (ed.), *La lengua, ¿patria común? Ideas e ideologías del español*, Madrid/Frankfurt: Iberoamericana/Vervuert, pp. 97-127.

- Del Valle, José y Laura Villa, 2012, “La disputada autoridad de las academias: debate lingüístico-ideológico en torno a la *Ortografía* de 2010”, *RILI* X (19), pp. 29-53.
- Duchêne, Alexandre, 2011, “Néolibéralisme, inégalités sociales et plurilinguisme: l’exploitation des ressources langagières et des locuteurs”, *Langage & Société* 136, pp. 81-108.
- Esposito, Gianluigi, 2011, “Accademia della Crusca, Académie Française y Real Academia Española: paralelismos y divergencias”, En: Senz, Silvia y Montserrat Alberte (eds.) *El dardo en la Academia. Esencia y vigencia de las academias de la lengua española*. Tomo I, Barcelona: Melusina, pp. 343-369.
- Fanjul, Adrián, 2011, “Policêntrico e pan-hispânico. Deslocamentos na vida política da língua española”, En: Lagares, Xoán y Marcos Bagno (orgs.), *Políticas da norma e conflitos lingüísticos*, San Pablo: Parábola, pp. 299-331.
- García de la Concha, Víctor, 2014, *La Real Academia Española. Vida e historia*, Madrid: Espasa Calpe.
- Glozman, Mara y Daniela Lauria, 2012, *Voces y ecos. Una antología de los debates sobre la lengua nacional (Argentina, 1900-2000)*, Buenos Aires: Cabiria / Biblioteca Nacional.
- Grimson, Alejandro, 2011, *Los límites de la cultura. Crítica de las teorías de la identidad*, Buenos Aires: Siglo XXI.
- Guitarte, Guillermo y Rafael Torres Quintero, 1968, “Linguistic correctness and the role of the Academies”, *Currents Trends in Linguistics*, vol. IV “Ibero-American and Caribbean Linguistics”, pp. 562-604.
- Guzmán, Martín (2010) *Obras completas II*. México: Fondo de Cultura Económica.
- Hamel, Rainer, 2004, “Las cuatro fronteras de la identidad lingüística del español: lengua dominante y dominada, lengua fronteriza y lengua internacional”, Disponible en http://congresosdelalengua.es/rosario/mesas/hamel_r.htm. [Fecha de consulta: 20/09/2018].
- Heller, Monica & Alexandre Duchêne, 2012, “Pride and Profit. Changing Discourses of Language, Capital and National-State”, En: Duchêne, Alexandre & Monica Heller (eds.) *Language in Late Capitalism. Pride and Profit*, London/New York: Routledge, pp. 1-21.
- Lagares, Xoán, 2013, “O espaço político da língua espanhola no mundo”, *Trabalhos em Linguística Aplicada* 52 (2), pp. 385-408.
- Lara, Luis F., 2004, *Lengua histórica y normatividad*, México: El Colegio de México.
- Lara, Luis F., 2013, *Historia mínima de la lengua española*, México: El Colegio de México/El Colegio Nacional.
- Lara, Luis F., 2015, *Temas del español contemporáneo*, México: El Colegio de México.
- Lauria, Daniela, 2012, “El primer diccionario integral del español de la Argentina: reflexiones acerca del alcance de integral”, *Línguas e Instrumentos Lingüísticos* 29, pp. 53-92.
- Lauria, Daniela, 2014, “La producción lexicográfica de la Academia Argentina de Letras: un análisis glotopolítico del *Diccionario del habla de los argentinos (DiHA, 2003 y 2008)*”, En: Arnoux, Elvira N. de y Susana Nothstein (eds.) *Temas de Glotopolítica. Integración regional sudamericana y panhispanismo*, Buenos Aires: Biblos, pp. 271-322.
- Lauria, Daniela, 2017a, “La política lexicográfica actual de las academias de la lengua española: el caso del *Diccionario de americanismos (ASALE, 2010)*”, *Lexis* XLI (2), pp. 263-310.
- Lauria, Daniela, 2017b, “Avances en el estudio de los instrumentos lingüísticos actuales de la lengua española: los dispositivos normativos híbridos y *express*”, *Circula* 6, pp. 90-113.

- Lauria, Daniela, 2018, “Los nuevos instrumentos lingüísticos de la Academia Argentina de Letras. Posibilidades de acción, alcances, límites y tensiones en relación con la norma panhispánica”, *Anuario de Letras. Lingüística y Filología* VI (1), pp. 155-186.
- Lauria, Daniela, 2019, “Intervenciones institucionales y discursos oficiales sobre la lengua en la Argentina kirchnerista (2003-2015): medios de comunicación, ciencia, educación superior y turismo idiomático”, En: Arnoux, Elvira N. de y Roberto Bein (eds.) *Ideologías lingüísticas. Legislación, universidad, medios*, Buenos Aires: Biblos, pp. 7-30.
- Lauria, Daniela y Juan Eduardo Bonnin, 2018, “Los foros de discusión en diccionarios en línea del español y sus efectos de normatividad”, En: Roca, Ma. del Pilar, Socorro Cláudia Tavares de Sousa y Andrea Silva Ponte (orgs.) *Temas de Política Lingüística no Processo de Integração Regional*, Campinas: Pontes, pp. 199-223.
- Lauria, Daniela y María López García, 2009, “Instrumentos lingüísticos académicos y norma estándar del español: la nueva política lingüística panhispánica”, *Lexis* XXXIII (1), 4 pp. 9-89.
- López Morales, Humberto, 2016, *Historia de la Asociación de Academias de la Lengua Española*, Madrid: Asociación de Academias de la Lengua Española.
- Malló, Oriol, 2011, *El cártel español. Historia crítica de la reconquista económica de México y América Latina (1898-2008)*, Madrid: Akal.
- Mar-Molinero, Clare & Darren Paffey, 2011, “Linguistic Imperialism: Who Owns Global Spanish?”, En: Manuel Díaz-Campos (ed.) *The Handbook of Hispanic Sociolinguistics*, Oxford: Blackwell, pp. 747-764.
- Méndez García, Elena, 2012, “Los retos de la codificación normativa del español: cómo conciliar los conceptos de español pluricéntrico y español panhispánico”, En: Lebsanft, Franz *et al.* (eds.) *El español, ¿desde las variedades a la lengua pluricéntrica?*, Madrid/Frankfurt: Iberoamericana/Vervuert, pp. 281-312.
- Moreno Cabrera, Juan Carlos, 2008, *El nacionalismo lingüístico. Una ideología destructiva*, Barcelona: Península.
- Moreno Cabrera, Juan Carlos, 2015, *Los dominios del español: guía del imperialismo lingüístico panhispánico*, Madrid: Síntesis.
- Ninyoles, Rafael, 1994, “España como país plurilingüe: líneas de futuro”, En: Bastardas, Albert – Emili Boix (dirs.) *¿Un Estado, una lengua?*, Barcelona: Octaedro, pp. 141-154.
- Niño-Murcia, Mercedes; Juan Carlos Godenzzi & Jason Rothman, 2008, “Spanish as a World Language. The Interplay of Globalized Localization and Localized Globalization”, *International Multilingual Research Journal* 2, pp. 48-66.
- Ortiz, Renato, 2014, *Universalismo / Diversidad. Contradicciones de la modernidad-mundo*. Buenos Aires: Prometeo.
- Paffey, Darren, 2007, “Policing the Spanish language debate: verbal hygiene and the Spanish language academy (Real Academia Española)”, *Language Policy* 6, 313-332.
- Paffey, Darren, 2012, *Language Ideologies and the Globalization of “Standard” Spanish*, Londres: Bloomsbury.
- Paffey, Darren y Clare Mar-Molinero, 2009, “Globalisation, linguistic norms and language authorities: Spain and the Panhispanic Language Policy”, En: Lacorte, Manel y Jennifer Leeman (eds.), *Español en Estados Unidos y otros contextos de contacto*, Frankfurt/Madrid: Vervuert/Iberoamericana, pp. 159-173.
- Patat, Alejandro, 2004, *L’italiano in Argentina*, Perugia: Guerra Edizioni.
- Rama, Carlos, 1982, *Historia de las relaciones culturales entre España y la América Latina. Siglo XIX México*: Fondo de Cultura Económica.

- Rizzo, María Florencia, 2014, “Antecedentes de la política lingüística panhispánica: los congresos de la lengua española”, En: Arnoux, Elvira N. de y Susana Nothstein (eds.) *Temas de política lingüística. Integración sudamericana y panhispanismo*, Buenos Aires: Biblos, pp. 191-220.
- Rizzo, María Florencia, 2016, “Los congresos de la lengua española: configuración de una matriz discursiva”, *Anclajes* 20, pp. 59-75.
- Senz, Silvia, 2011, “Una grande y (esencialmente) uniforme. La RAE en la conformación y expansión de la lengua común”, En: Senz, Silvia y Montserrat Alberte (eds.) *El dardo en la Academia. Esencia y vigencia de las academias de la lengua española*. Tomo II, Barcelona: Melusina, pp. 9-302.
- Senz, Silvia, Jordi Minguell y Montserrat Alberte, 2011, “Las academias de la lengua española, organismos de planificación lingüística”, En: Senz, Silvia y Montserrat Alberte (eds.) *El dardo en la Academia. Esencia y vigencia de las academias de la lengua española*. Tomo I, Barcelona: Melusina, pp. 371-550.

LA RAE Y LOS INTELLECTUALES AMERICANOS DE FINES DEL SIGLO XIX: EL CASO DEL URUGUAYO JUAN ZORRILLA DE SAN MARTÍN

Mariela Oroño

Universidad de la República, Uruguay

1. Presentación

Durante el último cuarto del siglo XIX, España realizó una serie de movimientos glotopolíticos para reavivar el vínculo con sus excolonias. Uno de ellos fue la creación de academias correspondientes de la Real Academia Española (RAE) y el nombramiento de académicos americanos para estrechar los lazos culturales y lingüísticos con aquellos países. En esta época, los jóvenes Estados hispanoamericanos estaban inmersos en pleno proceso de construcción nacional, lo que implicaba demarcar las fronteras políticas, culturales y lingüísticas tanto con la exmetrópoli como con los otros países latinoamericanos. En este sentido, interesa discutir por qué los intelectuales en los países hispanoamericanos de fines del siglo XIX legitimaron la autoridad de la RAE participando de las acciones propuestas por esta institución y cómo compatibilizaron esta posición de apoyo a la Academia, promotora de un modelo cultural, identitario y lingüístico monoglósico hispano, con el interés en proclamar una identidad nacional. En este trabajo propongo abordar la problemática desde la experiencia uruguaya estudiando el rol de un intelectual destacado del Uruguay de fines del siglo XIX: Juan Zorrilla de San Martín.

2. España y el vínculo con Hispanoamérica a fines del siglo XIX. El papel de la RAE

En el último cuarto del siglo XIX España transitó una profunda crisis económica, social y política¹. Como respuesta a esta situación, el gobierno español desarrolló una serie de acciones para ampliar las vías de comunicación con sus antiguas colonias y recuperar su presencia en ellas, de modo de estrechar los vínculos culturales y comerciales con aquellos países. La RAE desempeñó un rol central en su concreción, ya sea indirectamente porque sus

¹ Perdió sus últimas colonias en América (Cuba y Puerto Rico) en la guerra con Estados Unidos, país que comenzó a posicionarse en la escena internacional. En relación con el resto de los países europeos estaba en clara desventaja respecto al proceso de industrialización. Internamente, comenzaron a desarrollarse los movimientos nacionalistas en Cataluña, País Vasco y Galicia (Bernábeu, 1987).

miembros eran también representantes políticos del gobierno y la monarquía, o directamente, tomando ella misma medidas político-lingüísticas.

El ministro de Estado Segismundo Moret (quien sería nombrado académico de la RAE en 1894) fomentó particularmente las relaciones con Hispanoamérica. En una circular de 1886 que dirigió a las embajadas españolas en aquella región indicaba: “El trato constante y franca amistad ofrecida a los Representantes de los países de América Latina, a quienes se debe mostrar en tal ocasión y en todos los terrenos de la vida social la afectuosa preferencia con que España les considera, será una de las líneas de conducta más constantes que el Gobierno recomienda” (Bernábeu, 1987: 28).

Hubo intentos de desarrollar el movimiento mercantil entre España e Hispanoamérica mediante la creación por ejemplo de la Compañía Transatlántica Española (1881), propiedad del marqués de Comillas. En 1885, se fundó la Unión Iberoamericana (1885-1936), con filiales en las principales ciudades hispanoamericanas gracias al apoyo diplomático. Apadrinada por el ministro de Estado Moret y financiada por fondos públicos y privados (fundamentalmente por el marqués de Comillas), tenía intereses económicos y comerciales claros (Universidad Nacional de Andalucía, 2013). Muchos de sus miembros latinoamericanos eran académicos correspondientes de la RAE, como Juan Zorrilla de San Martín, o integrantes de las academias americanas de la lengua, como Francisco Sosa Escalante, de la Academia Mexicana de la Lengua. En 1888 se concretaron dos iniciativas para mejorar la imagen internacional de España: la Exposición Universal de Barcelona y el Museo y Biblioteca de Ultramar (Bernábeu, 1987).

Especialmente fructífero fue el año 1892, cuando España organizó un conjunto de celebraciones para conmemorar el Cuarto Centenario del Descubrimiento de América. La llegada de delegados de ocho países hispanoamericanos, más los esfuerzos de los diferentes eventos por generar discursos de unidad a partir del interés mutuo, contribuyeron a fomentar las relaciones con aquellos países. Según señala Bernábeu (1987), Antonio Cánovas del Castillo, presidente del Consejo de Ministros de la época y también académico de la RAE desde 1867, fue el principal promotor de estos festejos. Entre las actividades realizadas se destaca el Congreso Literario Hispano-Americano, en la medida en que la lengua fue el tema congregante².

El Congreso, organizado por la Asociación de Escritores y Artistas Españoles, tenía la finalidad (según se desprende de los temas propuestos) de proclamar y defender la unidad de la lengua española como herramienta fundamental para fortalecer cultural y económicamente la comunidad hispanohablante. En este marco, en sus resoluciones el Congreso estableció a la RAE como única autoridad en materia de planificación lingüística.

La dirección del Congreso estuvo a cargo de Gaspar Núñez de Arce, quien además de ser presidente de la Asociación y senador vitalicio de España desde 1886, era académico de la RAE desde 1874. En este sentido, señala Clavería (2003), muchos de los temas tratados aquí eran muy cercanos a los que se discutían en las sesiones de la RAE, ocupadas en la revisión de la duodécima edición del diccionario académico (1884-1899). De hecho, algunos de sus miembros participaron del congreso, como Eduardo Benot, Francisco Commelerán y Gómez, Francisco de Paula Canalejas y Antonio María Fabié.

La acción más fecunda en cuanto a profundizar los lazos de España con América, sin embargo, fue la creación de nuevas academias correspondientes de la RAE y la designación de académicos americanos. En el último cuarto del siglo XIX se instaló en los intelectuales españoles la necesidad de que España defendiera la existencia de una civilización hispana, con centro en España, encarnada en la lengua española (Del Valle y Gabriel Stheeman, 2004), de cuya gestión debía encargarse, naturalmente, la RAE. Como señala Süselbeck (2014: 274),

² Sobre la relevancia glotopolítica de este evento y las posiciones de los congresistas hispanoamericanos, cfr. Vásquez (2008) y Rizzo (2016).

“la fundación de las Academias Correspondientes, encargadas de velar por la preservación de la lengua en América bajo los auspicios de la RAE en Madrid, es, desde el punto de vista español, uno de los proyectos más importantes en la lucha por el mantenimiento de la hegemonía cultural hispánica en las antiguas colonias”.

Las academias americanas y los académicos correspondientes trabajaron en colaboración con la RAE y participaron de actividades promovidas por esta institución, como en el Congreso Literario Hispano-Americano³ y en la elaboración de la 13ª. edición del *Diccionario de la lengua castellana*, aunque no sin desencuentros entre académicos de ambos márgenes del Atlántico. Al respecto, Clavería (2003) indica que en las actas de la RAE se señala la colaboración de las academias mexicana y venezolana, aunque también allí se consigna que se aceptarían solo aquellas palabras “que designen un objeto de América latina y no tengan en castellano otra denominación (*op. cit.*: 273). Este criterio dio lugar a una importante disputa entre algunos académicos y Ricardo Palma, presente en una de las sesiones de trabajo porque se encontraba en Madrid con motivo del congreso literario referido. Palma solicitó la inclusión en el Diccionario de un conjunto de palabras que se constituyeron en motivo de importantes polémicas. (cfr. por ejemplo, Palma [1895], 2010; Clavería, 2003; De la Torre, 2014). Ninguno de los vocablos propuestos fue aceptado, por lo que ya en Perú publicó su trabajo en forma independiente (*Neologismos y americanismos*, 1895).

El cargo de académico correspondiente estaba formalizado desde 1859 para que pudiesen integrar la Academia personas que vivieran fuera de la Corte. Entre los primeros académicos correspondientes americanos se encuentran el peruano Felipe Pardo Aliaga (1861), el mexicano José Joaquín Pesado (1861), los venezolanos Andrés Bello (1861; diez años antes había sido nombrado académico honorario) y Cecilio Acosta (1869) y el chileno José Victoriano Lastarria (1870) (Süselbeck, 2014)⁴.

En cuanto a la creación de academias correspondientes en los países hispanoamericanos, la RAE aprobó las bases para su fundación en 1870. En ellas se establecía el modo y las condiciones para hacerlo. Por ejemplo se indicaba que si bien las academias correspondientes podían elegir a sus miembros, solo la RAE podía designarlos oficialmente, que sus estatutos debían parecerse a los de la RAE y que si las Academias deseaban cambiarlos, debían consultarlo con la RAE (Süselbeck, 2014). En esa época se crearon las academias de Colombia (1871), Ecuador (1874) y México (1875). Durante la década de los 80 se establecieron cuatro nuevas academias correspondientes: la venezolana (1883), la chilena (1885), la peruana (1887) y la guatemalteca (1887) (Süselbeck, 2014); y aumentaron a 134 los académicos americanos (Bernábeu, 1987).

La importancia de la creación de academias correspondientes para estrechar vínculos entre España y América fue reconocida por la propia RAE, en un informe de 1873, que dio lugar al inicio del proyecto y que señalaba: “Con tan sencillo medio [la fundación de las academias correspondientes] entendió y propone la Academia Española realizar fácilmente lo que para las armas y aún para la misma diplomacia es ya completamente imposible. Va la Academia á reanudar los violentamente rotos vínculos de fraternidad entre americanos y españoles [...]” (en Süselbeck, 2014: 273).

³ Participaron Ricardo Palma (peruano), Manuel María Peralta (costarricense), Juan Zorrilla de San Martín (uruguayo), Vicente Riva Palacio (mexicano), Federico Gamboa (mexicano) y Calixto Oyuela (argentino), académicos correspondientes de la RAE desde 1878, 1882, 1885 y 1889, respectivamente (Palma era además presidente de la Academia Peruana de la Lengua desde su fundación en 1887), y Francisco Sosa Escalante, miembro de la Academia Mexicana de la Lengua (desde 1892).

⁴ De todos modos, según indican Guitarte y Torres Quintero (1968 en Süselbeck, 2014) desde bastante antes los intelectuales procedentes de Hispanoamérica comenzaron a formar parte de la RAE, por ejemplo el peruano Diego de Villegas y Saavedra (1733), el argentino Ventura de la Vega (1845) y el mexicano Fermín de la Puente y Apezechea (1850).

3. La RAE y los intelectuales hispanoamericanos de fines del siglo XIX

A fines del siglo XIX Hispanoamérica transitaba el proceso de construcción de sus Estados nacionales iniciado en las primeras décadas del siglo, para cuya articulación ideológica el rol de los intelectuales fue decisivo. Ellos “suministraban los nombres que servían de anclaje identitario” y “construían discursivamente la unidad deseada estableciendo límites, recortando el pasado y designando al otro” (Arnoux, 2008: 121). A propósito, Altamirano (2008: 10) señala que la unificación del Estado (la consolidación del territorio, la redacción de leyes, el impulso a la educación pública) requirió “*competentes* que pudieran producir y ofrecer conocimientos, sean legales, geográficos, técnicos o estadísticos” (*op. cit.*: 10) y *publicistas* que “pudieran suministrar discursos de legitimación destinados a engendrar la alianza incondicional de los ciudadanos con ‘su’ Estado —narrativas de la patria, de la identidad nacional—” (*op. cit.*: 10), incluyendo las cuestiones sobre la lengua.

Durante el período posterior a la independencia de España se generó una discusión entre los intelectuales criollos sobre el estatus de las variedades americanas en relación con el español peninsular y las peculiaridades de las normas locales (Niño-Murcia, 1997)⁵. La cuestión del *arraigo* (Gallardo, 1978) del español se instaló como tema de discusión. El desafío de los intelectuales hispanoamericanos fue precisamente fundar una nueva tradición que les permitiera redefinir el arraigo del español en los Estados recién independizados.

Las posiciones sobre la lengua española eran uno de los procesos sociales en que se resolvía el vínculo político tanto entre ellos como con España. En este sentido, la discusión entre *americanistas* e *hispanistas* es un punto de partida importante para la construcción de las identidades de los países hispanoamericanos, pues muestra la tensión política del momento histórico que se estaba viviendo. Los americanistas, con adhesión al romanticismo al comienzo, desarrollaron un discurso crítico y de ruptura con lo español. Los hispanistas, en cambio, defendían la existencia de una civilización hispana con centro hegemónico en España, cuyos valores y tradiciones cristalizaban en la lengua castellana (Niño-Murcia, 1997; Del Valle y Gabriel-Stheeman, 2004).

Esta tensión comenzó pronto tras la independencia y se reflejó —entre otros aspectos— en la posición respecto de la RAE. Así, mientras que en Buenos Aires se propuso (1823) la creación de una academia literaria para que se ocupara de la gestión de la lengua en Argentina y Juan Bautista Alberdi criticaba el establecimiento de academias correspondientes (Blanco, 1991; Alfón, 2011), por la misma época José Gómez de la Cortina promovió la creación de la Academia de la Lengua de México (1835) que, sin afán separatista, se disolvió al crearse la academia correspondiente en ese país (Perales, 2000)⁶.

En Uruguay, algunos intelectuales tuvieron la inquietud de crear una academia propia, idea que no prosperó. Pérez Petit (1918: 49) recuerda que

Conversando [...] con Daniel y Carlos Martínez Vigil, con Félix Bayley y con Eduardo Pueyo [...], surgió entre ellos la idea de fundar una Academia Nacional, cuyo fin, semejante al de la Española, sería velar por el lenguaje. El propósito, que provocó largos e interesantes debates entre los entusiastas y soñadores contertulios, se llevó hasta redactar un acta de fundación, que suscribieron aquellos, y algunos otros pocos muchachos, que hallaron momentáneamente en esa gestión un derivativo de sus ansias de trabajar, de hacer algo... Por lo demás, la idea no fue más adelante; más ello se debió

⁵ Por ser la de mayor repercusión en su época se destaca la polémica suscitada en Chile entre Andrés Bello y Domingo Faustino Sarmiento, probablemente, además, la más estudiada (cfr. por ejemplo Arnoux, 2008; Alfón, 2011, Niño Murcia, 1997; Blanco, 1991).

⁶ Aunque es probable que las actividades de la academia mexicana de 1835 se hayan suspendido en repetidas ocasiones debido a perturbaciones políticas, se sabe que en 1854 se reinstaló con el afán de corregir el uso anárquico que se venía haciendo de la ortografía (Perales, 2000).

a que los incipientes académicos descubrieron ser más práctico fundar una revista literaria que reunirse en cónclave para vigilar la limpieza y esplendor del idioma.

De hecho Daniel y Carlos Martínez Vigil, Víctor Pérez Petit y José Enrique Rodó fundaron en esa época la Revista Nacional de Literatura y Ciencias Sociales, que se publicó en Montevideo entre 1895 y 1897 y se convirtió rápidamente en un referente dentro de la intelectualidad nacional e hispanoamericana. Carlos Martínez Vigil, con una posición conservadora respecto de la lengua, mantuvo en esta revista *debates ideológicos sobre el lenguaje* (Blommaert, 1999) con Fidelis del Solar (sobre la reforma ortográfica chilena y la reforma ortográfica de la RAE de 1883) y con Ricardo Palma (a propósito de la publicación de su *Neologismos y americanismos*) (cfr. Oroño, 2016a y 2018). Cincuenta años más tarde, Martínez Vigil participó de la fundación de la Academia Nacional de Letras (ANL, 1943), de la que fue su vicepresidente⁷.

Transcurridas las primeras décadas de vida independiente, no volvieron a concretarse iniciativas de creación de academias propias en Hispanoamérica. La situación política y social había cambiado, y en el último cuarto del siglo XIX los intelectuales hispanoamericanos vieron con otro interés el vínculo con España y la RAE. A propósito, Ángel Rama (1998: 45) señala que “No puede comprenderse la fervorosa adhesión letrada [...] a la Real Academia de la Lengua, si no se visualiza su situación minoritaria dentro de la sociedad y su actitud defensiva dentro de un medio hostil. La ciudad escrituraria estaba rodeada de dos anillos, lingüística y socialmente enemigos, a los que pertenecía la inmensa mayoría de la población”. De hecho, las academias correspondientes se instalaron con el apoyo de intelectuales destacados de Hispanoamérica. Ejemplo de ello es Miguel Antonio Caro, promotor — junto con otros académicos correspondientes de la RAE — de la Academia Colombiana de la Lengua (de la que Caro fue su primer presidente; Ennis, 2012). De todos modos, la legitimación de la autoridad académica no fue unánime, tuvo matices e incluso detractores: es bien conocido en el Río de la Plata el rechazo de Juan María Gutiérrez a ser académico correspondiente de la RAE en 1876 (Blanco, 1991)⁸. Recordemos también la controversia — ya referida — de Ricardo Palma en la RAE a propósito del reconocimiento y admisión de nuevas voces en el diccionario académico y la abierta hostilidad del también peruano Manuel González Prada hacia la institución, quien evaluaba la creación de academias correspondientes como un caso de “servilismo internacional” (González Parda, 1976[1888], en Süsselbeck, 2014: 289).

El deseo de algunos intelectuales hispanoamericanos de construir una identidad nacional a partir exclusivamente del legado cultural colonial hispano (excluyendo totalmente el aporte indígena e inmigratorio no hispano) los llevó a reanudar o profundizar las relaciones con la “madre patria”, generando discursos que compatibilizaban la “unión espiritual” con España con el interés en construir una identidad nacional propia. Esta necesidad de volverse hacia España se acentuó hacia finales del siglo y tuvo consecuencias también en las actitudes lingüísticas de los intelectuales, muchos de los cuales adoptaron posiciones conservadoras hacia la lengua. Es el caso de Juan Zorrilla de San Martín, como veremos.

Por otra parte, el hecho de que la RAE designara a algunos intelectuales como académicos correspondientes o estimulara la fundación de academias subsidiarias, o que desde España se los invitara a integrar la Unión Iberoamericana o a participar en los festejos del Centenario, por citar los acontecimientos referidos más arriba, evidencian la posición privilegiada de la élite intelectual criolla en relación con el resto de la población, que por sus *habitus* (Bourdieu, 2001) se asemejaba más a su homóloga española que a los sectores populares de sus

⁷ Sobre la función política y prescriptiva de la ANL, cfr. Barrios, 2011.

⁸ Otros argentinos de la *generación del 37*, sin embargo, aceptaron el nombramiento, incluido Alberdi (cfr. Blanco, 1991).

respectivos países. Tales “deferencias” sirvieron además para establecer jerarquías y posiciones diferenciadas dentro del *campo intelectual* (Bourdieu, 2002) americano.

4. Uruguay a fines del siglo XIX y el rol de Juan Zorrilla de San Martín,

4.1. El Estado nacional y los intelectuales de la *generación del 80*. Juan Zorrilla de San Martín

Como en el resto de los países americanos, en Uruguay la élite intelectual tuvo un lugar destacado en la conformación de la nacionalidad. La discusión sobre la lengua vinculada a cuestiones nacionalistas y normativas evidenció la necesidad de diferenciarse de España, pero también de los países vecinos (Brasil y Argentina), como reflejo de las condiciones que condujeron a la creación del Estado uruguayo (Caetano, 1992). Uruguay nació como Estado independiente en 1828 como consecuencia de intereses políticos ajenos, más que por una voluntad expresa de independencia nacional de los propios orientales. Ese año se firmó (con intermediación inglesa) la Convención Preliminar de Paz entre Brasil y las Provincias Unidas del Río de la Plata, tras lo cual la Provincia Oriental se constituyó como Estado independiente. La creación de un país en el actual territorio uruguayo fue un camino para resolver el conflicto entre Argentina y Brasil, evitando la preeminencia de uno de ellos en la región, y para favorecer los objetivos comerciales de Inglaterra, interesada en acceder a un puerto de aguas profundas y a los ríos de penetración al continente (Nahum, 1994; Caetano y Rilla, 1994). Estas circunstancias impiden hablar de la existencia en esa época de una nación claramente definida. La creación del Estado uruguayo no fue consecuencia de los reclamos de una nación, sino que primero se creó el Estado y más tarde comenzó a desarrollarse el sentimiento nacional; como señala Caetano (1992: 81), “Uruguay nació antes que los uruguayos, el Estado precedió a la nación”¹⁰. La demarcación de fronteras políticas y lingüísticas, así como la homogeneización cultural y lingüística tuvieron especial importancia durante el período de *modernización*, a fines del siglo XIX (Behares, 2007).

Durante el primer período de construcción del Estado nacional uruguayo (1875-1900), los intelectuales de la *generación del 80* (Zum Felde, 1967) fueron la élite que actuó en los planos educativo, histórico, de las artes plásticas y literario para crear el imaginario nacional fundamental del país, con figuras destacadas en cada uno de los campos mencionados: José Pedro Varela, Francisco Bauzá, Eduardo Acevedo Díaz, Juan Manuel Blanes y Juan Zorrilla de San Martín. Ellos “pensaron los marcos y mitos esenciales del Uruguay” (Ferré 1991 en Caetano *et al.*, 2000: 21). En cuanto a la adscripción de estos intelectuales a las corrientes ideológicas *americanista* e *hispanista*, Carlos Rama (1982) ubica a José Pedro Varela en la primera y a Juan Zorrilla de San Martín en la segunda. La posición de los americanistas uruguayos no fue sin embargo muy radical. En Uruguay la separación lingüística de España no se propuso nunca como alternativa válida (Asencio, 2004), salvo en algunos géneros del discurso literario, como la *gauchesca* (Rocca, 2003)¹¹.

A fines del siglo XIX Uruguay vivía además un clima de intenso enfrentamiento filosófico-religioso entre los intelectuales de la época. Cuatro fuerzas aparecieron en conflicto: el catolicismo, el protestantismo, el racionalismo espiritualista y el positivismo.

⁹ Los apartados 4.1. y 4.3. fueron elaborados a partir de Oroño, 2018.

¹⁰ Para ver el lugar destacado de la educación en este proceso cfr. Behares, 1984; Barrios, 2013; Oroño, 2016b y c.

¹¹ Para un estudio sobre los americanistas románticos de la generación del 40 uruguayos y su vínculo con los de la generación del 37 argentina, cfr. Rocca, 2003; Asencio, 2004; Sansón, 2006 y Bertolotti y Coll, 2012. En particular sobre los debates sobre la lengua, cfr. entre otros Niño-Murcia, 1997; Asencio, 2004 y Bertolotti y Coll, 2012.

Especial enfrentamiento hubo entre católicos y racionalistas (primero) y positivistas (más tarde) (Ardao, 1971).

Juan Zorrilla de San Martín (1855-1931; poeta, ensayista, periodista, abogado, político, diplomático, docente y académico) fue un intelectual destacado de la *generación del 80* en Uruguay y referente cultural de la nacionalidad. Aunque se formó en el exterior desde muy pequeño y se incorporó a la vida intelectual del Uruguay recién a su retorno al país en 1878, rápidamente pasó a formar parte de la renovación dirigente del catolicismo uruguayo, fundando el diario *El bien público* ese mismo año, el principal medio de difusión católico, y el único periódico con esta orientación, al menos en Montevideo, la capital del país. En 1879 obtuvo la Cátedra de Literatura de la Universidad de Montevideo (actual Universidad de la República), de la que fue destituido en 1885 por enfrentamientos con el gobierno de Máximo Santos. En 1891 fue nombrado Ministro Plenipotenciario ante España y Portugal. En 1897 también fue designado por el gobierno uruguayo como representante extraordinario ante El Vaticano, para tratar la creación de los nuevos obispados en Uruguay. En 1898 volvió al país y pasó a ocupar interinamente la cátedra de Derecho Internacional Público en la Universidad. Desde 1905 y hasta su muerte en 1931 fue Delegado del Gobierno en el Departamento de Emisión del Banco de la República (Lauxar, 1955).

Como puede observarse, en Uruguay Zorrilla de San Martín fue una voz autorizada no solo en el campo intelectual y literario sino también en el político, lo que determina el alcance de sus discursos en la creación de las representaciones sobre el Estado y la lengua que conforman el imaginario nacional uruguayo.

Zorrilla de San Martín tuvo pleno reconocimiento en vida de su importancia como intelectual y referente de la nacionalidad. En 1879 leyó *La leyenda patria* en el acto de inauguración del monumento a la Independencia en la ciudad de Florida, consagrándose como el “poeta de la patria”. Esta obra, que ha acompañado a muchas generaciones de escolares uruguayos en la celebración de las efemérides patrias, se constituyó en un clásico de la literatura nacional, al igual que *Tabaré* (1888) (Lauxar, 1955; Ramírez, 2001). Con *La leyenda patria* “el joven poeta se convirtió en portavoz lírico” (Rocca, 2000: 242) de una necesidad que urgía a toda la clase dirigente: diferenciarse del Estado argentino. Aparecía la posibilidad de “dibujar un perfil distinto a los sucesos y los símbolos del otro lado del Plata” (Rocca, 2003: 75) al tomar la figura del indígena como tópico literario al servicio del imaginario nacionalista (De Torres, 2008; Rocca, 2000)¹². En *Tabaré* (1888), cuyo protagonista es el indio Tabaré, Zorrilla de San Martín transformó al charrúa en mito nacionalista (De Torres, 2008). Al mistificar esta figura, Zorrilla legitimó las medidas tomadas por el Estado en relación con esta población, y en particular el accionar de los grupos dirigentes que controlaban la representación nacional (Piazza, 2011), porque al presentar al charrúa como un “mito”, lo representaba como “algo perteneciente no al presente, sino al pasado, que debe ser venerado pero enterrado” (De Torres, 2008: 87-88). De Torres explica que “Zorrilla fue uno de los grandes gestores de esta versión de la vocación independentista del Uruguay, que desdibujaba la historia para crear una tradición de la diferencia allí donde ésta no había existido. De este modo, dotaba a la nación de una gesta heroica libertadora que pasaba a inaugurar la galería de símbolos nacionales, gesta que además la diferenciaba de lo argentino” (De Torres, 2008: 85).

Zorrilla de San Martín fue un referente cultural de la identidad nacional uruguaya, uno de sus *publicistas* (Altamirano, 2008). Sus obras literarias — y sus discursos públicos en

¹² Esto pudo ocurrir, por otra parte, porque a diferencia de lo que sucedía en Argentina, en Uruguay los indígenas no eran una amenaza real para el nuevo orden político y económico, sino un recuerdo. Alcanza con recordar los años en que ocurrió el exterminio de las comunidades indígenas en cada país. La Conquista del desierto, liderada por Julio Argentino Roca, ocurrió entre 1878 y 1885, mientras que la Matanza del Salsipuedes, dirigida por Fructuoso Rivera, fue en 1831.

general —crearon un relato nacional para desarrollar la conciencia nacional en torno a una representación hispana del país (un Uruguay de raza blanca, habla española y cultura occidental).

4.2. Juan Zorrilla de San Martín y el vínculo con España y la RAE

El vínculo “espiritual” de Zorrilla de San Martín con España nació siendo pequeño. Hijo de padre español de ascendencia noble, siempre consideró a España su hogar y reprodujo en su casa montevideana el escudo heráldico familiar. Era tan extrema la admiración y adhesión de Zorrilla de San Martín a España, que provocaba, según Carlos Rama (1982), la sorpresa de los mismos españoles. Rama (1982: 113) cita a Valera, quien hablando de *Tabaré* dice: “el poeta, exaltado por el fervor de la sangre que lleva en sus venas, hace a veces de España tales alabanzas que al llegar a España, tan postrera y abatida hoy, la consuela y la sonrojan [sic] a la vez”. Su fidelidad se nota también en los intercambios epistolares con algunas destacadas figuras españolas como Unamuno, con quien mantuvo correspondencia entre 1906 y 1912.

En 1885 fue designado académico correspondiente extranjero de la RAE (RAE, 1885), al igual que otros uruguayos por la misma época: el escritor Alejandro Magariños Cervantes y el pedagogo Francisco Berra (Zorrilla de San Martín, 1887). Cuando décadas más tarde (1923) se creó por disposición de la RAE la Academia Uruguaya de la Lengua Española Correspondiente de la Real Academia Española, Zorrilla de San Martín fue nombrado su presidente (Barrios, 2011).

En 1887, apelando a su vínculo con la RAE, el delegado ejecutivo de la Unión Iberoamericana instó a Zorrilla de San Martín a crear un centro correspondiente en Montevideo, para atender asuntos económicos que conviniera a ambos países, porque “a la unión de las letras debía acompañar la unión de los intereses, del comercio, de la industria; la facilidad del cambio de los productos naturales de ambos pueblos, la protección mutua y eficaz” (Zorrilla de San Martín, 1887).

Sin embargo, Zorrilla de San Martín no pisó la sede de la RAE hasta 1891, cuando viajó a Madrid como ministro de Uruguay. En su contestación al conde de Cheste, director de la Academia, al asistir por primera vez a las sesiones, dejaba ver su acentuado hispanismo, en el que la defensa de la labor de la institución normativa ocupaba un lugar fundamental:

[...] como creo haber comprendido su intención [la de la RAE], que no ha sido otra que la de cooperar, con la fundación de academias correspondientes americanas, a la obra de unión de todos los pueblos de habla española, juzgo que no puedo ofrecer ahora un tributo que más grato sea al oído benevolente de esta corporación que el que consista en ratificar, en vuestra presencia, mis reiteradas protestas de amor a nuestra lengua común, y las cordialísimas de adhesión y de respeto a esta causa solar del verbo hispánico [...].

Yo siempre he sido en América un fervoroso defensor de la gloria y de la autoridad de la Academia Española, en las disputas que, allá como acá, y como en todas partes, se levantan en torno de estas autoridades, sobre todo en nuestros tiempos.

[...] contribuiré, aunque débilmente, a disputar el error, en que suele incurrirse, de suponer a la Academia Española encasillada tras los muros agrietados de una rutina vetusta, e inaccesible a las palpitaciones de la vida de nuestra lengua común (Zorrilla de San Martín, 1965 [1892]a: 146-147, 149).

Su labor como diplomático sin duda estrechó los vínculos con la exmetrópoli. Como representante de Uruguay en los festejos españoles por el Cuarto Centenario del Descubrimiento de América, además de participar — como se ha indicado ya — del Congreso Literario Hispano-Americano (con la memoria “La lengua castellana” en la que argumentaba

la conveniencia de mantener la unidad de esta lengua; Zorrilla de San Martín, 1965 [1892]b), asistió al Congreso Jurídico Ibero-Americano. Su discurso “Descubrimiento y conquista del Río de la Plata” (Zorrilla de San Martín, 1965 [1982]c) en el Ateneo, en el que justificaba la conquista e imposición lingüística española en América por sobre las comunidades y lenguas indígenas, le valió el título de académico de Historia. En la sede madrileña de la Unión Iberoamericana destacaba “los vínculos de la fe, de la sangre, de las tradiciones” entre España y sus excolonias (Zorrilla de San Martín 1892a y b). En su “Mensaje de América” (discurso ofrecido después de inaugurado el monumento conmemorativo del Descubrimiento frente al monasterio de la Rábida como representante de los delegados hispanoamericanos; Zorrilla de San Martín, 1965 [1892]d) destacaba la gratitud y obligación hispanoamericana hacia España. A pesar de su contenido extraordinariamente hispanófilo, los discursos dados en el Ateneo y en La Rábida fueron reproducidos ese mismo año en *El bien público*, en más de una oportunidad (Zorrilla de San Martín 1892a, b y c).

Las muestras de estima hacia lo español le fueron reconocidas: obtuvo el nombramiento de Caballero Gran Cruz de la Orden de Isabel la Católica y de la Orden de Carlos III.

4.3. En busca del consenso: la *nación hispánica* y la unidad de la lengua española

Como puede notarse, Zorrilla de San Martín compatibilizó su rol de referente y publicista de la identidad nacional uruguaya con su afinidad ideológica con España y sus políticas culturales, incluyendo las lingüísticas.

Esta posición se observa en su preocupación por crear un carácter nacional, pero sin perder el vínculo y la identidad hispanos. Para ello Zorrilla de San Martín apeló a la representación *nación hispánica*, con la que defendía los lazos de la lengua y las tradiciones comunes entre España y los países hispanoamericanos. Dado el lugar destacado que ocupaba la lengua española en esta representación, Zorrilla también necesitó argumentar la defensa de la unidad de la lengua y discutir quiénes debían ocuparse de su gestión.

En sus discursos argumentó que la independencia política de las naciones americanas no conllevaba su independencia religiosa, cultural o lingüística. Para ello apeló a un concepto de nación en el que se observa la influencia de Renan (1987 [1882]), como puede reconocerse en la siguiente cita:

Yo hablo de la entidad humana, de la nación hispánica. Una nación es algo así como una humanidad en la humanidad, es un alma, un principio espiritual que informa los hechos encadenados, que amalgama las sangres, que ata en haces a los hombres, y los empuja a través del tiempo y del espacio, de las tierras y de los mares; es una herencia de recuerdos, aceptada por un acto colectivo instintiva perpetuamente renovado; es... en fin, yo no sé lo que es, señores, ni quiero saberlo en este momento definirlo; me basta con sentirlo intensamente, al sentir la respiración de un gran ser colectivo que se alza sobre todo esto, y que me parece escucha las palabras que suben de mi corazón, como si recibiera el incienso que sube desde una ascua; yo sé que, como esos grandes ríos que se derraman en el mar, y corren muchas leguas sin confundirse con él fluyen las nacionalidades por entre el mar de la humanidad, determinadas corrientes en que reverbera el sol (Zorrilla de San Martín, 1965 [1892]d: 45).

Zorrilla de San Martín no apelaba al concepto de nación para legitimar las fronteras políticas del Estado-nación uruguayo sino por el contrario lo usaba para referirse a una comunidad supraestatal en torno a lo hispano que tenía como centro a España.

Entendía que los vínculos de lengua, “sangre”, religión y tradiciones unían los países hispanoamericanos a España, haciéndolos partícipes de la misma comunidad: “Si por la ley providencial se pueden y es posible romper vínculos políticos, no pueden romperse ni se romperán jamás los de la sangre, los de la fe, los de la lengua y los de las tradiciones y glorias

que nos son comunes y constituyen nuestro orgullo conjuntamente con las demás glorias nacionales” (Zorrilla de San Martín de San Martín, 1965 [1892]c: 39; 1892^a y d).

La ideología cristiana fue el fundamento del que se sirvió Zorrilla de San Martín para justificar su posición (como se observa también en la cita anterior). Entendía que el vínculo filial de lengua, sangre, religión y costumbres entre España y sus ex colonias respondía a una ley divina, y por lo tanto, era irrenunciable: “No es posible violar las leyes naturales, que son leyes de Dios; las Repúblicas hispanoamericanas tienen aún su madre en el continente europeo, y, si necesitan, como siempre necesitarán, un puesto de reunión en aquel mundo, ese no puede ser otro que la vieja casa paterna, esa simpática tierra española, en que hallarán su lengua, su religión, sus costumbres, su carácter y sus anhelos” (Zorrilla de San Martín de San Martín, 1900).

La salvaguarda de la “nación hispánica” fue la principal preocupación de Zorrilla de San Martín. Para ello apeló a los referentes tradicionales de los discursos nacionalistas: España y América estaban unidas — y debía cuidarse que continuaran estándolo — por la raza, la fe, las tradiciones y la lengua comunes, cuestión que no impedía sin embargo la independencia de cada Estado que integraba la gran familia hispánica (en la que España era la “madre patria” y los países hispanoamericanos sus hijos):

Yo creo firmemente que existe [...] una gran nación, o si queréis, una gran familia hispánica, que [...] posee, en la comunidad de lengua, de religión, de costumbres, de tradiciones, un elemento de una influencia tal en la actividad funcional del organismo del hombre, que bien puede influir en este mismo modificándolo, y constituir esa fuerza, o dinamismo, o como queráis llamarle, que reduce una pluralidad originaria a una unidad sociológica, sin menoscabar la personalidad independiente de las unidades libres que componen la primera (Zorrilla de San Martín de San Martín, 1992 [1893]: 52).

La lengua común desempeñaba para Zorrilla de San Martín un rol particularmente relevante en el mantenimiento de la identidad hispana. En tanto vehículo de la fe y las tradiciones españolas, en la propia lengua castellana estaba la nación hispánica, el “espíritu español”. O, dicho de otro modo, la nación hispánica era un *principio espiritual* (Renan, 1882 [1987]) cuyo centro era la lengua: “El lenguaje es, para un pueblo, lo que la sangre para un organismo; como ésta determina la constitución en el hombre, aquél determina el temperamento en una nación, sus tendencias, su carácter”; “con el idioma, [España ha legado a América también] el espíritu español que lo informa y vivifica” (Zorrilla de San Martín de San Martín, 1965b [1892]: 84)¹³.

En la medida en que el español se representa como un vínculo con España para perpetuar una identidad hispánica común se plantea la discusión acerca del modelo de ejemplaridad lingüística. Es decir, como compatibilizar la defensa de la unidad del español con la independencia política de Uruguay.

En este sentido, Zorrilla de San Martín apelaba a la reconocida autoridad de Bello para decir que “es preciso no confundir la unidad con el purismo supersticioso” (Zorrilla de San Martín de San Martín 1965b [1892]: 99) y señalaba que las “incorporaciones” a la lengua común debían realizarse “sin adular su genio ni romper su unidad científica” (*op.cit.*: 100).

Con afán conciliador, proponía admitir innovaciones léxicas que no atentaran contra la estructura de la lengua: la sintaxis, responsable de su unidad.

¹³ El discurso de la “nación hispánica”, del “espíritu español” que cristaliza en la lengua castellana se inserta en la tradición del romanticismo alemán de fines del siglo XVIII y retoma entonces la concepción de nación de autores como Herder (1744-1803) y Humboldt (1767-1835) que entendían que la lengua era el espíritu de la nación (Menze, 2003; Hobsbawm, 1992).

¿Cómo, pues, al pasar a América la lengua castellana, no ha de sentir la influencia de las nuevas sociabilidades cultas establecidas?

Allí dejaron las lenguas y dialectos de nuestros aborígenes sus profundos vestigios; allí los vocablos vulgares de la fauna y de la flora indígenas se imponen, no sólo al lenguaje popular, pero al mismo vocabulario de la ciencia; allí las faenas del campo, por ejemplo, distintas de todo en todo de las europeas, han exigido utensilios propios, instrumentos de labor no conocidos, operaciones características que, para ser designadas, han exigido la creación de nuevos vocablos: el pastor o el tropero, conductor a grandes distancias de nuestros ganados innumerables; el agricultor o el chacarero, habitante del rancho aislado, pues allá no se conoce la aldea; el hombre casi nómada, el gaucho de nuestras pampas o de nuestras colinas; el esforzado soldado de nuestras luchas que, con el flotante poncho al viento y el lazo y las boleadoras sobre las ancas de su inseparable amigo, recorría las llanuras o las cuchillas, llevando por lanza un trozo de tijera de esquila enastado en una tacuara o caña americana, todas las faenas, todos esos tipos, y tantos más, tales y tan llenos de carácter, han tenido que dar nacimiento a nuevas voces irremplazables. Ellas, lejos de adular el idioma, lo enriquecen, porque agregan a él, no nuevos términos bárbaros, de esos que, como la mala hierba en la vegetación, se desarrollan a expensas de los vocablos útiles y castizos que ellos matan y substituyen, sino un caudal precioso de voces con etimología racional, intérpretes de ideas, de sentimientos, de necesidades y de objetos nuevos.

Todo eso puede y debe incorporarse al caudal de la lengua común sin adular su genio ni romper su unidad científica, antes imprimiéndole, dentro de ésta, una pintoresca y sugestiva variedad.

Otro tanto debe afirmarse, y por las mismas razones, sobre la incorporación al vocabulario de las voces y locuciones de otras lenguas cultas modernas. La influencia de éstas sobre nuestra lengua común, puede serle favorable, y puede serle perjudicial: favorable, cuando aumenta su léxico con voces nuevas necesarias o útiles [...]; muy perjudicial, cuando, no sólo destierra esos vocablos, sino que, introduciendo sonidos y signos gráficos contrarios al genio de la lengua, y hasta a la disposición orgánica de los que la hablan, y sobre todo, atacando la estructura sintáctica, que es el alma del idioma, introduce en éste el germen de la corrupción y de la muerte (op. cit.: 99-100).

Aunque se trata de una postura pretendidamente equilibrada y congruente con la función de académico correspondiente de la RAE de Zorrilla de San Martín, coloca a las variedades americanas en una posición subsidiaria en relación con las variedades peninsulares, en la medida en que solo aportan voces “intérpretes de ideas, de sentimientos, de necesidades y de objetos nuevos” (op. cit.), es decir, americanismos. Como señala Caballero (1985: 122) “el discurso resuelve la antigua dicotomía entre peninsulares y criollos, integrándola en un americanismo de cuño hispánico”.

En cuanto a la incorporación al español de voces de otras lenguas europeas, a Zorrilla de San Martín le preocupaba especialmente la influencia de la literatura y la lengua francesa en la lengua y la literatura castellanas, no solo en la sintaxis sino también en el léxico:

Deploramos el ver ya que una preciosa locución ha sido abandonada para ser substituida por un galicismo insulso y deficiente; ya que un giro grandilocuente y expresivo del divino Calderón ha sido transformado por la tontísima hispanofobia en una frase enteca y alambicada que transciende a amizcle o patchouli; ya que aquel vigor, aquella varonil energía del lenguaje del romancero o del de los autores del siglo de oro, en que ha bebido su inspiración el mundo durante dos siglos, se está transformando en una especie de capa de estudiante en manos de los que reniegan de las glorias literarias de la madre patria sin conocerlas, y sin sospechar siquiera lo que es la lengua castellana, la única quizá en que no pierde su energía a imprecación de un héroe

caballeresco, ni su entereza al anatema de un mártir, ni sus alas a la plegaria de una virgen (Zorrilla de San Martín de San Martín, 1884a).

Zorrilla de San Martín concebía al español como el molde de la literatura hispana; el instrumento que la expresaba. Proponía al castellano y la literatura “del siglo de oro”, “de Calderón”, “del romancero”, como ideal de lengua. Por eso discutía con sus contemporáneos que “renegaban” de ella y veían en la incorporación de galicismos y giros lingüísticos del francés la necesaria renovación lingüística y literaria para crear una nueva noción de literatura.

La posición de Zorrilla de San Martín llevaba implícita la cuestión acerca de quién podía realizar y encauzar los cambios lingüísticos, esto es, quién tenía la autoridad para planificar y en qué residía esa legitimidad. En este sentido, atribuía las innovaciones léxicas al “pueblo” y los “dialectos populares”, pero reservaba la labor de controlar su encauzamiento a la élite letrada de los literatos y científicos del lenguaje — tanto americanos como españoles —, de la que él mismo formaba parte. Ellos eran quienes hacían un “uso consecuente y científico, meditado y noble” de la lengua, y estaba en condiciones por lo tanto de normatizar las innovaciones:

El pueblo, pues, ha dado y dará siempre la materia prima, si se me permite la expresión, para construcción y desarrollo de las lenguas literarias; pero para que éstas tomen los caracteres de tales, dejando de ser dialectos informes y sin persistencia, es necesario que sean fijadas, organizadas y usadas, ya no por el pueblo solamente, sino por los Livios y los Andrónicos, por los Catones y los Lucrecios, por los Scipiones y los Hortensios y los Cicerones (Zorrilla de San Martín, 1965 [1892]b: 98).

No es posible sostener que el uso que de esa lengua se hace en el corrillo, en la conversación familiar, aun en la prensa periódica, a la que el vértigo de la labor diaria no permite el esmero y la corrección necesarios, ha de sobreponerse al uso consecuente y científico, meditado y noble de los Cervantes, Granada, Quevedo, Solís, Jovellanos, Lista, Bello, Heredia, Valera, Menéndez y Pelayo, Pereda, Caro, Cuervo, Pardo y Aliaga, Tamayo y Baus, Bécquer, Fernández Guerra, Núñez de Arce y tantos otros que, así en España como en América, significan, no sólo el esplendor y la gloria de la lengua española, sino su marcha y sus modificaciones progresivas, sus palpitaciones a través del tiempo, su energía asimiladora, la conciliación, en una palabra, del movimiento con el orden, del uso con la lógica, del desarrollo con la vida (op.cit.: 103).

De todos modos, para Zorrilla de San Martín, estos intelectuales debían realizar su labor bajo la mirada atenta y la autoridad de la RAE, porque si España era “la madre patria”, la Academia era la “casa paterna” de todos los hispanohablantes. Explicaba: “se ha arraigado en mi entendimiento una convicción profunda sobre la necesidad y la utilidad, comunes a españoles y americanos, de la existencia de la autoridad de esta Academia; sobre la racional conveniencia de que, puesto que debe existir una casa paterna de toda la familia hispánica, lo sea esta robusta casa solar que tantos títulos tiene para serlo” (Zorrilla de San Martín, 1965 [1892]a: 147).

Los discursos de Zorrilla de San Martín muestran un modo de pensar las identidades nacionales hispanoamericanas de fines del siglo XIX a partir exclusivamente del legado cultural español. Su estrategia fue admitir la existencia de una comunidad supraestatal con centro en España que englobaba las diferentes comunidades nacionales hispanoamericanas, para cuya conservación la defensa de la unidad de la lengua española era fundamental. Esta tarea debía estar en manos de la élite letrada que, colaborando con la Academia, se ocuparía de orientar los usos lingüísticos populares.

5. Referencias bibliográficas

- Alfón, Fernando, 2011, *La querrela de la lengua en Argentina (1828-1928)*, La Plata: Universidad Nacional de la Plata. Tesis doctoral.
- Altamirano, Carlos, 2008, “Introducción general”, En: C. Altamirano (dir.) *Historia de los intelectuales en América Latina. Volumen I: La ciudad letrada, de la conquista al modernismo*, Madrid: Katz, pp. 9-28.
- Ardao, Arturo, 1971, *Etapas de la inteligencia uruguaya*, Montevideo: Universidad de la República.
- Arnoux, Elvira Narvaja de, 2008, *Los discursos sobre la nación y el lenguaje en la formación del Estado (Chile, 1842-1862), Estudio glotopolítico*, Buenos Aires: Santiago Arcos Editor.
- Asencio, Pilar, 2004, “Una frontera sociolingüística en el Uruguay del siglo XIX: lengua española e identidad nacional”, *Spanish in Context*: 1, 2, pp. 215-240.
- Barrios, Graciela, 2011, “La regulación política de la diversidad: academias de lenguas y prescripción idiomática”, En: S. Senz Bueno y M. Alberte (eds.), *El dardo en la Academia. Esencia y vigencia de las Academias de la lengua española. Vol I*, Barcelona: Melusina, pp. 591-619.
- Behares, Luis, 1984, *Planificación lingüística y educación en la frontera uruguaya con Brasil*, Montevideo: Instituto Interamericano del Niño.
- Behares, Luis, 2007, “Portugués del Uruguay y educación fronteriza”, En: C. Brovotto, N. Brian y J. Geymonat (eds.) *Portugués del Uruguay y educación bilingüe*, Montevideo: Administración Nacional de Educación Pública, pp. 99-171.
- Bernábeu, Salvador, 1987, *1892: El IV Centenario del Descubrimiento de América en España: coyuntura y conmemoraciones*, Madrid: CSIC, Centro de Estudios Históricos, Departamento de Historia de América.
- Bertolotti, Virginia y Magdalena Coll, 2012, “Reflexiones sobre la lengua en América”, En: A. Zamorano (coord. y ed.), *Reflexión lingüística y lengua en la España del siglo XIX: marcos, panoramas y nuevas aportaciones*, München: Lincom, pp. 443-466.
- Blanco, Mercedes, 1991, *Lenguaje e identidad. Actitudes lingüísticas en la Argentina. 1880-1960*, Bahía Blanca: Universidad Nacional del Sur.
- Blommaert, Jan, 1999, “The debate is open”, En: J. Blommaert (ed.), *Language Ideological Debates*, Berlín-Nueva York: Mouton de Gruyter, pp. 1-38.
- Bourdieu, Pierre, 2001, *¿Qué significa hablar? Economía de los intercambios lingüísticos*, Madrid: Akal.
- Bourdieu, Pierre, 2002, *Campo de poder, campo intelectual. Itinerario de un concepto*, Buenos Aires: Montessor.
- Caballero, Milagros, 1985, “Juan Zorrilla de San Martín en la encrucijada del IV Centenario del Descubrimiento de América”, En: *Andalucía y América en el siglo XIX. Actas de las V Jornadas de Andalucía y América*, Sevilla: Universidad Hispanoamericana Santa María de la Rábida-CSIC, pp. 104-125.
- Caetano, Gerardo, 1992, “Identidad nacional e imaginario colectivo en Uruguay. La síntesis perdurable del Centenario”, En: H. Achugar y G. Caetano (comps.), *Identidad uruguaya: ¿mito, crisis o afirmación?*, Montevideo: Trilce, pp. 75-96.
- Caetano, Gerardo y José Rilla, 1994, *Historia contemporánea del Uruguay. De la Colonia al Mercosur*, Montevideo: CLAEH-Fin de Siglo.
- Caetano, Gerardo, Roger Geymonat y Alejandro Sánchez, 2000, “Dios y Patria. Iglesia Católica, nación y nacionalismo en el Uruguay del Centenario”, En: G. Caetano (dir.) *Los uruguayos del Centenario. Nación, ciudadanía, religión y educación, 1910-1930*, Montevideo: Santillana, pp. 17-66.

- Clavería, Gloria, 2003, “La Real Academia Española a finales del siglo XIX el "Diccionario de la Lengua Castellana" de 1899 (13.^a edición)”, *Boletín de la Real Academia Española*: 83, 288, pp. 255-336.
- De la Torre, Mariela, 2014, “Las ideas lingüísticas de Ricardo Palma en sus dos obras lexicográficas: Neologismos y americanismos y Papeletas lexicográficas”, *Boletín Hispánico Helvético*, 23, pp. 165-194.
- De Torres, María Inés, 2008, *La guerra de las palabras: escritura y política en el Río de la Plata*, Montevideo: Banda Oriental.
- Del Valle, José y Luis Gabriel-Stheeman, 2004, “Nacionalismo, hispanismo y cultura monoglósica”, En: J. Del Valle y L. Gabriel-Stheeman (eds.) *La batalla del idioma. La intelectualidad hispánica ante la lengua*, Madrid-Frankfurt: Iberoamericana-Vervuert, pp. 15-33.
- Ennis, Juan Antonio, 2012, “Miguel Antonio Caro, la lengua y la ley”, *Rasal*, 1, pp. 27-39
- Gallardo, Antonio, 1978, “Hacia una teoría del idioma estándar”, *Revista de Lingüística Teórica y Aplicada*, 16, pp. 85-119.
- Hobsbawm, Eric, 1992, *Naciones y nacionalismo desde 1780*, Barcelona: Crítica.
- Lauxar, 1955, *Juan Zorrilla de San Martín*, Montevideo: La Casa del Estudiante.
- Menza, Clemens, 2003, “Carácter nacional y lengua según Wilhelm von Humboldt”, *Introducción a los estudios vascos*: 48, 1, pp. 33-49.
- Nahum, Benjamín, 1994, *Manual de historia del Uruguay*, Montevideo: Banda Oriental.
- Niño-Murcia, Mercedes, 1997, “Ideología lingüística hispanoamericana en el siglo XIX: Chile (1840-1880)”, *Hispanic Linguistics*, 9, 1, pp. 100-142.
- Oroño, Mariela, 2016a, “La polémica sobre acentuación ortográfica entre Carlos Martínez Vigil y Fidelis del Solar”, *Nueva Revista del Pacífico*, 64, pp. 67-96.
- Oroño, Mariela, 2016b, *El lenguaje en la construcción de la identidad nacional. Los libros escolares de lectura de Vásquez Acevedo, Figueira y Abadie- Zarrilli*, Montevideo: Tradinco.
- Oroño, Mariela, 2016c, “La escuela en la construcción de las fronteras culturales y lingüísticas en el Uruguay de fines del siglo XIX”, *Páginas de educación*, 9, 1, pp. 137-167.
- Oroño, Mariela, 2018, “La lengua en la construcción de la identidad nacional uruguaya en Juan Zorrilla de San Martín: la nación hispánica y la nación subtropical atlántica”, *Boletín de Filología*, LIII, 1, pp. 169-194.
- Oroño, Mariela, 2018, “La conciencia política a través de la lengua: los comentarios de Carlos Martínez Vigil a Neologismos y americanismos (1895) de Ricardo Palma”, *Lingüística*, 34, 2, pp. 33-49.
- Palma, Ricardo, [1895] 2010, *Neologismos y americanismos*, Colección Biblioteca virtual universal, Buenos Aires: Del Cardo, Disponible en www.biblioteca.org.ar.
- Perales, Alicia, 2000, *Las asociaciones literarias mexicanas*, México: Universidad Nacional Autónoma de México.
- Pérez Petit, Víctor, 1918, *Rodó. Su vida, su obra*, Montevideo: Imprenta Latina.
- Piazza, Eduardo, 2011, “En busca de la nación”, *Encuentros Uruguayos*, IV, 4, Disponible en www.encuru.fhuce.edu.uy/.
- Rama, Ángel, 1998, *La ciudad letrada*, Montevideo: Arca.
- Rama, Carlos, 1982, *Historia de las relaciones culturales entre España y América Latina. Siglo XIX*, México: Fondo de Cultura Económica.
- Ramírez, Mercedes, 2001, “Juan Zorrilla de San Martín”, En: Nuevo Diccionario de Literatura Uruguaya, Montevideo: Banda Oriental, pp. 326-328.

- Real Academia Española, 1885, *Carta a Juan Zorrilla de San Martín nombrándolo académico correspondiente. 16 de octubre de 1885*. Montevideo: Archivo literario de la Biblioteca Nacional.
- Renan, Ernest, 1987 [1882], “¿Qué es una nación?”, En: Ernest Renan, *Cartas a Strauss*, Madrid: Alianza Editorial, pp. 55-86.
- Rizzo, María Florencia, 2016, “Los congresos de la lengua española: configuración de una matriz discursiva”, *Anclajes XX*: 3, pp. 59-75.
- Rocca, Pablo, 2000, “Los destinos de la nación. El imaginario nacionalista en la escritura de Juan Zorrilla de San Martín, Eduardo Acevedo Díaz y su época”, En: H. Achugar y M. Moraña (eds.), *Uruguay: imaginarios culturales. Volumen I: Desde las huellas indígenas a la modernidad*, Montevideo: Trilce, pp. 241-258.
- Rocca, Pablo, 2003, *Poesía y política en el siglo XIX (Un problema de fronteras)*, Montevideo: Banda Oriental.
- Sansón, Tomás, 2006, “La Historia y los historiadores rioplatenses del siglo XIX”, En: Dante Turcatti y Tomás Sansón, *Ensayos de historiografía latinoamericana y rioplatense*, Montevideo: Universidad de la República, FHCE, pp. 133-200.
- Süselbeck, Kirsten, 2014, “Las Academias Correspondientes de la Lengua en la Hispanoamérica del siglo XIX”, En: S. Carreras y K. Carrillo Zeiter (eds.), *Las ciencias en la formación de las naciones americanas*, Madrid-Frankfurt: Iberoamericana- Vervuert, pp. 271-294.
- Universidad Nacional de Andalucía, 2013, *Repositorio abierto: Fondo Histórico Digital de La Rábida, Unión Ibero-Americana*, Disponible en <http://dspace.unia.es/handle/10334/2067>.
- Vázquez, Graciana, 2008, “La lengua española, ¿herencia cultural o proyecto políticoeconómico? Debates en el Congreso Literario Hispanoamericano de 1892”, *Signos*: 4, 66, pp. 81-106.
- Zorrilla de San Martín, Juan, 1965 [1892]a, “En la Real Academia Española”, En: *Conferencias y discursos. Tomo I*, Montevideo: Ministerio de Instrucción Pública y Previsión Social, pp. 145-153.
- Zorrilla de San Martín, Juan, 1965 [1892]b, “La lengua castellana”, En: *Conferencias y discursos. 1855-1931. Tomo I*, Montevideo: Bertrán y Castro, pp. 79-103.
- Zorrilla de San Martín, Juan, 1965 [1892]c, “Descubrimiento y conquista del Río de la Plata”, En: *Conferencias y discursos. Tomo I*, Montevideo: Ministerio de Instrucción Pública y Previsión Social, pp. 3-40.
- Zorrilla de San Martín, Juan, 1965 [1892]d, “El mensaje de América”, En: *Conferencias y discursos. Tomo I*, Montevideo: Ministerio de Instrucción Pública y Previsión Social, pp. 41-52.
- Zorrilla de San Martín, Juan, 1992 [1893], “Congreso Pedagógico”, En: A. Palomeque (recop.), *Personalidades que han contribuido a la consolidación de la cultura y las estructuras educacionales*, Montevideo: Cámara de Representantes, pp. 45- 56.
- Zorrilla de San Martín, Juan, 1884^a, “Rafael Calvo”, *El bien público*, 27 de enero de 1884.
- Zorrilla de San Martín, Juan, 1892a, “Discurso pronunciado en la Unión Ibero-Americana”, *El bien público*, 9 de julio de 1892.
- Zorrilla de San Martín, Juan, 1892b, “El cerebro y el corazón”, *El bien público*, 17 de setiembre de 1892.
- Zorrilla de San Martín, Juan, 1892c, “Discurso pronunciado en La Rábida”, *El bien público*, 10 de noviembre de 1892.
- Zorrilla de San Martín, Juan, 1892d, “El cerebro y el corazón”, *El bien público*, 17 de setiembre de 1892.
- Zorrilla de San Martín, Juan, 1900, “La madre patria”, *El bien público*, 6 de abril de 1900.

Zorrilla de San Martín, Juan, 1887, “La Unión Ibero-Americana”, *El bien público*, 7 de octubre de 1887.

Zum Felde, Alberto, 1967, *Proceso intelectual del Uruguay*, Montevideo: Ediciones del Nuevo Mundo.

LA REAL ACADEMIA ESPAÑOLA [RAE] ET LES INTELLECTUELS LATINO-AMÉRICAINS DE LA FIN DU XIX^E SIÈCLE : LE CAS DE L'URUGUAYEN JUAN ZORRILLA DE SAN MARTIN

Mariela Oroño

Universidad de la República, Uruguay

Traduit de l'espagnol par Jean Le Dû

1. Présentation

Au cours du dernier quart du XIX^e siècle, l'Espagne entreprit une série de démarches glottopolitiques destinées à raviver ses liens avec ses anciennes colonies. Au nombre de celles-ci la création d'académies correspondantes de la Real Academia Española et la nomination d'académiciens latino-américains afin de resserrer ses liens culturels et linguistiques avec ces pays. À cette époque, les jeunes États latino-américains étaient en plein processus de construction nationale, ce qui les amenait à redéfinir leurs frontières politiques, culturelles et linguistiques tant avec l'ex-métropole qu'avec les autres pays d'Amérique hispanique. À cet effet, il est utile de réfléchir aux raisons qui ont poussé les intellectuels des pays d'Amérique hispanique de la fin du XIX^e siècle à légitimer l'autorité de la RAE en participant aux actions proposées par cette institution et à la façon dont ils ont concilié cette position de soutien à l'Académie, promotrice d'un modèle culturel, identitaire et linguistique monoglossique hispanique, avec la revendication de l'émergence d'une identité nationale. Dans ce travail, je propose d'aborder cette problématique à partir de l'expérience uruguayenne en étudiant le rôle d'un éminent intellectuel uruguayen de la fin du XIX^e siècle : Juan Zorrilla de San Martín.

2. L'Espagne et ses liens avec l'Amérique hispanique à la fin du XIX^e siècle. Le rôle de la RAE

Dans le dernier quart du XIX^e siècle, l'Espagne traversait une profonde crise économique, sociale et politique¹. Face à cette situation, le gouvernement espagnol lança une série

¹ Elle a perdu ses dernières colonies (Cuba et Porto Rico) lors des guerres avec les États-Unis, un pays qui commençait à se positionner sur la scène internationale. Par rapport au reste des pays européens, elle était clairement désavantagée en ce qui concernait le processus d'industrialisation. Sur le plan interne, des

d'initiatives destinées à densifier les réseaux de communication avec ses anciennes colonies et à y rétablir sa présence, afin de renforcer ses liens culturels et commerciaux avec ces pays. La RAE joua un rôle central dans leur concrétisation, soit indirectement, en raison des liens politiques de ses membres avec le gouvernement et la monarchie, soit directement, en prenant elle-même des mesures politico-linguistiques.

Le Ministre d'État Segismundo Moret (qui sera nommé membre de la RAE en 1894) encouragea particulièrement les relations avec l'Amérique hispanique. Dans une circulaire de 1886 qu'il adressait aux ambassades espagnoles dans cette région, il évoquait : « Le maintien de relations constantes et la franche amitié offerte aux Représentants des pays d'Amérique hispanique, auxquels il faut montrer à cette occasion et dans tous les domaines de la vie sociale la préférence affectueuse avec laquelle l'Espagne les considère, sera une des règles de conduite les plus constantes recommandée par le Gouvernement » (Bernábeu, 1987 : 28).

Des tentatives de développement des échanges commerciaux entre l'Espagne et l'Amérique hispanique, débouchèrent par exemple sur la création de la *Compañía Transatlántica Española* (1881), propriété du Marquis de Comillas. La *Unión Iberoamericana*, fondée en 1885 (1885-1936), ouvrit des succursales dans les principales villes d'Amérique hispanique grâce à des appuis diplomatiques. Parrainée par le Ministre d'État Moret et financée par des fonds publics et privés (principalement par le Marquis de Comillas), elle avait des intérêts économiques et commerciaux clairs (Universidad Nacional de Andalucía 2013). Beaucoup de ses membres latino-américains étaient correspondants de la RAE, comme Juan Zorrilla de San Martín, ou bien appartenaient aux académies latino-américaines, comme Francisco Sosa Escalante, membre de la *Academia Mexicana de la Lengua*. En 1888, deux initiatives destinées à améliorer l'image internationale de l'Espagne furent mises en œuvre : la *Exposición universal de Barcelona* et le *Museo y Biblioteca de Ultramar* (Musée et Bibliothèque d'Outre-Mer) (Bernábeu, 1987).

L'année 1892 fut particulièrement fructueuse, quand l'Espagne organisa un ensemble de manifestations destinées à commémorer le quatrième centenaire de la découverte de l'Amérique. La venue de délégués de huit pays d'Amérique hispanique, plus les efforts déployés lors des différentes manifestations pour susciter des discours unitaires fondés sur l'intérêt mutuel contribuèrent à promouvoir les relations avec ces pays. Selon Bernábeu (1987), Antonio Cánovas del Castillo, président du Conseil des ministres de l'époque et également membre de la RAE depuis 1867, fut le principal promoteur de ces commémorations. Le Congrès littéraire hispano-américain se distingua parmi ces activités réalisées dans la mesure où il était centré sur le thème de la langue².

Ce Congrès, organisé par l'Association des écrivains et artistes espagnols, avait pour finalité (ainsi qu'en témoignent les thèmes proposés) de proclamer et de défendre l'unité de la langue espagnole comme outil essentiel pour le renforcement culturel et économique de la communauté hispanophone. Dans ce cadre, le Congrès décida dans ses résolutions que la RAE constituerait l'unique autorité en matière d'aménagement linguistique.

La direction du congrès était assurée par Gaspar Núñez de Arce qui, en plus d'être président de l'Association et sénateur à vie de l'Espagne depuis 1886 était membre de la RAE depuis 1874. De ce fait, souligne Clavería (2003), beaucoup des sujets qui y étaient traités étaient très proches de ceux abordés lors des sessions de la RAE consacrées à la révision de la douzième édition du dictionnaire de l'Académie (1884-1899), dont certains membres, comme Eduardo Benot, Francisco Commelerán y Gómez, Francisco de Paula Canalejas et Antonio María Fabié, participèrent effectivement au congrès.

mouvements nationalistes commençaient à se développer en Catalogne, au Pays Basque et en Galice (Bernábeu, 1987).

² Sur la pertinence glottopolitique de cet événement et les positions des membres du Congrès hispano-américain, cf. Vásquez, 2008 y Rizzo, 2016.

Cependant, l'initiative la plus fructueuse pour l'approfondissement des liens entre l'Espagne et l'Amérique hispanique fut la création de nouvelles académies correspondantes de la RAE et la désignation de membres latino-américains. Dans le dernier quart du XIX^e siècle, les intellectuels espagnols prirent conscience de la nécessité pour l'Espagne de défendre l'existence d'une civilisation hispanique ayant son centre en Espagne, incarnée dans la langue espagnole (Del Valle et Gabriel Stheeman, 2004) et dont la gestion devrait naturellement être confiée à la RAE. Comme le souligne Süselbeck (2014 : 274), « la fondation des académies correspondantes, chargées de veiller à la préservation de la langue en Amérique sous les auspices de la RAE de Madrid, est, du point de vue espagnol, l'un des projets les plus importants dans la lutte pour le maintien de l'hégémonie culturelle hispanique dans les anciennes colonies ».

Les académies latino-américaines et leurs membres correspondants travaillèrent en collaboration avec la RAE et participèrent aux activités promues par cette institution, telles que le Congrès littéraire hispano-américain³ et l'élaboration de la 13^e édition du *Diccionario de la lengua castellana* (Dictionnaire de la langue castillane), non sans quelques désaccords entre académiciens des deux côtés de l'Atlantique. À cet égard, Clavería (2003) note que les Actes de la RAE rendent bien compte de la collaboration des académies mexicaine et vénézuélienne, tout en précisant que seuls les mots « qui désignent un objet d'Amérique hispanique et n'ont aucun autre nom en espagnol » seraient acceptés (*op. cit.* : 273). Ce critère ouvrit la voie à une sérieuse controverse entre quelques académiciens et Ricardo Palma, qui assistait à l'une des séances de travail en raison de sa présence à Madrid à l'occasion du congrès littéraire précité. Palma réclama l'intégration dans le dictionnaire d'une série de mots, ce qui suscita des vives polémiques (cf. par exemple Palma [1895], 2010 ; Clavería, 2003 ; De la Torre, 2014). Aucun des mots proposés ne fut accepté, ce qui fait que, de retour au Pérou, il publia son travail de manière indépendante (*Neologismos y americanismos*, 1895).

Le statut d'académicien correspondant avait été officialisé depuis 1859 afin de permettre l'intégration à l'Académie de personnes vivant à l'extérieur de la Cour espagnole. Parmi les premiers académiciens latino-américains correspondants figurent le Péruvien Felipe Pardo Aliaga (1861), le Mexicain José Joaquín Pesado (1861), les Vénézuéliens Andrés Bello (1861 ; dix ans avant sa nomination dans les fonctions d'académicien honoraire) et Cecilio Acosta (1869) ainsi que le Chilien José Victoriano Lastarria (1870) (Süselbeck, 2014)⁴.

Pour ce qui est des académies correspondantes dans les pays d'Amérique hispanique, la RAE en approuva les principes en 1870 en fixant les modalités et les conditions de leur création. Ainsi, il y était stipulé que si les académies correspondantes étaient autorisées à élire leurs membres, seule la RAE pouvait les désigner officiellement, que leurs statuts devraient correspondre à ceux de la RAE, et que si elles souhaitaient les modifier, elles devraient consulter la RAE (Süselbeck, 2014). C'est à cette époque que furent créées les académies de Colombie (1871), d'Équateur (1874) et du Mexique (1875). Au cours des années 1880, quatre nouvelles académies correspondantes furent créées : la vénézuélienne (1883), la chilienne (1885), la péruvienne (1887) et la guatémaltèque (1887) (Süselbeck, 2014), et le nombre des académiciens latino-américains s'éleva à 134 (Bernábeu, 1987).

³ Parmi les participants figuraient Ricardo Palma (péruvien), Manuel María Peralta (costaricain), Juan Zorrilla de San Martín (uruguayen), Vicente Riva Palacio (mexicain), Federico Gamboa (mexicain) et Calixto Oyuela (argentin), académiciens correspondants de la RAE respectivement depuis 1878, 1882, 1885 et 1889 (Palma était également président de la *Academia Peruana de la Lengua* depuis sa création en 1887) et Francisco Sosa Escalante, membre de la *Academia Mexicana de la Lengua* depuis 1892).

⁴ En tout état de cause, selon Guitarte et Torres Quintero (1968 dans Süselbeck, 2014), les intellectuels d'Amérique hispanique avaient commencé bien plus tôt à faire partie de la RAE, comme le Péruvien Diego de Villegas y Saavedra (1733), l'Argentin Ventura de la Vega (1845) et le Mexicain Fermín de la Puente y Apezchea (1850).

Dans un rapport de 1873 lançant le projet la RAE elle-même reconnut l'importance de la création d'académies correspondantes pour la consolidation des liens entre l'Espagne et l'Amérique hispanique en déclarant : « Par un moyen aussi simple [la fondation des académies correspondantes] l'Académie espagnole souhaitait et proposait donc de réaliser facilement ce qui est désormais complètement impossible par les armes et même par la diplomatie. L'Académie va renouer les liens de fraternité brutalement brisés entre Latino-Américains et Espagnols [...] » (in Süselbeck, 2014 : 273).

3. La RAE et les intellectuels latino-américains de la fin du XIXe siècle

À la fin du XIX^e siècle, l'Amérique hispanique poursuivait la construction de ses États nationaux par un processus entamé dans les premières décennies du siècle, dans lequel les intellectuels jouèrent un rôle décisif en ce qui concerne la cohérence idéologique. Ce sont eux qui « fournirent les noms permettant un ancrage identitaire » et « construisirent par le discours l'unité désirée en posant des limites, en taillant dans le passé et en définissant l'altérité » (Arnoux, 2008 : 121). D'ailleurs, Altamirano (2008 : 10) rappelle que l'unification de l'État (consolidation du territoire, élaboration des lois, promotion de l'éducation publique) exigeait « des personnes *compétentes* capables de produire et partager des connaissances, qu'elles soient juridiques, géographiques, techniques ou statistiques » (*op. cit.* : 10) et des écrivains « susceptibles de produire des discours légitimes visant à susciter une alliance inconditionnelle des citoyens avec “leur” État — des récits sur la patrie et l'identité nationale — » (*op. cit.* : 10) en y intégrant les questions concernant la langue.

Au cours de la période suivant la séparation d'avec l'Espagne s'éleva une discussion entre les intellectuels créoles concernant le statut des variétés linguistiques latino-américaines par rapport à l'espagnol péninsulaire et aux spécificités des normes locales (Niño-Murcia, 1997). Le débat porta notamment sur la question de l'enracinement (Gallardo, 1978). C'est que le défi pour les intellectuels latino-américains était précisément de mettre en place une nouvelle tradition qui leur permettrait de redéfinir l'enracinement de l'espagnol dans les nouveaux États indépendants.

Leurs liens politiques mutuels et leurs rapports avec l'Espagne dépendaient en grande partie de leurs prises de position concernant la langue espagnole. Dans cette perspective, la discussion entre *américanistes* et *hispanistes* constituait un point de départ important pour la construction des identités des pays latino-américains, en ce qu'elle révélait les tensions qui marquaient le déroulement de cette période historique. Les américanistes, tout en adhérant initialement au romantisme, développèrent un discours critique et une rupture avec ce qui venait d'Espagne. Les hispanistes, en revanche, défendaient l'existence d'une civilisation hispanique dont le centre hégémonique était l'Espagne et dont les valeurs et les traditions s'incarnaient dans la langue espagnole (Niño-Murcia, 1997 ; Del Valle et Gabriel-Stheeman, 2004).

Cette tension commença peu après l'indépendance et se refléta — entre autres choses — dans les prises de position par rapport à la RAE. Ainsi, alors qu'à Buenos Aires on proposait la création d'une académie littéraire chargée de la gestion de la langue en Argentine (1823) et que Juan Bautista Alberdi critiquait l'établissement d'académies correspondantes (Blanco, 1991 ; Alfón, 2011), José Gómez de la Cortina favorisait pour sa part la création de la *Academia de la Lengua* au Mexique (1835) qui, sans fanatisme séparatiste, fut dissoute à la naissance de l'académie correspondante dans ce pays (Perales, 2000)⁵.

⁵ Bien qu'il soit probable que les activités de l'académie mexicaine de 1835 aient été suspendues à plusieurs reprises en raison de troubles politiques, on sait qu'elle a été réinstallée en 1854 dans le but de corriger l'usage anarchique qui avait été fait de l'orthographe (Perales, 2000).

En Uruguay, des intellectuels envisagèrent de créer leur propre académie, mais cette idée ne se concrétisa pas. Pérez Petit (1918 : 49) se souvient que :

De conversations entre Daniel et Carlos Martínez Vigil, entre Félix Bayley et Eduardo Pueyo (...), naquit le projet de fondation d'une Académie nationale qui, à l'instar de l'Académie espagnole aurait vocation à veiller sur la langue. Cet objectif, qui suscita des débats longs et intéressants au sein de ce groupe de passionnés et d'enthousiastes, conduisit même jusqu'à la rédaction d'une charte fondatrice, qu'eux-mêmes et quelques autres camarades signèrent, trouvant là le moyen de combler provisoirement leur envie d'agir, de faire quelque chose... Du reste, l'idée n'alla pas plus loin ; d'autant que les académiciens en herbe se rendirent compte qu'il était plus pratique de fonder une revue littéraire que de se réunir en conclaves pour veiller à la pureté et l'éclat de la langue.

En fait, Daniel et Carlos Martínez Vigil, Víctor Pérez Petit et José Enrique Rodó fondèrent à cette époque la *Revista Nacional de Literatura y Ciencias Sociales*, publiée à Montevideo entre 1895 et 1897, qui devint rapidement une référence au sein de l'intelligentsia nationale et latino-américaine. Carlos Martínez Vigil, conservateur en matière de langue, mena dans ce magazine des débats idéologiques sur le langage (*debates ideológicos sobre el lenguaje*), (Blommaert, 1999) avec Fidelis del Solar (sur la réforme orthographique chilienne et la réforme orthographique de la RAE de 1883) et avec Ricardo Palma (sur la publication de ses *Néologismes et Americanismes*) (voir Oroño, 2016a et 2018). Cinquante ans plus tard, Martínez Vigil participa à la fondation de l'Académie nationale des lettres (ANL, 1943), dont il fut le vice-président⁶.

Après les premières décennies des indépendances, aucune nouvelle initiative ne fut prise visant à la création d'académies spécifiques en Amérique hispanique. La situation politique et sociale avait changé et, dans le dernier quart du XIX^e siècle, les intellectuels latino-américains envisagèrent sous un angle différent le lien entre l'Espagne et la RAE. Ángel Rama souligne d'ailleurs (1998 : 45), que « l'on ne peut comprendre l'adhésion fervente des lettrés à la RAE (...) si l'on ne prend pas en compte leur situation minoritaire dans la société et leur attitude défensive dans un environnement hostile. La « cité de l'écriture » (*La Ciudad escrituraria* ; cf. Rama, *la ciudad letrera*) était cernée de deux cercles, linguistiquement et socialement ennemis, auxquels appartenait l'immense majorité de la population ». En fait, les académies correspondantes furent établies grâce au soutien d'éminents intellectuels d'Amérique hispanique. Un exemple en est Miguel Antonio Caro, promoteur — en même temps que d'autres académiciens correspondants de la RAE — de la *Academia Colombiana de la Lengua* (dont Caro fut le premier président ; Ennis, 2012). Quoi qu'il en soit, la reconnaissance par l'autorité académique ne fut pas unanime, elle avait des nuances et même des détracteurs : on connaît bien sur les deux rives du Río de la Plata le refus de Juan María Gutiérrez de devenir membre correspondant de la RAE en 1876 (Blanco, 1991)⁷. Rappelons aussi la controverse — déjà évoquée — de Ricardo Palma au sein de la RAE au sujet de la reconnaissance et de l'admission de nouvelles entrées dans le dictionnaire académique, et l'hostilité ouverte du péruvien Manuel González Prada envers l'institution, qui traitait la création des académies correspondantes comme un cas de « servilité internationale ». (González Parada, 1976 [1888], in Süselbeck, 2014 : 289).

Le désir de certains intellectuels latino-américains de construire une identité nationale fondée exclusivement sur l'héritage culturel colonial hispanique (en excluant totalement l'apport des indigènes et des immigrants non hispaniques) les amena à renouer ou à

⁶ Sur la fonction politique et prescriptive de l'ANL, cf. Barrios, 2011.

⁷ D'autres Argentins de la génération des 37, cependant, ont accepté la nomination, y compris Alberdi (cfr. Blanco, 1991).

approfondir leurs relations avec la « mère patrie », suscitant des discours rendant « l'union spirituelle » avec l'Espagne compatible avec leur propre souci de construction d'une identité nationale propre. Ce besoin de se tourner vers l'Espagne s'accrut vers la fin du siècle et eut également des conséquences sur les attitudes linguistiques des intellectuels, dont beaucoup adoptèrent des positions conservatrices sur la langue. Ce fut le cas de Juan Zorrilla de San Martín, comme nous allons le voir.

Par ailleurs, le fait que la RAE ait désigné certains intellectuels comme académiciens correspondants ou stimulé la fondation d'académies affiliées, ou que l'Espagne les ait invités à rejoindre l'Union ibéro-américaine ou à participer aux célébrations du centenaire, pour citer les événements mentionnés plus haut, démontre la place privilégiée de l'élite intellectuelle créole par rapport aux autres couches de la population, elle qui par son *habitus* (Bourdieu, 2001) ressemble davantage à son pendant espagnol qu'aux milieux populaires de leurs pays respectifs. Ces « prévenances » servirent également à établir des hiérarchies et des positions divergentes au sein du « champ intellectuel » (Bourdieu, 2002) latino-américain.

4. L'Uruguay à la fin du XIX^e siècle et le rôle de Juan Zorrilla de San Martín⁸

4.1. L'État national et les intellectuels de la *génération des 80*. Juan Zorrilla de San Martín

Comme dans le reste des pays latino-américains, l'élite intellectuelle occupa en Uruguay une place prépondérante dans la construction de la nationalité. La discussion sur la langue dans un contexte d'enjeux nationalistes et normatifs mit en évidence la nécessité de se différencier, non seulement de l'Espagne, mais aussi des pays voisins (Brésil et Argentine), en écho aux circonstances qui conduisirent à la création de l'État uruguayen (Caetano, 1992). L'Uruguay est né en tant qu'État indépendant en 1828 en raison d'intérêts politiques extérieurs plutôt que par une volonté explicite d'indépendance nationale issue des Uruguayens eux-mêmes. C'est cette année-là que fut signée (sous l'arbitrage de l'Angleterre), la Convention Préliminaire de Paix entre le Brésil et les Provinces Unies du Río de la Plata, à la suite de quoi la Province Orientale se constitua en État indépendant. La création d'un pays sur le territoire uruguayen actuel était un moyen de résoudre le conflit entre l'Argentine et le Brésil en évitant la prééminence de l'un d'eux dans la région, et afin de favoriser les objectifs commerciaux de l'Angleterre, intéressée par l'accès à un port en eau profonde et aux fleuves pénétrant à l'intérieur du continent (Nahum, 1994 ; Caetano y Rilla, 1994). On ne peut en ces circonstances parler de l'existence à l'époque d'une nation clairement définie. La création de l'État uruguayen ne résultait pas des revendications d'une nation. On créa d'abord l'État, et ce n'est qu'ensuite que commença à se développer le sentiment national ; comme le souligne Caetano (1992 : 81), « l'Uruguay est né avant les Uruguayens, l'État a précédé la nation ». La délimitation des frontières politiques et linguistiques ainsi que l'homogénéisation culturelle et linguistique eurent une importance particulière pendant la période dite de *modernisation*, à la fin du XIX^e siècle (Behares, 2007).

Pendant la première période de construction de l'État national uruguayen (1875-1900), les intellectuels de la *generación del 80* [génération des années 80] (Zum Felde, 1967) constituèrent une élite œuvrant dans les domaines de l'éducation, de l'histoire, des arts plastiques et de la littérature dans le but de créer l'imaginaire national fondamental du pays, avec des personnalités remarquables dans chacun des domaines mentionnés : José Pedro Varela, Francisco Bauzá, Eduardo Acevedo Díaz, Juan Manuel Blanes et Juan Zorrilla de San

⁸ Les paragraphes 4.1. et 4.3. ont été élaborés à partir de Oroño, 2018.

Martín. Ils « inventèrent les repères et les mythes essentiels de l'Uruguay » (Ferré, 1991 dans Caetano *et al.*, 2000 : 21). Quant à l'attribution de ces intellectuels aux courants idéologiques *américanistes* et *hispanistes*, Carlos Rama (1982) place José Pedro Varela dans le premier et Juan Zorrilla de San Martín dans le second. Cependant, la position des américanistes uruguayens n'était pas très tranchée. En Uruguay, la rupture linguistique avec l'Espagne n'a jamais été proposée comme une alternative valable (Asencio, 2004), sauf dans certains genres littéraires, comme la littérature gauchesque (Rocca, 2003)⁹.

À la fin du XIX^e siècle, l'Uruguay connaissait en outre un climat d'intense confrontation philosophico-religieuse entre les intellectuels de l'époque. Quatre forces s'opposaient : le catholicisme, le protestantisme, le spiritualisme rationaliste et le positivisme. Dans un premier temps, le différent opposa essentiellement les catholiques aux rationalistes, puis plus tard les catholiques aux positivistes (Ardao, 1971).

Juan Zorrilla de San Martín (1855-1931 — poète, essayiste, journaliste, avocat, homme politique, diplomate, professeur et académicien — était un intellectuel éminent de la *generación del 80* en Uruguay et un point de référence culturelle de la nationalité. Bien qu'il se fut formé à l'étranger dès son plus jeune âge et n'ait été introduit à la vie intellectuelle de l'Uruguay que juste après son retour au pays en 1878, il devint rapidement un dirigeant du renouveau du catholicisme uruguayen, fondant cette même année le journal *El bien público*, principal média catholique, seul journal de cette tendance, du moins à Montevideo, capitale du pays. En 1879, il obtint la Chaire de Littérature de l'Université de Montevideo (actuelle Université de la République), dont il fut révoqué en 1885 en raison de désaccords avec le gouvernement de Máximo Santos. En 1891, il fut nommé ministre plénipotentiaire en Espagne et au Portugal. En 1897, il fut également désigné par le gouvernement uruguayen ambassadeur extraordinaire près le Saint-Siège pour traiter de la création des nouveaux évêchés d'Uruguay. En 1898, il rentra au pays où il occupa temporairement la chaire de droit international public de l'Université. De 1905 à sa mort en 1931, il fut délégué du gouvernement au *Departamento de Emisión del Banco de la República* (Lauxar, 1955).

Comme on peut le constater, Zorrilla de San Martín était en Uruguay une voix autorisée non seulement dans le domaine intellectuel et littéraire, mais aussi dans le domaine politique, ce qui détermine la portée de ses discours dans la création des représentations sur l'État et la langue qui définissent l'imaginaire national uruguayen.

Zorrilla de San Martín fut pleinement reconnu de son vivant pour son importance en tant qu'intellectuel incarnant le sens patriotique. En 1879, lors de l'inauguration du Monument de l'Indépendance dans la ville de Florida, il lut *La leyenda patria* [La Légende de la Patrie], ce qui le consacra « poète de la patrie ». Cette œuvre, qui a accompagné de nombreuses générations d'écoliers uruguayens dans la célébration des anniversaires de leur patrie, est devenue un classique de la littérature nationale, tout comme *Tabaré* (1888) (Lauxar, 1955 ; Ramírez, 2001). Avec *La leyenda patria*, « le jeune poète se convertit en porte-parole lyrique » (Rocca, 2000 : 242) d'une revendication urgente qui animait toute la classe dirigeante : se démarquer de l'État argentin. Il devenait possible « d'éclairer sous un jour différent les événements et les symboles de l'autre rive du Rio de la Plata » (Rocca, 2003 : 75) en s'emparant de la figure de l'autochtone comme sujet littéraire au service de l'imaginaire nationaliste (De Torres, 2008 ; Rocca, 2000)¹⁰. Dans *Tabaré* (1888), dont le

⁹ Pour une étude sur les américanistes romantiques uruguayens de la *generación del 40* et leur lien avec ceux de la *generación del 37* argentins, cf. Rocca, 2003 ; Asencio, 2004 ; Samson, 2006 et Bertolotti et Coll, 2012. En particulier sur les débats sur la langue, cf. entre autres Niño-Murcia, 1997 ; Asencio, 2004 et Bertolotti et Coll, 2012.

¹⁰ Cela pourrait se produire, d'autre part, parce que contrairement à ce qui se passe en Argentine, en Uruguay, les peuples autochtones ne sont pas une menace réelle pour le nouvel ordre politique et économique, mais un souvenir. Il suffit de se rappeler les années au cours desquelles l'extermination des communautés indigènes a eu

protagoniste est l'indien Tabaré, Zorrilla de San Martín convertit l'indien *charrúa* en véritable mythe national (De Torres, 2008). En faisant des charrúas un mythe, Zorrilla légitimait les mesures prises par l'État envers cette population, en particulier les agissements des principaux groupes qui contrôlaient la représentation nationale (Piazza, 2011), car en présentant le charrúa comme un « mythe », il en faisait « une réalité appartenant moins au présent qu'au passé, qui devait être vénérée, certes, mais surtout enterrée » (De Torres, 2008 : 87-88). De Torres explique que « Zorrilla a été l'un des grands responsables de cette version de la vocation d'indépendance de l'Uruguay, qui brouillait l'histoire pour introduire une tradition de la différence là où elle n'avait pas existé. Il a ainsi doté la nation d'une geste héroïque de libération qui inaugurerait la galerie des symboles nationaux, une geste qui en outre la distinguait de l'Argentine » (De Torres, 2008 : 85).

Zorrilla de San Martín fut un modèle culturel de l'identité nationale uruguayenne, un de ses agents (Altamirano, 2008). Ses œuvres littéraires — et ses discours publics en général — ont créé un récit national destiné à développer une conscience nationale centrée sur une représentation hispanique du pays (un Uruguay de race blanche, de langue espagnole et de culture occidentale).

4.2. Juan Zorrilla de San Martín et le lien avec l'Espagne et la RAE

Le lien « spirituel » de Zorrilla de San Martín avec l'Espagne est né dès son jeune âge. Fils d'un père espagnol d'origine noble, il a toujours considéré l'Espagne comme sa patrie et a reproduit les armoiries héraldiques familiales dans sa maison de Montevideo. L'admiration et l'adhésion de Zorrilla de San Martín à l'Espagne étaient si extrêmes que, selon Carlos Rama (1982), elle surprenait les Espagnols eux-mêmes. Rama (1982 : 113) cite Valera qui, à propos de *Tabaré*, dit : « le poète, exalté par la ferveur du sang qui court dans ses veines, fait parfois un tel éloge de l'Espagne que lorsqu'il arrive en Espagne, si vieux jeu et déprimée aujourd'hui, qu'il la console et la fait rougir en même temps ». Sa fidélité se manifeste aussi dans quelques échanges épistolaires avec des personnalités espagnoles remarquables comme Unamuno, avec qui il a correspondu entre 1906 et 1912.

En 1885, il fut nommé académicien étranger correspondant de la RAE (RAE, 1885), tout comme d'autres Uruguayens de l'époque, l'écrivain Alejandro Magariños Cervantes et le pédagogue Francisco Berra (Zorrilla de San Martín, 1887). Lorsque des décennies plus tard (1923) l'Académie uruguayenne de la langue espagnole correspondante de l'Académie royale espagnole fut créée sur instruction de la RAE, Zorrilla de San Martín en fut nommé président (Barrios, 2011).

En 1887, le délégué exécutif de l'Union ibéro-américaine, invoquant ses liens avec la RAE, exhorta Zorrilla de San Martín à créer un centre correspondant à Montevideo pour traiter des questions économiques intéressant les deux pays, car « l'union des lettres devait accompagner l'union des intérêts, du commerce, de l'industrie ; faciliter l'échange des produits traditionnels des deux peuples ainsi qu'une protection mutuelle efficace » (Zorrilla de San Martín, 1887).

Cependant, ce n'est qu'en 1891, date à laquelle il se rendit à Madrid en tant que ministre uruguayen, que Zorrilla de San Martín fit son entrée au siège de la RAE. Dans sa réponse au comte de Chesté, directeur de l'Académie qui le priait d'assister pour la première fois aux séances, il afficha son hispanisme démesuré, dans lequel la défense du travail de l'institution normative occupait une place fondamentale :

[...] comme je crois avoir compris votre intention [celle de la RAE] qui, par la fondation des académies latino-américaines correspondantes, n'a été que de coopérer à

lieu dans chaque pays. La conquête du désert, menée par Julio Argentino Roca, a eu lieu entre 1878 et 1885, tandis que le massacre de Salsipuedes, dirigé par Fructuoso Rivera, a eu lieu en 1831.

la mise en place de l'union de tous les peuples hispanophones, je juge que je ne peux maintenant rendre un hommage plus agréable à l'oreille bienveillante de cette corporation que celui qui consiste à ratifier, en votre présence, mes manifestations d'amour répétées pour notre langue commune, et les vœux les plus cordiaux d'adhésion et de respect pour cette cause solaire du Verbe Hispanique. [...].

J'ai toujours été en Amérique un fervent défenseur de la gloire et de l'autorité de l'Académie espagnole, dans les querelles qui, là-bas comme ici, et comme partout ailleurs, surgissent autour de ces autorités, surtout à notre époque.

[...] Je contribuerai, bien que modestement, à contredire l'erreur, généralement commise, de considérer que l'Académie espagnole serait enfermée derrière les murs fissurés d'une routine dépassée, et inaccessible aux pulsions de la vie de notre langue commune. (Zorrilla de San Martín, 1965 [1892]a : 146-147, 149).

Son travail de diplomate renforça sans doute les liens de son pays avec l'ex-métropole. En tant que représentant de l'Uruguay aux festivités espagnoles du quatrième centenaire de la découverte de l'Amérique, il participa — comme indiqué plus haut — au Congrès littéraire latino-américain (avec le mémoire *La langue castillane* dans lequel il soulignait l'intérêt qu'il y avait à maintenir l'unité de cette langue ; Zorrilla de San Martín, 1965 [1892]b), mais il assista également au Congrès juridique ibéro-américain. Son discours « *Descubrimiento y conquista del Río de la Plata* » [Découverte et conquête du Río de la Plata] (Zorrilla de San Martín, 1965[1982]c) à l'Ateneo, par lequel il justifiait la conquête et l'imposition de la langue espagnole aux communautés et aux langues indigènes d'Amérique hispanique, lui gagna le titre de spécialiste en histoire. Au siège madrilène de l'Union ibéro-américaine, il souligna « les liens de la foi, du sang et des traditions » entre l'Espagne et ses anciennes colonies (Zorrilla de San Martín 1892a y b). Dans son « *Mensaje de América* » [Message d'Amérique] (discours prononcé après l'inauguration du monument commémoratif de la Découverte devant le Monastère de La Rábida en tant que représentant des délégués latino-américains (Zorrilla de San Martín, 1965 [1892]d) il soulignait la gratitude et la reconnaissance latino-américaines envers l'Espagne. En dépit de leur contenu extraordinairement hispanophile, les discours prononcés à l'Ateneo et à La Rábida furent reproduits cette même année dans *El bien público*, à plusieurs reprises (Zorrilla de San Martín 1892a, b y c).

Ses manifestations d'estime envers tout ce qui vient d'Espagne lui furent bénéfiques puisqu'ils lui valurent sa nomination de Chevalier Grande Croix de l'Ordre d'Isabelle la Catholique et de l'Ordre de Charles III.

4.3. À la recherche d'un consensus : la *nación hispánica* et l'unité de la langue espagnole

Comme on peut le constater, Zorrilla de San Martín associa son rôle de représentant et de porte-parole de l'identité nationale de l'Uruguay à son affinité idéologique avec l'Espagne et ses politiques culturelles, notamment linguistiques.

Cette position se manifeste par le souci de créer un caractère national sans perte du lien et de l'identité hispaniques. Pour ce faire, Zorrilla de San Martín eut recours à la notion de *nación hispánica* [nation hispanique], par laquelle il défendait les liens de langue et de traditions communes entre l'Espagne et les pays hispaniques américains. Étant donné la place prépondérante occupée par la langue espagnole dans cette représentation, Zorrilla devait également plaider pour la défense de l'unité de la langue et débattre du choix de ceux qui devaient en assurer la gestion.

Dans ses discours, il soutenait que l'indépendance politique des nations latino-américaines n'impliquait pas leur indépendance religieuse, culturelle ou linguistique. À cette fin, il

recourut à une conception de la nation marquée par l'influence de Renan (1987 [1882]), comme il ressort de la citation suivante :

Je parle de l'entité humaine, de la nation hispanique. Une nation est comme une humanité dans l'humanité, c'est une âme, un principe spirituel qui donne forme à la succession des événements, qui mêle les sangs, qui relie les hommes en faisceaux et les entraîne à travers le temps et l'espace, les terres et les mers ; ce sont des souvenirs hérités, acceptés par un travail collectif, instinctif et perpétuellement renouvelé ; c'est... en bref, je ne sais ce que c'est, Messieurs, je ne veux pas savoir à cet instant comment le définir ; il me suffit de le ressentir intensément, de sentir le souffle d'un grand être collectif qui s'élève au-dessus de tout cela, et qui semble entendre les paroles qui montent de mon cœur, comme si je recueillais l'encens qui s'élève d'une braise ; je sais que, comme ces grands fleuves qui se déversent dans la mer et parcourent de nombreuses lieues sans s'entremêler, les nationalités traversent la mer de l'humanité, ce sont des courants spécifiques sur lesquels le soleil se reflète (Zorrilla de San Martín, 1965 [1892]d: 45).

Zorrilla de San Martín n'en appelait pas au concept de nation pour légitimer les frontières politiques de l'État-nation uruguayen, mais au contraire y avait recours pour désigner une communauté supra-étatique de culture hispanique ayant l'Espagne pour centre.

Pour lui les liens de la langue, du « sang », de la religion et des traditions unissaient les pays latino-américains à l'Espagne, les faisant participer à une même communauté : « Si par une loi de circonstance on arrive à rompre les liens politiques, on ne pourra jamais briser ceux du sang, de la foi, de la langue, des traditions et gloires que nous avons en commun et constituent notre orgueil avec les autres gloires nationales » (Zorrilla de San Martín de San Martín, 1965 [1892]c : 39; 1892^a et d).

L'idéologie chrétienne était le fondement sur lequel Zorrilla de San Martín se fondait pour justifier sa position (comme on peut également le voir dans la citation précédente). Il voulait dire que le lien filial de langue, de sang, de religion et de coutumes entre l'Espagne et ses anciennes colonies obéissait à une loi divine, et qu'il était donc impossible d'y renoncer : « On ne peut violer les lois naturelles, qui sont les lois de Dieu ; les républiques hispano-américaines ont encore leur mère sur le continent européen, et, s'il leur faut, comme il leur faudra toujours, un lieu de réunion dans ce monde, celui-ci ne peut être autre que la vieille maison paternelle, cette belle terre espagnole, où elles trouveront leur langue, leur religion, leurs coutumes, leur caractère et leurs aspirations » (Zorrilla de San Martín de San Martín, 1900).

La sauvegarde de la « nation hispanique » était la préoccupation principale de Zorrilla de San Martín. Pour ce faire, il en appela aux clichés traditionnels des discours nationalistes : l'Espagne et l'Amérique étaient unies — et il fallait veiller à ce qu'elles le restent — par la race, la foi, les traditions et la langue commune, une question qui n'empêchait cependant pas l'indépendance de chacun des États qui rejoignait la grande famille hispanique (dont l'Espagne est la « mère patrie » et, les pays hispano américains les enfants) :

Je crois fermement en l'existence (...) d'une grande nation, ou si vous voulez, d'une grande famille hispanique, qui (...) a, dans la communauté des langues, des religions, des coutumes, des traditions, un élément qui possède une influence semblable à celle qui assure l'activité fonctionnelle de l'organisme humain qui peut, soit agir sur lui-même en se modifiant, et constituer cette force, ou ce dynamisme, ou peu importe comment vous voulez la nommer, qui réduit une pluralité originale à une unité sociologique, sans diminuer la personnalité propre des unités libres qui la composent (Zorrilla de San Martín de San Martín, 1992 [1893] : 52).

Pour Zorrilla de San Martín, la langue commune jouait un rôle particulièrement important dans le maintien de l'identité hispanique. En tant que véhicule de la foi et des traditions espagnoles, la nation hispanique, « l'esprit espagnol » se trouvaient dans la langue espagnole elle-même. En d'autres termes, la nation hispanique était un *principe spirituel* (Renan, 1882 [1987]) dont le centre était la langue : « La langue est, pour un peuple, ce qu'est le sang pour un organisme ; de même que ce dernier définit la constitution de l'homme, c'est elle qui définit le tempérament d'une nation, ses tendances, son caractère » ; « avec la langue, [l'Espagne a aussi légué à l'Amérique hispanique] l'esprit espagnol qui le forme et le vivifie » (Zorrilla de San Martín de San Martín, 1965b [1892] : 84)¹¹.

Dans la mesure où l'espagnol est présenté comme étant un lien avec l'Espagne dans le but de perpétuer une identité hispanique commune, se pose la question du modèle linguistique de référence. En d'autres termes, comment rendre la défense de l'unité de la langue espagnole compatible avec l'indépendance politique de l'Uruguay.

À ce propos, Zorrilla de San Martín en appelait à l'autorité reconnue de Bello pour dire « qu'il ne faut pas confondre unité et purisme superstitieux » (Zorrilla de San Martín de San Martín 1965b [1892] : 99) et soulignait que les « intégrations » au langage commun doivent se faire « sans altérer son génie ni rompre son unité scientifique » (Zorrilla de San Martín de San Martín 1965b [1892] : 99) (*op.cit.* : 100).

Par souci de compromis, il proposait d'admettre des innovations lexicales qui ne remettaient pas en cause la structure du langage : la syntaxe, responsable de son unité.

Dans ces conditions, comment la langue castillane, une fois établie en Amérique, pourrait-elle ne pas subir l'influence des nouvelles formes sociales et culturelles qui s'y sont développées ?

En Amérique, les langues et dialectes de nos indigènes y ont laissé leurs profonds vestiges ; les noms vernaculaires de la faune et de la flore indigènes se sont implantés, non seulement dans la langue populaire, mais aussi dans le vocabulaire scientifique ; les travaux de la terre, par exemple, totalement différents de ceux d'Europe, ont exigé des outils particuliers, des appareils inconnus, des pratiques spécifiques qui, pour être nommées, ont réclamé la création de mots nouveaux : le tropero pour le pastor [berger], menant sur de grandes distances nos innombrables troupeaux ; le chacarero, agriculteur habitant du ranch isolé, car là-bas le village n'existe pas ; le gaucho le quasi nomade de nos pampas ou de nos collines ; le vaillant soldat de nos combats qui, avec son poncho flottant au vent, son lazo [lasso] et ses boleadoras sur la croupe de son inséparable ami, traversait les plaines ou ses cuchillas [collines] ou, avec la pointe des ciseaux à tondre emmanché dans une tacuara ou roseau américain en guise de lance, tous les travaux, tous ces personnages, et tant d'autres comme eux si pleins de caractère, il a bien fallu créer pour les désigner de nouveaux mots irremplaçables. Ceux-ci, loin d'altérer la langue, l'enrichissent, parce qu'ils y ajoutent, non pas de nouveaux termes barbares, de ceux qui, comme les mauvaises herbes, se développent au détriment des mots utiles du castillan de pure souche qu'ils tuent et remplacent, mais une mine précieuse de mots à étymologie rationnelle, interprètes d'idées, de sentiments, de besoins et d'objets nouveaux.

Tout cela peut et doit être incorporé au flux de la langue commune sans en altérer le génie ni en briser l'unité scientifique, mais au contraire en y introduisant une variété pittoresque et suggestive.

¹¹ Le discours de la « nation hispanique », de « l'esprit espagnol » qui se cristallise dans la langue castillane s'inscrit dans la tradition du romantisme allemand de la fin du XVIII^e siècle et reprend ensuite la conception de la nation d'auteurs tels que Herder (1744-1803) et Humboldt (1767-1835) qui ont compris que cette langue était l'esprit de la nation (Menze, 2003 ; Hobsbawm, 1992).

On doit aussi, et pour les mêmes raisons, se prononcer en faveur de l'intégration dans le vocabulaire de mots et de locutions d'autres langues cultivées modernes. Leur influence sur notre langue commune peut lui être bénéfique, mais aussi lui être nuisible : bénéfique, quand elle enrichit son lexique de nouveaux mots nécessaires ou utiles (...); très nuisible, quand, non seulement elle chasse ces mots, mais aussi qu'elle y introduit des sons et des signes graphiques contraires au génie de la langue, allant jusqu'à affecter les capacités organiques de ceux qui la parlent, et surtout en s'en prenant à la structure syntaxique, qui est l'âme du langage, en y introduisant le germe de la corruption et de la mort (op. cit. : 99-100).

Bien qu'il s'agisse d'une position apparemment équilibrée et en harmonie avec la fonction d'académicien correspondant de la RAE de Zorrilla de San Martín, elle place les variétés américaines dans une position subsidiaire par rapport aux variétés péninsulaires, dans la mesure où elles ne fournissent que des mots « interprètes d'idées, de sentiments, de besoins et d'objets nouveaux » (*op. cit.*), c'est-à-dire, des américanismes. Comme le souligne Caballero (1985 : 122), « ce discours permet de résoudre l'ancienne dichotomie entre péninsulaires et créoles en l'intégrant à un américanisme de fabrication hispanique ».

Quant à l'intégration en espagnol de mots issus d'autres langues européennes, Zorrilla de San Martín était particulièrement préoccupé par l'influence de la littérature et de la langue françaises sur la langue et la littérature espagnoles, non seulement dans la syntaxe mais aussi dans le lexique :

Nous regrettons de voir abandonner une belle expression au profit d'un gallicisme insipide et médiocre ; de voir, par la plus stupide hispanophobie, remplacer une tournure majestueuse et expressive du divin Calderón par une expression faible et alambiquée qui fleure le musc ou le patchouli ; de voir que cette vigueur, cette énergie virile du langage du romancero ou des auteurs du siècle d'or où le monde a puisé son inspiration pendant deux siècles, est remplacée par une collection de gallicismes dans les mains de ceux qui renient les gloires littéraires de la patrie sans les connaître, et sans même soupçonner ce qu'est la langue castillane, peut-être la seule à ne pas perdre la force imprécatrice d'un héros chevaleresque, ni la fermeté d'un martyr face à l'anathème, ni les ailes de la prière d'une vierge (Zorrilla de San Martín de San Martín, 1884a).

Zorrilla de San Martín considérait l'espagnol comme le moule de la littérature hispanique, l'instrument qui l'exprimait. Il présentait comme idéal de langue le castillan et la littérature du « siècle d'or », de « Calderón », du « romancero ». C'est la raison pour laquelle il s'en prenait à ses contemporains qui le « répudiaient » et voyaient dans l'intégration de gallicismes et de tournures françaises la source du renouveau linguistique et littéraire nécessaire à la création d'une nouvelle conception de la littérature.

La position de Zorrilla de San Martín impliquait la question de savoir qui pouvait réaliser et gérer les transformations dans la langue, c'est-à-dire qui avait autorité pour la prendre en charge et en quoi résidait cette légitimité.

À cet égard, il concédait les innovations lexicales au « peuple » et aux « dialectes populaires », mais réservait la tâche de contrôler leur gestion à l'élite lettrée des écrivains et des linguistes — aussi bien américains qu'espagnols — à laquelle il appartenait lui-même. Ce sont eux qui faisaient un « usage cohérent et scientifique, réfléchi et noble » du langage, et étaient donc en mesure de mettre en norme les innovations :

C'est donc toujours le peuple qui a fourni et fournira la matière première, si je puis dire, pour la construction et le développement des langues littéraires ; mais pour que celles-ci en assument la forme, cessant d'être des dialectes informels et sans continuité, elles doivent être fixées, organisées et utilisées, non plus par le peuple seul, mais par les Livius et les Andronicus, les Caton et les Lucrèce, par les Scipion, les Hortensius et les Cicéron (Zorrilla de San Martín, 1965 [1892]b : 98).

On ne peut affirmer que l'utilisation de cette langue au sein d'un petit cercle, dans la conversation familière, même dans la presse périodique, à laquelle le tourbillon du travail quotidien ne permet pas les soins et les corrections nécessaires, doive se substituer à l'usage conséquent et scientifique, réfléchi et noble des Cervantès, Granada, Quevedo, Solís, Jovellanos, Lista, Bello, Heredia, Valera, Menéndez et Pelayo, Pereda, Caro, Cuervo, Pardo et Aliaga, Tamayo et Baus, Bécquer, Fernández Guerra, Núñez de Arce et de tant d'autres qui, en Espagne comme en Amérique, témoignent non seulement de la splendeur et de la gloire de la langue espagnole, mais aussi de son avancement et de ses modifications progressives, de ses frémissements au cours du temps, de son énergie assimilatrice, en un mot de la réconciliation du mouvement avec l'ordre, de l'usage avec la logique, du développement avec la vie (*op. cit.*: 103).

Qui qu'il en soit, pour Zorrilla de San Martín, ces intellectuels se devaient d'accomplir leur travail sous le regard attentif et l'autorité de la RAE, car si l'Espagne était la « mère patrie », l'Académie était la maison paternelle de tous les hispanophones. Il expliquait : « une conviction profonde s'est enracinée dans mon esprit sur la nécessité et l'utilité, commune aux Espagnols et aux Américains, de l'existence de l'autorité de cette Académie ; sur la commodité rationnelle que, puisque toute la famille hispanique doit avoir une maison paternelle, ce soit cette maison solaire et robuste qui a tant de titres à l'être » (Zorrilla de San Martín, 1965 [1892]a : 147).

Les discours de Zorrilla de San Martín traduisent une manière de penser les identités nationales hispano-américaines de la fin du XIX^e siècle sur la base exclusive de l'héritage culturel espagnol. Sa stratégie était de reconnaître l'existence d'une communauté supra-étatique ayant son centre en Espagne et englobant les différentes communautés nationales hispano-américaines, communauté dont la préservation était foncièrement liée à la défense de l'unité de la langue espagnole. Cette tâche devait être confiée à l'élite juridique qui, en collaboration avec l'Académie, serait chargée d'orienter les usages linguistiques populaires.

5. Références bibliographiques

- Alfón, Fernando, 2011, *La querrela de la lengua en Argentina (1828-1928)*, La Plata: Universidad Nacional de la Plata. Tesis doctoral.
- Altamirano, Carlos, 2008, "Introducción general", En: C. Altamirano (dir.) *Historia de los intelectuales en América Latina. Volumen I: La ciudad letrada, de la conquista al modernismo*, Madrid: Katz, pp. 9-28.
- Ardao, Arturo, 1971, *Etapas de la inteligencia uruguaya*, Montevideo: Universidad de la República.
- Arnoux, Elvira Narvaja de, 2008, *Los discursos sobre la nación y el lenguaje en la formación del Estado (Chile, 1842-1862)*, *Estudio glotopolítico*, Buenos Aires: Santiago Arcos Editor.
- Asencio, Pilar, 2004, "Una frontera sociolingüística en el Uruguay del siglo XIX: lengua española e identidad nacional", *Spanish in Context*: 1, 2, pp. 215-240.
- Barrios, Graciela, 2011, "La regulación política de la diversidad: academias de lenguas y prescripción idiomática", En: S. Senz Bueno y M. Alberte (eds.), *El dardo en la Academia. Esencia y vigencia de las Academias de la lengua española. Vol I*, Barcelona: Melusina, pp. 591-619.
- Behares, Luis, 1984, *Planificación lingüística y educación en la frontera uruguaya con Brasil*, Montevideo: Instituto Interamericano del Niño.

- Behares, Luis, 2007, "Portugués del Uruguay y educación fronteriza", En: C. Brovotto, N. Brian y J. Geymonat (eds.) *Portugués del Uruguay y educación bilingüe*, Montevideo: Administración Nacional de Educación Pública, pp. 99-171.
- Bernábeu, Salvador, 1987, *1892: El IV Centenario del Descubrimiento de América en España: coyuntura y conmemoraciones*, Madrid: CSIC, Centro de Estudios Históricos, Departamento de Historia de América.
- Bertolotti, Virginia y Magdalena Coll, 2012, "Reflexiones sobre la lengua en América", En: A. Zamorano (coord. y ed.), *Reflexión lingüística y lengua en la España del siglo XIX: marcos, panoramas y nuevas aportaciones*, München: Lincom, pp. 443-466.
- Blanco, Mercedes, 1991, *Lenguaje e identidad. Actitudes lingüísticas en la Argentina. 1880-1960*, Bahía Blanca: Universidad Nacional del Sur.
- Blommaert, Jan, 1999, "The debate is open", En: J. Blommaert (ed.), *Language Ideological Debates*, Berlín-Nueva York: Mouton de Gruyter, pp. 1-38.
- Bourdieu, Pierre, 2001, *¿Qué significa hablar? Economía de los intercambios lingüísticos*, Madrid: Akal.
- Bourdieu, Pierre, 2002, *Campo de poder, campo intelectual. Itinerario de un concepto*, Buenos Aires: Montessor.
- Caballero, Milagros, 1985, "Juan Zorrilla de San Martín en la encrucijada del IV Centenario del Descubrimiento de América", En: *Andalucía y América en el siglo XIX. Actas de las V Jornadas de Andalucía y América*, Sevilla: Universidad Hispanoamericana Santa María de la Rábida-CSIC, pp. 104-125.
- Caetano, Gerardo, 1992, "Identidad nacional e imaginario colectivo en Uruguay. La síntesis perdurable del Centenario", En: H. Achugar y G. Caetano (comps.), *Identidad uruguaya: ¿mito, crisis o afirmación?*, Montevideo: Trilce, pp. 75-96.
- Caetano, Gerardo y José Rilla, 1994, *Historia contemporánea del Uruguay. De la Colonia al Mercosur*, Montevideo: CLAEH-Fin de Siglo.
- Caetano, Gerardo, Roger Geymonat y Alejandro Sánchez, 2000, "Dios y Patria. Iglesia Católica, nación y nacionalismo en el Uruguay del Centenario", En: G. Caetano (dir.) *Los uruguayos del Centenario. Nación, ciudadanía, religión y educación, 1910-1930*, Montevideo: Santillana, pp. 17-66.
- Clavería, Gloria, 2003, "La Real Academia Española a finales del siglo XIX el "Diccionario de la Lengua Castellana" de 1899 (13.^a edición)", *Boletín de la Real Academia Española*: 83, 288, pp. 255-336.
- De la Torre, Mariela, 2014, "Las ideas lingüísticas de Ricardo Palma en sus dos obras lexicográficas: Neologismos y americanismos y Papeletas lexicográficas", *Boletín Hispánico Helvético*, 23, pp. 165-194.
- De Torres, María Inés, 2008, *La guerra de las palabras: escritura y política en el Río de la Plata*, Montevideo: Banda Oriental.
- Del Valle, José y Luis Gabriel-Stheeman, 2004, "Nacionalismo, hispanismo y cultura monoglósica", En: J. Del Valle y L. Gabriel-Stheeman (eds.) *La batalla del idioma. La intelectualidad hispánica ante la lengua*, Madrid-Frankfurt: Iberoamericana-Vervuert, pp. 15-33.
- Ennis, Juan Antonio, 2012, "Miguel Antonio Caro, la lengua y la ley", *Rasal*, 1, pp. 27-39
- Gallardo, Antonio, 1978, "Hacia una teoría del idioma estándar", *Revista de Lingüística Teórica y Aplicada*, 16, pp. 85-119.
- Hobsbawm, Eric, 1992, *Naciones y nacionalismo desde 1780*, Barcelona: Crítica.
- Lauxar, 1955, *Juan Zorrilla de San Martín*, Montevideo: La Casa del Estudiante.
- Menza, Clemens, 2003, "Carácter nacional y lengua según Wilhelm von Humboldt", *Introducción a los estudios vascos*: 48, 1, pp. 33-49.
- Nahum, Benjamín, 1994, *Manual de historia del Uruguay*, Montevideo: Banda Oriental.

- Niño-Murcia, Mercedes, 1997, “Ideología lingüística hispanoamericana en el siglo XIX: Chile (1840-1880)”, *Hispanic Linguistics*, 9, 1, pp. 100-142.
- Oroño, Mariela, 2016a, “La polémica sobre acentuación ortográfica entre Carlos Martínez Vigil y Fidelis del Solar”, *Nueva Revista del Pacífico*, 64, pp. 67-96.
- Oroño, Mariela, 2016b, *El lenguaje en la construcción de la identidad nacional. Los libros escolares de lectura de Vásquez Acevedo, Figueira y Abadie- Zarrilli*, Montevideo: Tradinco.
- Oroño, Mariela, 2016c, “La escuela en la construcción de las fronteras culturales y lingüísticas en el Uruguay de fines del siglo XIX”, *Páginas de educación*, 9, 1, pp. 137-167.
- Oroño, Mariela, 2018, “La lengua en la construcción de la identidad nacional uruguaya en Juan Zorrilla de San Martín: la nación hispánica y la nación subtropical atlántica”, *Boletín de Filología*, LIII, 1, pp. 169-194.
- Oroño, Mariela, 2018, “La conciencia política a través de la lengua: los comentarios de Carlos Martínez Vigil a Neologismos y americanismos (1895) de Ricardo Palma”, *Lingüística*, 34, 2, pp. 33-49.
- Palma, Ricardo, [1895] 2010, *Neologismos y americanismos*, Colección Biblioteca virtual universal, Buenos Aires: Del Cardo, Disponible en www.biblioteca.org.ar.
- Perales, Alicia, 2000, *Las asociaciones literarias mexicanas*, México: Universidad Nacional Autónoma de México.
- Pérez Petit, Víctor, 1918, *Rodó. Su vida, su obra*, Montevideo: Imprenta Latina.
- Piazza, Eduardo, 2011, “En busca de la nación”, *Encuentros Uruguayos*, IV, 4, Disponible en www.encuru.fhuce.edu.uy/.
- Rama, Ángel, 1998, *La ciudad letrada*, Montevideo: Arca.
- Rama, Carlos, 1982, *Historia de las relaciones culturales entre España y América Latina. Siglo XIX*, México: Fondo de Cultura Económica.
- Ramírez, Mercedes, 2001, “Juan Zorrilla de San Martín”, En: Nuevo Diccionario de Literatura Uruguaya, Montevideo: Banda Oriental, pp. 326-328.
- Real Academia Española, 1885, *Carta a Juan Zorrilla de San Martín nombrándolo académico correspondiente. 16 de octubre de 1885*. Montevideo: Archivo literario de la Biblioteca Nacional.
- Renan, Ernest, 1987 [1882], “¿Qué es una nación?”, En: Ernest Renan, *Cartas a Strauss*, Madrid: Alianza Editorial, pp. 55-86.
- Rizzo, María Florencia, 2016, “Los congresos de la lengua española: configuración de una matriz discursiva”, *Anclajes XX*: 3, pp. 59-75.
- Rocca, Pablo, 2000, “Los destinos de la nación. El imaginario nacionalista en la escritura de Juan Zorrilla de San Martín, Eduardo Acevedo Díaz y su época”, En: H. Achugar y M. Moraña (eds.), *Uruguay: imaginarios culturales. Volumen I: Desde las huellas indígenas a la modernidad*, Montevideo: Trilce, pp. 241-258.
- Rocca, Pablo, 2003, *Poesía y política en el siglo XIX (Un problema de fronteras)*, Montevideo: Banda Oriental.
- Sansón, Tomás, 2006, “La Historia y los historiadores rioplatenses del siglo XIX”, En: Dante Turcatti y Tomás Sansón, *Ensayos de historiografía latinoamericana y rioplatense*, Montevideo: Universidad de la República, FHCE, pp. 133-200.
- Süselbeck, Kirsten, 2014, “Las Academias Correspondientes de la Lengua en la Hispanoamérica del siglo XIX”, En: S. Carreras y K. Carrillo Zeiter (eds.), *Las ciencias en la formación de las naciones americanas*, Madrid-Frankfurt: Iberoamericana- Vervuert, pp. 271-294.

- Universidad Nacional de Andalucía, 2013, *Repositorio abierto: Fondo Histórico Digital de La Rábida*, Unión Ibero-Americana, Disponible en <http://dspace.unia.es/handle/10334/2067>.
- Vázquez, Graciana, 2008, “La lengua española, ¿herencia cultural o proyecto políticoeconómico? Debates en el Congreso Literario Hispanoamericano de 1892”, *Signos*: 4, 66, pp. 81-106.
- Zorrilla de San Martín, Juan, 1965 [1892]a, “En la Real Academia Española”, En: *Conferencias y discursos. Tomo I*, Montevideo: Ministerio de Instrucción Pública y Previsión Social, pp. 145-153.
- Zorrilla de San Martín, Juan, 1965 [1892]b, “La lengua castellana”, En: *Conferencias y discursos. 1855-1931. Tomo I*, Montevideo: Bertrán y Castro, pp. 79-103.
- Zorrilla de San Martín, Juan, 1965 [1892]c, “Descubrimiento y conquista del Río de la Plata”, En: *Conferencias y discursos. Tomo I*, Montevideo: Ministerio de Instrucción Pública y Previsión Social, pp. 3-40.
- Zorrilla de San Martín, Juan, 1965 [1892]d, “El mensaje de América”, En: *Conferencias y discursos. Tomo I*, Montevideo: Ministerio de Instrucción Pública y Previsión Social, pp. 41-52.
- Zorrilla de San Martín, Juan, 1992 [1893], “Congreso Pedagógico”, En: A. Palomeque (recop.), *Personalidades que han contribuido a la consolidación de la cultura y las estructuras educacionales*, Montevideo: Cámara de Representantes, pp. 45- 56.
- Zorrilla de San Martín, Juan, 1884^a, “Rafael Calvo”, *El bien público*, 27 de enero de 1884.
- Zorrilla de San Martín, Juan, 1892a, “Discurso pronunciado en la Unión Ibero-Americana”, *El bien público*, 9 de julio de 1892.
- Zorrilla de San Martín, Juan, 1892b, “El cerebro y el corazón”, *El bien público*, 17 de setiembre de 1892.
- Zorrilla de San Martín, Juan, 1892c, “Discurso pronunciado en La Rábida”, *El bien público*, 10 de noviembre de 1892.
- Zorrilla de San Martín, Juan, 1892d, “El cerebro y el corazón”, *El bien público*, 17 de setiembre de 1892.
- Zorrilla de San Martín, Juan, 1900, “La madre patria”, *El bien público*, 6 de abril de 1900.
- Zorrilla de San Martín, Juan, 1887, “La Unión Ibero-Americana”, *El bien público*, 7 de octubre de 1887.
- Zum Felde, Alberto, 1967, *Proceso intelectual del Uruguay*, Montevideo: Ediciones del Nuevo Mundo.

COMPTE RENDU

Merlo, J.-O., 2018, *La langue et le clocher – Les enseignants de français en Italie et d’italien en France*, Paris, L’Harmattan, 234 p. ISBN : 978-2-343-15815-0.

par Marisa Cavalli

**Ancien Institut Régional de Recherche Éducative pour le Val d’Aoste
(IRRE-VDA)**

Le titre de cet ouvrage, issu d’une recherche doctorale, illustre bien le projet original et ambitieux de son auteur : la langue (deux langues : le français et l’italien) — en tant que pratique sociale dans le quotidien, à l’ombre du clocher, dans des contextes sociolinguistiques différents — et son influence sur la pratique d’enseignement de cette même langue par les professionnels que sont les enseignants. Ces derniers font dans ce texte partie de deux « communautés linguistiques » distinctes : celle des enseignants de français (FLE) en Italie et celle des enseignants d’*italiano lingua straniera* (ILS) en France au niveau du secondaire. Projet à cheval de plusieurs disciplines et ... de plusieurs frontières étatiques. Excellent exemple de ce que devrait être un projet de recherche interdisciplinaire, plurilingue, pluriculturel et d’envergure internationale. Un véritable plaisir à la lecture par les fertiles croisements de références et de citations scientifiques non traduites en provenance de la francophonie (Belgique francophone, France et Suisse romande, et Québec aussi) et de l’italophonie (Italie et Canton du Tessin), en sus des références « canoniques » d’origine anglo-américaine et de quelques références allemandes. Originalité aussi de l’interrogation scientifique et de la méthodologie de recherche. Originalité enfin des deux fils conducteurs : la variation diatopique et les représentations sociales qu’en ont les enseignants. J’y reviendrai plus dans le détail. Pour ce compte rendu j’ai fait le choix de suivre le déroulement des chapitres tel qu’établi par l’auteur.

L’ouvrage est organisé en deux parties : la première est consacrée à l’établissement, à la description et à l’argumentation du cadre théorique alors que la deuxième illustre les choix méthodologiques et les résultats de l’enquête.

Dans le **premier chapitre** de *la première partie*, la réflexion théorique porte d’abord sur la notion de communauté linguistique pour ensuite décrire le rapport qu’entretiennent les locuteurs avec la diatopie dans les confins nationaux du pays d’origine et au-dehors, ce qui permet à l’auteur de « décrire dans une perspective sociolinguistique les rapports que les locuteurs ont avec leur langue » (p. 13). Ainsi arrive-t-il à caractériser, presque en opposition binaire, deux macro-communautés de pratiques — des enseignants italophones de FLE et leurs homologues francophones d’ILS — en s’appuyant sur « les différences structurelles que les deux langues présentent dans leur rapport à la variété linguistique » (p. 48) arrivant à la

conclusion que « l'importance du diaphasique¹ dans la langue de Molière est comparable à la vitalité du diatopique dans celle de Dante » (p. 48). La réflexion aboutit ainsi à une schématisation tripartite concernant le rapport social avec la langue (p. 49), évoquant pour la francophonie européenne un « modèle monocentrique » (France) et un « modèle satellitaire » comportant un centre et des périphéries, ces dernières souvent caractérisées par l'insécurité linguistique (Belgique et Suisse avec leur rapport de « sujétion » à la norme hexagonale). Le « modèle pluricentrique » désigne, enfin, les espaces de l'italophonie (Italie et Canton du Tessin) avec « une langue orale largement ouverte à la variation géographique sur l'ensemble des spectres diaphasique et diastratique » jouissant d'une légitimité reconnue de la part des locuteurs, sans hiérarchisation ou spécialisation des fonctions, avec une inter-tolérance entre locuteurs de variétés différentes (p. 49).

Ayant auparavant défini la communauté linguistique comme « une communauté de normes puisque les locuteurs ne partagent pas tant nécessairement un même répertoire que des positionnements communs vis-à-vis des différents usages de la langue et de leur hiérarchisation » (p. 51), l'auteur passe en revue dans le **deuxième chapitre** les concepts de représentations linguistiques, d'attitudes et stéréotypes, de discours épilinguistiques, d'imaginaire pour aboutir à (et adopter) une définition de ce qu'est l'idéologie linguistique. L'auteur en souligne deux traits caractéristiques : le fait de « toujours promouvoir au sein du marché linguistique une variété de langue pour en faire la norme socialement instituée qui va servir de macro-étalon d'évaluation des pratiques langagières » (p. 61) et le fait qu'« elle s'impose de façon inconsciente aux sujets » (p. 62). L'auteur analyse ensuite les rapports entre idéologie linguistique et institutions, et parmi ces dernières l'école (§ 2.2.2), la place de l'idéologie linguistique dans le processus de création des Etats-Nations (§ 2.2.3), la vision puriste de la langue (§ 2.2.4) pour aborder enfin l'idéologie dans l'enseignement des langues étrangères (§ 2.2.) et ses manifestations les plus évidentes, dont la persistance de l'idéologie monolingue. Si les références à la sociolinguistique sont communes aux deux premiers chapitres, le deuxième fait également recours aux apports de la psychologie cognitive.

La place accordée à la variation en didactique des langues étrangères « en confrontant logique pédagogique et perspective linguistique » (p. 13) fait l'objet du **troisième chapitre** avec des approfondissements sur « la réflexion en FLE et en ILS par rapport à l'emploi des variations sociolinguistiques, au premier rang desquelles la diatopie » (p. 13). L'auteur constate que, si les travaux en dialectologie d'abord et en sociolinguistique par la suite, ont développé — tant en francophonie qu'en italophonie — une réflexion intéressante autour de la variation, l'hétérogénéité linguistique ne semble être suffisamment prise en compte ni dans les programmes (sauf en Suisse et au Québec pour ce qui est du français langue de scolarisation) ni dans les manuels. « Les normes pédagogiques, affirme l'auteur, tendent à proposer des formes linguistiquement sélectionnées et simplifiées, plus aisément assimilables » (p. 91) et même les approches communicatives et actionnelles, axées sur la communication au quotidien, semblent paradoxalement perpétuer une idée de langue étrangère aseptisée. L'idéal d'une grammaire polylectale qui, exploitant l'amplitude du répertoire passif de l'élève, « tienne compte de la diversité des choix possibles offerts par la langue » reste problématique (p. 93).

La *deuxième partie* s'ouvre avec le **quatrième chapitre** sur la définition de la problématique de recherche et l'explicitation des conditions qui ont influé sur les choix de la technique de recherche : une enquête en ligne. Partant du constat que l'enseignant subit un « double assujettissement, d'un côté à l'imaginaire collectif de la communauté

¹ Rappelons brièvement qu'en sociolinguistique la *variation diatopique* concerne les usages différents d'une langue selon l'espace géographique ; la *variation diaphasique* selon les situations de discours ; la *variation diastratique* selon les classes sociales ; la *variation diamésique* suivant le canal utilisé. La *variation diachronique*, qui suit l'évolution de la langue sur l'axe du temps, n'est pas prise en considération par l'auteur.

sociolinguistique d'appartenance et, de l'autre, à l'idéologie monolingue dont l'institution scolaire se fait la principale promotrice » (p. 104), l'auteur cherche à découvrir « si le vécu langagier de ce même enseignant possède ou non la capacité d'interroger son adhésion à l'idéologie linguistique dominante, en contrôlant notamment l'influence que pourrait avoir la complexité croissante de ce vécu langagier sur la perception de la variabilité linguistique, notamment spatiale » (p. 105). Le choix a porté sur une utilisation ouverte du questionnaire avec des questions fermées — favorisant la vérification de questionnements « tenant lieu d'hypothèses » (p.106) et à dimension descriptive — et deux questions ouvertes « abordant la vision consciente de la langue de la part des enseignants » (p. 107) — à dimension exploratoire permettant de recenser les représentations récurrentes de la langue.

La méthode choisie — une enquête de type recensement par questionnaire en ligne sur la base de listes de courriels fournis par les organismes compétents — a permis de toucher idéalement toute la population des deux communautés et de conduire une analyse descriptive et non inférentielle comme dans le cas d'échantillons représentatifs.

La description de la construction du questionnaire, abordée dans le **cinquième chapitre**, argumente l'adoption d'« une perspective « pluri-méthodologique » au sens d'Abrieu (2011b) » (p. 13) avec « la décision de combiner des questions destinées à recueillir des jugements évaluatifs et “classificatoires” (Bretegnier 2010 : 157) et des questions ouvertes pour le recueil d'opinions » (p. 13), cela permettant le croisement de plusieurs types de données. L'analyse de certaines de ces dernières a permis de repérer les principales caractéristiques des deux populations et de les comparer sur la base de leur profil, de leur vécu langagier, de leur environnement linguistique habituel ainsi que de la connaissance des aires où la langue enseignée est parlée. Une partie finale analyse les réponses aux questions fermées sur les pratiques didactiques déclarées, notamment les attitudes face à la variation linguistique, les approches et les supports pour l'apprentissage de l'écrit et de l'oral, les manifestations de la diatopie en classe.

L'analyse des autres données de l'enquête occupe le **sixième chapitre**. Je laisserai découvrir aux futurs lecteurs de cet ouvrage que nous espérons nombreux toute la richesse et l'intérêt des analyses auxquelles le questionnaire a donné lieu. Il importe ici de relever quelques éléments de réflexions qui paraissent particulièrement intéressants. Par exemple, l'existence dans l'imaginaire commun des enseignants des deux communautés d'une « géographie imaginée » de la langue comportant « centre(s) et périphérie(s) » (p. 153). Or si cela relève presque du lieu commun et du stéréotype pour la langue française, il est surprenant d'apprendre que même pour l'italophonie, qui jouit quand même d'un « polycentrisme asymétrique national », il existe un « centre », l'Italie, et une périphérie représentée par le Canton du Tessin.

L'auteur a également dégagé trois profils d'enseignants (§ 6.2.5.) : l'enseignant puriste, l'enseignant bon élève à la recherche de modèles, l'enseignant sociolinguiste (heureux ou nostalgique). Le dernier profil, surtout dans sa version « heureuse », semble davantage prendre en compte la variation diatopique dans ses pratiques.

Les conclusions proposent une synthèse des principales observations et interprétations et tracent des perspectives pour la formation des enseignants.

Sous la forme d'une rigoureuse interrogation croisée de différents contextes sociolinguistiques, des idéologies linguistiques institutionnelles, notamment scolaires, des représentations sociales des enseignants face à la langue qu'ils enseignent et de leurs pratiques déclarées, cet ouvrage est également un plaidoyer convainquant en faveur d'une utilisation de la variation, notamment diatopique, dans la didactique des langues et des cultures.

Pour ne pas en finir ...

La lecture de ce texte donne envie que la réflexion se poursuive et cela dans (au moins) deux directions différentes. Ce travail de recherche a montré que des vécus expérimentiels de la diatopie *in vivo* — comme dans le cas des enseignants italophones de FLE en Italie mais aussi de ce pourcentage élevé (environ la moitié) d’enseignants d’ILS aux origines familiales italiennes — n’influe pas sur les pratiques de ces enseignants dans le sens d’une inclusion de la variation diatopique dans leurs pratiques professionnelles : cela est imputé au fait qu’il s’agit de professionnels de la langue baignant dans le prescriptivisme de l’institution scolaire, qui aurait en quelque sorte formaté les représentations. Il serait intéressant, en premier lieu, de vérifier si ce prescriptivisme et purisme institutionnels par rapport à la langue est également le fait des enseignants de tout autre langue étrangère. On pourrait se demander, par exemple, si les enseignants d’anglais suivent cette même idéologie linguistique. Car, si tel n’était pas le cas, il faudrait par la suite s’interroger sur les effets que peuvent avoir eu sur les représentations des deux communautés d’enseignants analysées dans cet ouvrage le fait que, d’une façon ou une autre, ces deux communautés ont en partage, outre leur profession, la langue française, dans un cas comme langue parlée dans le quotidien (le groupe francophone enseignant l’ILS) et dans l’autre comme langue enseignée (le groupe italophone enseignant le FLE). Cela amènerait à interroger l’impact sur ces enseignants d’une idéologie concernant spécifiquement la langue française qu’elle soit enseignée dans l’institution scolaire comme langue de scolarisation dans les pays francophones ou dans des institutions de formation à l’enseignement du FLE. Cela reviendrait à enquêter sur les idéologies véhiculées par toute institution de formation mais en lien direct et étroit avec l’enseignement de la langue française.

Enfin, il serait important de se demander dans quelle mesure et suivant quelles modalités d’autres formes de variation pourraient trouver leur place dans l’enseignement des langues étrangères en lien également — et en renforcement réciproque — avec la langue de scolarisation. Outre la variation diamésique (apparemment déjà suffisamment prise en compte tout au moins dans le rapport entre oral et écrit) et la variation diaphasique (présente mais en mesure moindre ou plus diversifiée selon les communautés), je pense notamment à la variation diastratique dans le cadre d’une réflexion de type *critical language awareness* et dans une démarche de mise en pouvoir des apprenants.

GLOTTOPOL

Revue de sociolinguistique en ligne

Comité de rédaction : Michaël Abecassis, Salih Akin, Sophie Babault, Claude Caitucoli, Véronique Castellotti, Régine Delamotte, Robert Fournier, Stéphanie Galligani, Emmanuelle Huver, Normand Labrie, Foued Laroussi, Benoit Leblanc, Fabienne Leconte, Gudrun Ledegen, Danièle Moore, Clara Mortamet, Alioune Ndao, Isabelle Pierozak, Gisèle Prignitz.

Rédactrice en chef : Clara Mortamet.

Comité scientifique : Claudine Bavoux, Michel Beniamino, Jacqueline Billiez, Philippe Blanchet, Pierre Bouchard, Ahmed Boukous, Pierre Dumont, Jean-Michel Eloy, Françoise Gadet, Monica Heller, Caroline Juilliard, Jean-Marie Klinkenberg, Jean Le Du, Marinette Matthey, Jacques Maurais, Marie-Louise Moreau, Robert Nicolaï, Didier de Robillard, Paul Siblot, Claude Truchot, Daniel Véronique.

Comité de lecture pour ce numéro : Céline Alcade (Université de Montpellier), Carmen Alen Garabato (Université de Montpellier), Philippe Blanchet (Université de Rennes), Henri Boyer (Université de Montpellier), Alberto Bruzos (Université de Princeton), Barbara Cifuentes (ENAH, Mexico), James Costa (Université Paris 3), Juan Ennis, Juan Manuel Espinosa (Instituto Caro y Cuervo), Carlos Alberto Faraco (Brasil), Patricia Lambert (ENS Lyon), Monica Heller (Université de Toronto), Henrique Monteagudo (Université Santiago de Compostele), Benedicte Pivot (Université de Montpellier), Darío Rojas (Université Chile), Mariana Steiner (Université de Fribourg).

Laboratoire Dylis – Université de Rouen
<http://glottopol.univ-rouen.fr>

ISSN : 1769-7425

GLOTTOPOL – n°32 – juillet 2019
<http://glottopol.univ-rouen.fr>